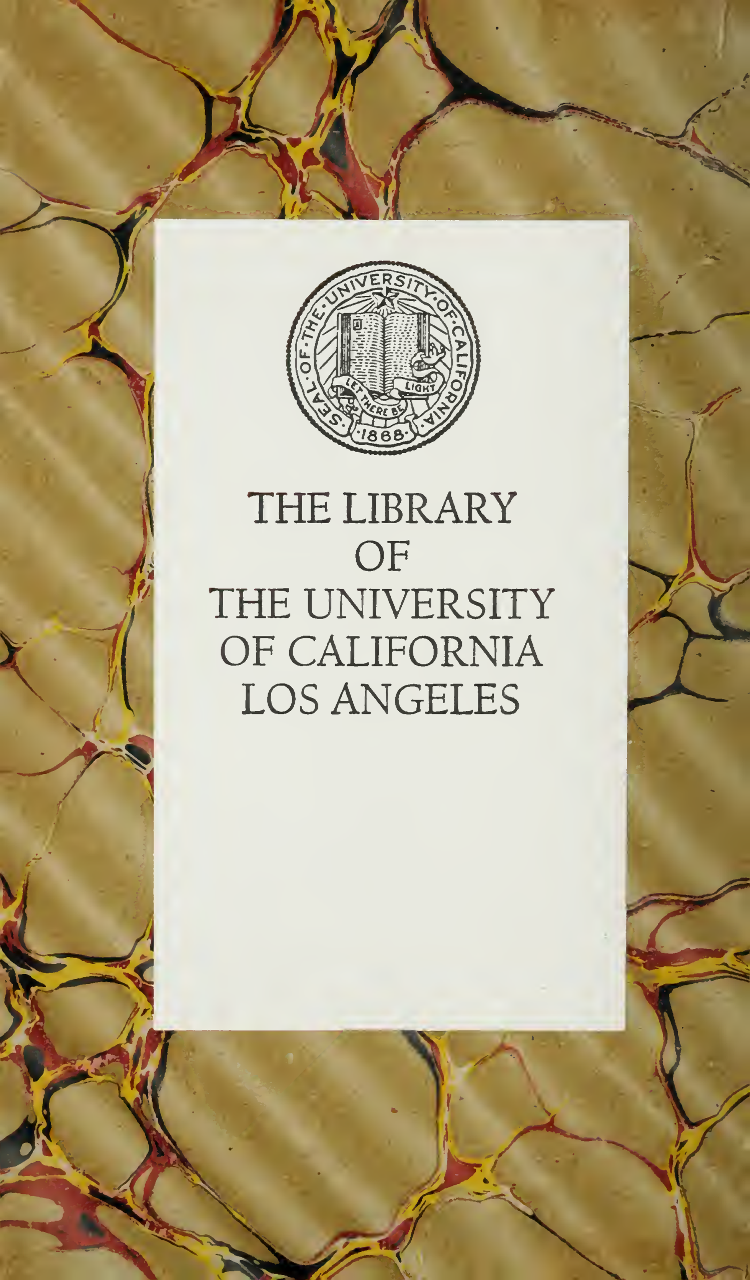
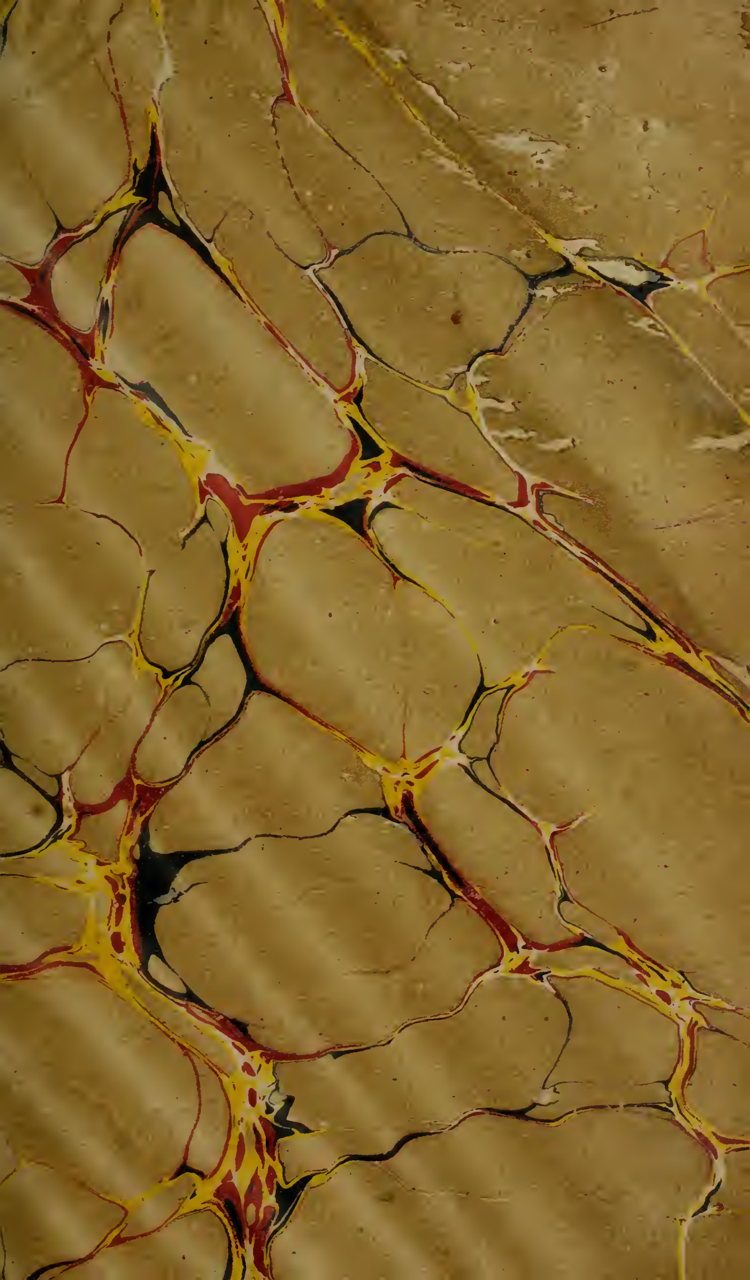
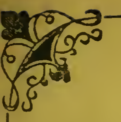
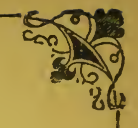

SEAL OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868



ÉMILE OLLIVIER

L'EMPIRE LIBÉRAL

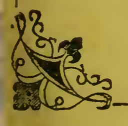
ÉTUDES, RÉCITS, SOUVENIRS

« *Io :* Qui donc le dépouillera de la toute-puissance ?
Prométhée : Lui-même. »
(ESCHYLE PROMÉTHÉE.)

LE SUICIDE

PREMIER ACTE : WŒRTH - FORBACH
RENVERSEMENT DU MINISTÈRE

PARIS
LIBRAIRIE GARNIER FRÈRES
6, RUE DES SAINTS-PÈRES, 6



L'EMPIRE LIBÉRAL

ÉTUDES, RÉCITS, SOUVENIRS

TOME SEIZIÈME

DU MÊME AUTEUR

Commentaire de la loi sur les Ordres (1859).
Commentaire de la loi des Coalitions (1864).
Démocratie et Liberté (1867).
Le 19 Janvier (1869).
Lamartine (1874).
Le Ministère du 2 Janvier, mes Discours (1875).
Concile du Vatican (1877).
Thiers a l'Académie (1879).
Liberté des Sociétés (1880).
Le Pape est-il libre a Rome? (1882).
Le Concordat est-il respecté? (1883).
Manuel de Droit ecclésiastique (1885).
1789 et 1889 (1889).
Michel-Ange (1892).
Discours pour les Prix de Vertu (1892).
Solutions politiques et sociales (1894).
Marie-Magdeleine, récit de jeunesse (1896).
Le Féminisme. — Conférence (1902).
La Femme dans les luttes religieuses (1903). Conférence.
Manuel de droit ecclésiastique, tome II (1907).
L'Empire libéral. — Tome Ier : Du Principe des Nationalités (1895). — Tome II : Louis-Napoléon et le coup d'État (1897). — Tome III : Napoléon III (1898). — Tome IV : Napoléon III et Cavour (1899). — Tome V : L'Inauguration de l'Empire libéral. — Le Roi Guillaume (1900). — Tome VI : La Pologne. — Les Élections de 1863. — La loi des coalitions (1901). — Tome VII : Le démembrement du Danemark (1903). — Tome VIII : L'Année fatale. — Sadowa (1904). — Tome IX : Le Désarroi (1905). — Tome X : L'Agonie de l'Empire autoritaire (1906). — Tome XI : La Veillée des Armes (1907). — Tome XII : Le ministère du 2 janvier (1908). — Tome XIII. — Le Guet-Apens. — Hohenzollern. — Le Concile œcuménique. — Le Plébiscite. — Tome XIV : La Guerre. — Explosion du complot Hohenzollern. — Déclaration du 6 juillet. — Retrait de la candidature Hohenzollern. — Demande de garantie. — Soufflet de Bismarck. — Notre réponse au soufflet de Bismarck. — La déclaration de guerre. — Tome XV : Étions-nous prêts — Préparation. — Mobilisation. — Sarrebruck. — Alliances.

ÉMILE OLLIVIER

L'EMPIRE LIBÉRAL

ÉTUDES, RÉCITS, SOUVENIRS

« Io : Qui donc le dépouillera de la toute-puissance ?

« Prométhée : Lui-même. »

(Eschyle. — *Prométhée*.)



LE SUICIDE

PREMIER ACTE : WŒRTH — FORBACH

RENVERSEMENT DU MINISTÈRE

PARIS

LIBRAIRIE GARNIER FRÈRES

6, RUE DES SAINTS-PÈRES, 6

1912

L'EMPIRE LIBÉRAL

ÉTUDES, RÉCITS, SOUVENIRS

LIVRE XXIV

LE SUICIDE. — WŒRTH
FORBACH, LE RENVERSEMENT DU MINISTÈRE PAR LA MAJORITÉ IMPÉRIALISTE

AVANT-PROPOS

L'étude des faits dans l'Histoire m'a amené à cette conviction expérimentale qu'aucun gouvernement n'a été anéanti par ses ennemis; les ennemis sont comme les arcs-boutants des églises gothiques : ils soutiennent l'édifice. Il n'y a pour les gouvernements qu'une manière de périr : le suicide.

Depuis 1789, tous les pouvoirs se sont détruits eux-mêmes : les Constituants s'excluent de leur œuvre; les Girondins se livrent; les Jacobins s'anéantissent entre eux; les principaux Directeurs mettent leur République aux enchères; Napoléon Ier abdique deux fois; Charles X abdique et s'en va; Louis-Philippe abdique et s'enfuit. Ces défaillances sont contraires à l'honneur et à

la sagesse : un gouvernement est inexcusable de combattre les aspirations progressives de son peuple, il l'est encore plus d'obéir à ses révoltes. A l'heure suprême d'une lutte intestine, faire des concessions d'hommes et de choses refusées jusque-là, même à tort, c'est couard; à plus forte raison est-il honteux de s'enfuir, de déserter ses fidèles au milieu du combat. Un prince ne doit quitter sa demeure royale que dans un cercueil, *stantem mori oportet*. J'ai entendu de l'illustre François Arago qu'à l'annonce de la seconde abdication de Napoléon, les jeunes Fédérés, dont il faisait partie, crièrent à la trahison. La sagesse conseille la résistance et l'honneur l'exige.

Un pouvoir qui, même dans l'extrême malheur, se défend vigoureusement, est sûr de se maintenir, car les révolutionnaires agressifs autrement que de la langue ne sont jamais qu'une poignée, peu redoutable quand on n'en a pas peur. Qu'auraient pu quelques émigrés et quelques républicains contre Napoléon s'il ne s'était précipité lui-même du haut de sa popularité persistante? Qu'auraient pu contre Charles X quelques conspirateurs lassés de leurs insuccès s'il n'avait pas mis une reculade au bas de ses ordonnances mal préparées? Qu'auraient pu contre Louis-Philippe quelques révolutionnaires aux abois si, à une émeute comptant plus de chefs que de soldats, il avait su opposer autre chose qu'une capitulation politique et militaire? La seule action efficace des ennemis, à l'heure des crises suprêmes, est de produire,

dans les chefs d'État, par le tumulte de leurs attaques, cet effarement intellectuel, cet affaissement de cœur qui les disposent à l'immolation. Mais un homme de ferme courage, digne de commander, est inaccessible à ces surprises et s'ancre d'autant plus dans la résistance qu'il se sent plus menacé.

La Constitution de 1870, par la légitimité et la force de son origine, permettait à Napoléon III de braver les bourrasques. Mais son gouvernement n'échappa point à la loi commune. Il est malheureusement hors de doute que les oppositions de Droite et de Gauche coalisées saluèrent avec joie des revers qui auraient dû les désoler et y virent surtout le moyen trop longtemps souhaité de renverser un gouvernement détesté, qu'elles ne se bornèrent pas à des vœux platoniques et que, par leur action et par leur abstention, elles s'employèrent à convertir les revers en catastrophes et à amener l'écroulement final. Mais ce détestable complot n'eût pas réussi à renverser l'Empire, récemment sacré par un plébiscite, si les amis de l'Empereur n'avaient prêté main-forte aux conjurés. L'Opposition leur tendait le couteau homicide ; ils n'avaient qu'à le lui arracher des mains ; ils le prirent et se coupèrent eux-mêmes la gorge. Je ne crois pas qu'il y ait d'exemple d'un tel suicide.

Le drame a eu plusieurs actes. Le premier fut, au lendemain des défaites de Wœrth et de Forbach, le renversement, par la majorité impérialiste qui avait furieusement poussé à la guerre,

du ministère qui y avait résisté jusqu'au dernier moment et auquel on ne pouvait imputer les revers, qu'ils fussent la conséquence d'une fausse préparation ou de l'incapacité du commandement.

Le second acte fut la déposition de l'Empereur après les batailles autour de Metz. Le souverain vaincu a abandonné le commandement de l'armée, et les ministres de la Régence lui interdisent de venir à Paris se replacer à la tête de son gouvernement ; il suivra son armée comme un bagage.

Si l'Empereur était déposé, l'Empire restait encore debout. Qui le détruira ? Ce n'est pas l'Opposition. Ce sont ceux qui ont renversé le ministère et déposé l'Empereur. Jusque-là on avait vu des rois mis à mort, d'autres abdiquant et s'enfuyant ; on vit pour la première fois, le 3 septembre 1870, un gouvernement provoquant lui-même sa déchéance. Les ministres de la Régence *proposèrent la création d'un conseil de gouvernement et de défense nationale composé de cinq membres;* plus tard le pays serait consulté *et cette consultation aurait lieu par une assemblée constituante.* Ainsi la tradition napoléonienne, qui avait mis dans le plébiscite la forme constituante, était reniée dans son avenir comme dans son présent. Ce fut le troisième acte.

Tout cela était illégal, révolutionnaire, nul. L'Impératrice, pas plus que ses ministres et que le Corps législatif, n'avait autorité pour s'affranchir d'un ordre constitutionnel qui, établi par un premier plébiscite et confirmé par un second, ne pouvait être aboli que par un troisième. Néan-

moins, en fait sinon en droit, le pouvoir était rendu vacant. Dès lors l'Impératrice n'avait plus qu'à quitter la demeure impériale où, de par la volonté de ses ministres, elle avait perdu le droit de commander, et il ne restait au Corps législatif qu'à voter la combinaison antidynastique apportée par les ministres. Cela ne convint pas aux Irréconciliables républicains, organisateurs du courant subversif auquel tout le monde cédait ; ils entendaient en demeurer les bénéficiaires exclusifs et, usurpation pour usurpation, il leur sembla que la leur, tout au moins au point de vue de leurs intérêts personnels, était préférable à celle de l'Assemblée. Ils la laissèrent donc délibérer dans ses bureaux, lui enlevèrent son Trochu, et, maîtres de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de ce loyal soldat, de ce chevaleresque Breton et de ce vertueux catholique, considérant que le vote de dix députés équivalait à celui de huit millions de Français, ils se constituèrent les maîtres despotiques de la France accablée sous son infortune et hors d'état de leur résister. Ce fut le quatrième et dernier acte.

Tel est le drame poignant qu'il me reste à dire. Je supplie Sa Majesté la Mort de m'en accorder le temps ; je la suivrai ensuite docilement, sans plainte et en toute confiance, car je suis assuré qu'elle me conduira là où il est bon que j'aille.

CHAPITRE PREMIER

WISSEMBOURG

I

Il n'y a d'égal au supplice de déclarer une guerre que celui de la raconter. La Destinée m'a infligé le premier. C'est volontairement que je me condamne au second : je m'y crois obligé. Moi seul puis révéler certains faits inconnus et rétablir dans leur vérité certains autres mal connus. Et cette conviction me donne le douloureux courage de rechercher les causes et de débrouiller les péripéties de nos cruelles défaites.

La division Abel Douay était à Haguenau depuis le 22 juillet; la division Ducrot à Reichshoffen depuis le 27 ; les divisions Lartigue et Raoult à Strasbourg, où Mac-Mahon avait son quartier général ; le corps de Félix Douay, placé sous les ordres du maréchal depuis le 25 juillet, était réparti entre Colmar et Belfort. A Colmar se formait la division Conseil-Dumesnil ; à Belfort la division Liébert, la brigade de cavalerie Cambriels et la réserve générale d'artillerie. La divi-

sion Dumont et la brigade de cavalerie Jolif du Colombier étaient retenues à Lyon dans la crainte de désordres.

L'Empereur s'alarma de l'éloignement de Strasbourg du corps d'armée de Félix Douay. Il avait déjà une fois ordonné à Le Bœuf de le rapprocher ; il renouvela l'ordre à Mac-Mahon. Le Bœuf avait objecté que Douay n'avait pas achevé sa formation et qu'il serait imprudent de découvrir la voie ferrée de Strasbourg à Mulhouse et Belfort. La première objection avait disparu puisque Douay était à ce moment au complet [1] ; la seconde subsistait, mais elle était sans valeur, car qui couvre tout ne couvre rien. Néanmoins Mac-Mahon, dont l'esprit n'était pas tout à fait dégagé de la vieille théorie des cordons, n'opéra qu'avec timidité le resserrement. Il appelle par voie ferrée la division Conseil-Dumesnil à Strasbourg, la 1re brigade de la division Liébert à Colmar, mais il laisse le reste à Belfort.

1. Mac-Mahon télégraphie le 2 août au général Douay l'informant que « l'Empereur insistait sur l'importance de faire occuper Strasbourg par une division de son corps d'armée ». Mac-Mahon dit dans ses souvenirs : « Le général Douay me répondit que le 7e corps était loin d'avoir terminé son organisation. » C'est une erreur, car ce même jour, 2 août, onze heures quarante-cinq du matin, le général Douay télégraphiait à Mac-Mahon : « Reçu ce matin en grande partie les objets de campement de Paris. Les divisions Conseil et Liébert peuvent être dirigées sur Strasbourg... » et le même jour à huit heures quarante-cinq soir au ministre : « ... Je suis en mesure d'exécuter le 4 août le mouvement que m'indique le maréchal Mac-Mahon. Je lui rends compte. Je lui demande avec instance l'envoi à Belfort des troupes qui sont à Lyon. »

Ce même jour, se croyant en état d'agir offensivement, il organise sa marche en avant : Abel Douay se portera de Haguenau à Wissembourg, avec la brigade de cavalerie Septeuil, et constituera le premier échelon du mouvement offensif vers la Lauter ; il se mettra en route le 4 août au matin, par étapes, couchera à Soultz, arrivera devant Wissembourg dans la journée du 5, l'occupera ainsi que Weiler et les positions environnantes, sa droite à Altenstadt se reliant par la gauche à Ducrot par le col du Pigeonnier. Le second échelon sera constitué par la division Ducrot, qui, également le 4, ira de Reichshoffen à Lembach où elle établira son quartier général, en lançant un régiment vers la frontière et un autre à Climbach, en se reliant par sa gauche à la division Guyot de Lespart du 5e corps. Raoult viendra occuper à Reichshoffen la place laissée vacante par Ducrot et Lartigue, s'avancera jusqu'à Haguenau, formant ainsi les troisième et quatrième échelons. La brigade de cavalerie de Nansouty sera provisoirement maintenue à Seltz ; la division de cavalerie Bonnemain et la brigade de cuirassiers Michel à Brumath ; le maréchal portera son quartier général à Haguenau suivant le gros de son corps.

Mac-Mahon ne trouva pas suffisant de relier les échelons rapprochés de l'ennemi, par le col du Pigeonnier et Climbach : afin qu'ils fussent en mesure de se porter l'un vers l'autre et de se soutenir, voulant le concert entre les deux divisions plus assuré, il mit Abel Douay sous

la direction de Ducrot, le plus ancien divisionnaire, celui qui connaissait le mieux ce terrain, et il le charga de désigner les positions qu'occuperait à Wissembourg la division Abel Douay.

Ce n'est pas seulement la division Conseil-Dumesnil qui eût dû être rappelée à Strasbourg, mais la brigade Liébert et le corps d'armée tout entier de Félix Douay. Le 7e corps d'armée, déjà trop distant de Mac-Mahon, même quand le grand quartier général était à Strasbourg, en serait encore plus séparé lorsque ce quartier général serait transporté à Haguenau. Mais Mac-Mahon n'admet pas qu'un point du territoire ne soit pas défendu. Cependant, à peine a-t-il pris ces dispositions insuffisantes qu'il les affaiblit lui-même. Félix Douay lui télégraphie qu'il y a à Lörrach des rassemblements d'ennemis menaçants : ce n'étaient que des partisans würtembergeois hardis, un faible détachement sous les ordres du colonel von Seubert, qui allumaient des feux pour faire croire à la présence de troupes. Ce rassemblement eût-il été considérable, il fallait d'autant plus rappeler Félix Douay menacé d'être enlevé par ces forces supérieures. Au contraire, Mac-Mahon ne se contente pas de l'éloigner, il éloigne aussi Abel Douay et élargit comme à plaisir la distance déjà trop grande entre les deux ailes de son corps d'armée.

Le 3 août il suspend le mouvement de Conseil-Dumesnil et de Liébert. La conséquence logique eût été de ralentir de même la marche offensive vers Wissembourg jusqu'à ce que Félix Douay

1.

fût devenu disponible : Mac-Mahon la précipite. Les gens de Wissembourg, toujours en émoi ainsi que leur sous-préfet Hepp, avaient fait annoncer que le poste de douanes venait d'être attaqué par les Bavarois qui occuperaient Altenstadt le lendemain. Le maréchal, obsédé de leurs implorations, avance d'un jour le mouvement résolu sur Wissembourg, ordonne à Abel Douay d'opérer le 3 août la marche fixée au 4 et de la fournir en une seule étape. Il maintient la liaison entre les deux premiers échelons, que l'anticipation d'Abel Douay aurait rompue, en ordonnant à Ducrot d'avancer aussi d'un jour sa marche sur Lembach et de l'opérer le 3, afin, s'il le jugeait nécessaire, de rejoindre Abel Douay en route et de lui indiquer le moyen de se relier à sa division. Ducrot répondit (3 août, 4 heures) : « La menace des Bavarois me paraît une pure fanfaronnade. » Et il se contenta d'envoyer le 3 au matin, à Lembach, le 18e de ligne et le 13e bataillon de chasseurs (brigade Wolff) avec une section d'artillerie. Il expédia en outre vers Abel Douay un officier, porteur d'une carte indiquant les positions à occuper le soir.

Lorsque le 4 août les divisions Raoult et Lartigue sortirent de Strasbourg, la population entière les accompagna de ses bravos frénétiques. On l'eût bien étonnée, si on lui eût dit que cette troupe, dont elle admirait l'allure imposante et martiale, manquait de tout. Ce qu'au contraire on put constater par un coup d'œil sur les voitures de toute espèce qui la suivaient, c'est que, loin

de manquer de tout, elle avait trop de tout et traînait après elle des *impedimenta* encombrants et inutiles qui entravaient sa marche. On s'en aperçut aux premiers pas. Les troupes avaient à peine dépassé l'avancée que les charrettes de paysans ayant tenté d'entrer dans le faubourg derrière nos voitures, une de ces charrettes accrocha, sous le pont-levis, la roue d'un fourgon ; les conducteurs civils courant dans un sens, les conducteurs militaires dans l'autre, une barricade de plus de 50 mètres de longueur fut instantanément formée et il fallut s'arrêter court partout. On mit plus d'une heure à se dépêtrer, en cassant ici et là une jante, un timon ou une traverse, chacun criant, s'agitant et pestant[1].

Les 31 kilomètres qui séparent Strasbourg de Wissembourg furent parcourus par une chaleur torride. Les soldats surchargés, essoufflés, s'allégeaient en jetant leurs shakos dont ils jonchaient les routes. Abel Douay s'arrêta cinq heures à Soultz. Il n'arriva qu'à la nuit tombante.

II

Wissembourg, ville de 6 000 âmes, est assise sur les deux rives de la Lauter. Trois portes, correspondant aux trois routes qui vont à Bitche, à Landau, à Haguenau, s'ouvraient dans son enceinte continue revêtue de maçonnerie et munie

1. Victor Thiéry, *Après la défaite.*

de fossés de six à dix mètres, qu'un système d'écluses permettait de remplir d'eau, mais qui n'étaient infranchissables que sur le front nord où leur fond vaseux est garni d'épais roseaux. Au sud, non loin d'une petite gare, se réunissent les lignes de Strasbourg et de Landau. En aval, Altenstadt, le fort Saint-Rémy et les redoutes des célèbres lignes de Wissembourg. La ville est dominée au nord comme au sud par des hauteurs, celles de gauche couronnées de villages et couvertes de vignes, abris tout prêts pour des tirailleurs; celles de droite par les plateaux du Vogelsberg et du Geissberg, qui se prolongent vers l'est et se terminent par des pentes abruptes sur lesquelles s'élève le château du Geissberg. Ce château, de construction massive, avait une cour intérieure communiquant, par une porte voûtée percée sur sa façade ouest, avec une cour extérieure, close par un mur de six mètres, percé de trois portes, deux au nord, une au sud. La façade est donnait accès par un perron élevé sur un jardin formant terrasse et terminé par un mur de soutènement de sept à huit mètres de hauteur; de rares fenêtres et des ouvertures étroites éclairaient ses fortes murailles.

Non seulement la ville ainsi dominée est comme au fond d'un entonnoir, elle est de plus débordée par les épaisses forêts du Bienwald et du Mundat. S'installer là, c'était s'exposer à découvrir tout à coup sur nos lignes de retraite, avant même d'avoir soupçonné leur marche, les Allemands arrivés complètement à couvert.

En conséquence Abel Douay ne songea pas à y établir ses troupes. Il les disposa au milieu de l'obscurité d'un orage, non sur les sommets des crêtes, mais en arrière, en se gardant par les avant-postes réglementaires. En même temps il envoya à Wissembourg le 2e bataillon du 74e sous les ordres du commandant Liaud. « Vous apprécierez s'il serait utile d'occuper le fort Saint-Rémy et les anciennes redoutes qui sont en avant d'Altenstadt, lui avait dit Ducrot; la chose me paraît douteuse. » Il n'y avait cependant pas de doute : l'occupation était dangereuse si on ne voulait pas défendre Wissembourg; elle était indispensable si on comptait s'y tenir. Abel Douay, résolu à ne pas défendre Wissembourg selon l'avis définitif de Mac-Mahon et de Ducrot, n'établit donc personne à Altenstadt et à Saint-Rémy. Mais alors pourquoi avoir mis dans l'entonnoir le commandant Liaud? S'il était attaqué, ne serait-on pas entraîné à défendre la ville indéfendable? Et s'il n'avait pas le temps de se replier, l'abandonnerait-on? Placer là un bataillon, c'était y placer éventuellement la division entière.

Ces ordres donnés, Abel Douay se rend de sa personne dans la ville. Il y recueille des renseignements terrifiés : tous les alentours sont remplis de Prussiens et de Bavarois; chaque vigne en cache un; le château de Saint-Paul très rapproché est à eux; les habitants demandent qu'on les défende par plus d'un bataillon. Mais le général n'ajoute pas foi à ces informations

pessimistes : trop de fausses alertes l'avaient rendu incrédule. Dès le 28 juillet, n'avait-on pas annoncé que Wissembourg était occupé par 4 000 Prussiens ? Il pensa que l'information était aussi inexacte le 3 août qu'elle l'avait été le 28 juillet. Ducrot lui en donnait l'assurance : « J'ai examiné attentivement du col du Pigeonnier les environs de Wissembourg; j'ai recueilli de nombreux renseignements et je suis convaincu que l'ennemi n'est en force nulle part à proximité, prêt à tenter une offensive. Les craintes du sous-préfet sont fort exagérées. » Son bataillon installé dans la cour de la caserne, Abel Douay rentra tranquillement à son quartier général, établi dans la partie de Steinseltz, voisine de Oberhoffen, à quelque distance du bivouac de ses troupes.

Ducrot lui manda d'envoyer, entre le col du Pigeonnier, Pfaffenschlick et Climbach, le 78e de ligne, afin de relever le 96e et établir la liaison avec lui. Abel Douay exécuta cette instruction le 4 août dès l'aube. Diminué ainsi, il ne lui restait plus que 8 bataillons, 7 escadrons et demi, 3 batteries dont une de mitrailleuses, une compagnie du Génie ; en tout : 4 650 fantassins, 650 sabres, 18 pièces. Sa situation devenait des plus risquées. S'il était attaqué ce jour-là, il n'aurait pu être secouru par la 1re division qu'au bout de sept heures, par la 3e au bout de onze heures, par la 4e au bout de douze heures, ces dernières après de fortes marches.

Il prit les précautions réglementaires et

envoya une reconnaissance d'un bataillon de tirailleurs, de deux escadrons de chasseurs et d'une section d'artillerie sur Altenstadt et au delà. Cette reconnaissance ne s'avança pas jusqu'au point où elle eût été en contact avec l'ennemi selon le précepte napoléonien. Elle s'arrêta dans le rayon des reconnaissances journalières, à une heure de distance et ne découvrit pas les troupes allemandes encore très éloignées. Douay accueillit d'autant plus volontiers son rapport rassurant que, de quelque côté du Geissberg qu'il portât la vue, tout était calme, aucune vedette suspecte ne paraissait. Il laissa les soldats faire leur soupe, laver leur linge, nettoyer leurs fusils ; il ne rappela pas les hommes de corvée descendus dans la ville.

A sept heures, une interrogation d'alarme, partie du grand quartier général de Mac-Mahon, lui arrivait : « Avez-vous quelques informations vous faisant croire à un rassemblement nombreux devant vous ? Répondez immédiatement. » Puis il lui donnait ces sages instructions : « Tenez-vous sur vos gardes, prêt à vous rallier, si vous étiez attaqué par des forces très supérieures, au général Ducrot par le Pigeonnier. Faites prévenir le général Ducrot, en route sur Lembach, d'être également sur ses gardes. » Dans une seconde dépêche (8 h. 35), Mac-Mahon annonce : « qu'il va partir à neuf heures pour Wissembourg dans l'intention de faire la tournée des postes des première et deuxième

divisions. » Abel Douay télégraphie à Ducrot l'avis du maréchal et se prépare à recevoir une offensive.

L'avertissement de Mac-Mahon ne tarda guère à se justifier. Vers huit heures un quart, des tirailleurs suivis de colonnes furent aperçus descendant des hauteurs du Nord, tandis que des canons postés à 800 mètres allumaient des incendies dans Wissembourg. C'était l'avant-garde de cette armée allemande dont, depuis plusieurs jours, le sous-préfet Hepp annonçait l'approche et que Ducrot persistait à croire lointaine.

III

Le 1er août, le Prince royal, étonné de notre inertie, avait écrit dans son journal : « Nous sommes prêts et nous cherchons à prévenir les mouvements des Français ; qui s'y serait attendu? » Le 3 août, à quatre heures de l'après-midi, de son quartier-général de Landau, il ordonnait de traverser le Bienwald par quatre routes et de franchir la Lauter. La IIIe armée devançait ainsi la Ire et la IIe pour faciliter leur action ; elle devait exécuter, comme aile marchante, une sorte de conversion à droite ; ce qui donnerait au centre, tenu en arrière, le temps d'entrer en ligne et de s'intercaler entre les deux ailes. Son effectif était de 120,175 fantassins, 14,875 sabres et 456 canons [1].

1. Major HAHNKE, *Opérations de la IIIe armée*, p. 31. — Dans

Conformément à l'ordre du Prince royal, elle s'ébranla le 4 août, de quatre à six heures du matin. Le corps Werder et le corps Von der Tann marchaient, l'un sur Lauterbourg, l'autre sur Langenkandel, dans une direction un peu excentrique; mais la division Böthmer, appartenant au IIe corps bavarois Hartmann et le gros de ce IIe corps, les Ve et XIe corps prussiens, se dirigeaient sur Wissembourg par des routes parallèles, disséminés. La seule instruction donnée était d'attaquer notre armée partout où on la rencontrerait, d'aller au canon et de se soutenir mutuellement.

Peu après huit heures, les Allemands, encore à la distance de 8 à 15 kilomètres, s'avançaient péniblement sur des terrains détrempés par la pluie; seule la division Böthmer atteignait les hauteurs de la rive gauche qui dominent Wissembourg[1] et de là avait ouvert le feu.

ces troupes il y a à distinguer les Ve et XIe corps prussiens, la 4e division de cavalerie qui étaient des troupes de qualité soit : 49 816 fantassins, 6 222 chevaux, 180 canons; les contingents bavarois, wurtembergeois et badois, soit : 70 359 fantassins, 8 653 chevaux, 276 canons étaient des troupes médiocres.

1. La division Böthmer formait avant-garde sur Wissembourg avec mission de s'en emparer; le reste du corps Hartmann sur Ober-Otterbach par la route de Landau. Le Ve corps (Kirchbach) et le XIe (Bose) s'avançaient à travers la forêt du Bienwald; le premier sur Steinfeld et Kapsweyer puis, de là, sur Saint-Rémy, le second sur les Bienwald's Hütte, son avant-garde à Schleithal; la 4e division de cavalerie (Prince Albrecht), en longeant la route de Landau, sur l'Otterbach, à quatre mille pas à l'est d'Ober-Otterbach, auprès de Hartmann.

Au bruit du canon bavarois, nos hommes se jettent sur leurs armes; les soldats de corvée rejoignent au pas de course; le commandant Liaud dispose son bataillon en tirailleurs de la porte de Bitche à la porte de Landau; il ne s'occupe pas de la porte de Haguenau où l'on ne voyait aucun danger. En un instant chacun est prêt à recevoir les assaillants, car on avait été dérangé et non surpris Le brouillard se levait. Les tristes effets de l'imprévoyante occupation de Wissembourg se produisent aussitôt. Au lieu d'attirer en haut ceux qui étaient en bas, ceux qui étaient en haut se précipitent de leurs fortes positions vers ceux qui sont exposés en bas. Ne serait-il pas honteux d'abandonner la première de nos villes attaquée et des camarades en péril? C'est le général Pellé qui, d'un mouvement spontané, lance le 1er turcos (colonel Maurandy) sans sacs, avec une batterie (capitaine Didier), vers les bâtiments de la gare, dans la vallée. Les turcos dégringolent plutôt qu'ils ne descendent. Abel Douay qui survient confirme l'initiative de Pellé. Que n'a-t-il eu le coup d'œil et la décision de l'arrêter! Que ne rappelle-t-il Liaud et ne se concentre-t-il tout entier sur les hauteurs! Il aurait là, en sécurité, vu se déployer l'ennemi, et après en avoir mesuré l'importance il l'aurait, suivant l'ordre du maréchal, éludé en se repliant sur Ducrot. Tout au moins devait-il mettre un peu de logique dans son erreur, et, en transportant le combat dans la vallée, y faire descendre toutes ses forces au secours de Liaud. Qu'il

restât en haut ou qu'il descendît, faible comme il était, il lui fallait avant tout demeurer compact et ne pas se vouer à une destruction certaine en se coupant en deux. Au contraire, il retient sa première brigade (Montmarie) sur les hauteurs autour de Geissberg ainsi que les batteries qui lui restent.

Dans la vallée, la batterie Didier s'arrête aux environs de la gare. Les turcos s'avancent jusqu'à la porte de Landau face aux Bavarois ; ils unissent leur feu à celui de leurs camarades installés sur les remparts ; ils font un effort terrible contre les tirailleurs embusqués dans les vignes. Les Bavarois sont repoussés, abattus ; deux de leurs batteries sont obligées de se retirer, un de leurs chefs tombe.

Le Prince royal, arrivé à neuf heures à Schweigen, comprend que Böthmer seul ne s'emparera pas de Wissembourg. Il appelle ses différents corps, surtout le Ve, le plus rapproché. Kirchbach, ardent et infatigable, a déjà devancé cet ordre : à neuf heures et demie à Grossteinfeld, il a entendu le canon et fait demander à Böthmer comment il pourrait le mieux l'aider. « En se portant sur la droite française », répond le Bavarois. Et Kirchbach va vers Altenstadt. Bose, du XIe corps, n'avait pas attendu non plus qu'on l'appelât ; au bruit du canon, il avait franchi la Lauter sans encombre sur des ponts non détruits et poussé sa colonne de Schleithal vers Wissembourg.

Abel Douay, monté sur une éminence au-dessus du Geissberg, couronnée de trois peupliers, plongeait du regard dans les profondeurs

lointaines de cet horizon quelques instants auparavant si calme. Il aperçoit des masses qui s'avancent de tous les côtés; il voit au-dessous de lui quatre batteries qui s'établissent pour battre le Geissberg, la ville et la gare; il entend leurs premières détonations. Il ne peut plus avoir aucun doute sur son péril ; Mac-Mahon n'arrive pas, Ducrot ne donne aucun signe de vie, et les forces ennemies sont très supérieures. Il voit clair enfin et ordonne à ses troupes, ce qui maintenant est devenu très difficile et ne l'était pas à huit heures, d'abandonner la vallée où il aurait fallu ne pas descendre. Il expédie l'ordre à Liaud d'évacuer la ville et à Pellé de remonter avec ses turcos et sa batterie, assez lentement toutefois pour que le bataillon de Wissembourg ait le temps de se retirer aussi. Il venait à peine de prendre ces dispositions qu'un éclat d'obus le frappe au bas-ventre, le renverse de son cheval. On le transporte sans connaissance à la ferme du Schafbusch convertie en ambulance où il expire quelques heures après (10 heures).

Aux matins de défaite, heureux celui qui tombe
Avant la fuite, avant la honte, avant le soir,
Enseveli, lui, le premier de l'hécatombe,
Au linceul glorieux de son dernier espoir [1] !

Le successeur de Douay est le général Pellé. Il faut du temps pour le rejoindre dans la mêlée d'où il essaie de se retirer. Se sentant

1. Sébastien-Charles Leconte, *L'homme heureux*.

menacé d'être tourné, il avait d'abord fait face à droite, puis il avait appuyé sur la gare et retiré ses hommes de la porte de Landau. Cependant il ne les presse pas trop : il attend Liaud. Liaud ne se montre pas. Le porteur de l'ordre d'évacuer la ville ne le lui avait pas remis à lui-même; il l'avait confié, à la porte de Haguenau, dont l'accès était toujours libre, au sous-officier chef de poste, et ce sous-officier avait été tué avant d'avoir fait sa communication. Le commandant Liaud, non averti, continuait sa défense acharnée, attendant ceux qui l'attendaient.

Les Prussiens grossissent toujours; il en arrive 10 000, puis 15 000, puis 20 000, peut-être 25 000. Ils s'emparent d'Altenstadt, débouchent sur les deux rives de la Lauter, se déploient de tous les côtés dans la vallée, conformément à leur récent ordre de marche qui place l'artillerie divisionnaire, non à la queue des colonnes, comme faisaient encore les Bavarois, mais à la suite de la 1re division. Ils établissent facilement de grandes batteries, 42 bouches à feu sur la rive gauche de la Lauter, 24 sur la rive droite; il nous poussent sur notre gauche, nous tâtent sur notre front (Bavarois et Ve corps) et manœuvrent pour tourner notre droite (XIe corps).

Leur attaque sur le flanc gauche est d'abord la principale. Ils s'acharnent contre la gare. Malgré leur supériorité numérique ils ont de la peine à gagner du terrain : les batteries du Geissberg leur font beaucoup de mal pendant leur marche de flanc au-dessous d'elles; ils par-

viennent pourtant à les dominer, deux de nos caissons sautent et nos mitrailleuses sont réduites à se retirer. Alors ils se heurtent, à cinq pas de la gare, à un enclos entouré d'une muraille de six pieds de hauteur, dans lequel sont embusqués des turcos; un feu nourri les accueille; leurs officiers tombent les uns sur les autres; enfin leur lieutenant Baron, bien que blessé lui-même, prend le drapeau des mains expirantes de celui qui le porte et pénètre dans la citadelle improvisée au milieu des hurrahs. Les turcos tiennent bon : là et dans les bâtiments de la gare, couchés dans les fossés, embusqués derrière les haies ou les épaulements encore debout des lignes de Wissembourg, ils font rage. Les bataillons Lammerz et Sermensan sont indomptables. Mais l'assaillant grossit ; on ne peut plus attendre Liaud ; il n'y a désormais qu'à périr jusqu'au dernier ou à abandonner les défenseurs de Wissembourg, qu'on ne peut plus sauver même en se sacrifiant. Les turcos épuisés remontent vers le camp, reprennent leurs sacs et se retirent sur Rooth. La gare est prise (midi) par les Prussiens.

Liaud, cerné, isolé, désespérant de tout secours, ne voulait pourtant pas se rendre. Il réunit ses hommes sur la place d'armes, tente avec eux de se frayer un chemin. Mais une main traîtresse abaisse le pont-levis de la porte de Haguenau. Il le fait relever en hâte : précaution inutile. Cette porte, comme les autres, ne tarde pas à être occupée. Liaud tombe blessé; le capitaine Ber-

trand le remplace et continue la résistance. Les Bavarois sentent que le canon seul leur permettra d'en finir. Ils empruntent une section d'une des batteries prussiennes établies au Windhof, y joignent deux de leurs pièces et abattent les montants de la porte de Landau : l'entrée est ouverte.

Nos soldats se défendent encore rue par rue, maison par maison, mais les habitants les conjurent de déposer les armes. Un membre du Conseil municipal arbore le drapeau parlementaire. Il faut se rendre (2 heures). Le premier soin des Bavarois fut de fouiller les maisons, car ils ne pouvaient s'imaginer que la petite poignée d'hommes qu'ils avaient entre les mains eût pu lutter aussi longtemps et leur faire autant de mal.

IV

Maîtres de la vallée, de la gare, de la ville, il ne reste plus aux Allemands qu'à s'emparer des hauteurs contre lesquelles Bose est engagé depuis onze heures. Le général Pellé renonce à une résistance folle et ne songe qu'à assurer la retraite de ce qui lui reste de sa brigade et de la brigade Montmarie. Mais les Prussiens le suivent de près et organisent une vaste attaque concentrique que le corps bavarois et le Ve corps mènent de la gare à Gutleithof, et le XIe de Gutleithof à Reidseltz. De toutes parts ils gravissent les pentes

détrempées. Avec une décision contraire aux sages préceptes, mais d'une superbe audace, ils abordent de front la position dominante du Geissberg. Nos tirailleurs les déciment, entremêlant les tireries défensives de retours offensifs; les Allemands continuent à grimper; mais leur régularité systématique se rompt, les unités de leurs régiments se confondent (un bataillon du 47e marche entre deux bataillons du 7e), les officiers sont obligés de prendre le commandement de corps auxquels ils sont étrangers. Ils vont quand même et ils parviennent aux pieds du réduit de la position.

Le général Montmarie ne les avait pas attendus. Sans perdre un instant, il avait mis en train la retraite ordonnée par Pellé. Deux de ses bataillons avaient échappé à l'étreinte concentrique et gagné, le Schafbusch, couverts par trois batteries au sud-ouest de Steinseltz, mais deux autres, pressés de plus près et très compromis, n'avaient pu s'échapper de même et ils s'étaient divisés en deux groupes : l'un composé de 200 à 300 hommes, qui avait gagné la ferme du Schafbusch, l'autre composé de 300 hommes à peu près, qui s'était précipité dans le château du Geissberg. Cernés par les Prussiens, ils essaient de sortir d'une retraite où leur faiblesse numérique les a contraints de se réfugier; ils tentent de se faire jour à la baïonnette. Des feux à 150 mètres les arrêtent; le commandant Cécile tombe; ils résistent toujours; des fenêtres, des ouvertures une fusillade terrible repousse le batail-

lon des fusiliers du régiment du roi. C'est l'artillerie encore qui va réduire ces héros comme elle a réduit ceux de Wissembourg. On la hisse avec peine par les mauvais chemins ; les chevaux ne peuvent marcher qu'au pas, les batteries sont obligées d'exécuter une lourde marche de flanc et les assiégés ne laissent pas échapper cette facilité de les cribler de balles. Aux environs, dans une houblonnière, Kirschbach est atteint d'une balle au cou et remplacé par le lieutenant général Schmidt. Enfin les pièces sont en position ; ils parviennent même à en établir une sur l'éminence des trois peupliers. Trente-six bouches à feu dirigent un tir plongeant dans la cour du château dont tous les étages ont été déjà bombardés. Nos cartouches s'épuisent. Là encore, il faut se rendre (3 heures).

Après la prise du château, les vainqueurs s'étaient portés vivement à la poursuite du côté de la ferme de Schafbusch; nos soldats les continrent par des feux de salve, et ce retour offensif assura leur retraite. Les diverses fractions de la première brigade, qui s'étaient réunies dans la ferme, purent, avant que les Prussiens la prissent d'assaut, se réfugier en bon ordre dans les bois sans que l'ennemi les poursuivît autrement que par les feux de son artillerie. Les Allemands se rabattirent à prendre la ferme dans laquelle ils ne trouvèrent que des morts et des blessés, parmi lesquels Abel Douay. Pendant la bataille, à onze heures, la 4e division de cavalerie du prince

Albrecht avait été appelée à Altenstadt, mais elle n'était pas arrivée à temps pour la poursuite.

A Wissembourg ne se commit qu'une faute capitale, c'est d'y avoir envoyé le bataillon Liaud et de ne l'avoir pas rappelé sur les hauteurs au premier coup de feu des Bavarois. Les autres fautes relevées sont contestables et, dans tous les cas, d'une importance moindre. Ainsi on a reproché au 78e, qui entendait le feu et aurait pu arriver, de n'avoir pas bougé parce qu'il n'avait pas reçu d'ordre. Il n'est pas à regretter qu'il n'ait pas suppléé par son initiative à l'ordre qu'il n'avait pas reçu ; il n'eût pas sauvé Douay et il eût aggravé nos pertes. De même il n'y a pas à reprocher à notre cavalerie de ne s'être engagée nulle part dans la journée. Avec un bon sens qui ne fut pas imité depuis, le général Septeuil, approuvé par Pellé, ne voulut pas la sacrifier en vain et l'envoyer à une boucherie inutile en la lançant dans un terrain impropre à son action et dans une situation que cet holocauste n'eût pas modifiée.

Le Prince royal arriva sur la hauteur après la prise du château de Geissberg. Au milieu des acclamations, il embrassa la hampe du drapeau criblé des Fusiliers du roi, félicita les troupes et les fit bivouaquer.

A la joie folle et disproportionnée que les Allemands firent éclater à cet avantage d'avant-garde, on put juger de la crainte que nous leur inspirions. L'honneur était cependant plutôt pour nos troupes qui avaient donné de leur soli-

dité, de leur énergie une preuve éclatante. Moins de 5 000 hommes avaient tenu en échec pendant six heures près de 25 000 et leur avaient fait subir des pertes supérieures à celles qu'ils avaient éprouvées. C'était prodigieux.

Les Allemands avaient laissé sur le terrain 91 officiers et 1 460 soldats, pris un canon et 500 prisonniers. Nos pertes étaient moindres : 60 officiers et 1 100 hommes; mais à l'exception des turcos, officiers et soldats avaient perdu leurs effets. L'ambulance expédiée le matin de Strasbourg avait été obligée de rétrograder sur Soultz[1] et le personnel seul avait pu accourir au secours de nos blessés qu'il fallut transporter sur des charrettes du pays. Nos infirmiers furent faits prisonniers dans la ferme du Schafbusch.

Au cours de ce combat héroïque, Ducrot ne s'était pas montré. Il cheminait tranquillement vers Lembach. Il n'avait ni reçu le télégramme de Douay, ni entendu le bruit du canon étouffé dans les massifs épais du bois. A son arrivée seulement, à midi, il apprit la rencontre par une dépêche que le colonel Franchessin, du 96e de ligne, avait envoyée de Climbach. Il avait ordonné à ses soldats de remettre sac au dos et s'était porté sur le col du Pigeonnier d'où l'on découvre la vallée de la Lauter. Il y recueillit les troupes

1. Il n'était donc pas exact de dire que cette division était imparfaitement organisée, qu'elle manquait de matériel, d'ambulance, de voitures, de cacolets. Tout cela existait, avait été envoyé de Strasbourg le matin, mais avait été arrêté par un de ces faits de guerre contre lesquels aucune préparation ne peut rien.

qui viennent vers lui, en bon ordre, aussi fermes dans la retraite qu'elles avaient été bouillantes pendant le combat. Une partie seulement de l'aile droite, qui avait soutenu le dernier choc au Geissberg et à Schafbusch, grossie par des réservistes venus de Haguenau, s'était dirigée vers Soultz par le chemin de Bremmelbach et de Memelhofen, évitant la grande route qui était aux mains des Allemands. Ducrot organise sa division pour protéger la retraite, si l'ennemi continue sa poursuite. Que pouvait-il de plus?

Mac-Mahon ne tarda pas à survenir. Dès qu'il avait été instruit du commencement de l'affaire, il avait prévenu Raoult à Reichshoffen de se tenir prêt à tout événement et il était parti par un train spécial pour Wissembourg avec ses chevaux. A Soultz, il avait dû quitter le chemin de fer interrompu; il s'était dirigé par les routes les plus courtes, le Pfaffenschlick et le Pfaffenbronn, sur le col du Pigeonnier. S'étant rendu compte de la situation, il ordonna pour le lendemain la concentration de tout le corps d'armée sur Frœschwiller, et envoya son premier aide de camp d'Abzac prendre une locomotive à Reichshoffen et chercher à Strasbourg et à Saverne toutes les troupes disponibles. Jusqu'à sept heures il parcourut les positions, Neehwiller-Frœschwiller-Morsbronn, et il s'établit ensuite pour la nuit chez le comte de Leusse, député et maire de Reichshoffen.

V

Ni Mac-Mahon, ni ses soldats ne furent ébranlés par ce qu'ils considéraient comme un accident glorieux. Au contraire, au quartier général ce fut un soubresaut d'alarme. L'armée venait d'appuyer sur son flanc gauche vers Sarrelouis, attendant un ennemi qui n'arrivait pas et c'est sur les Vosges que l'ennemi se montrait! On ordonna immédiatement pour le 5 août une conversion générale de flanc vers la droite.

Le 5 août, au matin, l'Empereur eut une conférence à Boulay avec Bazaine. On n'y prit aucune décision, et le maréchal rentra à Saint-Avold, l'Empereur à Metz. Là, sous je ne sais quelle inspiration subite, car il n'avait pas le matin laissé entrevoir ce dessein, Napoléon III revint à la division en plusieurs armées du projet Niel, si malencontreusement abandonné au début de la mobilisation. Il réunit les 1er (Mac-Mahon), 5e (Failly), 7e (Félix Douay), en une armée sous Mac-Mahon; il fait une seconde armée des 2e (Frossard), 3e (Bazaine), 4e (Ladmirault), sous les ordres de Bazaine et enfin une troisième, sous ses ordres directs, avec la Garde, les réserves et le 6e (Canrobert). Lui-même reste généralissime.

Ce qui est fait à contre-temps n'est jamais bien fait. Au début, la division en trois armées eût facilité et accéléré nos opérations, puisque c'était a donnée selon laquelle avait été établie la

mobilisation de Niel. Opérée à l'improviste, alors que l'armée avait été organisée pour ne former qu'un tout, elle était, avant de produire des effets salutaires, une cause d'embarras. Une seule armée ayant été constituée, chaque service avait été concentré au grand état-major : il y avait un chef d'état-major général, un commandant en chef de l'artillerie, un commandant en chef du génie, un intendant général, etc. La conséquence logique de la création de plusieurs armées eût été une décentralisation de chaque service par la création d'autant de chefs qu'il y aurait désormais d'unités distinctes vivant de leur vie propre : il eût fallu un chef d'état-major, un commandant du génie, de l'artillerie, un intendant pour chacune des trois armées de Bazaine, de Mac-Mahon et de l'Empereur. Mais la modification du plan si soigneusement préparé par Niel avait dépensé un temps précieux ; maintenant, pour le rétablir, un travail non moins considérable était indispensable, dans un moment encore plus pressé ; on y renonça, et, ne pouvant subdiviser les services généraux, comme on subdivisait les commandements, on limita les pouvoirs des chefs d'armée aux opérations militaires. Cette restriction, imposée par l'exigence des événements qui s'accéléraient, laissait chaque corps à la fois sous le commandement du chef des opérations et sous celui du généralissime ; là où il fallait une unité vigoureuse, elle établissait une dualité.

Il ne suffisait pas de disposer trois armées les

unes à la suite des autres sous trois chefs différents; il eût été urgent d'établir une coopération entre elles et d'indiquer à chacun des chefs le but commun et la part d'action qui lui était réservée. Mais on ne savait pas ce qu'on voulait, comment l'aurait-on indiqué aux autres? Chacun des corps d'armée fut donc livré à lui-même sans aucune direction.

L'Empereur fit écrire à Mac-Mahon par le major général : « Sa Majesté n'ignore pas que vous pouvez avoir devant vous des forces considérables qui paraissent se concentrer en arrière de Landau (abstraction faite sans doute de celles qui avaient combattu à Wissembourg), mais elle a toute confiance dans les dispositions que vous saurez prendre. — L'énergie déployée par la division Douay montre ce que peuvent faire les braves troupes placées sous vos ordres. » En ordonnant à Failly d'obéir à son nouveau chef, on ne prit pas le soin élémentaire d'indiquer à l'un et à l'autre où stationnaient les troupes qui devaient se réunir sous le même commandement.

CHAPITRE II

ENTRE WISSEMBOURG ET WŒRTH

I

L'affaire de Wissembourg avait rendu évidente la présence de Mac-Mahon en Alsace. Mais où s'était-il retiré ? A ne consulter que les possibilités géographiques, il s'était dirigé ou sur Strasbourg par la route d'Haguenau, ou sur Wœrth et Reichshoffen en suivant le pied oriental du Hochwald, ou sur Bitche par les chemins de traverse qui coupent cette montagne. A la réflexion, une de ces hypothèses devait s'exclure, celle de Strasbourg par la route de Haguenau. Comment Mac-Mahon aurait-il pu la prendre? Pendant toute la journée les Allemands avaient manœuvré de manière à tourner notre droite et empêcher notre retraite vers le sud : ils y avaient réussi et s'étaient interposés entre Haguenau et nous. Il n'y avait donc pas à nous chercher dans une direction qu'ils nous avaient à peu près fermée. C'est cependant de ce côté qu'ils nous cherchèrent. A défaut de la 4e division de cavalerie du prince Albrecht encore sur les derrières, ils lancèrent

sur la seule route où ils ne pouvaient nous rencontrer, la route de Haguenau, la cavalerie divisionnaire du 4e régiment de dragons. A Soultz ils avaient trouvé quelque trace de nos troupes. L'état-major avait conclu qu'il n'était pas impossible qu'Abel Douay se fût retiré sur Haguenau; d'autre part, il n'était pas démontré qu'il ne se fût pas replié sur Mac-Mahon, que Mac-Mahon n'eût pas rejoint Failly et l'armée de l'Empereur sur la Sarre. Jusqu'à ce que ce doute fût éclairci, le Prince royal pourvut à cette double éventualité et, tout en regardant vers Strasbourg, se mit en mesure d'opérer rapidement un changement de front à droite, de remonter le cours supérieur de la Sarre et de coopérer à l'attaque de front, qu'on supposait devoir être faite par l'armée de Frédéric-Charles. Le XIe corps Bose et le corps wurtembergeois marchèrent face au sud vers Strasbourg[1]; la 4e division de cavalerie du prince Albrecht protégerait ces marches en sondant le pays. Le IIe corps bavarois Hartmann vint à Lembach sur la route de Bitche; le Ve corps, Kirchbach, gagna Preuschdorff, formant vers la Sarre l'avant-garde de la IIIe armée. Le doute qui rendait l'état-major du Prince royal perplexe ne tarda pas à être éclairci. Le 2e régiment de hussards, qui s'était avancé sur Wœrth et Günstett, aperçut des forces fran-

1. Le XIe corps, à cheval sur la route de Soultz à Haguenau, le corps Werder entre Aschbach et le chemin de fer; le Ier corps bavarois von der Tann, des deux côtés de la route d'Ingolsheim, au sud de Bremmelbach.

çaises importantes et le IIe corps bavarois, en se rendant à Lembach, trouva sur la route les vestiges d'une retraite, des bivouacs récemment abandonnés, une centaine de blessés.

Kirchbach arrivé sur la Sauer, en établissant ses avant-postes sur la rive gauche, de la Kuhbrücke jusqu'au pont de Günstett, reconnut de son côté l'armée de Mac-Mahon. Mac-Mahon occupait donc les hauteurs qui dominent Wœrth, les restes d'Abel Douay l'avaient rejoint, et il n'y avait plus à le chercher du côté de Strasbourg. L'état-major se demanda ce qu'allait faire sur cette position le maréchal. Allait-il offrir une bataille? L'attendrait-il? Se déroberait-il? Le meilleur moyen de le savoir était de l'attaquer. Mais les troupes fatiguées, quelques fractions encore éloignées, les trains en retard[1], les difficultés d'approvisionnement firent remettre l'attaque au surlendemain, 7 août.

Le 6 devait être employé à faire converger sur Wœrth la fraction de l'armée qui regardait vers Strasbourg. Ce changement de front s'opérerait tout en restant concentré autour de Soultz, par la conversion à droite, dont le IIe corps bavarois

1. Les trains d'un corps d'armée allemand comprenaient en 1870 : 1° 10 colonnes de munitions dont 6 d'artillerie et 4 d'infanterie ; 2° 5 colonnes de vivres attelées par le train ; 5 convois de subsistances dont les voitures, les conducteurs et les chevaux étaient fournis par la réquisition opérée en territoire national ; 3° une colonne de boulangerie ; 4° un dépôt de chevaux ; 5° un équipage de ponts de corps d'armée ; 6° 12 hôpitaux de campagne. Les colonnes de munitions étaient attelées par l'artillerie ; les autres, par le train des équipages.

et le XIe corps prussien, maintenus immobiles dans leur position, seraient les pivots. Le XIe corps reçut l'ordre de bivouaquer à Hœlschloch, d'occuper Surbourg avec ses avant-postes vers a Sauer. On enjoignit au Ier corps bavarois de s'avancer dans les environs de Lobsann et de Lampertsloch, ses avant-postes aussi vers la Sauer. La 4e division de cavalerie, sans quitter sa position à Ober-Otterbach, dut s'y ranger en faisant face à l'ouest, et le corps Werder se diriger sur Reimerswiller, ses avant-postes devant la forêt de Haguenau. Ces mouvements très importants, qui changeaient l'orientation del'armée allemande, en la détournant du sud et lui faisant faire face à l'ouest, n'avaient pas une assez grande étendue pour l'empêcher de faire du 6 août un jour de repos.

Le changement de front opéré, de quelle manière agirait-on ensuite? Cela dépendait de ce que ferait Mac-Mahon. Resterait-il immobile, ne sachant ni ne soupçonnant la concentration et le changement de front qui s'opéraient pour l'accabler? Dans ce cas on attendrait le 7 août. Profitant du temps où le Ve corps prussien ne serait pas soutenu par les autres encore trop éloignés, l'attaquerait-il à la manière de Napoléon, et, après s'en être débarrassé, se jetterait-il sur les autres au fur et à mesure de leur apparition? Ou bien, ne se croyant pas en force de tenter ce coup audacieux, essayerait-il de se dérober et de gagner par Bitche et Sarreguemines le gros des forces françaises vers la Sarre? Dans ces deux

derniers cas on entrerait tout de suite en action, non toutefois en s'engageant à fond, mais seulement dans la mesure nécessaire pour empêcher la victoire ou retarder la retraite jusqu'à ce que les autres forces allemandes fussent accourues se joindre au Ve corps. On prescrivit au IIe corps bavarois, par des instructions confidentielles, ignorées des autres chefs, de s'installer, tout en gardant Lembach comme centre, de manière à pouvoir, soit se lancer sur la route de Bitche si Mac-Mahon se retirait, soit appuyer le Ve corps par une diversion sur le flanc gauche de l'armée française si Mac-Mahon attaquait. Le corps d'armée bivouaqué à Lembach fit front vers Bitche, l'avant-garde sur la hauteur de Wingen. La 7e brigade et la 4e division d'infanterie se déployèrent au nord et au sud de Mattstall. La 7e brigade poussa ses avant-postes jusqu'à Langensoultzbach et jusqu'à la Kuhbrucke, dans la vallée de la Sauer en contact avec le Ve corps. On compléta ces précautions en ordonnant à un régiment du VIe corps de se diriger de Landau sur Pirmassens, par la vallée d'Annweiler et Bergzabern, autant pour inquiéter Failly et le clouer à Bitche que pour établir la liaison avec l'armée du prince Frédéric-Charles.

II

Mac-Mahon avait ordonné la concentration de ses troupes sur les collines dominant Wœrth.

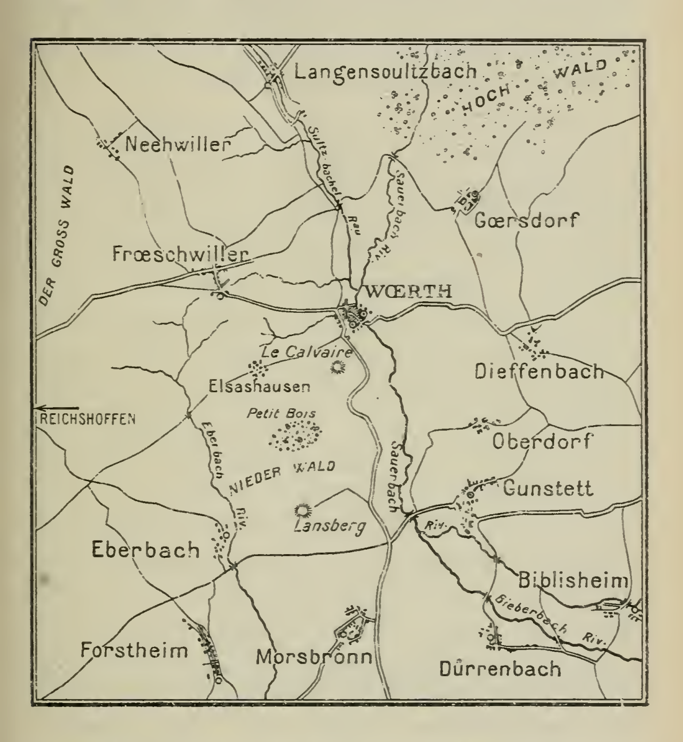
Wœrth, avec son clocher orné de faïences vertes, ses constructions massives, est au fond d'une délicieuse vallée ; la Sauer y arrive du Haardt par la forêt de Frœnsbourg et Lembach ; elle y reçoit la Soultz et toutes deux coulent vers le Rhin en traversant Spachbach. En approchant de Wœrth elles ne sont séparées que par de petites hauteurs couvertes de bois. Au moulin de Gunstett, elles se divisent en deux bras qui ne se réunissent que dans la forêt de Haguenau, à Eichel Garten, et se jettent ensuite dans le Rhin près de Seltz. Le bras est retient le nom de Sauer, le bras ouest celui de Bieberbach. La Sauer n'est pas facilement guéable surtout lorsque, comme à ce moment, les pluies la grossissent. Plusieurs ponts y sont établis, à Wœrth, en amont, Alte Muhle, et en aval, au moulin Bruckmülh, à Biblisheim et vers Durrenbach entre Walbourg et Biblisheim.

Sur ses deux bords, des prairies découvertes, d'une largeur moyenne de 600 mètres alors inondées. Sur la rive droite, versant ouest, la route de Lembach à Haguenau, tantôt se rapprochant, tantôt s'éloignant ; au delà, des prairies, des hauteurs de 60 à 80 mètres, garnies de vignes en échalas, de jardins très couverts, de champs de tabac et de lin, de houblonnières aux pentes douces dans les parties supérieures, abruptes dans la partie inférieure ; les villages de Frœschwiller, Elsasshausen, Morsbronn ; sur le derrière, dans la vallée du Falkensteiner, Reichshoffen et Gundershoffen, le long de la route et du

chemin de fer de Haguenau à Sarreguemines et Bingen. Frœschwiller, clef de la position, placé entre la vallée du Falkensteiner et celle de la Sauer, traversé par les routes de Wœrth, Reichshoffen, Neewiller et Morsbronn, est le point culminant d'un plateau ondulé, dominant toutes les directions. Groupé en forme à peu près quadrangulaire autour de la ligne de retraite sur Reichshoffen, ce bourg et sa spacieuse église et maintes constructions solides, formaient comme une sorte de réduit fortifié sur les derrières de la ligne de défense, couvert, du côté de Reichshoffen, par le Grosserwald, du côté de la Sauer par la forêt à laquelle il donne son nom, vers le sud par Elsasshausen, hameau en contre-bas propice à une bonne défense. Ainsi placé entre trois forêts et deux vallées, à la bifurcation de plusieurs routes, Frœschwiller n'est à découvert qu'au nord. De ce côté, on peut l'aborder à couvert des vastes forêts du Jägerthal et de Langensoultzbach et s'établir sur des positions dominantes. Mais les chemins de montagne sont d'un difficile accès.

Entre l'Eberbach et les pentes qui descendent vers la Sauer, s'étend la forêt du Niederwald. Le ruisseau d'Eberbach, cours d'eau insignifiant, franchissable partout, prend sa source à 500 mètres au sud-ouest de Frœschwiller, passe entre le Grosserwald et le Niederwald, derrière Morsbronn, et arrive près de Lembach pour s'en aller vers la forêt de Haguenau et le Rhin. Son cours est parallèle à celui de la Sauer. Vers Eberbach

seulement il est un peu escarpé du côté droit et offre une petite position. Sur les pentes vers la Sauer, où aboutit le Niederwald, étaient Lansberg et sa ferme considérable, l'Albrechs-



häuserhof; plus au sud, après le Niederwald, un plateau qui domine Forstheim, Morsbronn et les ponts de Gunstett et de Durrenbach.

Sur le versant de l'est, rive gauche, les villages de Gœrsdorf, Dieffenbach, Oberdorf, Gunstett; après la bifurcation, Biblisheim sur la Sauer et

Durrenbach et Walbourg sur la Bieberbach. Le point le plus important de la rive gauche est Gunstett, placé au-dessus du moulin sur un plateau qui s'étend jusqu'à Oberdorff, sorte d'observatoire d'où l'on domine Wœrth et les principaux points de la rive droite, place commode à un déploiement d'artillerie.

Les Allemands ont dit, dans l'arrière-pensée de rehausser leur victoire : « Les forces dont disposait Mac-Mahon étaient largement suffisantes, même sans l'adjonction du 5e corps, pour défendre vigoureusement la position ; celle-ci était si particulièrement forte que, même en présence d'un ennemi bien supérieur, elle pouvait permettre de compter sur le succès. La disproportion numérique se trouvait compensée par une artillerie respectable, par la supériorité d'action du chassepot et par l'avantage du terrain. La balance pouvait même pencher en faveur des armes françaises, si le 5e corps venait à entrer en ligne [1]. » Cette affirmation eût été vraie si Mac-Mahon avait pu occuper à la fois Gunstett et Gœrsdorff. « Une position dont une petite rivière couvre le front n'est réellement excellente que lorsqu'on est complètement maître des deux rives, et que l'on occupe les moulins et les usines qui pourraient s'y trouver et seraient de nature à favoriser le passage, afin de s'en servir selon les circonstances pour le défendre ou attaquer

1. *La Guerre franco-allemande*, t. I, p. 215.

soi-même en débouchant sur l'ennemi[1]. » Même Gœrsdorf mis de côté, la position fût restée formidable si on avait pu couvrir la droite de Frœschwiller, dominer la Sauer et Wœrth en s'établissant fortement sur le plateau de Gunstett. Wœrth, bombardé à la fois de cette hauteur et de Frœschwiller, eût été intenable aux Prussiens.

En 1818, le général du génie Maureillan, dans un travail d'ensemble sur la défense de la France, avait établi que la meilleure position de combat pour une armée sur la défensive était, non sur la Lauter à Wissembourg, mais précisément dans la situation de Mac-Mahon, la gauche dans le voisinage de la crête des Vosges, la droite vers la forêt de Haguenau, couvrant la route de Bitche par laquelle s'établissait la liaison avec l'armée de la Sarre. Mais il était tellement convaincu que cette position n'aurait toute sa valeur que par l'occupation de Gunstett qu'il avait conseillé d'y établir tout au moins un fort. En 1867, dans son mémoire, le général Frossard, préconisant la position de Wœrth en Alsace autant que celle de Cadenbronn en Lorraine, avait recommandé d'élever quelques ouvrages de campagne, notamment sur la rive gauche, près de Gunstett.

Si Mac-Mahon ne pouvait occuper Gunstett, il aurait pu encore se protéger par l'emploi de la fortification passagère. Napoléon en avai recommandé l'usage comme un des moyens

1. Gouvion St-Cyr, *1812*, t. II, p. 74.

les plus utiles de la guerre. Gouvion Saint-Cyr à Kehl, à Polotsk, à Dresde, avait démontré le parti qu'on en peut tirer. Pendant la guerre de la Sécession américaine, on en avait fait un fréquent usage, et, d'après le général Barnard, une simple tranchée, défendue par deux rangs de fantassins, constitue, dans certaines conditions faciles à remplir, un obstacle à peu près inattaquable de vive force. Or, pour placer quelques tranchées sur les points principaux, il suffit d'une demi-heure, d'une heure au plus. En quelques heures on renforce les parapets, on crée, par des abattis d'arbres et de branches, des obstacles qui forcent l'assaillant à demeurer plus longtemps dans la zone de la mort et à se grouper pour marcher en avant, ce qui donne une efficacité effroyable au feu de la mousqueterie. La position de Frœschwiller, front bastionné, se prêtait mieux que toute autre à la fortification passagère si on voulait y avoir une affaire défensive. Gunstett n'étant point occupé, aucune fortification passagère n'étant préparée, la position restait médiocre. Au centre elle était inexpugnable, mais ce centre menacé à gauche et à droite, en l'air des deux côtés, pouvait être tourné par les ailes : à droite par un mouvement dans la plaine entre Morsbronn et la forêt de Haguenau ; à gauche par une irruption à travers les forêts du Jägerthal et de Langensoultzbach.

III

Le 5 août à quatre heures du matin, après quelques heures de repos passées au château de Reichshoffen, Mac-Mahon alla vers Frœschviller, chez les Durkheim, où s'établissait le quartier général. Là il arrêta la disposition de ses troupes. Il les établit sur la position de Frœschviller du nord au sud, sur une longueur de six kilomètres face à la Sauer et aux hauteurs de la rive gauche. La division Ducrot (1re) se porta de Climbach à Neehwiller et constitua l'aile gauche; sa droite (Wolff) en avant de Frœschwiller, sa gauche (du Houlbec) obliquant vers le bois de Niederbronn, une compagnie détachée à Neehwiller, l'autre à Jägerthal; la 3e division (Raoult), à Frœschwiller, formant le centre, la 2e brigade (Lefebvre) sur le contrefort qui se détache de Frœschwiller et se termine en pointe vers Gœrsdorff; la 1re brigade (L'Hérillier) la gauche appuyée à la route de Wœrth à Frœschwiller, la droite, à la route de Wœrth à Elsasshausen. La 4e division (Lartigue) constitua l'aile droite, sa 1re brigade (Fraboulet de Kerléadec) faisant face à Gunstett, la 2e (Lacretelle) à Morsbronn. En seconde ligne la 2e division Pellé (ancienne division Abel Douay) vint dans la même matinée, de Pfaffenbronn à Frœschwiller, et se plaça en réserve derrière le centre.

La division Conseil-Dumesnil s'était embarquée en chemin de fer, dans la nuit du 4 au 5 août.

La brigade Nicolaï, commandée par le colonel Champion, arrivée le 5 à deux heures, fut établie dans l'après-midi sauf trois bataillons affectés à des missions spéciales. La brigade Maire n'atteignit Reichshoffen que pendant la nuit du 5 au 6, et ne put gagner sa place que dans le matinée du 6. L'artillerie de cett d ivision, qui devait descendre de chemin de fer à Haguenau et cheminer par la route de terre, fut retenue par suite d'encombrements. En arrière de la division Pellé, la division de cuirassiers Bonnemains et la brigade de cavalerie légère Septeuil; en arrière de l'aile droite de la division Conseil-Dumesnil, vers l'Eberbach, la brigade de cuirassiers Michel. La brigade Nansouty fut distribuée entre les divisions. Les quatre batteries à cheval de la réserve d'artillerie s'établirent entre les deux brigades de la division Raoult à l'est de Frœschwiller ; les quatre batteries montées furent placées à l'abri derrière le village. Les services administratifs et le télégraphe restèrent à Reichshoffen.

Mac-Mahon avait d'abord songé aux deux positions importantes de la rive gauche et donné l'ordre à Raoult d'occuper Gœrsdorff et à Lartigue Gunstett, où le général Ducrot avait tenu un détachement tant qu'il était resté seul à Reichshoffen. Mais Raoult, après avoir consulté ses officiers, avait pris sur lui de ne pas aller à Gœrsdorff. Ce point lui semblait trop éloigné de son centre et le régiment qu'il y aurait envoyé aurait été enlevé : Mac-Mahon était venu de lui-même à cette conclusion. Quant à Gunstett,

Lartigue l'avait d'abord occupé, mais le colonel Faure lui apporta l'ordre de reculer et de s'établir en arrière de la Sauer sur le plateau entre Elsasshausen et Morsbronn. Pour occuper Gunstett et remplir la capacité de ce champ de bataille, il eût fallu deux corps d'armée, le corps de Failly à côté de celui de Mac-Mahon.

Mac-Mahon ne songea pas à avoir recours à la fortification passagère ; il n'ordonna pas de remuer de la terre ; il se contenta de faire sauter le pont de Wœrth, ce qui créait une difficulté en cas d'offensive. La division Lartigue essaya également de faire sauter le pont de Gunstett, mais on ne trouva pas de poudre dans les voitures du génie. A l'exception du défilé du Jägerthal que le général Ducrot avait fait barricader, alors qu'il occupait Reichshoffen, il ne fut fait aucun travail de campagne dans les campements du 1er corps d'armée.

Ce n'est ni par ignorance ni par incapacité que Mac-Mahon négligea ces précautions, car il connaissait aussi bien que ses critiques les conditions essentielles de la grande guerre. Il ne s'y décida point parce qu'il ne pensait pas à livrer une bataille sérieuse sur cette position. La vérité est qu'il passa toute la journée du 5 août, non à préparer une action quelconque, mais à s'interroger sur ce qu'il ferait.

La préparation de l'événement est, à la guerre comme en toute chose, aussi essentielle à examiner que l'événement lui-même, et il est intéressant de connaître les calculs ou les accidents

3.

qui ont amené les chocs décisifs, ne serait-ce que pour se donner le spectacle de l'inanité des prévisions humaines.

Le 5 août deux dépêches se croisèrent. L'une de Mac-Mahon, expédiée à dix heures cinquante de Reichshoffen, reçue vers les deux heures à l'état-major général, disait à l'Empereur : « Je suis concentré avec mon corps d'armée à Frœschwiller étendant ma droite jusqu'à la forêt de Haguenau. Si l'ennemi, se voyant menacé sur sa droite, ne dépasse pas Haguenau, je suis en bonne position. S'il dépasse Haguenau je suis obligé de prendre position plus au sud, pour garder le défilé de la Petite-Pierre et de Saverne. S'il vous est possible de disposer de l'un des corps d'armée de la Moselle, venant me rejoindre par le chemin de Bitche ou par la route de la Petite-Pierre, je serai en état de reprendre l'offensive avec avantage. »

L'autre dépêche, du major général, partie à la même heure de Metz, annonçait au maréchal qu'il devenait, quant aux opérations militaires, le commandant des 1er, 5e et 7e corps. On devançait son désir et on lui accordait, avant qu'il l'eût demandé, le corps d'armée qui lui permettrait de prendre l'offensive avec avantage.

La dépêche de l'état-major ne trouva Mac-Mahon ni à Reichshoffen ni à Frœschwiller. Il parcourait le front de sa troupe. Il s'était arrêté un instant à Frœschwiller pour déjeuner et changer de cheval, puis il avait repris sa tournée. En

examinant le terrain, en écoutant ses chefs de corps, il essayait de pénétrer les plans de l'ennemi. Il supposait l'armée allemande à Soultz et à Sarrebourg. Mais de là quelle direction allait-elle prendre? Resterait-elle au nord de la forêt? Évidemment ce n'était pas pour demeurer immobiles que les Allemands avaient envahi l'Alsace. Marcherait elle sur Haguenau? Cette hypothèse hantait, comme la plus vraisemblable, l'esprit du maréchal. Dans ce cas il aurait laissé Strasbourg livré aux seuls efforts de sa garnison, sauf à y revenir plus tard, et se serait établi sur l'excellente position dont les Autrichiens n'avaient pu débusquer Pichegru, sur la ligne de la Zorn, derrière le canal de la Marne au Rhin, la gauche s'appuyant aux Vosges, le centre à Hochfelden, la droite à Brumath et Vendheim.

Revenu à Frœschwiller, il trouva la dépêche de Metz du matin, et une seconde de trois heures et demie dans laquelle, inquiet de n'avoir pas reçu de réponse, le major général lui demandait si l'avis que Failly était sous ses ordres lui était parvenu. Il répondit qu'il allait se mettre en communication immédiate avec Failly.

IV

Parmi les malheureux chefs de nos corps d'armée poussés en avant, rappelés en arrière, à chaque instant changés de place sans jamais avancer, incessamment ballottés entre des projets

qui variaient à tout instant, aucun n'a été plus à plaindre que Failly. Son corps s'était formé à Bitche, mais dès qu'il avait été en état de remuer il eût fallu, le fort suffisamment pourvu, l'en retirer. A Bitche, un corps d'armée était inutile; une brigade de cavalerie suffirait. A moins de rappeler vers Failly, Mac-Mahon et Félix Douay, il ne fallait pas le laisser inutile ou exposé entre les deux fractions de notre armée. On a dit qu'il était la liaison entre elles. Non, car on n'établit de liaison qu'entre deux corps qui se touchent en quelque sorte coude à coude et qui peuvent en peu de temps se concentrer l'un sur l'autre. On n'essaie pas de lier deux fractions séparées par une aussi énorme distance que celle existant entre Sierck et Belfort.

Tour à tour donné et repris à Mac-Mahon et à Bazaine, en attendant qu'il fût définitivement écartelé par les deux, Failly avait passé son temps à disloquer ses troupes et à les faire promener de Grosbliederstroff à Bitche. De Bitche on l'avait envoyé à Sarreguemines avec les divisions Goze et Labadie, laissant à Bitche Guyot de Lespart. Après Wissembourg, quand on ordonna une conversion générale de l'armée à droite, Failly retira la brigade Lapasset de Grosbliederstroff, la reporta à Sarreguemines où elle devait stationner jusqu'à ce qu'elle fût relevée par la division Montaudon de Bazaine. Lui-même vint à Bitche.

En prescrivant à Failly ce retour, on lui avait ordonné de ne laisser qu'un régiment à Sarregue-

mines. Il en laissa deux, dont la brigade Lapasset entière : première désobéissance, qui ne put pas être réparée, car Montaudon n'ayant rejoint qu'à cinq heures et demie, le départ de la brigade fut remis au lendemain quatre heures du matin, et de fortes pluies pendant la nuit et de fréquentes alertes aux avant-postes le firent retarder encore jusqu'à dix heures, et encore jusqu'à midi, puis jusqu'au lendemain ; enfin le lendemain le télégraphe était coupé entre Sarreguemines et Bitche, et Lapasset devait conduire un convoi de 600 voitures. On le retint, puis on l'envoya à Frossard qui avait besoin de secours et qui garda définitivement avec lui ce morceau de Failly.

Failly, arrivé à Bitche le 5 à deux heures avec son état-major, y trouva la division Guyot de Lespart, qui ne l'avait pas quitté depuis le 27 juillet, et y fut rejoint par la division Goze, qui s'établit à quatre heures du soir dans la ferme de Freudenberg, située à 2 kilomètres, sur le plateau qui gravit la route de Sarreguemines. Une brigade de la division Lespart y campant déjà, la 1re division s'établit à côté d'elle. La division L'Abadie ne fut à Rohrbach qu'à une heure de l'après-midi. Après une ou deux heures de grand'halte pour laisser passer la chaleur, elle aurait pu se remettre en marche et franchir avant la nuit les 15 kilomètres qui la séparaient de Bitche, et ainsi tout le corps de Failly eût été sous sa main. Mais Failly, qui n'était jamais pressé, avait télégraphié à L'Abadie de coucher à Rohrbach avec l'artillerie de réserve.

Failly, instruit depuis midi qu'il était sous les ordres de Mac-Mahon, reçut à cinq heures un télégramme du major général lui disant : « Le maréchal de Mac-Mahon télégraphie de Reichshoffen à l'Empereur qu'avec votre aide il serait en mesure de prendre l'offensive. L'Empereur vous renouvelle la recommandation de vous mettre immédiatement en communication avec le maréchal et de vous conformer à ses ordres. » Mac-Mahon se mit lui-même en communication avec le général. Il lui télégraphie d'abord que, par ordre de l'Empereur le 5e corps est placé sous ses ordres et doit le rejoindre aussi tôt que possible. Puis, ignorant lemplacement de ses corps, que l'état-major ne lui avait pas indiqué, il l'interroge. « Faites-moi connaître quel jour et par où vous me rallierez. Il est indispensable que nous réglions nos opérations. » (Cinq heures et quart).

Survint le général Ducrot qui s'éleva contre la propension du maréchal à ne se préoccuper que de sa droite et de ne penser qu'à Haguenau et à Strasbourg : il était bien plus urgent de parer au péril qui menaçait notre gauche ; le gros du 2e corps était aux environs de Bitche, il ne se reliait par sa droite à l'extrême-gauche du 1er corps que par quelques faibles détachements à Sturzelbronn et Neunhoffen ; au point de vue tactique cette situation était détestable ; en effet, les deux corps ne pouvaient se prêter aucun appui sérieux, et comme il existait, précisément à leur point de contact, une trouée naturelle très praticable, l'ennemi pouvait s'y engager en masse, s'inter-

poser entre eux et les couper en deux; il fallait se hâter de renforcer les points de jonction, d'occuper Philippsbourg et de ramener le gros des forces vers Lemberg et Mouterhausen, afin de tenir toujours sûrement la crête des Vosges et de se porter rapidement sur l'un ou sur l'autre versant. Ébranlé par ces raisons, le maréchal envoya à Failly, presque aussitôt après sa seconde dépêche, une troisième peu explicative : « Si cela vous est possible, occupez immédiatement la position de Lemberg. C'est de la dernière urgence. »

Failly répondit (6 heures du soir) aux deux premières dépêches : « La division Lespart est seule à Bitche et partira demain à six heures du matin pour vous rejoindre. Les autres divisions suivront par la route de Niederbronn aussitôt après leur arrivée à Bitche. » Cette réponse n'était pas conforme à la vérité puisqu'il y avait deux divisions à Bitche : celle de Lespart et celle de Goze[1].

Mais à la réception du troisième télégramme (entre 5 h. 30 et 6 heures), qui lui prescrivait en termes énigmatiques pressants d'occuper Lemberg, l'embarras du général fut grand. Occuper Lemberg c'était s'éloigner du maréchal. Comment concilier cet ordre qui signifiait : « Ne venez pas vers moi », avec celui qui disait : « Accourez au plus tôt ». Sans désobéir il se tira d'embarras en

1. Celle de Goze n'est pas à Bitche même, elle campe dans les environs, mais la division Lespart campe, comme elle, en dehors de la ville.

n'obéissant pas immédiatement : il se renseignera d'abord. Il n'envoie aucune troupe à Lemberg ; il expédie son sous-chef d'état-major avec une simple escorte aux informations. A Lemberg, le sous-chef ne découvre aucun ennemi, tranquillité complète. Failly se garde de soupçonner son chef d'incohérence ou de légèreté, et suppose qu'il y a une erreur de transcription au télégraphe et qu'il faut lire Lembach, qui est à 32 kilomètres. Il télégraphie à neuf heures du soir : « Renseignements pris, j'ai lieu de penser que ce n'est pas le poste de Lemberg, gare de chemin de fer au sud de Bitche, qu'il s'agit d'occuper. Il n'y a rien d'anormal dans cette direction. Il doit s'agir de Lembach à 32 kilomètres est de Bitche. Faites-moi connaître l'effectif des troupes à y envoyer. Demain, à dix heures seulement, je pourrai, par suite du mouvement de concentration qui s'opère sur Bitche, disposer, en cas de départ, de la division de Lespart. La réserve d'artillerie devra-t-elle marcher ainsi que le convoi auxiliaire ? Il est impossible à la division Lespart de faire 32 kilomètres dans la journée si elle doit marcher militairement. Je viens d'en faire deux fois l'expérience. »

Mais déjà, avant d'avoir reçu cette réponse, Mac-Mahon était revenu sur sa concession à Ducrot et avait annulé son ordre d'occuper Lemberg. A huit heures dix il télégraphie à Failly : « VENEZ A REICHSHOFFEN AVEC TOUT VOTRE CORPS D'ARMÉE LE PLUS TÔT POSSIBLE. Nous manquons de vivres, et si vous avez à Bitche des approvisionnements,

formez un convoi spécial de vivres de toute nature que vous mettrez au chemin de fer et qui arrivera cette nuit. Vos troupes viendront par la grand'route et j'espère que vous me rallierez dans la journée de demain. Accusez-moi réception[1]. »

Ducrot, présent lorsque le maréchal dictait cet ordre, conseilla de faire également venir le lendemain l'infanterie par la voie ferrée, ce qui aurait au moins l'avantage de rendre la grand'route libre pour la cavalerie, l'artillerie et les voitures. Le maréchal repoussa cette suggestion en alléguant l'ennui des réquisitions de chemin de fer, l'embarras des embarquements et débarquements, opération pleine de dangers le long d'une frontière. On peut être attaqué dans une situation peu favorable puisqu'on est fractionné selon les exigences des trains; d'ailleurs, à des distances relativement courtes, le trajet en chemin de fer n'abrège pas notablement; il a l'inconvénient de relâcher la discipline, tandis que la marche à pied est pour

1. Ce télégramme, vu son importance, fut confié à un officier. Le capitaine de Vaulgrenant reçut l'ordre de monter à cheval, de se rendre rapidement au bureau télégraphique de Reichshoffen, de veiller à l'expédition, de provoquer la réponse du général Failly et de la rapporter s'il était possible. Le télégramme a été expédié à huit heures dix du bureau de Reichshoffen. Le capitaine de Vaulgrenant essaya d'entrer en communication avec le général Failly et n'y put parvenir. Après avoir employé deux heures en tentatives infructueuses au bureau du télégraphe, il rentra à Frœstchwiller à dix heures et demie du soir.

les troupes un exercice et une préparation salutaires.

Le télégramme de Mac-Mahon de huit heures dix parvint à Failly à onze heures du soir. Cette fois l'ordre était clair, formel, tellement impératif qu'il n'y avait qu'à s'y soumettre du premier coup. Le devoir était de prendre immédiatement les mesures voulues, de donner les ordres nécessaires pour que, dans la matinée du lendemain, tout ce qu'il y avait de disponible fût amené à Reichshoffen[1]. Il ne pouvait songer à faire venir de Rohrbach la brigade Maussion, de L'Abadie, éloignée d'une douzaine d'heures de marche exténuante, mais sur un ordre, lancé dans la nuit et au point du jour, le régiment de lanciers et la réserve d'artillerie (six batteries), en quelques temps de trot, seraient prêtes à partir avec les divisions Lespart et Goze et le 12e régiment de chasseurs.

Cette fois Failly n'obéit pas du tout. Il mit en délibération l'ordre auquel il devait se soumettre les yeux fermés et il réunit chez lui un conseil de guerre auquel assistèrent les généraux de L'Abadie, Goze, Besson, chef d'état-major, Liédot, commandant l'artillerie, le colonel Charreton, directeur du génie, l'intendant du corps d'armée, le commandant Haillot, aide de camp, le

1. Or précisément pendant cette nuit du 5 au 6 août, entre minuit et une heure du matin, des trains venant de Colmar débarquaient à Reichshoffen une brigade de la division Conseil-Dumesnil. Ces trains auraient pu être utilisés.

capitaine de Piépape, officier d'état-major. Les généraux étaient d'avis de marcher et de rejoindre Mac-Mahon. Failly s'y refusa. « Mais voyons, Goze, je ne puis pas abandonner Bitche! On se moquerait de moi. Bitche serait pris demain. Tout l'ennemi passerait par ce trou. On dirait que j'ai déserté... Je ne puis envoyer au maréchal qu'une division, celle de Guyot de Lespart. Vous, Goze, vous resterez en position devant Bitche. » Les divisionnaires et, avec eux, le colonel Charreton, répétaient : « On vous demande. Il faut marcher avec tout votre corps d'armée. » Failly s'obstina. La discussion ne se termina que vers deux heures du matin[1]. A trois heures du matin il télégraphie au maréchal: « Je ne puis disposer que d'une division; je la réunis et la dirige sur Reichshoffen. Il est possible qu'elle soit obligée de s'arrêter à Niederbronn. Je vous envoie, faute d'approvisionnements, la réserve de la 3e division par le chemin de fer; elle partira seulement demain. Je donne des ordres pour former un second convoi[2]. »

1. *Les prodromes de Frœschwiller ou Quarante heures de stratégie de* [*Mac-Mahon*, par le commandant De Cugnac, de l'état-major du 5e corps d'armée. — Minute d'après le capitaine de Piépape (lettre du 26 mars 1905).

2. L'état-major français a prétendu que la dépêche de cinq heures et quart du 5 août avait été renvoyée le lendemain matin dans les mêmes termes à cinq heures un quart : « Faites-moi connaître immédiatement quel jour et par où vous me rallierez. Il est indispensable et urgent que nous réglions ensemble nos opérations. » Comment a-t-on pu croire un instant à une assertion si invraisemblable? Il faudrait supposer que Mac-Mahon avait perdu le sens commun,

Ainsi Mac-Mahon demandait à Failly tout son corps et Failly ne lui envoyait que la division Guyot de Lespart. Nouvelle désobéissance d'une gravité funeste. Cependant lui-même, le jour même, dans une dépêche à l'état-major général (10 h. 20 du matin) constate et l'existence de l'ordre et son caractère impératif : « *Le maréchal de Mac-Mahon me donne ordre de le rejoindre à Reichshoffen avec tout mon corps d'armée, et d'abandonner Bitche.* » Il supprime de l'ordre de Mac-Mahon ces mots : le plus tôt possible. Il ira, mais à son aise, en prenant son temps : « Je laisse dans le fort un bataillon. J'envoie aujourd'hui au maréchal de Mac-Mahon la division Lespart. Je compte partir demain avec la division Goze et une brigade de la division L'Abadie ; l'autre brigade n'arrivera à Bitche que demain. Si la route est libre, elle me rejoindra le lendemain. Je laisse la brigade de lanciers à Rohrbach avec ordre, si elle est trop vivement inquiétée, de me rejoindre par Lemberg et Ingwiller. »

car cette interrogation se comprenait le 5 à cinq heures du soir alors qu'il n'avait arrêté aucun projet ; et non le 6 après celle du 5, à huit heures dix du soir disant : « Venez me rejoindre. » Il n'avait donc pas à lui demander quels étaient ses projets puisque le seul qu'il pût concevoir était que Failly se conformerait à l'ordre formel de son chef. Si à cinq heures un quart, le 6, Mac-Mahon eût répété une dépêche, c'était celle du 5 de huit heures dix, car à ce moment il n'avait pas encore pris son parti de la retraite, n'ayant vu ni Ducrot, ni Failly et, dans sa conversation avec de Leusse, il avait dit : « J'ai envoyé hier trois exprès à Failly, je l'attends impatiemment. »

V

A Frœschwiller, dormant à peine, Mac-Mahon était en perpétuel travail d'esprit. Il n'avait d'arrêté qu'une résolution : il n'attendrait pas une bataille défensive, mais prendrait l'offensive dès qu'il se jugerait en état de le faire, c'est-à-dire dès qu'il serait complété par Failly et Conseil-Dumesnil. Dans tous ses télégrammes à l'état-major, il rappelait cette intention. Des renseignements certains lui signalaient le nombre considérable de troupes contre lequel il allait se heurter; la douane de Strasbourg notamment, très bien informée par ses agents sur la frontière, lui annonçait qu'il allait avoir sur les bras plus de cent mille hommes, mais personne n'avait pu ébranler son idée fixe, qu'il n'y avait derrière Wœrth qu'un corps relativement faible, rideau jeté en avant pour faciliter la manœuvre du gros de l'armée allemande.

Nous touchons ici à un des traits particuliers de ce caractère militaire. La tendance à peu près générale à la guerre est de grossir le nombre des adversaires et de voir des milliers d'hommes où il y en a à peine des centaines; la sienne, au contraire, le portait à diminuer les chiffres et à supposer l'adversaire moins nombreux qu'il n'était. Il avait en outre une confiance illimitée dans ses soldats; au directeur de la Douane, Marcotte, qui lui avait apporté les renseignements

alarmants, il avait répondu : « Bah ! j'ai les plus belles troupes, celles d'Afrique, je les battrai ! » Son seul embarras était de savoir de quel côté il prendrait son offensive. Pas plus que les Prussiens ne savaient où nous étions, il ne savait, lui, où ils étaient. En s'installant dans leurs campements, les troupes apercevaient de l'autre côté de la Sauer des éclaireurs à cheval, même une troupe de hussards assez près de Wœrth. Deux gendarmes, qui faisaient boire leurs chevaux dans la Sauer, sont pris de peur et s'élancent vers Frœschwiller à bride abattue, criant : « Les Prussiens ! les Prussiens ! » Quelques officiers sautent en selle et prennent au pas la direction de Wœrth ; leur air tranquille rassure quelques-uns ; mais les épouvantés n'en continuent pas moins jusqu'à Reichshoffen où ils trouvent un convoi de vivres qui se dirigeait sur Frœschwiller. Ils le font rétrograder.

C'était le cas de se rappeler qu'on avait une cavalerie et de l'envoyer au delà de la Sauer rechercher ce qui avait effrayé les gendarmes. On aurait pu pousser jusqu'à Gunstett, couronner les hauteurs ; on se serait rendu compte des mouvements de l'ennemi. Le général Lartigue seul y pensa. Une reconnaissance de deux escadrons du 6e lanciers constata la présence des Prussiens dans la forêt de Surbourg, et tua deux uhlans sur la grand'route. Mais Mac-Mahon laisse sa cavalerie immobile et n'acquiert pas cette certitude matérielle qui l'aurait mis en mesure d'aviser en pleine lumière. Réduit à

deviner, il s'arrête à l'hypothèse que l'ennemi essaiera de se porter sur les crêtes en filant le long de la frontière de manière à le séparer du 5e corps et de l'armée de la Sarre. Il ne songe pas à l'hypothèse, qui allait devenir réalité, qu'il serait attaqué sur sa position de Frœschwiller.

Celle à laquelle il se fixait n'était pas admissible : si le Prince royal eût voulu réunir son armée aux armées de la Sarre, il aurait pris le chemin direct et non fait un crochet qui exposât son flanc à l'irruption de l'ennemi.

Mac-Mahon avait été induit à cette idée par un espion badois, qui avait capté la confiance de Ducrot et que celui-ci lui avait recommandé[1]. Persuadé qu'il n'avait devant lui que 30 ou 40 000 hommes, qu'aucune attaque n'était à redouter le 6 août, et qu'il pouvait se préparer sans crainte, en attendant Conseil-Dumesnil et Failly, à attaquer l'ennemi le 7, le maréchal fait communiquer aux troupes l'ordre donné la veille au soir pour la journée : « Repos, double distribution de pain, viande, sucre et café, nettoyage des armes. » Cet ordre de repos fut accueilli avec d'autant plus de satisfaction que pendant toute la nuit était tombée une pluie torrentielle et que les troupes avaient bivouaqué sans être autorisées à déployer leurs tentes.

1. Cet espion voulut ensuite opérer à Metz, mais Le Bœuf le flaira, le fit arrêter, et on trouva sur lui des papiers qui démontrèrent ce qu'il était. Il fut fusillé.

Ce que Mac-Mahon ne voyait pas, Ducrot et Raoult l'apercevaient distinctement. Tandis que le maréchal ne se décidait pas à admettre qu'il eût devant lui plus de 40000 hommes, Raoult, esprit réfléchi et observateur, devinait qu'on avait devant soi des masses considérables. Sa division étant en avant, il lui parut téméraire de demeurer davantage sur une position sûre pour 60 000 hommes, très risquée pour 40 000. Il communiqua ses appréhensions à Ducrot, et tous deux furent d'accord qu'il fallait rétrograder vers Lemberg, où l'on pourrait défendre les défilés des Vosges et donner la main à l'armée de l'Empereur.

A cinq heures et demie du matin, le 6 août, le comte de Leusse s'était rendu auprès du maréchal à Frœschwiller, chez les Durckheim. Il le trouva en conférence, dans le salon, avec le commandant de l'artillerie. En le quittant, il rencontra, dans un salon voisin, Ducrot et Raoult en conversation très animée. Ils s'élancèrent vers lui et lui dirent : « Il est urgent que nous ne nous attardions pas sur cette position où nous allons être attaqués par des forces très supérieures, et que nous nous repliions sur les Vosges. Vous seul pouvez obtenir du maréchal cet ordre. Il a été votre hôte, vous êtes un civil, un député ; vous lui avez inspiré confiance par votre dévouement et par votre connaissance du pays, vous aurez pour lui parler une liberté que nous n'aurions pas. » De Leusse hésita. Il craignait de se donner les allures d'un représentant

du peuple en mission à l'armée. Ducrot, son ami, insista avec tant de force qu'il se décida. Ils entrèrent tous les trois. De Leusse montra les ennemis en nombre considérable, la position trop étendue pour notre nombre restreint, l'excellence de celle de Lemberg, entre Bitche et Phalsbourg, à cheval sur l'Alsace et la Lorraine, et il indiqua les trois ou quatre routes qui y conduisent facilement. Il s'excusa de sa hardiesse : il n'intervenait qu'à la sollicitation des deux divisionnaires présents.

Le maréchal répondit qu'il ne croyait pas à une bataille pour ce jour-là, mais à une simple démonstration ; il ne serait pas étonné que l'ennemi n'appuyât sur sa droite pour aller rejoindre l'armée de la Moselle. En se reportant vers Lemberg, on découvrait le chemin de fer de Haguenau à Bitche et il était bien grave d'abandonner ainsi l'Alsace sans avoir tenté de la défendre. Enfin il espérait Failly déjà en route. Alors les généraux démontrèrent qu'il était bien plus grave de perdre le rempart que les Vosges offraient contre l'invasion et qu'on ne pourrait peut-être plus défendre si l'on succombait dans une bataille livrée à Wœrth, car si la plaine des Vosges était perdue, il n'y avait pas d'autre parti à prendre, tandis que dans les Vosges, accrus de Failly, nous serions inexpugnables : les petites routes traversant le massis et ses défilés pourraient être facilement gardées contre des troupes pesantes, hors d'état de déployer leurs moyens et ne pouvant agir que

par leurs têtes de colonnes. Nos zouaves et nos turcos, alertes, rompus aux stratagèmes des embuscades, des surprises et du coup de main hasardeux, étaient plus que tous aptes à cette guerre spéciale des montagnes[1]; des nuées de tirailleurs pourraient se cacher dans les bois profonds, faucher les envahisseurs et prolonger longtemps une invincible résistance; les Allemands n'en viendraient à bout que par un mouvement tournant et enveloppant, qui demanderait du temps et offrait de sérieuses difficultés. Le maréchal finit par se laisser persuader. Il concéda que la retraite s'opérerait aussitôt : Raoult commencerait le mouvement, la division Ducrot le couvrirait et de Leusse irait prendre un escadron du 6e lanciers pour jalonner les routes.

Les généraux s'éloignèrent. Le maréchal retint de Leusse, et précipitamment écrivit à Failly d'autres instructions conformes à la détermination nouvelle et qui annulaient celles de la veille au soir. Il ne lui dit plus : « Venez à Reichshoffen », mais « Attendez-moi à Philippsbourg[2]. » Ce n'est plus Failly qui ira vers Mac-Mahon, c'est Mac-Mahon qui ira vers Failly. Failly ne doit pas se diriger sur Reichshoffen. Il mettra

1. Alfred Duquet a vigoureusement démontré l'avantage de cette guerre des montagnes dans son *Frœschwiller*, p. 187 et suiv. — Voir aussi les intéressantes considérations du général Bonnal sur cette guerre de montagnes : *Frœschwiller*, p. 71.

2. Cette lettre ne porte pas l'indication de l'heure. C'est à Alfred Duquet que l'histoire en doit la connaissance. *Frœschwiller*, p. 196.

le soir même une de ses divisions à Philippsbourg, l'autre à Sturzelbronn, sur la route de Wissembourg, une brigade à Lemberg avec une brigade d'artillerie, une dernière brigade à Bitche prête à se porter suivant les circonstances, sur Sturzelbronn, ou sur Philippsbourg. De Reichshoffen, il enverra quatre brigades sur Obersteinbach.

Mac-Mahon chargea de Leusse, qui rentrait à Reichshoffen, de confier sa lettre au commandant Moll. On était si convaincu de la marche de l'armée allemande vers Bitche que l'on pensait que les coureurs de sa cavalerie pouvaient déjà atteindre la route directe par Niederbronn, et on désignait une route plus sûre à 15 kilomètres au sud par Ingwiller, Wimmenau, Lemberg.

Au sortir de chez le maréchal, de Leusse, ayant rejoint Raoult, le trouva tout heureux de la décision qu'ils avaient enlevée. Raoult pria de Leusse de porter l'ordre écrit de jalonner les routes au colonel Poissonnier du 6e lanciers, campé à Reichshoffen, et il chargea un de ses officiers, le commandant Victor Thiéry, de donner les ordres nécessaires pour une retraite sur Niederbronn. Il n'avait pas encore quitté le plateau qu'un hussard le rattrapa et lui dit, de la part du maréchal, de veiller à ce qu'on dégageât les ponts de Reichshoffen et qu'on fît filer les convois qui encombraient la route[1]. La retraite paraissait donc irrévocablement résolue.

1. Tous ces détails m'ont été donnés sur les lieux mêmes par de Leusse, homme de l'esprit le plus élevé et du plus

Dans le parc de Durckheim, que traverse le commandant Thiéry, un officier lui demande de l'introduire auprès du maréchal et annonce qu'on signale un parti de uhlans en avant de Wœrth. Le maréchal l'écoute, le remercie, le congédie, puis s'adressant à ceux qui l'entourent: « Les Prussiens veulent m'attirer en avant, je ne donnerai pas dans le piège. » Le commandant Thiéry qui poursuit sa route est abordé de nouveau par un autre officier, qu'il introduit encore auprès du maréchal, et qui rapporte qu'un escadron ennemi vient d'entrer dans Wœrth. En même temps le bruit du canon se fait entendre.

Ducrot avait dit : « Quand le maréchal sentira la poudre, il ne voudra plus rétrograder. » L'odeur de la poudre monte, en effet, à la tête du maréchal. La résolution péniblement arrachée s'efface ; il n'écoute que son tempérament offensif. « Vraiment! s'écria-t-il, ils sont là! Vite à cheval! Nous allons les pincer! » Il saute en selle et court vers Wœrth, ventre à terre, à travers les champs détrempés, sans regarder s'il est suivi. Raoult court après lui, le rejoint, et reçoit l'ordre d'arrêter tout mouvement de retraite et de prendre les positions de combat.

L'ordre donné à Raoult est transmis aux autres chefs de corps et, au milieu des détonations du canon qui gronde déjà, chacun prend son poste. Il était entre sept heures et sept heures et demie.

noble caractère qui, quoique appartenant à la Droite extrême, était mon ami personnel.

VI

Cette improvisation de Mac-Mahon n'était pas justifiée par ce qui se passait chez les Allemands. Ils n'avaient nullement modifié leur résolution de n'attaquer que le 7; la canonnade qui nous avait lancés en avant était celle d'une simple reconnaissance offensive.

Le 6 août au matin les Allemands savaient que nous étions en face d'eux sur les hauteurs de Wœrth[1]; mais comment y étions-nous disposés? quels étaient nos projets? Malgré leur espionnage tant vanté, malgré leurs éclaireurs, ils l'ignoraient. Les vignes et les houblonnières cachaient nos bivouacs qui n'étaient révélés que par la fumée des feux. Vers sept heures, au moment même qu'à Frœschwiller, de Leusse, Raoult et Ducrot arrachaient au maréchal l'ordre de retraite, le général Walther de Monbarry, comme s'il l'avait pressenti et voulait s'assurer si nous nous retirions, envoya une forte reconnaissance composée de deux bataillons et de la batterie Caspary. Il ignorait les instructions confidentielles données aux Bavarois de se mettre en action dès que le canon retentirait du côté de Wœrth, et sans se douter des conséquences qui allaient en résulter, il fait lancer sur le village quelques obus qui allument

1. On a depuis débaptisé cette bataille en l'appelant Frœschwiller. Je maintiens le nom qu'elle reçut au premier moment lorsqu'il éclata comme un coup de foudre.

des incendies. A ce bruit nos isolés, occupés à se réconforter dans les auberges, s'enfuient dans toutes les directions et la ville se vide. Un bataillon prussien y entre, mais les ponts étant coupés il ne peut s'avancer sur l'autre rive. Quelques tirailleurs seulement traversent la Sauer à gué malgré sa profondeur et l'espacement de ses berges. C'était cette invasion qui avait été annoncée à Mac-Mahon et qui l'avait jeté à cheval.

Revenu vers ses troupes et l'ordre de retraite contremandé, Raoult ordonne à une batterie de 4 et à une mitrailleuse de sa division de riposter à la batterie prussienne. Les avant-postes commencent aussitôt la fusillade. La batterie Caspary fait taire nos quatre batteries, qui n'ont pas suppléé à la portée moins longue de leur tir en se rapprochant à distance utile, tandis que l'infanterie, tenue en respect par nos tirailleurs, ne peut pas s'avancer. Le général Walther ne croit pas utile de la maintenir au feu, car il n'a voulu que se rendre compte de notre situation en nous obligeant à nous déployer, et son but est atteint. Il veut cesser l'escarmouche ; il renvoie la batterie Caspary à Dieffenbach et évacue Wœrth où il ne laisse qu'un poste sur la rive gauche, au cimetière (8 h. 30).

Mais cette canonnade autour de Wœrth avait produit à la droite allemande l'effet que n'avait pas prévu Walther. Le général bavarois Hartmann, conformément à l'instruction qu'il avait reçue de s'ébranler dès que le canon retentirait du côté de Wœrth, fait marcher sur Frœschwiller

par Langensoultzbach la 4e division (Böthmer), appelle de Lembach les armes spéciales de la réserve, et place une batterie en position au nord-est de Langensoultzbach.

Sur la gauche allemande, un incident semblable à celui de Wœrth avait également mis aux prises des fractions des deux armées. Des corvées françaises qui allaient à la Sauer puiser l'eau nécessaire au café, avaient été accueillies par une fusillade partie du moulin de Gunstett occupé par un détachement du Ve corps. Lartigue charge le 1er bataillon de chasseurs (commandant Bureau), renforcé d'une compagnie du 3e zouaves soutenue par l'artillerie de la division, de se porter en avant avec la batterie de mitrailleuses et d'expulser l'ennemi du moulin.

Le général Schachtmeyer, de la tête de colonne du XIe corps (Bose), découvre, au sortir de la forêt de Surbourg, le camp français, entend son canon, envoie un bataillon, puis la 41e brigade entière à Gunstett au secours du détachement du Ve corps qui défend la rive gauche de la Sauer. Il établit 24 pièces, sur une hauteur au nord-ouest de Gunstett.

L'issue des rencontres engagées presque simultanément à la gauche et à la droite allemandes était bien différente. Les Bavarois n'y réussirent pas ; au contraire les Prussiens y eurent l'avantage. A la droite allemande les Bavarois (4e division, Böthmer), débouchant de Langensoultzbach, gravissent la pente boisée qui monte vers Neehwiller. Les batteries de

la 1re division (Ducrot), en position sur les hauteurs de Frœschwiller, les bombardent. Néanmoins, après avoir péniblement gravi la colline, ils étaient arrivés jusqu'à la lisière sud du bois de Frœschwiller, mais là, fusillés à trois cents pas par les zouaves et le 96e, criblés par nos bouches à feu et nos mitrailleuses, ne pouvant, à cause de la nature du terrain, être soutenus par leur artillerie, ils avaient dû renoncer à pousser plus avant. Par surprise ils réussirent à pénétrer dans la lisière est-nord-est du bois, mais les turcos les avaient expulsés vigoureusement à la baïonnette et ils avaient pris la fuite ou bien s'étaient retirés en désordre au delà de Langensoultzbach. Malgré leur supériorité numérique, 10 000 contre 6 000, à onze heures leur débâcle était complète, et dès cette première rencontre ils nous donnaient un témoignage de leur médiocre solidité. Leur corps était tellement étrillé qu'il ne se montra plus de la journée : il n'eût tenu qu'à Ducrot, en poursuivant son avantage, de commencer la bataille par l'anéantissement de la droite allemande.

A la gauche allemande, au contraire, les Prussiens, embusqués dans les vignes de Gunstett, firent subir en peu de temps de graves pertes à notre bataillon de chasseurs et à notre compagnie de zouaves. Ils franchissent la Sauer sur deux points : par le pont du moulin au-dessous de Gunstett, et par Spachbach, où ils traversent partie à gué, partie sur une passerelle improvisée. Une batterie de mitrailleuses et une bat-

terie de la division Lartigue battent à bonne portée la troupe qui arrive par le moulin ; les batteries de la division Raoult sont dirigées sur celle qui débouche par Spachbach. Mais les batteries de Gunstett nous font tant de mal que la fraction qui passe par Spachbach déloge les chasseurs des pentes du Langsberg; celle qui vient par Gunstett pénètre dans le Niederwald. Une compagnie de zouaves de grand'garde dans cette fraction de la forêt essaie vainement de les arrêter, elle est contrainte de céder au nombre.

Le centre, qui avait allumé l'incendie à droite et à gauche, allait-il persister dans l'immobilité à laquelle Walther l'avait ramené après avoir accompli sa reconnaissance? Le colonel von der Esch, chef de l'état-major du Ve corps, accouru aux avant-postes, attentif à la lutte entre Ducrot et les Bavarois, entre Lartigue et Bose, ne crut pas pouvoir rester immobile tandis qu'on se battait aux ailes. Animé du démon de l'offensive, il prend une initiative hardie, et, quoiqu'il fût entendu que ce jour-là il ne devait pas y avoir de bataille, il ordonne au Ve corps de s'engager. Son initiative est approuvée, d'abord par le commandant de la 10e division général Schmidt et bientôt par le chef du corps, Kirchbach, accouru malgré sa récente blessure. Les troupes prennent leur formation de combat.

Ainsi la bataille s'était engagée à la droite et à la gauche allemandes parce que le signal en était parti du centre, et elle reprenait au centre malgré la volonté des chefs de l'arrêter parce qu'elle

continuait à droite et à gauche. Dès lors le feu crépite ou gronde tout le long de la Sauer, de Langensoultzbach à Gunstett. Et voilà comment, personne ne voulant se battre le 6 août, tout le monde est engagé : à notre centre Raoult contre Kirchbach ; à notre gauche Ducrot contre Hartmann ; à notre droite Lartigue contre Bose.

CHAPITRE III

WŒRTH

I

Kirchbach pousse vivement son action. Il établit quatre-vingt-quatre bouches à feu des deux côtés sur la route de Dieffenbach à Wœrth, se reliant aux vingt-quatre pièces de l'artillerie de la *21*ᵉ division : de Gœrsdorff à Gunstett cent huit pièces se concentrent sur une ligne enveloppante, et de neuf heures et demie, avec une intensité croissante, jusqu'à dix heures et demie, elles font converger leurs feux sur notre position. Mac-Mahon leur oppose quarante-huit bouches à feu de 4, qui, réparties sur notre front, la ligne enveloppée[1], ne peuvent fournir que des feux divergents. Les obus allemands tombaient si pressés qu'ils eussent aussitôt réduit nos pièces au silence, si le sol détrempé n'en avait englouti un grand nombre, empêchant leur éclatement. Néanmoins notre infériorité ne tarde pas à devenir sensible et alors, ne nous

1. 12 de la division Lartigue, 12 de la division Raoult 24 de la réserve générale.

entêtant pas dans une lutte disproportionnée, quoique nous n'eussions éprouvé que des pertes insignifiantes, ordre fut donné à l'artillerie de s'arrêter et de conserver les munitions des coffres des batteries et celles des réserves divisionnaires pour s'en servir dans la suite contre l'infanterie et la cavalerie. Les batteries de mitrailleuses s'étaient déjà réservé ce rôle et n'avaient pris aucune part au combat. En conséquence, notre feu d'artillerie cessa. Les batteries de la réserve générale se retirèrent en arrière du chemin de Frœschwiller à Morsbronn ; la batterie de mitrailleuses Raoult se porta au nord de Frœschwiller et les batteries de Lartigue remontèrent sur le sommet du plateau de Morsbronn, près du chemin de Frœschwiller.

Notre artillerie s'étant tue, les canons prussiens fouillent les bois et les abris, partout où ils supposent l'infanterie retirée, obligent la brigade Montmarie à se rapprocher du Grosserwald, et la division de cavalerie de réserve à s'appuyer vers les sources de l'Éberbach.

Assuré de la supériorité dans le combat d'artillerie à artillerie, Kirchbach voulut aussi triompher par l'infanterie qui, seule, achève la victoire. Il ordonna (10 heures) au général Walther de passer la Sauer, de s'emparer de Wœrth et des hauteurs voisines et de marcher sur Elsasshausen. Deux bataillons franchissent la Sauer à Wœrth, deux autres plus bas à Spachbach, quelques-uns sur une passerelle installée avec des madriers et des perches à houblons,

quelques-uns à gué ayant de l'eau jusqu'à la poitrine. Ils s'élancent en avant. Ils sont reçus par la fraction de Raoult répartie entre les routes de Frœschwiller et d'Elsasshausen et par celle de la division Conseil-Dumesnil qui s'était rapprochée d'Elsasshausen. Mais l'impétuosité de l'attaque prussienne est telle qu'elle fait d'abord des progrès sérieux; nos tirailleurs sont obligés de se replier sur leurs corps. A ce moment un officier apporte à Kirchbach l'ordre du Prince royal de ne pas accepter le combat et d'éviter ce qui pourrait en amener la reprise. Mais comment rappeler des troupes en la ferveur d'un commencement de succès?

Ce succès ne se maintient pas. Notre 2e zouaves se porte en avant, se couche sous des vergers; le 3e bataillon du 36e se met à l'abri derrière une crête de terrain; les tirailleurs de la division Conseil-Dumesnil gagnent le mamelon dit le Calvaire. Alors éclate l'écrasante supériorité de notre fusil comme venait naguère de se manifester celle du canon allemand. C'est la lutte entre le chassepot et le canon d'acier. Quand les Prussiens restaient au loin, leur artillerie nous écrasait, mais, dès que, nous ayant repoussés, ils se rapprochaient, franchissaient la Sauer, nos chassepots les foudroyaient. Revenaient-ils plus nombreux, ils étaient encore fauchés, ils tombaient entassés les uns sur les autres. Les zouaves se ruaient sur ceux qui restaient et la baïonnette aux reins les culbutaient. Éperdus il s'enfuyaient dans les rues de Wœrth, se jetaient dans

les maisons, s'y barricadaient et la fureur des zouaves s'accroissait de l'impossibilité de les achever. Ceux qui ne s'étaient pas élancés vers les hauteurs, tentaient-ils de sortir des fossés et des haies derrière lesquelles ils s'abritaient, payaient cher leur tentative.

Kirchbach, qui n'avait pu se résoudre à interrompre le combat alors qu'il paraissait heureux, croit impossible de l'arrêter alors qu'il ne tourne pas bien. Égalant alors par sa bravoure d'esprit sa vaillance militaire, et donnant un rare exemple de spontanéité et de décision, il ne craignit pas de prendre sur lui la responsabilité de ne pas exécuter du tout l'ordre dont jusque-là il n'avait que retardé l'exécution. Malgré ce que lui mande le Prince royal, il s'acharne à la bataille. Il instruit le Prince du parti qu'il prend, le fait savoir à ses voisins de droite et de gauche, Hartmann et Bose, et à tous les deux il demande une coopération immédiate.

Ni l'un ni l'autre ne la lui accordent. Hartmann, qui essayait de se reformer à Langensoultzbach, répondit qu'il lui était difficile de reprendre la lutte qu'il avait été obligé d'interrompre : tout ce qu'il pouvait promettre, c'était d'arrêter ses troupes sur le mamelon boisé où elles tenaient encore et de reprendre l'action dès qu'elles seraient reposées et auraient reçu de Lembach la 3e division (midi).

Bose, à Gunstett, ne fit pas une réponse plus encourageante : l'ordre du jour était de s'arrêter à la Sauer, et il n'était pas en situation d'aller

au delà. Le combat en train avec la droite de l'armée française traversait des alternatives de succès et de revers qui le laissaient très indécis. Deux bataillons de notre 56e, un de chasseurs et un et demi de turcos, malgré le feu des batteries de Gunstett, avaient refoulé sur la rive gauche de la Sauer les Prussiens qui avaient débouché par le pont du moulin. Les zouaves du colonel Bocher avaient repris le Niederwald, et les Prussiens s'étaient enfuis, traversant la vallée à toutes jambes. Trois compagnies de turcos avaient franchi le pont à la suite des fuyards, les poursuivant jusqu'aux premières maisons de Gunstett, mais ils n'avaient pu s'y maintenir et, horriblement décimés, avaient dû, à leur tour, repasser la Sauer.

Les tirailleurs prussiens abrités dans les bois les avaient repoussés le long de la route de Wœrth à Haguenau et sur la lisière orientale du Niederwald; mais de là nos soldats maintenaient les Prussiens sur la défensive derrière la Sauer. Tant que cette situation ne se modifierait pas, Bose ne se croyait pas en état d'aider le Ve corps.

II

Pendant que les envoyés de Kirchbach parlementaient à gauche et à droite, sa situation ne s'améliorait pas. Le Prince royal qui, au bruit du canon et sur les avis reçus de Soultz, son quartier général, gagnait Wœrth à bride abattue

(11 heures), lui envoya la recommandation, puisqu'il ne pouvait arrêter le combat, de se tenir sur la défensive jusqu'à ce que les autres troupes fussent en ligne. Recommandation superflue : le commandant du Ve corps y était bien contraint. Enfin, à force de renforts, et en arrivant à être trois contre un, après une mêlée effroyable, des retraites et des retours offensifs sanglants, il réussit à refouler les zouaves de Wœrth. Mais lorsqu'il veut à son tour s'élancer en avant et gravir les hauteurs, il est cruellement repoussé. « Vu la configuration du terrain, celui qui prenait l'offensive se trouvait chaque fois avoir le dessous[1]. » L'artillerie du Ve corps, restée sur ses premières positions, avait dû se taire pour ne pas tirer sur ses propres troupes; la nôtre, au contraire, libre maintenant de ses mouvements, unissait le feu de trois batteries et d'une batterie de mitrailleuses à la fusillade et aux attaques des brigades Lefebvre et Lhérillier de la division Raoult. Et les Prussiens, en grand désordre, ne se maintenaient qu'avec peine sur la rive droite. Kirchbach adresse un nouvel appel à Hartmann et à Bose.

Les Bavarois n'étaient pas encore en état de lui répondre : le renfort attendu de Lembach n'était pas arrivé; une partie de l'infanterie, ramenée en désordre de l'attaque contre Ducrot, épuisée de forces et de munitions, demandait à souffler un peu, l'autre partie tiraillait pour couvrir la retraite et Hartmann prétendait avoir reçu l'ordre

1. *Mémoires du maréchal Moltke*, p. 20.

écrit de cesser le combat[1]. Kirchbach, cependant, obtint de Bose une coopération immédiate. Le chef du XI[e] corps prend une série de dispositions bien combinées ; en vue de se renforcer il avertit Werder, commandant la division wurtembergeoise, qu'un engagement a lieu à Gunstett ; il établit l'artillerie de corps et celle de sa *22*[e] division entre les batteries de la *21*[e] division et sur leur prolongement, et il accroît ainsi les bouches à feu en position sur le plateau de Gunstett de 24 à 72. Enfin il ordonne au général Schkopp (XI[e]-4[e] brigade) de se porter en réserve derrière le moulin de Gunstett. Schkopp fait mieux. Il a une idée lumineuse qui va changer de fond en comble le mouvement du combat : il se rend compte que toutes les attaques contre la situation formidable de Mac-Mahon, fussent-elles renforcées, resteront impuissantes comme elles ont été jusqu'à présent tant qu'on ne l'abordera qu'en face ; qu'au contraire, en débordant la droite française par un mouvement enveloppant, tandis que Kirchbach contiendra le centre, on fera tomber la résistance que jusque-là on n'a pu briser. Et de sa propre initiative il décide d'entamer cette manœuvre.

Ne voulant pas désobéir tout à fait à l'ordre reçu, il se divise en deux ; il envoie le *83*[e] au

1. On n'a jamais pu retrouver l'officier ni savoir qui avait envoyé cet ordre de cesser le combat. Le général Bonnal pense que cet officier n'a jamais existé et que l'ordre avait été donné par Hartmann lui-même, ne voulant pas engager ses troupes en déroute.

moulin de Gunstett et entraîne le 94e sur Durrenbach. Bose, quoique blessé sur les hauteurs de Gunstett, arrive. Schkopp lui explique sa manœuvre. Bose, frappé de sa justesse, la rend sienne et prend rapidement ses dispositions : le XIe corps n'attaquera plus seulement nos troupes de front par Spachbach et Gunstett; désormais il va nous assaillir par trois côtés à la fois : par Spachbach il abordera la partie orientale du Niederwald; par le moulin de Gunstett, le Lansberg et la ferme de l'Albrechtshauserhof; par Durrenbach il s'emparera de Morsbronn et il atteindra le Niederwald par son extrémité sud (midi). Et voilà entamée, par une initiative à laquelle le commandement en chef est étranger, la manœuvre qui va décider de la journée, commencée par l'initiative de Kirchbach.

III

Pour bien suivre cette seconde partie du combat qui décida de l'événement, figurez-vous, s'élevant du sud au nord, le long de la Sauer et de la route de Haguenau, se présentant de flanc au XIe corps, dominées par le canon de Gunstett, les positions suivantes échelonnées en quelque sorte les unes sur les autres :

Au bas, Morsbronn, gardé seulement par deux compagnies de turcos; au-dessus, un plateau découvert où est établie l'artillerie Lartigue, puis, sur la même ligne, à peu près à l'est, le Lansberg et sa ferme de l'Albrechtshauserhof,

allant finir dans la vallée de la Sauer ; à l'ouest, Eberbach et son ruisseau ; au-dessus du Lansberg et d'Eberbach, le Niederwald traversé par la route de Morsbronn à Frœschwiller. Au nord du Niederwald une clairière ; à quelques centaines de pas, un petit bois, puis un espace découvert, puis Elsasshausen, puis encore des pentes découvertes, puis Frœschwiller.

Suivons les soldats de Bose dans leurs étapes à travers ces positions. Le mouvement par Spachbach, sur la lisière orientale du Niederwald, se heurte à la gauche de la division Lartigue, 3e zouaves (56e) et à la droite de la division Conseil-Dumesnil, qui s'y opposent de concert, rangs mêlés. Tant que les Prussiens s'avancent à découvert, à travers les prairies qui s'étendent entre la rive droite de la Sauer et les pentes orientales du Niederwald, ils subissent des pertes considérables. Mais les batteries de Gunstett écrasent notre troupe ; la division Conseil-Dumesnil, dépourvue d'artillerie, avait obtenu deux batteries de 12 de la réserve générale : à peine en ligne, elles sont obligées de se retirer derrière le petit bois. Vainement le colonel Morland, du 21e, essaie-t-il de faire taire l'artillerie ennemie par des feux au commandement : dès que ses compagnies dépassent la crête du terrain qui les abrite, elles perdent le sang-froid sous la grêle d'obus et de balles et elles se livrent à un feu à volonté des plus déréglés qui ne produit pas l'effet espéré. Les Prussiens ne cessent de gagner du terrain ; et les zouaves, ne pouvant plus tenir

contre leur nombre toujours croissant, se retirent dans l'intérieur du bois.

La seconde fraction de Bose qui débouche par le pont du moulin de Gunstett était précédée de nombreux tirailleurs qui du premier élan atteignaient jusqu'à la route de Haguenau. Là elle progresse lentement. L'artillerie divisionnaire de Lartigue, changeant souvent de place afin de se dérober aux batteries de Gunstett, lui fait quelque mal; mais elle est surtout éprouvée par des feux rapides à 500 mètres que, profitant du vaste champ de tir ménagé par la nature des pentes, les turcos exécutent des sommets. Cependant, après beaucoup d'efforts, elle parvient à s'emparer des houblonnières qui couvrent la route de Morsbronn à Frœschwiller, et en débouche pour déborder le Lansberg. Les bâtiments de la ferme de l'Albrechtshauserhof sont en feu; les chasseurs qui l'occupent, fusillés à petite portée, l'abandonnent. Les assaillants se préparent, en mettant un peu d'ordre dans leurs troupes désunies par l'attaque, à recevoir les retours offensifs et à poursuivre leurs avantages.

La troisième fraction de Bose arrivant par Durrenbach avait obtenu des résultats encore plus décisifs. Accueillie par l'artillerie du front du plateau sur Morsbronn, elle parvenait péniblement au pied des hauteurs; là elle rencontre notre 56ᵉ qui résiste de toutes ses forces. Mais sur ce point comme sur tous les autres, quand un Prussien est tombé, deux surviennent. Le général

Lacretelle, du haut du clocher de Morsbronn, reconnaît que le village, presque tourné, n'est plus tenable (300 hommes contre 5 000); il ordonne au 2e bataillon des tirailleurs de l'évacuer et de se former en potence sur le plateau, où Lartigue se trouve avec trois pièces d'artillerie. Aussitôt Morsbronn évacué, les Prussiens y entrent.

La lisière orientale du Niederwald, la hauteur du Lansberg et la ferme enlevées, Morsbronn pris, Lartigue est menacé à la fois sur son front et sur son flanc; il va être cerné s'il ne se dérobe. Il envoie dire à Mac-Mahon sa détresse : il ne peut plus arrêter le mouvement enveloppant de l'aile gauche de l'ennemi.

Mac-Mahon, d'abord, s'était porté vers Ducrot croyant qu'il allait être tourné par ce côté. Après la retraite des Bavarois il s'établit sur un mamelon à l'est d'Elsasshausen, au pied d'un grand noyer. De ce point il ne découvrait qu'imparfaitement le champ de bataille : il voyait la vallée de la Sauer et les hauteurs depuis Wœrth jusque Alte Mühle, mais notre aile droite était masquée à sa vue par le sommet du Calvaire et le secteur oriental du Niederwald. C'est là qu'entre neuf et dix heures, il reçoit la dépêche de Failly, annonçant le départ certain de Guyot de Lespart. Il suppose que cette division aura été mise en route peu après la dépêche : au commencement d'août il fait jour de bonne heure; 24 kilomètres séparent Bitche de Reichshoffen, soit cinq heures et

demie de marche, mettons six heures ; la tête de la colonne arriverait donc vers dix heures du matin à Reichshoffen et une heure et demie après, à Frœschwiller. Sa confiance alors est entière et il télégraphie à de Leusse : « Tout va bien, je vais pousser en avant. »

De Leusse venait à peine de lire cette dépêche qu'on lui en remet une de Seltz lui annonçant que la deuxième partie de l'armée allemande venait de passer le Rhin[1]. Il avertit immédiatement le maréchal qui reçoit presque en même temps de Paris la confirmation de cet avis : « Vous avez devant vous toute l'armée du Prince royal. » Mac-Mahon, sur ces avertissements, aurait dû battre en retraite, a-t-on dit. C'est plus facile à conseiller qu'à faire. Il est facile d'arrêter un combat tant que l'artillerie et la cavalerie seules sont engagées. Mais une fois que l'infanterie est lancée, il est très difficile de se retirer tout à coup. C'est une opération des plus risquées, qui, au dire de Napoléon, coûte souvent plus cher qu'une défaite. Un ordre de retraite n'arrive pas simultanément à tant d'hommes isolés : a-t-on réussi à arrêter le feu d'un côté, il reprend de plus belle de l'autre ; et aussitôt que vos propres tirailleurs cessent le feu, l'ennemi qui n'est plus tenu en respect s'enhardit, va de l'avant et vous contraint de

1. Lettre du comte de Leusse à Émile Ollivier, 2 janvier 1884 — : « Il paraît que j'ai tellement pâli dans la cour en lisant cette dépêche que mon vieux domestique m'a dit qu'il pensait que j'allais me trouver mal. »

rester dans la mêlée. Mac-Mahon ne paraît pas s'être un instant posé la question. Il ne s'émeut point. Maintenant il voit, il touche le péril et son âme altière de soldat n'en est pas troublée. Il a pris son parti; Guyot de Lespart est proche ; il l'attendra et résistera jusqu'à la dernière extrémité des forces humaines. Il charge un de ses aides de camp de répondre à Lartigue de tenir ferme, que la division Guyot de Lespart marche depuis le matin, qu'elle va arriver sur ses derrières, que la brigade de cuirassiers est avertie d'obtempérer à ses réquisitions. Il recommande de ménager les munitions des mitrailleuses et s'en tient là.

IV

Animés par l'espérance qu'on leur apporte, les officiers de Lartigue se répandent parmi les soldats, leur communiquent le message du chef et leur demandent de nouveaux efforts. Lartigue prépare la manœuvre classique depuis la campagne de Napoléon en Italie : il se précipitera sur les Prussiens établis au Lansberg, à la ferme et sur la lisière du Niederwald ; il les refoulera vers la Sauer, puis revenant rapidement en arrière, il se retournera vers les troupes de Schkopp maîtresses de Morsbronn, les rejettera hors du village ; mais comme il ne peut lutter à la fois sur son front et sur son flanc, pendant qu'il sera aux prises avec les défenseurs du Lansberg et de la lisière du Niederwald il faut que quel-

qu'un protège son flanc contre ceux qui tiennent Morsbronn. Il demande ce service aux cuirassiers et il envoie le colonel d'Andigné prier le général Duhesme d'ordonner une charge de la brigade Michel (1 heure). Dès que les cuirassiers aperçoivent le colonel d'Andigné, ils devinent pourquoi il vient ; le cri de *Vive la France!* sort de toutes leurs poitrines et au commandement de « Garde à vous » ! la brigade se forme rapidement en bataille. Le général Duhesme, hors d'état de monter à cheval (il mourut peu de temps après) fait approcher le colonel et lui dit : « Au nom du ciel, dites au général Lartigue qu'il va commettre une folie et faire détruire inutilement mes cuirassiers. — Mon général, répond le colonel, le général n'a pas d'autre moyen de sauver les débris de sa division ; d'ailleurs, écoutez ces braves gens et dites s'ils consentiraient à revenir après avoir été témoins inactifs d'un pareil désastre. J'aime trop la cavalerie pour ne pas préférer pour elle ce qui va se passer à la douleur de n'avoir rien fait, et je n'éprouve qu'un regret, c'est de ne pouvoir charger avec eux. — Mes pauvres cuirassiers ! » répond le général en s'essuyant les yeux d'un revers de main.

Lartigue n'avait demandé qu'un régiment ; les deux veulent être de la partie. Ils se placent face au sud, déployés sur deux lignes. Après avoir incliné leurs fronts sous l'*absolutio in articulo mortis* donnée par l'abbé Vallée, le 8e (colonel Guiot de la Rochère) s'avance le premier ; le 9e (colonel Waternau) déborde par la droite ; deux esca-

drons du 6e lanciers (colonel Tripart), quoique n'ayant pas été requis, suivent le 9e. Aucun terrain n'était plus impropre à l'action de la cavalerie : quel résultat en attendre sur des pentes adoucies couvertes de vergers, de haies, coupées de vignes et de houblonnières, pleines de grandes perches, jonchées de rangées d'arbres, de souches coupées, de fossés profonds, et qui assuraient à l'infanterie ennemie à la fois les abris pour viser à coup sûr et le découvert pour viser loin?

A l'apparition de ces magnifiques escadrons (1 h. 1/4) qui s'avancent sous la grêle des obus de Gunstett, imperturbables, les casques luisant au soleil pour la dernière fois, ébranlant la terre de leur galop, les Prussiens sont surpris et comme paralysés, le feu cesse ; il y a un moment d'attente terrifiante. La brigade formée en colonne par pelotons ou escadrons charge avec furie ; le plateau est balayé en un instant. Mais, par suite d'une erreur, au lieu de se retirer à droite pour tourner l'ennemi, elle s'abat à gauche, et l'abordant, en face, descend comme un tourbillon à travers les houblonnières, vers Morsbronn. Les Prussiens, qui se sont ressaisis, ne se forment pas en carrés : ils se déploient en tirailleurs, à l'abri des houblonnières, ils visent à coup sûr les cuirassiers qui passent devant eux. On entend le tintement des balles sur les cuirasses, semblable à un choc de grêle sur des vitres ; les deux tiers des chevaux tombent et roulent sur leurs cavaliers ; ceux qui n'ont pas été blessés ou tués sautent sur le premier cheval à leur portée et, se pla-

çant à côté de ceux qui n'ont pas été démontés, se ruent à droite et à gauche de l'infanterie, renversent une partie d'une compagnie et essaient de revenir vers Eberbach en traversant Morsbronn de l'est à l'ouest. Dans le village comme à la sortie, ils sont poursuivis par un feu nourri. Ils vont toujours, mais, à chaque pas, quelqu'un tombe et leur nombre diminue. Enfin, parvenus hors du feu des tirailleurs, ils se croyaient sauvés. Ils aperçoivent les hussards prussiens. Ils arrêtent leurs chevaux haletants, se rangent sur une seule ligne, le sabre d'une main, le revolver de l'autre, et, lorsque les assaillants sont à quinze mètres, ils déchargent leurs armes, tellement imposants par leur attitude et leur résolution, que les hussards font demi-tour. Les cuirassiers peuvent alors se réfugier les uns vers Saverne, les autres à travers l'Eberbach, derrière notre droite.

Le 9e cuirassiers et le 6e lanciers furent plus éprouvés encore. Leur route avait été semée d'obstacles : les voilà immobilisés. Deux compagnies les criblent de leurs décharges. Les tirailleurs établis dans les vignes de chaque côté de la route les fusillent presque à bout portant ; la colonne se change en une cohue d'hommes et de chevaux se heurtant, s'entassant les uns sur les autres. Cependant quelques cavaliers démontés écartent les obstacles et ceux qui ne sont pas déjà hors de combat essayent de s'échapper en traversant Morsbronn. Ils se lancent dans la rue qui s'ouvre devant eux. La rue est étroite, l'extrémité en est barrée, des tirailleur

ennemis sont postés aux fenêtres des maisons. Ils ne peuvent charger que des murs et ils restent là bloqués, cernés ; on les abat comme des bêtes fauves dans un cirque. Le petit nombre de ceux qui réussissent à s'échapper descend en avalanche vers la plaine ; ils rencontrent trois batteries de la division Conseil-Dumesnil qui, de Haguenau, montaient au bruit du canon. Leur lieutenant-colonel Guillemin va se mettre à la disposition du colonel des cuirassiers : « Allez au diable ! répond celui-ci ; que voulez-vous que je fasse de vous ? Je viens de charger, regardez ce qui reste de mon régiment. » Et les cuirassiers continuent leur course vers Durrenbach et Walbourg. Un régiment de hussards et l'infanterie venant de la Sauer les achèvent. N'échappe au désastre qu'un petit nombre parmi lesquels deux officiers, et autant de lanciers[1]. Pauvres cuirassiers ! Pauvres lanciers !

1. Bonnal, *Frœschwiller* : « Supposons maintenant qu'au lieu de charger sur un village qui, de loin, ne laisse voir que son clocher émergeant d'une sorte d'oasis, la brigade Michel eût marché en double colonne, par le vallon de l'Éberbach, jusqu'au sud du petit bois occupé par les deux compagnies de turcos précédemment postés à Morsbronn, et que cette brigade eût attendu pour gravir le plateau, sur deux lignes, que les bataillons du général Schkopp se fussent mis en mouvement vers la ferme de Lansberg. L'attaque de neuf escadrons, dont sept de cuirassiers, surgissant à 5 mètres du flanc gauche de six bataillons disposés en formation d'approche aurait eu les plus grandes chances de réussir. Nous avons la conviction que le vallon d'Éberbach, bien utilisé comme cheminement, pouvait procurer à la brigade Michel un de ces succès qui marquent dans l'histoire des actions de cavalerie. »

La brigade Michel avait laissé sur le terrain les deux tiers de son effectif et les lanciers les neuf dixièmes. Et à quoi bon? Pour rien, avait dit le général Duhesme. Pour quelque chose de pire, a dit le prince de Hohenlohe, pour faciliter les progrès qu'on comptait arrêter : « Un officier d'infanterie qui essuya la charge des cuirassiers à Wœrth, me raconta qu'après une attaque malheureuse, notre infanterie descendait une côte en battant en retraite. Une grêle de projectiles lancés par les mitrailleuses et les chassepots l'atteignait sans relâche, et tous les hommes avaient le sentiment qu'ils n'atteindraient jamais la forêt qui s'étendait au bas de la colline et qui les eût abrités. Exténuée, résignée à la mort, cette infanterie gagnait lentement la forêt. Soudain le feu meurtrier cessa. Saisis d'étonnement, tous les hommes s'arrêtèrent pour voir qui les sauvait ainsi d'une mort certaine. Ils aperçurent alors les cuirassiers français qui, les chargeant, empêchaient leur propre infanterie et leur artillerie de tirer sur l'ennemi. Ces cuirassiers leur apparurent comme des sauveurs. Avec le plus grand calme, chaque homme, restant à l'endroit où il se trouvait, se mit à tirer sur ces cuirassiers qui succombèrent sous ce feu rapide[1]. »

La débâcle de nos cavaliers rendit vains aussi les avantages éphémères que nous avions obtenus

1. Prince Kraft d'Hohenlohe-Ingelfingen, général d'infanterie, *Lettres sur la cavalerie*, traduites par Ernest Jaeglé, p. 56.

sur le Lansberg. Quelques groupes formés de zouaves, de turcos et d'hommes de divers régiments portés sur les hauteurs, les avaient reprises et étaient descendus sur les Prussiens qui, surpris, sans même essayer de résister, s'étaient enfuis vers la Sauer. Mais leur mouvement rétrograde avait dégagé les vues de l'artillerie prussienne de Gunstett. Ne se trouvant plus masquée par ses propres troupes elle avait recommencé son feu écrasant. Puis des troupes fraîches étaient accourues, et malgré la résistance foudroyante de nos mitrailleuses et de nos chassepots, le Lansberg était repris et gardé. La lisière méridionale du Niederwald n'allait pas tarder à subir le même sort. Les deux seules compagnies du 3e zouaves, non encore engagées, la défendirent jusqu'à la dernière extrémité par des feux rapides, mais elles ne purent empêcher les Prussiens d'approcher à cinquante pas. Elles lâchèrent pied et se retirèrent à l'intérieur. La lisière sud du Niederwald était perdue (1 h. 30).

V

Respirons un instant. Il est une heure. Le Prince royal qui. depuis neuf heures du matin, entendait le canon de son quartier général de Soultz, était arrivé sur les hauteurs de Wœrth et avait pris la direction. En quel état trouve-t-il la bataille ? L'attaque de flanc des Bavarois contre Ducrot a été repoussée et ils n'ont plus envie de recommencer. Au centre et à gauche le Ve et le

XIe corps sont à cheval sur la Sauer, partie en deçà, partie au delà, et le XIe corps, tout en soutenant l'attaque de front du Ve, poursuit pour son compte son mouvement enveloppant sur notre droite : il a pris Morsbronn et aborde le Niederwald.

Ainsi voilà une grande bataille qui s'est engagée spontanément à l'insu du général en chef et malgré lui, par l'initiative intelligente et courageuse des chefs en sous-ordre. C'est le chef de l'avant-garde, général Walther de Montbarry, qui a eu l'idée d'une reconnaissance offensive ; c'est le chef de l'état-major du Ve corps, colonel von der Esch, qui a décidé la reprise de l'attaque au centre ; c'est le général du Ve corps, Kirchbach, qui a définitivement converti la reconnaisance offensive en bataille ; c'est le général Schkopp qui a conçu le mouvement décisif de la journée : l'attaque enveloppante contre notre droite qui va rendre efficace l'attaque contre notre centre jusque-là impuissante; enfin c'est le général Bose qui a ordonné l'exécution.

Puisque les subordonnés n'obéissaient pas au commandant en chef, il ne restait au commandant qu'à leur obéir. Le Prince royal ne se rend pas d'abord compte de l'ensemble de cette situation : il ne voit que le péril de Kirchbach. Blumenthal son chef d'état-major y pourvoit. Il appelle le Ier corps bavarois (Tann) vers la Sauer, de manière à établir la liaison entre le IIe corps bavarois et le Ve corps prussien. Il ordonne à Bose d'envoyer sa 21e division à Wœrth et au corps Werder de se

rapprocher de Gunstett. Pendant les deux ou trois heures nécessaires à l'arrivée de tous ces corps, Kirchbach devra différer ses attaques[1].

Ces instructions ne furent exécutées qu'imparfaitement ou pas du tout. Les Wurtembergeois (Werder) se rapprochèrent de Gunstett, mais Tann s'avança, selon le mode bavarois, mollement; Kirchbach continua ses attaques et contre-attaques vers Wœrth; Bose n'envoya pas sa *21*e division; il ne ralentit pas son mouvement enveloppant; au contraire, il l'accélère d'autant plus que la détresse de Lartigue devenait irrémédiable.

Lartigue avait employé ses dernières réserves jusqu'au dernier homme; Guyot de Lespart qu'on lui avait annoncé ne paraissait pas, et de Morsbronn un bataillon de fusiliers et le *32*e prussiens montaient vers Eberbach. S'il s'attarde sur le plateau il va être capturé ou détruit. Il fait filer vers Reichshoffen le convoi de la division sous

1. L'état-major prussien, pour donner belle figure au Prince royal, lui fait ordonner dès une heure aux Bavarois d'attaquer notre flanc gauche et de le dépasser dans la direction de Reichshoffen, et à Bose de se porter vigoureusement contre Frœschwiller par le Niederwald et Elsasshausen. Le général Bonnal établit que tous ces ordres sont imaginaires. L'ordre aux Bavarois d'aller sur Reichshoffen n'a été donné qu'à trois heures et quant à Bose le seul ordre qui lui fut donné et qu'il n'exécuta pas fut d'envoyer au secours de Kirchbach sur Wœrth. Les ordres véritables de l'état-major sont relatés dans Stieler von Heydethalkampf : Opérations du Ve corps prussien dans la guerre contre la France, 1873. — (Voir Bonnal, *Frœschwiller*, p. 333.)

l'escorte de gendarmes et d'une compagnie du génie; il établit les batteries au-dessus de l'Eberbach et il fait sonner la retraite. Il lutte encore pour donner à ses tirailleurs, à ses chasseurs, à ses zouaves disséminés sur un large front, qui depuis cinq heures s'acharnent à défendre les pentes, le temps de rejoindre. Nos pertes en officiers sont si grandes qu'il est difficile de régulariser cette dernière résistance. A force de cris, de prières, de menaces, le colonel d'Andigné ramène au hameau d'Eberbach cinq à six cents hommes; mais à bout de force et de munitions, la plupart lâchent pied promptement. L'artillerie est obligée de se replier, une batterie sur Gundershoffen, les deux autres par le bois de Reichshoffen. Lartigue et Fraboulet de Kerléadec, le fusil à la main, entourés d'une poignée d'infatigables, tiennent toujours derrière les haies d'un petit verger. Les Allemands sont arrêtés quelque temps à soixante mètres par un feu très vif. Néanmoins il est évident qu'ils vont l'emporter. Notre dernier lancier d'escorte est tué; le général et son état-major s'arrachent de ce verger dont les branches hachées par les balles leur tombent dans les yeux; les zouaves battent en retraite en tiraillant; mais il ne peut plus être question de défendre aucune position : les hommes n'en peuvent plus, n'en veulent plus. Tout est fini de ce côté (2 h. 30).

Maître, par la possession de la ferme du Lansberg et de Morsbronn, de deux solides appuis sur

la rive droite de la Sauer, Bose est en mesure de tenter un effort suprême contre le Niederwald dont il ne tient la lisière que du côté oriental. Il opère un changement de direction à droite, se porte ensuite au nord-ouest face à Elsasshausen et à Frœschwiller. Informé que les Wurtembergeois approchent et vont le suivre, il appelle en avant les trois bataillons encore en réserve à Gunstett et son artillerie. L'artillerie moins trois batteries passe la Sauer avec ses compagnies de soutien; l'infanterie malgré une forte crue la traverse avec peine; les troupes du front de bataille s'engagent sous bois des deux côtés de la route de Morsbronn à Frœschwiller. Un régiment seul reste en dehors de la forêt, gravit le mamelon au nord-ouest d'Eberbach et continue sur Reichshoffen; à sa gauche, un régiment de chasseurs fouille le terrain.

La lutte dans le Niederwald ne nous est plus possible. Le colonel Bocher, jugeant que son régiment, qui depuis le matin combat en désespéré, va être détruit sans espoir, fait sonner la retraite au clairon dans toutes les directions et ordonne de suivre le gros de la division sur Reichshoffen. Mais de nombreux isolés errants ne rejoignirent pas et, le combat général interrompu, une foule de petits combats partiels continuent sous le fourré. Si les feuilles déchiquetées, les branches brisées, les troncs labourés de ces arbres savaient parler, ils raconteraient des prodiges invraisemblables. Nos zouaves brûlent leur dernière cartouche et sont obligés de

se rendre. Les Prussiens atteignent la lisière nord, le Niederwald est perdu (2 h. 30). Le matin 2 200 zouaves, 61 officiers y étaient entrés : 425 hommes, 21 officiers en sortirent. Sauf 300 prisonniers, les autres étaient tombés les armes à la main.

Bose veut maintenant s'emparer du petit bois. Des compagnies du 17e chasseurs et des hommes isolés des divisions Lartigue et Conseil-Dumesnil, embusqués sans chef, y tiennent en échec depuis onze heures les fractions du XIe corps venues de Gunstett. Ils aperçoivent les Prussiens débouchant de la lisière nord, ils dirigent contre eux leur fusillade et les obligent à rétrograder. Mais ce n'est que pour un instant. Les batteries amenées de Gunstett s'établissent au nord du Niederwald, couvrent de leurs obus Elsasshausen et toute notre position. Sous leur protection l'infanterie prussienne sort en nombre toujours croissant du Niederwald ; le petit bois va être pris. Mac-Mahon demande secours à Ducrot. Le général envoie le 96e de la brigade Wolff, colonel de Franchessin, et il ordonne au général Forgeot, commandant de l'artillerie du corps, de mettre en action à l'ouest d'Elsasshausen les deux batteries de la division Bonnemain Franchessin ; il laisse un bataillon à Elsasshausen, en met un à la gauche du village et avec le troisième traverse le petit bois, marche droit au Niederwald, y rejette les Prussiens débandés. Mais dans le bois ceux-ci se rallient ; des survenants les épaulent et les ramènent à la bataille ; le

général Schkopp avance, tambour battant. Le colonel Franchessin a son cheval tué; il est atteint lui-même d'une balle qui lui traverse le pied droit; appuyé sur un sous-officier, il continue à diriger le combat; une deuxième balle l'atteint au côté gauche, une troisième au côté droit, néanmoins il crie encore : En avant! jusqu'à extinction de ses forces. Nos troupes plient, rétrogradent; les Prussiens les suivent, entrent pêle-mêle dans le petit bois avec ceux qui les avaient si durement arrêtés et s'en emparent.

L'écran qui séparait Bose de Kirchbach était tombé; le V[e] et le XI[e] corps s'aperçoivent et sont en état de se réunir sur Elsasshausen et Frœschwiller qu'il reste à emporter. Kirchbach n'avait pas attendu que Bose vînt lui tendre la main; il avait voulu aller lui-même la lui prendre et il avait échauffé de plus en plus l'allure du combat. Il paraît ignorer qu'il existe une tactique défensive : c'est constamment une offensive éperdue, féroce, à laquelle répond notre offensive non moins fougueuse et acharnée. Toutes les deux se mesurent, s'abordent et se terrassent tour à tour. La nôtre est plus irrésistible en son premier élan, d'abord à cause de la qualité exceptionnelle des hommes, ensuite à cause de la supériorité de notre armement. Depuis qu'à la suite du combat d'artillerie à artillerie, les pièces de grande batterie ont été obligées de se taire pour ne pas tirer sur leurs propres troupes, notre artillerie, rendue maîtresse de ses mouvements, a pu déployer

aussi ses précieuses qualités; nos mitrailleuses surtout, employées en bonne situation, unissent leurs effets terrifiants à ceux non moins terrifiants de nos chassepots.

Mais l'offensive prussienne reprend ses avantages par un autre côté. Elle met le nombre à l'appui de sa hardiesse et supplée par lui à l'infériorité de son fusil à aiguille. L'offensive française puise en un réservoir qui se vide et ne se renouvelle pas; celui de l'offensive prussienne aussitôt vidé est renouvelé. Telle est, en un mot, l'histoire des divers engagements du centre entre les Français et les Prussiens. Leur détail n'a aucun intérêt dès qu'on ne poursuit pas une étude technique. Toutes se déroulent de même sorte.

Kirchbach lance ses troupes sur les coteaux couverts de vignes qni s'abaissent vers Wœrth. A peine ébranlées elle se disloquent, se dispersent en tirailleurs, gagnent rapidement du terrain. Mac-Mahon, qui, depuis les progrès de Bose, a été obligé de se reporter dans le village d'Elsasshausen, ne perd pas de vue Kirchbach. Il envoie à sa rencontre une brigade, un régiment des bataillons. Leurs chefs, général, commandants, mettent leur képi au bout de leur épée et crient : En avant! Et le mot est à peine terminé que nos troupes, ne perdant pas leur temps à tirailler, se précipitent baïonnette au bout du fusil, au pas de course, comme un tourbillon qui renverse, emporte tout ce qu'il rencontre devant lui. Les Prussiens déconcertés ne tiennent pas contre le choc; ils plient. rompent, fuient

malgré les coups de pieds et les coups de sabre dont leurs officiers les accablent pour les arrêter. Des hauteurs où ils étaient parvenus, ils dégringolent vers la Sauer, puis dans Wœrth. Là ils se reprennent : embusqués dans les maisons, les jardins, les fossés, les haies de la route de Haguenau, ils immobilisent d'abord ceux qui les poursuivent, puis, dès que des troupes fraîches les ont rejoints, ils deviennent assaillants, obligent à reculer nos troupes fatiguées de leurs avantages et se réinstallent dans les positions perdues. Mac-Mahon leur envoie de nouveaux assaillants, qui, comme les précédents, repoussent d'abord, poursuivent, et sont ensuite à leur tour repoussés et poursuivis. C'est le sort des deux brigades de la division Conseil-Dumesnil qui perd ses deux chefs, le colonel Champion, et le général Maire; c'est le sort de la brigade L'Hérillier (division Raoult) dont le général est blessé ainsi que ses aides de camp. La division Conseil-Dumesnil disparaît du combat trop tôt et en abandonnant mal à propos les sacs de ses soldats; la brigade L'Hérillier se retire en désordre vers Elsasshausen.

VI

Raoult, déjà serré de près par Kirchbach, va encore avoir sur ses bras les Bavarois. Ils se sont fait beaucoup prier avant d'entrer en ligne, et le Prince royal a été obligé de leur envoyer quatre

officiers. Ils s'étaient décidés enfin à établir (une heure et demie) trois batteries vers Gœrsdorff prolongeant la formidable ligne de l'artillerie allemande; de là ils jetaient des obus et allumaient des incendies à Frœschwiller. Leur division Stephan avait passé la Sauer (2 heures) sur le pont d'Alte Mühle et sur un autre improvisé avec des arbres, traversé en courant les mamelons boisés et les prairies basses qui séparent les deux cours d'eau, abordé le versant oriental des hauteurs de Frœschwiller par le chemin d'Alte Mühle. Raoult leur oppose le 2e tirailleurs de la brigade Lefebvre, commandant Suzzoni, soutenu par une batterie de mitrailleuses. Mais il ne servait de rien d'en coucher par terre; d'autres survenaient toujours. Une nouvelle brigade bavaroise apparaît. Les turcos, sous les obus des batteries de Gœrsdorff et sous le feu de l'infanterie bavaroise toujours plus nombreuse, ne se tiennent debout un contre quatre que par une vertu héroïque dont Suzzoni leur donne l'exemple. Même lorsque leurs cartouches sont épuisées, ils demeurent en place, baïonnette en avant, et les Bavarois ne s'aventurent pas sur le saillant nord-est du bois de Frœschwiller (2 h. 30).

Néanmoins comme Mac-Mahon n'a plus de soutiens à fournir, Kirchbach, malgré cet arrêt des Bavarois, est libre de prendre la main que lui tend Bose. Il veut en finir avec ces attaques qui l'épuisent depuis de si longues heures, et se rendre maître de ces hauteurs d'où tant de ses hommes sont revenus en débandade et qui lui en

ont dévoré tant d'autres. Il parvient enfin à s'emparer du Calvaire trois fois pris, perdu, repris (2 h. 30), et il fait venir en première ligne ce qui lui restait de troupes sur la gauche de la Sauer.

Cette fois encore son espérance aurait été vaine si Bose n'avait achevé, en s'emparant d'Elsasshausen, de s'enfoncer dans notre flanc, déjà découvert par la mise hors de combat de Lartigue et Conseil-Dumesnil. Bose se trouvait dans une situation très exposée, malgré la prise du Petit Bois achetée si cher. Les deux batteries de la division Bonnemain couvraient de projectiles et de mitraille la lisière nord du Niederwald et le Petit Bois; deux bataillons du 96e et du 99e, des hommes de diverses compagnies dirigent un feu d'une telle violence, d'une telle efficacité, qu'il fallait ou qu'il rétrogradât ou qu'il se décidât à de nouveaux sacrifices. Ces offensifs ne tergiversent jamais : il continuera à aller de l'avant coûte que coûte; il fait fortifier sa ligne d'artillerie par celle de Kirchbach, installée sur le Calvaire. Elles mettent en feu Elsasshausen. Au signal de *tout le monde en avant!* tout ce qui parmi les tirailleurs, comme dans la seconde ligne, conserve un reste de vigueur se précipite sur les pas des officiers à travers l'espace découvert qui sépare le bois du village. Les fractions voisines du Ve corps se joignent à eux. Le village est pris[1].

Cet effort terrible avait désorganisé le

1. Voir Picard, *La perte de l'Alsace.*

XI[e] corps. Sa *11*[e] brigade seule conservait une formation régulière; toutes les autres, les bataillons eux-mêmes, étaient confondus; il n'y avait plus une réserve sérieuse; les généraux Bose et Schachtmeyer, qui s'étaient portés sur la ligne des tirailleurs, purent à peine reconstituer en unités tactiques les bataillons et compagnies de première ligne. Quand ils y eurent à peu près réussi, ils rapprochèrent de Frœschwiller, jusqu'à près de dix-sept cents pas, l'artillerie qui venait d'incendier Elsasshausen et les batteries soit divisionnaires, soit de corps, qui n'avaient pas été employées déjà; il pousse l'infanterie vers les mamelons qui limitent les prairies. Kirchbach, de son côté, ne ralentit pas sa furieuse poussée; il ne se contente pas de s'associer par son aile gauche aux efforts de Bose, il poursuit son mouvement vers notre front; il serre de près les débris de Raoult et les contraint à se replier vers Frœschwiller.

Le Prince royal, de son observatoire, voyait se dérouler toutes ces péripéties. Il ne doute plus de la victoire. Il a déjà donné l'ordre à la brigade et à la cavalerie wurtembergeoises de couper par le Grosserwald notre ligne de retraite vers Reichshoffen; il prescrit au corps bavarois de Tann de refouler notre gauche et de la déborder afin de la couper aussi de Reichshoffen par le nord, comme les Wurtembergeois devaient nous en couper par le sud : ainsi encerclé Mac-Mahon serait obligé de mettre bas les armes et les Prussiens obtiendraient tout de suite cette

effroyable capitulation d'une armée entière qu'ils devront attendre jusqu'à Sedan (3 heures).

VII

Maintenant, indomptable maréchal, de grâce retirez-vous, c'est assez! Tout est consommé. Votre droite n'existe plus; les deux divisions Lartigue et Conseil-Dumesnil ont disparu; votre centre, Raoult, est en lambeaux; votre gauche, Ducrot, déjà dégarnie, est rivée à la résistance contre les Bavarois. Allez-vous-en! vous ne pouvez plus rien. En regardant autour de vous, vous apercevrez encore la brigade de cuirassiers Bonnemain, la réserve d'artillerie, le régiment de tirailleurs algériens Pellé, quelques fractions des corps dissous; sur un signe ils s'élanceront dans la fournaise. Ce signe, ne le faites pas : ils seraient dévorés en quelques instants! Ordonnez sur-le-champ une retraite à laquelle vous allez être sûrement contraint; elle ne sera peut-être encore qu'une débandade et non un écroulement; ne sacrifiez pas inutilement tant de vies si précieuses.

Mais Mac-Mahon est toujours l'homme qui a dit sur le bastion miné de Malakoff : *J'y suis, j'y reste.* Toute sa vie il a ordonné : *En avant!* Il ne peut arracher de sa bouche le mot : *En arrière!* Il ne tient pas compte de ce qu'il a perdu, il ne voit que ce qu'on ne lui a point pris. Rien ne l'ébranle; il a vu tomber à ses côtés, frappé d'une

balle au cœur, son chef d'état-major, le général Colson, et Robert de Vogüé, un de ses officiers; d'autres vont les suivre. Il y est, il y reste, et, debout, impassible sous les obus et les balles, il s'offre lui-même au sacrifice qu'il demande aux autres. D'une ténacité invincible, vaillant jusqu'à la folie, il appelle successivement à la rescousse tout ce qui n'est pas encore couché à ses pieds sur la terre ensanglantée (3 à 4 heures). Sur les masses grondantes et compactes de la victoire prussienne, qui montent vers lui de Wœrth et d'Elsasshausen, il lance ces débris à des intervalles tellement rapprochés qu'on peut à peine les distinguer. Ils obéissent avec une ardeur qui, dans cette heure de désespérance, devient surhumaine. Qui sait? ce dernier effort va peut-être permettre à Failly d'arriver!

A vous d'abord, les cuirassiers! puisque votre tâche en cette journée doit être encore le grandiose dévouement. La division Bonnemain, composée de quatre régiments, commandée par le général Girard, à la place de Bonnemain malade, avait été obligée de changer plusieurs fois de place pour se soustraire à l'action des projectiles : elle était en arrière d'Elsasshausen lorsqu'à trois heures, alors que les masses prussiennes étaient en train de s'emparer de ce village, Mac-Mahon vient lui-même lui porter l'ordre de charger dans la direction de Wœrth. Il les lance, puis les tient en haleine; deux escadrons du 4e régiment rétrogradent-ils, il leur crie : « Ce n'est pas

à charger à fond! » D'autres se replient-ils désemparés, il demande à leur général Girard s'il peut encore charger. Ils répondent immédiatement à son appel: ceux qui ne sont pas partis s'élancent, ceux qui ont été refoulés repartent et chargent de nouveau. Mais qui? des ennemis ébranlés? des ennemis qu'on voit? sur le corps desquels on tentera de passer? Non, de même que leurs frères de Morsbronn, ils chargent des fossés, des houblonnières, des arbres. Les pauvres gars ne se ménagent pas; les généraux Girard et de Brauer, les colonels de Vandœuvre, Billet, Rosetti déploient ce qu'il y a de plus irrésistible dans la bravoure superflue; le colonel Billet se met successivement à la tête de chaque escadron. Mais ou ils tombent dans des vergers bourrés de tirailleurs, ou ils s'arrêtent au bord d'un large fossé fortifié par des arbres coupés à cinq ou six pieds du sol; ou ils se heurtent à des canons invisibles qui ne se décèlent qu'en les couvrant d'obus et de mitraille. Leur passage est marqué par une longue traînée de morts et de blessés. Cette hécatombe n'a pas arrêté l'ennemi; elle ne sert qu'à prouver ce qu'on n'avait pas à apprendre, que notre cavalerie savait bien charger à fond et bien mourir.

Enfin, le maréchal, quoique endurci aux émotions du champ de bataille, est touché. Il coupe court à cette funèbre chevauchée, et, au moment où le dernier régiment s'ébranle, il ordonne d'arrêter, non assez à temps cependant pour que le colonel de Lacarre n'ait la tête emportée par un

obus. Qu'elles sont cruelles ces charges irréfléchies de la désespérance ! Pauvres cuirassiers !

La division Bonnemain chargeait encore que les huit batteries de la réserve générale, sous le commandement du colonel Vassart, sur l'ordre du général Forgeot, s'établissent deux au nord d'Elsasshausen face au sud, quatre sur la crête du terrain face à Wœrth, deux autres servant de liaison entre les deux groupes. Mais à peine avaient-elles tiré deux ou trois coups par pièce que les Prussiens, sans souci des décharges de mitraille à bout portant, s'élancent au milieu d'elles, abattant hommes et chevaux. Nos batteries ont à peine le temps de chercher leur sûreté en courant vers Reichshoffen, soit à travers le Grosserwald, soit par la route de Frœschwiller. Elles n'ont pu, pas plus que les cuirassiers, ralentir la large poussée déchaînée qui s'avance, comme la lave d'un volcan, vers Frœschwiller. Pauvres artilleurs !

Maintenant c'est le tour du 1er régiment de tirailleurs et de quatre bataillons de la division Pellé, tenus en réserve à cause des pertes de Wissembourg. Son colonel, Morandy, reçoit l'ordre de le porter en avant. Les bataillons de Laumerez, Sermenson, Coulanges, noms à ne jamais oublier, se rangent en bataille. Ce n'est pas une masse considérable comme l'a dit la relation prussienne. Ils sont à peine 1 700 contre environ 15 000. Que leur importe ! Le souffle de la tempête ne compte pas les fêtus de paille, les grains de sable, les feuilles mortes qu'il va faire tour-

noyer. Ces 1700 bondissent sur les 15000 du saut de la panthère ; ils les secouent, les culbutent, les piétinent, les balaient sous ces couverts de bois dont ils croyaient n'avoir plus besoin. Nos turcos, déjà si glorieux à Wissembourg, se surpassent. Aidés par les 2e et 4e bataillons ils reprennent les canons pris il y a un instant. Mais le souffle le plus terrible s'épuise contre le roc, et c'est un roc énorme que cette masse dans laquelle un homme tué était à l'instant remplacé par un homme vivant, roc mouvant qui se déplaçait en avant et en arrière, et ne se déplaçait en arrière que pour prendre l'élan qui le transportera au delà du terrain perdu. Deux batteries du XIe corps font halte et commencent un feu à mitraille. Les turcos courent sur les pièces; ils ne parviennent pas à s'approcher plus près que cent pas ; les décharges de mitraille redoublent ; les tirailleurs du Niederwald se reforment et recommencent leur feu. Les turcos ne rompent pas ; eux ne sont pas balayés, ils sont submergés ; ils ne reculent pas, même pour se donner de l'élan : ils restent attachés à la place qu'ils ont gagnée et gardent encore par leurs corps étendus morts. 800 hommes, 27 officiers sont tombés. Pauvres, pauvres turcos ! Ces combats de géants sont atroces et sublimes; ils déchirent l'âme et l'exaltent[1].

1. Dans ses Souvenirs inédits si dangereux à suivre parce qu'ils sont pleins d'inexactitudes, Mac-Mahon a altéré la physionomie de la dernière partie de la bataille. Il a placé son ordre de retraite bien avant deux heures, alors que Lar-

Ces derniers assauts avaient achevé d'exténuer, de désagréger, de surmener les Prussiens; presque plus de chefs ; plus une unité tactique entière, une confusion complète, tout pêle-mêle. A chaque pas s'accroissait le nombre des embusqués, c'est-à-dire de ceux qui se cachent derrière les buissons, les replis de terrain et se dérobent au combat. Et cependant l'attaque n'était pas terminée. Frœschwiller est là menaçant; il faut l'enlever. Et on se demande si cette cohue prussienne en aura la force.

tigue lui demande des secours. Il a formellement dit le contraire dans son rapport, où il constate qu'il ne le donna qu'après que ses réserves avaient été écrasées. La charge de la division Bonnemain n'eut pas lieu pour couvrir une retraite ordonnée déjà, mais la retraite fut ordonnée parce que cette charge n'avait pas réussi à arrêter les progrès de l'ennemi. « C'est à 4 heures seulement, alors que toute notre droite et notre centre, accablés et débordés par des forces supérieures, fuyaient en désordre, que le Maréchal a fait donner l'ordre au général Ducrot d'utiliser les cinq bataillons dont il disposait encore pour couvrir la retraite des troupes. » La même heure ressort du récit de Ducrot (*Vie militaire du général Ducrot*, t. II, p. 379). La vérité est dans ce que dit Picard : « Sa volonté de vaincre n'était nullement brisée par la rupture de son aile droite, et il continuait à ne pas désespérer du succès. » (*La perte de l'Alsace*, p. 299.) Les charges de la division Bonnemain, de l'artillerie et des tirailleurs n'indiquaient pas la volonté de couvrir une retraite non ordonnée mais celle de continuer une lutte à laquelle il n'avait pas renoncé. Lehautcourt (*Guerre de 1870*) a dit avec raison des *Mémoires de Mac-Mahon* : « Les souvenirs inédits, écrits sans doute longtemps après les événements et certainement, en ce qui concerne la bataille de Frœschwiller, après lecture de la relation prussienne, sont loin de constituer un document positif. L'ordre des faits y est souvent interverti ; certains sont passés sous silence. »

Alors survient à ces bandes en désarroi un secours inespéré, la brigade wurtembergeoise Starkloff. Qui amenait là cette brigade que le Prince royal avait envoyée sur Reichshoffen? Un de ces actes de désobéissance qu'on a appelés des actes d'initiative. Au fort de l'action autour d'Elsasshausen les officiers prussiens alarmés avaient demandé aux Wurtembergeois de venir à leur aide, et leur général n'avait pas balancé à modifier l'ordre de marche donné par le Prince. Reformant ses bataillons à mesure qu'ils débouchaient sur la rive droite de la Sauer, il les avait portés par la ligne la plus courte à l'est et à l'ouest d'Elsasshausen.

Ce noyau, qui apportait sa force intacte aux bataillons las et émiettés, fut réparti entre les diverses fractions du front de bataille. En même temps les sept batteries de Kirchbach, arrivées de Wœrth, s'intercalent dans l'artillerie du XIe corps à l'est et à l'ouest d'Elsasshausen et quatre-vingt-quatre bouches à feu grondent sur Frœschwiller.

VIII

Il est quatre heures. Ces collines naguère si riantes présentent le spectacle d'une horreur indicible. Elsasshausen est en feu : à Frœschwiller les flammes montent déjà jusqu'au sommet de la tour de l'église, qui n'est plus qu'une fournaise

ardente d'où il a fallu évacuer les blessés en hâte. Les créneaux, palissadements, abris masqués par des branchages s'écroulent dans l'embrasement général avec les maisons sur lesquelles on les avait pratiqués ; de toutes parts flambent avec fracas les métairies disséminées au milieu des vignes et des houblonnières ; à côté de fusils épars, d'affûts brisés, d'obus vides, des morts et des blessés, dont les plaintes ou les gémissements s'unissent à la crépitation et au sifflement des armes et au grondement de quatre-vingt-quatre bouches à feu.

Dans ce cadre lugubre deux tourbes confuses, désordonnées, haletantes, au milieu desquelles des obus font des sillons sanglants. L'une se rapproche de Frœschwiller, l'autre s'en éloigne. L'une, à ce dernier degré d'excitation furibonde qui naît de la fatigue surmenée, non seulement brave le péril, mais n'en a plus même conscience, court vers le village d'où s'élèvent parmi d'épais tourbillons de fumée des jets rougeâtres de flammes. L'autre, à cette plénitude d'effarement et de panique que crée le désespoir des longs efforts repoussés et des sacrifices héroïques inutiles, se précipite vers Reichshoffen où elle compte ne plus revoir toujours renaissants les bataillons innombrables devant lesquels elle fuit. Toutes deux brûlent d'arriver, l'une pour pousser les hurrahs du triomphe, l'autre pour ne pas les entendre et n'en être pas les trophées. Le tourbillonnement désordonné dans lequel les fractions des corps allemands, confondus et enchevêtrés, marchent

sur Frœschwiller est difficile à rendre; mais comment décrire l'ahurissement de la foule à toute minute accrue de nouveaux débris, hommes, voitures, chevaux qui marche au hasard vers Reichshoffen, sans qu'il n'y ait plus ni commandement ni obéissance, dans toute la férocité égoïste du sauve-qui-peut?

Supposez qu'à ce moment un bruit de tambour se fasse entendre du côté de Reichshoffen, que Failly se montre avec ses trois divisions, sa réserve d'artillerie, sa cavalerie, que dans les profondeurs de cette masse qui s'en va la tête basse, hâtant le pas, circule le cri : Failly est là! Vous représentez-vous ce qui va se passer? Ces fuyards s'arrêtent, se retournent; ils sortent de leur défaite comme des morts ressuscités et recommencent une autre bataille. Et parmi les Allemands, à bout de souffle, réduits à l'état de bouillie humaine, quelle panique lorsque ce corps d'armée compact et dispos fondra sur eux! Quelle débâcle et quel désastre succédant à la victoire qu'ils croyaient tenir [1]!

1. « Les Allemands furent obligés, le 6 août, de mettre en œuvre toutes leurs forces pour venir à bout des 45000 combattants dont disposait le maréchal de Mac-Mahon, a dit le major Kuntz. A la fin de l'action, leur énergie était épuisée. Seules, quelques fractions arrivées les dernières faisaient exception. Il n'est donc pas douteux que la bataille se serait terminée par une *terrible défaite* des Allemands si le maréchal avait eu subitement, vers deux heures de l'après-midi, 28000 hommes de troupes fraîches à Elsasshausen. » (Picard, p. 368.) — C'est aussi l'opinion de notre état-major : « Si, d'après l'*Historique du grand état-major prussien*, l'on examine la situation des XIe

Mais Failly n'est point parti : il n'arrivera pas. Guyot de Lespart est parti mais il est encore loin. Sa division s'est ébranlée, non à l'aube, comme le croyait Mac-Mahon, pas même à six heures, mais seulement entre sept heures et demie et huit heures. Elle est en marche. Mais comment? Vous présumez qu'ils accourent au pas de course, qu'ils respirent à peine tant ils ont hâte d'être à la bataille? que la voix grondante du canon qu'ils entendent depuis sept heures est un appel plus pressant que quelques mots d'un télégramme? Vous ne faites pas de doute que la route étant rude, étroite, encombrée de leurs bagages, ils ne laissent les bagages en route? Vous vous trompez. Ils se sont avancés avec une lenteur réglementaire; ils se sont arrêtés à prendre le café; ils ont fouillé consciencieusement chaque repli suspect où pouvait s'être glissé un uhlan, et non seulement au bord de la route, mais au loin. Officiers et soldats, excités par cet appel du canon, qui se prolongeait et devenait pathétique, avaient beau murmurer entre eux de tant de précautions déplacées, chaque fois qu'une reconnaissance, composée souvent de détachements d'infanterie, fouillait à quelque distance, la colonne

et Ve corps après la prise d'Elsasshausen et si l'on tient compte du résultat obtenu par le 1er régiment de tirailleurs qui ne comptait plus que 1 700 hommes, il est permis de penser que l'arrivée de la division de Lespart à ce moment eût rendu tout au moins la bataille indécise. Une seconde division du 5e corps eût suffi peut-être pour rejeter les Allemands sur la rive gauche de la Sauer. » — (Récit de l'état-major français, *Frœschwiller*, p. 253 et 272.)

s'arrêtait pour attendre son retour et un rapport rassurant qui permît de continuer sans risque. Depuis quinze jours on avait tellement enseigné la pusillanimité de la défensive que le sang des plus braves, et certes le vaillant général Guyot de Lespart était de ceux-là, s'était glacé dans leurs veines. Le long du chemin de fer qu'ils côtoyaient marchaient des wagons à vide; on leur avait offert de les prendre : mais ils n'étaient pas pressés ; ils ne supposaient pas les Prussiens assez indélicats pour nous battre avant qu'ils fussent en ligne. Ils pouvaient être arrivés en six heures : ébranlés à sept heures et demie ils devraient donc être là à deux heures. Ils ne se montrent pas.

Aucun secours ne nous arrive, et, au contraire, notre aile droite, la seule encore résistante, est assaillie par les Bavarois, qui sont entrés en scène (trois heures et demie) d'une manière efficace depuis que le colonel prussien Eyl, avec deux bataillons, s'était jeté de sa propre initiative dans leur combat. Ils se présentent à la fois par le bois de Frœschwiller, par la route de Alte Mühle, par le vallon de la Scierie, par le bois de Langensoultzbach. Dans toutes ces directions, ils rencontrent la résistance décousue, éparpillée, mais tenace, infatigable, des débris de Lefebvre, de L'Hérillier, de Ducrot, de Pellé. Le 7e turcos surtout est prodigieux, et, dans la défense du bois de Frœschwiller, acquiert autant de gloire que les zouaves au Niederwald; ils avaient fermé le chemin de Alte Mühle par une barricade formée

de leurs havresacs. Ils ne commençaient le feu que lorsque l'ennemi était à bonne portée; quand ils avaient mis par la fusillade l'hésitation et le désordre dans les rangs, ils se jetaient en avant à la baïonnette avec des hurlements effroyables. Leur colonel, Suzzoni, allant, venant au milieu d'eux, les encourageait, disant : « Du calme! du calme! Ne tirez pas trop vite! ménagez vos cartouches. » Mais leur intrépide chef tombe (4 h. 15). Se sentant frappé à mort il appelle un vieux sergent et lui dit : Prends le drapeau, sauve-le. Le vieux brave serre la main de son colonel, roule le drapeau autour de la hampe, appelle quatre de ses plus vaillants camarades et disparaît dans le bois avec le dépôt sacré.

Cependant les cartouches s'épuisent, les groupes s'éclaircissent; et, à côté des turcos, le vigoureux et intelligent lieutenant-colonel du 48e, Thomassin, combattant avec une intrépidité digne de ces enfants du soleil, tombe et va rouler aux pieds des Bavarois.

Il n'est ni possible ni utile de décrire dans leurs détails les péripéties du combat dans les bois de Frœschwiller. Elles se résument à quelques traits toujours les mêmes : difficultés de la direction, mélange des unités, alternance chez les deux adversaires d'opérations offensives et défensives, usure rapide de l'infanterie, âpreté de la lutte, succès partiels de part et d'autre. L'assaillant gagne du terrain sur un point, il en perd sur un autre; amis et ennemis marchent parallèlement dans une même direction; on croit

poursuivre alors que l'on se retire. Cette lutte sous bois peut être continuée pendant plusieurs heures avec ses alternatives sans résultats jusqu'à ce que l'action décisive, livrée à l'extérieur, prenne fin[1].

Cette action décisive ne tarde pas. Les Bavarois, que leur nombre sans cesse grossi rend irrésistibles, font des progrès sérieux sur le plateau qui monte à Frœschwiller, et leur mouvement tournant vers le nord se développe (4 h. 45). Ils obligent les batteries de Ducrot établies dans la partie basse du village à s'éloigner; ils nous refoulent vers Frœschwiller et y entrent les premiers. Ils aperçurent au bout d'une rue le capitaine Pihet du 36e qui, entouré de quelques soldats, emportait le drapeau du régiment. Ils s'élancent pour l'arrêter. Lui avise une grange ouverte, y entre, s'y barricade. Ses soldats, avec leurs sabres, creusent vivement le sol, et le capitaine y enfouit son dépôt. Lorsque la porte céda sous les coups, tout était fini. L'aigle seule qui s'était détachée de la hampe n'avait pu être mise à l'abri de l'insulte.

Mac-Mahon n'a plus à se demander s'il défendra son réduit maison par maison : il n'y a plus de maison tenable. Il n'a plus à délibérer s'il prescrira la retraite : elle s'opère avec rage sans ses ordres. Sa gauche s'est effondrée comme sa droite et son centre. Il n'a désormais qu'un souci (4 heures) : limiter le désordre. Il va vers Ducrot, qui avait encore cinq bataillons

1. Périzonius, Traité d'art militaire pris dans la *Revue historique*.

intacts et deux batteries; il le charge de couvrir la route de Reichshoffen. Ducrot échelonne quatre bataillons, partie dans la plaine, partie à la lisière du bois qui traverse la route; il établit ses batteries un peu en avant des positions occupées par l'infanterie, avec ordre d'ouvrir leur feu sur la première troupe ennemie qui se montrera. Il essaie ensuite de placer son dernier bataillon sur le chemin de crête qui descend sur Reichshoffen; mais l'ennemi est déjà maître de cette position importante. Il file sous bois et va former un dernier échelon à l'extrémité de la croupe qui domine Reichshoffen.

IX

Entre la cohue allemande qui va en avant et la cohue française qui recule et que Ducrot protège de son mieux, il est un groupe devant lequel il faut s'arrêter avec une indicible admiration avant de quitter ce lieu maudit : le groupe de la résistance à outrance, des indomptables qui continuent le combat, alors que Mac-Mahon lui-même y a renoncé. C'est la réserve d'artillerie : pour n'être pas enlevée elle a été obligée de reculer, mais elle s'est reformée un peu plus loin; elle met en position quelques pièces de différentes batteries et tant qu'elle trouve des boîtes à mitraille dans les coffres elle les épuise. C'est le second régiment de lanciers : il aperçoit deux batteries prussiennes en avant de la ligne

de ses tirailleurs ; il les charge. C'est la compagnie du Génie, Gallois : on l'a postée en avant du village ; elle n'en bouge pas et elle lutte. C'est surtout Raoult.

Le matin il avait tout tenté pour qu'on ne s'engageât pas sur ce champ de bataille : maintenant on ne peut l'en arracher. Entouré de ce qui reste d'hommes de son incomparable division, il dispute chaque palme de terrain, et il se montre en quelque sorte victorieux de la défaite. Les Allemands sentent cruellement ses derniers coups. Bose est de nouveau blessé, et cette fois grièvement ; un de ses lieutenants d'état-major tombe à ses côtés ; le chef d'état-major de Stein a un cheval tué sous lui ; beaucoup d'autres succombent et ne voient pas la victoire. Est-il nécessaire, hélas ! d'ajouter que ces exploits surhumains sont vains ? Notre réserve d'artillerie est réduite à s'engouffrer à son tour dans l'entonnoir lugubre de la route ; nos lanciers sont mitraillés et leur colonel, Poissonnier, est tué. La compagnie Gallois est contrainte de suivre le courant. Raoult seul refuse de s'éloigner. Son cheval est tué. Il ordonne à son escorte de se retirer. Vainement le général Lhérillier, le commandant Victor Thiéry et ses officiers le pressent-ils : la division ne peut se passer de lui ; les périls auxquels il s'expose ne serviront à rien. Il reste inflexible : « Allez, Messieurs, prendre en mon nom toutes les mesures nécessaires pour sauver le plus grand nombre de ces braves gens. » Et comme ses officiers hésitent à lui obéir : « Mais

allez donc! allez donc! vous voyez bien qu'avec vos chevaux vous m'attirez des balles. » Il ne savait pas comment on quitte en vaincu un champ de bataille; il ne veut pas l'apprendre. Il préfère entrer dans l'ombre de la mort que de voir le soleil se lever de nouveau sur l'anéantissement de cette armée à laquelle il a donné tout son amour. Jusque-là le feu l'a épargné, il l'obligera à l'atteindre. Il n'attend pas longtemps. Ses officiers l'avaient à peine quitté qu'un obus lui fracassait les jambes. Le chef de bataillon Duhousset l'aperçut étendu sur le dos au milieu de la route au moment où il allait être foulé aux pieds des chevaux, broyé par les roues des canons. Malgré l'ordre qu'il lui avait donné de l'abandonner, il l'avait saisi sous les bras et traîné à l'abri d'une maison.

Les Prussiens et les Wurtembergeois ne tardèrent pas à entrer par le sud et par l'est dans Frœschwiller. Ils n'eurent pas à le conquérir rue par rue, maison par maison comme ils l'ont raconté. On ne voyait plus au milieu des habitations fumantes que des isolés qui essayaient de fuir en lâchant leur dernier coup de fusil ou qui se constituaient prisonniers, des blessés qui imploraient des secours, des habitants sortis des caves gémissant devant les ruines de leurs demeures, des soldats allemands errant à la recherche de leurs régiments. Mac-Mahon n'avait quitté le village que lorsque l'ennemi y pénétra.

Un moment la fusillade recommença avec quelque intensité. Ce fut lorsque les braves débris

de nos diverses fractions, qui luttaient dans la partie basse du bois, essayèrent de remonter dans le village. Repoussés par des décharges épouvantables, ils durent, avec ceux de nos fuyards qui n'avaient pu se retirer vers Reichshoffen, rétrograder dans le bois où ils furent faits prisonniers.

Le Prince royal avait, dans une certaine mesure, dirigé la bataille à partir de une heure. De la position dominante qu'il occupait, « le spectacle lui avait paru grandiose, émouvant, surtout lorsque les métairies voisines de Wœrth prirent feu et qu'on distingua sur toute la ligne la fumée des obus[1] ». Dès que tout fut terminé à Frœschwiller, il vint parcourir le champ de bataille, recevoir les acclamations des soldats, et leur porter ses saluts et ses remerciements. Les musiques qui n'avaient pas pris part à l'action jouaient des airs de victoire qui couvraient le gémissement des blessés. Il aperçut le général de Kirchbach ; il descendit de cheval et l'embrassa avec effusion. C'était juste : on lui devait de n'avoir pas renoncé à la bataille et de l'avoir poursuivie avec opiniâtreté malgré les désavantages du premier moment. Mais le véritable instrument de la victoire avait été le général Bose : il l'avait déterminée par son mouvement sur notre flanc droit. Sans l'impétuosité, le coup d'œil, la persistance avec lesquels il l'exécuta, Kirchbach n'aurait pas

1. Premier rapport sur la bataille de Wœrth.

réussi à enfoncer notre centre et à s'élever sur les hauteurs de Wœrth.

Dans une lettre à sa mère le Prince exprima les sentiments que lui avait inspirés cette cruelle journée : «... L'action a été extrêmement chaude et il n'a pas fallu moins que l'héroïsme de nos soldats, leur admirable endurance et leur moral énergique pour abattre ces autres héros qui composaient l'armée française... En face d'eux, les Français portés par une véritable furie, sans aucune conscience du danger, voulant vaincre ou périr, donnaient un spectacle digne des plus grandes épopées guerrières. » (8 août 1870.) Aussitôt le Prince royal parti, on bivouaqua[1].

Au coin d'une des premières maisons de Frœschwiller les Bavarois avaient trouvé le général Raoult. Leur général Tann, qui avait été autrefois son compagnon d'armes, accourut, courtois et compatissant, salua avec respect son ancien compagnon et le fit transporter dans la maison la plus rapprochée. Le Prince royal, ayant appris que Raoult était blessé et prisonnier, se rendit auprès de lui en visitant les siens ; il lui adressa de nobles paroles sur son malheur et

1. Le Ve corps entre Wœrth et Frœschwiller ; le XIe près d'Elsasshausen et à Wœrth ; la cavalerie à Éberbach ; les deux corps bavarois à Lembach, Preuschdorff, Lampertsloch, Reichshoffen et Niederbronn ; le corps Werder à Engelshoff, Gundershoffen, Griesbach, Reichshoffen ; la 4e division de cavalerie, trop éloignée du champ de bataille, de même qu'après Wissembourg, reçut l'ordre de venir passer la nuit à Gunstett de manière à commencer la poursuite le lendemain au point du jour.

se tournant vers le commandant Duhousset qui l'assistait : « Vous êtes libre, M. le Commandant ; je vais donner des ordres pour que le brave général soit transporté dans vos lignes, hâtez-vous de regagner Strasbourg ou Paris. » Il serra la main du général, et le quitta en le recommandant aux soins de son premier chirurgien. Raoult n'était pas en état de supporter un long trajet. On ne put pas le conduire plus loin qu'à l'ambulance de la comtesse de Leusse, au château de Reichshoffen. Il y fut l'objet de soins dévoués. Mais quatre semaines après, pendant une crise violente, il arracha le bandage qui maintenait ses compresses, et expira sans avoir proféré une plainte. Après quoi le commandant Duhousset, qui avait si tendrement accompli son office de garde-malade, fut, malgré la parole du Prince royal, conduit en captivité.

En 1866, à Sadowa, où les Prussiens avaient sept corps et demi, ils n'avaient perdu que 9 000 hommes. A Wœrth, où ils comptaient seulement quatre corps et demi (81 700 hommes et 300 canons avaient pris part à l'action), ils laissèrent sur le terrain 489 officiers, 10 153 hommes, deux généraux, quinze colonels. En gare de Reichshoffen ils saisirent cent wagons chargés ; à Haguenau une grande quantité de fourgons et d'approvisionnements, et le lendemain à la même heure, à l'autre extrémité de la ligne les immenses approvisionnements de Sarreguemines. On n'en continuera pas moins à répéter que nos soldats manquaient de vivres autant que de munitions.

X

Certains généraux ne savent se résoudre à prévoir une retraite. Ney était du nombre et il eut à le regretter à Dennewitz. Napoléon y pensait et en déterminait dans son esprit la direction, mais il ne l'indiquait pas avant la bataille, convaincu que la prévision de la défaite en est le commencement. Mac-Mahon s'en était préoccupé. Dans aucune hypothèse, il n'avait songé à Strasbourg, mais il avait flotté entre Saverne et Bitche. La plus rationnelle de ces deux directions était certainement celle de Bitche, qui rapprochait de Failly et permettait de se porter avec lui vers l'armée de Metz. Ç'avait été l'avis de Ducrot et c'est en vue de cette éventualité qu'il avait obtenu du maréchal de télégraphier à Failly d'occuper Lemberg. Il est probable que le maréchal se serait rangé à ce conseil si son armée n'avait pas été en un aussi pitoyable état. Lorsqu'une armée est écrasée à ce point, d'instinct elle s'éloigne de la ligne de retraite qui la tient rapprochée de l'ennemi : telle était la route de Bitche. Lorsque, après avoir posté ses cinq bataillons et ses deux batteries, Ducrot rejoignit le maréchal à Reichshoffen, il l'interrogea sur la route à suivre. « — Tissier (officier de son état-major) me dit qu'il y en a une belle sur Saverne. — Oui, répondit le général, mais elle est en plaine, le long des collines, et expose votre flanc aux attaques de l'ennemi pendant toute la marche. Il vaudrait

mieux gagner les crêtes et donner la main à Failly. » A ce moment une irruption de uhlans et un remous de fuyards séparèrent les deux interlocuteurs. Ducrot se jeta sous bois dans la direction de Zinzwiller. Mac-Mahon poursuivit sur Niederbronn.

Il n'en était que temps. Immédiatement après la prise de Frœschwiller, Tann lançait, sur Reichshoffen et Niederbronn, une batterie, un régiment, deux bataillons. Hartmann dirigeait sur le même point des forces encore plus considérables[1]; enfin six escadrons wurtembergeois et cinq escadrons prussiens arrivaient par le sud et sud-est, également sur Reichshoffen et Niederbronn.

La cavalerie wurtembergeoise entra la première dans Reichshoffen. En route elle avait capturé le convoi de la division Lartigue, que le colonel d'Andigné avait expédié sur Bitche, et qui, par erreur, s'était engagé sur la route de Haguenau. Elle y saisit les papiers de Mac-Mahon, parmi lesquels se trouvait un plan exact des Vosges avec le tracé de toutes les communications, qui fut très utile aux Allemands[2]. Preuve

1. Une brigade d'infanterie, une brigade de uhlans, quelques escadrons du *1er* régiment de chevau-légers, une batterie, le reste de la *3e* division moins un régiment laissé devant Bitche.

2 Souvenirs de Frédéric III, 9 août. — Puisque c'est la première fois que je cite ce carnet du Prince royal, j'ajoute qu'il est plein de bourdes et d'inventions saugrenues et qu'il ne faut s'y fier qu'avec grandes précautions. A ce sujet, voir Dick de Lonlay et H. Galli : *Souvenirs de Frédéric III* (Examen critique et commentaires).

que nos généraux n'avaient pas seulement des cartes d'Allemagne.

A Reichshoffen cette cavalerie ne trouva plus le gros des débris de Mac-Mahon ; elle ne captura que quelques milliers d'isolés, et, dans le château de Leusse, le général de brigade Nicolaï, de la division Conseil-Dumesnil, gravement malade, et son officier d'ordonnance. Au sortir du village elle prit encore cinq pièces, cinq caissons et une mitrailleuse de la division Ducrot. Notre artillerie avait retiré tout son matériel du champ de bataille ; mais à Reichshoffen elle s'était trouvée à la queue de la colonne, au milieu d'un tel tumulte, d'un tel encombrement de voitures et d'hommes qu'elle n'avait pu se frayer un passage.

La cavalerie wurtembergeoise rallia les troupes de Tann et de Hartmann et poussa sur Niederbronn, dans l'espérance de nous y prendre encore. Mais Mac-Mahon avait de l'avance. A peu de distance de Niederbronn il aperçut une troupe qui venait vers lui. Étaient-ce des Prussiens ou des Bavarois ? Il reconnaît les couleurs françaises. C'est la division Guyot de Lespart. Enfin, hélas ! mais trop tard ! Cependant elle ne fut pas tout à fait inutile : Mac-Mahon ordonna au général de mettre son artillerie en position et de se déployer sur les hauteurs à gauche et à droite ; puis il descendit de cheval près du point de croisement de la route de Saverne et du chemin de fer, et persistant, malgré les observations de Ducrot, dans sa première opinion, il indiqua

lui-même et envoya ses officiers indiquer aux troupes la route de Saverne.

La mise en bataille de Guyot de Lespart, exécutée avec une fermeté qui démontra qu'en ses lenteurs il y avait eu erreur et non défaillance, permit à la retraite de s'exécuter. Nos troupes s'écoulèrent; les victorieux, ne trouvant plus personne devant eux, se retirèrent; les Wurtembergeois retournèrent à Reichshoffen avec une partie des Bavarois; le reste n'occupa Niederbronn qu'après huit heures, lorsque la brigade de Fontanges se fut engagée à son tour sur la route de Saverne qu'elle avait couverte, et que la brigade Abbatucci, par suite d'un ordre mal compris, eut rétrogradé sur celle de Bitche.

Tout le monde cependant ne se retira point par la route de Saverne. Les uns allèrent vers Haguenau, les autres se dirigèrent sur Strasbourg ; d'autres se dispersèrent à travers les sentiers des Vosges; 2 000 environ suivirent Ducrot vers le fort Lichtemberg. Parmi ceux qui allèrent vers Strasbourg furent les cinq turcos auxquels le colonel Suzzoni avait confié le drapeau du régiment. Ils s'étaient glissés dans les roseaux de la Sauer, en étaient sortis pendant la nuit, à peine vêtus, les pieds ensanglantés et pendant deux jours ils avaient erré se nourrissant de racines; le troisième jour ils entrèrent dans Strasbourg le drapeau déployé.

De Niederbronn Mac-Mahon télégraphie à l'Empereur : « J'ai perdu une bataille, mon

armée est en retraite, je ne crois pouvoir la reformer qu'à Châlons. » Puis, couvert de poussière et de boue, écrasé de fatigue, de douleur et de regrets, il se dirigea de toute la vitesse de son cheval sur Saverne. Ce qui avait été son armée suivait. Une nuit noire enveloppait les excellentes positions et les magnifiques défilés à travers lesquels s'écoulait, morne, pressé, dans une inarrangeable confusion, un mélange sans nom d'hommes, de chevaux, de voitures, les fantassins à cheval, les cavaliers à pied, les cuirassiers sans cuirasses, les soldats sans sacs et sans munitions; dans de grands chariots de campagne des blessés laissant tomber leur tête. C'est à qui marcherait ou courrait le plus vite; on allait ne regardant ni à gauche ni à droite; les blessés se traînaient appuyés sur quelque camarade compatissant, la cavalerie et l'artillerie occupant la route, l'infanterie marchait dans les terres labourées. Néanmoins, aucun, dans ce désarroi, n'avait abandonné son arme : signe certain que l'instinct martial n'était pas aboli et que le sentiment du devoir et celui d'un lendemain militaire survivaient encore. Parfois un coup de fusil tiré par imprudence, avec quelque cartouche égarée, produisait un soubresaut dans cette multitude et imprimait une oscillation plus rapide à son mouvement. Ayant combattu toute la journée sans manger, les malheureux n'auraient pu aller bien loin, si, dans les riches villages qu'ils traversaient, on n'était venu à leur aide. Les habitants accouraient, offraient en pleurant du vin, de la bière,

du pain. A tout instant des scènes navrantes à briser le cœur. « C'est donc vrai que vous avez été battus? disait un de ces braves gens à un officier. — Oui, complètement. » Un petit enfant de six à sept ans, sur les genoux de sa mère, se penche vers elle et lui dit : « Maman, est-il Français ou Prussien? — C'est un Français. — Alors pourquoi qu'il dit qu'il a été battu? »

Les forces restaurées un peu, vint le sommeil invincible. Ils se couchaient au bord des routes sans se plus soucier du réveil qui pouvait avoir lieu sous un coup de sabre ou sous un obus. Ceux qui voulaient avancer quand même trébuchaient en s'appuyant les uns sur les autres. La cavalerie fut rendue à Saverne entre deux heures et quatre heures du matin. L'infanterie s'y trouva entre sept et onze heures.

On se compta. Il manquait 20 000 hommes et 700 officiers. De ce nombre étaient 6 000 prisonniers et environ 4 200 hommes réfugiés à Strasbourg. En tout 10 000 tués. Nous avions engagé 40 990 hommes et 131 bouches à feu.

Parmi les prisonniers étaient deux correspondants de journaux parisiens. Ces braves patriotes, espérant ainsi trouver grâce devant leur vainqueur, protestèrent qu'ils étaient les « adversaires d'Ollivier[1] ».

Si les Prussiens nous avaient mis leur cavalerie dans les reins, à la façon de Napoléon Ier

1. *Souvenirs de Frédéric III*, 7 août.

et de Blücher, le corps d'armée tout entier serait tombé dans leurs mains, personne n'aurait échappé.

Le 6 août on s'en tint à la poursuite insignifiante des Bavarois et des Wurtembergeois et la cavalerie prussienne ne fut mise en activité que le 7 au matin. La division du prince Albrecht, trop éloignée du champ de bataille, n'avait pu suivre le 6 au soir et s'était reposée trois heures à Gunstett. Elle commença la poursuite au point du jour, mais elle ne savait de quel côté nous chercher. Le départ de la brigade Abbatucci vers Bitche, l'absence de tout vestige sur la route de Haguenau firent prévaloir la supposition que la retraite s'opérait vers la Sarre. On télégraphia l'ordre à la *12*e division du VIe corps de s'avancer de Dahn sur Bitche pour nous couper la route et la *3*e division de cavalerie galopa de ce côté. Un régiment de hussards fut seul lancé dans la direction d'Ingwiller.

Vers Bitche les reconnaissances de la *12*e division ne trouvèrent plus nos traces ; les remparts seulement reçurent les patrouilles par quelques coups de fusils et de canons. A Niederbronn, le prince recueillit des indices qui lui firent supposer qu'une partie de la retraite avait eu lieu sur la route d'Ingwiller. Il tourna bride, emmenant avec lui la brigade des cuirassiers bavarois. Il ne tarda pas à rencontrer les traces les moins douteuses d'une armée en déroute : traînards, fourgons abandonnés, blessés. Cependant il ne renonça pas à la direction de Bitche,

il admit seulement que si le gros des forces françaises s'était retiré par Niederbronn une notable partie avait pris par Ingwiller. Il poursuivit donc par Bouxwiller jusqu'à Steinbourg, où il arriva à huit heures du soir après avoir parcouru 67 kilomètres en vingt heures. Là il est accueilli par des feux de salve; on lui signale l'approche de quelques bataillons français; l'inquiétude le prend; il décampe et retourne à toute bride à Bouxwiller. Ainsi le contact, déjà perdu après Wissembourg, fut perdu une seconde fois.

XI

Le même jour 7 août, alors que les Allemands cherchaient sa piste, Mac-Mahon télégraphiait à l'Empereur (1 h. 10) : « L'ennemi ne m'a pas poursuivi aussi vivement que possible. Depuis huit heures du soir il a cessé toute poursuite. Ce qui peut donner à penser qu'une partie des troupes engagées contre moi ont été envoyées par la voie ferrée sur d'autres points. Cela peut tenir aussi à ce que les troupes engagées n'avaient pas mangé depuis deux jours. » Les Allemands étaient en effet à bout de forces; ils avaient un besoin urgent de se refaire.

On ne saurait mieux dépeindre l'état de dépression physique dans lequel ils étaient tombés que par le témoignage de l'un d'entre eux. Voici ce qu'en dit le duc Ernest de Saxe-Cobourg-Gotha dans une lettre à sa femme : « On ne

peut pas venir en aide à de nombreux blessés. Tout manque, même l'eau. Quelles fatigues depuis trois jours ! Je suis resté treize heures à cheval sans avoir pu seulement me désaltérer avec une goutte d'eau et de vin, sans avoir un morceau de pain. Chacun n'avait d'autre ressource que celle qu'il avait en poche... Nous sommes tellement resserrés que le sommeil est impossible. » Les soldats tombaient par terre comme inanimés. Il parut même urgent aux chefs de prolonger leur repos pendant la journée du 7. Les troupes victorieuses ne firent ce jour-là que quelques mouvements de concentration de peu d'importance. Elles demeurèrent dans les bivouacs qu'elles avaient pris sur nous. Néanmoins si elles ne marchèrent ni ne combattirent, elles ne restèrent pas oisives. La désolation régnait partout. Pendant que les paysans sortis des grands bois, les regards sombres et pleins de haine, revenaient vers leurs maisons brûlées ou pillées, que les femmes pleuraient en couvrant d'un mouchoir la tête des petits enfants portés dans leurs bras afin qu'ils n'aient pas peur, pendant que la troupe infâme des maraudeurs accomplissait son œuvre de rapine, achevant çà et là les blessés pour les mieux dépouiller, une partie des soldats opérait un triage dans l'amas d'hommes gisant à terre et emportait ceux qu'on espérait encore sauver ; l'autre partie faisait l'exercice sur le champ de bataille. « Chaque soldat, pour se séparer de son voisin ou pour le rejoindre, enjambait le corps

d'un compatriote ou celui d'un ennemi, tournait un cheval mort ou s'en faisait un abri. Un son rauque suivi d'un vigoureux coup de poing sur la nuque rappelait à l'alignement celui qui le perdait par émotion à l'aspect de ces cadavres aux contorsions effroyables qu'il fallait fouler aux pieds[1]. »

Mac-Mahon aussi avait résolu de rester immobile ce jour-là. Par malheur les soldats qui avaient effrayé le Prince Albrecht effrayèrent non moins le maréchal. Ils arrivèrent à Saverne en criant : les Prussiens! les Prussiens! En même temps des voyageurs sortis de Strasbourg annoncèrent l'approche de forces considérables, surquoi Mac-Mahon prescrit en hâte le départ pour Sarrebourg (5 h. 1/2). Les divisions Raoult et Ducrot s'engagent le long de la voie du chemin de fer en passant sous les tunnels; le gros, cavalerie en tête, prend par Phalsbourg. La cavalerie atteignit Sarrebourg dans la nuit du 7 au 8; l'infanterie et l'artillerie bivouaquèrent à Phalsbourg et n'arrivèrent à Sarrebourg que le 8 dans la matinée. « Ces soldats ont passé la nuit du 5 au 6 au bivouac sous une pluie torrentielle, ont combattu toute la journée du 6 sans boire ni manger, ont exécuté, du 6 au soir au 7 avant midi, une marche de 45 kilomètres et, enfin, ont été, dans la soirée du 7, bivouaquer à 10 kilomètres plus loin autour de Phalsbourg. Les troupes capables de développer de tels efforts ne sont pas ordinaires[2]. »

1. Commandant Duhousset, Ambert, *Invasion*, p. 74.
2. Bonnal, *Frœschwiller*, p. 442.

Le 8 août, Mac-Mahon se trouva au delà des montagnes à Sarrebourg. La compagnie de l'Est avait, dès le 18 juillet, exécuté dans les souterrains et dans les grandes tranchées de la traversée des Vosges, les fourneaux nécessaires pour détruire la ligne : il n'y avait qu'à les charger. Mac-Mahon n'en donna pas l'ordre. Les Vosges étaient livrées plutôt que perdues ; notre armée de Metz était tournée. Toutefois le désastre effroyable auquel le Prince royal nous croyait destinés avait été épargné à Mac-Mahon. Grâce à la mollesse de la poursuite de la cavalerie wurtembergeoise et bavaroise, à la vigueur de Ducrot, à l'arrivée de Guyot de Lespart, son armée n'avait pas été réduite à déposer tout entière les armes. Elle s'était retirée et n'avait pas capitulé.

XII

Mac-Mahon ne fut pas le seul vaincu de Wœrth. Failly le fut autant que s'il avait combattu, et sa retraite n'était précédée d'aucune gloire. Voilà l'ombre noire de cette journée héroïque. Ne l'effaçons pas. Qu'elle plane à jamais sur ce champ de bataille pour la punition de celui qui, le pouvant, ne s'y est pas trouvé.

Les premiers coups de canon qui avaient jeté Mac-Mahon à cheval, arrivèrent à l'oreille de Failly vers sept heures et demie. Il était sur la route surveillant le départ de Guyot de Lespart. Un officier se penche vers le chef d'état-major et lui dit :

« Dites donc au général qu'on entend le canon. » Le général Besson répondit brusquement : « Eh ! le général le sait bien ; il n'est pas sourd. » — La canonnade continua avec un bruit très affaibli par la distance et les montagnes interposées. Failly serra la main à Guyot de Lespart en lui souhaitant bonne chance, puis fit demi-tour et rentra à Bitche. Son état-major le suivit tête basse[1].

Dans la journée, le bruit du canon s'accentua sans interruption. Il reste les pieds cloués au sol, sourd à l'imploration martiale qui gronde vers lui, engourdi dans un abêtissement tragique, suspendu aux nouvelles. Elles se succèdent à des intervalles rapprochés. A 6 h. 40 arrive l'avis de Montaudon que le général Lapasset, avec le 3e régiment de lanciers, part à midi pour Rohrbach, et qu'un convoi de vivres va être mis en gare. Entre dix heures et une heure vient l'avertissement du prévôt du 5e corps, du sous-préfet de Sarreguemines et du général Montaudon que le poste télégraphique de Bliesbrucken est rompu, que le convoi de vivres a dû rétrograder sur Sarreguemines, que Rohrbach et Bitche sont menacés, que la brigade Lapasset a été retenue parce qu'elle n'aurait pu rejoindre.

Enfin vers trois heures, le commandant Moll arrive avec la dernière lettre de Mac-Mahon. Failly

1. *Les Prodromes de Frœschwiller ou quarante heures de stratégie de Mac-Mahon*, par le commandant De Cugnac, de l'état-major du 5e corps d'armée. — Récit du capitaine De Piépape, lettre du 26 mars 1905.

comprend que la voix du canon l'annule et il n'en tient aucun compte ; il maintient la division Goze sur la route en avant de Bitche, il ne suspend pas le mouvement de la brigade Maussion, qui de Rohrbach s'achemine sur la ferme de Freudenberg, il n'envoie à Lemberg que le bataillon d'infanterie et le régiment de cavalerie qui n'avaient pas quitté Rohrbach.

Dans le même temps il reçoit encore une dépêche de l'état-major de Metz, étrange et alarmante : « Le chemin de fer est coupé entre Sarreguemines et Bitche et c'est à Strasbourg que les corps d'Alsace doivent se réapprovisionner. Frossard et Bazaine sont attaqués : tenez-vous sur vos gardes. » Quelle irréflexion dans cette dépêche! Elle signifiait : Ne bougez pas! sans s'inquiéter si Mac-Mahon, sous les ordres duquel Failly était placé, ne lui dirait pas : Bougez!

A sept heures du soir, le chef de gare de Banstein (6 h. 30 soir) annonça que l'ennemi était à Niederbronn, que Mac-Mahon était en déroute. Le général Abbatucci (6 h. 5) fit dire que la division était coupée, que la brigade Fontanges se dirigeait sur Saverne et la sienne sur Bitche. Failly réunit un conseil de guerre. A l'unanimité, il y est décidé que si le fort de Bitche est en bonne situation de défense, la plaine est dominée de tous les côtés, et qu'il sera impossible aux trois brigades de rester réunies et de se maintenir sous ses murs, qu'il faut se retirer, que cette retraite doit s'opérer d'urgence, sans perdre un moment, par la route

de la Petite Pierre, la seule libre encore, qu'afin d'être plus rapide, sauf les voitures d'artillerie, on laissera parqués sous les murs de la place, les bagages, les chevaux de main, même ceux du général en chef, les caisses du corps, les fourgons de la poste et du trésor, l'ambulance du quartier général. Les douaniers des environs, organisés en compagnie, un bataillon d'infanterie du 86e, et quelques artilleurs comme instructeurs furent laissés dans le fort avec un capitaine d'artillerie, un médecin, un sous-intendant sous le commandant Teyssier.

A neuf heures du soir Failly se mit en route pour la Petite Pierre en passant par Lemberg. On prévint la démoralisation des troupes en leur disant qu'on allait pousser une pointe et qu'on ne s'éloignait que momentanément du cantonnement. On envoya prévenir Abbatucci, afin qu'il quittât la route de Bitche et se dirigeât sur Phalsbourg.

Le tort de Failly n'est pas de n'avoir pas marché au canon. Rien n'est moins certain qu'une telle obligation. Elle est admissible pour le chef indépendant qui, n'ayant pas reçu un ordre formel, reste libre de son initiative; elle ne vaut pas pour le chef qui a reçu de son supérieur un ordre formel. Si un chef auquel son supérieur prescrit une manœuvre et indique une position à prendre ou à occuper était délié de son devoir d'obéir par une canonnade plus ou moins pressante entendue à quelque point de l'horizon, l'art de la guerre serait aboli et aucun généralissime.

ne serait en état de concevoir et d'exécuter une opération de large envergure. « Si tout le monde, a dit le général Castagny, marchait au canon, il serait trop facile de simuler à l'aide de l'artillerie un engagement peu sérieux sur un point quelconque, d'y attirer toutes les forces de l'ennemi et de profiter de son entraînement pour le tourner et le surprendre sur les points que peu à peu il aurait imprudemment dégarnis. » On cite à tort l'exemple de Desaix à Marengo comme celui de Mac-Mahon à Magenta. A Marengo, Desaix, au bruit du canon, arrêta simplement sa colonne en route vers Novi et attendit les ordres; il ne tarda pas à les recevoir et à être rappelé par Bonaparte sur San-Giuliano où son arrivée changea la défaite en victoire. A Magenta, Mac-Mahon ne fit qu'exécuter l'ordre de l'Empereur, donné au début de la journée, et suspendu par la crainte d'être coupé par les Autrichiens. C'est pourquoi la conduite de Grouchy à Waterloo a trouvé et trouve encore des défenseurs. Sans doute il est des désobéissances heureuses et nous déplorons que Grouchy n'en ait pas commis une pareille, mais en règle il est inattaquable : il avait reçu l'ordre positif de marcher sur Wavre, il craignit en changeant de direction de compromettre la manœuvre générale de l'Empereur avec lequel il était en rapport d'opérations. Napoléon croyait tellement qu'une injonction formelle était nécessaire pour changer la direction de son lieutenant qu'il lui expédia cet ordre à dix heures du matin. Mais l'ordre n'ar-

riva pas et ce fut le malheur de la journée.

Les raisons qui militent en faveur de Grouchy accablent Failly. Lui avait reçu un ordre formel d'arriver et le bruit du canon n'en était que la confirmation. Le 5 août, à 11 heures du soir, à la réception du télégramme de Mac-Mahon : « Venez à Reichshoffen avec tout votre corps d'armée le plus tôt possible », il n'y avait pas lieu de délibérer jusqu'à trois heures du matin, il fallait aussitôt préparer la marche en avant de ses divisions et rappeler celles qu'il avait encore en arrière, il aurait dû partir dès l'aube ; il se déployait sur les hauteurs de Frœschwiller au moment où la journée pouvait être gagnée. Il n'avait pas à se demander l'effet que produirait ou ne produirait pas son arrivée. Il est des choses que l'on fait parce que l'on doit les faire sans se préoccuper de ce qui en adviendra. Rejoindre au plus tôt Mac-Mahon était de ces choses.

Qu'elle est pitoyable sa justification ! On ne doit pas, dit-il, abandonner un poste sur lequel on a été placé avec mission expresse de le défendre : il avait la mission spéciale de défendre la trouée de Rohrbach et Bitche, menacées par des forces signalées à Deux Ponts et à Pirmassens. Personne ne l'avait investi de cette mission et si quelqu'un la lui avait confiée, Mac-Mahon la lui retirait par son ordre de le rejoindre au plus tôt. Pourquoi d'ailleurs n'a-t-il pas rempli cette mission? Il immobilise pendant une bataille décisive trois brigades d'infanterie, une de cavalerie, dans le but de couvrir une trouée, un

chemin de fer, une forteresse qu'aucun chef ne lui avait enjoint de défendre. Et il ne remplit pas cette prétendue mission. Il décampe ! Et de quelle manière? En affolé. S'il avait mis le 5 août au soir autant d'ardeur à rejoindre Mac-Mahon qu'il en mit le 6 à fuir l'approche de l'ennemi, il eût changé l'issue de la bataille de Wœrth. En présence d'une telle ineptie, on a de la peine à retenir la sentence la plus sévère.

Le 7 août au point du jour, le corps de Failly, complété à Lemberg du régiment de lanciers et d'un bataillon, gagnait la Petite Pierre après une marche des plus pénibles à travers des chemins défoncés, sablonneux. L'artillerie avait éprouvé de grandes difficultés à s'avancer; plus d'une fois les fantassins avaient dû pousser les pièces. Et le train ayant été abandonné à Bitche on dut vivre de réquisitions pendant toute la route. A la Petite Pierre, Failly trouva Ducrot avec lequel il partit le 8 de grand matin. Il est à Sarrebourg à quatre heures de l'après midi. Immédiatement il a une entrevue avec Mac-Mahon. Le maréchal lui dit : « Nous avons été battus. » Et il ajouta : « Vous pouvez agir sous votre propre responsabilité et ne plus vous considérer sous mon commandement. »

Mac-Mahon ouvrit ensuite une carte et indiqua la direction qu'il avait l'intention de prendre. Failly détermina aussi la route qu'il comptait suivre en assurant qu'il se tiendrait en communication. Failly, en me racontant ces détails, se targuait que le maréchal ne lui avait adressé au-

cun reproche. Mac-Mahon, en effet, n'était pas de ceux qui récriminent sur les faits accomplis et qui reprochent à autrui leur propre malheur. Mais sa notification qu'il ne voulait plus rien faire avec Failly implique, plus qu'une dure parole, un blâme sérieux.

Pendant cette journée du 6 août, le 7e corps était également resté immobile. La division Conseil-Dumesnil était avec Mac-Mahon, et Dumont n'ayant pas quitté Lyon, Félix Douay réunit sous Mulhouse la division Liébert, la seule qui lui restât, la réserve d'artillerie et la brigade de cavalerie Cambriels. Dans la nuit il apprenait la défaite par une dépêche de Bâle. Le lendemain, vers les sept heures, Mac-Mahon lui télégraphie : « J'ai été attaqué dans mes positions par des forces supérieures. J'ai perdu la bataille et fait de grandes pertes ; je prends les ordres de l'Empereur, je vous les ferai connaître. »

XIII

Wœrth, nom à jamais lamentable, date funeste dans notre histoire militaire! Même après Waterloo, dont on attribuait le désastre à l'inintelligence d'un des lieutenants de Napoléon, le renom de notre armée était demeuré intact, et, depuis nos expéditions heureuses et les belles campagnes de Crimée et d'Italie, l'invincibilité de l'armée française paraissait une conviction

internationale. A cette nouvelle : l'armée française a été vaincue, il y eut en Europe une véritable stupeur.

On a beaucoup recherché quelle a été la cause de cet effondrement inattendu. Est-elle dans les erreurs tactiques de Mac-Mahon? « Il n'est pas inutile de refaire dans le cabinet, après l'événement, les plans de campagne, et de comparer ce qui a été fait et ce qui aurait pu être fait, afin d'inspirer de meilleures combinaisons dans les guerres futures. On instruit peut-être mieux en rappelant des fautes qu'en racontant des succès[1]. » Il serait toutefois injuste de ne pas se rappeler, dans les jugements portés sur les chefs d'armée, qu'un grand nombre de circonstances, éclaircies lorsqu'on juge, étaient ignorées ou paraissaient autres lorsqu'ils agissaient.

Aussi je ne me rangerai point parmi les tacticiens de l'écritoire qui, commodément assis devant une table sur laquelle sont étalées des cartes, connaissant au juste la position des moindres fractions combattantes, discutent, ergotent, prononcent *ex cathedra* et tranchent sur la conduite des héros, qui, au milieu du crépitement des balles, du sifflement des obus, ne sachant pas où sont les ennemis, ni même leurs propres troupes, sont obligés de prendre en un instant des partis d'où dépendent leur honneur, celui de leur pays, le salut ou la perte de milliers d'hommes. Je m'incline avec respect devant eux

1. Marmont.

et je ne me permets pas de les condamner, de les poursuivre de mes vilaines sentences d'incapacité ou de négligence. Quand un général en chef aussi versé que Mac-Mahon dans l'expérience de la guerre a adopté telle tactique dans une bataille, il est à supposer qu'il a eu raison de le faire, qu'on ne pouvait pas agir autrement et mieux, et il ne faut se risquer à le critiquer qu'avec prudence.

Les décisions stratégiques peuvent être examinées, discutées, en pleine connaissance de cause, car elles sont constatées matériellement par des documents irréfragables : ordres du jour, télégrammes, lettres, dépêches. Au contraire aucune certitude de ce genre n'est à la main dans l'appréciation des mouvements tactiques. On ne connaît jamais qu'approximativement les évolutions d'une mêlée. Les heures sont plus ou moins problématiques, les officiers qui donnent et reçoivent des coups ne s'arrêtent pas pour tirer leur montre et noter l'heure sur un carnet. Ils s'en rapportent à leurs souvenirs, souvent confus, et sur les points principaux les témoignages sont contradictoires : celui qui agit dans le coin d'une bataille ne la voit jamais ce qu'elle fut en réalité. Fût-on d'accord, est-on davantage en mesure de se prononcer ? Tel parti a mal tourné, êtes-vous certain que le parti contraire n'eût pas produit des effets pires ? Il est généralement admis qu'au lieu de s'obstiner à alimenter le combat avec le centre, Mac-Mahon aurait dû le ralentir et rejeter ses forces sur sa droite contre le mou-

vement tournant de Bose. L'eût-il tenté, est-il certain que Kirchbach, en le mordant au talon, ne lui aurait pas fait immédiatement payer l'imprudence de se dégarnir à son centre, et qu'il n'eût pas été pris entre Bose et Kirchbach avant que Raoult et Ducrot, occupés avec les Bavarois, pussent venir à temps le dégager? La tactique adoptée par Mac-Mahon, de lutter, par des attaques sur le centre, contre le mouvement enveloppant sur sa droite, loin de prouver son ignorance de la grande guerre est une preuve qu'il en connaissait bien les règles. En effet, on peut arrêter un mouvement enveloppant en le perçant sur un point quelconque de sa circonférence et en le prenant à revers aussi bien qu'en le brisant à son extrémité. Si Kirchbach avait été rejeté au delà de la Sauer par l'attaque persistante de Mac-Mahon, il eût bien fallu que Bose, menacé à son tour d'être enveloppé et enlevé, se décidât à s'arrêter puis à rétrograder. Mais dans cet ordre d'idées Mac-Mahon aurait dû poursuivre son attaque de front plus énergiquement en envoyant dès le premier moment toutes ses réserves au secours de Raoult et de Conseil-Dumesnil. Il ne le fit point parce qu'il avait l'esprit obstrué par cette fausse idée, celle alors de tous les généraux, qu'une armée combattante est compromise si elle n'a pas derrière elle une réserve à jeter dans la mêlée au dernier moment, alors qu'elle ne pouvait plus être exposée qu'à un massacre inutile. Telle est, ce me semble, la véritable faute tactique de Mac-Mahon. Je le

dis timidement, car il faut toujours en fin de compte en revenir à l'observation du général Derrécagaix : « Seul, le chef d'une armée a qualité pour juger une situation aussi délicate. »

L'artillerie a eu certainement une part grande dans le succès des Prussiens, non pas, comme on l'a dit, que la nôtre fût méprisable. Elle n'avait pas, il est vrai, la justesse et la portée de l'artillerie prussienne, et elle était moins nombreuse mais elle était plus mobile, d'une excellente qualité et très bien approvisionnée[1]. Entre les mains de ses officiers, véritable élite, et de ses soldats bien instruits, elle a produit des résultats appréciables, quand on a su l'employer à propos. Dès qu'elle a renoncé aux combats d'artillerie à artillerie auxquels elle ne pouvait suf-

1. Rapport du 20 août 1870 du général Forgeot. — « Toutes les batteries, sauf celles de la 2e division, engagées le 4 août à Wissembourg, avaient leur approvisionnement réglementaire au complet. Seulement les quatre batteries montées et les quatre batteries à cheval de la réserve n'avaient pas l'entière disposition de leurs attelages, dont un certain nombre avaient été envoyés le matin même à Niederbronn d'après les ordres de M. le Maréchal commandant le 1er corps, pour en ramener un convoi de munitions demandé d'urgence à Strasbourg. » Cet envoi eût été inutile si le commandant de l'artillerie avait été averti le 6 au matin de l'arrivée du parc d'artillerie à Reichshoffen. Ceci est une réponse de plus après tant d'autres surabondantes que j'ai fournies de la légende que nous manquions de tout et le général Forgeot en a fourni une nouvelle dans son rapport du 20 août en ajoutant : « Les pertes des différentes batteries en matériel sont aujourd'hui connues; elles sont grandes, mais grâce aux ressources dont on dispose, elles peuvent être réparées presque instantanément. » Et nous manquions de tout !

fire, et qu'elle s'est bornée à préparer ou à soutenir nos contre-attaques, elle a été remarquablement manœuvrière. Elle eût été bien plus efficace si, dès le début, et aux moments critiques de la lutte, nous avions jeté en avant, à côté des batteries divisionnaires, celles tenues en réserve pour couvrir une retraite dont il était bien plus simple de prévenir la nécessité[1].

Nos pertes les plus sensibles n'ont pas été causées par la longue portée de l'obus prussien, mais par le feu à petite distance du fusil à aiguille par lequel les tirailleurs ennemis abattaient les servants de nos pièces. Les batteries prussiennes mises en position au début de la bataille au-dessus de Wœrth ont certainement beaucoup gêné l'offensive de notre infanterie et arrêté ses contre-attaques mais elles n'ont pas eu d'influence directe sur l'issue finale. Ce sont les batteries établies à Gunstett qui ont déter-

1. Mac-Mahon, dans le récit qui est dans ses mémoires inédits, communiqués cependant à certains écrivains militaires, n'a présenté de cette journée qu'un tableau bien confus et surtout peu explicatif sur ses diverses résolutions, mais il reconnaît l'insuffisance de notre artillerie tant qu'elle resta aux prises avec l'artillerie ennemie et son efficacité quand elle agit sur l'infanterie. « Tant qu'elle fut dans la première phase de la lutte, dit-il, notre artillerie produisait bien peu d'effet. La plupart des projectiles éclataient en l'air et il avait suffi aux batteries allemandes de se replier de quelques centaines de mètres pour être absolument à l'abri de nos obus. » Au contraire, quand l'artillerie est entrée dans la seconde phase de la lutte : « Les Prussiens ne purent déboucher de Wœrth, où ils éprouvèrent de grandes pertes par le feu de nos batteries. Ils cherchèrent un refuge dans les jardins un peu en arrière. »

miné le succès prussien. Sans elles Lartigue eût brisé le mouvement tournant de Bose. Et si, en se déplaçant vers la lisière nord du Niederwald, les batteries de Gunstett n'avaient pas donné un point d'appui formidable à l'infanterie prussienne en désarroi, le mouvement tournant se fût arrêté au pied d'Elsasshausen. Dès lors, si tout d'abord nous avions fortement occupé Gunstett, nous aurions conjuré la véritable cause de notre perte. Qu'est-ce qui a empêché Mac-Mahon de le faire? Est-ce son incapacité, comme on le dit? Pas du tout : c'est son impuissance. Ses troupes trop peu nombreuses n'étaient pas en mesure d'occuper tous les points de la position. Donnez-lui un corps d'armée de plus, la supériorité numérique des Prussiens est en partie conjurée, Gunstett est occupé, le mouvement tournant des Bavarois n'est plus à redouter, nous ne pouvons être assaillis qu'en face par les ponts et la journée est gagnée. Nous sommes conduits à constater ainsi la cause véritable de la défaite de Wœrth : l'insuffisance du nombre.

Nous pouvions sans forfanterie nous considérer comme à nombre égal tant que nous n'étions que un contre un et demi; mais un contre deux, c'était au-dessus de nos forces. Les Allemands ne purent d'abord se persuader que leurs 81277 hommes et leurs 300 bouches à feu eussent été tenus en échec toute une journée et souvent mis en alarmes par 40990 hommes n'ayant que 131 bouches à feu. Leurs dépêches annonçaient que Mac-Mahon avait été

augmenté par des renforts le matin et pendant la bataille. « On les voyait, dit le premier rapport de guerre du Prince royal, arriver en chemin de fer. C'étaient des détachements des corps Canrobert et Failly qui, à peine arrivés de Châlons, de Grenoble, d'Angoulême, étaient dirigés sur le champ de bataille. » Plût au ciel que les yeux de l'état-major prussien eussent bien vu ! Si des renforts fussent arrivés avant et pendant la bataille, les Prussiens n'auraient pas chanté victoire ce soir-là.

Le douloureux est que cette supériorité du nombre par laquelle nous avons été accablés n'était pas fatale. Il n'eût tenu qu'à nous de la contre-balancer. Qui nous empêchait de ne pas laisser les trois corps de Mac-Mahon, de Douay et de Failly, répartis sur 230 kilomètres, et de les concentrer à telle distance qu'ils pussent se secourir ! Ayant tout ce qui était nécessaire pour vaincre, nous n'avons pas su nous en servir.

Ainsi, nous nous trouvons toujours ramenés à la cause réelle de nos désastres : l'absence de direction et de coup d'œil vigilant, la dispersion insensée, la répartition de l'armée en corps indépendants l'un de l'autre sous une autorité éloignée, les petits paquets maintenus avec un aveuglement incompréhensible. Quelles que soient les vallées qu'on explore autour d'une haute montagne, on aperçoit toujours le même sommet immobile; quelle que soit celle de nos batailles qu'on raconte, on est ramené toujours à Metz, à cette constante défaillance de toute vue, de toute

volonté, de toute direction dans l'état-major général.

XIV

Il est une faute cependant tout à fait personnelle à Mac-Mahon, et dont l'état-major n'est nullement responsable. C'est d'avoir livré bataille dans des conditions d'infériorité numérique qui interdisaient de le faire. Depuis qu'on écrit sur l'art de la guerre, on répète la maxime de Végèce : « Si l'ennemi est plus fort que lui, le chef doit éviter une affaire générale[1]. » Napoléon, lui aussi, a dit : « Une bataille ne doit pas se donner si l'on ne peut d'avance calculer sur soixante-dix chances en sa faveur et seulement lorsqu'on n'a plus de nouvelles chances à espérer. » Les soixante-dix chances n'existaient pas et la chance à espérer était précaire.

Napoléon a encore dit qu'on ne doit pas livrer bataille avant d'avoir réuni le plus grand nombre de forces possible, car souvent la victoire dépend d'un seul bataillon. Nous avons déjà vu qu'un des articles principaux du plan de Moltke (et c'est ce qui explique les temporisations du Prince royal) était de n'agir que lorsque toutes les forces seraient réunies. Mac-Mahon aurait donc dû s'en tenir à sa résolution du 6 août au matin et se retirer vers Lemberg; il n'aurait dû penser qu'à s'accrocher aux rocs des Vosges,

1. Institutions militaires.

laisser l'escadron ennemi entrer dans Wœrth, sans discontinuer de plier bagage. La bataille engagée à tort, j'incline à croire que Mac-Mahon eût été bien inspiré, après la prise d'Elsasshausen, de ne pas lancer les cuirassiers, la réserve d'artillerie, le 1er tirailleurs algériens et d'ordonner la retraite, qui, encore à cette heure, grâce à l'appui que Ducrot pouvait prêter, n'aurait pas dégénéré en une débâcle aussi effroyable.

Voilà ce que ma raison me dicte, mais mon cœur ne s'y associe pas, et, malgré tout, le Mac-Mahon de cette journée m'inspire une ardente admiration. Au moment où tant d'autres vont nous perdre parce qu'ils n'oseront pas assez, exaltons le seul qui ait osé trop. Si tous, dans l'armée française, avaient eu cette nature de preux qui a fait commettre la sublime témérité de Wœrth, nous ne nous serions pas écroulés aussi bas. Au chef à l'âme et au corps indomptables, à la ténacité épique, associons dans la même dévotion ses lieutenants Lartigue, Champion, Maire, Lefebvre, Lhérillier, Pellé, Ducrot, et surtout le triste et doux Raoult, cette personnification si pure de notre vieille armée, dont le désespoir avait tué le cœur avant que les obus l'eussent fracassé. Associons-leur ces colonels, ces officiers, qui, avec un dévouement inouï, se sont avancés à la tête des colonnes, le képi au bout de leurs épées, et dont les noms rempliraient des pages entières, ces soldats, fantassins du centre, zouaves du Niederwald, turcos d'Elsasshausen, artilleurs de la réserve de

Frœschwiller, ces géants de la lutte inégale, qui se sont sacrifiés dans la fleur de leurs belles années, pour que l'honneur ne nous fût pas ravi et que nous ne devinssions pas la risée des peuples; associons-leur ces cuirassiers, ces lanciers qui sont allés à la mort sans illusion et aussi tranquillement que d'autres vont à une réjouissance, grands et petits, aussi superbes de constance dans cette ruine de leur espérance militaire qu'ils l'avaient été dans leurs triomphes, « tombant sur les champs de bataille ensanglantés, en murmurant le mot de Patrie, comme une prière qui rend moins amère leur dernière heure et illumine d'un sourire d'espérance leur visage mourant[1] ». Puisqu'ils ont été vaincus comme les Athéniens après Chéronée, nous ne graverons aucune inscription sur le monument que nous leur élèverons un jour aux lieux où ils ont combattu; nous y poserons un soldat gisant aux pieds de la Patrie qui le bénit.

La légende s'est déjà emparée de cette journée. Le souvenir du vaincu a effacé celui du vainqueur et l'on a été obligé d'entourer d'une barrière le noyer sous lequel se tenait Mac-Mahon pendant la bataille afin d'empêcher qu'on ne le dépeçât tout entier en reliques.

Moi aussi je suis venu au pied de l'arbre du héros. J'y ai passé de longs moments, en méditations et en prières. Quand je m'en éloignai, la nuit était devenue profonde; on n'entendait plus

1. Paroles du pasteur alsacien Gerold.

aucune rumeur même lointaine; les lampes du firmament pâlissaient sous le voile d'une brume légère. Il m'advint alors ce que Dante éprouva lors de son passage à travers le monde des trépassés. Je me trouvai au milieu d'ombres groupées autour de moi. Elles étaient sorties des tombes couvertes par l'herbe et marquées de croix de bois. L'une s'avança et me dit : « Salut, ami! quand notre Empereur nous a demandé de venger notre chère France outragée nous avons couru aux armes. Encore brisés par une nuit passée sous les rafales torrentielles de l'orage, nous avons lutté ici sans repos pendant un long temps avec la ténacité furibonde que donne le désir de vaincre. Nous ne nous sommes entassés inanimés les uns sur les autres que lorsque notre dernier souffle s'est éteint avec notre dernière cartouche. Mais des années se sont écoulées depuis ce jour. Parmi vous en est-il encore beaucoup qui se souviennent comme toi? — Votre mémoire, répondis-je, est vivante dans tous nos cœurs. Votre héroïsme est une de nos plus belles fiertés. Vous êtes toujours parmi nous présents, aimés, glorifiés. » Eux cependant, en m'écoutant, sanglotaient tout bas : « Qu'est-ce qui vous désespère ainsi? — Ami, répondirent-ils, depuis quarante ans nous n'avons pas encore trouvé le sommeil paisible du repos éternel; nous ne l'aurons que lorsque cette terre, sacrée par notre sang, sera redevenue française. » Et ils disparurent.

CHAPITRE IV

BATAILLE DE FORBACH

I

Entre Sarreguemines, Sarrebrück et Saint-Avold s'étend un massif montagneux couronné de plateaux découverts. Ce massif a la forme d'un triangle. La base se développe, de Saint-Avold à Sarreguemines, par Marienthal et Puttelange, le long d'une route départementale, sur 28 kilomètres. Les côtés sont formés, à l'est, par les rebords de la vallée de la Sarre, de Sarreguemines à Saint-Arnual et Sarrebrück: à l'ouest, par ceux de la vallée de Stiring, de Bening-lès-Saint-Avold à Sarrebrück. Ces deux vallées, convergeant sur Sarrebrück, abaissent les deux côtés du triangle, rétrécissent les hauteurs et les réduisent enfin à une pointe rougeâtre, abrupte, l'Éperon de Spicheren (Rotherberg.) L'Éperon s'avance dans un vallon transversal, de plain-pied avec la vallée de la Sarre et celle de Stiring, dans laquelle la Sarre, après avoir coulé du sud au nord depuis Sarreguemines,

s'infléchit à partir de Saint-Arnual, derrière les hauteurs de Sarrebrück, et se dirige sur Sarrelouis à 22 kilomètres en aval. Ainsi trois vallées étroites, deux latérales, la troisième transversale, autour d'un massif montagneux élevé en moyenne de cent mètres, voilà la configuration générale du terrain vu à vol d'oiseau. Le massif montagneux a pour point central et culminant le plateau au nord du village de Cadenbronn. C'est la situation défensive recommandée en 1819 par le général Haxo et en 1867 par le général Frossard, la droite à Sarreguemines, la gauche de Teding à Œting.

Le plateau d'Œting, indépendamment de son lien avec la position de Cadenbronn, a une valeur propre. Placé en avant de Cadenbronn, vers le nord, sur le flanc droit de Forbach, découvrant à la fois en face, l'Éperon, à droite le ravin et la route de Grosbliederstroff, à gauche la vallée de Stiring, il est encore le réduit de la position plus avancée de Spicheren. Spicheren est situé sur la partie rétrécie où le triangle n'a plus que 2 kilomètres de largeur ; le plateau est bordé de hauteurs escarpées et boisées, le Stifftswald, le Pfaffenwald, le Gifertwald.

Dans la vallée latérale de la Sarre, à droite du massif. le long de la rivière, une belle route suit les hauteurs boisées aux pentes raides. Le village de Grosbliederstroff qu'elle traverse doit son importance stratégique à la route qui l'unit à Forbach, à travers le massif montagneux. Les hauteurs qui, sur cette route, dominent la Sarre

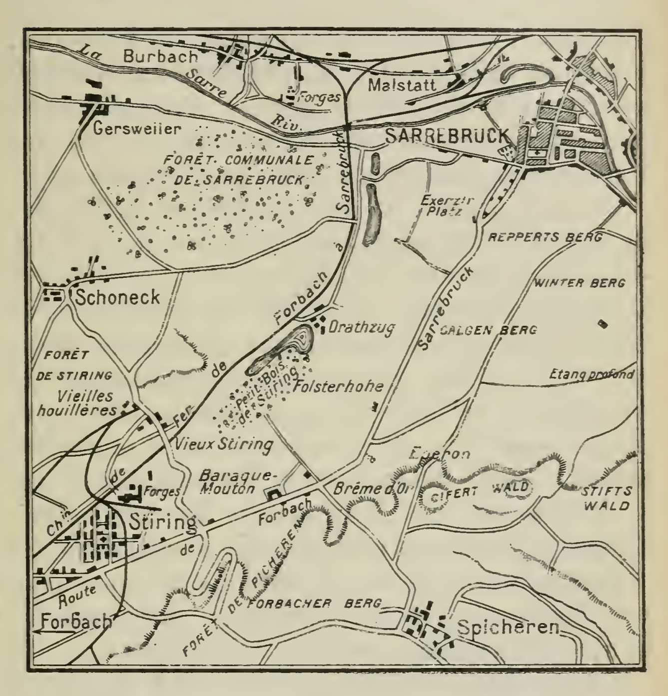
sont le Champ de Manœuvre, le Rappersberg, le Nussberg, le Winterberg, le Galgenberg. Elles sont dominées elles-mêmes par le plateau de Spicheren.

Dans la vallée latérale de Stiring, se développent parallèlement, à une petite distance l'un de l'autre, le chemin de fer et la route de Sarrebrück à Saint-Avold et Metz. Sur la route, la maison de Douanes, les fermes Baraque-Mouton, la Brême d'Or. Sur le chemin de fer, les bâtiments de la gare. Dans l'intervalle entre le chemin de fer et la route, au sortir de Sarrebrück, l'étang de Drahtzug, une hauteur dite la Folster-Höhe; plus loin, un petit bois (Stiringer Waldstück) qui réduit l'entrée de la vallée à un couloir de 600 mètres; puis Stiring, les constructions massives des usines Wendel et la verrerie Sophie qui ferment complètement la trouée. La paroi orientale de la vallée de Stiring est couverte par le bois de Spicheren dont le Forbacherberg est la crête; deux routes, celle de Stiring et de Schœneck à Spicheren le traversent. Sur la paroi occidentale se succèdent également une série de bois traversés par des chemins en pentes rapides profondément encaissés : le bois communal de Sarrebrück, la forêt de Stiring, la forêt de Forbach; au milieu de ces bois, le village de Schœneck. A trois kilomètres en arrière, Forbach, couvert à l'ouest par la hauteur déboisée du Kaninchensberg, et menacé du côté de Sarrelouis par la vallée de la Rosselle, au débouché de lâquelle se trouvent Rosbrück et Merlebach; puis Coche-

ren ; sur le flanc opposé, Bening-lès-Saint-Avold où s'amorce l'embranchement sur Bitche et Haguenau, Saint-Avold au pied du Kreutzberg, au croisement de la route de Sarrebrück et celle de Sarrelouis.

L'Éperon ou Rotherberg, arête étroite, ne présente d'escarpement rocheux nulle part, sauf à l'extrême pointe, où le rocher affleure sur un espace de quelques mètres. Les pentes, quoique fort raides, pouvaient être gravies par l'infanterie, d'autant plus que de tous les côtés existent des défilés, cheminements d'approche, favorables à l'assaillant. Ne mesurant pas plus de soixante-dix à quatre-vingts pas de largeur à découvert, il est exposé en cible au feu convergent de l'artillerie, postée sur les hauteurs de la rive gauche de la Sarre, et n'offre pas un espace suffisant pour y établir des contre-batteries. « La force des positions ne repose plus actuellement dans les obstacles que forment, en avant du front, les cours d'eau, les vallées, les pentes, mais uniquement dans l'effet produit par le feu des armes, effet que favorise plus ou moins la configuration du terrain. Des points élevés, dominant des localités situées sur des montagnes, qui de loin attirent les regards et que l'on est porté pour ce motif à considérer comme positions fortes, ont le tort, présentement fort grand, d'attirer tout naturellement sur eux les feux ennemis. Tout but qui saute aux yeux est un avantage pour l'assaillant. Il lui facilite la direction et les commandements, lui permet d'apprécier exac-

tement les distances, et, de cette façon, contre-balance amplement l'avantage qu'il offre aux troupes qui y sont postées[1]. » A l'Éperon, simple



Plan de la bataille de Forbach.

avant-poste, n'était donc pas la véritable défense de Spicheren ; elle était au Pfaffenberg, croupe au nord du village.

1. De Goltz.

II

Sur ce terrain va évoluer l'armée du Rhin. Le 5 août au matin, entre les premières heures du jour et midi, s'exécutent partout dans les divers corps les changements de position arrêtés le 4 au soir [1], à la suite de l'échec de Wissembourg.

Bazaine transporte son quartier général de Boulay à Saint-Avold, où se trouvent déjà la division de cavalerie et les réserves d'artillerie. La division Decaen l'y rejoint; la division Castagny se dirige vers Puttelange, la division Metman à Marienthal et la division Montaudon à Sarreguemines. Elles étaient placées sur une bonne route de 28 kilomètres et à distance moyenne de 15 kilomètres de Forbach. La garde se transporte de Volmerange à Courcelles-Chaussy. Canrobert reçoit l'ordre d'envoyer trois divisions d'infanterie de Châlons à Nancy par voie ferrée. La réserve d'artillerie, la réserve du Génie et la cavalerie suivront par étapes.

Par ces mouvements les divisions de Bazaine, qui s'échelonnaient les unes derrière les autres et pouvaient facilement se concentrer sur leur tête, s'éparpillent latéralement et seront plus difficiles à réunir.

A une heure, ce même jour, Bazaine prenait possession du commandement en chef des 2e, 3e,

1. Voir *Empire libéral*, t. XV, p. 349.

4e corps, dont la direction suprême lui était attribuée depuis la division en trois armées. A chaque instant la rencontre décisive approchait; on entendait presque de nos bivouacs découragés le galop des chevaux prussiens et le bruit de leurs canons; de tous côtés les avertissements précis se multipliaient, et l'on ne pouvait se résoudre à rien, et l'on tâtonnait lourdement comme si l'on avait devant soi les jours et dans les mains la maîtrise des événements! Ne sachant ni peser les renseignements ni les contrôler, on les accueillait tous sans distinction; on n'osait aller au-devant des Prussiens et on les attendait de tant de côtés à la fois, qu'on ne se préparait sérieusement nulle part à les recevoir.

C'est là la malédiction de la défensive. Dès qu'on attaque on ne se soucie que médiocrement de ce que fait l'adversaire, on va de l'avant. Au contraire, lorsqu'on est sur la défensive, on est dans des transes perpétuelles parce qu'on est suspendu aux résolutions de l'ennemi sur lequel on n'a que des renseignements vagues ou contradictoires. A tout instant, sur une dépêche, on conçoit un plan, on l'abandonne sur une autre et l'on ne fait rien à propos.

Cependant, voulant se donner l'air de faire quelque chose qui ne fût pas un simple changement de corps, l'Empereur, le 5 août au soir, envoya à Bazaine un plan nouveau. Il lui prescrivit de porter le 7 le corps de Frossard sur Bitche, le sien à Sarreguemines, celui de Ladmirault à Saint-Avold et la division de Forton à

Folschwiller, l'une et l'autre à sa disposition. L'exécution de ces ordres devait être terminée le 8.

Depuis les tergiversations de l'Autriche, l'Empereur avait renoncé à l'action offensive par le Rhin et Strasbourg, et, reportant le but de son action sur la Sarre, il faisait opérer à ses divers corps un léger resserrement vers leur gauche. Tout à coup il revient à son premier projet, renonce à toute offensive par la Sarre et veut se réunir à Mac-Mahon. Il ignore où il est, ce qu'il fait, si depuis Wissembourg il n'est pas aux abois ; il ne l'interroge pas, ne le consulte pas, ne lui envoie aucune instruction, et on ira vers lui au hasard, en opérant une marche de flanc devant un ennemi compact, qui, à tout moment, pourra percer notre ligne sans que les fractions en marche puissent se soutenir mutuellement. Sur quelque point que l'ennemi se présente, il sera impossible que nos troupes soient réunies dans la journée pour le combattre. A Bitche on pourrait à la rigueur être soutenu par les troupes de Sarreguemines, mais on ne saurait compter ni sur le 4ᵉ corps d'armée ni sur la Garde. A Forbach on pourrait réunir les 3ᵉ et 4ᵉ corps d'armée et la Garde, mais il faudrait renoncer à l'appui du 2ᵉ. Ce plan nouveau ne doit donc pas être considéré comme reportant l'offensive de la Sarre au Rhin, mais comme indiquant la volonté de ne la prendre ni d'un côté ni de l'autre et de continuer à se promener en attendant l'événement.

Le même soir, à sept heures dix, l'Empereur

fit télégraphier à Bazaine, et aux commandants des deux autres corps d'armée sous ses ordres, de se trouver le lendemain à une heure trente de l'après-midi à la gare de Saint-Avold. Ce ne furent pas les commandants des corps d'armée qui vinrent au rendez-vous.

III

Durant cette journée que l'Empereur consacrait sans se presser à diviser son armée, à ordonner un mouvement de flanc, à fixer l'heure d'une nouvelle conférence, on était, sur toute l'étendue de la ligne de l'armée de Bazaine, de Sarreguemines à Boulay, préoccupé de l'imminence d'une attaque offensive des Prussiens.

En arrivant à Sarreguemines (6 heures), le général Montaudon avait trouvé la population en alarmes. A l'autre extrémité de la ligne, à Boulay, le général Ladmirault recevait des renseignements tellement inquiétants que, sans consulter ni l'Empereur, ni Bazaine, craignant qu'à Boulay la division Lorencez ne pût prêter qu'un concours trop tardif, il la dirigea directement de Bouzonville sur Coume et ne garda qu'une brigade de dragons et la réserve d'artillerie, prêt, toutes les routes étant libres, à se porter au point le plus menacé.

Frossard, qui formait l'avan-tgarde de l'armée, était plus inquiet que nul autre. Les changements qui s'opéraient le 5 août au matin au

3e corps et au 5e le laissaient en flèche au sommet d'un triangle dont les deux côtés découverts pouvaient être forcés; sa gauche, soutenue jusque-là par la division Montaudon, avait été dégarnie par le rappel de cette division; sa droite, qui avait pour échelon protecteur la brigade Lapasset, venait d'être rendue accessible par l'envoi de cette brigade à Saint-Avold, puis à Sarreguemines. Afin de mettre en sûreté ses flancs ainsi exposés, il avait dégarni son front et, à gauche, reporté la brigade Valazé, à l'ouest de Forbach, d'équerre sur la route de Sarrelouis par la vallée de la Rosselle; à droite, il avait placé la brigade Doëns sur la crête de la hauteur de Spicheren. Même ainsi, il ne se croyait pas dans une situation tenable : il était informé que la Ire armée prussienne (VIIe et VIIIe corps) était à quelques kilomètres de Sarrebrück ainsi que la division de cavalerie Rheinbaben du IIIe corps de la IIe armée. Il demanda le 5 août au matin, à 7 h. 15, l'autorisation de replier son front en arrière, de quitter les hauteurs sud de Sarrebrück, de s'établir sur les plateaux de Forbach à Sarreguemines, en avant de la position de Cadenbronn qui lui semblait si forte, et d'occuper en même temps Forbach. « L'Empereur juge-t-il que je doive me reporter là suivant les circonstances? »

On le laisse libre de disposer (9 h. 10) ses divisions comme il l'entendra, mais en les concentrant autour de lui, de manière à reculer son quartier général à Saint-Avold dès qu'on le lui ordonnera.

Ces instructions étaient fort significatives. Quelque faible opinion qu'on ait de notre état-major général, il n'est pas permis de le supposer assez ignare pour n'avoir pas compris qu'en retirant Frossard des hauteurs de la rive gauche de la Sarre, en le reportant à Forbach et en livrant ainsi à l'ennemi le passage de la rivière, on renonçait à la fois à agir offensivement sur la rive droite et défensivement sur la rive gauche. Dès qu'on était résolu à ne pas défendre le passage de la Sarre, il était élémentaire de détruire les ponts avant de se retirer : l'État-major ne l'ordonna pas. Il est vrai que c'est une de ces prescriptions superflues tant elle est dans la nature des choses; il appartenait à Frossard d'en prendre l'initiative.

Averti que les mouvements de concentration des Allemands vers Sarrebrück s'accentuaient, Frossard crut imprudent de différer jusqu'au 6 août la retraite à laquelle il avait été autorisé. Il l'exécuta d'urgence dans la soirée du 5, sans être arrêté par la fatigue que les marches de nuit infligent aux troupes. Il partagea ses forces en trois, porta la division Lavaucoupet sur le plateau de Spicheren, où se trouvait déjà la brigade Doëns, et lui ordonna de se former en deux lignes face au nord[1]. Il établit la division

1. En première ligne, sur la croupe, la brigade Micheler avec un bataillon jeté à droite dans le bois qui descend en pente rapide sur le village de Saint-Arnual, le Gifertwald; à droite sur l'Éperon, un bataillon de chasseurs à pied; l'artillerie sur le mamelon allongé en arrière du village de Spicheren (Pfaffenberg).

Vergé dans la vallée de Stiring[1]; la division Bataille fut, sur le plateau d'Œting, comme une réserve prête à se porter vers l'une ou l'autre division. Il suppléa à l'absence d'une cavalerie divisionnaire, en répartissant la division de cavalerie de son corps d'armée entre ses trois divisions. Il transporta son quartier général un peu à droite de Forbach, gardant autour de lui ce qui n'avait pas été détaché de la division de cavalerie et ses quatre batteries de 4. Deux batteries de 12 furent reportées en arrière à Morsbach, et des grand'gardes de chasseurs à cheval furent disposées en avant du front. Ces mouvements s'opérèrent sous une pluie persistante, au milieu d'une extrême fatigue. La division Bataille ne parvint sur sa position d'Œting que dans la matinée du 6 août.

En prenant ces dispositions, Frossard méconnaissait formellement les ordres qu'il avait reçus le matin et qu'aucun contre-ordre n'avait modifiés. Il transportait bien son quartier général à Forbach, ce qu'on lui avait permis, mais il ne concentrait pas ses divisions autour de lui de manière à se replier sur Saint-Avold, ce qu'on lui avait prescrit; et il reportait une partie de son corps sur le plateau, ce qu'on lui avait interdit.

1. La brigade Valazé, déjà en arrière à l'ouest de Forbach, perpendiculairement à la route de Sarrelouis, fut maintenue dans cette situation, et la brigade Jolivet reportée autour de Stiring; le 77e à gauche de la route, à 600 mètres environ des mines et du village; le 76e à droite, un peu en retraite.

Son initiative n'était pas heureuse. Puisqu'il prenait sur lui de ne pas se tenir autour de Forbach, il aurait dû revenir entièrement sur le plateau. Un poste avancé à Forbach et une division détachée à Saint-Avold auraient protégé la position contre un mouvement tournant des troupes ennemies sorties de Sarrelouis, en attendant que Bazaine et Ladmirault pussent accourir et prendre à revers le mouvement tournant. Se diviser ainsi en deux, une partie en haut, une partie en bas, offrait de graves inconvénients; choisir un front coupé en deux par des pentes abruptes rendait difficile, sinon impossible, l'unité du commandement et de l'action aussi bien que le déploiement combiné des troupes, condamnait à l'incohérence et au décousu, et plaçait les deux fractions, disjointes par des obstacles naturels, dans une situation désavantageuse. Sur le plateau comme dans la vallée, la position dans laquelle le 2e corps allait s'établir défensivement était bordée de bois dont il eût été nécessaire d'occuper les lisières afin de commander le terrain en avant et d'empêcher l'ennemi de s'y glisser pour nous décimer. Concentré en entier dans la vallée ou sur le plateau, le 2e corps eût pu facilement remplir cette condition d'une sérieuse défensive; il ne pouvait y satisfaire à la fois sur le plateau et dans la vallée.

Frossard a reconnu que son corps d'armée eût été mieux placé sur les plateaux en arrière de Spicheren. En effet, « il y trouvait un terrain libre, favorable à l'action des feux, praticable

aux trois armes, des points d'appui d'infanterie, des positions d'artillerie, des cheminements pour faire manœuvrer à l'abri ses réserves. Là ses divisions pouvaient combiner leur action, produire un effort d'ensemble, pour résister d'abord, pour passer à l'offensive ensuite. L'ennemi, obligé, pour aborder le plateau, de gravir des pentes abruptes et boisées, ne pouvait y arriver que désuni, et surtout dans des conditions rendant extrêmement difficile la mise en action de son artillerie[1] ».

Frossard a essayé d'expliquer une disposition dont il a été bien obligé de reconnaître la défectuosité, par cela qu'il y avait nécessité de protéger la gare de Forbach, notre tête de ligne, où nous avions des matériels et des vivres en abondance. Messieurs les doctrinaires, qui avez tant dit que nous manquions de tout et qu'à cause de cela nous ne pouvions, le 31 juillet, passer la Sarre, entendez-vous ce général qui se croit obligé à des dispositions tactiques défectueuses afin que les vivres et les approvisionnements ne tombent pas entre les mains de l'ennemi?

Malgré le stationnement en gare de 350 wagons chargés de vivres, les raisons de Frossard ne sont pas admissibles. D'abord il était facile, comme on le vit quelque temps après, de faire rétrograder tous ces vivres sur Metz. Ensuite les approvisionnements de Forbach eussent été mieux défendus

1. Colonel MAISTRE, *Spicheren*.

par une concentration redoutable sur le plateau que par une dislocation qui diminuait notre force. Si, d'ailleurs, la défense de la gare était d'une telle nécessité, pourquoi, selon les instructions de l'état-major, ne s'être pas concentré tout entier autour de Forbach, en mesure de se replier sur Saint-Avold avec le matériel et les approvisionnements?

Bazaine, à deux heures cinquante du matin, télégraphia à Frossard l'avis qu'il venait de recevoir du quartier général de la concentration des forces allemandes vers Sarrelouis et Sarrebrück. Il lui recommandait de redoubler d'attention aux avant-postes, et lui faisait connaître l'emplacement de trois de ses divisions Metman, Castagny, Montaudon, à Marienthal, Puttelange, Sarreguemines. C'était lui dire : « Disposez de ces divisions si c'est nécessaire. »

Frossard reçut en outre du quartier général une dépêche de 4 h. 40 du matin, disant de ne pas se rendre à Saint-Avold, de rester à son poste et de se préparer à une attaque sérieuse dans la journée. C'était irrégulier : Frossard, devenu le lieutenant de Bazaine, devait de Bazaine seul recevoir des ordres ou des instructions. Il n'en réclama ni à Saint-Avold, ni à Metz; il prit sur lui d'interpréter ce télégramme du quartier général. Il entoura son armée de travaux comme une forteresse; il ordonna de remuer de la terre, d'envelopper d'une tranchée-abri, en forme de fer à cheval, le contrefort de l'Éperon

et la brigade Jolivet; il fit construire un épaulement pour quatre pièces; il fit exécuter par le général Dubost, commandant du Génie, un retranchement rapide d'environ mille mètres de développement, barrant la route de Sarrelouis. Il se barricada de toutes parts. Soit qu'il n'y eût pas pensé, soit qu'il ne s'en fût pas cru le moyen, il négligea d'occuper le petit bois en avant de Stiring, entre le chemin de fer, la route et Drahtzug (Stiringer Waldstück), d'où des tirailleurs embusqués pouvaient fusiller de près notre artillerie et notre infanterie.

A neuf heures, le canon prussien se fit entendre.

IV

Le plan fondamental de Moltke ne prévoyait aucune action sur la Sarre avant le 9 août, lorsque les troupes de Frédéric-Charles, complètement déployées hors de la zone boisée du Palatinat, auraient pris un peu de repos. Le 9 seulement, six corps de Steinmetz et Frédéric-Charles, ayant en deuxième ligne trois corps (Ier, IXe et XIIe), devaient franchir ensemble la frontière derrière laquelle ils s'attendaient à une sérieuse résistance. On comptait que ce jour-là la IIIe armée, s'étant débarrassée en Alsace de Mac-Mahon, viendrait par la Haute-Sarre se joindre aux deux premières armées[1].

Le 6 août les divers corps de la IIe armée ne

1. Voir *Empire libéral*, t. XV, p. 242.

devaient que hâter leurs mouvements vers la Sarre où elles arriveraient le 7 par quatre routes (de Neunkirchen à Sarrebrück, de Hombourg à Saint-Jean et à Sarreguemines, de Einod à Rohrbach[1]).

Mais Steinmetz se jeta au travers de ces dispositions. Il ignorait le plan fondamental et ne s'était éloigné de Tholay qu'à regret. Sa mauvaise humeur s'accrut lorsque les divisions de cavalerie de la IIe armée traversèrent ses cantonnements, se rapprochant des positions dont on l'éloignait. Craignant que d'autres troupes ne vinssent encore le rejeter en seconde ligne, il représente à Moltke qu'au moment prochain de l'offensive, il agira sur notre flanc gauche avec bien plus d'efficacité en partant des positions qu'on lui a fait abandonner plutôt que de celles qu'il occupe.

Il n'attend pas la réponse; il ne se concentre pas autour de Tholay, et s'étend sur une largeur et une longueur de plus de vingt kilomètres. Le

1. Le 6, le IIIe corps (Alvensleben II) devait occuper Neunkirchen avec une avant-garde vers Sarrebrück : le IVe corps (Alvensleben Ier), Deux-Ponts avec une avant-garde vers Neu-Hornbach; le Xe corps (Voigts Rhetz) Waldmohr; la garde (Prince Auguste de Wurtemberg) Hombourg; le IXe corps (Manstein) Landsthul; le XIIe corps (Prince royal Albert de Saxe) Kayserslautern. Enfin toujours dans la penée de couper les communications entre les deux parties divisées de l'armée française, la 5e division de cavalerie (Rheinbaben) et la 6e (Duc Guillaume de Mecklembourg-Schwerin) durent faire une forte pointe, la ligne ferrée de Sarreguemines à Bitche et se porter vivement dans la direction de Rohrbach.

prince Frédéric-Charles l'engage à appuyer sur sa droite et à laisser le passage libre à la IIe armée. Mais appuyer sur la droite, c'était pour le vieux général, impatient de nous porter les premiers coups, être rejeté hors de portée de notre frontière. Il n'accéda pas au désir du Prince. On en référa au quartier général. Steinmetz reçut (5 août) l'ordre d'évacuer la route Saint-Wendel-Ottweiller-Tholay, de se porter à droite et de laisser libre la route de Sarrebrück : il ne devait pas se rapprocher de la Sarre avant le 7 août. Il s'écarta, non à droite, selon l'ordre de l'état-major, mais en avant, selon sa persistante volonté, et poussa son armée à une journée de marche de la Sarre [1].

Si ces prescriptions eussent été exécutées le 6 août, Steinmetz serait arrivé le 7 aux portes de Sarrebrück par toutes les routes qui conduisent à Saint-Jean, l'aile gauche de la Ire armée et l'aile droite de la IIe se seraient heurtées. Le hasard conjura ce conflit qui eût produit un effet démoralisateur sur toute l'armée allemande.

Notre état-major se demandait : arriveront-ils par Bitche, par Sarrebrück ou Sarrelouis, et les Prussiens nous voyaient tantôt à Trêves, tantôt sur la basse Lauter, tantôt dans le Palatinat. Le

1. Le quartier général serait établi à Hellenhausen et le chemin de fer du Rhin à la Nahe deviendrait la ligne de démarcation entre les deux armées. Le VIIe corps (Zastrow) à Guichenbach avec des avant-gardes vers Völklingen et Sarrebrück. Le VIIIe corps (Gœben) à Fischbach, à l'ouest de Sulzbach.

6 août au matin, leurs éclaireurs découvrirent que les ponts sur la Sarre n'avaient pas été détruits et que les hauteurs de la rive gauche étaient libres. Ils communiquèrent cette nouvelle inattendue à tous les corps qui, selon les dispositions arrêtées la veille, s'avançaient vers la Sarre derrière le rideau formé par les 5e et 6e divisions de cavalerie. Une commotion électrique les soulève. Comment ! on leur livre un passage qu'ils s'attendaient à conquérir au prix de leur sang et de longs efforts ! Déjà habitués à notre manque de vigueur et d'initiative, ils ne supposent pas que ce soit une invite captieuse à passer et à venir se heurter à une position où nous les attendions. Ils en concluent que, plus démoralisés et moins prêts qu'ils ne le pensaient, nous nous retirions en hâte.

Personne n'attend d'ordres. C'est à qui se jettera le premier sur le sol français. Le général de la 5e division de cavalerie, de Rheinbaben, traverse Sarrebrück, accompagné d'un escadron de cuirassiers et d'un escadron de uhlans ; il s'établit sur le champ de manœuvres. De petits partis de cavalerie tâtent le terrain au delà de la Sarre. La 14e division du VIIe corps avait pour commandant le général de Kameke. Cet officier du Génie, distingué comme Frossard, ne connaissait pas mieux que son adversaire les conditions d'une initiative stratégique, mais il était animé d'un esprit d'offensive que Frossard n'avait pas. Il dépêche au commandant de son corps, le général de Zastrow, afin d'en obtenir

l'autorisation de passer la Sarre et d'occuper les hauteurs de la rive gauche. Le général de Zastrow, âgé de soixante-neuf ans, fatigué, ne va pas voir ce qui se passe. Il ne répond ni oui, ni non; il laisse Kameke libre de prendre le parti qu'il voudra. Kameke, sans même attendre cette réponse, avait pris le parti de s'emparer de Sarrebrück. Il a la surprise d'y trouver le général commandant sa brigade d'avant-garde, François, qui l'avait devancé sans autorisation. Là un rapport de cavalerie inexact lui signale que nous nous embarquons à Stiring et à Forbach, couverts par deux bataillons, un escadron, une batterie. Il jette ses premiers contingents sur la rive gauche, en occupe les hauteurs. Survient le général de Gœben, commandant du VIIIe corps, bien portant, alerte, désireux d'aborder l'ennemi, qui opérait une exploration personnelle; il offre son appui à Kameke. Celui-ci le refuse : il est assez fort; il n'a devant lui que des détachements et il les débusquera sans retard d'une position d'où ils découvrent les mouvements des forces allemandes; il s'assurera ainsi la possession des passages de la Sarre.

Les détachements prussiens qui tâtent le terrain au delà de la Sarre ne nous prennent pas au dépourvu, et trouvent immédiatement qui les reçoit. Deux bataillons, un escadron, une batterie de la brigade Jolivet repoussent les partis de cavalerie prussienne. Des hauteurs de l'Éperon, Lavaucoupet ouvre le feu (de trois sections d'une de ses batteries) contre les escadrons de Rhein-

baben (9 heures). Ces coups de canon dans la vallée et sur la hauteur donnent l'alerte au quartier général de Frossard, mais, comme Kameke, il juge qu'il n'a devant lui que de simples reconnaissances, et craignant que Bataille, dont il connaissait le tempérament impétueux, ne prenne l'alarme, il lui fait savoir qu'il ne s'agit que d'une canonnade échangée entre l'artillerie du champ de manœuvres et celle de Spicheren.

Notre canonnade n'inquiète pas Kameke. Il ne cherche pas à être fixé sur l'importance de la résistance qu'il rencontre et, quoique n'ayant aucune certitude d'être appuyé, il entame une opération stratégique mal préparée, risquée, bien au-dessus des moyens dont il dispose : il ne s'en tient pas à l'occupation des hauteurs de la rive gauche de la Sarre, il commence une double poursuite, l'une sur Stiring et sur Forbach, en vue de surprendre les Français en train de s'embarquer en chemin de fer, l'autre contre l'arrière-garde française de l'Éperon. Il passe la Sarre et dirige deux de ses régiments (brigade François) vers l'Éperon, deux vers Stiring, et en établit un (brigade Woyna) en réserve sur le Reppertsberg. Il fait appuyer Woyna par sa batterie légère, et François par les trois batteries de son gros.

Ces mouvements n'échappent pas à Lavaucoupet. A peine la tête de colonne de la brigade prussienne apparaît-elle sur le champ de manœuvres (11 h. 1/2) qu'elle est accueillie par un feu violent de notre artillerie de l'Éperon. La

batterie légère qui suit la tête de colonne se place à l'ouest de la route; les trois batteries du gros s'établissent sur le versant sud du Reppertsberg. Le feu de la batterie légère produit quelque effet; les trois autres batteries du gros tirant de front et de bas en haut, n'en produisent aucun. Les commandants prussiens se rendent compte alors que le front de la position, l'Éperon, formant une saillie très prononcée en avant, c'est le cas de prendre nos pièces d'écharpe. Leurs batteries légères s'écartent vers notre gauche et s'établissent vers le mamelon nord-est de Drahtzug; les batteries du gros appuient sur notre droite vers le versant sud-ouest du Winterberg, et l'une et l'autre prennent en enfilade nos pièces de l'Éperon, les contraignent de se reporter en arrière.

V

Frossard avait, dès le commencement, instruit son chef des escarmouches qui éclataient autour de Spicheren.

Depuis le matin, l'attention du maréchal avait été attirée vers sa droite. Le général Montaudon, arrivé la veille au soir à Sarreguemines sur les emplacements laissés vacants par le 5e corps, avait tenu ses hommes debout toute la nuit sous la pluie; à une heure cinquante du matin il annonce que ses renseignements lui font croire qu'il va être attaqué par des forces supérieures, et lance une dépêche inquiétante. Sans perdre un

instant Bazaine avertit Frossard que si l'ennemi fait un mouvement sérieux sur Sarreguemines, il porte une de ses divisions de Spicheren sur Grossbliederstroff (3 h. du matin). Puis les préoccupations s'étaient calmées du côté de Sarreguemines; tenu au courant d'heure en heure, Bazaine était informé qu'il s'agissait simplement de quelques uhlans et que la matinée était tranquille[1].

Aussitôt sa sollicitude se tourne vers sa gauche. Un bulletin de renseignements venu de l'état-major lui signalait de nombreux rassemblements du côté de Sarrelouis. Il va sur la route de Carling visiter les avant-postes du 85e. Quelques vedettes de cavalerie prussienne le reçoivent à coups de fusil, mais il ne se heurte à aucun rassemblement sérieux. Il eût été rassuré sur sa gauche comme il l'était sur sa droite si Frossard n'avait ranimé ses alarmes. Il en reçoit coup sur coup trois dépêches. La première (9 h. 10) est vague : il entend le canon vers ses avant-postes et il va s'y porter : il serait bien que la division Montaudon envoyât de Sarreguemines une brigade sur Grossbliederstroff et que la division Decaen se portât en avant vers Merlebach et Rosbrück. — La seconde (10 h. 20) précise un peu plus : « L'ennemi fait descendre des hauteurs de Sarrebrück de fortes reconnaissances de cavalerie et d'infanterie, mais il ne

1. A cinq heures vingt Montaudon lui avait télégraphié : « Les renseignements donnés à l'arrivée n'ont pas été justifiés. Tout est tranquille ce matin. La brigade Lapasset part. »

prononce pas encore son mouvement d'attaque. » — La troisième (10 h. 50) est plus affirmative : « On me prévient que l'ennemi se présente à Rosbrück et à Merlebach, c'est-à-dire derrière moi. » Merlebach et Rosbrück étaient au débouché de la route de Sarrelouis par la vallée de la Rosselle, vers Saint-Avold; une attaque de ce côté eût menacé le gros de l'armée plus que son avant-garde, Bazaine plus que Frossard. C'était la confirmation du bulletin de renseignements venu de l'état-major.

Frossard, d'après ses dépêches, n'avait devant lui que des reconnaissances, et l'agression imminente allait se dessiner par Merlebach et Rosbrück, c'est-à-dire contre Bazaine plus que contre lui, puisque cette agression menaçait le gros de l'armée et non son avant-garde. A cette heure Bazaine n'avait donc pas à se préoccuper de Frossard, très suffisamment gardé par ses trois divisions, il devait s'occuper de se protéger lui-même. Et c'est dans cette visée qu'il prend toutes ses mesures. Il envoie la brigade de dragons Juniac à Haut-Hombourg. Il transmet à Metman, par l'officier d'état-major Locmaria, le fil télégraphique ne fonctionnant plus, l'ordre (11 h. 45) de se porter à la légère sur Bening en détachant une section d'artillerie à Macheren sur la position de Mittenberg, où se trouvait déjà la brigade Arnaudeau, puis de faire surveiller l'intervalle qui sépare le chemin de fer de la frontière en se tenant prêt à une attaque par Merlebach. Il attire du côté que Frossard suppose menacé le général

Castagny ; il lui envoie l'ordre d'appuyer à la gauche de Puttelange, de se porter sur Farschwiller, d'y laisser une brigade, de continuer avec le reste de ses troupes en avant de Theding, à l'ouest de la position de Cadenbronn, en se reliant sur sa gauche avec Metman, et sur sa droite avec Frossard.

Il communique à Frossard ces instructions et l'invite à coopérer à l'effort commun contre le mouvement tournant que celui-ci a annoncé : « Comme vous avez vos trois divisions réunies, dit-il, il me semble que celle d'Œting pourrait rès bien envoyer au moins une brigade s ur Morsbach pour surveiller Rosbrück[1]. » Il ne croit pas devoir envoyer un secours qu'on ne lui demande pas et qui ne semble pas nécessaire ; c'est lui qui en réclame un. Il ne remue pas Decaen parce que l'ennemi peut se présenter par Creuzwald ; il n'appelle pas non plus Ladmirault parce qu'on peut être assailli par Boulay ; mais il prévoit le cas où malgré la concentration qu'il opère en hâte vers Merlebach et Rosbrück, l'attaque sera trop sérieuse pour être arrêtée : dans ce cas on se concentrera sur la position de Cadenbronn.

Certainement, voilà des résolutions combinées

1. Bazaine à Frossard (11 h. 15). Bazaine place cette dépêche à une heure; évidemment il se trompe et le général Frossard, qui la date de onze heures quinze est dans le vrai. En voici les termes : « Quoique j'aie peu de monde sous la main pour garder la situation de Saint-Avold, je fais marcher la division Metman sur Macheren et Bening, la division Castagny sur Farschwiller et Theding. Je ne puis faire plus. »

avec promptitude, résolution, intelligence, de véritables actes de commandement d'un chef qui sait bien son métier. L'événement les rendit inutiles. L'attaque ne vint pas du côté où Frossard l'avait signalée ; aucun corps ennemi ne se présenta à Rosbrück et à Merlebach. Le régiment de dragons d'Oldenbourg, ayant passé de Wehrden par delà la Sarre, après avoir laissé un escadron à Ludweiler, s'était porté au trot contre notre flanc gauche vers Carling et Ham-sous-Vasberg ; des fractions d'un régiment de hussards s'étaient répandues dans diverses directions du même côté, mais il ne s'agissait que de reconnaissances de cavalerie; la division Glümer était encore au delà de la Sarre et son avant-garde n'entra à Völklingen qu'à midi. Aussi Bazaine ne tarda-t-il pas à être rassuré sur ce point comme il l'avait été sur Sarreguemines. Le général de Bellecourt lui annonce que, sur une simple démonstration, les Prussiens se sont retirés à distance, puis ont disparu complètement. La brigade Juniac de Haut-Hombourg lui transmet les mêmes informations.

Au moment où son esprit était ainsi rassuré sur ses deux ailes, à une heure vingt-cinq, Frossard lui annonce que les reconnaissances du matin se sont tranformées en un engagement sérieux tant sur les hauteurs que dans la vallée et dans les bois ; que c'est une véritable bataille[1].

1. Le général Frossard a écrit, page 39 : « Dès dix heures du matin, le général commandant le 2e corps avait informé

Bazaine se montre aussi intelligent, aussi prompt à organiser l'assistance à Frossard qu'il l'avait été à se mettre en état de se défendre lui-même. Il répond à ce second appel et, sans perdre un moment, il envoie à Haut-Hombourg l'ordre à la brigade Juniac de marcher sur Forbach, et, quoique Montaudon vienne de lui télégraphier que l'avant-garde de la brigade Lapasset, en route sur Bitche, avait été rejetée sur Sarreguemines par des uhlans, il lui ordonne de laisser la garde de Sarreguemines aux troupes du général Lapasset, de marcher avec toute sa division, sans ses *impedimenta* sur Grossbliederstroff et de se mettre à la disposition de Frossard. Il lui indique de se créer un point d'appui par une colonne dirigée sur Rouhling (2 h. 20). Il était impossible de donner un ordre plus formel et qui signifie mieux : allez vite. Puis, prévoyant jusqu'au bout, il mande encore de Faulquemont à Falschwiller la division Forton.

Cette assistance prochaine ordonnée, il n'avait

le maréchal Bazaine que c'était une bataille qui s'engageait, qu'il n'y avait pas à en douter. » Cette affirmation est contredite par les faits et par les documents. 1° La bataille ne s'est engagée que vers midi, le général Frossard ne pouvait donc l'annoncer à dix heures. 2° Les termes de sa dépêche de dix heures, qu'il omet, disent précisément qu'il n'y a pas de bataille. « L'ennemi a fait descendre des hauteurs de Sarrebrück vers nous *de fortes reconnaissances de cavalerie*, mais il ne prononce pas encore son *mouvement d'attaque.* » 3° La première dépêche dans laquelle Frossard parle à Bazaine d'une bataille est de *une heure vingt-cinq* : « Je suis fortement engagé tant sur la route et dans les bois que sur les hauteurs de Spicheren. *C'est une bataille.* »

plus qu'à attendre, l'œil bien ouvert, le développement ultérieur de l'action dont Frossard venait de lui apprendre le début.

VI

Cette fois, Frossard ne s'était pas trompé : c'était une bataille. Depuis midi Kameke déroulait insensiblement sa double attaque parallèle, l'une contre Spickeren sur la hauteur, l'autre contre Stiring, dans la vallée. Des deux côtés, il procédait de même, et faisait coïncider un mouvement de flanc avec une attaque de front. Du côté de Spickeren, il aborde la position en face par l'Éperon, et essaie de la tourner par notre droite, par le Gifertwald et les pentes boisées qui descendent vers Saint-Arnual. Du côté de Stiring, il aborde le front en arrivant de Schœneck et de Drahtzug le long de la route de Sarrebrück et à travers le Stiringer Waldstück, il essaie de tourner le village par notre gauche en suivant le chemin de fer et par la lisière du Stiringer Wald.

Du côté de Spicheren, les Prussiens, tenus en respect par nos batteries de l'Éperon qui balayaient tout devant elles et par la difficulté d'accès de la position, tentèrent d'abord de nous tourner par notre droite. Le colonel d'Eskens avec deux bataillons du 39e s'ébranla du Reppertsberg et se dirigea vers la côte boisée qui descend à l'est de l'Éperon et vers le col entre le Gifertwald et le Pfaffenwald. Dès le pre-

mier pas les assaillants éprouvent les effets meurtriers de notre fusil. Ce fut bien pis, lorsqu'après avoir déposé leurs sacs au pied des hauteurs, traversé la lisière nord-est non gardée et l'épaisseur des bois, ils se montrèrent sur les crêtes. La brigade Micheler les accueille si vigoureusement que, malgré tous leurs efforts, ils ne peuvent gagner du terrain et se maintiennent péniblement sur la lisière sud du Gifertwald.

L'attaque de flanc du colonel d'Eskens était secondée par l'attaque de front du général François. Parti avec ses deux bataillons de réserve du 74e, il en éparpille un du côté de Stiring et du côté du Gifertwald, et il marche avec l'autre vers l'Éperon. Les trois batteries du Winterberg se rapprochent, s'établissent sur le Galgenberg, colline située en avant, et le soutiennent. Il traverse sous une grêle d'obus et de balles le terrain ondulé et découvert qui s'étend jusqu'à la base de l'Éperon. Arrivé au pied du promontoire haut de 70 mètres, il est littéralement ravagé par le feu de notre 10e bataillon de chasseurs et de notre compagnie de sapeurs établis dans des tranchées-abris au-dessus de sa tête. Ses hommes se couchent par terre, se collent étroitement contre les parois du rocher. Mais leur artillerie continue à nous battre en brèche et à tenir nos batteries au loin; elle force même le feu de nos tranchées à se ralentir. Un instant d'accalmie se produit; François en profite : il fait relever ses hommes ; ils escaladent les hauteurs d'assises en assises, et tout à coup apparaissent comme

sortis de terre devant la tranchée qui couronne la crête. Nos soldats surpris sont saisis de panique : ils ne les fusillent pas à bout portant, ils reculent.

Alors Lavaucoupet, attentif, organise sur son flanc droit et sur son front une vigoureuse riposte offensive. Il fait mettre en position un peu plus loin nos batteries repoussées. Six pièces s'établissent entre Spickeren et le Gifertwald, la batterie de mitrailleuses en arrière des deux autres ; il fait soutenir par la brigade Doëns la brigade Micheler fatiguée, et avec cette tendance de nos généraux à toujours demander, même lorsqu'ils n'en ont pas besoin, il demande à Frossard de l'appuyer par une brigade de la division Bataille.

Ce retour offensif réussit vers le Gifertwald ; les Prussiens assaillis de front et tournés, épuisés, à bout de munitions, abandonnent la crête, la lisière sud du Gifertwald, sont rejetés dans la vallée et se replient en désordre sur le Winterberg. Ils ne sont pas plus heureux du côté de l'Éperon et ne gardent pas leur avantage provisoire. Ils allaient être précipités dans la vallée lorsque la compagnie du *39*e, appelée par François, débouche sur la crête. Le général se place à leur tête. « En avant, mes braves du *39*e ! », puis, l'épée haute, les tambours battant aux champs, il s'élance. Il tombe frappé mortellement de cinq coups de feu en disant : « C'est pourtant un beau trépas que celui du champ de bataille ; je meurs satisfait, car le combat est en bonne voie. »

Il n'en était rien. Ce qui restait des cinq compagnies prussiennes se cramponnait désespérément à l'Éperon, car il était difficile de reculer ayant à traverser un terrain découvert où l'on serait anéanti. Depuis la perte du Gifertwald sans protection sur leur flanc, ils ne pouvaient se maintenir dans une position aussi périlleuse.

Entre 3 h. et 3 h. 30 l'échec de Kameke était complet sur notre droite. Lavaucoupet n'aurait pas dû en rester là. Il devait pousser son avantage, suivre ceux qu'il avait repoussés jusque sur la Sarre, les achever d'autant plus que la division Bastoul lui arrivait (3 h. 15)[1]. Mais il abandonne même des positions conquises et reste derrière ses tranchées et ses fossés-abris. Cependant les maîtres l'avaient dit depuis longtemps : « Quiconque attendra l'ennemi comme un automate, sans autre parti que celui de combattre vaillamment, succombera toujours lorsqu'il sera bien attaqué[2]. »

Dans la vallée, Kameke avait fait précéder le mouvement tournant par une attaque sur le front. Deux bataillons s'avancent, le premier, le long du chemin de fer, le second entre le chemin de fer et la route, pénètrent dans le bois en avant de Stiring, vers le nord, le Stiringer-Waldstuck. Ils n'avaient pas tardé à se heurter à la brigade Jolivet, en position sur la lisière sud de ce bois et

1. Dans le rapport de Bataille à Frossard se trouve une inexactitude. Il fixe à 1 h. 30, contre toute possibilité et toute vraisemblance, l'entrée en ligne de la division Bastoul. Le rapport de Lavaucoupet donne l'heure exacte (3 h. 15).
2. Jomini.

sur la hauteur dénudée qui touche le chemin de fer[1].

Notre mousqueterie appuyée par nos batteries établies à la hauteur de la ferme Baraque-Mouton repousse cette tentative.

Mais la batterie légère de la division Kameke, changeant une seconde fois de position, s'avance jusqu'à Drahtzug, ouvre le feu contre nos batteries de la ferme Baraque-Mouton et les oblige à se retirer. Les bataillons prussiens, ralliés et soutenus, recommencent à avancer sur notre front par le Stiringer-Waldstück et par la route de Forbach vers Baraque-Mouton et la Douane. Ils ébauchent un mouvement de flanc vers notre gauche en traversant le chemin de fer.

Nos batteries, repliées à l'est de Stiring, battent la route et le chemin de fer, foudroient à la fois ceux qui s'approchent des fermes et ceux qui traversent la voie pour nous prendre par la gauche. Mais les Prussiens attaquent et nous nous défendons; ils attaquent blottis derrière des arbres, invisibles et à l'abri; nous nous défendons à découvert, cibles visibles pour leur tir, et, malgré les effets meurtriers de notre résistance, ils continuent à gagner du terrain. Ils atteignent la lisière sud et sud-ouest du

1. Le 77e, du village, tenait sous son feu le chemin de fer et la lisière des bois environnants; le 76e était déployé en première ligne au nord et au nord-est de Stiring; le 3e bataillon de chasseurs occupait la lisière du Stiringer-Waldstück. — Il ramène le 24e en arrière, laisse même quelques fractions prussiennes sur le versant nord du Gifertwald, se contente de faire occuper par le 2e de ligne le vallon qui est entre le Gifertwald et le Pfaffenwald.

Stiringer-Waldstück, en sortent, nous poursuivent au delà de la route. Leurs pièces du Galgenberg font sauter un de nos caissons ; leurs tirailleurs abattent les chevaux et les servants de cinq de nos pièces et nous les abandonnons sur la route. Les bâtiments de la Douane sont menacés; la fraction qui a traversé le chemin de fer pour commencer le mouvement tournant parvient jusqu'à la hauteur des Vieilles Houillères en avant d'Alt Stiringen, les occupe et enlève même un bâtiment des mines situé au nord du village.

Frossard envoie alors au secours de la brigade Jolivet, le 32e de la brigade Valazé et ordonne au général Valabrègue de se porter sur notre centre [1]. Ces renforts contiennent les Prussiens dans toutes les directions; ils ne peuvent déboucher ni des Vieilles Houillères, ni du Stiringer-Waldstück, ni même s'emparer des cinq pièces abandonnées sur la route, ni enlever Baraque-Mouton et la Douane. Leurs officiers, qui attaquent Baraque-Mouton, sont presque tous mis hors de combat ; les succès obtenus par eux sur d'autres points sont sans conséquence décisive.

VII

L'intervention de la division de réserve Bataille n'était donc pas nécessaire, car, indé-

1. Deux escadrons du 4e chasseurs, deux escadrons du 7e dragons et une batterie à cheval de la réserve.

pendamment d'elle, nous étions assurés de la supériorité du nombre puisque nous avions deux divisions, celles de Lavaucoupet et de Vergé à opposer à l'unique *14*ᵉ division de Kameke et que nous étions deux contre un. Cependant elle intervient à la fois sur les hauteurs et dans la vallée. « S'il y a un coup de canon d'un côté ou d'un autre, avait écrit Bataille à Frossard, le 6 août, j'appuierai. » Frossard avait approuvé. C'est la première fois qu'on aura vu un chef de corps autoriser un commandant d'une réserve à intervenir quand cela lui conviendra. Disposer seul des réserves est un de ces attributs essentiels du commandement, dont aucun général connaissant son métier n'a consenti à se dessaisir, car il est impossible de prévoir à quelle heure et comment on emploiera sa réserve, et cependant de l'emploi opportun qu'on en fait dépend presque toujours l'issue de la bataille.

Entendant le canon d'abord vers l'Éperon, ensuite vers la vallée, Bataille se sert de son blanc-seing et se décide à engager sa division vers une heure et demie[1]. Il ne l'engage tout

1. Bonnal, *La manœuvre de Saint-Privat*, t. I, p. 450. — Les rapports officiels du général Frossard et du général Bataille sur le combat de Spicheren mentionnent, l'un et l'autre, un ordre expédié de Forbach à midi, pour mettre une brigade de la réserve à la disposition du général Lavaucoupet. — Ces deux rapports, postérieurs de cinq ou six jours à ce combat, ont dû être rédigés d'un commun accord pour les besoins de la cause, car on ne peut admettre qu'à midi le général Frossard ait prescrit au

entière ni d'un côté, ni de l'autre. Il la divise en deux. Il en envoie une partie, la brigade Bastoul, le 1[er] bataillon (Bezard) de la brigade Poujet et une de ses batteries de 4 vers l'Éperon. Puis, il marche de sa personne vers Stiring avec la brigade Poujet[1]. Il emmène ses deux dernières batteries; il ne laisse à la garde du camp et des bagages que le 12[e] bataillon de chasseurs et la compagnie du Génie.

D'après Alvensleben, cette intervention de Bataille fut la faute capitale de Frossard : « *Les dés étaient jetés, et le sort favorisait le général Frossard. Il gaspilla sa bonne fortune par une faute tactique grossière, d'autant plus étonnante qu'il avait été instruit dans les principes napoléoniens. Si le général Frossard, gardant, comme il devait le faire, la division Bataille réunie, avait attaqué avec elle l'aile droite ou l'aile gauche, peu importe, de la position principale prussienne, notre défaite était certaine*[2]. » En effet, Frossard n'eut pas un instant l'idée du coup qu'il pouvait frapper.

En traversant Forbach, Bataille lui laisse le 8[e] (Gabrielli) et continue sur Stiring, au pas de course, avec les deux bataillons du 23[e]. Il y trouve le 76[e] et le 77[e]. Les bataillons prussiens

général Bataille de se démunir d'une brigade entière en faveur de la 3[e] division, dans un moment où celle-ci n'avait encore que deux bataillons et deux batteries d'engagés.

1. Savoir : 2 bataillons du 23[e] qui restaient au colonel Rolland ; le 8[e] commandé, à défaut du colonel Haca, par le lieutenant-colonel Gabrielli.

2. Pris dans MAISTRE, *Spicheren*, p. 118.

déjà affaiblis par les engagements antérieurs et privés d'une grande partie de leurs officiers ne résistent pas à notre retour offensif. Tout plie devant nous. La lisière du bois est enlevée ; les pièces qui avaient été abandonnées sont ramenées. Maîtres de la lisière du Stiringer-Waldstück nous nous avançons jusque vers le milieu du bois. La configuration du terrain ne leur permettait pas de donner une direction commune à leurs troupes éparpillées.

Toutefois Kameke s'acharne. Il fait avancer le régiment de réserve de la brigade Woyna. Mais la résistance des fractions du 77e de ligne rend son effort impuissant. Vers trois heures sa situation est des plus exposées : il se déployait sur une ligne mince de 5600 mètres, des Vieilles Houillères jusqu'au Pfaffenwald, repoussé dans sa tentative sur le Gifertwald et l'Éperon, et il ne pouvait progresser vers Stiring.

Il semble vraiment qu'à cette heure-là, la Providence ait eu pitié de la France, que, gagnée par la justice de sa cause, entrevoyant ce que la civilisation, la liberté, perdraient à notre ruine, elle ait pris la place des chefs qui ne savaient rien vouloir, leur ait préparé un champ de bataille où ils rencontreraient la victoire, cette première victoire dont les effets eussent été incalculables. Voilà une division prussienne ayant à peu près un effectif réel de 12000 combattants, 24 pièces, 4 escadrons, ne pouvant être immédiatement soutenue que par trois escadrons

sur un terrain impropre à l'emploi de la cavalerie, qui, croyant n'avoir devant elle que de faibles détachements, se jette à l'étourdie sur trois divisions prévenues et en position, formant un total de 28000 hommes et 15 batteries.

Un Bugeaud, un Pélissier, un Bosquet, un Changarnier, n'importe quel général de notre vieille armée n'eût pas hésité sur la conduite à suivre. Il serait arrivé au galop sur le plateau, l'aurait parcouru, se serait établi sur le Forbacherberg, d'où il aurait découvert toutes les parties du champ de bataille, l'Éperon et la vallée et où il se serait trouvé à égale distance de ses deux ailes. Il se serait rendu compte par lui-même que Lavaucoupet n'avait pas besoin d'être soutenu et qu'au contraire, c'est dans la vallée qu'un effort était nécessaire. Comme il est certain qu'il n'eût pas autorisé Bataille à disposer librement de sa réserve, il l'aurait trouvée tout entière à Œting, l'aurait envoyée immédiatement, vers Forbach et Stiring, contre Woyna et aurait donné le signal d'une offensive générale... Le mouvement n'eût pas été gêné par l'artillerie prussienne du Galgenberg. « Les feux de l'artillerie, terribles quand ils sont concentrés sur un étroit objectif, comme l'Éperon, n'auraient pas suffi pour arrêter une offensive résolue, débouchant simultanément sur un front de plus de 2000 mètres depuis la forêt de Spicheren jusqu'à l'extrémité orientale du Gifertwald[1]. »

1. Colonel Maistre, *Spicheren*, p. 138.

Lavaucoupet eût atteint alors sans encombre la Sarre. Vergé aurait commencé sur Drahtzug et le champ de manœuvres un mouvement offensif parallèle ; les deux offensives se seraient rejointes sur la Sarre et auraient mis en pièces la 14e division. Si, au lieu de nous river à cette absurde position de Spicheren, on avait entraîné tous nos soldats ensemble sans arrière-pensée à l'attaque des Prussiens débouchant de la Sarre, le résultat, nos adversaires ne font aucune difficulté pour en convenir, le résultat n'était pas douteux [1]. Ceci est en effet hors de doute.

A proximité, il est vrai, des troupes prussiennes s'avançaient, mais ces troupes ne pouvaient arriver qu'après quelque temps, successivement, décousues, essoufflées. De plus, comme la division de Kameke, qui avait commencé cette attaque si inégale, était dans la nécessité d'étendre son front sur six kilomètres, ces troupes de secours devaient se fractionner et se glisser, loin les unes des autres, à différents points de la ligne de bataille, en se mêlant à des unités elles-mêmes entamées : il en résulterait la confusion, l'impossibilité d'un commandement régulier, et à la moindre offensive vigoureusement prononcée, l'incapacité de se ramasser pour arrêter une débâcle.

Mais Frossard est un ingénieur plus qu'un général; quoique intelligent et instruit il n'a pas plus pratiqué les méthodes tactiques du XVIIIe siècle que celles du XIXe; il n'a jamais

1. Notes du général d'Alvensleben. Cité par la *Revue historique de l'état-major français*.

conduit des troupes sur un champ de bataille, et, quoique brave, il est écrasé par une responsabilité au-dessus de son expérience. Il ne s'établit pas sur le plateau, d'où il peut prendre la direction du combat, il se tient terré dans le bas-fond de Forbach, ne bougeant pas d'une maison où il ne voit rien, et il ne sait pas tirer des hommes intrépides qu'il a sous la main les prodiges qu'ils sont prêts à accomplir[1].

VIII

En n'opérant pas un retour général offensif, Frossard a sauvé Kameke et lui a permis d'attendre des secours. Ils arrivent de toutes parts. Jusqu'à cette heure, Frossard n'avait de-

1. MAISTRE, p. 404, et Alvensleben cité par Maistre : « L'attaque de la *14*e division avait pour but de s'emparer des positions dominantes de l'adversaire. Elle chercha le succès dans un enveloppement des deux ailes ennemies, s'étendit sur un front de trois quarts de mille (5 600 mètres), et finalement se lança à l'assaut du plateau de Forbach (assaut du Rotherberg vers 3 heures), en l'abordant au point qui, pour le but à atteindre, était le plus défavorable et le plus insuffisant. Bientôt il ne fut plus possible d'avancer. On ne pouvait pas davantage reculer, sans s'exposer à une terrible catastrophe. Un choc offensif puissant de l'ennemi (l'attaque dans le Gifertwald) sur l'aile gauche prussienne renversa le château de cartes. L'ennemi s'avança jusqu'à la lisière nord du Gifertwald et isola la faible parcelle du terrain conquis au Rotherberg. A ce moment, il était plus près des ponts de Sarrebrück que notre aile droite. Les mesures prises plus tard, du côté allemand, montrent combien vivement le danger fut ressenti. » DE MAISTRE, *Spicheren*, pp. 136-137.

vant lui que 12 000 hommes. De ce moment le nombre des ennemis ne va cesser successivement de s'accroître, et, à la fin de la journée[1], il atteindra 35 000 hommes, 130 canons. Parmi ces nouveaux arrivants ne se trouve aucun chef supérieur. Moltke, quoique son plan fondamental soit en péril, demeure au quartier général de Mayence et ne se porte pas sur Hombourg où il eût assisté de plus près aux péripéties de la lutte. Le prince Frédéric-Charles, à Kaiserslautern, est instruit de l'engagement; il s'avance à Hombourg, d'où il peut en peu de temps gagner le champ de bataille. Son premier mouvement a été d'y aller, mais on lui représente qu'il rencontrerait Steinmetz, son ennemi, et que du choc de ces deux pierres dures jailliraient des étincelles : il ne remue pas, refuse même à un de

1. Frossard a dit qu'avec son corps d'armée nominalement de 31 200 hommes, en réalité de 28 500, il a tenu tête à plus de 70 000 Allemands. La manière dont il compte est commode; il considère comme engagée en son entier toute unité dont une fraction seulement est entrée en ligne. C'est de la mauvaise arithmétique militaire. Au nombre des combattants on ne doit porter que les hommes qui ont réellement combattu, et les réserves qui, présentes sur le lieu de l'action, étaient en mesure de combattre sur un ordre du chef, que cet ordre fût ou non donné. Les troupes allemandes présentes sur le champ de bataille étaient de 34 bataillons, 130 pièces et 28 escadrons, soit en moyenne 34 000 à 35 000 combattants. En comptant toute la *16*e et toute la *13*e division, on obtiendrait : 53 000, et toute la *6*e : 65 000. Mais serait-il juste de compter toute la *16*e division dont le gros n'arriva qu'après la retraite de Frossard? et la *6*e division qui, le soir même, se concentrait sur Neunkirchen, la *13*e dont le gros était à Grande-Rosselle?

ses aides de camp l'autorisation de chercher des nouvelles. Steinmetz ne se montre pas davantage. Ce sont les généraux de second ordre qui se précipitent.

Gœben, du VIIe corps, survient le premier (3 heures); puis Constantin Alvensleben, commandant du IIIe corps, le meilleur, le plus solide de l'armée prussienne. Il avait appris à une heure et demie à Neunkirchen l'engagement de la *14*^e division et reçu l'avis que Stülpnalge portait la *5*^e au secours de Kameke. Il approuve la décision de son subordonné et, sans perdre une minute, il envoie dans toutes les directions, même à des troupes de Steinmetz, l'ordre de se diriger sur Sarrebrück. Il se met dans le train, presse le mécanicien, descend à Saint-Jean à 3 h. 40, arrive au Winterberg à 4 h. 15. Le général Zastrow, commandant le VIIIe corps de Steinmetz, le suit. Les troupes elles-mêmes s'étaient souvent ébranlées avant d'en reçevoir l'ordre de leurs généraux. La division de Barnekow (*16*^e) marchait spontanément vers la Sarre lorsque Gœben lui en apporta l'ordre : Dœring poussait sa brigade sur Sarrebrück avant que Stülpnagel le lui eût prescrit; une batterie venue en chemin de fer de Kœnigsberg devait débarquer à Neunkirchen : à la nouvelle d'une action engagée, elle continue sans désemparer jusqu'à Saint-Jean.

Cette rencontre de plusieurs généraux sur le champ de bataille n'engendre ni confusion ni conflit. Kameke cède le commandement à

Gœben; Gœben le passe à Alvensleben. Celui-ci aurait dû le transmettre à Zastrow, le plus ancien, mais ce sont les troupes d'Alvensleben qui vont agir; il a déjà engagé l'action; Zastrow, qui ne peut fournir que son artillerie, a l'abnégation de ne pas réclamer la suprématie de l'ancienneté et laisse Alvensleben poursuivre l'affaire.

Celui-ci, après une rapide exploration personnelle, se rend compte que la situation n'est satisfaisante nulle part. Dans la vallée, il est vrai, Woyna a d'abord repris quelques avantages; il a triomphé des résistances qui l'ont ralenti et il tente avec le *53*ᵉ un mouvement tournant sur notre gauche plus audacieux et plus étendu que le précédent; il était arrivé ainsi jusque sur l'embranchement ferré des Vieilles Houillères et avait répandu une telle alarme parmi les rangs français que l'intendant du 2ᵉ corps Bagès avait fait chauffer les locomotives disponibles à la gare de Forbach, et partir trois cents wagons sur trois cent cinquante en stationnement. Mais les demi-bataillons de Woyna, après s'être approchés du village de Stiring n'avaient pu nous attaquer: ils avaient dû même abandonner les positions conquises sur la chaussée du chemin de fer. Fusillé tant du haut du clocher que des bâtiments de la ferme, le major Werner se crut obligé de se replier sur Drahtzug en contournant Stiring. Ce recul eût été un désastre si un bataillon de fusiliers du *77*ᵉ aidé par des fractions de trois compagnies n'avait fini par s'emparer de Baraque-Mouton et ne s'y était maintenu contre les

attaques de notre 8e et d'une charge de notre cavalerie (4 heures). Sur le plateau de Spicheren les Prussiens du Gifertwald s'étaient repliés: ceux de l'Éperon, sans munitions, accrochés aux roches, allaient être rejetés sur le Gifertwald.

En somme, c'était une bataille perdue par les fautes de Kameke : attaque exécutée sans rassemblement et sans dispositif préalables, éparpillement des troupes, extension insensée du front, laisser-faire, laisser-aller absolus, exécution effroyable [1]. Alvensleben ne songe qu'à tirer Kameke du mauvais pas où il s'est mis. Il ne s'inquiète pas du combat de la vallée et jette sur notre aile droite ses sept bataillons sans prendre le temps de grouper les troupes qui débouchaient et d'en former une grande unité tactique, il les lance sur l'endroit le plus malade pour couvrir la blessure et rectifie de son mieux le combat de Kameke. C'est une nouvelle bataille qu'il faut engager et c'est ce que va tenter Alvensleben, en tenant compte de ce qui est fait irrévocablement. Il prend, d'un coup d'œil rapide, sûr, audacieux, le parti suivant : il n'entrera point par petits paquets dans un combat en train, il en recommencera un en évitant la faute de s'émietter et de chercher la décision sous les bois, où les soldats échappent à l'action de leurs chefs et où l'artillerie ne peut être d'aucun secours. Son point de départ sera la Brême d'Or en possession des Prussiens et qu'on reprendra si on la

1. Lettre à Kretschman de Voigts-Rhetz, 22 juin 1893.

perd; de là il aura pour objectif une attaque concentrée du Forbacherberg à laquelle peut concourir l'artillerie dont le nombre va s'accroître incessamment. Maître du Forbacherberg, il coupera en deux l'armée française, prendra Lavaucoupet à revers et s'emparera du plateau que l'on n'a pu encore enlever tant qu'on l'a abordé de front par l'Éperon. L'exécution de ce plan est subordonnée à deux conditions : qu'on se maintienne à la Brême d'Or en reprenant le terrain perdu par le major Werner, puis qu'on s'assure définitivement l'Éperon et le Gifertwald.

Prudent autant que hardi, Alvensleben ne veut pas embrasser plus qu'il ne peut. Il charge Zastrow d'aller à Drahtzug afin d'arrêter le recul de la *14*e division, de préparer l'offensive sur Stiring, et d'assurer la possession de la Brême d'Or. Lui, limitant son action sur le plateau, en finira d'abord avec nous sur l'Éperon et dans le Gifertwald et exécutera ensuite le mouvement décisif sur le Forbacherberg.

IX

Alvensleben met en action la première partie de son plan, et va emporter la possession de l'Éperon en l'assurant par celle du Gifertwald. Huit bataillons des *5*e et *16*e brigades entrent en ligne. Une partie gravit au pas de course les pentes boisées du Gifertwald, l'autre les pentes abruptes de l'Eperon et, sur les deux points, la

lutte s'engage avec acharnement. Si Lavaucoupet eût été bien inspiré, il ne l'aurait acceptée sur aucun de ces deux points et il ne se serait pas obstiné à disputer, au prix d'énormes sacrifices d'hommes, la possession de l'Éperon et du Gifertwald, véritables buts de tir où il était impossible de se maintenir sous le feu concentrique de quarante à cinquante pièces prussiennes; il aurait compris que la ligne principale de résistance n'était pas sur ces simples points d'avant-garde, mais sur le Pfaffenberg, croupe au nord de Spicheren, où l'ennemi n'aurait pu aborder que désuni et dans des conditions rendant très difficile la préparation de l'attaque par batteries. Mais il ne peut se résoudre à renoncer à l'Éperon et au Gifertwald et à ne pas considérer ce qui aurait dû être sa position principale comme une position de repli. Il s'oppose avec une vaillance aussi admirable que celle des généraux de Wœrth à la double attaque.

La lutte du côté du Gifertwald est marquée par d'incessantes fluctuations suivant les troupes fraîches qui surviennent de part et d'autre. Le général Doëns culbute les assaillants, puis tombe mortellement atteint; la plupart des chefs de bataillon sont mis hors de combat; à trois reprises le tir de l'artillerie refoule les colonnes ennemies. Finalement les Prussiens restent maîtres de la crête du nord de Spicheren et de toutes les positions qu'ils avaient dû précédemmment abandonner (5 heures).

Lavaucoupet prescrit au colonel Zentz, com-

mandant la brigade à la place de Doëns, qui vient d'être tué, ce qu'il aurait dû ordonner dès le début, de reporter en arrière les défenseurs du bois sur une seconde crête, à cinq cents mètres environ de la première. Ce recul est exécuté lentement, par échelons, avec ordre. Nos soldats ont maintenant devant eux un plateau découvert entre leur nouvelle ligne et l'étroite arête par laquelle les troupes prussiennes tentent de déboucher; agissant par un large front la mousqueterie et l'artillerie du colonel Zentz les rejettent avec de grandes pertes, chaque fois qu'ils veulent sortir du bois dont ils viennent de s'emparer et nous demeurons les maîtres de l'angle sud-ouest du Gifertwald et des hauteurs que couvre le Pfaffenwald, des hauteurs de Spicheren, et des pentes broussailleuses de sa forêt.

L'offensive d'Alvensleben sur l'Éperon n'atteint pas plus le but que celle sur le Gifertwald, quoique Alvensleben déploie encore plus de vigueur de ce côté. Jusque-là l'infanterie seule avait essayé d'enlever l'Éperon ; il combine d'y lancer de la cavalerie et de l'artillerie, en même temps, de le tourner du côté de la route et de s'emparer du col situé au sud. Parmi les dix-sept escadrons du général Reinbaben il choisit le régiment des hussards de Brunswick (*17*e). Formé en colonnes par pelotons, la droite en tête, le régiment traverse au trot les parties basses et se lance sur les pentes rapides. Il est obligé de se replier avec pertes ; il prend alors l'étroite chaussée en rondins, entre des talus verticaux et des pentes es-

carpées qui forme le chemin de Sarrebrück à Spicheren; il est repoussé encore plus durement dès qu'il en sort pour se déployer sur la hauteur, et il est contraint de retourner au pied de la montagne.

L'artillerie réussit mieux. Le commandant de celle du IIIe corps, Bülow, lance ses deux batteries sur les hauteurs. Les chevaux étant impuissants à faire avancer les pièces, les fantassins et les canonniers s'y attellent. Après des efforts terribles, et une lutte effroyable dans laquelle la moitié des servants furent abattus, elles prennent position, au milieu des hurrahs de l'infanterie sur le plateau. L'infanterie vient à leur rescousse. Trois compagnies du 8e régiment de grenadiers abordent le col situé au sud de l'Éperon. Un feu terrible les accueille lorsque leur première ligne apparaît sur la crête; ils perdent beaucoup de monde, mais ils débouchent de la forêt au pas de course, enlèvent le mamelon le plus méridional de l'Éperon et refoulent le centre de notre ligne de bataille, jusque sur la partie la plus élevée et la plus méridionale.

Ni le mouvement tournant tenté par le Gifertwald, ni celui essayé du côté de la route par les trois compagnies de grenadiers, ni l'entrée en ligne sur l'Éperon des huit bouches à feu n'avaient imprimé au combat une tournure décisive. Nos longues lignes occupaient toujours une position dominante s'étendant sur tout le versant nord du Forbacherberg, depuis la forêt

de Spicheren jusqu'au village. Et nos troupes y étaient inexpugnables.

Alvensleben, malgré son insuccès relatif du côté de l'Éperon et du Gifertwald, n'était que plus obstiné à s'emparer du Forbacherberg. Sa situation n'était plus tenable. « ... Il ne pouvait plus compter sur des renforts importants en troupes fraîches. De la *23*e division, dont l'entrée en ligne avait été indiquée comme prochaine, il ne savait rien. Déjà le soleil était bas; il n'y avait plus de temps à perdre. Si l'attaque échouait, il fallait irrévocablement entamer la retraite, ayant la Sarre immédiatement à dos, et, dans l'obscurité de la nuit, le passage de la rivière, rendu difficile par l'artillerie et les autres voitures, pouvait se transformer en une déroute[1]. » Alvensleben destina à cette attaque six bataillons sous l'ordre du général Schwerin. Deux autres restant en réserve au pied de l'Éperon, trois devaient former la première ligne et trois la soutenir. Il ne crut pas nécessaire de couvrir sa droite vers Stiring, ne sachant pas que depuis sa retraite Woyna était en mauvais état. A peine investi de sa mission, Schwerin, désobéissant formellement sous prétexte d'initiative, se porte avec trois bataillons de la deuxième ligne du côté de Stiring où il entend le feu et il ne destine à l'attaque de la hauteur boisée sous les ordres du colonel de l'Estocq que trois bataillons de la division Stülpnagel et quelques détachements de

1. Voigts Rhetz cité par Maistre.

la division Kameke établis à la Brême d'Or et à la maison de Douanes. Il compromet ainsi le succès de la manœuvre à laquelle son chef attachait une importance décisive; le sort de la journée en dépendait tellement que les Prussiens, officiers et soldats, l'entreprenaient dans une angoisse terrifiée.

Les bataillons rompirent entonnant à pleine gorge la *Wacht am Rhein*, au milieu du tonnerre du canon et du crépitement de la fusillade. Ils comptaient trouver la route facile et la position accessible. Ils furent déçus. Le général Bataille, s'étant aperçu de la vallée du péril des troupes en lutte sur la hauteur, leur avait envoyé deux bataillons du 8e sous le commandement du lieutenant-colonel Gabrielli. D'un coup d'œil rapide, le colonel voit le danger et comprend qu'il faut à tout prix protéger les troupes engagées au nord du plateau contre le mouvement enveloppant qui les mettrait entre deux feux. Il place un de ses bataillons dans le petit bois qui domine le Forbacherberg, la gauche appuyée à la route qui conduit sur le plateau de Spicheren; il étend l'autre bataillon déployé sur le plateau depuis le Forbacherberg jusqu'en face de la Brême d'Or. Les Prussiens se glissent, ardents, nombreux, le long du ravin boisé qui échancre cette partie du plateau. Nos intrépides combattants du 8e, animés par leurs officiers, infligent à leurs adversaires des pertes cruelles. Malheureusement les nôtres n'étaient pas moins sensibles : à sept heures du soir 280 officiers et soldats étaient tués ou

blessés et Gabrielli tombait la jambe droite emportée par un boulet.

Les Prussiens sont tenus en échec. Nos deux bataillons du 8e, ayant arrêté l'assaillant, veulent le rejeter vers la Sarre. Un clairon sonne la charge; ils abandonnent la crête principale sur laquelle ils se tenaient, se précipitent dans le ravin, et, à coups de crosse, refoulent les Prussiens. Ceux-ci se reforment, s'élancent, débordent l'héroïque petite troupe et l'obligent à regagner la crête qu'elle avait abandonnée. Mais elle ne peut s'y tenir et le colonel d'Istria la reporte en arrière de la crête principale. Là on ne peut l'entamer.

Alvensleben, qui n'avait pas réussi du côté du Gifertwald, n'était pas plus heureux du côté du Forbacherberg. Il avait partout gagné du terrain, mais il était partout arrêté. Son mouvement enveloppant n'avait pu réussir contre Lavaucoupet, et il n'avait pu couper en deux l'armée française.

Lavaucoupet ne s'était pas douté du péril auquel l'avait arraché l'initiative de Bataille et de Gabrielli. Nullement inquiet de ce côté, lorsque, poussé par cet instinct offensif indestructible, quoi qu'on ait dit, dans l'armée française, il voulut tenter avant la nuit un dernier effort, c'est par son aile droite et son front, sur l'Éperon et le Gifertwald. Sur l'Éperon les tirailleurs prussiens reculèrent d'une centaine de pas sur la crète, mais la résistance énergique de différentes fractions, notamment du colonel Rex, parvint

à arrêter nos progrès. Au Gifertwald notre action fut plus efficace. Quelques groupes isolés engagés dans le bois réussirent à s'y maintenir et à y passer la nuit. Le reste, cédant devant l'attaque, s'est replié à l'intérieur du bois, et va finalement se rallier, tant bien que mal, à Sarrebrück sur la place de l'Église. Lavaucoupet dit dans son rapport : « La nuit tombante, l'ennemi cessa son feu, évacua la ligne qu'il avait fini par conserver, après en avoir été chassé quatre fois, descendit dans la plaine, et, se couvrant par des avant-postes, alla sur les hauteurs de Sarrebrück reprendre son bivouac du matin. »

Ainsi, à la fin de la journée, Alvensleben n'avait pas réalisé son dessein. Il n'était pas maître de Spicheren, il n'occupait pas même le plateau. Il n'avait pu débusquer Lavaucoupet de ses dernières positions, ni le tourner par la droite ou la gauche. Il était parvenu à se tenir sur la première crête, il n'avait pu s'avancer au delà.

Dans la vallée les Allemands s'étaient rapprochés davantage du but; ils ne l'avaient cependant pas atteint. Tandis qu'Alvensleben employait toutes les manœuvres pour venir à bout de Lavaucoupet, Zastrow ne déployait pas moins d'énergie pour se rendre maître du bois en avant de Stiring, des usines et du village. Averti par ses rapports et par les obus français qui éclataient sur le Galgenberg de la tournure défavorable que l'affaire prenait à Stiring-Wendel, il s'était porté au delà de la Folster-Hohe et était allé se rendre compte par ses propres yeux de la situation de son

aile droite. Il commence par faire avancer sur la Folster-Hohe les batteries en position sur le Galgenberg. Leur feu arrête le mouvement offensif du général Bataille et permet aux compagnies qui luttaient au milieu du Stiringer-Waldstück de tenir bon. Le général Schwerin, qui devait seconder en deuxième ligne l'attaque sur le Forbacherberg, accouru au bruit du canon, vient soutenir Woyna; un effort général est tenté. Le Stiringer-Waldstück est enlevé. Une batterie prussienne postée à quatorze cents pas de nos batteries de Stiring-Wendel ouvre sur elles un feu à volonté, les couvre de projectiles, les réduit au silence. Les Prussiens reprennent le mouvement tournant sur notre gauche déjà repoussé une première fois. Ils s'étendent dans le Stiringer-Waldstück, nous débordent et attaquent à revers les défenseurs de l'usine. Nos soldats forment un crochet de ce côté et soutiennent le combat sans faiblir, mais dans cette gorge resserrée ils offrent des cibles profondes au feu des bois environnants. A l'entrée de la nuit, ils sont obligés de céder Alt Stiring, le bois au nord de l'usine, le bois à l'ouest et une ou deux maisons du village. Stiring restait menacé, mais non occupé, et là encore le but des Prussiens n'avait été qu'imparfaitement atteint. Frossard l'a dit justement dans son livre : « Dans la vallée comme sur le plateau, nos positions étaient sensiblement les mêmes que celles occupées le matin[1]. »

1. P. 51.

X

Dans cette journée il n'y avait pas eu une seule bataille, il y en avait eu deux. Celle de Kameke jusque vers les quatre heures du soir, celle d'Alvensleben depuis cette heure jusqu'à la nuit. Nous avions été victorieux dans la première et nous n'avions pas été vaincus dans la seconde. La journée était restée indécise; elle ne l'eût pas été et la seconde bataille se serait terminée par notre victoire, si, en même temps qu'arrivaient les renforts prussiens à Kameke les nôtres étaient parvenus à Frossard. Si Metman était arrivé par la vallée, Castagny par la hauteur, Montaudon par Grosbliederstroff, à ce moment critique où Alvensleben était repoussé sur le Gifertwald, et si les trois divisions françaises, concentrant leur effort, eussent prononcé un mouvement offensif, les Prussiens auraient été repoussés en miettes sur la Sarre et Sarrebrück, et la guerre commençait pour eux par une débâcle.

Même l'arrivée tardive des trois divisions n'eût été qu'un mal très réparable si Frossard, resté maître de soi, avait établi son corps sur les hauteurs entre Spicheren, Œting et Bohren, à l'abri de tout danger, puisqu'il dominait la vallée dont les Prussiens n'étaient pas les maîtres. De là il se mettait en communication avec Metman, Castagny, Montaudon à droite, se concertait avec Bazaine et, ses troupes restaurées par une

nuit de repos, il aurait pu le lendemain reprendre en d'excellentes conditions le combat interrompu la veille. Mais Frossard détruit tout à coup ces perspectives. Il n'était pas vaincu, il se constitue à l'état de vaincu ; Alvensleben n'était pas victorieux, il lui donne la gloire qu'il n'avait pas gagnée ; il s'évade du champ de bataille où l'ennemi ne le menaçait pas.

Les péripéties favorables de la bataille avaient d'abord paru lui rendre sa tranquillité d'esprit, et un de ses officiers envoyés à Bazaine, traversant vers trois heures le camp du général Arnaudeau au Mittenberg, avait dit à ce général : « Pour aujourd'hui ce n'est pas sérieux, le général Frossard n'est pas inquiet, mais demain ce sera autre chose[1]. » A 5 h. 15 il avait encore rassuré Bazaine : « La lutte, qui a été très vive, s'apaise ; j'espère rester maître du terrain, mais cela pourra recommencer demain matin ou peut-être la nuit. La division Montaudon vous sera renvoyée aussitôt que possible. Si vous pouviez m'envoyer un régiment au moins par chemin de fer, ce soir, ce serait bien. Mes troupes sont fatiguées. Votre brigade de dragons est arrivée, mais ne peut m'être de grande utilité dans les bois. » Et, en effet il avait renvoyé la brigade Juniac après l'avoir appelée : elle encombrerait, croyait-il, la route qu'il importait de tenir libre pour l'artillerie de réserve et le service des ambulances. Il la fit rétrograder sur Morsbach, Bening, Merlebach.

1. Déposition du général Arnaudeau au procès Bazaine.

Soudain quelques minutes après (5 h. 31), il pousse un cri d'alarme. « Ma droite, sur les hauteurs, a été obligée de se replier. Je me trouve compromis gravement. Envoyez-moi des troupes très vite et par tous les moyens. »

Bazaine est surpris de cette contradiction presque subite. Pas plus à ce moment-là que précédemment il ne tarde pourtant à répondre à la requête de son lieutenant : il ne pouvait pas sans dégarnir Saint-Avold envoyer la seule division qu'il eût sous la main, celle de Decaen, mais il lui télégraphie (6 heures) : « Je vous envoie par le chemin de fer le 60e de ligne. Renvoyez-le-moi par la même voie dès qu'il ne vous sera plus nécessaire. » Cette dépêche est expédiée en double. A 6 h. 6 il la complète : « Je vous envoie un régiment par le chemin de fer. Le général Castagny est en marche vers vous; il reçoit l'ordre de vous joindre. Le général Montaudon a quitté Sarreguemines à cinq heures, marchant sur Grosbliederstroff. Le général Metman est à Betting. Vous avez dû recevoir la brigade de dragons du général Juniac. » Et il télégraphie à Castagny[1] : « Portez-vous sans retard, et avec vos moyens d'action, à portée et à hauteur du général Frossard. Entrez immédiatement en relations avec lui et faites ce qu'il vous commandera. »

Qu'était-il donc survenu qui avait changé la confiance de Frossard en détresse? C'était

1. Ce télégramme n'a pas d'heure, mais il ne peut pas se placer à un autre moment.

l'entrée en ligne de la *13*e division prussienne Glümer, venant de Sarrelouis.

XI

D'après les instructions de Steinmetz la *13*e division devait s'établir le 6 août sur la rive droite de la Sarre et ne pas la franchir. L'avant-garde, arrivée à Völklingen à 11 h. 1/2, avait occupé Wehrden par un faible détachement. Mais vers midi son chef, le général Goltz, esprit indépendant, ardent, peu enclin lui aussi à la soumission et au respect, avait, au bruit du canon, traversé la Sarre et spontanément poussé toute sa troupe vers Forbach. Glümer, qui redoutait de s'exposer au courroux de Steinmetz s'il dépassait ses instructions, accourt et arrête Goltz ; il ne lui permet de reprendre son mouvement que vers 2 h. 15 à la nouvelle d'un violent combat vers Sarrebrück. Lui-même marche avec cette avant-garde, et son gros le suit (3 heures). A 4 heures sa tête d'avant-garde étant sur le point d'atteindre Grande-Rosselle, à 5 kilomètres de Forbach, il ordonne une halte, sur un télégramme énigmatique de Zastrow qui semble l'appeler à Sarrebrück. Il veut aussi laisser un peu reposer ses troupes en route depuis cinq heures du matin et qui n'ont pas eu le temps de faire la soupe. Accourt un officier du 7e corps qui le presse de se remettre en marche. Il ne l'écoute pas. Mais Goltz, en vertu de cette règle en

vigueur dans cette armée prussienne qu'un inférieur n'est jamais tenu d'obéir à son supérieur, fait reprendre à l'avant-garde la marche vers Forbach. Il ne restait à Glümer qu'à le suivre. C'est ce qu'il fait. Il ordonne à son gros de continuer sur Petite-Rosselle et à son avant-garde de marcher sur Stiring. Il la divise en trois colonnes, les deux premières côtoyant les deux rives de la Rosselle, la troisième suivant la route directe de Petite-Rosselle[1].

Ces trois colonnes n'étaient pas de force à enlever nos divisions et elles étaient encore éloignées, lorsque Frossard apprit leur approche. A cette annonce il fut affolé et se crut perdu. A l'inverse de Mac-Mahon qui ne comptait des corps d'armée que comme des divisions, lui ne cessait de voir des corps d'armée là où il n'y avait pas même des brigades. Il quitta son quartier général et courut à Stiring vers Bataille et Vergé. Il prévint les deux généraux qu'il allait être obligé de battre en retraite et leur indiqua de le faire par les crêtes sans marquer le point précis. Bataille, superbe toute cette journée, de vigueur, d'intelligence, de sang-froid, d'élan, représenta qu'il ne croyait pas que cette décision s'imposât. Frossard l'écoute et suspend son

1. La première, celle de droite, se dirigeant sur Emersweiller : 1 bataillon de fusiliers, le 3e escadron, la 5e batterie légère. La 2e colonne, celle du centre, se dirigeant sur Weber's Lohmühle : trois compagnies de chasseurs. La 3e colonne, celle de gauche, sur la route de la Petite-Rosselle : 1 escadron, 2 bataillons, 6e batterie légère.

dessein, mais il lance de nouveaux appels de détresse. Instruit par une dépêche récente du maréchal de la présence de Metman à Bening, il ordonne à ce général de se porter immédiatement à son secours, et il télégraphie à Bazaine à 6 h. 35 : « Les Prussiens font avancer des forces considérables ; je suis attaqué de tous côtés; pressez le plus possible le mouvement de vos troupes (6 h. 35). »

Les Prussiens s'avançaient en effet contre les hauteurs du Kaninchensberg, mais non en nombre aussi considérable que le croyait Frossard, puisqu'il ne s'agissait que d'une colonne de l'avant-garde de la 13e division.

La position française n'avait d'autres défenseurs que deux escadrons du 12e régiment de dragons et une centaine de soldats du génie. L'approche de la colonne prussienne signalée, le lieutenant-colonel Dulac fait mettre ses dragons à pied, les dispose avec les hommes du génie dans les tranchées établies sur le Kaninchensberg (7 heures), et il envoie un officier prévenir Frossard. Celui-ci, sans attendre comment va se dénouer l'affaire, perd de nouveau la tête et ordonne cette fois la retraite (7 heures).

Il lance une dernière dépêche sybilline à Bazaine (7 h. 22) : « Nous sommes tournés par Wehrden : je porte tout mon monde sur les hauteurs. » Il gagne en effet la hauteur et, dès huit heures, il prend le chemin de Sarreguemines, afin, dit-il, de préparer les emplacements de ses troupes.

La nécessité de la retraite admise, il n'y avait raisonnablement à opter qu'entre la direction sur Saint-Avold et celle sur Cadenbronn. Les deux routes étaient ouvertes ; la seconde colonne de l'avant-garde de la *23*e division allemande n'était pas encore arrivée sur Emersweiller et n'était pas de force à empêcher nos trois divisions de s'engager sur la route de Saint-Avold. Frossard était convaincu que par là il était cerné, mais il lui était impossible de croire qu'il le serait sur la route toujours ouverte des hauteurs sur Cadenbronn.

Et cependant il se détourne de cette route et se dirige sur Sarreguemines. Il savait depuis le matin que l'ennemi n'en était pas loin. Il n'y avait donc pas à hésiter, pas même à délibérer : du côté de Cadenbronn, les renforts français ; du côté de Sarreguemines, les menaces allemandes. C'est vers les menaces allemandes qu'il va.

Un général qui commet une telle inadvertance n'a plus son bon sens. Les circonstances qui accompagnèrent sa retraite ne l'ont prouvé que trop. Sans souci de ce qu'un chef doit à ses hommes, il condamna aux fatigues exténuantes d'une marche précipitée de nuit les troupes qui avaient marché une partie de la nuit précédente, et qui avaient combattu sans manger toute la journée. Il n'avertit de la direction divergente de sa retraite ni Bazaine, ni l'Empereur ; il oublie la brigade Juniac sur la route où il l'a renvoyée ; il ne s'inquiète pas des

divisions qu'il a demandées et qui, si un corps d'armée prussien était arrivé par Sarrelouis, seraient tombées dans une véritable souricière. Ses voitures galopent sur Puttelange avec autant de célérité et de confusion que lui vers Sarreguemines, et l'officier qui les conduit, écho des impressions de son état-major, réclame le passage prompt à travers les troupes qu'il croise, en criant : « Tout est perdu. »

Pendant que leur chef les abandonne, les braves laissés à eux-mêmes sur le Kaninchensberg redoublent de vigueur. Ils accueillent les Prussiens par une grêle de balles ; la batterie prussienne ouvre son feu ; la seconde colonne du centre de l'avant-garde vient donner la main à la première colonne de gauche engagée, et tous, embusqués derrière les broussailles et les accidents de terrain, contraignent Dulac à se replier (8 h. 30). Les dragons refoulés sautent en selle ; presque dans l'obscurité ils exécutent une charge furieuse. L'ennemi s'arrête ; les nôtres peuvent se retirer des tranchées-abris, se mettre derrière la voie ferrée. Les Prussiens ne s'aperçoivent de l'évacuation des tranchées que parce qu'aucun coup de fusil n'en part plus. Si quelques heures auparavant Frossard, plus réfléchi, n'avait pas dédaigneusement refusé le concours de la brigade Juniac, s'il l'avait envoyée au point dégarni de sa ligne et non rejetée inutile vers Béning, nos dragons n'eussent pas été repoussés.

Mais ces mêmes dragons sont soutenus par deux cents réservistes, destinés au 2e de ligne, qui, sous la conduite du sous-lieutenant Arnaudy, débarquent à la gare. Ils entrent délibérément en bataille, et, du pont du chemin de fer, maintiennent un feu tel que les Prussiens s'arrêtent à leur tour et rétrogradent vers nos ouvrages défensifs du Kaninchensberg, tombés en leurs mains. Glümer ordonna de s'abstenir de toute nouvelle attaque et de ne pas occuper Forbach. Sa troisième colonne, celle de droite, continua sa marche et vint s'établir à Emersweiller d'où elle menaçait la route de Morsbach. Goltz se conforma à cet ordre; son avant-garde bivouaqua près du Moulin Weber et lui-même passa la nuit dans un fossé de la route, enveloppé dans un manteau de hussard. Notre 10e bataillon de chasseurs qui, sous les ordres de son commandant Schenck, avait fait belle figure à l'Éperon, s'était, par suite d'ordres mal donnés, retiré sur Forbach. Il y arriva à minuit, le trouva inoccupé, y passa la nuit dans la cour de la gare, et n'en partit qu'à six heures du matin sur l'avis des habitants que les Prussiens approchaient.

Vergé et Bataille, l'ordre de retraite reçu, se dirigent vers les hauteurs, sans se hâter, car personne ne les harcèle, emmenant leur artillerie et une partie de leurs blessés. Lavaucoupet (9 heures) s'était établi pour la nuit sur la crête sud de Spicheren, occupant toujours le village par ses avant-postes. A dix heures l'ordre de retraite lui parvient. Il se porte lentement sur

les plateaux de Bohren et d'Œting. Lorsque les hommes et les fractions disséminées ont rallié, il se met en marche vers Sarreguemines. Ses derniers échelons ne quittèrent le plateau qu'au point du jour. La division Bataille couvrait la retraite. Le général ne s'éloigna que lorsqu'il eut fait partir devant lui toutes les réserves et même toute l'artillerie.

XII

Frossard et son armée s'en vont, et les renforts qu'il a réclamés arrivent.

A huit heures c'est un bataillon du 60e. Il demande où est Frossard? On l'ignore. Les autres bataillons amenés par un second train avaient été accueillis par le feu de la colonne de l'avant-garde de la *13e* division prussienne postée à Emersweiller, et le mécanicien était retourné à Bening où il avait débarqué les troupes. Ensuite surviennent successivement les divisions Metman, Castagny et Montaudon.

La division Metman n'était pas primitivement destinée par Bazaine à se porter vers Frossard : elle ne devait le secourir que d'une manière indirecte, en fermant le débouché de Merlebach, par où pouvait arriver un mouvement tournant venant de Sarrelouis. Dans ce dessein le maréchal l'avait envoyé à Bening et lui avait prescrit de rappeler la brigade Arnaudeau du Mittenberg et, avec sa division tout entière, d'occuper

les hauteurs qui bordent, au sud, la vallée de la Rosselle et le chemin de fer, entre Cocheren et Bas-Hombourg et de défendre le terrain entre le chemin de fer et la frontière. Cependant il avait avisé Frossard de la position de Metman afin que, le cas échéant, il pût l'appeler directement à lui. Frossard l'a tellement compris ainsi qu'à 4 heures et demie il télégraphie à Metman : « Si le général est encore à Bening, qu'il parte tout de suite pour Forbach. » Que Frossard se soit trompé dans ses souvenirs ou que, par suite de circonstances inconnues, sa dépêche se soit égarée en route, il est certain que Metman ne reçut qu'à 7 h. 30 un télégramme disant : « Metman est-il là? » Il répondit : « Je suis là. » Frossard riposte aussitôt : « Qu'il vienne ! » Et Metman vint[1]. — Jusque-là, malgré

1. A quelle heure Frossard a-t-il appelé Metman ? Il a d'abord affirmé dans sa brochure (p. 57) : « A *quatre heures et demie* le commandant de cette division *reçoit* du général Frossard le télégramme suivant : « Si le gé- « néral Metman est encore à Bening qu'il parte tout de « suite pour Forbach. » Dans le procès Bazaine il dit : « Quatre heures et demie était l'heure de l'envoi. Je ne sais pas à quelle heure est arrivée cette dépêche. » Le général Metman n'a jamais varié ; dans son rapport envoyé le 7 de Puttelange au maréchal, comme dans une petite note imprimée en 1870, comme dans sa déposition au procès Bazaine, il a constamment affirmé que cette dépêche n'a été reçue par lui qu'à sept heures et demie. Cela ne me paraît pas douteux. Je crois même que le général Frossard se trompe même lorsqu'il fixe à quatre heures et demie l'envoi de sa dépêche. Il n'a pu l'envoyer avant six heures quinze. A cette heure seulement il a appris par une dépêche de Bazaine que le général Metman était à Bening. Il l'ignorait si bien

l'impatience de ses officiers et de ses soldats, qui, entendant distinctement la canonnade, murmuraient qu'on ne les envoyait pas au secours de leurs camarades, il était resté impassible. Il se considérait comme chargé d'une mission déterminée, grave, urgente, qu'il n'aurait pu déserter sans compromettre le corps d'avant-garde de l'armée. L'appel de Frossard le relevait de sa faction et comme lui-même ne demandait qu'à marcher, il partit (8 heures). A neuf heures du soir arrive sa 1re brigade sur la place à l'entrée du village. Personne ne sait où est Frossard. Une auberge était là : les hommes l'envahissent pour se procurer un peu de vin et de pain, en attendant le retour du chef d'état-major allé aux nouvelles. Enfin on trouve le maire[1]. Il raconte que Frossard n'a pas paru au quartier général depuis cinq heures, et qu'il chemine sur Sarreguemines. Alors Metman traverse les rues de la ville, noires et silencieuses, sans soupçonner que des soldats français dorment dans la cour de la gare ; il bivouaque à quelques kilomètres, au-dessous et en face du plateau d'Œting. Sans allumer de feu les soldats se couchent le long de la route, avec leurs sacs pour oreillers.

A une heure du matin rejoint la brigade Arnaudeau. Avant de partir elle s'était grossie de quatre cents réservistes. En route elle avait

jusque-là qu'il a reproché au général Metman « de ne s'être pas mis en relations avec lui et de ne lui avoir aucunement manifesté sa présence à quelque distance de lui », p. 57.

1. Déposition.

rencontré la brigade Juniac, oubliée par Frossard, et avait cheminé avec elle. Le maire averti accourt. « Dépêchez-vous de filer, leur dit-il, vous me compromettez ; allez rejoindre votre général de division qui est au delà de Forbach. » Arnaudeau campa auprès de Metman.

Le général Castagny avait été destiné spécialement à aider Frossard. La veille, à onze heures du matin, passant devant la maison de Bazaine, il y était entré. « Vous êtes en première ligne, lui avait dit le maréchal. Mettez-vous en communication avec les généraux qui sont en première ligne et dans le cas où ils vous feraient appeler je vous autorise à aller à leur secours. » Castagny affirme qu'il prévint le 6 à sept heures du matin Montaudon et Frossard. Montaudon en convient, Frossard le nie[1]. Peu importe : cet avis, en ce qui concerne Frossard, était superflu puisque le 6 août au matin Bazaine avait mis à sa disposition la division de Castagny comme les autres en lui indiquant l'emplacement de chacune d'elles.

1. En présence des affirmations de Castagny et de son aide de camp, le capitaine Becat, il est difficile de contester l'envoi et de s'en rapporter aux affirmations contraires du général Frossard. Cependant il y a quelques contradictions dans les déclarations de Castagny : sans varier sur le fait principal, ses souvenirs ont varié sur les circonstances accessoires. Dans une lettre à Frossard du 29 novembre 1870, il dit que son envoi a été fait par le chef d'escadron de Saint-Georges ; dans le procès Bazaine, c'est par un gendarme, l'officier d'état-major n'aurait été envoyé qu'à Montaudon.

Vers 11 h. 1/2, Castagny présidant, à son quartier général de Puttelange, la réunion des généraux et des officiers de sa division, leur communique ses instructions. Le temps était orageux. Par les fenêtres ouvertes on entendit tout à coup un grand bruit. Était-ce le tonnerre? Était-ce le canon? Au bout de quelques instants, il n'y eut plus de doute, c'était le canon. Le général fit aussitôt prendre les armes : il avait pratiqué le pays et connaissait les deux routes entre lesquelles il avait à choisir : l'une, chemin de grande communication, encaissée, dominée de plusieurs côtés par la vallée, conduisait vers Forbach; l'autre, chemin de petite communication, par Guebenhausen et les hauteurs de Cadenbronn, mène à Spicheren (20 kilomètres). Le canon se faisant entendre vers Spicheren, Castagny choisit cette dernière route, praticable à l'artillerie, qui rapprochait à la fois du canon et de la position de Cadenbronn, et présentait plusieurs situations où la colonne pourrait, le cas échéant, se déployer et recevoir avantageusement l'ennemi.

Il était en marche lorsque l'officier d'état-major Locmaria, qui venait de quitter Metman, lui apporta l'ordre de se porter par le chemin de grande communication sur Farschwiller. Castagny n'en tient aucun compte; il répond que « quand une division est engagée dans une direction il n'est pas facile de lui faire prendre une direction différente ». Il ne gagne pas à gauche, il continue à droite vers Guebenhausen.

Au bout de six kilomètres de marche, il s'arrête, « n'étant pas, a-t-il dit, de ceux qui marchent quand même au canon »; il se contente d'envoyer aux nouvelles, et il attend.

Le capitaine Becat s'avança avec un escadron sur la hauteur de Cadenbronn jusqu'à une petite chapelle d'où la vue s'étendait au loin. Une centaine de paysans qu'il y trouva réunis lui dirent que depuis une demi-heure le bruit de la canonnade avait à peu près cessé, qu'on n'apercevait plus de fumée du côté de Sarrebrück, que tout devait être fini, que Frossard était victorieux. Castagny croit inutile de contrôler ces renseignements sans consistance par un officier envoyé à Spicheren : Frossard sait qu'il est à sa disposition : il l'appellera s'il le croit nécessaire. Et il attend encore une heure. Personne ne se montre. Alors il revient vers son camp (5 heures)[1].

Une demi-heure après son retour à Puttelange il entend de nouveau le canon ; il fait prendre les armes et quoiqu'il n'ait pas reçu d'appel il se dirige, rapidement cette fois, sur

1. On a dit beaucoup qu'il aurait dit : « Le général est dans la ..... qu'il se débrouille ! » Je n'en ai trouvé nulle part la preuve. Examinée de près, sa conduite ne prouve nullement qu'il ait eu la méchante pensée de livrer Frossard à lui-même. Dès qu'il entend le canon il marche et ne revient sur ses pas, après une attente d'une heure, que quand il croit la bataille finie. Mais dès qu'il entend de nouveau la canonnade il repart précipitamment. Il n'y a à lui reprocher que son va-et-vient, mais cela constitue une erreur de jugement, non une perversité d'intention.

Forbach par la grande route de gauche. La nuit tombée, au delà du village de Theding, il voit venir à lui des voitures à vide lancées à fond de train, puis les voitures de Frossard, parmi lesquelles deux aux armes de l'Empereur. « Tout est perdu, lui dit l'officier d'état-major qui conduisait ces dernières; vous ne pourrez pas rejoindre Forbach qui est évacué. Laissez-moi passer; j'emporte des papiers importants. » Nonobstant Castagny fait jeter les voitures sur les côtés de la route et continue. Il s'arrête à Teuteling, à petite distance de Forbach, s'établit vers les huit heures, à droite et à gauche de la route, en position de recevoir l'ennemi qu'on annonçait tout proche. De là il envoie des officiers à Frossard. Ceux-ci ne trouvent que Metman qui leur apprend que Frossard est en retraite sur Sarreguemines et qu'au jour il le rejoindra par Puttelange. Alors Castagny ne se meut plus; il s'établit sur un tas de pierres afin que personne ne puisse venir sans qu'il le voie, et il attend les instructions qu'il a fait demander à Bazaine par un aide de camp[1].

1. Frossard écrit : « Le maréchal pensait que si les divisions du 3e corps (Castagny, Metman, Montaudon) n'avaient pas pris part à la bataille, elles pourraient tout au moins appuyer la retraite du 2e corps. Mais cette supposition du maréchal ne pouvait se réaliser, puisque ces divisions s'étaient mises en retraite sur Puttelange avant nous. » Frossard, p. 63. Or les trois généraux ont protesté contre cette assertion et leurs affirmations ont été confirmées par les témoins. — Montaudon : « A la tombée de la nuit je fus rejoint par un officier de l'état-major du général Frossard; il me servit de guide et marcha avec moi jusqu'à

Une intervention maladroite de l'état-major général avait empèché Montaudon d'aller vers le canon, quoiqu'il l'entendît aussi. Lebrun lui avait télégraphié de Metz : « Vous avez bien fait de retenir la brigade Lapasset ; le général Frossard est attaqué ainsi que le maréchal Bazaine. Attendez-vous à l'être. » Cet avis, qui eût dû être expédié, non à Montaudon, mais à Bazaine, sous les ordres duquel Montaudon avait été placé, empècha Montaudon de remuer jusqu'à trois

neuf heures et demie. A ce moment on n'entendait plus le canon ni la fusillade; j'arrètai mes troupes et j'envoyai deux officiers pour avertir le général Frossard. *Ils ne le trouvèrent plus à Forbach.* » — Metman : « Le général Metman arrivait sans perdre une minute vers neuf heures, par une nuit obscure, non pas près de Forbach, mais sur la place même située à l'entrée de Forbach. Là il envoyait vainement chercher des ordres et des renseignements. Le maire de Forbach lui faisait savoir que le général Frossard n'avait pas paru à son quartier général depuis cinq heures, et quelque temps après, lui faisait donner par le colonel d'Orléans, son chef d'état-major, l'avis du mouvement de retraite du 2e corps sur Sarreguemines. Attendant toujours sa 2e brigade et se refusant à croire jusqu'à minuit qu'il ait été appelé sans motifs sérieux, le général Metman bivouaquait au-dessous et en face du plateau d'Œtingen et au lever du jour se dirigeait sur Puttelange. » — Castagny : « Arrivé à environ une lieue et demie de Forbach, la nuit venait, huit heures, je gagnai les hauteurs de droite qui dominent la route où je plaçai mon artillerie et je poussai le général Duplessis en avant sur Forbach avec un régiment de sa brigade. Je fis également partir à huit heures des officiers pour communiquer avec le général Frossard, lui dire que j'étais tout près de lui avec ma divison, en position près Soïkling, barrant la route de Forbach à Puttelange. Malgré toutes ces recherches, le général fut introuvable. » Ainsi cette nouvelle inexactitude de Frossard, à la suite de tant d'autres, est démontrée.

heures et demie. Il reçut alors, cette fois de Bazaine, l'ordre de se porter avec son artillerie sur Grossbliederstroff sans *impedimenta*, et en laissant à Sarreguemines la brigade Lapasset. Il était à cheval, à 4 ou 5 kilomètres en avant; il lui fallait le temps de rappeler ses avant-postes et de rassembler sa division. En plus son convoi l'encombra, malgré l'ordre de le laisser à Sarreguemines, et il ne put se mettre en route qu'à cinq heures. Frossard fut averti de son départ par une dépêche du sous-préfet expédiée de Sarreguemines à 5 h. 20.

Montaudon fut à Grossbliederstroff, lieu désigné par le maréchal, vers sept heures. Mais entendant toujours le canon, après un court repos, il avait pris sa direction sur Etzling. Au devant de lui accourt un officier tout échauffé qui lui dit : « Courez, courez vite au secours du 2e corps, qui est fortement engagé. » Il le suit. Fusillade et canonnade cessent; la nuit tombe. Il arrête ses troupes en position sans bivouaquer, il charge deux officiers d'aller annoncer à Frossard qu'il est là, compact, à sa disposition. Puis il attend les renseignements.

A la nouvelle de la retraite de Frossard, Bazaine étala ses cartes et se demanda ce qu'il fallait faire. Frossard lui avait annoncé qu'il portait tout son monde sur les hauteurs, mais sans lui indiquer les positions. Bazaine suppose que le général, qui avait toujours le nom de Cadenbronn à la bouche, s'y est rendu. Cependant il

lui envoie l'ordre itératif de donner cette direction à sa retraite. Il renouvelle à Castagny et à Montaudon l'ordre d'aller le rejoindre. Ainsi ces divisions seront rapprochées dans sa main. N'ayant pas été informé que Metman eut marché sur Forbach, il le croit à Bening, et il ne lui indique aucune destination nouvelle.

Mais l'état-major donne aussi ses instructions : il télégraphie à Bazaine d'appeler Ladmirault à lui et d'assurer la retraite de Frossard (dont on ignore la situation) et celle des troupes de Sarreguemines sur Puttelange. Bazaine appelle Ladmirault, mais il persiste à indiquer Cadenbronn et non Puttelange comme point de ralliement des troupes de Montaudon, Castagny, Frossard, et de celles de Sarreguemines[1].

Aucun de ces ordres ne s'exécute. Metman (le 7 août à 4 heures du matin) se reforme en colonnes, emmenant le bataillon du 60e et la brigade Juniac. Par un chemin difficile il gagne la route de Puttelange où il arrive le même jour vers midi. Castagny savait, ce que Bazaine ignorait, que Metman n'était plus à Bening ni Frossard à Cadenbronn ; il ne croit pas devoir rester seul, sans être flanqué d'aucun côté, dans une position où il est exposé à recevoir toute l'armée prussienne ; il s'assure qu'il ne reste en arrière ni une voiture, ni un traînard, se dirige vers Puttelange, son camp de la veille, où il arrive à

1. A l'Empereur, dix heures soir : « Je pense que nous pouvons tenir la position de Cadenbronn sans nous retirer de suite jusqu'à Puttelange. »

quatre heures du matin, mais sur l'ordre de Bazaine, il porte son camp à Guenwiller où il arrive à 5 h. 30 du soir (7 août). Montaudon, qui avait fini par apprendre le départ de Frossard pour Sarreguemines, ne veut pas, lui non plus, rester isolé. Il craint que Sarreguemines ne soit encombré, il se dirige (1 h. 30 du matin) sur Woustwiller, puis sur Puttelange où il établit ses bivouacs à dix heures du matin. Frossard lui-même ne tarde pas à rejoindre ces divisions. A peine à Sarreguemines il comprenait la faute qu'il venait de commettre et qui l'exposait à être enveloppé entre deux armées. Il prend un repos et se dirige, lui aussi, sur Puttelange, emmenant la brigade Lapasset. Il s'y établit le 7 entre 11 heures du matin et 4 heures du soir. Ainsi tout ce monde, sans s'être concerté, se trouve réuni à Puttelange, épuisé de fatigue et de besoin. Le hasard opérait une concentration que les généraux n'avaient pas su faire. Ce n'était pas une concentration méthodique, cependant c'en était une.

La Garde, ballottée par les instructions de l'état-major dans un va-et-vient exténuant et stérile, avait passé la journée dans les perplexités. Le matin, suivant les instructions de la veille, elle s'acheminait sur Courcelles-Chaussy lorsqu'un ordre arrive : « Continuez sur Saint-Avold. » Mais un second ordre survient : « N'y allez pas. » Puis un troisième : « Allez-y ! » Le général Bourbaki, déconcerté, interroge l'officier porteur du dernier ordre : Faut-il qu'il aille,

faut-il qu'il reste? Il se décide à aller. Au moment où il approche on le rappelle à Metz. Attendez un élan offensif de troupes ainsi conduites!

Steinmetz, par ses lieutenants, par les officiers envoyés aux renseignements, avait été informé à son quartier général de Eyweiler, à 3 h. 1/2, du combat engagé vers midi par Kameke. A 5 heures il en avait su l'extension; à 7 heures il arrivait sur le champ de bataille, le parcourait rapidement sans enlever la direction à ceux qui commandaient le combat. Il demanda seulement des nouvelles de la *13*e division et quoiqu'il eût prescrit à Glümer de ne pas remuer le 6 août, il dit : « Si Glümer n'est pas à Forbach ou n'a pas attaqué, je le traduis devant un conseil de guerre[1]. » Puis, la nuit venue, il installe ses troupes en demi-cercle sur la route de Schœnek, au revers du Pfaffenwald, au pied de l'Éperon et des hauteurs de Spicheren. Il n'essaya de pénétrer ni à Forbach ni à Spicheren, ni de troubler d'une façon quelconque la retraite effarée de Frossard.

Il ordonna même, à dix heures du soir, au gros de la *16*e division de se reporter sans retard, malgré la fatigue et l'encombrement des routes et des ponts, sur la rive droite de la Sarre, parce qu'il ne la trouvait pas en sûreté contre nos attaques sur la rive gauche. Précaution qui indique bien qu'il ne nous considérait pas comme vaincus et à sa merci. Il n'en télégraphie pas

1. Verdy du Vernois, *Souvenirs personnels*, p. 98.

moins au Roi (11 h. 30 du soir) que Spicheren est pris, ce qui n'était pas vrai, et que l'ennemi est rejeté : « Demain je rétablirai l'ordre dans mes troupes qui resteront sur place. Je ne ferai avancer que des reconnaissances de cavalerie pour voir si l'ennemi s'est retiré complètement. » Dans la nuit, un télégramme de Mayence l'autorisa à passer la frontière, en aval de Sarrebrück, la route qui conduit à Saint-Avold étant réservée à la IIe armée.

Le 7 août à l'aube un brouillard épais couvrait la vallée et l'avant-garde de la *13e* division, secondée par les uhlans, eut peine à s'approcher de Forbach. A six heures du matin seulement ils entrèrent. Ils furent reçus à bras ouverts par une partie de la population, le maire en tête. Ils s'emparèrent des wagons chargés de munitions de guerre et de vivres que l'ingénieur Gambaro n'avait pu sauver et du matériel de pont qu'on n'avait pu emmener faute d'attelage adapté. En s'en emparant les Allemands purent se convaincre que si, en effet, nous manquions de quelque chose, ce n'était pas de ressources matérielles.

A cette bataille les pertes des Prussiens furent supérieures aux nôtres, 223 officiers, 4648 hommes tués, blessés ou disparus. Nous eûmes tués, blessés, disparus 249 officiers, 3829 hommes dont la moitié au moins appartenait à la division Lavaucoupet[1]. Notez que, selon les Doctrinaires,

1. On peut constater que les tranchées-abris, outre qu'elles disposent les troupes à s'immobiliser dans la défen-

nos canons et nos fusils n'étaient pas approvisionnés, que la pénurie était générale : qu'aurait-ce été si nous avions eu quelque chose? Nous les aurions tous exterminés.

sive, augmentent leurs pertes quand elles sont apparentes ; elles donnent à l'assaillant un but visible qui lui permet d'apprécier exactement les distances.

CHAPITRE V

QUI EST RESPONSABLE? FROSSARD OU BAZAINE?

I

Mac-Mahon n'avait accusé personne, pas même Failly de sa défaite; il en avait accepté silencieusement l'entière responsabilité. Frossard essaya de couvrir sa nullité en accusant Bazaine de ne l'avoir pas secouru à temps et d'avoir été ainsi le véritable auteur de sa défaite. « Le combat de Forbach était tout à notre avantage jusqu'à quatre heures du soir, après huit heures de lutte. Si, à ce moment, où j'avais engagé toutes mes réserves, les renforts demandés par moi dès le matin au maréchal étaient arrivés, comme ils auraient pu le faire, je l'affirme, nous aurions remporté un avantage magnifique par ses résultats au lieu de l'échec que nous avons subi[1]. » Ce thème a prévalu et il est devenu de tradition presque courante de considérer Bazaine comme le véritable vaincu de la journée. L'examen impartial des faits détruit cette légende. Le

1. Rapport de Frossard au major-général, 8 août.

matin Bazaine ne soupçonnait pas que dans la journée il pût y avoir une victoire inattendue à saisir au vol. Cette pensée ne pouvait lui venir non plus qu'à l'état-major général : rivés qu'ils étaient à leur défensive expectante, ils n'avaient demandé à Frossard que de se tenir solidement sur la position risquée de Forbach, jusqu'à ce qu'on lui attribuât un rôle dans le plan stratégique en perpétuelle élaboration. Dès la première heure, il lui avait notifié que s'il était assailli par des forces considérables, il ne s'engageât point à fond et se repliât sur Cadenbronn.

Cependant à aucun moment de la journée Bazaine ne manqua de satisfaire aux demandes parfois bien imprévues de Frossard. C'est à une heure seulement que celui-ci lui annonça le commencement de la bataille de Forbach : Frossard n'avait donc pu demander des renforts dès le matin. Le matin il n'avait demandé que de le protéger sur sa droite : aussitôt Bazaine met Montaudon à sa disposition. Puis il avait craint pour sa gauche et Bazaine l'avait couvert par Metman. Ce n'est qu'à cinq heures qu'il poussa un cri de détresse et réclama des secours directs. Bazaine y répondit sur-le-champ, n'y apportant d'autre retard que le temps nécessaire à lire une dépêche, regarder une carte, rédiger, dépêcher un ordre. Il lui expédie successivement toutes ses divisions sauf celle de Decaen. Ces divisions auraient pu arriver plus vite si elles avaient été échelonnées les unes derrière les autres, sur la communication directe de Saint-Avold avec For-

bach; mais ce n'est pas Bazaine qui les avait étendues sur un large espace. La lenteur avec laquelle Montaudon a exécuté sa marche ne peut, pas plus que le va-et-vient de Castagny, lui être imputée.

Enfin pouvait-il prévoir que, affolé, Frossard non vaincu se constituerait lui-même à l'état de défaite et se replierait, non derrière lui sur des renforts amis, mais latéralement sur les troupes ennemies? Il n'est pas permis de contester que Bazaine ait diligemment satisfait à toutes les réquisitions de Frossard. Mais on soutient qu'il aurait dû aller vers lui de sa personne. Des paroles sévères de Napoléon I[er] semblent justifier ce reproche : « Comment, écrit-il au maréchal Victor, au lieu de vous porter en personne à la tête de vos troupes, secourir *une de vos divisions*, avez-vous laissé cette opération importante à un général de brigade qui n'avait avec lui que le tiers de vos forces? — Vous savez que le premier principe de la guerre veut que dans le doute du succès on se porte au secours d'un de ses corps attaqués, puisque de là peut dépendre son salut[1]. »

L'autorité de cette règle du grand capitaine doit être limitée aux cas analogues à celui qui l'a motivée. De qui s'agit-il? Du *chef du 1[er] corps de l'armée d'Espagne*, ayant sous ses ordres plusieurs divisions et laissant écraser l'une d'elles sans intervenir de sa personne. Si

1. De Vittoria au maréchal Victor, commandant le *1[er] corps* de l'armée d'Espagne, 6 novembre 1808.

Bazaine n'avait été qu'*un chef de corps d'armée* et Frossard un de ses divisionnaires en péril, il eût été répréhensible de n'être pas allé personnellement l'assister. Mais autre était leur situation. Frossard était un *chef de corps* ayant sous ses ordres trois divisions et Bazaine un chef d'armée ayant sous son commandement trois corps éparpillés sur un théâtre d'opération étendu, et Frossard avec ses trois divisions contre une prussienne ne fut en péril ni dans la première partie de la journée, où il luttait presque trois contre un, ni à la fin, puisqu'il n'avait qu'à attendre ses renforts en marche vers lui de toutes parts et que sa retraite ne fut pas un instant inquiétée.

A aucun moment la présence de Bazaine n'aurait pu se produire utilement. S'il était accouru vers une heure à la première annonce d'une bataille engagée, Frossard eût considéré cette intervention, qu'il ne réclamait pas, comme une offense personnelle, car elle eût signifié : « Je viens à vous, quoique j'eusse dû rester au centre de mon commandement, parce que je vous suppose incapable de vous diriger tout seul. » Il eût semblé que, jaloux de la gloire d'autrui, il venait, en cas de succès, voler à son subordonné le mérite de la victoire.

A la fin de la journée la présence de Bazaine était devenue inutile. La première dépêche d'alarme expédiée à 5 h. 15 n'a pu lui arriver avant six heures; quelque diligence qu'il y mît il n'aurait pas atteint le quartier général de Fros-

sard avant sept heures. Là il n'aurait plus trouvé personne puisque Frossard n'y avait plus reparu depuis cinq heures[1]. L'aurait-il saisi à Stiring ou à Spicheren, avant qu'il se fût engagé sur la route de Sarreguemines? C'est peu probable. De quel secours alors lui eût-il été? La nuit tombait, la retraite était commencée. Il aurait pu tout au plus la détourner sur Cadenbronn, mais cette route avait été indiquée par lui à Frossard dès le matin. Lui-même risquait de ne pouvoir regagner son quartier général. La batterie de la *23*e division prussienne établie à Emersweiller balayait le chemin de fer; le train qui portait des troupes avait dû rétrograder sur Bening, et Bazaine n'ayant plus le train qui l'avait amené, aurait été obligé de gagner Bening par un long détour à cheval. Il ne serait rentré qu'à la nuit à son quartier général où il eût trouvé en souffrance dépêches, officiers d'ordonnance à qui personne ne pouvait répondre.

On a expliqué injustement sa conduite par de misérables raisons personnelles : il était mécontent de la situation dans laquelle on le tenait depuis son entrée à l'armée du Rhin : on lui donne, on lui reprend le commandement; quand on le lui donne, on agit comme si on ne le lui avait pas donné; de quelque nom qu'on le décore, il reste un lieutenant subordonné et par-dessus la tête duquel passent les ordres et les décisions. Tout cela l'aurait mal disposé à se montrer

1. Déposition de Metman.

actif. De plus, l'antipathie que lui inspiraient, ainsi qu'à la plupart des officiers généraux, les façons hautaines et cassantes de Frossard aurait été un autre motif encore de son abstention. Il aurait dit : « Le maître d'école a voulu avoir sa bataille, il l'a, qu'il se débrouille. » Cette suspicion n'est pas fondée. Certes, Bazaine avait gémi des tergiversations et des revirements de l'état-major général, mais cela n'avait pas agi sur ses dispositions de soldat. Il avait encore moins de raisons de se laisser influencer par une rancune contre le « maître d'école », et le propos a été inventé. Sans doute, il n'avait pas avec Frossard la même intimité affectueuse qu'avec Le Bœuf, mais une camaraderie cordiale contractée depuis la Crimée rendait leurs rapports courtois. D'ailleurs, un des traits particuliers de cette nature, c'est qu'il n'avait de rancune contre qui que ce soit. Souvent, en lisant sa correspondance avec l'Empereur, impatienté de la placidité avec laquelle il repoussait d'odieuses accusations, je me suis écrié : « Indigne-toi donc et donne à ton tour un coup de dent. » La conduite de Bazaine le 6 août s'explique naturellement par les raisons militaires les mieux justifiées.

En sa qualité de chef d'armée il était obligé de se tenir en un point central d'où pussent arriver et partir à tout instant des renseignements et des ordres venus des trois corps d'armée. S'il disparaissait de ce centre, toute unité d'action s'évanouissait et chacun était livré au hasard. Si, pendant qu'il galopait au hasard à la recherche

de son lieutenant, un incident était survenu, un péril imprévu eût surgi, que n'aurait-on pas dit d'un général en chef qui désertait la direction générale pour aller en simple soudard faire le coup de feu sur un point particulier!

Moltke, le prince Frédéric-Charles, Steinmetz ne sont pas accourus au canon sur le champ de bataille; ils se sont contentés d'envoyer ou d'approuver l'envoi de troupes de secours et personne en Allemagne ne le leur a reproché. Et cette obligation de ne pas déserter le centre de son commandement s'imposait d'autant plus à Bazaine que Saint-Avold, point stratégique de première importance à surveiller, pouvait, à tout instant, voir fondre de Sarrelouis une diversion plus dangereuse que celle qui mettait Frossard en fuite[1].

1. Quelques historiens ont cru que la diversion par Sarrelouis n'était pas à prévoir tant qu'une bataille gagnée devant Sarrebrück n'aurait pas donné son passeport à l'invasion et j'ai partagé cet avis. Mais c'était là une simple supposition que l'événement pouvait démentir et que des hommes d'une incontestable compétence tels que le général Bonnal n'ont pas cru admissible. « Contrairement à l'avis du général Frossard, l'ennemi pouvait nous attaquer par Sarreguemines, Sarrebrück, Sarrelouis, Sierck, et même par tous ces points à la fois, car, si le combat de Sarrebrück s'est produit dans les conditions que l'on sait, la faute en est au grand quartier général allemand qui, ne le voulant pas, n'a pas su l'empêcher. Si Steinmetz eût été mieux renseigné sur les projets du généralissime, c'est par Sarrelouis qu'il aurait débouché, le 8 ou le 9 août, pendant que les corps de la IIe armée se seraient portés au delà de la Sarre par Sarrebrück et Sarreguemines. » *La manœuvre de Saint-Privat*, t. I, p. 335.

On a répété que nos défaites provenaient de ce que nos généraux ont pratiqué la petite guerre et non la grande. Or c'est précisément aux préceptes de la grande guerre qu'a obéi Bazaine en cette occasion. S'il avait été le général de la petite guerre il aurait couru vers Frossard tête baissée, n'apercevant qu'un des côtés du champ d'opération. En restant vigilant mais immobile au centre du vaste mouvement auquel il présidait, il a démontré que s'il n'avait pas la science de la grande guerre il en avait l'instinct. Car une de ses règles les plus certaines est que le commandant d'une armée, même quand il a autour de lui ses différents corps à de courtes distances, ne doit jamais trop se rapprocher des combattants ni se laisser absorber par les détails du combat des unités, qui ne le regardent pas et qui lui feraient négliger l'ensemble en abandonnant une tâche plus importante. Bazaine a donc bien fait en secourant Frossard de tout son pouvoir, de ne pas aller lui-même sur le champ de bataille où sa présence eût été inutile, peut-être funeste. Sa conduite ce jour-là a été irréprochable. Il n'est responsable ni de près, ni de loin, ni directement, ni indirectement de la défaite volontaire de Forbach, imputable uniquement à l'inexpérience arrogante de Frossard.

CHAPITRE VI

COMPARAISON ENTRE LES DEUX ARMÉES

I

A la suite des batailles de Wœrth et de Forbach, on est nécessairement entraîné à s'élever au-dessus du fait particulier et à rechercher ce qu'il faut conclure sur la valeur des deux armées en présence. Le moment n'est pas encore venu d'établir un jugement définitif, car, au cours de la lutte, les deux unités à comparer vont subir des transformations. Si l'on devait juger la cavalerie prussienne par ce qu'elle a fait jusqu'au 6 août on prononcerait que, pas plus que la nôtre, elle n'a su éclairer, reconnaître, poursuivre, garder le contact, et qu'elle n'a pas, aussi bien que la nôtre, chargé à fond. A la fin de la campagne, elle avait accru beaucoup sa valeur. Au contraire, le fantassin français, qui marchait péniblement à Sedan, à demi vaincu d'avance, n'avait plus la même qualité que le zouave et le fantassin alertes et confiants de Wœrth. Cependant on peut, en s'en tenant aux lignes principales, formuler un juge-

ment approximatif presque assuré à condition de se garder d'un parti pris systématique.

Après 1870 des officiers instruits, distingués, parlant bien, écrivant encore mieux et, je n'en doute pas, capables de bien agir, ont fondé une école militaire doctrinaire. Cette école, qui a rendu de notables services par ses études sur notre histoire militaire, ne s'est point préservée de l'absolutisme pédantesque qui rendit autrefois si désagréable l'école doctrinaire politique. Elle dogmatise, régente, condamne tout ce qui n'est pas elle et surtout ce qui l'a précédée. Avant elle la science militaire n'existait pas. Les Jomini, les Gouvion-Saint-Cyr, les Morand, les Marmont, les Bugeaud sont gens de mince autorité. Quant aux généraux qui ont victorieusement promené notre drapeau sur tant de champs de bataille, pris Anvers, conquis l'Algérie, emporté Sébastopol, triomphé à Magenta et Solférino, fait si belle contenance en Syrie et au Mexique, ce n'étaient que des ignorants qu'on a peine à ne pas traiter de ganaches.

C'est dans des conversations avec Galliffet qui, ayant si longtemps tout ignoré, était glorieux de savoir quelque chose, que j'ai entendu la première fois ce langage adopté depuis par notre jeunesse militaire et devenu le cliché de leurs écrits, l'axiome qu'on se passe de main en main. Sur la guerre de 1870 la thèse est celle-ci : la lutte n'a pas éclaté entre des hommes, mais entre des doctrines. C'est la doctrine napoléonienne ressuscitée par

les Prussiens après avoir été abandonnée par nous, qui a vaincu la doctrine linéaire de position à laquelle nous étions revenus en sautant par-dessus l'épopée napoléonienne.

Certes, parmi nos chefs de 1870 il en fut de légers, incapables, négligents, et même stupides, je n'en disconviens pas. Dans quelle machine immense, telle qu'une armée exigeant un si grand nombre de moteurs, n'a-t-on point compté des non-valeurs? Il est certain encore que parmi les généraux qui n'étaient ni incapables, ni superficiels, ni négligents, ni stupides, il en est qui se sont trompés, ont mal jugé, fait trop ou pas assez, regardé à gauche tandis qu'il fallait voir à droite. Peut-on exiger des Mac-Mahon, des Bazaine, des Canrobert, des Ducrot, une infaillibilité dont n'ont pas été dotés les Turenne, les Frédéric, les Napoléon? Ce n'est donc pas dans les ignorances des types inférieurs, ni dans les défaillances passagères des supérieurs les plus capables qu'il est juste de chercher ce qu'ils appellent la doctrine d'une armée. C'est d'un ensemble de faits qu'il convient de l'induire.

Or, de cet ensemble de faits bien étudiés il ressort que sur les points essentiels la doctrine de notre vieille armée ne différait pas de celle dont les modernes prétendent être les révélateurs.

A Wœrth et à Forbach la lutte a-t-elle été entre deux doctrines, lutte dans laquelle la bonne a vaincu la mauvaise? Les Prussiens l'ont-ils emporté parce que leurs doctrines stratégiques,

tactiques, d'initiative et d'offensive l'emportaient sur les nôtres et impliquaient une initiative et une offensive que nous avions oubliée?

La stratégie prussienne, dit-on, n'avait qu'un objectif : rechercher l'armée ennemie, l'aborder, la détruire ; la stratégie française, revenue aux procédés de guerre des XVII[e] et XVIII[e] siècles, se préoccupait surtout des positions à défendre. On aurait beaucoup étonné Napoléon III si on lui avait raconté que lui, admirateur jusqu'au fétichisme de toutes les maximes de son oncle, s'était dirigé d'après la méthode des XVII[e] et XVIII[e] siècles. Sans doute, il n'a pu se décider, tout en disant sans cesse qu'il le voulait, à aborder l'armée ennemie, mais il n'a jamais pensé à faire la guerre de positions. S'il eût été partisan de cette guerre il se serait établi sur le plateau de Cadenbronn ou sur celui des Hayes, et là aurait attendu l'ennemi en position défensive. Mais il ne s'est pas plus établi sur ces positions que sur quelque autre. Il s'est promené à travers toutes sans plan fixe, sans s'arrêter sur aucune. Sa doctrine n'était point différente de celle de Moltke ; il n'a différé qu'en ne faisant point ce qu'il savait fort bien qu'on devait faire. Notre infériorité stratégique n'a donc pas été dans la doctrine, mais dans la pratique de l'homme qui était chargé de l'appliquer.

Peut-on dire que les oppositions se manifestent entre les tactiques des deux armées ? C'est là que les doctrinaires triomphent : nos règlements de manœuvres, disent-ils, étaient arriérés de plus

d'un siècle et ne soupçonnaient même pas les exigences de la guerre moderne. Halte-là, Messieurs ! Notre dernier règlement de manœuvres est du 16 mars 1869 et voici comment l'état-major prussien le juge : « Ce nouveau règlement, *rompant complètement* avec les formations antérieurement en usage, se rapprochait d'une manière frappante du règlement prussien[1]. » Nos officiers connaissaient et enseignaient le principe prussien des colonnes de compagnie, « en vertu duquel, dans le combat de front, on doit n'engager que les troupes indispensables, exiger d'elles le maximum d'efforts et les renforcer progressivement par des troupes fraîches en nombre strictement nécessaire[2] ».

En réalité, à Wœrth et à Forbach, il y a eu une différence dans la formation des deux armées. Les soldats prussiens, les pantalons serrés dans leurs demi-bottes de gros cuir, coiffés du casque à pointe dans l'infanterie et la cavalerie, du casque à boule dans l'artillerie et le génie, en tunique à une rangée de boutons, un sac assez léger au dos et la longue capote brune roulée en bandoulière, une musette autour des reins, s'avançaient, formés en colonne de compagnie, massés en profondeur. Notre soldat, avec un bonnet de police ou un képi, rarement un shako, jamais de bonnet à poil, chaussé du commode soulier Godillot, fixé par une guêtre en toile ou

1. Voir *État-major prussien*, p. 24.

2. Major Heintz, cité par Bonnal, p. 381-383, et Lehautcourt, t. III, p. 292.

en cuir, une capote sur son vêtement et au-dessus un sac très pesant, allait au combat en ordre de bataille sur deux rangs coude à coude, précédé de tirailleurs, ayant derrière lui des colonnes plus ou moins profondes. Cette différence de formation n'était pas décisive, car on peut combattre et vaincre dans toutes les formations. Du reste elles ne se maintenaient pas longtemps. Des deux côtés elles se déformaient dès que le combat s'animait : le Prussien accrochait son casque à sa musette et se débarrassait de son manteau ; le Français jetait sac à bas ; il n'y avait plus que des tirailleurs groupés autour de quelques chefs ou étendus en longue ligne.

La vraie différence tactique à notre désavantage fut dans le maniement de l'artillerie. L'artillerie prussienne, employée tout entière dès le commencement de l'action, écrasait notre artillerie et allait, par-dessus nos premiers rangs, dévaster nos hommes de second rang, couchés par terre. La nôtre n'avait pas su mettre en œuvre les ressources par lesquelles elle aurait pu conjurer son infériorité en qualité et en nombre. On ne l'avait mise en ligne que successivement, par petits paquets, au lieu de le faire en masse dès le premier moment ; on l'avait gaspillée dans des combats d'artillerie à artillerie ; on ne la gardait pas pour l'attaque contre l'infanterie ; parfois on ne s'en servait pas du tout. Ainsi l'artillerie de réserve fut tellement tenue en réserve à Forbach qu'elle ne parut pas sur le champ de bataille, et, sur quinze batteries, six

seulement donnèrent, neuf restèrent inactives. Il y a là une différence de procédé qui ne se rattache nullement à une différence de doctrines. Si l'emploi défectueux de notre artillerie se fût rattaché à une doctrine erronée il eût fallu des mois pour la redresser, tandis que, dès que d'Aurelles de Paladine s'en aperçut à Coulmiers, il lui suffit d'un ordre dicté en cinq minutes pour que notre tactique d'artillerie devînt la même que celle des Prussiens.

Retrouve-t-on la différence des doctrines dans l'esprit de solidarité, d'initiative, d'offensive des Prussiens qui n'animait pas au même degré les Français asservis à la vieille méthode? Ici encore je réponds par des objections de fait. L'esprit de solidarité n'existait guère entre les commandants de la Ire et de la IIe armées prussiennes, puisqu'à la nouvelle de la bataille entamée on dut retenir le prince Frédéric-Charles à Hombourg dans la crainte qu'il ne se livrât sur Steinmetz à quelque violence; il n'existait pas entre Steinmetz et son chef d'état-major[1] et je ne crois pas qu'une grande tendresse unit Glümer et Goltz, Alvens-

1. Kretschman. Lettre du 2 septembre 1870, p. 137. — « Steinmetz ne peut nous pardonner la très sérieuse réprimande qu'il a reçue du Roi à propos de son attitude peu digne à l'affaire de Spicheren, ni la communication qui nous a été faite de ces reproches. Alors que nous avons décidé seuls du sort du combat, Steinmetz, arrivé quand tout était fini, s'est attribué personnellement ainsi qu'à ses troupes le mérite de la victoire, sans faire allusion à l'importance de notre rôle. A présent, il se venge d'une façon mesquine : il nous prend nos fours et sous des prétextes futiles, il ne laisse rien passer à la poste. »

leben et Gœben[1]. De notre côté si vous ne tenez pas compte de quelques mots inventés, attribués à Bazaine et Castagny, aucun acte de mauvaise camaraderie intentionnelle ne peut être relevé. Sur le champ de bataille de Wœrth, comme sur celui de Forbach, les généraux de nos diverses divisions se sont à tous les moments critiques prêté un appui fraternel. Les divisions de Bazaine sont arrivées tard, mais elles sont arrivées. Ce n'est pas seulement chez nous qu'il y a eu des Failly, des Castagny sourds à l'appel du canon. Le général de la *15*e division prussienne assista à quelques kilomètres de Sarrebrück aux péripéties de la bataille commencée par la *14*e division; le commandant de la *13*e division ne s'est décidé à marcher que sous la pression d'un de ses chefs de brigade. Je ne parle que pour mémoire des braves Bavarois qu'on a eu tant de peine à faire avancer contre Ducrot.

L'initiative a-t-elle autant manqué dans l'armée française qu'on l'a prétendu? Nous touchons ici un point délicat, car l'initiative, qualité à encourager, a pour cousine germaine la désobéissance,

1. Kretschman. Lettre du 25 août 1870, p. 123 : — « Le général Gœben a écrit ou fait écrire aux journaux. Il a reçu du Roi, à ce propos, un ordre du Cabinet qui nous a été communiqué. Il était ainsi conçu : « Il ne devrait pas oublier « que, sans la prompte intervention du général d'Alvensleben, « il eût été battu. » Des faits de cette nature sont bien tristes Lorsque, le 6 août, je me portai à cheval auprès du général de Kameke pour lui demander où en était le combat, il me répondit : « Je n'ai plus de division; les quelques troupes « qui sont là-bas, c'est tout ce qui reste. » Aujourd'hui, tout cela est contesté. »

défaut à châtier. Il importe de les définir exactement. L'initiative est la décision prise d'urgence par un chef qui n'a pas reçu d'ordres de son supérieur et qui n'a pas eu le temps d'en demander, ou dont les ordres reçus trouvent une situation de fait inconnue de celui qui les a donnés, autorisant à croire qu'il ne les aurait pas donnés s'il avait été présent sur les lieux. La désobéissance consiste à ne pas exécuter l'ordre d'un chef présent, ou qui, n'étant pas sur les lieux, est instruit des circonstances au milieu desquelles doit agir celui à qui son ordre a été expédié. Dans la guerre de Hollande, Louvois ordonne à Turenne de repasser le Rhin, Turenne estime l'ordre fatal et ne l'exécute point, en raison de circonstances que Louvois ne peut apprécier. Il fait acte d'initiative, non de désobéissance.

La plupart des actes que, dans l'armée prussienne, on appelle des actes d'initiative, n'ont été que des actes de désobéissance. Le Prince royal dit à ses généraux : « Vous ne vous battrez pas le 6 », et Kirchbach commence la bataille le 6 sur la Sauer. Moltke dit au prince Frédéric-Charles et à Steinmetz : « Avant le 9 vous ne franchirez pas la Sarre », et le 6 août la *13*e division franchit la Sarre; les divisions du IIIe corps la suivent. Alvensleben envoie le général Schwerin à l'attaque du Forbacherberg avec six bataillons; Schwerin n'en lance que trois et expédie les trois autres dans la vallée de Stiring. Bose dirige le général Schkopp sur Gunstett, le général n'y fait aller qu'un régiment et dirige l'autre sur Morsbronn.

On rencontre la même désobéissance parmi « les officiers subalternes et jusque parmi les hommes de troupe qui cherchent à faire œuvre personnelle en tentant un petit mouvement tournant, en gagnant un abri voisin, en se jetant dans le flanc de l'adversaire[1] ».

La caractéristique de l'armée prussienne dans ces journées, c'est que ce sont ceux qui devaient obéir qui commandent, décident, et les chefs qui devaient commander qui obéissent, ratifient. Bismarck le constate dans sa forme humoristique : « Il arrive bien souvent chez nous que ce n'est pas le général en chef qui engage les batailles et les dirige; ce sont les troupes comme du temps des Grecs et des Troyens... Un sous-officier engage l'action, il est rejoint par un lieutenant; le commandement passe ensuite à un colonel, jusqu'à ce que le général arrive sur le terrain avec toutes les troupes dont il dispose[2]... » A parler exactement, dans ces journées de Wœrth et de Forbach l'armée prus-

1. Lehautcourt, *La guerre de 1870-71*, t. III, p. 329-334.

2. Seinguerlet, *Propos de table de Bismarck pendant la campagne de France*, 117. Cité par Lehautcourt, *La guerre de 1870*, t. III, p. 333.

La *R. H.* 1902, 857, rappelle trois exemples d'initiative donnés par des subalternes : Le commandant d'un bataillon du *32*e, laissé à Surbourg, juge qu'une compagnie suffit à sa mission et suit le *94*e vers la Sauer ; celui d'un bataillon du *95*e envoyé avec le *13*e hussards en reconnaissance vers la forêt de Haguenau, estime que la division badoise couvre suffisamment les derrières de l'armée et marche sur Gunstett. Enfin le colonel du *13*e hussards, lui aussi, marche au canon, laissant un escadron seulement au sud de Surbourg.

sienne ne brille point par l'esprit d'initiative, mais par l'esprit de désobéissance.

Notre armée, sous ce rapport, est bien supérieure. L'initiative n'y manque pas : ne sont-ce pas des actes d'initiative (heureux ou malheureux ce n'est pas la question) que les batailles même de Wœrth et de Forbach, engagées par Mac-Mahon et Frossard de leur propre mouvement, sans aucun ordre de leur généralissime? N'est-ce pas un acte d'initiative des plus heureux que l'intelligence avec laquelle le lieutenant-colonel Gabrielli arrêta le mouvement enveloppant contre le Forbacherberg?

En fait de désobéissance grave je n'en connais que deux : d'abord celle de Failly ne se rendant pas à Bitche avec tout son corps et n'envoyant à Mac-Mahon que la division Guyot de Lespart, puis celle de Frossard rangeant son armée moitié dans la vallée, moitié sur le plateau, au lieu de la concentrer autour de Forbach et se retirant sur Sarreguemines, non sur Cadenbronn et Saint-Avold. De telle sorte qu'en ces deux journées on peut dire que l'armée prussienne est une armée de l'anarchie et notre armée une armée obéissante.

Tout pesé, une armée obéissante me paraît supérieure. L'obéissance seule permet à un généralissime de concevoir un plan, de le mener à bonne fin et de faire une campagne d'Austerlitz ou d'Iéna. « Dès qu'un général sort des instructions qu'il a reçues, écrivait le Comité de Salut public aux généraux en chef, et hasarde un parti qui paraît avantageux, il peut ruiner la chose

publique, par un succès même, qui ne serait que de localité ; il rompt l'unité des plans, il en détruit l'ensemble. » (14 frimaire an II.)

Le maréchal Lannes, arrivé avec deux corps au contact des avant-postes prussiens sur la rive gauche de la Saale, occupe Iéna évacué et rejette les Prussiens dans Weimar, mais, quelque tentation qu'il ait de les poursuivre, il interroge d'abord l'Empereur (13 octobre 1806) : « Je désirerais savoir si l'intention de Votre Majesté est que je marche avec mon corps d'armée sur Weimar. Je n'ose prendre sur moi d'ordonner ce mouvement. » En effet, s'il l'avait ordonné, le succès du plan d'Iéna eût été compromis. Lannes mérite plus d'être imité que ce Kameke qui, étourdiment, par un acte de désobéissance, dérange le plan si longtemps médité de Moltke et expose les Prussiens à perdre leur première bataille[1]. C'est parce que Failly a cessé d'être un chef d'obéissance pour devenir un chef d'anarchie à l'instar des Prussiens, que la journée de Wœrth a été perdue.

1. « Tout en louant sans réserve les divers généraux prussiens qui, acceptant le fait accompli, n'ont plus songé qu'à secourir une division compromise, il est impossible d'ap prouver ni le général de Steinmetz, transgressant les instructions du grand quartier général, ni le général de Kameke, attaquant, sans savoir s'il serait soutenu, un adversaire non encore entamé. Quand bien même, d'ailleurs, ce dernier aurait eu la certitude de la coopération des troupes voisines, il ne lui appartenait pas de provoquer une bataille et d'engager peut-être, ainsi, l'avenir de la campagne. » (*La guerre de 1870-71*, publiée par la Section historique de l'état-major de l'armée, t. VIII, p. 149.)

L'anarchie dans l'action a profité aux Prussiens, il est vrai, mais par deux circonstances accidentelles : à Wœrth, leur écrasante supériorité de nombre couvrait toutes leurs erreurs ; à Forbach, où ils n'avaient pas cette supériorité, ils n'ont eu devant eux qu'un chef contre lequel l'insanité même devait l'emporter. Le succès à la guerre est tout, a-t-on dit, quel que soit le moyen par equel on l'ait obtenu. Oui, à condition que ce succès ne soit pas éphémère. « Quand un succès a eu lieu contre les principes, a dit Napoléon, il ne faut pas l'approuver, car, à la longue, le principe méconnu se venge de ceux qui, d'abord, en ont profité. » Que les chefs de l'armée française dans l'avenir restent donc ce qu'ils ont été en 1870, ce qu'ils ont été antérieurement, ce qu'ils ont été toujours, des subordonnés obéissants, qui attendent les ordres et qui les exécutent.

Seulement l'armée d'obéissance n'a toute sa valeur que si elle est vigoureusement tenue en main par un chef qui inspire confiance, qui sait ce qu'il veut, où il va, et telle n'était pas la situation de notre armée en 1870. « Il demeure bien certain que, malgré leur grande infériorité numérique, nos troupes eussent, chaque fois, remporté d'éclatants succès, si elles avaient été mieux commandées. Mais de direction générale, aucune ; de mouvements coordonnés, aucun ; de but précis aucun !... De l'héroïsme individuel et par groupes, partout, sur tous les coins de l'échiquier de la bataille ; les commandants de

corps d'armée affrontent le danger avec entrain et un grand mépris de la mort, mais à cela se borne, à peu de chose près, leur rôle[1]. » Il ne suffit pas que l'armée d'obéissance ait un chef actif, résolu à commander, il faut encore qu'il sache bien commander. Un généralissime, obligé de s'établir à grande distance, ne peut plus embrasser le front étendu de ses forces; la bataille sera une série de petites batailles indépendantes, ne se coordonnant que par l'identité de l'esprit directeur. Les ordres ne doivent donc pas être minutieux, entrer dans le détail des mouvements tactiques; ils indiqueront seulement le but à atteindre en laissant à chaque chef de corps le choix des meilleurs moyens. En d'autres termes ils ne doivent pas être des lisières, mais des *directives*.

En 1870, dans notre armée, on connaissait la nécessité de ces directives et on en a fait emploi[2]. Ainsi, en ordonnant à Bazaine de préparer l'expédition de Sarrebrück, l'état-major ajoute que pour les moyens d'exécution il s'en rapportait à l'expérience du maréchal ; en prescrivant à Frossard de se concentrer autour de Forbach, il s'en remet à son discernement du soin des mesures à adopter; en investissant Mac-Mahon du commandement de l'armée d'Alsace, il le laisse libre d'agir comme il lui conviendra d'après ses propres lumières. Si le chef suprême n'ordonne pas ou ordonne mal, l'armée d'obéis-

1. Deligny, *Armée du Rhin*, p. 12.
2. Voir *Empire libéral*, t. XV, p. 311.

sance s'effondre, tandis que l'armée d'anarchie, même en ce cas, se tire plus ou moins d'affaire, puisque tout le monde y commande.

II

Nul doute que, dans ces premières batailles, il n'y eut pas dans l'armée française le même élan offensif qui déborde de toutes parts dans l'armée prussienne depuis le simple soldat jusqu'au général. Mais ne mettez pas de la doctrine en ceci et ne venez pas nous dire que nous avions abandonné nos vieilles doctrines d'offensive et nous étions rangés à celles de la défensive. Dans tous les cas, cette conversion eût été bien récente, car un de nos adversaires les plus illustres, qui avait intérêt à bien pénétrer notre manière de combattre, le prince Frédéric-Charles, a dit en 1869 : « La tactique des Français consiste simplement à ce que le soldat marche toujours en avant. La forme sous laquelle le mouvement s'exécute leur est indifférente. Cette forme se trouve, et elle diffère suivant les fautes de l'ennemi. Ils ne se défendent jamais passivement ; là où d'ordinaire une troupe garde la défensive, les Français agissent offensivement. La véritable manière de triompher de cette tactique des Français est de se l'approprier. *Quiconque veut vaincre doit donner de l'avant*[1]. »

1. Voir *Empire libéral*, t. XI, p. 331-332.

Niel avait, il est vrai, eu le tort de recommander à nos chefs de se placer d'abord sur la défensive tactique afin de se protéger contre les effets meurtriers des armes à chargements rapides, mais il avait en même temps expliqué que cette attitude ne devait être que le préalable momentané très court d'un passage à l'offensive; ses instructions, qu'on ne doit pas assimiler au règlement de 1869, n'étaient nullement obligatoires et n'avaient point pénétré dans l'esprit de l'armée. « *Au début de la campagne de 1870, l'idée de la défensive n'existait pas* », dit le général Derrécagaix [1].

D'après le général Lebon, « on a eu tort de conclure que tous les chefs de l'armée de Metz ignoraient tout de cette doctrine, qu'ils étaient des incapables et ne possédaient pas notamment l'esprit offensif. Bourbaki, Le Bœuf, Ladmirault, Canrobert, de Cissey, pour ne citer que ceux-là, n'étaient-ils pas animés de l'esprit offensif autant que personne l'a jamais été et le sera jamais? Ils étaient parfaitement capables de faire autre chose que ce qu'ils ont fait. Quant à la troupe, elle était pleine de confiance et d'espoir dans une vigoureuse offensive [2] ».

Voyez au premier moment combien tous les chefs sont prêts à passer la frontière [3]. Lisez dans les relations les signes d'impatience de nos soldats à Saint-Avold, à Bitche, à Marienthal, quand

1. *Stratégie*, p. 649.
2. Conférence du 19 janvier 1912 au Cercle militaire.
3. Voir *Empire libéral*, t. XV.

on les tient immobiles et qu'on ne les dirige pas vers ces canons qui les appellent! Avec quelle ardeur ils s'élancent quand on le leur permet! « Ils vont à l'ennemi et au corps-à-corps en riant. Ils se disputent les places d'avant-garde; le cri : « Ça chauffe! » fait accélérer leur marche et les met de bonne humeur[1]. »

Comment prétendre que la *furia francese* n'animait plus nos troupes quand on se rappelle ces zouaves, ces turcos, ces fantassins, qui, à Wœrth, ont toute la journée abordé l'ennemi, faisant à peine usage de leurs fusils terribles et s'élançant au pas de course, la baïonnette en avant? En vérité l'armée française de 1870 était encore telle que le prince Frédéric-Charles l'avait vue. Jeanne d'Arc dans un interrogatoire répond : « Je disais à mes hommes d'armes : « *Entrez hardiment parmi les Anglais* » et j'y entrais moi-même! » La fille inspirée du sillon définit ce qu'a toujours été, ce que sera toujours la France militaire lorsqu'elle sera libre de suivre son instinct : une armée d'offensive.

Il est vrai qu'à Wœrth et à Forbach cette offensive de nos troupes et de leurs chefs a toujours été courte et ne s'est pas lancée au delà du point où l'ennemi avait été refoulé; Ducrot à Wœrth, Vergé à Stiring, Lavaucoupet à Spicheren n'ont pas poursuivi l'épée dans les reins les assaillants qu'ils avaient battus. Cela tient à une raison profonde : c'est qu'une troupe ne

1. Témoignage d'un officier allemand.

peut pousser à fond une offensive tactique victorieuse que lorsqu'elle se sent entraînée par une offensive stratégique générale. Les portions isolées de l'ensemble ne ressentent cette impulsion de l'offensive que lorsque l'ensemble lui-même est poussé par la volonté directrice, que le cri « En avant! » a été lancé et que, comme Moltke, dans sa dépêche au Prince royal. (3 août), le chef a dit : Offensive générale ! « Quand une armée a été immobilisée dans la défensive stratégique par son général en chef, elle repousse intrépidement les attaques, et quand elle y a réussi elle considère son but comme atteint; le maintien de ses positions lui paraît le seul succès qu'elle ait à poursuivre, elle s'en contente; les échecs que subit l'ennemi, elle les considère à l'égal du succès et elle ne recherche pas d'autre satisfaction[1]. »

Si en 1870 nos troupes ont agi offensivement moins que celles des Prussiens, ce n'est pas qu'elles aient été formées par une doctrine différente de la leur. En 1870 il n'y a pas eu lutte d'une doctrine contre une doctrine. A Wœrth, ce n'est pas une doctrine qui a empêché Failly d'aller gagner la bataille ; à Forbach, ce n'est pas une doctrine qui a fait perdre la tête à Frossard et l'a fait fuir sur Sarreguemines. Ce n'est pas une doctrine qui a été battue en Alsace et en Lorraine, ce sont des hommes inférieurs à leur tâche. C'est cet état-major engourdi, cacochyme,

1. *Revue historique de l'état-major français.*

dont les incertitudes et la pusillanimité détruisent de leurs propres mains l'armée avant qu'elle ait combattu, la démoralisent et glacent l'ardeur des premiers jours par les ordres, les contre-ordres, les marches, les contre-marches, les piétinements, les attentes. « Qui de nous, a écrit le prince de Hohenlohe, osera se croire meilleur que les malheureux et braves fantassins de l'armée impériale de 1870? Parce qu'il les a vus se rendre à Metz et défiler prisonniers devant lui? Il aurait pu nous en arriver autant si l'ennemi avait eu nos chefs et réciproquement[1]. » Thiers l'a dit justement à l'homme, à divers titres si éminent, qui a été le pivot de la défense nationale, Freycinet : « Si les armées avaient été bien commandées et constituées comme elles auraient dû l'être, nous aurions battu les Prussiens[2]. » Il n'y a pas plus eu unité de doctrine chez nos adversaires qu'il n'y en a eu manque chez nous; les doctrines étaient les mêmes et Napoléon, qu'il fût commenté par Clausewitz ou Jomini ou Bugeaud, était considéré de part et d'autre comme le législateur suprême.

L'inconvénient de cette fausse méthode d'envisager les faits de guerre en mettant de la doctrine où il n'y en a pas est de créer une sorte de déterminisme militaire qui supprime la responsabilité des individus et lui substitue la fatalité des choses. Elle a aussi le tort de faire croire que quand on a bourré la tête des jeunes gens de formules plus ou

1. *Lettres sur la Stratégie*, t. I, p. 401.
2. Freycinet, *Souvenirs*, p. 292.

moins bien rédigées on en fait des victorieux. Il faut nous applaudir d'avoir notre excellente École de guerre, pépinière féconde d'où sortent régulièrement des officiers de mérite; mais l'enseignement qu'on y donne ne suffit pas à faire des victorieux. La guerre n'est pas seulement une science, c'est un art. L'inspiration personnelle instinctive fait les grands capitaines plus que les études théoriques. « Ce n'est ni par la façon de s'armer, a dit Polybe, ni par celle de se ranger qu'Annibal a vaincu, c'est par ses ruses et sa dextérité. ...Dès que les troupes romaines eurent à leur tête un général d'égale force, elles furent aussitôt victorieuses[1]. » Napoléon a exprimé la même idée : « *Quelque chose qu'on fasse, quelque énergie que montre le gouvernement, quelque vigoureuse que soit la législation, une armée de lions commandée par un cerf ne sera jamais une armée de lions*[2]. »

L'enseignement technique, quelque excellent qu'il soit, demande à être enflammé par une grande éducation patriotique. Le victorieux est un homme de métier, mais il a été soulevé par les souffles inspirateurs de la vertu civique, de l'amour désintéressé de la patrie, nourri de la vivifiante sève de l'idéal national. Si les généraux et les officiers du roi Guillaume se sont montrés si extraordinairement entreprenants, tenaces, héroïques, ce n'est pas seulement à cause de leur

1. Œuvres de Napoléon à Sainte-Hélène. *Campagne d'Égypte et de Syrie*, t. II, p. 176.
2. Liv. 18, frag. I.

bonne éducation spéciale, c'est que vibraient en eux les aspirations ardentes de leurs poètes et de leurs penseurs, et qu'ils étaient soutenus par la coopération passionnée de souhaits et d'amour de tout leur peuple et qu'ils sentaient que dans pas un cœur allemand il n'y avait un battement qui ne fût pour leur triomphe.

CHAPITRE VII

L'INVASION

I

La nouvelle de la victoire de Wœrth arriva au quartier général prussien dans la nuit. Le Roi avait reçu une dépêche commençant ainsi : « Deux aigles... » Il en ressortait que l'armée du Prince royal avait livré une bataille et qu'elle avait été victorieuse ; mais la dépêche ne laissait pas entrevoir où l'action avait eu lieu. Le Roi envoya vers minuit son aide de camp Anton Radziwill à Verdy du Vernois afin qu'il éclaircît ces obscurités. Verdy du Vernois saute à bas de son lit, rejoint par Brandenstein, et tous trois s'arrêtent à cette conclusion que l'on n'avait en main que la deuxième moitié d'un télégramme dont la première moitié n'était pas parvenue. Ils se rendent chez Moltke, le réveillent en sursaut. Celui-ci comprend aussitôt que c'était à Wœrth que la bataille avait dû être livrée, et s'occupe immédiatement à préparer de nouvelles directives aux troupes de deuxième ligne qui n'avaient pas encore été attribuées à l'une où à l'autre armée.

Après Forbach comme après Wœrth la cava-

lerie prussienne encore mal dirigée, à peu près inerte, avait perdu le contact avec nous. Cela amena Moltke et Frédéric-Charles à commettre en Lorraine une méprise semblable à celle du Prince royal en Alsace. Le prince, supposant que Mac-Mahon s'était dirigé sur l'armée de Metz, l'avait cherché vers Bitche et non vers Saverne. Moltke et Frédéric-Charles, présumant que Frossard s'était replié sur Mac-Mahon, le cherchèrent vers Sarreguemines et non vers Saint-Avold. Ils pensèrent même envoyer la IIe armée tout entière dans cette direction. Mais, à la réflexion, ils dirigèrent l'aile droite sur la route de Sarrebrück à Forbach qu'ils rendirent libre en écartant Steinmetz, et ils n'envoyèrent vers Rohrbach que l'aile gauche. Ils ne trouvèrent personne nulle part. Quatre hussards suffirent à occuper Sarreguemines où ils capturèrent d'immenses approvisionnements en vivres et matériel de campement.

Le prince Frédéric-Charles ne resta pas sur cette fausse piste ; il revint d'où il était parti. On nous avait ainsi accordé quelques jours de répit. Du reste les Prussiens n'étaient pas en état de nous poursuivre plus tôt. Ils ne pouvaient pas songer à s'ébranler dès ce premier moment sans s'exposer à de graves périls. Les troupes des VIIe et VIIIe corps étaient mêlées et confondues ; il fallait les séparer, restituer les unités tactiques. Une partie des autres corps d'armée, notamment le Ier corps, qui devait grossir la Ire armée, était encore éloigné ou n'était pas suffisamment serré.

Dans la IIe armée surtout, masse énorme à mouvoir, composée de sept corps, il y avait eu ralentissement dans l'ensemble depuis que, le prince Frédéric-Charles s'étant porté à gauche, on avait cessé de sentir sa direction au centre ou à l'extrémité. Ce ne fut que le 8 août que tout le monde fut prêt. Le Roi donna de Hombourg le signal de la marche en avant sur notre territoire.

L'invasion commençait. Puisque les chefs assoupis de notre armée n'avaient pas osé la devancer au delà de la Sarre, nous armant de l'imperturbabilité de l'historien, comptons les envahisseurs pendant qu'ils passent. — Quel était leur nombre?

Volontiers nous ferait-on croire qu'ils étaient aussi innombrables que les hordes du ve siècle. Nous serions allés avec 250 ou 300 000 hommes au plus nous mesurer avec 1 200 000! La vanité nationale a été d'accord ici avec la passion de parti pour répandre l'erreur : on se console plus aisément d'avoir été vaincu en mettant la défaite au compte de la supériorité écrasante des effectifs ennemis. Les effectifs prussiens nous étaient en effet supérieurs, mais non dans la proportion que l'on a dite. Les Prussiens n'ont jamais mis en ligne ni 1 200 000 ni 1 000 000 d'hommes. Ils ont, il est vrai, mobilisé 900 000 hommes, mais, comme l'a établi Thiers, ils n'en ont pas amené 700 000 à la fois sur le champ de bataille[1]. Il n'y

1. Discours des 7-8 juin 1872. — En octobre l'effectif des forces prussiennes ne dépassait pas 550 000 hommes.

avait là qu'un jeu de leur organisation militaire, au moyen de laquelle les remplacements s'opèrent sans interruption par de petits détachements qui comblent les vides, complètent les effectifs de guerre, et fournissent les fractions nombreuses destinées à occuper les chemins de fer, entreprendre les sièges, couvrir les bases des opérations; ainsi les soldats des plus jeunes classes de la landwher furent incorporés successivement aux régiments.

Nous n'avons à évaluer en ce moment que le nombre des troupes qui entrèrent sur notre territoire le 8 août. Les trois armées prussiennes se composaient de seize corps. Dans la Confédération du Nord le pied de paix et de guerre était fixe. Chaque corps, chaque compagnie, escadron ou batterie, devait toujours avoir l'effectif déterminé: « Quand un homme mourait ou était réformé, le recrutement envoyait immédiatement un remplaçant. Chaque corps d'armée avait un effectif réglementaire moyen de 32 000 combattants. Au début d'une campagne cet effectif n'atteignait pas même 25 000 hommes[1]. » Il faut en

Au moment de la capitulation de Paris, les forces dont la Prusse disposait en France étaient de 633 600.

1. Le major von Hahnke (p. 31) nous a donné d'après les états officiels la situation de l'effectif de la IIIe armée au 3 août : il compte au Ve corps 25 425 fantassins et 1 200 chevaux; mais le XIe n'a que 24 391 fantassins et même nombre de chevaux; le Ier corps bavarois que 23 148 fantassins et 2 604 chevaux; le IIe corps bavarois que 21 802 fantassins et 2 596 chevaux; la division wurtembergeoise que 14 359 fantassins et 1 654 chevaux; la division badoise que 11 050 fantassins et 1 800 chevaux; plus

déduire les rationnaires qui ne sont pas combattants. En outre il est difficile, au moment d'une mobilisation, de compléter les cadres, puisque, sur cinq officiers, la compagnie prussienne n'en a que quatre. Ensuite des vides se forment aux premières marches; pendant leurs longs trajets en chemin de fer, certains hommes n'ayant pas pris la précaution de retirer de temps en temps leurs bottes neuves eurent les pieds tellement gonflés que plusieurs jours ils ne purent marcher; d'autres succombèrent à la fatigue. « La IIe armée cheminant dans des pays accidentés à plus de trois lieues par jour (lieue d'Allemagne 7 420 m., lieue prussienne 7 532 m.) subit de grosses pertes; elle eut sept morts et un grand nombre d'hommes tombés d'insolation, dans une seule journée[1]. »

Avec 25 000 hommes par corps, pour 16 corps, l'effectif est de 400 000 combattants, desquels il faut déduire au début les Ier et VIe corps laissés sur les bords de la Baltique et de la mer du Nord, ce qui réduit l'effectif à 350 000 h., ne devant atteindre 400 000[2] que plus tard. De ces 350 000,

3 822 chevaux à la 4e division de cavalerie : total, 120 175 fantassins, plus 14 875 chevaux et 456 canons. Ces chiffres sont confirmés par les états annexés par le capitaine Stieler von Heydekampf à son livre sur le Ve corps, p. 360. Son état après Wœrth n'accuse plus au Ve corps que 18 611 fantassins, mais il continue à noter les rations d'après le chiffre normal de l'effectif, or elles sont de 25 051. Voilà le chiffre maximum au début du Ve corps. Il en était de même dans les autres armées.

1. Lettres de Kretschman, 4 août.

2. D'Andlau, *Metz*, p. 423.

puis de ces 400 000, 66 463 Bavarois et Wurtembergeois composaient des troupes médiocres qui seraient très vite égalées par notre Garde mobile après quelques semaines d'instruction. Ainsi se trouvaient réduits au début à 283 837, et ensuite à 333 837 les troupes de première qualité avec lesquelles nous avions à nous mesurer.

CHAPITRE VIII

A METZ APRÈS LES DÉFAITES

I

Pendant toute la journée du 6 août, se succédèrent au quartier général les nouvelles sensationnelles. Le matin, c'est le bruit d'une grande victoire remportée par nous avec beaucoup de prisonniers. A dix heures c'est une dépêche de Mac-Mahon : « Si Failly me rallie je pourrai prendre l'offensive demain. » A une heure c'en est une de Frossard : « Je suis attaqué vigoureusement. » A trois heures, c'est un télégramme du chef de gare de Reichshoffen : « On bat en retraite, je me sauve. » A cinq heures, c'est Frossard qui rassure : « La lutte semble s'apaiser, j'espère rester maître du terrain[1]. » A sept heures c'est encore Frossard, mais poussant un cri de détresse : « Je suis tourné, obligé de me retirer

1. Notons en passant que Frossard placé sous les ordres de Bazaine n'avait plus à correspondre avec le quartier impérial.

sur les hauteurs. » Enfin à huit heures et demie c'est le télégramme tragique de Mac-Mahon : « J'ai été attaqué ce matin à sept heures par des forces très considérables. J'ai perdu la bataille; nous avons éprouvé de grandes pertes en hommes et matériel. La retraite s'opère en ce moment, partie sur Bitche, partie sur Saverne. Je tâcherai de gagner ce point où je reconstituerai l'armée. Nos hommes ont perdu la plus grande partie de leurs sacs. » Et à neuf heures Failly confirme : « Mac-Mahon en retraite sur Saverne après bataille perdue. »

Comment exprimer l'effet que produisent ces nouvelles? Ce n'est pas le désarroi, pas même la panique, pas même l'ahurissement, c'est la prostration, la désespérance, l'anéantissement. La tête tourna de même aux généraux de Louis XIV à Hochstett, Barcelone, Ramillies, Turin, « car il n'est que trop vrai que dès qu'il arrive un malheur aux Français, ils croient tout perdu et se conduisent de façon à ce que tout l'est en effet, au contraire des ennemis qui se soutiennent et savent réparer leurs malheurs [1] ». — « Je suis obligé de l'avouer, dit l'écuyer de l'Empereur, Faverot de Kerbrech, le 6 août au soir, alors que, consternés, nous recevions au quartier impérial ces télégrammes navrants, je n'ai pas trouvé chez les généraux, dans l'atmosphère desquels vivait l'Empereur, le calme, la pondération, la fermeté réconfortante que j'aurais été

1. Saint-Simon, 1708.

heureux de saluer chez ces vieux soldats qui, tous, avaient fait la guerre, et qui étaient les conseillers naturels et indiqués de leur souverain... — Les idées les moins raisonnables furent émises. Mais le plus violent de tous fut précisément le général Lebrun, en partie éditeur responsable de nos malheurs présents, celui qui avait été, dans la coulisse, l'inspirateur du « plan de campagne », et qui avait fait prévaloir la théorie des petits paquets disséminés le long de la frontière. Ce soir-là, il nous fit à nous autres, les jeunes, une impression pénible. Se laissant aller à une excitation que la présence de l'Empereur aurait dû contenir, il traita d'incapables et d'ignorants ses camarades malheureux, et ne parla de rien moins que de les faire fusiller... J'admirai cependant l'Empereur, qui sut rester calme au milieu de ces divagations et ne laissa pas échapper une parole de blâme contre les généraux qui venaient d'être mis en déroute et rendaient désormais si grosse la responsabilité du chef suprême. Mais je songeai douloureusement qu'en un moment si angoissant, il n'avait auprès de lui aucun guide réfléchi, susceptible de l'éclairer, quand tous ceux que leur situation mettait à même de le faire se laissaient aller au découragement ou à la colère. Cet ami des anciens jours, ce conseiller fidèle et sûr, dont l'intelligence supérieure et l'esprit prodigieusement fécond auraient su dominer les circonstances et dicter les décisives résolutions, j'ai toujours pensé, avec le vaillant maré-

chal Canrobert, que c'était le général Fleury qui en réalisait l'idéal. Je dis, moi aussi : « Quel malheur que Fleury n'ait pas été là[1] ! »

Il y a dans tous les quartiers généraux un certain nombre de gens qui savent avec la plus grande pénétration faire ressortir les difficultés que présentent les entreprises que l'on propose. « Au premier embarras ils prouvent péremptoirement qu'ils ont tout prévu. Ils ont toujours raison, car comme ils ne proposent jamais et surtout n'exécutent eux-mêmes quoi que ce soit de positif et de réel, le résultat de leurs propres entreprises ne peut jamais servir à les réfuter. Ces hommes de l'éternelle négation sont la perte des généraux en chef[2]. » On vit à l'œuvre à Metz ces hommes funestes. Ils se répandirent en prédictions sinistres ; tout leur paraissait fini, l'armée, la France, l'Empire et surtout l'Empereur.

Les critiques les plus acerbes étaient celles du prince Napoléon ; il n'épargnait rien ni personne et ne cessait de déclamer contre la politique de sous-officier qui avait conduit à la guerre. Cependant aucun pessimisme n'égala celui que l'Empereur cachait sous son calme imperturbable. Le peu de volonté active qui restait en lui s'était évanoui : il voyait la partie irrévocablement perdue ; il n'avait aucun espoir de la relever ; Paris était menacé d'un rapide investissement ;

1. Faverot de Kerbrech, *Mes souvenirs*, pp. 9-29.
2. Campagne d'Italie de 1859 par l'état-major prussien, à propos du quartier général autrichien.

il ne fallait plus songer qu'à le défendre, et par un mouvement de sauve-qui-peut abandonner l'Alsace, la Lorraine, la Champagne à l'invasion, se retirer en hâte sur Châlons, y appeler les débris de Mac-Mahon, Failly, F. Douay, et là s'interposer entre l'invasion et la capitale. A partir du 6 août, ce fut son idée constante. Sous la pression exercée il a paru parfois y renoncer; il y est toujours revenu. Il n'a été indécis qu'en apparence; en réalité il n'a voulu, alors, qu'une seule et même chose : quitter Metz, revenir à Châlons. Et le major général était dans une singulière illusion lorsque, le 10 août, il annonça que l'Empereur comptait prendre l'offensive sous peu de jours.

II

Le soir du 6 août, l'Empereur, ayant autour de lui le prince Napoléon, Le Bœuf, Castelnau, délibéra sur ce que les circonstances exigeaient. Aussitôt il découvre l'idée qui obsédait son esprit, de s'interposer entre l'ennemi et la capitale, se concentrer sur Metz puis sur Châlons. Le prince Napoléon l'approuve; Le Bœuf contredit : l'Empereur s'est déjà trop attardé à Metz, il devrait être au centre de ses troupes, s'établir au milieu d'elles, les diriger en personne ; se replier sur Châlons serait une irréparable défaillance ; c'est en Lorraine et en Alsace qu'il faut couvrir Paris. On avait en avant Bazaine, Ladmirault, la Garde,

les réserves générales de cavalerie et d'artillerie; qu'on les concentre à Saint-Avold et qu'on recueille Frossard. On disposera ainsi de 135 000 hommes, et, en pressant le mouvement commencé du 6e corps d'armée vers Metz, une réserve de 50 000 hommes en arrière sous Canrobert. Que ne pouvait-on tenter avec de pareilles forces? Il était impossible que les deux premières armées prussiennes, avancées avec tant de précipitation, ne fussent pas décousues : il n'y avait qu'à les aborder avant qu'elles pussent se serrer et surtout avant que la IIIe armée engagée dans les Vosges, pût accourir à son secours. Une vigoureuse offensive laissait seule la chance de relever les affaires : Tentons-la.

D'instinct le major général proposait la conduite qui, vu l'état des forces ennemies, eût pu nous sauver. Certainement le plan était audacieux, car « lorsqu'une armée a éprouvé des défaites, la manière de réunir ses détachements ou ses secours et de prendre l'offensive est l'opération la plus délicate de la guerre, celle qui exige le plus, de la part du général, la profonde connaissance des principes de l'art[1] ». Néanmoins il n'y avait pas d'autre moyen de nous relever et s'il n'eût pas réussi, il eût donné à notre chute quelque chose de grandiose. Le prince Napoléon, qui avait d'abord approuvé la retraite sur Châlons, se rangea à l'avis de Le Bœuf. Quoiqu'il le détestât depuis sa mission à Venise où il ne l'avait

1. NAPOLÉON Ier, *Œuvres*, t. II, p. 302.

pas trouvé assez italien, il m'a souvent répété depuis : « C'était une idée digne de Napoléon Ier. »

Seul, l'Empereur ne fut pas convaincu. Raisonnements, supplications même, tout fut inutile. Il multipliait les objections : « Il est bien difficile de donner des instructions tout de suite. — Il n'y a qu'une instruction à donner, Sire, et elle est bien simple : marcher en avant, se jeter sur l'ennemi dès qu'on le rencontrera sans se préoccuper de son nombre. » Vers onze heures l'Empereur se lève : « Messieurs, à demain. » Le Bœuf désolé, dit au prince : « Vous devriez tenter un dernier effort. — Non, c'est à vous, qui êtes major général, de recommencer. » Le Bœuf réfléchit un instant, puis il retourne auprès de l'Empereur déjà retiré dans sa chambre. Il en sortait bientôt, levant les bras au ciel avec consternation : « Impossible de rien obtenir ! Allons nous coucher. — Allons nous coucher, répéta le prince. Après tout, nous sommes sûrs de n'être pas enlevés cette nuit. »

En s'en allant, ils rencontrèrent Jérôme David. Il arrivait de Forbach et, d'une maison, il avait vu le combat jusqu'à cinq heures et demie. On avertit l'Empereur qui revient dans son cabinet. Jérôme David raconte ce qu'il a vu et dit qu'il considère ce combat comme une victoire plutôt qu'une défaite, mais la retraite de la fin de la journée paraîtrait une déroute si on ne s'avançait au plus tôt. Le Bœuf, fort de cet appui inattendu, revient à la charge une troisième fois et il est soutenu énergiquement par Jérôme David. La

résistance de l'Empereur est enfin vaincue. Il cède ou du moins paraît céder. Il se rendra le lendemain à Saint-Avold accompagné de quatre aides de camp et de quatre officiers d'ordonnance ; il se placera au milieu de ses troupes et organisera le mouvement offensif : Bazaine sera invité à appeler à lui Ladmirault ; la Garde est déjà en route vers Saint-Avold ; un train partant à deux heures du matin transportera les équipages de l'état-major ; l'Empereur partira à quatre heures[1].

Cette résolution relève les courages et un sentiment d'espoir succède à l'abattement. On utilise le mieux possible les trois ou quatre heures qui séparent du départ. L'Empereur télégraphie à Bazaine (3 h. 30) : « Je vais me placer au centre de la position. » Le Bœuf télégraphie de son côté : « Un effort sérieux est nécessaire. Une bataille est imminente. »

Le lendemain, dimanche 7 août, à quatre heures du matin, l'Empereur montait en wagon. Il était à peine assis qu'un employé de la Compagnie lui remet un télégramme. Il l'ouvre et il lit que l'on est sans nouvelles de Frossard. Cette incertitude sur le sort de Frossard pouvait empêcher de chercher la bataille ce jour-là, mais non de se porter au centre de la position. Elle était pour un général en chef un motif de plus de s'avancer sur sa première ligne, d'aller se rendre compte de la situation physique et morale des troupes.

1. Carnet de Castelnau.

de les soutenir ou les diriger en une crise qui pouvait être décisive. L'Empereur n'aurait certainement pas manqué à ce devoir, s'il en avait eu la force. Son état de souffrance ne lui laisse voir dans le fait qui devait confirmer sa résolution de la nuit qu'un prétexte d'y renoncer. Il se retourne vers Le Bœuf prêt à s'asseoir à ses côtés et lui dit sèchement : « Vous voyez où vous m'entraîniez; vous me faisiez commettre une faute. L'ennemi ne nous donnera pas le temps d'opérer la concentration en avant; il faut l'opérer en arrière, autour de Metz. » Il descend du wagon et donne l'ordre à Le Bœuf de se rendre vers Bazaine pour constater *de visu* l'état réel des choses et lui faire un rapport. Et il revient avec Lebrun à la préfecture ayant encore gagné un jour d'immobilité.

III

A Saint-Avold, Le Bœuf apprend à Bazaine notre désastre de Wœrth. Bazaine l'ignorait. Il ne dit mot; mais ses yeux se remplirent de larmes[1]. Les deux maréchaux n'eurent pas le temps de discourir sur l'opportunité de se concentrer ou non sur Metz. Une dépêche de Ladmirault apprit à Bazaine qu'il venait d'y être appelé directement par l'Empereur. Puis le général Grenier, divisionnaire de Ladmirault,

1. Récit du maréchal Le Bœuf.

arrivé à Saint-Avold, vint annoncer au maréchal que, rappelé par son chef, il retournait vers Boulay et ensuite vers Metz. Le Bœuf le retint et le mit à la disposition de Bazaine.

Rentré à son quartier général et livré à ses réflexions, l'Empereur était revenu à l'idée qu'il n'avait abandonnée qu'en apparence et qui désormais restera au fond de son esprit : se replier sur Châlons. Il avait envoyé directement à Ladmirault l'ordre de ne plus se rendre à Saint-Avold et de se concentrer à Metz afin d'éviter à celles de ses troupes qui n'étaient pas encore à Saint-Avold la fatigue inutile de s'y rendre pour en revenir.

Ensuite il fait préparer par Lebrun des ordres à expédier de tous côtés : on renonce à appeler Douay ; on lui télégraphie de jeter s'il le peut une division dans Strasbourg et avec les deux autres de couvrir Belfort ; on oublie que le 7e corps d'armée ne se compose que d'une division, la division Liebert, que la division Conseil-Dumesnil est avec Mac-Mahon, et que la division Dumont n'a pas quitté Lyon. Il n'y avait pas à s'occuper de Mac-Mahon en route déjà sur Châlons ; on ordonne à Frossard, qu'on sait maintenant à Puttelange, de se diriger aussi sur Metz afin de continuer ensuite sur Châlons. On prescrit à Failly, qui se préparait, à la Petite Pierre, à marcher sur Phalsbourg et Saverne, de prendre la même direction ; on arrête le corps de Canrobert dont la tête approchait de Nancy, on le renvoie à Châlons. On invite le ministre

de la guerre à diriger sur le camp tous les détachements de réservistes.

Pour la défense de Metz, lorsque l'armée sera partie, Coffinières est nommé gouverneur et chargé de construire seize ponts qui faciliteront le passage de la rive droite de la Moselle sur la rive gauche; il devra en outre constituer un approvisionnement de six mois. Ces mesures prises, l'Empereur télégraphie au ministre de la guerre d'appeler à Paris tous les quatrièmes bataillons dont il pouvait disposer et d'y faire venir également les régiments d'infanterie de Corse, de Bayonne, de Perpignan et de Pau (moins leurs quatrièmes bataillons) et les deux régiments de Carcassonne et de Tarbes (7e et 8e chasseurs) qui avaient été laissés en observation sur les Pyrénées[1]. La retraite sur Châlons ainsi résolue et ordonnée, il demande au Conseil des ministres l'effet qu'elle produira à Paris.

Le Bœuf, de retour de Saint-Avold, est informé de toutes les mesures prises en son absence.

Sa situation, depuis l'arrivée de l'Empereur à l'armée, était devenue intolérable. Selon une expression du prince Napoléon, l'Empereur le faisait tourner en bourrique. Il ne prétendait pas exercer le commandement en chef, il eût voulu seulement être un conseil écouté et acquérir ainsi sur les commandants de corps d'armée une autorité qui contribuât à mettre un

1. L'Empereur au ministre de la guerre, 7 août, cinq heures et demie du matin.

peu de cohésion dans l'incohérence de l'ensemble. Mais il n'avait pas su comme Niel prendre de l'ascendant sur l'esprit de l'Empereur; il avait trop gardé les docilités d'un aide de camp; l'Empereur le consultait peu, l'écoutait encore moins et accordait l'influence à d'autres qui eussent dû lui être subordonnés. Lebrun ne restait pas dans sa situation de sous-chef auxiliaire : en contact incessant avec l'Empereur pendant les absences fréquentes du major général et souvent même lui présent, il était devenu un rival du chef d'état-major général le supplantant à tout propos. On avait ainsi deux chefs, agissant sans concert, l'un détruisant ce qu'avait fait l'autre. Le Bœuf souffrait de cette situation indécise et humiliée, d'autant plus qu'il sentait que, en dépit de tout, on le rendrait responsable d'une conduite qu'il ne dirigeait pas.

Il avait été une première fois déjà très offensé de ce qu'on eût, quand il était près de Mac-Mahon à Strasbourg, défait ce qui avait été convenu, relativement à l'expédition de Sarrebrück. Avec la fougue de sa nature ouverte il avait exprimé sa douleur au prince Napoléon : « Cela ne peut aller ainsi; voilà Frossard qui, après avoir provoqué l'ordre d'attaquer Sarrebrück, déclare qu'il ne peut le faire; il change son quartier général sans dire où il le porte : Frossard est indiscipliné; Failly insuffisant. » Il s'anime, s'échauffe, et, prenant le prince par le bras : « On ne peut faire la guerre avec un tel manque d'obéissance. Si cela continue, je

me demande si je ne ferais pas bien de me brûler la cervelle. — Je ne suis pas assez de vos amis, répondit le prince, pour vous répondre autrement que non; si j'étais de vos amis, je répondrais peut-être autrement. — Savez-vous que vous n'êtes pas encourageant[1]? »

Maintenant il était à bout de résignation. Il fut de nouveau très froissé de l'abandon *ex abrupto* avec lequel l'Empereur, sans attendre son retour et son rapport, tranchait un doute dont il était allé étudier la solution[2]. Il offrit sa démission de ministre de la guerre et de major général. « Jusqu'à présent, dit-il, j'ai donné des avis que l'Empereur n'a pas suivis; je comprends que je n'ai pas sa confiance, et je ne peux plus remplir des fonctions qui supposent une confiance entière. Je demande à rester à la suite de l'armée jusqu'à ce que l'Empereur puisse m'employer; j'accepterai, du reste, la responsabilité de tout ce qui a été ou n'a pas été fait. — Vous n'avez fait, répond l'Empereur, qu'exécuter mes ordres. » Il accepta la démission de ministre, refusa celle de chef d'état-major. Le Bœuf ne la retira pas. Il proposa divers noms comme remplaçants : « Je ne veux, dit l'Empereur, ni de Trochu ni de Lebrun, Trochu est un esprit biscornu, Lebrun est un brouillon. » Malgré les insis-

1. *Carnet du prince Napoléon*, 29-31 juillet 1870.

2. D'après une dépêche de Le Bœuf on peut induire qu'il est rentré à onze heures. Dans ses dépositions devant la commission de l'Assemblée nationale, il dit : « Dans la soirée. »

tances de l'Empereur, Le Bœuf ne consentit à continuer ses fonctions que jusqu'à ce qu'on lui eût trouvé un remplaçant. Désormais il ne sera plus que l'instrument passif des ordres qu'il recevra[1].

C'est en cette qualité qu'il écrivit une dépêche au ministre de la guerre (2 h. 20 soir) : « L'Empereur insiste vivement sur la nécessité de terminer l'organisation des quatrièmes bataillons et des régiments de marche. Je suis étonné que les officiers généraux, à l'intérieur, aient laissé dans leurs foyers autant d'hommes appartenant à la réserve. Sévissez contre ceux qui ont contrevenu aux ordres donnés. Signalez-moi des noms. » C'est encore en cette qualité qu'il communiqua à quatre heures au ministre de la guerre les dispositions arrêtées par suite de la résolution du matin de se concentrer sur Châlons[2].

1. D'après Lebrun, le major général aurait remis sa démission à l'Empereur dès le 9 août, à la réception d'un télégramme de l'Impératrice lui notifiant l'avis du Conseil de régence. C'est une des nombreuses inexactitudes qui abondent dans les *Souvenirs* du général Lebrun. Pour ces *Souvenirs* il faut s'en tenir à l'opinion judicieuse et vraie, exprimée par le *Récit historique de l'état-major français* : « On remarquera que l'ouvrage du général Lebrun a été publié en 1895, longtemps après les événements, et qu'il contient parfois des erreurs permettant de douter que les *Souvenirs* aient été écrits immédiatement après la campagne. La seule partie qui mérite une confiance entière est celle qui a trait à sa mission en Autriche, parce que le rapport du général Lebrun est daté du mois de juin 1870. » (*Récit historique de l'état-major français*, t. IX, p. 106.)

2. Major général au ministre de la guerre, quatre heures du soir. — « L'Empereur a décidé que l'armée active se con-

A ce moment l'Empereur avait entre les mains la réponse du cabinet à l'interrogation qu'il lui avait posée. Cette réponse n'approuvait ni ne blâmait[1] et disait seulement que le Conseil, sans juger la mesure, n'y faisait aucune objection.

Le sentiment élevé qui empêchait l'Empereur de désavouer Le Bœuf lui inspira d'envoyer une pensée de réconfort à Mac-Mahon. C'était la coutume des anciens rois. Après la perte de Lucignano par Pierre Strozzi (1515) François Ier dit à ses courtisans qu'il regrettait de lui avoir donné le grade de grand maréchal. — « Pourquoi, lui demanda-t-on ? — Parce que je ne peux plus le lui donner[2]. » Napoléon III télégraphia à Mac-Mahon dont le chagrin était profond : « L'Empereur sent vivement le chagrin que

centrerait sur Châlons où Sa Majesté pourrait avoir 150 000 hommes et au delà si nous parvenons à y rallier les corps de Mac-Mahon et de Failly. Douay restera à Belfort. L'Empereur va diriger sur-le-champ tous les impedimenta sur Châlons. Envoyez de votre côté des vivres et des munitions. L'aile gauche, sous le maréchal Bazaine, sera concentrée sous Metz d'ici quarante-huit heures, dans sept jours à Châlons. »

1. D'après le *Récit historique de l'état-major français* nous aurions répondu que nous trouvions impolitique « d'évacuer la Lorraine, sans livrer bataille et que nous redoutions l'effet déplorable que cette nouvelle produirait sur le pays ». Nous n'avons rien dit de cela, et l'Empereur, dans une brochure sur Sedan, confirme le sens de notre télégramme : « L'Empereur, dit-il, résolut de ramener immédiatement l'armée au camp de Châlons..., le plan communiqué à Paris fut d'abord *approuvé* par le conseil des ministres. »

2. Segris, *Empire libéral*, t. XIV.

vous devez éprouver. Il vous félicite et vous remercie des efforts que vous avez faits[1]. »

IV

Que ferait-on de l'armée ? Telle était la principale préoccupation de tous. Mais il en était une autre qui grondait dans les esprits et que le prince Napoléon manifesta le premier ce jour-là. Que ferait-on de l'Empereur? demeurerait-il à la tête de l'armée ? L'Empereur déjeunait à dix heures, dînait à six heures. Le Prince arrive une demi-heure avant le dîner et dit à Castelnau : « Il faudrait que l'Empereur rentrât à Paris. — C'est vrai, dites-le-lui. — Mais si je le conseille à l'Empereur, il se défiera de ce que je lui dis et cela suffirait pour qu'il adopte un avis contraire ; parlez-lui en. » Castelnau s'en défend : il n'a pas l'habitude de pareilles initiatives. Cependant, à cause de la gravité des circonstances, il dérogera à ses habitudes.

L'Empereur entre, s'assied sur un canapé. Castelnau aborde le sujet. Il lui rappelle la conduite de son oncle qui, en 1812, n'hésita pas à laisser son armée et à rentrer à Paris. « J'y ai pensé, dit l'Empereur, mais cela est impossible. Mon oncle, lorsqu'il rentra à Paris en 1812, était entré à Moscou et avait remporté des victoires ; moi, je n'ai pas encore livré de

1. Major général au maréchal Mac-Mahon à Saverne, 7 août, six heures et demie soir.

combats, je ne puis imiter son exemple. » A ce moment survint le Prince impérial, très surexcité comme il l'était toujours. L'Empereur le prit sur ses genoux et dit : « Je veux que tu sois juge de la question. » L'enfant, ayant écouté le débat, se récria : « C'est impossible, rentrer avant de nous être battus, ce serait un déshonneur. — Il serait affligeant, fit le général, qu'à votre âge on ne pensât pas ainsi, mais nous devons voir les choses autrement[1]. » La conversation en resta là.

Ce qui ne pouvait en rester là, c'était l'exécution de la retraite sur Châlons. Dès que ce projet avait transpiré il avait excité une vive réprobation. L'ahurissement d'en haut n'existait pas en bas; l'ardeur des officiers et des soldats, un peu déconcertée, était encore très vive. Tout le mal, selon eux, venait du commandement, des ordres et des contre-ordres qui les harassaient; ils étaient exaspérés de l'immobilité à laquelle on les condamnait; qu'on mît à leur tête un véritable général, tout serait vite réparé. Toujours reculer ! mais ils n'avaient encore livré aucune bataille ! étaient-ils donc des lâches? L'immense majorité repoussait comme une honte inacceptable l'idée de retourner sur Châlons. Ce sentiment revint à l'Empereur de tous côtés. Il réunit dans la soirée du 7 août à huit heures un nouveau conseil auquel assistèrent Le Bœuf,

1. Carnet de Castelnau.

les commandants de l'artillerie, Soleille, du génie, Coffinières, l'intendant général Wolff, Lebrun et Castelnau. Cartes déployées on délibéra longuement, on revint sur la résolution du matin et on décida que l'armée, restant à Metz, attendrait, appuyée à la place, les événements. L'Empereur en prévint l'Impératrice. « La retraite sur Châlons devient trop dangereuse, je puis être plus utile en restant à Metz avec 100 000 hommes bien réorganisés. Il faut que Canrobert retourne à Paris et soit le noyau d'une nouvelle armée. Ainsi deux grands centres : Paris et Metz, telle est notre conclusion. Prévenez-en le Conseil. Rien de nouveau. » (7 août.) Cet abandon de la retraite sur Châlons venait d'être décidée, le 7 août dans la nuit, lorsque l'Empereur reçut dans les premières heures du 8 août une seconde dépêche des ministres sur le projet de retraite, plus explicative que la première, et qui n'a pas eu plus d'influence puisqu'elle est arrivée après la résolution arrêtée[1].

1. Dans sa brochure sur les causes qui ont amené la capitulation de Sedan, l'Empereur dit : « L'Empereur résolut de ramener immédiatement l'armée au camp de Châlons où elle aurait pu recueillir les débris de l'armée du maréchal de Mac-Mahon, le corps de Failly et celui de Douay. Ce plan communiqué à Paris fut d'abord *approuvé* par le Conseil des ministres; mais *deux jours après* une lettre de M. Émile Ollivier informa l'Empereur qu'après une délibération le Conseil avait pensé qu'il s'était trop hâté d'approuver la retraite de l'armée à Châlons, l'abandon de la Lorraine ne pouvant avoir qu'un déplorable effet sur l'esprit public; en conséquence il engageait l'Empereur à renoncer à son projet. Celui-ci céda pour le moment à ce

Cette dépêche était ainsi conçue : 7 août au soir Émile Ollivier à l'Empereur : « Nous avons répondu un peu vite ce matin sur l'effet de la retraite de Châlons. L'effet ne sera pas bon. Il va de soi que nous ne parlons que politiquement ; *mais le point de vue stratégique doit l'emporter sur le point de vue politique,et vous êtes le seul juge.* » Conçoit-on qu'en présence de ce document on ait pu parler du *plan militaire* du ministère Ollivier? Notre seul plan militaire était de n'en avoir aucun et de ne pas prendre une respon-

conseil. » On voit comme les souvenirs de l'Empereur l'ont trompé. Ces deux avis du Conseil des ministres n'ont pas été exprimés à deux jours de distance, mais le même jour, le 7 août, l'un le matin, l'autre le soir, par dépêche télégraphique et non par lettre. Le Conseil ni le matin, ni le soir n'a exprimé d'opinion, et c'est parce qu'il craignait de n'avoir pas formulé le matin assez clairement son abstention que le soir il a mieux fait connaître qu'il n'entendait ni conseiller ni déconseiller une conduite stratégique. J'ai adressé ces rectifications à l'Empereur qui en a reconnu la justesse par une lettre du 18 novembre 1870 : « Je reconnais tout ce qu'il y a de juste dans les réflexions que vous inspire la lecture de la brochure sur la capitulation de Sedan. » L'événement ayant démontré que la concentration sur Châlons le lendemain de Wœrth aurait prévenu l'investissement de l'armée dans Metz, la Droite attribua à l'odieux ministre libéral d'avoir empêché cette concentration et d'avoir exigé le maintien de la guerre dans la Lorraine. Or, notre dépêche expédiée dans la soirée du 7 août n'arriva à Metz que dans les premières heures du 8, et, dans la nuit, l'Empereur avait abandonné sa concentration sur Châlons. Dans une brochure de Granier de Cassagnac, qui fut communiquée à l'Empereur avant sa publication, l'auteur ayant parlé du *plan général du ministère Ollivier*, et ajouté : que *le ministère Ollivier exigea le maintien du théâtre de la guerre en Lorraine*, l'Empereur biffa ces lignes.

sabilité quelconque dans des résolutions dont nous étions incapables, de loin, de juger l'opportunité. Nous ne pouvions pas répondre que l'opinion publique serait ravie d'apprendre qu'après quatre jours de campagne, l'armée abandonnait la Lorraine et l'Alsace et prenait la fuite sur Châlons. Le surprenant est qu'on ait cru devoir nous interroger. Nous répondîmes en nous gardant d'empiéter sur le domaine que nous nous étions interdit : nous nous contentâmes de mettre l'esprit de l'Empereur à l'aise en lui conseillant, quelque mauvais que fût l'effet politique, de ne pas s'y arrêter et de ne tenir compte que des nécessités stratégiques.

Le 8 août, en conséquence de la décision prise le 7 dans la soirée, de nouvelles directions furent données à l'armée. L'état-major fit connaître à Frossard, alors à Brulange, que l'ordre de retraite sur Châlons était révoqué et qu'il eût à se porter sur Metz par la ligne la plus directe en se conformant aux instructions de Bazaine. L'ordre de se mettre en mouvement sur Metz avait déjà été donné aux autres corps la veille. La concentration sur Châlons ne fut maintenue qu'aux 1er et 3e corps dont on comptait faire le centre d'une seconde armée dont le quartier général serait à Paris sous Canrobert.

La retraite subit un temps d'arrêt ce jour-là. « Je vous prie en grâce, écrivait le général Decaen à Bazaine, de ne pas m'ordonner de mouvement aujourd'hui. Les hommes sont rendus de fatigue, la soupe n'est pas encore mangée, et il faudrait

encore y renoncer ce soir. Il leur faut un peu de repos. » Montaudon et les autres généraux lui adressaient la même prière. Ladmirault écrivait : « Depuis cinq jours mes troupes sont en marche : la journée d'hier, 8 août, a été très pénible par suite d'un orage qui nous a inondés d'eau. La pluie n'a cessé de tomber en abondance pendant toute la nuit; les hommes sont restés debout, sans sommeil, mais pouvant faire de grands feux. Les chevaux de la cavalerie et les attelages de l'artillerie sont horriblement fatigués ; ils ont passé la nuit du 8 au 9 dans des bourbiers profonds. Dans cet état de choses, les troupes de mon corps d'armée ont le plus grand besoin de repos et d'un bivouac tranquille. » La brigade Clerembault par exemple était restée vingt et une heures à cheval. Il fallut s'arrêter. L'Empereur, pendant cet arrêt, se rendit à Faulquemont où était arrivé Bazaine. « Je trouve, dit Montaudon dans ses *Souvenirs militaires*, le souverain bien vieilli, bien affaibli et n'ayant en rien l'attitude d'un chef d'armée. »

Bazaine proposa à son tour son plan : peut-être il ne fallait ni se reporter sous Châlons, ni attendre sous Metz, mais se concentrer entre Frouard et Nancy. Canrobert devait y être ; on appellerait Mac-Mahon, Failly et Douay ; on s'établirait sur le plateau des Hayes ; expulser d'une telle situation 200 000 hommes était impossible ; les déborder en leur prêtant le flanc était périlleux. Le maréchal avait été à Nancy deux ans et y avait commencé une étude dans ce sens ; en

outre il avait trouvé dans les Archives un travail très intéressant du général Haxo dans lequel était recommandée l'occupation de Frouard. Il ajoutait que, depuis le commencement du siècle, dans tout ce qui avait été écrit à ce sujet, *on a presque toujours rejeté l'idée d'une concentration sous Metz, qui peut être tourné soit par la frontière du Nord, soit par le Sud*[1]. Tout cela était bien conçu, bien combiné, d'une incontestable justesse. — « Ce serait découvrir Paris », objecta l'Empereur. Et la proposition ne fut pas agréée. Elle aurait donné mieux que tout ce qui a été fait. Bazaine s'en tint à son *Peut-être*, et la retraite sur Metz continua à être dirigée dans l'ensemble par l'état-major général, et dans le détail par le maréchal. Elle se poursuivit lamentablement. Les troupes qui, depuis plusieurs jours, ne cessaient d'aller, de venir, d'arriver, de repartir aussitôt après leur arrivée, non seulement se démoralisaient, mais étaient à bout de forces physiques.

Les hommes partis souvent à l'aube n'atteignaient le bivouac que pendant la nuit sous des pluies torrentielles ; ils ne pouvaient assujettir leurs misérables petites tentes, sur un sol qui n'était plus qu'une mer de boue, ni allumer des feux pour faire des soupes; alors ils se couchaient sans manger, mouillés jusqu'aux os, sur le terrain détrempé. Leur fatigue excédait les forces humaines. Les hommes de Frossard

1. Déposition de Bazaine.

n'avaient plus ni leurs objets de campement, ni leurs ustensiles, ni leurs marmites, ni leurs tentes perdues à Forbach.

Toutes les misères de cette saison pluvieuse, contre laquelle aucune sollicitude ne pouvait rien, étaient aggravées par la difficulté d'assurer des vivres aux troupes dont le biscuit était réduit en pâtée. L'intendance abondait d'approvisionnements et, dans leur répartition, se montrait aussi intelligente que dévouée, mais les changements perpétuels et surtout imprévus, dans les emplacements désignés aux troupes, au milieu de l'entassement effroyable d'impedimenta, dérangeaient toutes ses prévisions et créaient un dénuement provisoire à peu de distance d'un lieu où était la plénitude. Comment un intendant ne perdrait-il pas la tête quand il reçoit le même jour de telles dépêches : Le matin : « Gardez à Nancy tout ce que vous avez. » A midi : « Dirigez sur Metz tout ce que vous avez. » Le soir : « N'expédiez rien sur Metz, au contraire... » Enfin dans la nuit : « Considérez comme nul le dernier télégramme : dirigez sur Metz tout ce que vous avez. »

Montaudon a décrit le misérable état de cette vaillante armée : « Je viens de voir résoudre, sous mes yeux et aux yeux de tous, un problème bien surprenant, quand on considère l'armée française, qui, animée du feu sacré, ne demandait qu'à bien faire et à se montrer à la hauteur de celles des autres époques. Eh bien ! on a eu le plus funeste talent de la faire battre par petits

paquets; puis, en présence d'un échec très réparable, le haut commandement s'est pris d'une folle terreur que rien n'a pu maîtriser, et il va à l'aventure. Notre pauvre armée, depuis son départ de Paris, ne fait que s'user sur les routes par des marches et contremarches aussi inutiles qu'inopportunes; toujours en éveil, elle mange peu et dort moins encore. Des fatigues sans raison et sans but, voilà comment on mène les troupes à l'ouverture d'une campagne qui sera longue et difficile. Comme c'est fâcheux pour le pays d'avoir à la tête de l'armée des chefs aussi peu expérimentés et aussi peu capables de faire mouvoir avec intelligence de grosses masses ! En général, le soldat bien conduit, bien entraîné, fait et fera bien son devoir; mais, pour le moment, qu'attendre de lui? Il est fatigué, démoralisé; il lui faut quelques jours de repos et puis ensuite on pourra en faire ce que l'on voudra. Malheureusement la confusion et l'incohérence règnent dans les hautes sphères [1]. »

Cet état lamentable ravivait le désir qui hantait tous les esprits prévoyants d'obtenir de l'Empereur qu'il abandonnât le commandement. Dans la matinée Lebrun vint très courageusement lui conseiller de remettre le commandement en chef entre les mains d'un des maréchaux et de rentrer aux Tuileries. Franceschini Pietri, modèle de fidélité intelligente et infatigable, renouvela la démarche de Lebrun. Il annonçait en ces

1. Cité par le *Récit historique de l'état-major français* t. IX, p. 172.

termes à l'Impératrice le résultat de sa tentative : « N'écoutant que mon dévouement, j'ai demandé à l'Empereur s'il se sentait assez de forces physiques pour les fatigues d'une campagne active, de passer les journées à cheval et les nuits au bivac. *Il est convenu avec moi qu'il ne le pouvait pas*. Je lui ai dit alors qu'il valait mieux aller à Paris réorganiser une autre armée et soutenir l'élan national, avec le maréchal Le Bœuf comme ministre de la guerre, et laisser le commandement en chef de l'armée au maréchal Bazaine, qui en a la confiance, et auquel on attribue le pouvoir de tout réparer. S'il y avait encore un insuccès, l'Empereur n'en aurait pas la responsabilité entière. *C'est aussi l'avis des vrais amis de l'Empereur*[1]. »

L'Impératrice répondit à l'Empereur sur la communication de Pietri : « Avez-vous réfléchi aux conséquences qu'amènerait votre rentrée à Paris sous le coup de deux revers ? Je n'ose prendre la responsabilité de ce conseil. Si cependant vous vous y décidez, il faudrait que la mesure fût présentée au pays comme provisoire, et que le commandement fût confié provisoirement au maréchal Bazaine. »

Pietri aurait pu répliquer : « Votre Majesté a-t-elle, de son côté, réfléchi aux conséquences de la présence de l'Empereur à l'armée ? Il ne réparera pas les revers subis, il les multipliera à l'infini. A-t-elle réfléchi aux responsabilités ter-

1. *Metz*, 8 août, quatre heures et demie soir.

ribles qu'elle encourt en laissant à la tête de nos troupes un souverain qu'une implacable maladie rend incapable de les conduire? A-t-elle réfléchi à tout le bien que l'Empereur ferait à Paris et à tout le mal qu'il n'empêchera pas à Metz? A-t-elle réfléchi à l'effroyable déchéance qu'elle va imposer au souverain en le condamnant à demeurer au milieu d'une armée qu'il ne commandera plus et dans laquelle il portera cependant le le poids de toutes les défaites? »

Aucun des membres du Cabinet ne connut alors la dépêche de Pietri ni la réponse de l'Impératrice qui révéla seulement beaucoup plus tard la publication des Papiers secrets.

Jusqu'à ce jour tous les arrangements stratégiques pris par l'Empereur étaient uniquement inspirés par des considérations militaires plus ou moins bien entendues, car l'opinion des ministres quant à l'effet de la retraite sur Châlons n'avait pas influencé ses résolutions[1].

1. Il y a eu en effet deux réponses télégraphiques du ministère à l'interrogation de l'Empereur. La première, partie vers les dix heures et arrivée à Metz peu après midi. Or, à quatre heures le même jour, l'Empereur télégraphiait que la concentration sur Châlons était mise à exécution. La seconde dépêche expédiée dans la soirée du 7 n'arriva à Metz que dans les premières heures du 8. Or, dans la nuit, l'Empereur avait abandonné la concentration de l'armée sur Châlons. Donc cette deuxième dépêche n'avait pas eu plus que la première d'influence puisque, comme la première, elle arrivait la résolution déjà adoptée. Comment en aurait-il été autrement? les deux dépêches étaient absolument identiques substantiellement, leur unique

Désormais l'élément politique intervient, et les remuements de Paris se mêlent aux difficultés de l'action militaire et les aggravent.

différence était que la seconde exprimait plus longuement ce que la première avait dit brièvement. Et ni l'une ni l'autre ne formulait une opinion quelconque sur l'opportunité ou la non-opportunité de la concentration de l'armée sur Châlons.

CHAPITRE IX

A PARIS. — APRÈS LA DÉFAITE
PATRIOTISME OU PARTIOTISME[1]

I

Jules Simon a dit : « Non seulement les ministres, non seulement la majorité du corps législatif, mais nous-mêmes, membres de l'Opposition nous regardions notre armée comme la première du monde. Je désire n'être pas taxé de témérité si j'ajoute que, *même après nos malheurs*, je n'ai pas changé d'avis[2]. »

1. Il n'est pas un seul des récits, surtout de ceux qui se disent bien informés, qui ne soit, sur ces journées du 6 au 9 août, un mélange d'incohérences, de faussetés, de contradictions. Les faits certains y sont, ou mal placés ou mal commentés. A tout instant des inventions ridicules ou odieuses, et surtout une niaiserie déconcertante. Il faudrait un volume pour réfuter tout ce fatras, et ce serait donner de l'importance à des œuvres qui n'en méritent pas. Je me contenterai, uniquement à titre d'exemple, de relever quelques-unes des sottises qu'on raconte, non pour qu'on pense que celles que je ne relève pas sont vraies, mais uniquement pour qu'on juge le peu de sérieux de celles sur lesquelles je ne prends pas la peine de m'expliquer.

2. Jules Simon, *Origine et chute du second Empire*, p. 211.

On a l'habitude de représenter Stoffel comme étant le seul militaire qui n'ait pas partagé cette confiance. Or voici ce que raconte à ce sujet Faverot de Kerbrech : « Le 16 juillet, j'allai au salon de service, où je trouvai le colonel Stoffel. Il était arrivé à Paris à cinq heures du matin, et venu directement à Saint-Cloud. Il mangeait un œuf sur le plat avant d'entrer chez l'Empereur, qui terminait sa toilette : — « Eh bien ! Stoffel, lui dit devant moi le général Bourbaki, aide de camp de service, il est trop tard maintenant pour nous bercer d'illusions; dites-nous carrément, là entre nous, qui va recevoir la pile? — Mais, dit le colonel, je n'éprouve aucune hésitation à vous répondre, mon général. Je crois fermement que la France finira par avoir le dessus. Seulement ne vous figurez pas que ce sera facile. La Prusse est remarquablement préparée. La lutte sera longue et meurtrière[1]. »

Forbach et Wœrth, le même jour, voilà quel fut cependant le début d'une guerre que la nation s'était promise triomphante. Les deux batailles amenées par le hasard avaient été défensives de notre côté, avec cette différence qu'à Wœrth, c'est un général au tempérament offensif qui commande; il est écrasé par le nombre, mais vaincu, il reste glorieux. A Forbach, le chef autrefois audacieux dans sa spécialité, glacé par une responsabilité au-dessus de ses forces, est devenu un défensif : il est supérieur en nombre

1. FAVEROT DE KERBRECH, *La guerre contre l'Allemagne*, p. 15 et 16.

au début, à peine inférieur à la fin ; il s'en va sans gloire d'un champ de bataille où il n'a pas été vaincu. Comment Paris et la France accueilleraient-ils cette effroyable désillusion ?

La manière dont les peuples supportent les revers démontre ce qu'ils valent et fait pressentir leur destinée définitive. La Grèce ne sut jamais les supporter. « L'ardeur avec laquelle les Athéniens se déterminaient à la guerre ne persistait pas quand il fallait agir et leurs pensées tournaient au gré des événements[1]. » Ils frappèrent d'une amende Démosthènes parce qu'il avait conseillé une guerre malheureuse. C'est pour cela que la Grèce fut soumise par le Macédonien.

La constance romaine, au contraire, ne fut jamais plus indomptable qu'aux jours des revers. « Cette destinée nous a été réservée, disait Scipion à ses soldats, que dans toutes nos grandes guerres ce soit de la défaite que nous soyons allés à la victoire, *victi vincerimus*. » Et il leur rappelle les revers de la Trebbia, de Trasimène, de Cannes, la défection de l'Italie, de la Sicile, de la Sardaigne, Annibal dressant son camp aux portes de Rome. Mais, ajoute-t-il, dans cette ruine des choses, une seule, la vigueur du peuple romain, demeura entière et immuable et elle releva les autres du sol où elles gisaient, les remit debout et les soutint[2]. » L'historien donne le secret de la grandeur

1. Thucydide, I, cxl.
2. *In hac ruina rerum stabit una integra et immobilis virtus populi Romani. Hæc omnia strata humis erexit ac sustulit.* T.-Live, Lib. XXVI, cap. 41.

romaine en racontant qu'après Cannes tous les ordres se rendirent au-devant du consul Varron, dont l'impéritie avait causé le désastre, et il ajoute avec une fierté pleine de dédain : « A Carthage il eût été livré au dernier supplice[1]. »

La constance romaine se retrouve chez les Anglais. Macaulay narre que Londres vit rarement une journée aussi triste que celle où la nouvelle de la bataille de Beachy Head arriva. « Notre honte paraissait intolérable ; le péril était imminent ; de mauvaises nouvelles arrivaient des Pays-Bas : l'armée de Louis XIV victorieuse dans les Flandres et sa marine en possession du Détroit. Heureusement le mal apporte toujours son remède. Ils connaissent peu l'Angleterre ceux qui s'imaginent que le premier pas d'une rébellion et le premier pas d'une invasion peuvent la mettre en péril. En vérité, le danger de l'invasion était la meilleure sauvegarde contre celui de la rébellion... Ces mots : Les Français arrivent... étouffèrent comme par enchantement tout murmure... L'effet immédiat de nos revers dans le Détroit et dans les Flandres fut de donner une seule âme au grand corps de la nation et toutes les discussions de partis furent oubliées[2]. »

Nous n'eûmes jamais au même degré la constance romaine et la constance anglaise. Les observateurs étrangers nous ont reproché d'avoir hérité de la mobilité athénienne. « L'esprit des

1. *Quod si Carthaginiensium ductor fuissent, nihil recusandum supplicii foret.* T.-Live, Lib. XXIII, 61.
2. Guillaume III.

Français, a dit Pétrarque[1], est toujours vif et prompt à entreprendre la guerre, mais il fléchit vite sous les calamités et il ne sait pas les supporter. » Tous cependant avaient noté que, fidèles à une coutume gauloise en se désavouant eux-mêmes et s'abandonnant au découragement, ils ne désavouaient pas leurs chefs malheureux et ne s'en séparaient pas. « *More Gallorum, nefas est etiam in extrema fortuna de — serere patronos*[2]. — « Les Français, dit Paul Giove, non seulement sont fidèles à leurs rois, mais ils les révèrent et les adorent[3]. » « Ils n'admettent pas, ajoute Machiavel, que leur roi ait tort, soit dans la bonne, soit dans la mauvaise fortune[4]. » Quand François Ier eut été pris à Pavie, « la France se crut prisonnière en lui, les bonnes gens demandaient des nouvelles du roi et les écoutaient en pleurant[5]. » Les femmes faisaient tourner plus vite et plus souvent leurs rouets afin de contribuer à la rançon du captif.

Les guerres civiles de religion qui vinrent déchirer la France altérèrent notre loyalisme national. On avait vu des traîtres comme le connétable de Bourbon, mais l'exécration publique les avait anéantis et la trahison n'était pas une coutume française excusée ni glorifiée. A partir

1. PÉTRARQUE : Ut ad bella suscipienda Gallorum alacer ac promptus est animus, sic mollis ac minime resistens ad calamitates perferendas mens eorum est.
2. CÉSAR : *De bello Gallico*, VII, 40.
3. *Vita del marchese di Pescara*, l. IV.
4. *Dei discorsi*, lib. III, cap. XLI, p. 223, de 1789.
5. Michelet.

de la Ligue et de la Fronde, il en fut autrement, et l'on vit nos grands capitaines, Condé, Turenne, servir sous le drapeau espagnol contre leur patrie et leur roi.

Puis vint la Révolution. La Royauté, jusque-là symbole vivant de l'unité et de l'inviolabilité de la patrie, appela elle-même l'invasion, préférant la loi de l'étranger à celle de son peuple. La noblesse française vint accroître les armées de la coalition et ceux qui n'étaient pas dans ses rangs l'accompagnaient de leurs sympathies. « Je ne puis jamais me rappeler sans honte, écrit la comtesse de Boigne, les vœux antinationaux que nous formions et la coupable joie avec laquelle l'esprit de parti nous faisait accueillir les revers de nos armées [1]. » Les mécontents, les corrompus du nouveau régime, les Dumouriez, Pichegru, Moreau, deviennent les conseils des généraux ennemis ; Talleyrand appelle les souverains étrangers, ouvre son salon maudit de la rue Saint-Florentin à leurs délibérations, et les amène à renverser le Maître qu'il avait tant exploité et qu'il vendait depuis Erfürth. Alors une notion nouvelle s'empara des esprits : c'est qu'il pouvait être un intérêt supérieur à celui de la patrie, et qu'avant d'être patriote on devait être homme de parti, dût-on, pour satisfaire ce parti, se faire le collaborateur des victoires ennemies.

Or le patriotisme consiste à ne mettre aucun

1. *Madame de Boigne*, t. I, p. 291.

sentiment, aucune pensée, aucun intérêt politique, religieux ou social au-dessus de la patrie : dès qu'on lui préfère quoi que ce, soit on n'est plus patriote. C'est pourquoi est si profonde la vue de Faguet que le patriotisme ne peut exister que là où règne la liberté parce que ce n'est que là que chacun peut trouver la garantie de ses opinions, de ses idées et de sa foi, et dès lors n'a plus aucune raison de préférer quoi que ce soit à la Patrie.

Qui plus que notre patrie était digne de cet amour? Qu'elle est toujours belle et charmante, loyale et généreuse, notre chère France! Ou elle conquiert l'admiration par les exploits de son épée libératrice, ou elle illumine par la splendeur de sa pensée, ou elle charme par la grâce légère de son art, et toujours elle tient la coupe de consolation d'où se répand la joie. Mais il est des Français, enfants ingrats, qui ont placé quelque chose au-dessus d'elle et lui ont préféré les passions, les intérêts, les convoitises, les haines, les colères de leur parti. De là est né le *partiotisme*, qu'on me permette de créer ce mot. Ce nouveau dogme politique s'étendit si promptement qu'on en vint (ce qui ne s'est jamais vu dans un autre pays) à considérer comme un immense éloge que de dire d'un homme d'État : c'est un patriote. Je n'ai jamais entendu un Anglais louer de la sorte son Canning ou son Palmerston, un Italien son Cavour ou son Garibaldi. Exalter fastueusement le patriotisme dans un seul implique qu'il n'existe point en tous.

II

L'épreuve décisive du patriotisme et de sa lutte avec le *partiotisme* eut lieu après Waterloo. Le grand capitaine n'avait pas épuisé son génie dans la campagne extraordinaire de 1814; son plan est un de ses meilleurs; mais Grouchy n'arrive pas; Bourmont passe à l'ennemi; une panique irrésistible dissout l'armée; il rentre à Paris. Cependant « sur les frontières et dans l'intérieur, rien, dit Thiers, n'était définitivement perdu, si à Paris on savait supporter le grand désastre[1]. » Il y eut alors trois conduites : celle de Talleyrand, celle de Lafayette, celle de Carnot. Talleyrand est à Vienne; la Coalition, éperdue du retour triomphal de l'île d'Elbe, hésite; l'intégrité de la patrie va être sauvée. Mais l'intégrité de la patrie avec Napoléon c'est l'effondrement personnel de Talleyrand; le démembrement, au contraire, l'élèvera sur nos ruines. Il ranime la Coalition, la renoue.

Lafayette est à Paris, membre important de la Chambre des Représentants; il est l'obligé de l'Empereur qui l'a aidé à sortir de sa prison d'Olmütz et auquel il a promis une éternelle reconnaissance. Mais c'est un républicain qui ne lui pardonne pas de n'être pas resté consul; il

1. *Le Consulat et l'Empire*, t. XX, p. 305.

déteste son passé de dictateur et il n'a pas confiance dans son avenir de libéral, l'acte additionnel lui déplaît : il lui eût fallu une Assemblée constituante et une Constitution nouvelle. Lui ne pactise pas avec l'ennemi ; mais il a la niaiserie du sectaire ; il prend au sérieux les proclamations des Coalisés qui disent faire la guerre à Napoléon et non à la France ; il croit que, l'Empereur à bas, ces Coalisés s'arrêteront et respecteront l'intégrité du territoire national. Donc, pas d'arrangement avec l'Empereur ; ne lui accorder aucun secours, lui demander l'abdication et, s'il s'y refuse, prononcer la déchéance.

Carnot, républicain incorruptible, avait vécu éloigné de la prospérité de Napoléon ; il se rapprocha de son malheur et, en janvier 1814, il lui écrivit : « Sire, aussi longtemps que le succès a couronné vos entreprises, je me suis abstenu d'offrir à Votre Majesté des services que je n'ai pas cru lui être agréables. Aujourd'hui que la mauvaise fortune met votre constance à une grande épreuve, je ne balance plus à vous faire l'offre des faibles moyens qui me restent. C'est peu de chose, sans doute, que l'effort d'un bras sexagénaire ; mais j'ai pensé que l'exemple d'un soldat, dont les sentiments patriotiques sont connus, pourrait rallier à vos aigles beaucoup de gens incertains du parti qu'ils doivent prendre, et qui peuvent se laisser persuader que ce serait servir leur pays que de les abandonner. Il est encore temps pour vous, Sire, de conquérir une paix glorieuse et de faire que l'amour du grand peuple

vous soit rendu[1]. » Napoléon l'avait chargé de défendre Anvers.

A peine aux Tuileries, après l'île d'Elbe, il l'avait appelé et, voulant donner des garanties aux libéraux, lui avait confié le ministère de l'Intérieur. Carnot eût préféré la Guerre. « Mais, dit-il, il ne m'est pas permis de rien refuser à Votre Majesté en ce moment[2]. » Il blâme Lafayette : « Devant l'étranger, haine, espérance, tout devait être sacrifié à la défense de l'intégrité du territoire national ; on devait servir celui qui tenait le gouvernement de la France, quelles que fussent ses erreurs, parce qu'il était la sauvegarde de l'indépendance nationale plus sacrée que les intérêts mêmes de la liberté. » « Si cet homme nous trompe, écrivait-il à un ami, nous aurons rempli notre devoir, et nous irons, comme le vieux Romain, reprendre notre charrue ; mais du moins le sol qu'elle creusera n'aura pas été foulé par l'invasion étrangère. » Il fut très attrapé d'avoir été créé comte. « Si le service de la patrie l'exige, dit-il, je me laisserai nommer marquis ou vidame. » Serviteur de Napoléon par patriotisme il devint son ami. Il le détourna de l'abdication, le poussa à s'opposer à la déchéance et à retourner sans retard à son armée reconstituée par les 30 000 hommes de Grouchy, et d'où, menaçant, il eût mâté l'Assemblée plus que de l'Élysée. Siéyès, le penseur profond de la Révolution, refusa aussi de suivre Lafayette et se rangea à

1. Carnot, *Mémoires*, t. II, p. 288.
2. *Ibid.*, t. II, p. 409.

côté de Carnot. « L'Empereur, dit-il, représente tout ce que nous devons défendre; soyons avec lui! S'il nous trompe, nous le pendrons après. » Le brave général Lecourbe, quoique ami de Moreau, les anciens conventionnels, tous les républicains de l'Assemblée se rangèrent derrière eux.

Benjamin Constant, malgré sa déférence envers Lafayette, suivit l'exemple de Carnot, de Siéyès et de Lecourbe. « Il était évident pour tout esprit juste, dit-il, qu'abandonner Bonaparte au milieu de l'orage, c'était livrer le territoire à l'invasion étrangère. »

Napoléon nous a dit ce qui serait arrivé si la Chambre des Représentants avait écouté Carnot : « La position de la France était critique mais non désespérée... Tout pouvait se réparer; mais il fallait du caractère, de l'énergie, de la fermeté de la part des officiers, du gouvernement, des Chambres, de la nation tout entière. Si la France s'élevait à cette hauteur elle était invincible; son peuple contenait plus d'éléments militaires qu'aucun autre peuple du monde; le matériel de la guerre était en abondance et pouvait suffire à tous les besoins[1]. »

L'opinion de Lafayette prévalut. « Saisis d'une étrange préoccupation, ils s'attachèrent à compléter la ruine d'un homme quand il fallait sauver l'État menacé. Les passions ont un merveilleux penchant à croire ce qui les flatte : on s'obstina,

1. Carnot, *Mémoires*, t. II, p. 203-204.

malgré les nombreux exemples inscrits dans les annales de tous les peuples, à penser que la guerre cesserait à l'instant où la France aurait abjuré son chef, et, pour emprunter l'expression énergique d'un écrivain célèbre, tandis que la tempête battait le vaisseau, on jeta le gouvernail à la mer, et on l'offrit en sacrifice aux flots irrités [1]. » Les royalistes firent mieux. De par l'ordre du roi, des officiers s'étaient engagés dans l'armée de l'usurpateur avec la mission de faciliter le succès de l'ennemi en provoquant la panique au moment critique.

Les faits nous ont appris les résultats de cette conduite. Après qu'ils se furent débarrassés de Napoléon, les Coalisés traitèrent la France aussi durement que si elle l'avait conservé à sa tête, et nous montrèrent qu'ils s'étaient moqués de nous. Nous fûmes occupés, démembrés, réduits au rôle de puissance de second ordre dans lequel nous avons végété, jusqu'à ce que Napoléon III déchirât les traités de 1815 et nous replaçât, par le traité de Paris, au premier rang des nations de l'Europe.

Après Wœrth et Forbach notre situation était loin d'être aussi critique qu'après Waterloo. Un seul de nos corps d'armée avait été réellement battu. Nos ressources de toute nature étaient considérables ; l'infériorité de notre canon pouvait être suppléée très vite en fabriquant à tour de bras

1. Benjamin Constant, *Les Cent jours*, p. 129.

le canon de 7 en bronze, égal, au moins, à celui des Prussiens. Il n'était pas non plus malaisé d'augmenter nos fusées percutantes et de corriger la tactique de notre artillerie, dont la défectuosité venait d'être démontrée ; la garde nationale mobile, dont les états étaient dressés, nous donnait un réservoir d'hommes où il n'y avait qu'à puiser à pleines mains. Ils n'étaient pas instruits, mais reçus dans de vieux cadres de troupes vigoureusement exercées, ils fussent, en peu de jours, devenus de véritables soldats. Avec de telles ressources il était ignominieux de se jeter aux pieds de l'ennemi, de lui demander grâce et de bâcler une paix qui eût toujours fait une entaille à notre territoire.

Le patriotisme, comme la prévision de l'avenir, conseillait la continuation de la guerre et la guerre à outrance. Depuis l'époque où nous arrachions notre nationalité encore mal cimentée à l'étreinte de la conquête anglaise, et celle où nous défendions notre nationalité constituée contre les convoitises de l'Europe coalisée, il ne fut pas d'heure plus solennelle et plus fatidique. L'illusion généreuse civilisatrice, dans laquelle les meilleurs d'entre nous avaient vécu, que la lutte séculaire entre l'Allemagne et nous était close et qu'entre les deux pays il n'y aurait plus qu'une guerre de civilisation et de progrès, une amitié loyale, pleine d'espérances civilisatrices, venait d'être cruellement déçue, et l'Allemagne, qui nous devait d'avoir vu détruire son archaïsme féodal pendant la Révolution, et d'avoir pu librement

constituer son unité en 1866, nous récompensait en nous provoquant à l'improviste, la main tendue pour nous arracher la Lorraine et l'Alsace et nous soumettre à sa prépotence. La France allait-elle être précipitée de son rang de puissance de premier ordre au rang de puissance de second ordre, asservie désormais aux caprices de l'Allemagne conquérante? C'était une question de vie ou de mort. Nous ne l'avions pas posée, mais à aucun prix il ne fallait admettre qu'elle fût résolue contre nous et accorder à l'Allemagne une victoire définitive.

Accepter provisoirement une défaite, dans la pensée de prendre plus tard une revanche, est une idée fausse. Quand on a accepté une défaite avant d'avoir lutté jusqu'à l'extrémité des forces, on ne prend pas de revanche. Mais une défense à outrance n'avait chance de succès que si les partis, oubliant leurs colères et leurs espérances, se réunissaient, ne formant qu'une âme, autour du gouvernement issu de la volonté nationale, qui n'avait commencé la guerre qu'avec le libre consentement de la majorité, presque de l'unanimité des représentants de la nation, et de qui la Liberté n'avait plus rien à craindre puisqu'il l'avait donnée tout entière. Il fallait comprendre qu'à ce moment être bonapartiste, au moins provisoirement, c'était être Français. Alors, la crainte de la révolution ne troublant plus les esprits, en reprenant la tradition de Carnot on serait revenu au plan que lui avait inspiré son expérience de 93 et on aurait adopté les résolutions qui étaient

dans tous les esprits : Faire revenir l'Empereur à Paris : si on ne pouvait livrer de bataille offensive, soit entre la Moselle et la Sarre, soit entre la Moselle et la Meuse, laisser une garnison dans Metz, replier Bazaine et Mac-Mahon sous la capitale, en défendre vigoureusement les abords, en empêcher l'investissement, y mettre, si on n'y réussissait pas, une simple garnison, reculer sur la Loire, s'y refaire, s'y compléter, et quand on eût été en état, se porter sur le flanc gauche de l'invasion et sur ses derrières. Autant qu'on peut juger d'une chose qui n'est point arrivée, les Allemands eussent été repoussés, battus; la terre qu'ils avaient voulu conquérir fût devenue leur tombeau et aujourd'hui ils ne monteraient pas la garde à Metz et à Strasbourg : c'est nous qui serions en faction le long du Rhin et qui nous écririons comme autrefois Scipion : *Victi vincerimus*.

Il était insensé de croire qu'on pût espérer un tel succès d'une défense à outrance, si elle était poursuivie sur les ruines du gouvernement existant, et si on l'organisait autour d'un gouvernement d'aventure sans autorité, sans compétence, n'ayant d'autre titre que celui qu'il se donnait à lui-même. Quelle que fût la valeur des hommes, leur courage, la supériorité de leur intelligence, ils ne réussiraient pas à opérer ce miracle de créer presque de toutes pièces des armées et, en même temps, de reconstituer une administration, recruter un personnel, en un mot, refaire, à quelques pas des bivacs ennemis, une France à la place de celle qu'on venait de détruire. Ils étaient encore

moins sûrs d'obtenir cette adhésion passionnée des masses sans laquelle une défense à outrance ne peut se continuer ; ils n'auraient que l'assentiment abaissé qu'impose la terreur des cours martiales ; ceux que l'on condamnerait à l'héroïsme, sous peine d'être passés par les armes, resteraient aux aguets, silencieux et mécontents, prêts à se ruer dans la paix quelle qu'elle fût. Et la France sortirait de cette lutte mal conduite, humiliée, rançonnée, démembrée, devenue et, qui peut dire jusques à quand, gardée à vue dans tous ses mouvements par un vainqueur arrogant.

Il n'y avait donc, après Wœrth et Forbach, qu'à répudier la tradition de Talleyrand et de Lafayette, l'un, le scélérat, l'autre, le niais, qui ne virent dans les malheurs de l'Empereur que l'occasion propice de le renverser, il n'y avait qu'à suivre celle de Carnot qui, dans le souverain vaincu, ne vit que la France à sauver et se dévoua à lui.

III

On pouvait espérer sans illusion que la France prendrait ce parti. Depuis 1815, la plupart des historiens avaient condamné Talleyrand[1], blâmé

1. L'admiration de Lamartine pour Talleyrand est une défaillance de son génie. Cependant il ne peut retenir un blâme contre sa conduite en 1815 : « Le rôle du grand diplomate alors, nous le reconnaissons, fut délicat aux yeux de ceux qui reconnaissent uniquement la France dans le sol. Rallier les souverains contre Napoléon, c'était rallier les

Lafayette, exalté Carnot, dont la figure toujours grandissante était devenue, après Bonaparte, la plus illustre de la Révolution. Nous n'en étions certainement pas au patriotisme stupéfiant de ce puritain du temps d'Élisabeth qui, sa main coupée par ordre de la reine, saisit son chapeau de la main qui lui reste, l'élève en l'air et s'écrie au jour du péril national : « Dieu sauve la reine! » Mais il était à peu près de croyance commune qu'un Français devait, à moins d'être considéré comme un traître, se ranger derrière son gouvernement, même détesté, même malheureux, dans une lutte avec l'étranger.

Mignet avait résumé ce dogme en quelque sorte national dans sa noble langue : « L'indépendance de la patrie doit l'emporter sur la forme des gouvernements et sur les intérêts des partis. Ni les douleurs de l'exil, ni l'ardeur des convictions, ni la force des attachements, ni la violence des haines ne justifient de méconnaître ce premier des devoirs. Séparer son pays du gouvernement qui le régit, dire qu'on attaque l'un pour délivrer l'autre, n'excuse pas davantage. Ces distinctions subtiles conduiraient à la ruine des États[1]. » Berryer s'écriait le 5 fé-

armées de l'Europe contre les armées de la France : c'était une œuvre de Thémistocle. En la considérant sous un aspect purement militaire, peut-être M. de Talleyrand, plus scrupuleux, aurait-il dû alors se récuser, comme Français, de toute intervention au congrès comme diplomate des Bourbons, et se retirer dans la triste neutralité du citoyen qui gémit sur l'erreur de son pays, mais qui n'arme pas contre sa patrie l'étranger. » Cours de littérature de Lamartine.)

1. Mignet, *Notices et portraits*, t. I, p. 230.

vrier 1847 à la Chambre des Députés : « Nous sommes libres, nous n'avons pas même chez nous, sur le sol de la France, l'embarras des partis. Je n'en connais pas... (*Les applaudissements coupent la phrase.*) Laissez-moi le dire; je n'en connais pas où il y ait un homme assez coupable, assez peu digne d'être Français, pour conserver dans son cœur le ressentiment, le jour où vous porterez noblement, fièrement, sincèrement, devant l'Europe, la question de ces grands intérêts français, de l'intégrité de notre influence et de nos droits! Je n'en connais pas d'assez haïssable nulle part ! » Lors de la guerre de Crimée le républicain Barbès, enfermé dans la prison de Ham, écrivait à un ami : « Si tu es affecté de chauvinisme, parce que tu ne fais pas de vœux pour les Russes, je suis encore plus chauvin que toi, car j'ambitionne des victoires pour nos Français. Je plains notre parti s'il en est qui pensent autrement. Hélas ! il ne manquerait plus que de perdre le sens moral, après avoir perdu tant d'autres choses[1]. » Tocqueville, exaspéré contre le régime de Décembre, écrivait dans la même circonstance : « Il faut toujours être de son pays avant d'être de son parti, et, quelque adversaire que je sois du gouvernement actuel, je serai toujours de son côté quand il sera en face de l'étranger[2]. » De tels exemples n'allaient-ils pas être suivis ?

1. *Empire Libéral*, t. III, p. 243.
2. *Correspondance du baron de Tocqueville*, 7 mars 1854.

CHAPITRE X

A PARIS, JOURNÉE DU 6 AOUT

I

L'Impératrice nous avait immédiatement communiqué la nouvelle de l'escarmouche de Sarrebrück et, le soir même du 2 août, la dépêche de Metz (4 heures) était donnée aux journaux et à la population. Elle n'eut pas le même empressement à nous faire connaître la nouvelle de l'échec de Wissembourg. Elle l'avait reçue à Saint-Cloud le 4 dans la nuit. Ce fut seulement le matin à onze heures qu'elle m'envoya par un de ses officiers, le lieutenant de marine Conneau, un pli cacheté contenant le télégramme du quartier impérial et une lettre dans laquelle elle me priait de le remettre sous enveloppe après l'avoir lu et de le rendre à l'officier chargé de le porter successivement à chaque ministre. Elle espérait que l'échec serait aussitôt réparé, et elle avait différé de nous en instruire afin que nous connussions en même temps la défaite et la revanche.

Justement Chevandier survint. Il nous parut

inadmissible de garder un seul instant pour nous cette dépêche, notre résolution étant de ne jamais cacher une nouvelle, qu'elle fût bonne ou mauvaise, dès qu'elle nous paraissait certaine. Nous avertîmes aussitôt l'Impératrice que nous nous croyions tenus, au lieu d'une transmission mystérieuse à nos collègues, à une communication immédiate au public. Elle y consentit et la dépêche fut affichée avec la date de midi quarante-cinq. Elle était ainsi conçue (5 août, midi 45) : « Trois régiments de la division du général Douay et une brigade de cavalerie légère ont été attaqués à Wissembourg par des forces très considérables massées dans les bois bordant la Lauter. Ces troupes ont résisté pendant plusieurs heures aux attaques de l'ennemi, puis se sont repliées sur le col du Pigeonnier, qui commande la ligne de Bitche. »

A sa divulgation tardive, cette dépêche joignait le tort d'être trop peu circonstanciée ; elle n'indiquait pas d'où elle était envoyée ; elle ne précisait pas le jour, l'heure de la bataille, les régiments engagés ; elle ne faisait pas ressortir la disproportion des forces, qui donnait le caractère d'une victoire morale à cette défaite matérielle héroïque. Le public en fut troublé.

La foule se pressait sur les boulevards, en proie à une pénible agitation ; de longues files de promeneurs serrés au coude allaient et venaient arrêtés de distance en distance par des groupes qui stationnaient et où pérorait quelque orateur, fabricant de nouvelles plus ou moins suspectes.

On s'écrasait aux kiosques des marchands de journaux. De temps en temps, au milieu de la chaussée, des jeunes gens qui rejoignaient leur corps passaient, un drapeau en tête, escortés d'une troupe d'amis et faisaient entendre au milieu du bruissement de la foule, ces chants et ces refrains de la guerre qui prenaient alors une signification plus émouvante[1] ! Un rassemblement menaçant assaillit la boutique d'un changeur, de laquelle, disait-on, s'étaient échappées quelques paroles favorables à la Prusse, et la police eut grand'peine à le protéger contre les dernières extrémités. L'esprit public ne fut un peu calmé que le lendemain matin par la lecture des dépêches prussiennes et anglaises beaucoup plus explicites que les nôtres, par lesquelles le véritable caractère du combat était révélé. Il y était dit que de notre côté il n'y avait en ligne que trois régiments et une brigade de cavalerie légère, tandis que les Prussiens avaient trois corps d'armée, et que, néanmoins, malgré cette énorme disproportion de forces, la résistance désespérée de nos soldats leur avait causé des pertes considérables.

Un cordial nous vint, à nous ministres, du général Trochu. Plichon lui avait demandé son avis sur l'événement ; il répondit : « Notre échec devant Wissembourg n'a rien de sérieux. La dépêche prussienne montre que la vaillante division du pauvre Douay a tenu tête au plus gros de l'armée du Prince royal, et lui a infligé

1. *Débats* du 7 août.

des pertes considérables; grandes chances pour le maréchal Mac-Mahon qui, rendu à pied-d'œuvre avec trois de nos meilleures divisions, va entrer en ligne avec une prédominance morale et matérielle dont les effets me paraissent presque certains. Et puis nous allons voir cesser cet abominable chauvinisme qui représente partout l'armée française comme devant manger les Prussiens à la croque-au-sel. On aiguisera ses dents, on s'éclairera mieux dans les marches, *et tout ira bien, je l'espère*[1]. »

L'Impératrice ne s'était pas démoralisée. Plichon, étant allé dans la soirée lui porter nos condoléances à Saint-Cloud, l'avait trouvée une bible à la main. Elle lui avait montré le passage qu'elle lisait en disant : « N'est-ce pas, que cela doit être interprété dans un sens favorable? » Au conseil, nos délibérations se prolongèrent plus que de coutume à l'occasion du traité avec l'Angleterre sur la neutralité de la Belgique, et nous ne rentrâmes à Paris que vers trois heures.

II

J'étais venu, dans la voiture de Gramont, jusqu'à l'Hôtel des Affaires étrangères et de là rentrais à pied. A la place de la Concorde je rencontrai des chevaux portant à leur tête de

1. Lettre de Trochu à Plichon, 6 août 1870.

petits drapeaux ; en débouchant de la grille des Tuileries dans la rue de la Paix, j'aperçus la plupart des fenêtres pavoisées. J'eus un serrement de cœur indicible. J'arrêtai un passant et je lui demandai : « Pourquoi ces drapeaux ? Il y a donc quelque chose de nouveau ? — Oh ! oui, Monsieur, on vient d'afficher à la Bourse la nouvelle d'une grande victoire de Mac-Mahon. Il a fait 25000 prisonniers et le Prince royal est du nombre. »

L'effet de cette dépêche apocryphe avait été indicible. En un instant la Bourse s'était vidée, la foule s'était répandue sur les marches de l'édifice, annonçant ce bonheur à ceux qui passaient. Les bravos, les cris, les chants de *la Marseillaise* avaient aussitôt éclaté avec enthousiasme. En un instant la nouvelle avait envahi la ville et, en se propageant, l'émotion était devenue du délire. Toutes les audiences avaient été levées au Palais de Justice ; on s'embrassait dans les rues en pleurant, sans se connaître ; on rencontrait des gens que la joie avait rendus presque fous[1]. Depuis vingt ans on n'avait vu Paris dans un pareil état[2]. Deux chanteurs en vogue, Capoul et Mlle Sasse, reconnus dans une voiture découverte, avaient été arrêtés et, debout, avaient chanté l'hymne patriotique au milieu des trépignements frénétiques de la foule. Je hâtai le pas ; arrivé place Vendôme, je tombai dans

1. *Siècle.*
2. *Journal de Paris.*

un rassemblement très surexcité, furieux contre le gouvernement qui ne disait mot et exigeant sur-le-champ la confirmation de l'heureuse victoire. Les jeunes attachés de mon cabinet, accourus au bruit, eurent grand'peine à me dégager et à me faire rentrer dans la cour du ministère. Là m'attendait une députation de négociants venue pour m'interroger. Je les détrompai. Mais la foule restée sur la place et qui grossissait toujours, criait : « Au balcon ! au balcon ! » Je m'avançai sur ce balcon et, d'une voix vibrante de douleur : « La nouvelle affichée aujourd'hui à la Bourse est une manœuvre indigne. Une enquête est ouverte afin de rechercher ceux qui, dans un moment si solennel, troublent ainsi la tranquillité publique que le gouvernement a toujours maintenue. Le gouvernement donne immédiatement à tous les journaux les nouvelles qu'il reçoit... » (Une voix : *Dix heures plus tard !* Cris : *Fermez la Bourse ! fermez la Bourse !* Quelques voix : *Écoutez donc ! écoutez donc ! Vous avez promis d'écouter avec calme !* Nouveaux cris : *Fermez la Bourse !*) « Vous demandez la fermeture de la Bourse. (*Oui ! oui !*) C'est une mesure grave ; elle ne pourrait être prise qu'après que le gouvernement en aurait délibéré ; je ne veux pas vous faire des promesses qui ne seraient pas tenues. (*Bien !*) Mais ce que je puis vous dire, c'est que toutes précautions seront prises pour qu'un acte aussi scandaleux ne puisse se renouveler. (*Bravo ! bravo !*) Voici toutes les nouvelles que nous avons :

Le maréchal Mac-Mahon concentre ses troupes et s'apprête à réparer l'échec, le malheur éprouvé par une de nos divisions. Cette division ne se composait que de 6 000 à 7 000 hommes : elle n'a battu en retraite, après un long et héroïque combat, que devant deux corps d'armée. Je vous le répète, le maréchal Mac-Mahon, mis en position pour arrêter les ennemis, va venger un avantage momentané qu'ils n'ont dû qu'à leur grand nombre. (*Bravo !*) Répandez-vous dans Paris, et dites partout que le gouvernement vous donnera toutes les nouvelles certaines. Ne croyez à aucune de celles qui circuleront, ne croyez qu'à celles qui ont un caractère officiel. Devant vous, qui êtes ici les représentants de la population parisienne, je jure sur l'honneur, s'il arrive quelque nouvelle, de ne pas la garder une minute sans vous la communiquer au besoin par des affiches. Si elles sont bonnes, nous vous les donnerons avec joie ; si elles sont mauvaises, nous vous les donnerons avec confiance, sûrs qu'un revers passager n'ébranlera pas votre patriotisme et votre foi dans le succès final. Ayez confiance en nous, comme nous avons confiance en vous. Pendant que nos frères se battent à la frontière, ayons, nous, assez d'empire sur nous-mêmes pour les aider par notre patience (*Bien !*), et unissons-nous pour crier d'un élan unanime : *Vive la patrie !* (Cris de : *Vive la patrie ! vive la France !*) Oui, unissons-nous pour crier ensemble : *Vive la France !* » (*Applaudissements* ; cris de : *Vive la*

France !). Sur ces paroles la foule se dispersa.

Chevandier, qui, au ministère de l'Intérieur, avait trouvé la même surexcitation, lui avait donné le même démenti. Il avait envoyé son secrétaire général, d'Auribeau, à la Bourse, rétablir la vérité et commencer une enquête. La désillusion fut aussi prompte à se répandre que l'avait été la joie, et, en peu d'instants, la consternation d'une grande espérance déçue fut générale. Un rassemblement irrité fit irruption dans l'enceinte de la Bourse, saccageant les barrières et la corbeille des agents de change. Ce devint un véritable champ de bataille; il fallut sonner la cloche de clôture et appeler la police. Un autre rassemblement encore plus nombreux envahit la place Vendôme réclamant de nouveau ma présence. Je m'avançai une seconde fois sur le balcon. Je dis en substance : « Toutes les nouvelles qui m'arriveront seront immédiatement portées à la connaissance du public. Cependant, il y a certaines nouvelles que nous ne vous dirons pas, parce qu'elles indiqueraient des mouvements de troupes qui, aussitôt connus à Paris, seraient télégraphiés chez nos voisins et qui tourneraient au détriment de nos armes. Quant à l'auteur de la fausse nouvelle, il est arrêté. — Son nom? s'écrie un furieux. — Je l'ignore, répondis-je. Le saurais-je, je ne vous le dirais pas. (*Clameurs.*) Non, je ne vous le dirais pas, car ce serait une indignité (*rumeurs redoublées*), car il n'a pas été jugé et il peut être innocent. De quel droit livrerais-je à la

publicité le nom d'un homme qui est peut-être innocent? » Cette apostrophe retourna la foule, qui m'applaudit. Cependant elle se retira moins vite que la fois précédente et des vociférations hostiles continuèrent à se faire entendre.

J'avais à peine quitté le balcon que Maurice Richard vint me prendre et me conduire au ministère de l'Intérieur où tous nos collègues étaient réunis en conseil. Nous commençâmes par rédiger une proclamation aussitôt imprimée et affichée : « Le conseil des ministres à la population de Paris. — Vous avez été justement émus par une odieuse manœuvre. Le coupable a été saisi et la justice informe. Le gouvernement prend les mesures les plus énergiques pour qu'une telle infamie ne puisse plus se renouveler. Au nom de la patrie, au nom de votre armée héroïque, nous vous demandons d'être calmes, patients, et de maintenir l'ordre. Le désordre à Paris, ce serait une victoire pour les Prussiens. Aussitôt qu'une nouvelle certaine arrivera, de quelque nature qu'elle soit, bonne ou mauvaise, elle vous sera immédiatement communiquée. Soyons unis, et n'ayons en ce moment qu'une pensée, qu'un vœu, qu'un sentiment : le triomphe de nos armes. » (6 août 1870, six heures.) Nous décidâmes ensuite que l'un de nous se rendrait le soir même à Metz afin d'informer l'Empereur des difficultés insurmontables dans lesquelles nous jetait le détestable système d'informations de l'état-major et le prier d'en organiser un plus intelligent qui répon-

dît mieux à l'exigence publique. Notre envoyé, en retour, nous rapporterait des renseignements certains sur l'état des esprits et des affaires au quartier impérial, sur lequel nous n'avions, dans le silence de Le Bœuf, que des données vagues.

J'eusse voulu me charger de la mission; je regretterai éternellement de ne l'avoir point fait. Si j'y étais allé, je ne serais pas revenu seul, j'aurais ramené l'Empereur, et le cours des événements eût été changé. Mes collègues ne consentirent pas à mon départ. Ils jugeaient imprudent, dans l'état de fermentation du parti révolutionnaire, de laisser à Chevandier seul la direction de l'Intérieur. D'une bravoure indomptable et très clairvoyant, il manquait d'autorité sur l'opinion publique et ne connaissait pas l'intonation qui parvient aux foules; à tout instant je l'empêchais de compromettre une mesure excellente par des considérants faux ou mal présentés. Nous chargeâmes donc Maurice Richard de l'importante mission. Il se mit en route immédiatement.

Au milieu de la baisse effarée des fonds publics amenée par une guerre ou par les angoisses d'une négociation scabreuse, il s'est presque toujours rencontré quelque spéculateur aux abois, essayant à l'aide d'une nouvelle favorable, lancée à l'émotion publique, de susciter une hausse foudroyante dont il espère la fortune. En 1823 (4 février), on attendait avec impatience à Paris et à Vienne

de savoir si le discours de S. M. Britannique contiendrait ou non la promesse de la neutralité dans la guerre d'Espagne. Le matin même de la réunion du Parlement anglais, on remit à Paris entre les mains du ministre des Affaires étrangères, Chateaubriand, et à Vienne entre les mains du grand chancelier, Metternich, une copie apocryphe déjà jetée dans le public, qu'on prétendait avoir été obtenue par les moyens habitués à triompher de tout, et dans laquelle on lisait en toutes lettres le mot neutralité. Il s'ensuivit une hausse considérable : en réalité le mot ne s'y trouvait pas [1], et la baisse succéda à la hausse. Quelques jours après la bataille de l'Alma, une dépêche apportée, disait-on, par un Tartare, enleva toutes les Bourses plus ou moins en détresse par l'annonce fantastique de la prise de Sébastopol.

Dans la manœuvre du 6 août, il y avait plus qu'un acte de piraterie financière : c'était un moyen d'exciter les esprits en les jetant d'un excès de joie dans un excès de désespoir. Des secousses pareilles ne se calment pas instantanément ; elles créent une susceptibilité nerveuse qui facilite les mauvaises entreprises. Malgré nos explications, et quoique notre loyauté ne pût être en doute, les révolutionnaires se mirent dans la soirée à exploiter une commotion dont ils étaient probablement les auteurs. Ils se répandirent de tous côtés, déclamant contre le retard à annoncer l'échec de Wissembourg, accusant

1. Marcellus, *Souvenirs diplomatiques*, p. 136 et 192.

les ministres de cacher les dépêches. Des rassemblements plus ou moins turbulents arrivaient sur la place Vendôme criant : « Des nouvelles! des nouvelles! Ollivier! Ollivier au balcon! » Je ne parus plus au balcon et j'allai m'établir le soir en permanence à la préfecture de police, en communication avec Chevandier au ministère de l'Intérieur, afin de veiller de plus près aux événements.

CHAPITRE XI

LA NUIT DU 6 AU 7 AOUT A PARIS

I

Vers les huit heures, Chevandier m'envoya une première dépêche de Metz : « Frossard est engagé, il est trop loin pour que nous venions à son aide, tout espoir n'est pas perdu. » — « Encore une défaite, dis-je avec douleur à Pietri. Après l'émotion d'aujourd'hui la situation sera bien terrible demain. »

Déjà des rapports d'agents informaient le préfet de police que la fermentation de Paris augmentait. Une longue colonne descendait les boulevards, drapeau en tête, en chantant la Marseillaise, et sur l'air des lampions : « Ollivier ! Ollivier ! » Quelques voix criaient : Ollivier à la lanterne ! Vive la République ! On entendit même le cri de : Vive la Prusse[1] ! Cette bande alla encore sous mes fenêtres en hurlant toujours : « Des nouvelles ! des nouvelles ! » Les troupes de police l'avaient repoussée. Obligée de rebrousser che-

1. *Journal des Débats.*

min, elle remontait le boulevard, accentuant ses clameurs et vociférant : « A bas Ollivier! »

Pietri et moi donnâmes nos ordres. Mais nous ne pouvions pas en donner à Metz comme à Paris, et, dans une détresse inexprimable, pendant que des rapports rassurants nous annonçaient le calme rétabli dans la ville, nous attendions ce qui allait fondre encore sur nous du quartier général en arpentant, d'un pas fiévreux et sans rien nous dire, un grand salon de réception, faiblement éclairé par une petite lampe. Vers minuit Chevandier nous télégraphie d'accourir immédiatement place Beauvau. Nous y étions en un instant ; nos collègues y étaient déjà. Tout bouleversé, Chevandier nous lit la dépêche suivante : « Frossard a été obligé de se retirer; Mac-Mahon est battu; élevons-nous à la hauteur des circonstances ; metttez Paris en état de défense ; déclarez l'état de siège. » En d'autres termes : « Tout est perdu, la capitale même est menacée. » Après six jours de campagne! Quel cauchemar ! Nous demeurâmes d'accord qu'il fallait d'urgence prendre nos dispositions, et nous mettre en état de recevoir le choc de Paris, lorsqu'à son réveil il apprendrait ce qu'était en réalité cette victoire qu'il avait la veille célébrée avec tant de délire.

Je télégraphiai à l'Empereur : « Nous resterons à la hauteur des circonstances ; nous allons aviser, mais je conjure Votre Majesté de nous envoyer des détails quels qu'ils soient. Si nous n'avons comme nouvelles que la dépêche vague de Votre Majesté, il y aura un soulèvement dans

Paris. Au nom du ciel, des détails tout de suite. » Plichon courut chercher le général Chabaud-Latour, chargé des fortifications, et Trochu, l'oracle de la plupart de mes collègues. Les membres du Conseil privé et les présidents des Chambres furent convoqués [1].

La réunion complète, nous nous occupâmes d'abord d'assurer la défense de Paris : Chabaud-Latour et Dejean nous promirent qu'en un mois elle serait en état complet, et Louvet s'engagea à amasser dans le même délai tous les approvisionnements nécessaires. Quelque rapide que fût la marche de l'ennemi, il nous semblait impossible qu'il fût plus tôt à la porte de la capitale.

Par une intelligente initiative, avant de se rendre au Conseil, Rigault de Genouilly avait télégraphié aux préfets maritimes d'expédier tout de suite les régiments d'infanterie de marine, (12 000 hommes) de manière qu'ils arrivassent à Paris le 9 et le 10, d'organiser les équipages en bataillons et de les tenir prêts à marcher ; il avait mandé au préfet de Lorient d'envoyer toutes les batteries d'artillerie et le général Pélissier avec ses deux mille artilleurs. Nous demandâmes au général Dejean d'appeler également par les moyens les plus rapides les troupes disponibles en Algérie et toutes celles laissées dans le Midi en vue de l'organisation d'une armée à Toulouse : deux régiments de cavalerie de Carcassonne et de Tarbes, tous les régiments d'infanterie de

1. Voir *Empire libéral*, t. XV.

Corse, de Bayonne, de Perpignan et de Pau. Nous le priâmes aussi de préparer, afin de le soumettre au prochain conseil, l'indication des mesures soit à décréter, soit à demander à la Chambre, de nature à grossir nos effectifs. Tout cela fut voté sans discussion. Il n'y en eut pas davantage sur l'état de siège : nous n'avions à ce sujet qu'à obéir à l'ordre de l'Empereur.

Nous ne fûmes en désaccord que sur la convocation des Chambres. Schneider fit remarquer que l'état de siège allait inquiéter et soulever bien des clameurs, qu'on y verrait l'intention de perpétuer le pouvoir entre nos mains, que le seul moyen de le rendre acceptable était de l'accompagner d'une prompte convocation. Cette supposition d'arrière-pensée égoïste, dans une mesure dont l'initiative venait de l'Empereur, me parut absurde et je répondis avec vivacité à Schneider que la convocation des Chambres rendrait vaine la déclaration de l'état de siège. A quoi servirait d'empêcher les journaux d'exploiter les revers, de conseiller la révolte, de prêcher le mépris de la Constitution, de vilipender l'Empereur, de renseigner l'ennemi, d'agiter les esprits, de semer les défiances et les divisions, si des députés inviolables avaient la faculté de commettre ces infamies dans des discours reproduits par tous les journaux? Contenir la presse était impossible si la tribune n'était pas muette. Réunir le Parlement ne serait pas augmenter nos forces, ce serait les anéantir ; ce serait assurer les catastrophes, non préparer les revanches. L'heure était

aux soldats et point aux parleurs. Je rappelai le rôle odieux qu'avait joué la Chambre des Cent jours : « Ne préparons pas une nouvelle édition de cette lamentable histoire et n'ouvrons pas à la révolution le champ de propagande et d'action que l'état de siège va lui fermer. »

Plichon soutint énergiquement l'opinion de Schneider. Plus la situation était difficile, plus il était nécessaire de s'appuyer sur l'opinion et de faire notre force de sa force ; nous n'avions déclaré la guerre qu'après l'approbation des Chambres ; un revers nous frappait : il fallait sans tarder nous entourer de ceux qui nous avaient soutenus au premier jour, afin que l'accord établi au début et qui couvrait notre responsabilité se continuât durant les épreuves ; nous étions des ministres parlementaires, nous ne devions pas nous isoler du Parlement. Enfin il invoqua la malheureuse phrase du discours de l'Empereur : « Je vous confie en partant l'Impératrice qui vous appellera autour d'elle si les circonstances l'exigent. » Il y avait là, selon lui, un engagement solennel auquel nous ne pouvions nous soustraire.

Je conviens que le précédent de 1815, que j'avais invoqué contre l'opinion de Plichon, n'était pas concluant : entre l'Assemblée de ce temps-là et le Corps législatif actuel, il y avait une différence capitale, l'Assemblée des représentants se composait en grande majorité d'ennemis de l'Empire. La majorité du Corps législatif, au contraire, lui était dévouée. Il n'était donc

pas déraisonnable de compter avec Plichon que la réunion des Chambres ne nous créerait aucun péril et même accroîtrait nos forces.

II

La discussion fut interrompue par un aide de camp, qui nous annonça que l'Impératrice, arrivée de Saint-Cloud aux Tuileries, nous priait de nous rendre auprès d'elle.

L'Impératrice passait les heures dans une attente poignante. Elle avait envoyé un de ses aumôniers, l'abbé Pujol, à Sainte-Geneviève et à Notre-Dame-des-Victoires, prier pour la France. Après les scènes de la Chancellerie je lui avais télégraphié de se rendre aux Tuileries. Ce départ lui avait paru prématuré ; elle s'était contentée de dépêcher le général Lepic aux nouvelles auprès de nous.

Le général m'avait vu d'abord. Il s'était rendu ensuite chez Baraguey d'Hilliers. Il le trouva grognon, boudeur, compassé, et la seule assurance qu'il en obtint fut qu'il marcherait, mais seulement sur les ordres des ministres responsables. Au ministère de l'Intérieur, Chevandier donna à Lepic une copie de la proclamation que nous venions de rédiger et qui allait être affichée, et l'instruisit de l'envoi de Maurice Richard à Metz. Lepic rapporta à Saint-Cloud que nous avions le front haut devant l'adversité, remit notre proclamation et annonça le départ de

Richard. « Cette proclamation, dit-elle, est incorrecte. On aurait dû me la soumettre, mais pour une question personnelle je ne soulèverai pas l'ombre d'une difficulté. » Le voyage à Metz de notre collègue l'avait contrariée : « L'Empereur a déjà assez de ses tracas, nous devrions savoir porter les nôtres. »

Suivit un répit anxieux de quelques heures, puis éclata dans le Palais, comme un coup de tonnerre, la dépêche de l'Empereur sur les combats de Wœrth et de Forbach. Un effroyable cri de douleur s'élève ; les femmes sanglotantes se tordent les mains, les soldats demeurent muets et convulsés, les serviteurs effarés courent et se heurtent ; toutes les portes sont ouvertes, les salons et les chambres illuminés et déserts. Mon frère arriva au nom des ministres engager l'Impératrice à rentrer aux Tuileries. Elle partit immédiatement et nous accourûmes auprès d'elle[1].

1. On a raconté qu'au reçu de la dépêche de l'Empereur, « l'Impératrice pria le prince Poniatowski de faire atteler un coupé et d'aller au plus vite à Bougival réveiller le prince de Metternich et le ramener parce qu'elle tenait à l'avoir à côté d'elle pour rentrer dans Paris en pleine nuit............... ... Le Prince de Metternich accourut à l'appel. Aussitôt l'Impératrice monta avec lui dans un landau. L'amiral Jurien, Cossé-Brissac, etc., s'installèrent dans une seconde voiture et on fila à grand trot sur Paris... Lorsque le landau croisa l'avenue Marigny, il s'arrêta un instant : l'ambassadeur d'Autriche en descendit et rentra à pied à l'hôtel de l'Ambassade. » — Je tiens de personnes présentes à Saint-Cloud à ces moments terribles que ce récit est absolument faux. L'Impératrice n'avait besoin d'être escortée par aucun ambassadeur étranger pour rentrer à Paris, même pendant la nuit.

Dans les appartements mornes, aux meubles couverts de housses, à peine éclairés par la lueur pâle des lampes, nous soumîmes à l'Impératrice, accablée de douleur mais courageuse, les différentes résolutions que nous avions adoptées; elle les sanctionna. Puis, nous recommençâmes la discussion interrompue sur la convocation des Chambres.

L'Impératrice était visiblement de mon avis et de celui de Chevandier, mais, à une grande majorité, le Conseil décida que les Chambres seraient convoquées. Je m'efforçai alors de retarder le plus possible la date, dans l'espérance que quelque nouvelle meilleure changerait la situation. Le jour fixé fut le jeudi 11.

Trochu sortit du silence dans lequel il s'était renfermé. Il demanda avec emphase à l'Impératrice si elle pouvait affirmer avoir toujours communiqué toutes les nouvelles venues de l'armée? — « Sans aucun doute, répondit-elle. — Alors il faudrait le dire dans une proclamation. » On le lui concéda. Néanmoins il se lança dans un débordement intarissable de paroles incohérentes et acrimonieuses sur les nouvelles, sur la nécessité d'en donner, sur l'exaspération que causait le silence du gouvernement. Ses admirateurs l'écoutaient avec consternation. Moins patient, comme il ne paraissait pas disposé à s'arrêter, je me tournai vers lui et, d'un ton

Elle envoya en avant MM. Augustin Filon et Cossé-Brissac pour préparer son arrivée aux Tuileries et elle suivit peu après avec son service.

sec. je lui dis : « Assez péroré, général ! Aux affaires ! » Je pris la plume et nous terminâmes la séance en rédigeant une proclamation [1].

On a prétendu qu'en convoquant les Chambres sans avoir pris l'assentiment de l'Empereur,

1. On a raconté que Haussmann, en revenant de voyage, apercevant des lumières rue de Rivoli, serait monté, n'aurait trouvé personne à la porte du Conseil, y serait entré. L'Impératrice le remerciant l'invite à assister à la délibération. Tout le monde est effaré ; lui seul, lucide, indique la véritable solution : « Il faut séance tenante proclamer l'état de siège. S'il n'y a pas assez de troupes, il faut faire venir celles restant encore en Algérie et les régiments d'infanterie de marine qui sont dans nos ports. Il faut faire une proclamation annonçant ces mesures. L'autorité, le bon sens pratique des avis de M. Haussmann font impression ; les ministres se calment, retrouvent le sang-froid, admettent ses conseils, et l'Impératrice lui demande de rédiger la proclamation. Il se met à l'angle d'une table et écrit. » Ce récit est d'un bout à l'autre un impudent mensonge, *mentiris impudentissime*. Même à ce moment on n'entrait pas au Conseil comme dans une gare. Il y avait un huissier qui annonçait les arrivants, et n'arrivaient que ceux qui avaient été formellement convoqués... Si Haussmann, qui, depuis sa destitution, était l'ennemi déclaré des ministres, eût été annoncé, on l'eût éconduit. Et si l'Impératrice avait commis l'inconvenance, dont elle était incapable, de l'engager à siéger avec nous, nous nous serions tous levés et aurions quitté la salle. Le mensonge est aussi bête qu'impudent : les mesures qu'aurait conseillées Haussmann et fait adopter grâce à son autorité (état de siège, rappel des troupes) avaient déjà été prises avant l'arrivée de l'Impératrice, sans débat et sans difficulté. Quant à la proclamation elle fut composée par nous tous, moi tenant la plume. Imaginer que j'aurais permis à qui que ce fût, surtout à un homme comme Haussmann, notre ennemi, qui ne savait pas écrire (ses Mémoires en font preuve) de rédiger un acte ministériel devant moi, c'est ne pas avoir le moindre sentiment de ce que j'étais et manquer de sens commun.

nous avions les premiers donné l'exemple de ces violations de la Constitution qui ne vont pas tarder à se succéder sans répit. L'accusation n'est pas fondée. Nous n'avions pas à demander une autorisation que, selon la juste remarque de Plichon, l'Empereur avait accordée d'avance. Ne l'eût-il pas accordée, nous étions autorisés à prendre cette décision de notre propre initiative en vertu de l'ordre général du service pendant l'absence de Sa Majesté qui dit : « Dans tout ce qui n'est pas de forme ou de petit ordre, les affaires seront renvoyées à Notre décision par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, *à moins qu'il n'y ait urgence et utilité pour nos intérêts et ceux de l'État à prendre un parti immédiat.* »

Au petit jour, Chevandier et moi, exténués, le cœur gonflé des larmes que nos yeux ne répandaient pas, inquiets de la douleur ou de la colère qui allait faire explosion au réveil dans la cité encore endormie, nous nous rendîmes à pied à la Chancellerie. Là, on nous remit une dépêche de l'armée qui paraissait moins désespérée. Nous nous raccrochâmes à cette espérance et y vîmes la possibilité de supprimer, ou tout au moins reculer cette convocation du Corps législatif qui nous répugnait tant. Nous envoyâmes des messagers dans tous les sens pour arrêter l'impression des décrets et convoquer de nouveau les ministres à la Chancellerie. La plupart ne vinrent pas; ceux qui arrivèrent furent d'avis

de maintenir les résolutions de la nuit. D'autres dépêches inquiétantes nous ramenèrent d'ailleurs à ce sentiment, et le dimanche 7 août, Paris, à son réveil, apprit, par un supplément du *Journal officiel* et par l'affiche de notre proclamation les défaites de Frossard et de Mac-Mahon, la déclaration de l'état de siège, la convocation des Chambres pour le 11 : « Français, jusqu'à cette heure, nous avons toujours donné sans réserve, toutes les nouvelles certaines que nous avons reçues. Nous continuons à le faire. Cette nuit nous avons reçu les dépêches suivantes : — « Metz, « minuit et demi. Le maréchal Mac-Mahon a « perdu une bataille ; sur la Sarre, le général « Frossard a été obligé de se retirer ; cette retraite « s'opère en bon ordre ; tout peut se rétablir. « Napoléon. » — « Metz, 7 août, trois heures « trente du matin. Mes communications étant « interrompues avec le maréchal de Mac-Mahon, « je n'ai pas eu de nouvelles de lui jusqu'à hier. « C'est le général de Laigle qui m'a annoncé que « le maréchal de Mac-Mahon avait perdu une « bataille contre des forces considérables, et « qu'il se retirait en bon ordre. D'un autre côté, « sur la Sarre, un engagement a commencé vers « une heure. Il ne paraissait pas très sérieux « lorsque petit à petit les masses ennemies se « sont accrues considérablement, cependant sans « obliger le 2e corps à reculer. Ce n'est qu'entre « six et sept heures du soir que les masses enne- « mies devenant toujours plus compactes, le « 2e corps et les régiments qui le soutiennent

« se sont retirés sur les hauteurs. La nuit a été « calme. Je vais me placer au centre de la position. Napoléon. » — « Metz. 7 août, 4 h. 30 du « matin. Le major général au ministre de l'Intérieur. Après une série d'engagements dans « lesquels l'ennemi a déployé des forces considé« rables, le maréchal Mac-Mahon s'est replié en « arrière de sa première ligne. Le corps de Fros« sard a eu à lutter hier contre une armée enne« mie tout entière. Après avoir tenu dans ses « positions jusqu'à six heures, il a opéré sa « retraite en bon ordre. Les détails sur nos pertes « manquent. Nos troupes sont pleines d'élan. La « situation n'est pas compromise : mais l'ennemi « est sur notre territoire, et un sérieux effort « est nécessaire. Une bataille paraît imminente. » — En présence de ces graves nouvelles, notre devoir est tracé. Nous faisons appel au patriotisme et à l'énergie de tous. Les Chambres sont convoquées. Nous mettons d'urgence Paris en état de défense; pour faciliter l'exécution des préparatifs militaires, nous déclarons l'état de siège. Pas de défaillances! Pas de divisions! Nos ressources sont immenses. Luttons avec fermeté, et la patrie sera sauvée! » (Paris, 7 août 1870, 6 heures du matin.)

Chevandier réunit les principaux rédacteurs des journaux et leur demanda l'union et l'oubli des haines de parti dans un sentiment de salut public. L'Impératrice crut aussi devoir adresser une proclamation. Elle m'en soumit le projet par Jurien de la Gravière (9 heures).

Il y avait une phrase dont le sens, sinon la forme était : que si les circonstances étaient critiques, elle était décidée à se faire tuer au milieu du peuple de Paris. Je pris la plume et j'effaçai la phrase : « Il est des choses, mon cher amiral, qu'on fait et qu'on n'annonce pas. » La phrase disparut, et le texte définitif fut : « Français, le début de la guerre ne nous est pas favorable : nous avons subi un échec. Soyons fermes dans cet revers et hâtons-nous de le réparer. Qu'il n'y ait parmi nous qu'un seul parti, celui de la France, qu'un seul drapeau, celui de l'honneur national. Je viens au milieu de vous. Fidèle à ma mission et à mon devoir, vous me verrez la première au danger pour défendre le drapeau de la France. J'adjure tous les bons citoyens de maintenir l'ordre. Le troubler serait conspirer avec nos ennemis. — Fait au palais des Tuileries, le 7 août 1870, onze heures du matin. »

Je télégraphiai à l'Empereur : « Nous avons passé toute la nuit attendant et recevant les tristes nouvelles. Nous lutterons avec énergie contre la situation. Nous avons décrété l'état de siège et convoqué les Chambres pour le 11 août. Il s'agit de savoir maintenant comment se conduira la population parisienne. Dès que nous le saurons, nous vous l'annoncerons ». (10 heures)

III

Nous nous réunîmes à dix heures dans un second conseil. Schneider avait été assailli par

les visites d'un grand nombre de députés rentrés à Paris. Ils pressaient le président de hâter la convocation des Chambres : ils étaient tous là, ils brûlaient de s'associer à la défense du pays, ils exigeaient qu'on leur en donnât le moyen. Schneider, dès l'ouverture du Conseil, se fit l'interprète de leur désir. Chevandier et moi nous résistâmes comme nous avions résisté à la convocation, mais sans plus de succès. La date fut reportée du 11 au 9 août.

Le général Dejean nous soumit les mesures que nous avions réclamées dans la nuit : l'incorporation de la garde mobile dans l'armée et l'incorporation dans cette garde mobile de tous les citoyens âgés de moins de trente ans qui n'en faisaient point partie; l'introduction également dans l'armée des 12 000 hommes d'infanterie de marine et de l'excellente division Dumont, d'abord destinée à l'expédition de la Baltique, et à laquelle, ne voulant point paraître renoncer, nous ne consacrerions que des régimntes de marche. Les troupes de gendarmerei et de douane seraient également versées dans l'armée et l'on hâterait le plus possible la formation des quatrièmes bataillons de nos cent régiments d'infanterie, à raison de neuf cents hommes. On rappellerait la classe de 1869. La garde nationale, commandée par un de nos meilleurs divisionnaires, le général d'Autemarre, n'existait pas dans tous les arrondissements et elle était répartie entre cinquante et un bataillons formant un effectif de 60 000 hommes : elle serait

grossie par l'appel de tous les citoyens de trente à quarante ans.

Nous ne savions pas encore quel était au juste l'état de l'Empereur et nous n'en étions qu'aux interrogations. Mais nous ne doutions pas de la convenance de rappeler le Prince impérial. Chevandier avait, en son nom personnel, écrit une longue dépêche chiffrée à Metz donnant toutes les raisons de ce rappel ; le Conseil ratifia son initiative. Malgré la résistance désespérée de l'Impératrice je fus chargé de télégraphier à l'Empereur : « A l'unanimité le Conseil des Ministres et le Conseil privé croient qu'il serait bon que le Prince impérial revînt à Paris[1]. » L'Impératrice ajouta en marge : « Je n'ai pas cru devoir m'y opposer. » Elle aurait dû dire : mon opposition a été sans succès. D'ailleurs elle télégraphia de son côté en chiffre : « Pour des raisons que je ne puis pas expliquer dans une dépêche, je désire que Louis reste à l'armée, et que l'Empereur promette son retour sans le faire effectuer. » (7 août[2].)

1. 7 août.

2. Allou dans son plaidoyer pour Trochu reporte cette dépêche après le retour de Châlons du général (18 août). L'erreur est palpable. A cette époque le Conseil des Ministres, au lieu de demander le retour de l'Empereur et du Prince impérial, s'y opposait et dès lors l'Impératrice n'avait pas à engager l'Empereur à promettre, sauf à ne pas tenir, ce qu'on ne lui demandait pas. Ensuite la dépêche se termine par une phrase qui la date. « Le Conseil privé et le Conseil des Ministres pensent unanimement au point de vue politique, que la concentration stratégique des forces militaires sera approuvée par le pays. » Le 7 août en

Nous pourvûmes aux périls intérieurs, qui allaient aggraver les difficultés militaires, en conférant au gouverneur de Paris, le maréchal Baraguey d'Hilliers, les pouvoirs de l'état de siège; nous lui prescrivîmes de mettre un terme aux manifestations tumultueuses, répétitions générales de l'insurrection qui, chaque soir, inquiétaient les bons citoyens, agitation factice qui produirait un trouble réel si on la tolérait.

Nous savions qu'une immense manifestation se préparait pour le 8 août, jour où expirait la détention de Rochefort. Et nous décidâmes que Rochefort ne serait pas mis en liberté ce jour-là, et serait maintenu en état d'arrestation jusqu'à ce qu'il eût purgé son autre condamnation à quatre mois de prison « pour coups et blessures portés au sieur Rochette ».

L'Impératrice jugeant notre proclamation du matin trop morne nous engagea à en faire encore une. Séance tenante je rédigeai le texte suivant : « Français, nous avons dit toute la vérité. Maintenant, à vous de remplir votre devoir ; qu'un même cri sorte de toutes les poitrines d'un bout de la France à l'autre. Que le peuple entier se lève frémissant pour soutenir le grand combat. Quelques-uns de nos régiments ont succombé sous le nombre, notre armée n'a pas été vaincue. Le même souffle intrépide l'anime

effet les dépêches de Metz disaient : l'armée se concentre. Le 18, il ne s'agissait plus de concentration : cette concentration était opérée à Metz et à Châlons : il s'agissait de la jonction des deux armées.

toujours. Soutenons-la. A l'audace momentanément heureuse, opposons la ténacité qui dompte le destin, replions-nous sur nous-mêmes et que nos envahisseurs se heurtent contre un rempart invincible de poitrines humaines. — Comme en 1792, comme à Sébastopol, que nos revers ne soient que l'école de nos victoires. Ce serait un crime de douter un instant du salut de la patrie et surtout de n'y pas contribuer. Debout donc, debout ! Et vous, habitants du Centre, du Nord, sur qui ne pèse pas le fardeau de la guerre, accourez d'un élan unanime au secours de vos frères de l'Est ! Que la France, une dans les succès, se retrouve plus encore une dans les épreuves, et que Dieu bénisse nos armes ! »

J'en fis, en même temps, une autre spécialement adressée aux Parisiens : « Parisiens, notre armée est concentrée et se prépare à un nouvel effort. Elle est pleine d'énergie et de confiance. S'agiter à Paris, ce serait combattre contre elle et affaiblir, au moment décisif, la force morale qui lui est nécessaire pour vaincre. Voici ce qu'on a saisi sur un espion prussien amené au quartier général : « Courage, Paris se soulève ; l'armée « française sera prise entre deux feux. » — Nous préparons l'armement de la nation et la défense de Paris. Demain le Corps législatif joindra son action à la nôtre ! Que tous les bons citoyens s'unissent pour empêcher les rassemblements et les manifestations. Ceux qui sont pressés d'avoir des armes n'ont qu'à se présenter aux bureaux

de recrutement, il leur en sera donné tout de suite pour aller à la frontière. Paris, 8 août, trois heures du soir. »

A la fin du Conseil arriva le télégramme de l'Empereur nous demandant l'effet que produirait à Paris une retraite de l'armée sur Châlons. Nous répondîmes que *si cette retraite était nécessaire*, le Conseil n'y ferait pas d'objections. C'est sur l'avis de Rouher surtout que cette réponse fut envoyée.

CHAPITRE XII

A PARIS. — JOURNÉE DU 7 AOUT L'ACTIVITÉ DU MINISTÈRE ET CELLE DES PARTIS

I

« En toutes façons, une bataille perdue a toujours grande queue et mauvaise pour ceux qui la perdent. Pour un petit nombre de gens que l'on y perd se muent et changent les courages des gens que l'on n'y perd pas, plus qu'il n'est à croire, tant en épouvantement de leurs ennemis qu'en mépris de leurs maîtres et de leurs privés serviteurs, et entrent en murmures et machinations[1]. »

Les séditieux et les intrigants entrèrent, en effet, aussitôt en murmures et en machinations. Mais il faut se garder des exagérations voulues du monde parlementaire, politicien, révolutionnaire, et ne pas s'imaginer qu'en se réveillant le 7 août la population s'alluma de fureur et devint

1. Commynes.

comme une fournaise volcanique de laquelle sortaient des laves furibondes d'imprécations et de menaces contre l'Empire, contre l'Empereur, contre ses ministres, contre la paix publique.

Le sentiment véritable de la population très patriote de Paris était la stupeur, l'anéantissement accablé qui succède à une grande espérance trompée. On ne pouvait se résigner à croire que notre invincible armée eût été vaincue ; on n'exprimait de haine contre personne ; on ne formait aucun projet subversif ; on se lamentait et on écoutait vers l'horizon si un bruit lointain de victoire ne venait pas dissiper l'horrible cauchemar. L'idée d'une révolution ne hantait pas les esprits de cette foule qui circulait dans les rues, interrogeante, anxieuse, effarée. Encore moins entendait-on sur ses lèvres ou devinait-on dans son attitude un sentiment de satisfaction de la défaite nationale ; on eût écharpé quiconque eût laissé apercevoir d'autres sentiments qu'une inconsolable douleur.

C'est dans les cercles politiciens du Parlement ou de la presse qu'éclatèrent des joies scélérates et des volontés haineuses. Depuis l'ouverture des hostilités, les Irréconciliables n'avaient pas déguisé leurs vœux pour la défaite. *Le Rappel* avait dit hautement : « La France court en ce moment deux dangers : le premier, le moindre, est le danger de la défaite ; c'est le moindre parce que c'est le moins probable ; l'autre danger et le plus sérieux, c'est celui de la victoire. L'Empire fait le mort ; les Prussiens battus, il ressuscitera.

L'Empereur rentrera triomphalement à Paris et ceux qui ne regarderont pas seulement avec les yeux verront derrière les chevaux du père et du fils, liées et saignantes, deux personnes dont l'une sera la Prusse et l'autre la Liberté[1]. » — « Si nos vœux sont exaucés, écrivait *le Réveil*, il n'y aura ni vainqueurs, ni vaincus et la lutte sera honorablement soutenue de part et d'autre. » A l'annonce de la défaite ils laissèrent éclater une joie débordante; « par haine des institutions présentes et désir du changement ils se réjouirent de leur propre péril. *Odio præsentium et cupidine mutationis suis quoque periculis lætabantur.* » Dans les rassemblements un démagogue ayant crié : Vive la Prusse! un ami lui dit : « Tu es donc content que les Prussiens gagnent? — Certes oui, répondit-il, et, levant les bras en l'air : Vive la Prusse[2]! »

Jules Ferry, descendant les escaliers du Palais de Justice, jetait à l'avoué Déroulède cette exclamation : « Vous savez? Les armées de l'Empereur sont battues! » Le fils de Déroulède, jeune homme au cœur noble, ardent et vraiment patriote, blessé de l'allégresse étincelante des regards, du ton réjoui de la voix, de cet avis ainsi lancé à la volée et dont tout le sens était dans l'intonation plus que dans les paroles, s'écria : « Et les armées de la France, que sont-elles[3] ? »

1. 1er août.
2. Jugement du tribunal correctionnel du 12 août.
3. Le fait est attesté par une lettre de Déroulède. Il y a eu un démenti vague dans *l'Estafette* après lequel Déroulède

Les révolutionnaires ne se contentaient pas d'une joie inactive; ils s'étaient mis aussitôt au travail. Tout ce monde bourdonnant de l'hostilité systématique suppléait à son petit nombre par le bruit qu'il faisait, et d'autres conseils que ceux des ministres furent tenus dans cette journée.

Les députés de la Gauche arrêtèrent un programme d'action en quatre articles : — 1° Renversement du ministère; — 2° Réclamation d'armes pour tous les citoyens, surtout de Paris; — 3° Abandon du commandement de l'armée par l'Empereur et son remplacement par Bazaine; — 4° Nomination d'un conseil de gouvernement pris dans le Corps législatif.

Mais ces messieurs, très intempérants dans leurs paroles, couvertes par l'impunité parlementaire, l'étaient beaucoup moins dans leurs actes exposés aux sévérités de la justice. Ils ne couraient aucun risque à étaler les trois premiers

a maintenu son récit que voici : « Quelque temps avant le 4 septembre, je me trouvais dans la salle des Pas-Perdus, au Palais de Justice, où j'attendais la sortie de mon père, qui conférait avec plusieurs membres du barreau. A ce moment passa un monsieur que je ne connaissais pas du tout et qui, avec un sourire de satisfaction et de cruelle ironie, déclara tout haut devant les personnes qui l'accompagnaient : « Enfin les armées impériales viennent d'être battues! » Ces paroles me firent bondir d'indignation, et je répondis avec véhémence la phrase suivante : « Monsieur, quand les armées sont au feu, il n'y a pas d'armées impériales : il n'y a que des armées de la France! » J'allais très probablement me précipiter sur l'auteur de ces paroles antipatriotiques, lorsque mon père, qui venait d'arriver, me prit par le bras et me dit : « Laisse donc! c'est un avocat politique, c'est M. Jules Ferry! » Voir aussi *Feuilles de route*, t. I, p. 41-42.

articles de leur programme, car s'ils tendaient à préparer une révolution, en eux-mêmes ils n'étaient pas révolutionnaires; mais le 4e article était une violation flagrante de l'acte constitutionnel et tombait sous le coup de la loi. Aussi dans le manifeste par lequel ils communiquèrent au public leur progamme, ils n'en firent aucune mention et l'article fut réservé. Ils se réduisirent aux termes suivants : « Les députés soussignés sont réunis au Corps Législatif. Ils réclament l'armement immédiat de tous les citoyens de Paris. Dans les circonstances actuelles, la France tout entière doit être armée et debout[1]. »

Dans un autre bureau étaient accourues les médiocrités ambitieuses ou aigries du Centre gauche : Brame et Martel, qui ne se consolaient pas d'avoir refusé un ministère, Latour Dumoulin et Dalmas de n'avoir pas eu à le refuser. Leur colère ne s'adressait pas à l'Empereur; son unique objet, ardent, insatiable, était le cabinet, surtout son chef. Ils arrêtèrent de voir Schneider, de l'attirer de leur côté et d'obtenir qu'il se rendît auprès de l'Impératrice afin d'exiger le renvoi du ministère et la constitution d'un cabinet dans lequel Trochu entrerait comme ministre de la guerre, tout au moins, si cela se pouvait, comme président du Conseil.

1. Cochery, Crémieux, Garnier-Pagès, Jules Favre, Jules Ferry, Amédée Larrieu, Lecesne, Eugène Pelletan, E. Picard, A. Planat, G. Rampont, Esquiros, Jules Simon, Steenackers, Jules Grévy, Gagneur. Emmanuel Arago, absent, adhère.

La Droite extrême, Duvernois, Jérôme David ne furent pas moins rapides à se mettre sur pied. Ils nous avaient dit naguère : « Nous attendrons notre heure. » L'heure du désastre leur parut l'heure attendue. Ils affectèrent naturellement de couvrir l'Empereur et de ne viser que le Ministère. Mais comme ils voulaient en venir à bout à tout prix, et qu'ils n'avaient pas besoin de s'occuper de la Droite dont ils étaient sûrs, ils mirent leur artifice à s'assurer la Gauche et à en obtenir qu'elle laisserait respirer l'Empereur tant que le ministère n'aurait pas été exécuté. Duvernois, dans son journal *le Volontaire*, patronna les prétentions les plus outrées de la Gauche. « On a eu le tort de renvoyer les Chambres, aujourd'hui on les réunit, mais pourquoi pas pour demain? Pourquoi un délai? Est-ce qu'il n'y a pas urgence? On proclame l'état de siège. Soit! Mais alors qu'on s'occupe d'organiser sérieusement les milices parisiennes, sans hésitation, sans retard et sans exclusion. Plus on montrera de confiance au peuple et plus le peuple s'en montrera digne. »

D'autres membres de la Droite, très prononcés contre le Ministère, mais encore sincèrement dévoués à l'Empereur, crurent qu'avant de frapper le Cabinet, il était urgent d'obtenir le sacrifice de Le Bœuf, afin que l'Empereur ne parût point responsable de la pitoyable stratégie dont les détails commençaient à être connus à Paris. Indépendamment de leurs démarches personnelles, ils prièrent eux aussi Schneider de solliciter

de l'Impératrice une révocation indispensable.

Ainsi dans le monde parlementaire et politicien trois courants distincts s'avançaient avec une égale force : le premier contre l'Empire, le second contre le Cabinet, le troisième contre Le Bœuf, tous les trois sollicitant l'appui de Schneider. La réponse du président à chacun d'eux fut remarquable de sang-froid, de rectitude et d'autorité. Il écouta sans les interrompre les doléances de Jules Favre sur l'insuffisance du commandement de l'Empereur, sur la nécessité de le ramener à Paris si on voulait éviter une épouvantable catastrophe. Quand il en vint à son projet d'une commission gouvernementale prise dans le sein du Corps législatif, qui équivalait à la suppression du pouvoir impérial, Schneider l'arrêta d'un mot : « Vous croyez la dynastie impériale incompatible avec le salut du pays? Eh bien ! moi, je la considère comme y étant étroitement liée. »

Sa réponse sur le ministère ne fut pas moins nette. Schneider n'était point particulièrement attaché à un cabinet sorti d'un autre nid que le sien et qui conduisait ses affaires en dehors de ses conseils, mais son bon sens aiguisé lui indiquait qu'en présence des sommations de la Gauche et des démarches du Centre gauche dirigées par Jérôme David, son ennemi personnel, notre renversement n'accroîtrait pas son influence et, plus tard, pourrait paraître peu honorable. Enfin il craignait le retour de Rouher, objet de son antipathie, à la chute duquel il avait passionnément contribué. Il s'expliqua donc avec le Centre gauche

sur la nécessité actuelle de maintenir le ministère aussi péremptoirement qu'il l'avait fait avec la Gauche sur le devoir de respecter la dynastie. Il accueillit au contraire très favorablement l'idée du renvoi immédiat de Le Bœuf. Il vint chez l'Impératrice lui raconter ces diverses démarches et lui indiquer comment elles devaient être accueillies. Il n'avait pas à démontrer de ne pas tenir compte des injonctions de la Gauche; il conseilla de repousser aussi celles du Centre gauche contre le Ministère : on rencontrerait de grandes difficultés à constituer un autre cabinet; il était juste de laisser à celui qui avait commencé la guerre toute la responsabilité des événements qui se préparaient. Si la victoire revenait à nos armes, les ministres en fonctions devaient profiter de ce retour de la fortune; si la malchance continuait, ils se montreraient énergiques, et ils sauraient maintenir l'ordre auquel ils étaient plus intéressés que tout autre. L'Impératrice laissa échapper quelques défiances contre mes idées libérales; il répondit que ces défiances étaient injustes et ingrates et que depuis plusieurs mois je me prodiguais en un dévouement qu'aucune difficulté n'avait rebuté. L'Impératrice laissa tomber le propos et admit la nécessité de conserver le ministère.

Son adhésion au renvoi de Le Bœuf fut plus empressée. Elle télégraphia immédiatement à l'Empereur : « Le maréchal Le Bœuf est rendu responsable des ordres et contre-ordres donnés qui sont connus à Paris. On vient de me dire

qu'on demandait à la Chambre son remplacement. Il est urgent, pour satisfaire l'opinion publique, qu'à l'ouverture de la Chambre on annonce le remplacement du maréchal Le Bœuf. » C'était la première manifestation de cette politique du bouc émissaire, qui, insensiblement et presque minute par minute, va s'emparer de tous les esprits et devenir le mobile principal des résolutions. Cette politique « qui consiste à jeter sur la route les ornements royaux afin de gagner le temps que la tourbe met à les ramasser », cette politique peu chevaleresque, et même couarde, avilit et ne profite pas. Charles Ier ne fut pas sauvé par l'abandon de Strafford, ni Louis-Philippe par celui de Guizot. Croire que l'opinion publique n'imputait qu'à un major général subordonné et non à l'Empereur, généralissime omnipotent, la mauvaise direction de la guerre, c'était se repaître d'illusions trop naïves. Le moindre passant arrêté dans la rue eût répondu : « Nous admettons que Le Bœuf soit incapable, mais le chef qui le dirigeait et qui d'un mot pouvait le briser, l'est encore plus ! »

Les chefs de peuples vraiment nobles et perspicaces ne rejettent pas le fardeau des revers sur les auxiliaires qui les ont servis : ils les couvrent plutôt au delà de ce qui est juste quand ils ont commis des fautes. Après la perte de Lucignano par Pierre Strozzi (1515), François Ier dit à ses courtisans qu'il regrettait de lui avoir donné le grade de grand maréchal. — Pourquoi? lui demanda-t-on. — Parce que je ne peux plus

le lui donner. » Après la défaite de Villeroy à Ramillies, Louis XIV lui dit simplement : « A notre âge, Monsieur le Maréchal, on n'est plus heureux. »

II

Le soir, à neuf heures, un troisième conseil des ministres fut tenu. Parieu demanda qu'on rectifiât la réponse trop précipitée faite le matin à l'Empereur sur l'effet d'une retraite à Châlons, et que, sans la juger, nous avions paru approuver. Pourquoi préjuger l'utilité d'une mesure stratégique par un avis quelconque? Le Conseil était constamment demeuré étranger à la direction militaire : il ne devait pas couvrir de sa responsabilité des plans stratégiques de l'opportunité desquels il ne pouvait être le juge; il devait ne s'expliquer que sur l'effet politique, qui ne serait certainement pas bon, et, sur l'utilité stratégique, s'en remettre à la décision libre du chef de l'armée. Persigny soutint Parieu en invoquant des raison d'une autre nature : il jugeait funeste pour l'Empereur une marche en arrière avant qu'une grande bataille l'eût suffisamment motivée. Malgré l'opposition de Rouher cet avis prévalut, et j'adressai une nouvelle dépêche à l'Empereur dans le sens indiqué par Parieu. Par la même dépêche, je sollicitai de l'Empereur l'autorisation d'offrir le ministère de la guerre à Trochu à la place de Dejean. Le général Dejean n'était qu'un

ministre intérimaire et il demandait à être relevé de cette situation mal définie. Il disait avec raison qu'un ministre intérimaire n'avait pas l'autorité de pourvoir aux difficultés et il ajoutait modestement que dans les circonstances actuelles il fallait attribuer ces hautes fonctions à un général ayant acquis aux yeux de l'armée et du pays une notoriété qu'il n'avait pas. Nous partagions cette façon de voir : quoique Dejean se fût montré administrateur vigilant, il était trop froid, trop méthodique et ne convenait pas à une crise qui requérait plus de flamme et de remuement extérieur. L'Impératrice et le Conseil prièrent Schneider de donner plus de force à ma démarche auprès de Trochu, si l'Empereur l'autorisait, en allant lui aussi offrir au général la place de Dejean au ministère de la guerre.[1]

A la fin de cette journée si laborieuse pour tout le monde, j'envoyai à l'Empereur à Metz le rapport suivant : « L'état de l'opinion publique est excellent. A la stupéfaction générale, à une immense douleur ont succédé la confiance et l'élan. Le parti révolutionnaire lui-même est entraîné dans le mouvement général. Un ou deux misérables ayant crié : *Vive la République !* ont été saisis par la population elle-même. Chaque fois que la garde nationale sort, elle est acclamée. Ainsi n'ayez aucune inquiétude sur nous, et ne songez qu'à la revanche qu'il nous faut, dussions-nous faire tous les sacrifices. Nous sommes tous unis. Nous délibérons avec le Con-

seil privé dans le plus parfait accord. L'Impératrice est très bien de santé. Elle nous donne à tous l'exemple du courage, de la fermeté et de la hauteur d'âme. Nous sommes plus que jamais de cœur avec vous. » (7 août.)

On a raillé l'optimisme de ce rapport. Il est cependant d'une parfaite exactitude sur tous les points essentiels. L'union des ministres, leur attitude, la contenance de l'Impératrice sont dépeints sans aucune exagération. Je voudrais montrer à l'histoire les ministres autour de la table du Conseil, calmes, fermes, stoïques, n'entendant ni les divagations des trembleurs, ni les sifflements de l'envie prête à se repaître, ni l'exaltation de la haine en fête, ne s'occupant pas des complots qui s'ourdissent contre leur position, mais uniquement de ceux dirigés contre la sécurité de l'État, affligés de la douleur qui se raidit contre les malheurs et les brave et non de celle qui gémit ou s'effare, recherchant sans trouble ni surexcitation les moyens de pourvoir à la multiplicité des sollicitudes urgentes. Je voudrais, au milieu d'eux, montrer l'Impératrice, déchirée dans son cœur de femme, de mère, dans sa fierté de souveraine, ne refusant pas leur expansion aux sentiments naturels, sachant cependant les dominer avec autant de maîtrise que si elle ne les avait pas éprouvés et nous laissant lire au-dessus de la douleur qui assombrissait son beau visage, une fermeté, une décision, une volonté parlantes sans paroles de ne pas se laisser abattre par la fortune adverse. Je vais être obligé

de regretter certaines de ses décisions, je le dirai franchement puisque je fais œuvre de vérité, mais je serais affligé qu'aucune de mes paroles parût un oubli du respect et de l'admiration qu'elle nous inspira à tous dans ces jours désolés.

Ce que je disais de l'état d'esprit de la population dans son immense généralité n'était pas moins exact. A la fin de la journée elle se montrait ce qu'elle avait été au début : elle ne manifestait aucune surexcitation menaçante et on put s'en convaincre dans les premières heures de la nuit.

Baraguey d'Hilliers avait pris possession de son commandement d'état de siège par une proclamation très nette : « Habitants de Paris, la déclaration de l'état de siège me confère les pouvoirs nécessaires pour le maintien de l'ordre dans la capitale. Je compte sur le patriotisme de la population et de la garde nationale de Paris pour le maintenir. Tout attroupement est interdit. » Cela suffit pour que la majorité se tînt tranquille. Seuls, quelques Intransigeants ne trouvèrent pas l'avertissement assez menaçant et essayèrent l'agitation dans la rue. Leurs bandes organisées se répandirent le soir sur les boulevards, se dirigeant vers le ministère de l'Intérieur et surtout de la Justice, et criant : « Des armes ! Des armes ! » A la tête d'une d'elles un homme portait un gigantesque écriteau de calicot sur lequel était imprimé en noir : *Armement immédiat du peuple de Paris!* Dispersées, ces bandes se

reformaient plus loin; les cafés étaient envahis, les tables renversées, les glaces brisées; les boutiques et les passages se fermaient; la circulation était interrompue dans la rue de la Paix et sur la place Vendôme. Mais la foule ne s'unit pas à la bande et ne seconda pas ses violences. La garde nationale précédée des sergents de ville l'épée à la main, les dispersa et la tranquillité se rétablit.

III

Le 8 août au matin, *le Siècle* publia en tête de ses colonnes, avec le Manifeste des Députés, un Manifeste des Journalistes, plus nettement révolutionnaire, qui jetait sans ambages l'appel à l'insurrection que la Gauche n'avait pas osé formuler : « La France est envahie. La presse démocratique de Paris réclame : l'armement immédiat de tous les citoyens et l'institution d'un comité de défense, composé d'abord des députés de Paris. Que tous les patriotes se lèvent et se joignent à nous! La patrie est en danger[1]. »

Le défi nous était directement jeté à la face. Dans le Conseil du matin, Chevandier proposa de supprimer le journal en vertu de l'article 9 § 4 de la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège, permettant à l'autorité militaire d'interdire les publications de nature à exciter les désordres.

1. La rédaction de *l'Avenir national*, la rédaction de *la Cloche*, la rédaction de *la Démocratie*, la rédaction du *Rappel*, la rédaction du *Réveil*, la rédaction du *Siècle*.

Persigny le soutint et la majorité adhéra à cette proposition. Mais Baraguey d'Hilliers, qui aurait dû être le signataire et l'exécuteur du décret, fit des objections. A mesure que la discussion s'animait, ces objections s'accentuaient et allaient tourner à un refus sec auquel il eût fallu répondre par une révocation immédiate dont l'effet eût été désastreux. J'évitai la rupture imminente en proposant une transaction que tout le monde eut le bon sens d'accepter. *Le Siècle* ne serait pas suspendu; seulement le ministre de l'Intérieur, par une note insérée le soir même au *Journal officiel*, avertirait les journaux que la proposition d'un Comité de défense, telle qu'elle était contenue dans le Manifeste, serait considérée par le gouvernement comme une tentative anarchique de nature à compromettre la sécurité nationale, contre laquelle l'autorité militaire sévirait si on la renouvelait. *Le Réveil* de Delescluze et *le Rappel* des fils Hugo n'ayant pas tenu compte de l'avertissement furent immédiatement supprimés.

Nous ne pouvions pas répondre de la même manière à la sommation des députés de la Gauche d'armer les habitants de Paris. Pietri eût voulu que nous opposions à ces revendications un refus absolu ; nous ne le pouvions pas, car on ne refuse pas des armes à une population à la veille d'être assiégée; mais il nous était également impossible d'en donner à tous les citoyens. D'abord nous n'en avions pas les

moyens matériels : Niel et Le Bœuf n'avaient mis en réserve pour cette éventualité que cent mille fusils; ensuite une distribution générale eût été contraire à toute prudence. « Quiconque sera doué de sagesse, a dit Machiavel, ne permettra jamais qu'une multitude prenne les armes si ce n'est avec un certain ordre et une certaine méthode. Celui qui est préposé à la défense d'une ville évitera comme un écueil de faire armer les citoyens tumultueusement[1]. » Nous décidâmes que nous incorporerions dans les rangs de la garde nationale sédentaire quiconque se présenterait, mais que nous ne distribuerions des armes qu'avec méthode, en commençant par les plus sûrs et les plus capables et n'arrivant jamais à ceux entre les mains desquels une arme eût été une inutilité ou un péril.

Les rassemblements tumultueux de la veille, dont les séditieux annonçaient la reprise pour la soirée, nous occupèrent aussi. Nous priâmes Baraguey d'Hilliers de les interdire dès le soir même et, puisqu'on nous menaçait de remplir la rue d'émeutiers, de remplir le Palais Bourbon de soldats. Il nous promit d'autant plus fermement une action énergique que nous nous étions montrés condescendants à ses scrupules.

La dépêche de la veille au soir, qui sollicitait l'autorisation d'offrir le portefeuille de la guerre à Trochu, n'arriva à l'Empereur que dans les premières heures du 8 août. L'Empereur m'au-

1. *Dei discorsi*, Lib. III, cap. xxx.

torisa à cette offre, et je mandai Trochu chez moi à une heure.

Sa sortie inconvenante dans la séance de nuit indiquait l'état d'esprit d'un homme qui n'était plus maître de son cœur et qui ne prenait plus même le soin de sa dignité. Son exclusion de tout commandement actif l'avait irrité; les démarches vaines qu'il tentait pour donner un corps à son commandement dans la Baltique l'exaspéraient; commandant en chef du corps d'armée de cette expédition, il n'avait encore reçu du gouvernement, le 6 août, aucune commission écrite ou verbale, officielle ou officieuse; le ministre ne l'avait pas fait appeler une seule fois; c'est lui qui, à plusieurs reprises, avait pénétré dans son cabinet, dans celui des directeurs et dans les divers bureaux; il y avait recueilli les preuves de l'inanité de l'entreprise; l'un de ces chefs de bureau, celui des subsistances, à qui il avait demandé si l'on avait pensé aux approvisionnements nécessaires, notamment au foin pressé pour la traversée de 3 000 ou 4 000 chevaux, était tombé des nues, disant qu'on y pourvoirait, mais qu'il n'avait jamais ouï parler de l'expédition.

Trochu écrivait à son ami Plichon : « Je continue à croire très peu à la Baltique, dont le projet, poursuivi par quelques préparatifs apparents, peut être un épouvantail utile, mais dont la réalisation ne sera plus qu'une aventure. Cela saute aux yeux de tous les compétents. Dans l'état, je m'abstiens de courir les bureaux

où je n'ai recueilli pendant quinze jours que des lanlaire et de demander des officiers disponibles qu'on me promet toujours et qui filent invariablement vers le Rhin. » (6 août.)

Cette lettre rend imparfaitement la violence des sentiments qui l'agitaient. La légèreté avec laquelle on en usait à son égard l'autorisait aux suspicions ; il se croyait sacrifié, joué, conspué. « Ah ! écrivait-il pour lui-même, je fais bon marché des humiliations qui atteignent le déclin de ma carrière. Elle fut peut-être trop facile et trop heureuse dans ses commencements, je dois me soumettre chrétiennement à ces pénibles retours de fortune. » Malgré ces exhortations édifiantes, il était fou de colère. Après ses emportements de la veille, nous n'avions plus le droit, vraiment, d'être sûrs de sa fidélité : nous n'aurions pas dû oublier que sa popularité, créée par les ennemis de l'Empire, l'asservissait en quelque sorte à eux à son insu.

Quelques instants avant lui était entré dans mon cabinet un écrivain militaire, l'ancien officier d'état-major Wachter, qui arrivait de Metz. Je ne le congédiai pas, et je dis au général qu'il lui serait utile d'entendre les renseignements d'un témoin oculaire. Wachter critiqua le fonctionnement du ministère de la guerre et le commandement de l'armée. Cependant il était loin de croire que la partie fût perdue : le moral des troupes restait excellent, et il espérait que mieux dirigées elles reprendraient leurs avantages. « L'espoir, s'écria Trochu, est une chimère ! des

mesures hâtives ne remédieraient à rien. Voilà où on en arrive quand les mesures préparatoires ont été mal prises ! Monsieur Wachter, un homme du métier, vous dit que si l'armée est mal approvisionnée, c'est le résultat de vingt ans de fautes, je l'avais prévu. La défense est impossible, il n'y a rien à faire, Paris ne peut pas tenir. » Puis se levant, l'œil hagard, le visage convulsé, le corps frémissant, la lèvre furieusement contractée, d'une voix stridente de courroux, celle même que je venais d'entendre la nuit précédente, il s'écria : « Le vent souffle en tempête, il balayera tout ! Est-ce que vous croyez, Monsieur Ollivier, que vous allez rester ici ? Vous allez être emporté et après vous l'Empire. »

La conversation prenant cette tournure épileptique, je congédiai Wachter, et, quoique avant de poser ma question j'en eusse déjà la réponse, je dis froidement à l'énergumène que j'étais chargé de lui offrir le ministère au nom de l'Empereur et de mes collègues. — « Je refuse. » Je n'essayai pas de le ramener : — « C'est bien, mais quelle raison donnerai-je à l'Empereur de votre refus ? — Vous lui direz que ce serait une erreur considérable d'éloigner dans ce moment le ministre qui tient tous les fils entre les mains et de le remplacer par un ministre nouveau qui devrait perdre des jours précieux à tout apprendre. »

Pas plus dans cette entrevue, la dernière que j'eus avec lui, que pendant les heures d'angoisse de la nuit précédente il n'avait eu une lueur de

magnanimité, de pitié, d'oubli de soi : toujours l'égoïsme et la dureté féroces d'une vengeance qui s'assouvit. Chrétien de bouche et non de fait, en racontant son refus à peu près dans les mêmes termes que moi, Trochu ajoute que je reçus sa prophétie de malheur « avec beaucoup de philosophie et de sérénité [1] ». Il y avait autre chose que de la philosophie et de la sérénité dans le sentiment que ses paroles m'inspirèrent : il y avait une profonde stupéfaction. Celui que j'avais si longtemps considéré comme un type de vertu militaire et civique s'écroulait devant moi et je contemplais ces débris avec une stupeur dans laquelle entrait un incommensurable mépris [2]. Je ne demandais pas à cet homme un sacrifice stérile. Son esprit, ordinairement faux, illuminé d'une clarté exceptionnelle de bon sens, apercevait le plan stratégique sauveur : il voulait que l'armée de Bazaine, par une retraite échelonnée, se repliât sur la capitale, les têtes de colonne livrant bataille sans s'engager à fond; on aurait eu ainsi autour de Paris, par l'adjonction des armées de Bazaine et de Mac-Mahon, une

1. *Pour la Vérité et pour la Justice*, p. 77.

2. Allou dans sa plaidoirie pour Trochu fixe au 7 août mon entrevue avec Trochu : il a été induit en erreur par ma dépêche à l'Empereur demandant l'autorisation d'offrir le ministère au général, laquelle est, en effet, du 7. Mais l'autorisation de l'Empereur ne m'est arrivée que le 8; et c'est ce jour-là seulement que j'ai pu avoir ma conversation avec Trochu. Wachter, qui a assisté à la première partie de cette conversation, fixe comme moi l'entrevue au 8. Cela n'a pas d'importance, si ce n'est de garder l'exactitude jusque dans les moindres détails.

armée de 250000 hommes; Paris n'eût pu être investi; la France aurait eu le temps de se ressaisir, de compléter ses armées et elle eût été sauvée. Ministre de la Guerre et par suite maître du pouvoir, sûr d'obtenir la faveur du public quoi qu'il décidât, Trochu aurait imposé ce mouvement qu'en dehors des affaires il conseillerait en vain. Mais s'il y avait de la lumière dans son cerveau, la nuit des misérables rancunes obscurcissait son cœur d'une fumée épaisse. Je lui proposais de l'introduire dans la grandeur, il préféra s'enfoncer dans les petitesses de la haine.

Précisément à l'heure où se déchaînait devant moi la fureur aveugle d'un amour-propre en délire, une scène d'un autre genre se déroulait au ministère de la Guerre. Un homme d'âge, au visage ridé, mais à l'aspect martial, droit, dans une redingote étroitement serrée, se présentait dans l'antichambre du ministre et, s'adressant à l'huissier, d'une voix brève, habituée au commandement : « Annoncez le général Changarnier. » Introduit aussitôt il dit au ministre: « L'Empereur a cru mon bras trop débile pour porter encore l'épée du commandement, mais il ne me refusera pas de m'associer au sort de notre armée malheureuse, d'en partager les vicissitudes, les souffrances et de l'aider des conseils de ma vieille expérience. Veuillez lui télégraphier que j'arriverai à Metz ce soir. » Le ministre se confondit en respect et promit qu'il allait télégraphier. Le général sortit du cabinet la tête droite, l'œil rajeuni et d'un pas ferme saluant de

la main et du sourire ceux qui s'inclinaient sur son passage, il se rendit à la gare, prit le train qui conduisait à Metz et y arriva à dix heures trois quarts.

Quel contraste avec la conduite de Trochu! Changarnier n'avait reçu de l'Empereur que des coups, et Trochu jusque-là que des faveurs. Trochu se préparait à précipiter celui qui l'avait comblé, et Changarnier allait au secours de celui qui l'avait proscrit. Les places de nos villes sont encombrées de statues dressées à des exploiteurs de patriotisme et il n'en est aucune nulle part pour celui qui restera, avec Carnot, le plus grand exemple du vrai patriotisme pur, noble, désintéressé.

IV

Schneider succéda à Trochu dans mon cabinet. Mais c'était un autre Schneider, tout différent de celui de la veille. Depuis son refus si ferme de travailler à notre chute, on ne l'avait pas laissé respirer : des hommes, qui ne souhaitaient pas le renversement de l'Empire, et dont quelques-uns étaient mes amis ou ceux de mes collègues, étaient venus le presser de ne plus nous défendre. Le sacrifice de Le Bœuf ne suffisait plus aux exigences publiques; elles réclamaient celui du ministère entier; sinon on s'exposait à aggraver, par des désordres intérieurs, les désastres de l'armée. C'était à lui de se mettre à la tête de ce courant prévoyant, qui grossissait d'heure

en heure; dès qu'il se serait prononcé, la majorité suivrait. Schneider avait fini par se laisser convaincre. Obéissant à son penchant aux transactions, à son habitude d'éluder les difficultés plutôt que de les résoudre, il crut que notre démission donnerait satisfaction à la fois à ceux qui demandaient notre renvoi et à ceux, dont il était, qui considéraient un débat ministériel devant l'ennemi comme une lourde erreur. Il venait donc me conseiller de donner cette démission : « Je vois un grand nombre de députés, ils croient votre remplacement nécessaire pour calmer l'effervescence publique, ils craignent que vous ne vous cramponniez au pouvoir, et ils sont décidés, malgré les sympathies de beaucoup d'entre eux pour vous et vos collègues, à vous culbuter. Il serait digne de prévenir un renversement inévitable par une retraite volontaire. » Il insinua même avec force témoignages d'amitié que les esprits étaient tellement excités que si nous persistions à rester aux affaires, nous courrions le risque d'avanies et même de violences. Je ne discutai pas ce conseil offensant; je le repoussai de haut.

« Je n'ai pas renoncé, dis-je, à mon habitude d'aller et de venir à pied du ministère aux Tuileries et à la Chambre; nulle part, ma sécurité n'a été menacée; je n'admets pas que des députés me réservent un traitement que la foule ne m'inflige pas. Au surplus, je suis ainsi que mes collègues irrévocablement résolu à tout braver. Donner notre démission serait ou condamner

nos résolutions précédentes, ce dont nous sommes bien éloignés, ou confesser que nous nous sentons incapables de porter le poids des périls présents, aveu pusillanime auquel aucun de nous n'est disposé. Cette démission serait de plus un acte de félonie envers l'Impératrice, son abandon au moment où nous devons plus que jamais la couvrir de notre dévouement. Que la Chambre nous renverse, si cela lui convient, que l'Impératrice nous congédie, si elle pense que d'autres la serviront mieux; nous ne donnerons pas notre démission. Oui, nous nous cramponnerons, mais au péril et au devoir. Au surplus toute insistance serait inutile; nous ne donnerons pas notre démission. »

En me quittant, Schneider passa chez Trochu. N'ayant pu réussir à obtenir ma retraite, il n'avait à lui offrir que le ministère de la guerre au lieu de la présidence du Conseil qu'il avait espéré pouvoir y ajouter. Trochu le refusa comme il m'avait refusé. « Si j'acceptais, répondit-il, je me croirais consciencieusement obligé d'expliquer à l'Assemblée et aux troupes les causes de nos désastres par les fautes du Gouvernement dans la préparation militaire et dans la conduite de la guerre; je ne puis accepter une part du pouvoir sans condamner résolument d'abord tous les errements du passé et dégager ma responsabilité. » Schneider lui fit remarquer que ce serait un acte d'accusation en règle contre le Gouvernement dont il deviendrait le ministre, que cette démarche, anormale dans tous les temps, serait

quelque chose de plus en présence d'un ennemi auquel on révélerait ainsi notre faiblesse. « Il est donc entendu, conclut-il, que je ne puis porter à l'Impératrice ni une acceptation, ni une espérance. »

Trochu eut à subir un dernier assaut de son ami intime Jurien de la Gravière. Son refus fut encore plus véhément : « Ce n'est pas moi qui viens à vous, c'est vous qui venez à moi : il faut me prendre tel que je suis avec mes idées, avec ma conscience, avec mes convictions. Si je me donne, il faut qu'il soit bien établi que je ne me vends pas. » L'amiral, épouvanté, répondit qu'il valait mieux, en effet, refuser le pouvoir que l'accepter dans une pareille disposition d'esprit. Il paraît qu'à la suite de cette conversation, invité à se rendre auprès de l'Impératrice, le général répondit : « Je n'irai pas; le refus me serait trop pénible vis-à-vis d'une femme; je ne veux pas la voir. »

J'avais annoncé à l'Impératrice par dépêche le refus de Trochu; je vins lui proposer d'appeler le seul militaire de renom qui fût disponible, Palikao. Elle y consentit et il fut entendu que je télégraphierais au général d'arriver immédiatement par train spécial et qu'elle, de son côté, solliciterait l'approbation de l'Empereur. Puis, tout à coup, elle me dit : « Est-ce que je puis compter sur vous? » Cette demande à laquelle je répondais chaque jour par les faits me surprit : « Absolument, répondis-je, et sans réserve. — Êtes-vous prêt à demander à la Chambre de pleins pou-

voirs? — Certainement; mais en ce moment, c'est prématuré et susciterait quelques ombrages. Lorsque les lois que nous allons proposer auront été votées, l'état de siège nous donnera tous les pouvoirs nécessaires; nous sommes prêts à les exercer. » Elle parut convaincue et me le témoigna par quelques délicates attentions. Craignant de m'enrouer, je la priai d'ordonner qu'on fermât une fenêtre faisant courant d'air; elle se leva gracieusement, alla la fermer elle-même; enfin elle marqua qu'elle tenait à nous conserver, en me priant de ne pas poser la question de Cabinet. Je le lui promis.

V

J'étais à peine revenu place Vendôme que de Pierres, ancien écuyer de l'Impératrice resté dans son intimité, vint me demander ma démission. L'Impératrice s'était-elle jouée de moi en paraissant tenir à me garder? Je ne le crus pas; je vis au contraire, dans la démarche de son écuyer, une preuve de sa sincérité : la Cour, qui nous était hostile, ne la déterminant pas à notre renvoi, essayait d'obtenir d'une défaillance de notre part ce que l'Impératrice refusait.

Dans notre conseil du soir on s'informa de ce qu'avait répondu Trochu à Schneider et à moi. Nous racontâmes les faits, et j'ajoutai que je croirais manquer à mon devoir en conseillant de nouvelles démarches de ce côté. Je ne parlai pas de Montauban qui n'était pas encore arrivé

et dont j'ignorais les intentions. Notre délibération fut tout à coup interrompue. Un huissier vint annoncer qu'une députation se présentait, insistant pour être reçue à cause d'une communication urgente. C'était Jules Brame, Dupuy de Lhôme, André de la Charente, Josseau, Dalmas, Dugué de la Fauconnerie. L'Impératrice nous consulta du regard et nous l'engageâmes à aller recevoir ces gens si pressés.

Ils lui dirent tout d'abord que, parmi eux, deux appartenaient au Centre gauche, deux au Centre droit, deux à la Droite et qu'en conséquence ils représentaient les diverses fractions conservatrices de la Chambre. Puis ils exposèrent qu'ils étaient chargés de réclamer le renvoi immédiat du ministère, la nomination de Trochu au ministère de la guerre, la nomination de Palikao au commandement de l'armée destinée à couvrir Paris. L'Impératrice opposa une résistance résolue au renvoi du Cabinet; elle répondit qu'une crise ministérielle en face de l'ennemi serait périlleuse et jetterait le pays dans les inquiétudes, au moment où il avait tant besoin de fermeté et de confiance. De plus, cette crise ferait croire à un désaccord entre le Gouvernement et le Corps législatif, alors que l'union seule pouvait tout sauver. Qui sait d'ailleurs combien elle pourrait durer? Et pendant ce temps, que deviendrait la préparation de la défense?

Ces messieurs ripostèrent que la retraite du cabinet était impérieusement commandée par l'opinion; que, loin de retarder l'organisation de

la défense, elle lui donnerait un nouvel élan ; qu'il n'y aurait pas de conflit entre les grands pouvoirs, pas même de crise, ni de temps perdu, et qu'un délai de vingt-quatre heures suffirait à composer un nouveau cabinet. « Si vous croyez la mesure nécessaire, dit l'Impératrice, prenez-en la responsabilité[1]. — Mais, Madame, s'écria mélodramatiquement Dalmas, si le jour de demain se lève sur ce ministère il y aura d'irréparables malheurs. — Rassurez-vous, Monsieur de Dalmas, la Chambre n'a rien à craindre ; elle sera protégée, défendue au besoin et elle délibérera en toute sécurité. »

A son retour au milieu de nous, l'Impératrice nous dit avec quelque embarras : « Je ne sais comment vous dire cela, car je ne suis pas habituée à ce genre de communications : mais ces messieurs viennent de nous dire, au nom d'un très grand nombre de leurs collègues, que votre départ était nécessaire. M. de Dalmas s'est même écrié : « Si le jour de demain se lève sur ce mi-« nistère il y aura d'irréparables malheurs. » Elle ne nous rapporta pas ce qu'elle avait répondu et murmura avec un soupir en se penchant vers moi : « Dire qu'il faut avoir l'air d'écouter les conseils de M. de Dalmas[2] ! »

1. Dépositions de Brame et Josseau. Josseau fait dire à l'Impératrice que « Trochu serait nommé gouverneur de Paris et chargé de sa défense ». Rien de pareil dans la déposition de Brame. Le propos est en effet de pure invention. Avant le 17 août il n'a jamais été question de nommer Trochu gouverneur de Paris.

2. On a ainsi raconté la démarche des députés : Une dépu-

Plichon alors démontra éloquemment ce qu'aurait de déplorable une décomposition du pouvoir devant le péril et qu'une retraite, lâcheté de notre part, serait un malheur pour la cause nationale. Tout d'une voix, nous déclarâmes que nous partagions ces sentiments et qu'à moins que l'Empereur, de qui nous tenions nos pouvoirs, ne nous les retirât, nous étions résolus à nous

tation de tous les partis du Corps législatif se présenta pour parler à l'Impératrice. A ce moment le Conseil était terminé et l'Impératrice entra, suivie des ministres, leurs serviettes sous le bras, dans le salon où se tenaient les dames et où le thé était servi. Elle se retourna, et, s'adressant à M. Émile Ollivier, elle lui offrit une tasse de thé. « Merci, Madame; si j'ai soif, une de ces dames me donnera un verre d'eau. » Après quoi les ministres défilèrent devant la députation législative qui attendait leur départ pour demander leur renvoi. » Tout cela est mensonger d'un bout à l'autre. Le Conseil n'était pas terminé quand on annonça la députation; la Régente n'était sortie qu'après nous avoir demandé notre agrément et elle était rentrée après l'avoir congédiée. Nous ne défilâmes pas devant les députés. Brame et Josseau racontent, dans leur déposition devant la commission d'enquête sur les actes de la Défense Nationale, ce qui s'est réellement passé. Brame : « Au moment où nous arrivâmes aux Tuileries (10 heures du soir), l'Impératrice présidait le Conseil des Ministres; elle sortit aussitôt et nous reçut dans le salon voisin. » — Josseau : « Le 8 août l'Impératrice, qui présidait le Conseil des Ministres, sortit aussitôt pour recevoir la délégation vers 10 heures du soir. Elle questionna, émue mais ferme, chaque député sur son département. — Sur la question du renvoi du ministère Ollivier elle opposa une résistance absolue, et malgré l'insistance des membres de la délégation. Ils la quittèrent sans avoir rien obtenu. » Quant à mon refus d'une tasse de thé, il est simplement ridicule. Si l'Impératrice m'en eût offert, ce n'est pas par une grossièreté que je lui aurais répondu.

représenter compacts et unis devant les Chambres. L'Impératrice ne nous approuva ni ne nous contredit. Le crut-elle inutile? Était-elle gênée par la présence des membres du Conseil privé qui nous étaient hostiles, ou bien, quoiqu'elle eût repoussé les sommations qu'elle venait d'entendre, en ressentait-elle, sans s'en rendre compte, quelque influence?

Dans ce conseil j'avais senti un certain embarras dans l'attitude de Schneider. Blessé en effet par mon refus de lui donner ma démission, il en était arrivé successivement à ne plus contrarier l'intrigue ourdie contre nous, puis à la trouver naturelle, enfin à la seconder par un assentiment qui devenait de moins en moins tacite.

Dans la soirée, il y eut de nouvelles tentatives de désordre. Au milieu d'une foule considérable de curieux et de chercheurs de nouvelles, des bandes organisées essayèrent encore de troubler la circulation et se déployèrent sur les boulevards, rue de la Paix, aux environs de la place Vendôme, aux chants de *la Marseillaise* en criant : « Des armes! des armes! » Quelques cris de « Vive la République! » se firent aussi entendre. Mais Baraguey d'Hilliers, de concert avec Pietri, avait bien pris ses mesures.

Au moment où les manifestations allaient interrompre la circulation sur les boulevards Montmartre et des Italiens, des forces imposantes arrêtèrent court les bandes de criards, les dispersèrent et rétablirent partout la tranquillité. A

onze heures et demie, ces mêmes boulevards, si agités, si encombrés, étaient devenus les plus paisibles et les plus libres de Paris.

VI

Pendant toute cette journée, aucun bien n'avait été réalisé politiquement, et beaucoup de mal avait été préparé. Au contraire dans l'ordre militaire tout ce qui s'était opéré avait été excellent. Les mesures proposées par Dejean, et votées par le Conseil dans la nuit et dans la matinée du 7 août, étaient en pleine exécution : les troupes de marine appelées par Rigault de Genouilly, la cavalerie et l'infanterie rappelées du Midi par Dejean, s'acheminaient en hâte vers Paris ; la formation des quatrièmes bataillons était poursuivie activement.

Louvet, ministre du commerce, formait une commission dont firent partie Dumas le savant, Chevreau, Darblay, le grand minotier, et Perrier, l'Intendant chargé des subsistances militaires à Paris : sa mission était d'assurer l'approvisionnement de la ville pendant quarante-cinq jours. Le personnel de la Ville, celui des Ponts et Chaussées et des mines étaient requis et organisés militairement, 549 000 kilos de poudre à canon étaient ramassés au mont Valérien, à Meudon, à Vincennes ; on fabriquait des cartouches pour chassepots, mitrailleuses et canons de campagne. Les communications télégraphiques s'organisaient,

les carrières se transformaient en ouvrages de défense.

Le général Chabaud-Latour se montra digne de notre confiance. Il accomplissait sa mission avec une activité infatigable et une intelligence supérieure. Par ses soins les embrasures des pièces constituant l'armement de sûreté étaient ouvertes; la construction des plates-formes et traverses commencée; les plans des ouvrages avancés, complément indispensable des fortifications, dressés. La déclaration de l'état de siège permettant, sans se soumettre aux formalités d'expropriation, de s'emparer des terrains nécessaires, la construction de quatre forts (Gennevilliers, Montretout, Châtillon, Villejuif) et de sept ouvrages considérables placés en avant des anciens forts était mise en train; treize portes étaient murées; les larges débouchés de cinquante-quatre autres étaient réduits à un ou deux ponts-levis; les trois passages de rivière, les deux entrées de canaux, les neuf entrées de chemins de fer qui coupaient l'enceinte étaient garantis, les fossés, les ponts-levis rétablis, les maisons, les murs, les plantations voisines des remparts abattus, les magasins à poudre et les traverses construits, les crêtes des glacis des forts palissadées, leurs portes et leurs passages blindés, les magasins bondés de vivres et de poudres, les inondations préparées. Tout cela n'était pas achevé, mais partout on était en bon train.

Il était impossible de faire plus en moins de temps et de déployer une activité plus intense.

Duvernois, dans son journal, ne s'en indignait pas moins contre notre inactivité et nous reprochait les proclamations écrites à la demande de l'Impératrice pour réchauffer le cœur de l'armée, comme si nous n'avions fait que des proclamations : « Au ministère, nous ne demandons qu'une chose, nous lui demandons de nous laisser tranquilles, d'en finir avec les proclamations effarées et avec les délibérations qui n'aboutissent à rien. Nous n'avons pas besoin de rhétorique, nous avons besoin d'actes et de fusils. Il aurait peut-être déjà dû partir; mais puisqu'il tient à rester, que du moins il nous laisse tranquilles au bord de l'abîme où son imprévoyance nous a conduits. »

Il nous reprochait plus encore nos soupçons contre la Gauche. Quel esprit de défiance et de malveillance! « On va même jusqu'à dire, s'écriait-il, qu'ils (les députés de la Gauche) voudraient exploiter nos malheurs au profit d'un parti. C'est une calomnie. *Nous n'en savons rien mais nous l'affirmons.* Le seul acte de la Gauche a été jusqu'ici de demander des armes pour Paris, comme nous l'avons fait nous-même hier avant la Gauche. Cela prouve que la Gauche a son parti arrêté; elle ne sera ni une entrave, ni un dissolvant, elle sera un stimulant. C'est son rôle historique et ce sera son honneur. » Il renchérit même sur les propositions désorganisatrices de l'Opposition : il a l'idée extraordinaire de supprimer la police au moment où sa vigilance est plus que jamais indispensable : « Il

y a quatre mille sergents de ville à Paris, tous anciens militaires. Ce n'est pas assez pour contenir une population soulevée. C'est infiniment trop pour garder une ville qui saura bien maintenir l'ordre. Que le maintien de l'ordre soit confié à la garde nationale et à des constables volontaires. On pourra disposer immédiatement de quatre mille hommes aguerris et bien armés. Avis au ministère de la guerre. »

CHAPITRE XIII

PROJET D'UN COUP DE JUSTICE ET DE SALUT PUBLIC

I

Pendant ces deux jours terribles du 7 et 8 août je n'avais pas eu le loisir de me recueillir et de réfléchir aux mesures qu'exigeait le péril croissant. A la fin de la journée du 8, pendant les premières heures de la nuit, je m'enfermai dans mon cabinet et, me promenant à pas lents dans son ombre à peine éclairée par la lampe posée sur un bureau, je me demandai ce que j'allais proposer au Conseil des Ministres, puis à la Chambre.

La première évidence que j'avais eue d'instinct, et que tous les renseignements avaient confirmée, était que la mauvaise fortune des débuts était due au pitoyable état de la santé de l'Empereur, que son commandement avait compromis l'armée et l'achèverait si on ne le lui retirait pas. L'établissement de la régence, qui transportait le gouvernement aux mains de l'Impératrice, ne nous avait pas permis de déléguer en permanence un de nous, au quartier général, ce qui

eût été naturel si l'Empereur était resté chef de l'État en même temps que chef de l'armée. Nous avions compté que Le Bœuf nous tiendrait au courant des événements intimes, qu'il nous était urgent de connaître : il n'en avait rien fait. Il n'avait entretenu aucune relation avec aucun de nous, pas même avec Dejean, ne nous avait signalé aucune des défaillances du commandement, ni révélé le secret de l'immobilité, du piétinement qui nous alarmaient. Mais d'autres m'avaient dépeint la réalité. Par des lettres, par des visites, me parvenait l'unanime attestation de l'impossibilité physique dans laquelle l'Empereur se trouvait d'exercer le commandement suprême. « Il ne commande pas, disait-on ; et il ne permet pas qu'on commande. »

Ce qui me revenait sur l'état de l'armée ne méritait pas moins de me préoccuper. Un léger affaissement se laissait pressentir dans sa solidité. Les intolérables va-et-vient sur les mêmes routes l'avaient lassée ; les récits qui circulaient dans ses rangs, les défaites de Wœrth et de Forbach l'avaient troublée. Elle n'était donc plus l'armée invincible. Si l'on ne relevait sans tarder son moral par quelque acte vigoureux, il était à craindre qu'inférieure par la quantité elle ne devînt aussi inférieure par la qualité. Qu'on mît un chef actif à sa tête, elle reprendrait son moral, les affaires se rétabliraient : sinon, tout était perdu.

Une seconde évidence me frappa non moins vivement : c'est que l'unique manière de retirer

à l'Empereur son commandement était de le replacer à la tête de l'État en le rappelant à Paris. Entre les deux situations je ne concevais pas un terme moyen, car un souverain qui ne commande pas l'armée en campagne, ou qui, dans sa capitale, ne régit pas l'Etat cesse d'être un souverain : il est déposé. Deux précédents revinrent alors à mon esprit. En 1812, Alexandre était à la tête de troupes qu'il perdait par l'impéritie de son commandement. On disait dans tous les rangs que, ne commandant pas, il empêchait de commander, n'agissant pas, il empêchait d'agir. Il fallait qu'il s'en allât ou l'armée était en péril. Paulucci, quartier-maître général, lui dit franchement « qu'il s'obstinait à faire un métier qui lui était parfaitement étranger, qu'il ferait mieux de s'en aller à Moscou réchauffer les esprits, etc... », Alexandre eut le bon sens de ne pas se fâcher, et de quitter son armée. A Moscou on l'accueillit par des transports d'enthousiasme. Cette sage résolution nous coûta cher. En 1828 et 1829, il en arriva autant à Nicolas dans la guerre avec la Turquie. Il reconnut lui-même, après avoir assisté à plusieurs combats, qu'incapable de diriger les opérations, il enlevait l'indépendance de leurs décisions aux chefs de son armée. Et il retourna à Odessa, puis à Pétersbourg, en accordant au général en chef une pleine liberté qui aboutit à la victoire de Koulevitch et au traité d'Andrinople, et son peuple lui sut gré autant qu'à Alexandre d'avoir sacrifié son amour-propre au salut public.

Il me sembla que je ne diminuerais pas l'Empereur en lui proposant ces exemples, et qu'en les suivant il acquerrait aussi, je n'en doutais pas, la reconnaissance nationale. Son retour à Paris aurait en outre la conséquence de mettre fin à la régence et cela me paraissait excellent. Dès que la guerre était portée sur notre territoire les inconvénients d'une régence apparaissaient dans leur réalité funeste. Il y avait deux gouvernements fonctionnant dans des milieux et des circonstances différentes : l'un à l'armée ayant toutes les attributions de la souveraineté, sans avoir aucun des intermédiaires légaux pour l'exercer; l'autre à Paris, entouré de tous les dépositaires de l'autorité, mais ne possédant pas les prérogatives du pouvoir; l'un tout aux émotions de la campagne militaire, l'autre tout aux impressions des effervescences parisiennes; l'un et l'autre sans entente et parfois en dissentiment. Leur coexistence devenait impossible; il fallait rétablir l'unité par la suppression de l'Empereur ou par celle de la Régence.

Cette nécessité m'était confirmée par une troisième évidence qui m'envahit encore plus fortement : c'est que la situation intérieure, non moins que le salut de l'armée, requérait le retour immédiat de l'Empereur. La révolution accroissait son audace à mesure que l'invasion accentuait ses progrès; elle ne dissimulait plus son espérance d'un prochain renversement. Le parti républicain poursuivait son complot dont les ramifications, ainsi que le démontraient les tentatives

simultanées dans les grandes villes, s'étendaient à tout le pays. Forts de l'assentiment général nous devions l'écraser, si nous voulions affronter avec quelque chance de succès l'ennemi extérieur. La Convention, placée entre les armées qui envahissaient ses frontières et les révoltes intérieures, avait étouffé les révoltes de sa main de fer, et la patrie avait été sauvée : il ne fallait pas l'oublier. Jusque-là chaque fois que l'Empereur alarmé par les excitations révolutionnaires m'avait demandé des mesures de rigueur, je les lui avais refusées. Cette fois je résolus de les lui proposer moi-même.

Mais il ne fallait songer à aucune mesure sérieuse tant que l'Empereur ne serait pas rentré à Paris. L'Impératrice, au nombre de ses dons remarquables, ne comptait pas l'autorité, ce don inné et tout-puissant des privilégiés destinés à dominer les hommes et les circonstances. Cette autorité émanait naturellement, au contraire, de la personne de l'Empereur. Quand il venait vers vous, avec son regard réfléchi, qu'il vous tendait la main d'une certaine manière, on était disposé à lui accorder ce qu'il allait vous demander avant même qu'il l'eût demandé, et il inspirait la volonté de le suivre aveuglément. Avec lui bien des choses auraient été faciles, qui, avec l'Impératrice eussent été difficiles sinon impossibles. Lui seul nous eût assuré la condition primordiale d'une politique de combat contre la Révolution : un vote de confiance général de la Chambre, qui, en consolidant notre pouvoir, eût

été un blanc-seing pour l'exécution des mesures de détail. Nous pouvions proroger la Chambre, mais non la dissoudre et à plus forte raison tenter un coup de force contre elle. Il fallait donc la gagner et l'Empereur l'eût fait pour nous. La majorité lui était entièrement dévouée; d'un mot il eût fait rentrer dans le rang les Jérôme David et les Duvernois, maîtrisé les mesquines passions, maintenu autour de son ministère une majorité compacte, et il eût été le négociateur écouté de l'accord que je comptais établir avec la Droite, depuis que l'attitude révolutionnaire de la gauche m'obligeait à la traiter en ennemie à détruire.

La présence de l'Empereur nous eût été utile d'une autre manière. Il avait conservé intactes ses qualités supérieures : le jugement, la clairvoyance, la netteté d'esprit. La maladie n'avait affaibli que sa volonté; nous aurions voulu pour lui, et il nous eût éclairés de ses lumières. J'arrivai donc à cette conclusion que le premier but que je devais poursuivre en ce moment était le remplacement de l'Empereur à la tête de l'armée et son retour à Paris. Il arriverait à l'improviste, adresserait un message à la Chambre qui se résumerait dans cette idée : « J'ai mis provisoirement à la tête de l'armée qui résiste à l'invasion le capitaine que m'a désigné l'opinion publique, Bazaine, et je viens combattre et écraser l'armée de la Révolution afin que nos soldats ne soient pas pris entre deux feux. » Même n'étant pas ainsi motivé, ce retour n'eût

pas surpris; il était tellement dans la nécessité des circonstances que Jules Favre l'avait réclamé quelques heures auparavant, précisément par la raison qui m'y décidait : l'insuffisance du commandement.

Depuis l'événement, Jules Simon a eu la franchise de reconnaître qu'en effet la sagesse était bien là et, qu' « en ramenant l'Empereur à Paris, et surtout en supprimant la régence, *c'était tenter la seule chance de salut qui restait alors à la dynastie*[1] ». Je tournais et retournais ces pensées et m'y ancrais lorsque, malgré l'heure avancée, on m'annonça Chevandier.

II

Il arrivait tout ému, avec son air des jours de résolution. Il me dit : « La situation est des plus graves. Il n'y a pas un moment à perdre. Le danger est imminent. » Il me raconta que cet après-midi même avait eu lieu, rue de la Sourdière, une réunion des députés, des journalistes et des chefs révolutionnaires. Les chefs révolutionnaires récriminaient contre l'attitude trop prudente de la Gauche : elle aurait dû, comme les journalistes, réclamer un comité de défense choisi dans le Corps législatif, et encore cela ne leur suffisait pas : il fallait préparer un coup de main contre la Chambre à l'ouverture de la

1. *Origine et chute du second Empire*, p. 289.

session; le ministère miné de tous les côtés était déjà comme à terre; il n'oserait pas, *in extremis*, se compromettre par des mesures de répression qui pourraient devenir sanglantes. La Gauche pensait au contraire qu'en fournissant aux ministres par une attaque prématurée l'occasion de défendre l'Assemblée, on relèverait leur pouvoir expirant, qu'ils résisteraient jusqu'à l'extrémité, ne capituleraient pas, et qu'on allait au-devant d'une défaite certaine alors qu'avec un peu de patience et d'habileté on ne tarderait pas à obtenir une victoire sans péril. De part et d'autre on ne s'était pas convaincu, et il était probable que les violents, agissant conformément à leur opinion, tenteraient un coup de main auquel la Gauche ne s'associerait point mais qu'elle soutiendrait de ses excitations et dont elle prendrait la direction si le succès devenait possible. Un de ses députés s'était même engagé à déposer une demande de déchéance et, si elle était écartée, à venir donner le signal de l'insurrection [1].

1. « J'étais accouru à Paris, trouvant l'heure merveilleuse ment choisie pour culbuter le gouvernement stupide qui, du plus abominable des crimes, avait mis la patrie à deux doigts de sa perte. Nous sommes à la veille du 10 août, disais-je au député Emmanuel Arago, dans la salle des Pas-Perdus, il faut profiter de cette date fatidique pour proclamer la déchéance. » Ernest Hamel, *Histoire du second Empire.* « Dès le lendemain de Forbach et de Reichshoffen, les républicains non officiels voulaient renverser l'Empire. Les Prussiens n'avaient pas encore franchi les Vosges : Mac-Mahon pouvait reformer une armée; Bazaine pouvait sortir de Metz avec une autre. Rien n'était perdu, à la condition

« Dans l'état de trouble de l'esprit public, dit Chevandier, on ne peut prévoir les effets d'une levée insurrectionnelle ; il est sage de la prévenir et de ne pas nous exposer à la douloureuse nécessité d'une répression sanglante, peut-être impuissante. N'ayant pas de temps à perdre, j'ai pris des mesures que je viens soumettre à votre approbation. J'ai prié notre collègue Rigault de Genouilly, sans lui dire pourquoi, d'envoyer un navire de l'État à Granville ; j'ai requis à la Compagnie de l'Ouest de tenir pendant la nuit du 8 au 9 un train sous pression prêt à partir pour Granville. Enfin j'ai ordonné à Pietri de convoquer le juge d'instruction, Bernier, afin de signer les mandats d'arrêt et d'avoir sous la main et groupé le nombre d'agents nécessaires pour opérer les arrestations qui seraient ordonnées. Je n'ai pas indiqué à Pietri les chefs révolutionnaires, il les connaît mieux que moi, mais j'ai dressé la liste des députés de l'opposition qu'il faut arrêter en même temps ; ils sont au nombre de vingt-deux. »

Il me tendit une liste écrite de sa main

d'en revenir à l'énergie conventionnelle et de violenter le pays au besoin. On s'adressa aux députés de la Gauche, dont les noms eussent rallié la bourgeoisie et le peuple, sans rien pouvoir obtenir d'eux. Au café d'Orsay, Glais-Bizoin et Kératry répondaient à une ouverture de ce genre : « Mais Palikao ferait mitrailler le peuple ! » Au café de Londres, sur le boulevard de la Madeleine, où Gambetta, Ferry, les Arago recevaient les jeunes avocats et les étudiants, même réponse ou à peu près : « Il fallait laisser à l'Empire la responsabilité des événements. » TONY RÉVILLON, *Notes sur le 4 septembre.*

sur laquelle je lus les noms de Gambetta, Arago, J. Favre, E. Picard, Ordinaire, Dorian, Kératry, J. Ferry, Pelletan, etc. Tandis que je faisais cette lecture, un nuage obscurcit mon visage. « Rassurez-vous, me dit vivement Chevandier, nous ne les malmènerons pas. Pas de voitures cellulaires ; tous les égards possibles. Il faut seulement enlever à la Révolution son drapeau et ses têtes. Nous les mettrons bien poliment dans des wagons qui les conduiront à Granville ; là, ils trouveront un bateau de l'État qui ira les déposer à Belle-Ile où ils seront fort bien traités. Au fond, je ne suis pas sûr qu'ils nous en veuillent beaucoup de les tirer d'une situation périlleuse pour eux autant que pour nous. »

Je réfléchis un instant, puis, je lui rendis sa liste : « Nous discuterons ces noms. Dès ce moment je biffe celui d'Ernest Picard, car le président de la Gauche ouverte n'est pas un faiseur de complots. Ceci réservé, j'approuve en principe et je suis prêt à partager la responsabilité. J'accepte l'arrestation des membres de la Gauche et des chefs révolutionnaires, à Paris d'abord, en province plus tard, et leur envoi à Belle-Ile. Mais je ne veux pas que cette exécution ait lieu avant que nous soyons débarrassés de la régence de l'Impératrice. La partie que nous allons jouer est très grave; nous y engagerons notre honneur, peut-être notre vie. Je consens à la risquer avec l'Empereur, jamais avec l'Impératrice. Elle se défie de nos idées et

n'a pas confiance en nous; moi je me défie de ses conseillers intimes et je n'ai pas confiance en elle. Sans confiance réciproque on ne se lance pas dans une aventure qui peut être traversée par des à-coups redoutables. Et je ne serais pas seul de ce sentiment. Baraguey d'Hilliers, dont le concours est indispensable, ne marchera pas avec elle; avec l'Empereur il ne fera pas une objection. Schneider accorderait à l'Empereur un concours qu'il refuserait à l'Impératrice; Trochu lui-même mettrait un terme à ses bavardages et servirait fidèlement. Savons-nous quelles seront les dispositions de l'Impératrice et si elle sera décidée à courir le risque? Il serait difficile au dernier moment de ne pas demander son approbation : que ferons-nous si elle la refuse? Agirons-nous quand même et la mettrons-nous en présence d'un fait accompli? Mais si elle nous désavoue?... — Je pense comme vous, répondit Chevandier, sur la nécessité de ramener d'abord l'Empereur et de terminer la régence.

« — Eh bien! puisque nous sommes d'accord sur le point essentiel, discutons votre plan. Je lui reproche d'être un coup d'État mal préparé. Que Paris se réveille demain en apprenant sans explication que les députés de la Gauche viennent d'être incarcérés, on criera au coup d'État et il s'élèvera contre nous un soulèvement de colère plus menaçant que l'insurrection que vous voulez prévenir; nous irions nous-mêmes nous jeter dans le précipice où l'on projette de nous pousser. Évitons tout ce qui a l'air coup

d'État. S'il devient nécessaire d'en faire un, nous en discuterons, mais aujourd'hui c'est inutile. La Gauche ne prépare certainement pas l'invasion et la dispersion du Corps législatif ; elle ne veut que le terroriser, afin d'en obtenir la déchéance et la constitution d'un pouvoir révolutionnaire. Au sens strict du mot, ses menées ne peuvent être qualifiées d'attentat, mais il n'est pas douteux que ce ne soit un complot contre la sûreté de l'État, et que notre législation le punit aussi bien que l'attentat. Ce complot est flagrant ; les preuves en sont en quelque sorte publiques, nous mettrons sous la main de la justice, en suivant les formes légales strictes, ceux qui le trament. Ils crieront au coup d'État. Nous répondrons : Pas coup d'État, coup de justice. Nous expliquerons cela au public et l'approbation qui accueillera notre exécution sera aussi générale qu'eût été la réprobation contre votre plan.

« Voici donc les modifications que je vous propose : pas d'arrestations cette nuit ; demain matin à la première heure nous nous rendrons auprès de l'Impératrice avec Pietri qui est de notre avis, et, sans lui confier notre dessein, nous lui proposerons le rappel de l'Empereur par des raisons exclusivement militaires. Maurice Richard sera de retour de Metz ; il nous fournira des renseignements précieux. L'approbation de l'Impératrice obtenue, nous demanderons celle du Conseil, sans lui indiquer non plus ce que nous préparons. et nous irons affronter le Corps

législatif. Un vote de défiance y sera certainement demandé. Cette motion, vous le croyez, sera repoussée et la discussion des lois urgentes absorbera la séance. L'Empereur, s'il est parti, comme nous l'en prierons, aussitôt notre dépêche reçue, arrivera à Saint-Cloud aux premières heures de la nuit. Pendant que vous vous rendrez à la Préfecture de police où vous veillerez à l'exécution des ordres si bien préparés par vous, je me rendrai à Saint-Cloud. J'expliquerai à l'Empereur ce qui est en train de s'accomplir. Il n'hésitera pas à nous approuver, et je lui ferai signer un décret portant prorogation de la Chambre, afin que l'immunité parlementaire ne soit pas un obstacle à nos poursuites, et aussi pour nous préserver des scènes de ceux qui ne seront pas arrêtés. Je lui ferai signer encore un autre décret convoquant une Haute Cour à Rennes, afin que le public sache qu'il s'agit d'un acte de légalité et non d'arbitraire. Nous rédigerons ensuite les proclamations qui justifieront ces actes de salut public, et le lendemain la nation apprendra les faits accomplis. Nous demanderons à nos collègues de ratifier ce que nous aurons été obligés d'arrêter et d'exécuter sans leur consentement et, si certains nous refusaient ce bill d'indemnité nous les remplacerions immédiatement, et nous verrions après. — J'ai, ajoutai-je, pris, moi aussi, sans vous consulter une mesure très importante. J'ai appelé de Lyon le général Palikao dans la pensée de lui offrir le ministère de la Guerre. On le dit

homme de résolution et le retard d'un jour, que nous mettrons à exécuter nos arrestations, nous permettra d'avoir immédiatement son concours pour soutenir Baraguey d'Hilliers et le suppléer au besoin. »

Chevandier m'avait écouté sans m'interrompre, hochant parfois la tête. Quand j'eus terminé il se leva, me tendit la main et dit : « C'est entendu, je vais chez Pietri lui dire de différer jusque dans la nuit du 9 au 10, et lui donner rendez-vous à la Chancellerie pour aller ensuite tous les trois chez l'Impératrice, vis-à-vis de laquelle je lui recommanderai le secret. » Il me quitta. Une heure du matin venait de sonner[1].

1. Bernier, juge au tribunal de la Seine à Émile Ollivier, Paris, 26 mai 1874 : « Monsieur le Ministre, vous me demandez de vous préciser mes souvenirs sur les mesures que votre gouvernement avait décidées pour assurer l'ordre intérieur en face de l'ennemi après nos premiers revers. — Dans la nuit du 8 au 9 août 1870, j'étais dans le cabinet du préfet de Police, attendant vos instructions. Vers une heure et demie du matin parut M. Chevandier de Valdrôme, ministre de l'Intérieur, il nous annonça que le gouvernement avait décidé l'arrestation des membres de la Gauche dont les agissements faisaient déjà présager ce dont ils se sont montrés capables le 4 septembre. M. Chévandier remit la liste des députés qui devaient être arrêtés, cette liste était écrite en entier de sa main, je l'ai lue, elle comptait les noms de vingt-deux députés parmi lesquels je me rappelle parfaitement ceux de Gambetta, Arago, J. Favre, Ordinaire, Dorian, de Kératry, J. Simon, J. Ferry, Pelletan. Il fut convenu que les arrestations ne seraient faites que dans la nuit du mardi 9 août au mercredi 10. Dans la séance du Corps législatif du 9 août votre ministère fut renversé et la nouvelle administration n'a pas maintenu les ordres

Réussirions-nous? Il serait un homme d'État de mince étoffe celui qui, avant de se décider à un acte, ne se préoccuperait pas des effets prochains et même éloignés qu'il produira. Mais dès qu'on est en présence d'un devoir primordial bien déterminé, il faut l'accomplir sans se préoccuper de l'effet : il sera ce qu'il pourra. Nous ne pouvions pas assister les bras croisés à l'organisation du renversement de l'Empire, et laisser des hommes de parti, dépourvus de tout patriotisme, infliger au pays, sans que nous nous y opposions, la honte d'une révolution devant l'ennemi. Une telle abstention nous vaudrait une flétrissure ineffaçable. « Je compte sur vous », nous avait dit l'Empereur en partant. Il fallait justifier sa confiance. *In rebus asperis et tenui spe fortissima quæque consilia tutissima sunt*[1]. Dans les affaires difficiles et de mince espérance, les desseins les plus courageux sont les plus sûrs.

Mais les desseins les plus courageux ne peuvent dompter le soulèvement d'un peuple entier, si

que vous aviez donnés. Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués. » — Ce témoignage est confirmé par les *Souvenirs de Mme Carette* t. III, p. 174 : « M. Émile Ollivier voulait, après avoir obtenu le retour de l'Empereur et dans la nuit même, faire arrêter tous les chefs de l'opposition. Les mandats d'arrêt étaient préparés. » Jules Favre paraît avoir été aussi averti : « A ce moment il était question de nous mettre en jugement et de nous déporter. Chaque nuit on nous avertissait que nous devions être arrêtés. » Enquête sur le 4 septembre.

1. Titi Livii, Lib. XXV, cap. 39.

irrité, excédé de son gouvernement, il veut à tout prix s'en défaire. Si telle avait été la situation, elle était sans remède ; il ne restait qu'à s'abandonner désespérément à la chute inévitable. Nous étions loin d'en être réduits là. L'agitation révolutionnaire n'était que superficielle, en paroles plus qu'en actes. La majorité de la population parisienne, patriote, n'oubliait point qu'elle avait voulu, acclamé la guerre, et n'éprouvait aucune colère contre le souverain qui avait obéi à son impulsion patriotique[1]. Un acte résolu eût fait rentrer sous terre tous ces faux braves qui, à de rares exceptions, ne s'avançaient que jusqu'au point où ils étaient assurés de l'impunité. Leurs journaux supprimés, leurs chefs emprisonnés, ils se fussent terrés et n'auraient songé qu'à se cacher ou à

1. Paul Déroulède, en ses loyaux souvenirs, a confirmé mon appréciation de ce moment : « Républicain très modéré, mais républicain sincère, mon père n'aimait pas beaucoup plus l'Empire que je ne l'aimais moi-même; mais il n'approuvait pas plus que moi pour cela tous ces sourds préparatifs révolutionnaires faits en face et à la faveur de l'invasion. L'avenir lui apparaissait très sombre — Une lettre de notre mère contenait un peu plus d'espérance : « Le pays se ressaisira, nous écrivait-elle. Les bons Français l'emporteront. Il n'y a vraiment qu'une poignée de politiciens, qui pensent à la guerre civile, avant de penser à la guerre étrangère. Ayez bon courage! Dieu ne laissera pas tuer la France! » — Vraiment! oui, les politiciens n'étaient qu'une mauvaise poignée, mais où était la bonne poigne qui s'en rendrait maître? » (*Feuilles de route*, p. 71.) Au lendemain du retour de l'Empereur et de l'arrestation des députés de la Gauche, on eût senti la bonne poigne attendue et la partie eût été gagnée.

fuir. Le peuple aurait vu impassiblement, comme au 2 décembre, les sergents de ville prendre les émeutiers au collet. Si, parmi eux, quelques-uns véritablement intrépides avaient essayé une résistance, nous avions des forces plus que suffisantes pour les réduire. Nous étions en mesure non seulement de réprimer une émeute, mais même de soutenir une bataille en règle dans les rues de Paris. Et cette bataille, nous étions résolus à l'affronter.

L'éventualité d'une répression sévère dans les rues de la capitale ne nous troublait pas. Il n'y avait aucune humanité à laisser le champ libre à l'émeute dans la crainte de répandre le sang de quelques traîtres, tandis que nos soldats offraient généreusement le leur à la frontière. Le sang répandu dans les convulsions civiles, qui se mêlent à une guerre étrangère, n'est pas reprochable à ceux qui défendent la patrie contre le séditieux et contre l'envahisseur; il retombe en malédictions sur les criminels qui, au milieu des angoisses nationales, ne songent qu'à la poursuite de leurs haines ou de leurs appétits.

III

Maurice Richard revint de Metz, le matin du 9 août à six heures, et le récit qu'il me fit de son voyage me démontra plus encore la nécessité de rappeler, d'urgence, l'Empereur. Il était parti craignant d'être arrêté à tous pas, avec un sauf-

conduit du ministre de la Guerre; il avait officiellement annoncé son arrivée, supposant que quelqu'un viendrait le recevoir: sur la route, il avait vu un grand désordre, partout des troupes ou du matériel paraissant plus ou moins oublié sur les quais, des trains de soldats qui rejoignaient débraillés, sans capotes, montés sur les wagons, vociférant; il n'avait trouvé personne à la gare; il était entré dans la ville de guerre, comme dans un champ de foire; il était allé à l'hôtel où étaient les bureaux de l'état-major. Des étrangers y circulaient; il avait demandé une chambre, on la lui avait donnée sans s'enquérir qui il était. L'Empereur le reçut immédiatement à la Préfecture. Il connaissait la retraite de Frossard vaguement, et la défaite de Mac-Mahon. Il était plus affectueux que de coutume, mais désolé, gémissant, atterré par les lugubres dépêches qui arrivaient à tout instant.

Outre son mal chronique, il était affecté d'un de ces rhumes de cerveau intenses qui produisent l'anéantissement de la pensée. « C'est bien malheureux! répétait-il. C'est épouvantable! Mais que faire? — Il me semble répondit Maurice Richard, que Votre Majesté devrait se retirer sur Châlons et s'y réorganiser. Il faudrait recourir à tous les moyens révolutionnaires de salut public, afin de n'en pas laisser le privilège à l'opposition. »

Lorsque Le Bœuf, qui était aux avant-postes, fut de retour, il fit dire à Maurice Richard qu'il l'attendait dans son bureau à la Préfecture, à

côté de celui de l'Empereur. En le voyant, il se jeta à son cou : « Ah ! mon ami ! quel malheur ! » Il lui raconta les événements, lui révéla que l'Empereur n'avait pu se tenir à cheval à Sarrebrück : « Ah ! mon cher ami, répéta-t-il, ce qui se passe est déplorable. Je vous livre mon honneur militaire, car je ne veux pas qu'on sache ce que je vais vous dire : un plan d'opérations offensif avait été convenu, de nature à tout réparer. J'étais allé aux avant-postes donner des ordres ; là j'apprends que, sans me consulter, ni me prévenir on a tout changé, des contre-ordres ont été expédiés. Je viens de donner ma démission. L'Empereur m'a supplié de rester ; provisoirement j'y ai consenti par dévouement, mais je me considère comme démissionnaire. » Puis le prenant par les deux épaules et le regardant bien en face : « Répondez-moi franchement, croyez-vous qu'une abdication sauverait la dynastie? — Comment ! nous en sommes là ! — Oui, c'est très grave. — Je crois qu'une abdication, loin de sauver quoi que ce soit, ne ferait que compliquer la situation en transférant le pouvoir à une femme et à un enfant.

« — S'il n'abdique pas, reprit Le Bœuf, il faut que quelqu'un supporte le poids de ce malheur, ce sera moi : qu'on me sacrifie. Je suis prêt à tout accepter pour couvrir l'Empereur. » L'Empereur était alors entré dans le cabinet. On y apporta la dépêche de Mac-Mahon annonçant la défaite. Il exprima son mécontentement de ce que le maréchal eût livré cette bataille, puis en revint

à son refrain lugubre : « Quel malheur! c'est épouvantable ! mais que faire ? »

« Chacun au quartier général, me dit Maurice Richard, avait son plan qu'il voulait faire prévaloir; chacun me prenait à part et chuchotait à l'oreille : « Dites à l'Empereur ceci, dites-lui cela. » Du reste, une confusion générale, le désordre et le désarroi partout, nulle confiance, nul respect, des critiques sans fin. C'est la cour du roi Pétaud. Au moment de son départ l'Empereur, qui, ébranlé par les sollicitations de ses amis personnels, n'était plus opposé à un retour à Paris, lui avait dit : « Demandez au Conseil si je dois rentrer; je suivrai son avis. Je vous recommande seulement de dire que j'ai relu l'histoire de M. Thiers et qu'il a blâmé mon oncle d'avoir quitté l'armée, en 1815, et d'être venu discuter avec les Chambres. » L'Empereur se rappelait mal l'opinion de Thiers : il ne blâme pas le retour à Paris de Napoléon Ier, indispensable à son avis à cause de la dissolution de l'armée; il le regrette. C'est Carnot qui dit : « Ne restez pas une heure ici; repartez sur-le-champ : allez vous remettre à la tête de vos troupes. » A Napoléon III il eût dit : « Allez vous remettre à la tête de votre gouvernement. » En effet, à l'armée, Napoléon Ier était une force, à Paris, aux prises avec une assemblée hostile, il devenait le néant ; à l'armée Napoléon III était le néant, à Paris, appuyé sur une assemblée et des ministres dévoués, il restait une force.

Le résumé des impressions de notre collègue

fut très net : le soldat se montrait toujours gai, plein d'entrain et de confiance[1]; mais l'Empereur était malade, incapable d'agir, l'état-major sombre, consterné, sans espoir. Et son dernier mot fut celui de tous ceux qui revenaient de l'armée : « C'est l'Empereur qui perd tout. »

« Allez immédiatement répéter votre récit à l'Impératrice », dis-je à notre collègue. Il se rendit en effet auprès de l'Impératrice, mais il lui raconta malheureusement en termes beaucoup trop adoucis ce qu'il avait vu. Cependant il lui dit que l'Empereur était malade, qu'il n'avait pu se tenir à cheval à Sarrebrück, et qu'il était indispensable qu'il revînt à Paris. Elle ne parut nullement surprise.

IV

Le préfet de police, Pietri, arriva au rendez-vous à la Chancellerie avant Chevandier. Je lui communiquai les renseignements de Maurice Richard et le priai de nous précéder auprès de l'Impératrice et de la préparer à la résolution que Chevandier et moi allions lui demander.

Nous le retrouvâmes aux Tuileries. J'entrai résolument en matière. « Madame, le temps des compliments est passé et vous me permettrez de

1. Général Margueritte. Lettre (11 août) : « L'armée est toujours excellente et son esprit des meilleurs. Les Prussiens auront un mécompte s'ils pensent la trouver démoralisée. »

vous dire nettement la vérité. Les désastres approchent; il n'y a qu'un moyen de les conjurer, c'est de conseiller à l'Empereur de revenir à Paris avec son fils. Je viens prier Votre Majesté de le lui télégraphier. » L'Impératrice se redressa violemment : « Avant une victoire, c'est impossible! — Mais, Madame, si l'Empereur reste à l'armée il n'y aura pas de victoire; il est l'obstacle à la victoire : car il ne peut pas commander et il empêche qu'un autre commande. »

Cette considération parut la frapper. Elle resta un instant silencieuse, puis elle reprit, éclatant en sanglots : « Mais c'est impossible! Quitter l'armée à la veille d'une bataille, c'est le déshonneur! — Non, Madame, ce n'est pas le déshonneur, car un souverain ne court aucun péril personnel dans une bataille; c'est le salut du pays et de la dynastie. — Je ne me préoccupe pas de la dynastie; je ne me préoccupe que du pays. »

Je feignis de n'avoir pas entendu et je repris avec plus d'insistance mon raisonnement. « Au moins, dit-elle, laissez mon fils à l'armée. — Pourquoi? Que voulez-vous, Madame, que votre fils fasse à l'armée? — Mais il sait monter à cheval. — A quoi cela servira-t-il qu'il sache monter à cheval? » Alors, poussée à bout, la figure illuminée elle s'écria d'une voix vibrante : « Il peut se faire tuer! Oh! laissez-le se faire tuer! — Non, Madame, il ne faut pas qu'il soit tué, il faut qu'il revienne avec son père, il devrait déjà être revenu. Du reste, Madame, ajoutai-je, ne croyez pas que l'opinion que je vous exprime me soit personnelle,

il n'est aucun de mes collègues qui n'ait le même avis. »

Chevandier prit la parole et m'appuya avec une émotion communicative. « Dans ces circonstances extrêmes, ajouta-t-il voyant que l'Impératrice ne se rendait pas, notre devoir est de dire toute la vérité, quelque pénible qu'elle soit. Or, la vérité est que le départ de l'Empereur de Metz est non moins urgent que son retour à Paris. L'armée tout entière, officiers et soldats, le désirent pour retrouver la liberté, l'unité et la rapidité de l'action. Croyez bien, Madame, que la plus grande preuve de loyauté qu'un honnête homme puisse vous donner, c'est de vous exposer ainsi toute la vérité avec cette rude franchise. Vous hésitez à nous croire, je ne m'en blesse pas; mais vous avez là devant vous un homme (montrant Pietri) sur le dévouement duquel vous comptez depuis vingt ans et qui jouit de toute votre confiance. Eh bien! demandez-lui, lui qui doit être renseigné aussi bien que nous, s'il conteste une seule de nos assertions. »

Pietri s'était laissé tomber sur un siège et versait des larmes. « Vos larmes, dit Chevandier, sont plus éloquentes que mes paroles, je vous adjure, au nom du salut du pays, de dire à l'Impératrice si, oui ou non, vous pensez comme nous. » Un signe d'assentiment fut la réponse de Pietri. L'Impératrice, sublime de pathétique déchirant, en paroles haletantes, entrecoupées, pleines de désespoir, de colère, de fierté, reprenait toujours la même idée: « Il ne peut pas

revenir vaincu, avant une bataille. » Et il fallait avoir un cœur de pierre pour ne pas être terrassé par ces frémissements douloureux, passionnés d'une âme en proie aux visions héroïques. Je m'étais fait ce cœur de pierre. Chevandier, gagné de son côté par l'émotion, joignit ses larmes à celles de l'Impératrice et de Pietri. Mon visage demeura impassible. L'Impératrice entendit la sommation que cette inflexibilité formulait non moins clairement que l'émotion de mes deux compagnons, et elle murmura: « Puisque vous l'exigez tous, je vais télégraphier à l'Empereur de rentrer à Paris. » Et tandis que nous rejoignions nos collègues déjà réunis en conseil, elle pria Pietri de demeurer avec elle pour l'aider à rédiger le télégramme.

J'avais entendu pour la première fois ces mots : « Je ne me préoccupe pas de la dynastie, » que l'Impératrice a depuis répétés souvent. On les a beaucoup admirés. Ils m'avaient révolté et j'avais été sur le point de m'écrier: « Comment pouvez-vous admettre que la dynastie soit séparée de la Nation qui lui a donné huit millions de suffrages, et que le salut de l'une ne soit pas attaché au salut de l'autre? » Louis XIV, réduit aux derniers abois, n'eut jamais l'idée que la dynastie et la France fussent deux intérêts distincts. Il écrivit à Villars avant Denain : « Si vous êtes battu, je traverserai Paris avec les infâmes propositions de nos ennemis à la main, et la nation française nous suivra, et nous irons nous ensevelir ensemble sous les

débris de la monarchie. » Napoléon Ier, même au milieu de ses défaillances de 1815, n'eut pas un instant l'idée que le sacrifice de la dynastie contribuerait au salut du pays : « Je fais partie maintenant de ce que l'étranger attaque, je fais donc partie de ce que la France doit défendre, dit-il à Benjamin Constant; en me livrant, elle se livre elle-même. » Admettre qu'il y ait un intérêt dynastique à sacrifier à l'intérêt national, c'est donner à vos amis la permission du sauve-qui-peut, et à vos ennemis le moyen de justifier leurs trames. N'accréditez pas vous-même la perfidie de ce vocabulaire de la haine. » Je contins ma révolte, c'eût été trop de dureté en une fois.

L'Impératrice nous avait laissé pressentir plutôt qu'indiqué le motif déterminant de sa résistance à nos conseils : la crainte que l'Empereur ne fût traité de lâche, comme le fut le prince Napoléon lorsqu'il quitta l'armée de Crimée, et qu'on ne l'insultât dans les rues de Paris. Ces craintes étaient chimériques, aucun homme sérieux n'eût incriminé de lâcheté le souverain dont toute la vie avait été un acte de courage, et le généreux peuple de Paris n'eût pas insulté pour la première fois au jour du malheur celui que jusque-là il avait constamment acclamé. Du reste, qu'importe ? Le vrai courage consiste parfois à paraître n'en avoir pas. On l'aurait sifflé? Eh bien! braver les sifflets entrait dans son métier d'empereur, comme nous autres nous aurions rempli notre devoir de ministres en nous offrant aux

sifflets à ses côtés, car nous n'entendions pas l'exposer à des avanies que nous ne partagerions pas.

La résistance de l'Impératrice n'était pas inspirée par l'intérêt dynastique et encore moins par l'intérêt national : c'était le sentiment dévoué d'une femme résignée à ce que son mari perdît le trône, non à ce qu'il perdît sa bonne renommée ; sentiment privé honorable, mais nullement royal : un prince doit à l'occasion sacrifier sa renommée, sa gloire personnelle au salut de son peuple. « Un vrai roi, qui est fait pour ses peuples, et qui se doit tout entier à eux, doit préférer le salut de son royaume à sa propre réputation [1]. »

V

Une demi-heure après, l'Impératrice descendit dans la salle du Conseil. Les yeux rouges et pleins de larmes mal essuyées, elle donna lecture du télégramme que nous avions eu tant de peine à lui arracher. Que nous avions tort de délibérer avec le Conseil privé ! Persigny prit la parole et se répandit en exclamations : son esprit, véritable phare à éclipses, lucide à un moment, tombait à un autre dans une opacité intense. Il était dans une de ces obscurités : « L'Empereur, dit-il, ne peut rentrer à Paris après une défaite. Cette défaite n'a été qu'un accident; elle est due

1. Fénelon, *Télémaque*, l. XII, p. 381.

à une faute stratégique extraordinaire, inouïe, énorme, qui étonne la raison humaine : notre armée distribuée en petits corps sur quatre-vingts lieues d'étendue comme des corps de douaniers! L'armée va prendre sa revanche; l'Empereur doit assister à cette revanche et y retremper son prestige; s'éloigner à la veille d'une grande bataille, c'est l'abdication et le déshonneur. L'Empereur n'a pas le droit de se déshonorer; il ne peut quitter l'armée que victorieux ou y mourir; la légende napoléonienne renaîtrait, même s'il perdait le trône; elle ne se relèverait pas du déshonneur. » En d'autres termes l'Empereur ne pouvait rentrer à Paris qu'à la tête de ses troupes victorieuses ou dans un cercueil : ou le dôme des Invalides éclairé par les drapeaux conquis, ou Notre-Dame revêtue de deuil pour les obsèques impériales.

Aux premiers mots de Persigny, l'Impératrice s'était penchée vers moi et, d'une voix brève, m'avait dit : « Vous m'aviez affirmé que le Conseil était de votre avis. » Je répondis de même : « Persigny ne fait point partie du Conseil; parmi mes collègues, il n'en est aucun qui n'ait partagé mon opinion. » Elle écouta le discours de Persigny en pleurant, exaltée, le soutenant, l'encourageant du regard et du geste. Je répondis : « M. de Persigny veut que l'Empereur reste à l'armée pour y attendre la victoire; j'affirme, moi, que tant qu'il sera à l'armée, à cause de son état physique, la victoire ne nous reviendra pas. » Et me retournant vers Maurice Richard : « Veuillez répéter au Con-

seil ce que vous m'avez raconté, ce que vous avez vu. » Il le fit, mais mollement, en atténuant, sans aucun des accents du matin. La véhémence de Persigny, la douleur de l'Impératrice l'avaient ébranlé et, par bonté de cœur, il tut les détails pénibles sur lesquels il s'était étendu avec moi. « Mais vous m'avez parlé autrement ce matin! m'écriai-je, veuillez redire à ces messieurs les choses comme vous me les avez dites. » — Ce fut inutile, je n'en pus rien arracher.

Ce mutisme attendri et imprévu de Maurice Richard affaiblissait en partie mon argumentation. L'Impératrice, d'ailleurs, s'était bien gardée de nous communiquer le télégramme par lequel le même jour Franceschini Pietri l'avertissait que l'Empereur, de son propre aveu, était incapable de soutenir les fatigues d'une campagne active et que ses amis personnels croyaient qu'il devait rentrer à Paris. Néanmoins je maintins vigoureusement mon opinion. Par malheur il était déjà dix heures. Le Corps législatif se réunissait à une heure, et la déclaration que nous devions lui lire, ainsi qu'au Sénat, n'était pas encore rédigée. Je dus quitter la séance et me retirer avec Dejean dans le cabinet de l'Empereur pour écrire ce difficile exposé.

A mon défaut, Chevandier soutint la discussion, pied à pied, sans se laisser entamer. Rouher et ses amis se joignirent à Persigny parce que le retour de l'Empereur empêchait notre renversement. Alors nos collègues eux-mêmes, jusque-là aussi résolus que nous, se mirent à

faiblir. Chevandier vint en hâte me prévenir de la fâcheuse tournure que prenait la discussion. — « Qu'y faire? répondis-je ; je ne puis quitter ce travail avant de l'avoir terminé. Du reste, peu importe ce qu'ils décideront, l'essentiel est que nous ayons la majorité à la Chambre. — Nous l'aurons. — Eh bien! je reprendrai la question dans un conseil composé uniquement de ministres ; nous l'emporterons, et s'il le faut j'irai moi-même à Metz chercher l'Empereur. Retournez batailler, je vais me hâter de vous rejoindre. » Je me hâtai autant que je le pus, mais lorsque je revins prendre séance, à l'unanimité moins la voix de Chevandier, le Conseil avait décidé que la dépêche à l'Empereur serait retenue.

Je donnai lecture de ma déclaration et le Conseil se sépara. Palikao, qui en attendait la fin dans le salon à côté depuis quelque temps, fut alors introduit. Il salua l'Impératrice et échangea avec elle quelques paroles, puis je l'abordai, et debout dans l'embrasure de la fenêtre je lui dis : « Je vous ai mandé pour vous offrir le ministère de la Guerre. L'acceptez-vous? — Me ferez-vous maréchal? me riposta-t-il à brûle-pourpoint. — Y a-t-il des places vacantes? — Oui, il y en a une — Eh bien! nous vous ferons maréchal, si cela convient à l'Empereur : c'est son affaire plus que la nôtre. — En ce cas, il est bon, avant de prendre possession de mon portefeuille, que j'aille à Metz m'entendre avec l'Empereur; je partirai à trois ou quatre heures. — Comme il vous plaira. » Je le quittai.

Tous nos collègues étaient partis, sauf Chevandier. Je lui racontai mon court dialogue avec Palikao et j'ajoutai : « Quant au retour de l'Empereur, nous reprendrons la question. » Il s'en alla de son côté donner l'ordre au télégraphe de retenir la dépêche de l'Impératrice. Quoiqu'elle eût été remise depuis plus de deux heures, quatre mots seulement en avaient été chiffrés. A la place, une autre dépêche fut expédiée disant : « Le général Palikao accepte et part immédiatement pour Metz. Le Conseil et moi ne sommes pas de l'avis apporté par M. Maurice Richard. » (9 août, 1 h. 13 du soir.)

Ainsi, par de mauvaises raisons, par des craintes chimériques, qui, eussent-elles été vraies, ne méritaient pas d'être prises en considération, l'Empereur manqua où sa présence aurait tout sauvé, et il resta où elle perdait tout, lui-même et la France. « La France a toujours expérimenté, a dit de Thou, que le gouvernement des femmes, qu'elle exclut de la succession à la couronne par la loi fondamentale de sa monarchie, ne pouvait lui être que très pernicieux et très fatal[1]. »

1. *Histoire*, Restitutions au premier volume.

CHAPITRE X

LE RENVERSEMENT DU MINISTÈRE

I

Dès dix heures du matin des masses compactes d'ouvriers descendaient des divers quartiers de Paris, notamment de Belleville, et s'entassaient sur la place de la Concorde et les quais. Tous n'étaient pas des hommes d'action, mais quatre ou cinq mille, composés de communistes, d'anarchistes, de blanquistes, étaient organisés, résolus, et auraient entraîné le reste. Se mêlaient à cette foule les républicains qui n'étaient que républicains sans mélange de socialisme et un grand nombre d'orléanistes[1], enfin les curieux habituels, friands de spectacles publics. Le maréchal Baraguey d'Hilliers, suivant ponctuellement nos instructions, montra une martiale décision. A une heure il se rendit au Corps législatif, en grand uniforme, revêtu du grand cordon, suivi de trois aides de camp; il vint veiller lui-même à l'exécution des mesures de défense ordonnées la veille

1. Jules Simon, *Souvenirs du 4 septembre*, t. I, p. 250.

au soir. Toutes les issues furent fermées, sauf celle du quai d'Orsay et de la rue de Bourgogne, des troupes disposées de manière à faire tête à l'irruption de la foule; l'intérieur du Palais Bourbon ressemblait à un camp. A mesure que les troupes se rangeaient aux abords du Corps législatif elles étaient accueillies par les cris de *Vive la ligne!* Quand un député connu par ses opinions avancées passait, il était acclamé.

Les tribunes publiques regorgeaient de démagogues; ils échangeaient des signes d'intelligence avec les députés de la Gauche. Ceux-ci, agités, allaient de la salle des séances à la salle des conférences et au péristyle extérieur.

Après avoir à la hâte déjeuné au ministère, je m'acheminai à pied, seul, vers la Chambre, me dirigeant vers la rue de Bourgogne pour éviter la foule. Pendant ce trajet j'arrêtai définitivement le plan de combat que je suivrais : j'écarterai par le dédain les attaques du Centre gauche; je ne paraîtrai pas soupçonner les arrière-pensées de la Droite; je porterai tout mon effort contre la Gauche; je ne garderai plus aucun des ménagements auxquels je m'étais astreint dans mes luttes précédentes. A la violence, je répondrai par la violence; j'étalerai le complot ourdi, je le dénoncerai en face, et je dresserai en quelque sorte le réquisitoire préalable explicatif des arrestations qui s'opéreraient ensuite. Je supposais que la Droite ne resterait pas impassible dans cette lutte qui ne tarderait pas à s'élever au-dessus

d'un renversement de cabinet et qui deviendrait le choc entre l'insurrection et l'Empire; que, laissant Duvernois et ses compères à leurs ressentiments, elle m'appuierait d'autant plus que je deviendrais énergique. Alors j'aurais répondu à son entrée sur le champ de bataille, en lui tendant la main du haut de la tribune en signe d'alliance et en scellant avec elle le pacte d'union pour sauver la France et l'Empire. J'arrivai ainsi, me sentant au dernier degré de la résolution, lorsque, étant entré sans encombre au Corps législatif, je vins m'asseoir à ma place dans l'attitude concentrée de quelqu'un qui va livrer une bataille suprême.

Personne ne m'accompagna à mon banc et ne vint me serrer la main ; aucun de mes collègues n'étant arrivé, j'étais seul ; d'Albuféra et les autres membres de la majorité se dérobaient; quelques uns me toisaient d'un air de menace; d'autres chuchotaient; la plupart restaient immobiles et silencieux; on n'entendait pas le bourdonnement bruyant, prélude des grandes séances oratoires, mais le murmure sourd qui annonce les séances ragiques.

Schneider venait de monter à son fauteuil. Au moment où il quittait son cabinet, son secrétaire, Bouilhet, était venu lui annoncer le succès de la manœuvre contre le ministère et dont il faisait, depuis notre refus de démissionner, son affaire personnelle. « La chute du cabinet est certaine », lui avait-il dit. D'Auribeau, secrétaire général de l'Intérieur, resté en relations journalières avec

la plupart des députés, disait au frère de Chevandier venu aux nouvelles : « Votre frère est dans une erreur complète ; il croit qu'il triomphera à la Chambre ; tout est arrangé : le ministère est renversé. »

Je ne tardai pas, en effet, à constater combien Chevandier s'était trompé. Avant même que je fusse monté à la tribune, le tumulte se déchaîna. Lorsque le président, donnant lecture du décret de convocation, en fut venu à ces mots : *Napoléon par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français*, « Passez, passez ! » s'écria la Gauche avec fureur. Dès que j'eus commencé à lire notre Déclaration, les clameurs recommencèrent avec une force, une persistance, une colère dont le *Journal officiel* ne peut donner une idée. On a parlé des injures dont Thiers fut assailli dans la séance du 15 juillet, c'étaient des compliments en comparaison des outrages grossiers dont ses amis m'abreuvèrent le 9 août. Thiers lui-même, Grévy, Jules Simon, Gambetta conservèrent une attitude décente. Mais Jules Ferry, que j'avais autrefois comblé de mes bontés, se signala parmi les plus emportés et créa le précédent d'insultes contre les ministres innocents d'une défaite, qui se retourna plus tard contre lui dans des conditions où sa responsabilité n'était pas plus engagée que la nôtre[1].

1. Le 29 mars 1885, Paris apprit que Langson avait été évacué par les troupes françaises, que le général de Négrier qui les commandait était grièvement blessé et que la situa-

On voulait m'intimider et m'obliger à descendre de la tribune. Jules Favre le cria : « Des-

tion militaire au Tonkin devenait grave. — Depuis deux ans le ministère Jules Ferry avait dans les deux Chambres une majorité nombreuse, compacte et fidèle. Il avait fait reviser la Constitution pour changer la loi électorale du Sénat : il se croyait, et tout le monde le croyait assuré de présider aux élections législatives prochaines. Il avait des ennemis passionnés, mais aussi des défenseurs non moins résolus. Dès que l'on connut l'échec de nos armes, un cri de fureur s'éleva de la foule, de la presse, de la Chambre : au matin du 30 mars le ministère Ferry n'avait plus un seul partisan. — Avant que commençât la séance de la Chambre, les deux groupes qui composaient la majorité ministérielle, l'Union démocratique et l'Union républicaine, se réunirent et, après une courte discussion, reconnurent la nécessité pour le ministère de donner sa démission avant la séance : les deux présidents des groupes, MM. Journault et Derelle, allèrent notifier cette opinion à Jules Ferry, qui répondi qu'il était prêt à quitter le pouvoir. — Vers midi des groupes se forment devant la Chambre des députés et sur la place de la Concorde. Une heure plus tard la foule est tellement dense que les voitures ne la traversent plus qu'avec peine. On crie de toutes parts : « A l'eau Ferry! » — La séance s'ouvre. Jules Ferry lit une demande de crédits et déclare qu'il ne considérera pas leur adoption comme un vote de confiance. A ce mot de confiance, un tumulte effroyable éclate. On crie : « A la porte ! Va-t'en, misérable ! Dehors comme un laquais! » (*Figaro.*) Clemenceau déclare qu'il ne veut plus discuter avec les ministres les grands intérêts de la patrie : « Nous ne vous connaissons plus, nous ne voulons plus vous connaître : ce ne sont plus des ministres que j'ai devant moi, ce sont des accusés. » (*Applaudissements prolongés.*) — Le ministère est renversé. « Il s'est effondré piteusement, misérablement, sans lutte, sans débat. Il n'y a même pas eu de séance à proprement parler. » (*Figaro.*) — « La Chambre a renversé M. Jules Ferry, elle a mis à l'abattre un véritable acharnement : elle a paru prendre plaisir à le fouler aux pieds. » (*Temps.*) — La séance fut levée à quatre heures. Elle continua dans la rue où une foule compacte faisait la haie sur le passage des députés, sifflant, hurlant, criant : « A

cendez de la tribune, c'est une honte! » Ces vociférations ne me déconcertèrent point; elles accrurent mon imperturbabilité. Je dédaignai les insultes qu'a reproduites le compte rendu et celles que par pudeur il a omises, mais que j'entendais. Ils comprirent qu'à moins de m'arracher de la tribune par un acte de violence brutale, dont ils n'avaient pas plus le courage que la possibilité, ils seraient bien obligés de m'entendre jusqu'au bout. A chaque phrase « prononcée, a écrit depuis Jules Favre, sans émotion apparente », au lieu de s'affaiblir, ma voix devenait plus vibrante, plus impérieuse : « Messieurs, l'Empereur vous a promis que l'Impératrice vous appellerait si les circonstances devenaient difficiles. Nous n'avons pas voulu attendre pour vous réunir que la situation de la patrie fût compromise... » (*Latour Dumoulin : C'est l'incurie du ministère qui a compromis la patrie.*) — Nous vous avons appelés au moment des pre-

l'eau Ferry! A mort le Tonkinois! » Le soir, au théâtre du Château-d'Eau, une pièce de circonstance : *les Français au Tonkin* fut constamment interrompue par les cris de : « A bas Ferry! » — « M. Jules Ferry, dit un journal qui naguère le soutenait (*le National*), n'était défendu nulle part. Nous avons fait une enquête dans Paris depuis l'Observatoire jusqu'à Montmartre, en parcourant les grands quartiers du Centre, nous n'avons pas entendu une parole qui ne fût injurieuse pour M. Jules Ferry. Il a fait hier le maximum de l'impopularité. » — Des meetings nombreux furent tenus pour demander sa mise en accusation et tous les journaux conservateurs ou intransigeants rivalisèrent d'outrages à son égard. On pourrait faire une sorte de florilège de toutes les injures qui lui furent alors prodiguées : ce recueil aurait sa curiosité.

mières difficultés! Quelques corps de notre armée ont éprouvé des échecs; mais la plus grande partie n'a été ni vaincue, ni même engagée. (*Très bien! très bien! — Protestations à gauche.*) — Veuillez me laisser continuer. Celle qui a été repoussée ne l'a été que par des forces quatre ou cinq fois plus considérables, elle a déployé dans le combat un héroïsme sublime. (*De tous côtés : Nous n'en doutons pas! Oui, oui! — Bravos et applaudissements prolongés. — Voix à gauche : Mais elle a été compromise! — Jules Favre : Oui, par l'impéritie de son chef! (Exclamations et réclamations bruyantes.) — Descendez de la tribune! C'est une honte! (Bruit et agitation.) — Le président Schneider : Vous ne voulez pas même entendre les faits. Prenez garde à la responsabilité que vous assumez. (Très bien! très bien!) — M. Roulleaux-Dugage : Si le tumulte continue, je demande que la Chambre se forme en comité secret. — Le président Schneider : Délibérons en paix, et entendons d'abord la lecture que nous fait M. le Ministre!... — Emmanuel Arago : Pour le salut public, que les ministres disparaissent! — Le président Schneider : Écoutez d'ailleurs la déclaration du Gouvernement; nous verrons après quelles seront les délibérations que la Chambre aura à prendre. (Oui! oui! Très bien! très bien!*) Elle a, disais-je, déployé un héroïsme sublime, qui lui vaudra une gloire au moins égale à celle des triomphateurs. (*C'est très vrai!*) Tous nos soldats qui ont combattu, comme ceux qui attendent l'heure de combattre, sont animés

de la même ardeur, du même élan, du même patriotisme, de la même confiance dans une revanche prochaine. (*Oui! oui! Très bien! très bien!*) Aucune de nos défenses naturelles ou de nos forteresses n'est entre les mains de l'ennemi, nos ressources immenses sont intactes. Au lieu de se laisser abattre par des revers, que cependant il n'attendait pas, le pays sent son courage grandir avec les épreuves. (*C'est vrai! Très bien! très bien! — Jules Favre : Oui, malgré son gouvernement, le pays est patriotique; mais il est indignement gouverné! — Segris, ministre des finances : Il l'a été si bien par vous!*) — Nous vous demandons de nous aider à organiser le mouvement national et à organiser la levée en masse de tout ce qui est valide dans le pays. — (*M. de Jouvencel : Non! non! pas avec vous! Vous êtes celui de tous avec lequel ce serait le plus impossible. Vous nous avez dit : « C'est la paix! » Et quelques jours après c'était la guerre! (Rumeurs.) — M. Eugène Pelletan : Vous avez perdu le pays. Il ne se sauvera que malgré vous! — M. Emmanuel Arago : Tous les sacrifices, oui, tous, mais sans vous! (Bruit.) — Le président Schneider : Messieurs, si vous aimez mieux les cris violents et confus qu'une étude et une délibération, je vous en laisse la responsabilité. Marques d'approbation. — M. Vast-Vimeux : En vérité, messieurs, vous faites les affaires de la Prusse!*) — Tout est préparé. Paris va être en état de défense et son approvisionnement est assuré pour longtemps. La garde nationale sédentaire s'or-

ganise partout... (*Exclamations à gauche. — Approbations au centre.*) Les régiments de pompiers de Paris, les douaniers seront réunis à l'armée active. Tous les hommes de l'inscription maritime qui ont plus de six ans de service sont rappelés. Nous abrégeons les formalités auxquelles sont assujettis les engagements volontaires. Nous comblons avec nos forces disponibles les vides de notre armée, et pour pouvoir les combler plus complètement et réunir une nouvelle armée de 450 000 hommes, nous vous proposons d'abord d'augmenter la garde nationale mobile en y appelant tous les hommes non mariés de 25 à 30 ans... et de nous accorder la possibilité d'incorporer la garde mobile dans l'armée active et d'appeler sous le drapeau tous les hommes disponibles de la classe 1870. (*Approbations.*) Ne reculant devant aucun des devoirs que les événements nous imposent, nous avons mis en état de siège Paris et les départements que l'ennemi menace. Aux ressources dont ils disposent contre nous, les Prussiens espèrent ajouter celle qui naîtrait de nos discordes intestines... (*A gauche : Allons donc ! — Eugène Pelletan et autres membres à gauche : C'est une indignité ! — M. Rampont : Retirez ce mot-là, monsieur le ministre. — M. Eugène Pelletan : Oui, qu'on retire le mot, ou je demande le rappel à l'ordre du ministre !*) Et ils considèrent le désordre à Paris comme leur valant une armée. (*Nouvelles interruptions à gauche.*) Cette espérance impie ne se réalisera pas. Non, l'immense majorité

de Paris conservera son attitude patriotique! Quant à nous, nous ferons appel, pour nous aider, non seulement à la garde nationale courageuse et dévouée de Paris, mais à la garde nationale de la France entière... (*Très bien! très bien!*) Et nous défendrons l'ordre avec d'autant plus de fermeté d'âme que, dans cette occasion surtout, l'ordre c'est le salut... »

Pendant que j'étais aux prises avec les insultes et les interruptions grossières de la Gauche, la Droite et même le Centre étaient demeurés immobiles, silencieux. Parvenu au terme de l'exposé dont j'étais chargé de donner lecture, je fis un appel direct à son appui : « Maintenant, messieurs, en réponse aux interruptions que j'ai recueillies pendant une lecture que je ne devais pas discontinuer, un seul mot, et pour n'y plus revenir. Les circonstances sont telles que ce serait manquer à ce qu'on doit à la patrie que de mettre une minute la discussion sur les personnes. (*Exclamations ironiques à gauche.*) Il est un temps de parler pour des hommes de cœur, et il est un temps de se taire. Pour nous, ministres, en ce qui nous concerne personnellement, c'est le temps de se taire. Qu'on nous accuse!... Nous ne sommes pas vaincus, grâce au ciel, mais nous paraissons l'être... Qu'on doute de notre capacité à soutenir le poids des événements... (*A gauche: Oui! nous en doutons!*) ...qu'on accumule les reproches et les paroles cruelles, nous garderons le silence le plus complet. Nous ne répondrons que lorsqu'il s'agira de défendre les mesures que nous propo-

sons ou d'écarter celles que nous croyons nuisibles. Et si la Chambre ne se place pas derrière nous... » A ces mots la Gauche et le Centre gauche éclatent en cris furibonds. Je me retourne vers la Droite et le Centre, en espérant un secours; ils demeurèrent plus que jamais silencieux et glacés. Ils nous livraient.

Alors tout mon sang reflua au cœur et une vision d'épouvante se dressa devant moi. Je vis la discorde civile déchaînée, l'étranger aidé par les fureurs des partis, la défense nationale compromise, l'Empire renversé, la patrie démembrée, la gloire et la grandeur perdues. Je chancelai et je me serais affaissé sur moi-même si je ne m'étais cramponné au marbre de la tribune et, sans le répit que m'accordèrent les interruptions prolongées, je n'aurais pu articuler une parole. Je parvins cependant à me ressaisir, et, sous une apparence de calme glacial, où ils voulurent voir de l'insouciance, je cachai les bouillonnements de ma fièvre intérieure. Je changeai le mouvement de mon discours. J'avais promis à l'Impératrice de ne pas poser la question de confiance. L'attitude de l'assemblée la posait contre moi : je l'acceptai. Seulement je n'essayai pas une justification inutile. Je ne me préoccupai que de conjurer la honte et la démoralisation qu'eussent entraînées en ce moment des récriminations personnelles, qui eussent vite tourné à l'injure et au scandale, et, répondant à la notification muette d'abandon par laquelle le Centre et la Droite approuvaien les emportements des Gauches, je repris avec une

gravité froide : « Je vais donner à ma pensée une forme plus nette. La Chambre manquerait au premier de ses devoirs, si elle restait derrière nous, ayant dans l'esprit ou dans le cœur la moindre défiance. (*Nouvelles exclamations à gauche.*) Je lui demande donc, — et c'est la seule prière que je lui adresse, en montant peut-être pour la dernière fois à cette tribune... (*Un membre à gauche : Nous l'espérons bien pour le salut de la patrie! — Réclamations sur divers bancs. — Parlez! Parlez!*) J'adresse une dernière supplication à la Chambre : ne perdons pas notre temps en discussions. Agissons! Si vous croyez, — et Dieu sait avec quelle ardeur nous soutiendrons les hommes que vous honorerez de votre confiance, — si vous croyez que d'autres plus que nous peuvent offrir à vous, au pays, à l'armée, à la défense nationale, les garanties dont elle a besoin, ne discutez pas, ne faites pas de discours; demandez les urnes du scrutin, et jetez les boules signifiant que nous n'avons pas votre confiance; qu'à la suite un nouveau ministère s'organise; qu'il n'y ait aucune suspension dans l'action publique. Croyez-moi, retenez ce qui n'est que retours en arrière et récriminations. Nous ne voulons pas nous soustraire à vos accusations, nous vous appartenons; vous nous reprendrez quand vous voudrez, nous serons toujours là pour subir vos reproches et vos anathèmes. Mais, je vous en supplie, aujourd'hui, à l'heure actuelle, ne songez qu'au péril public, ne songez qu'à la patrie. Renvoyez-nous, si vous

voulez, tout de suite et sans phrase, car ce qu'il faut, avant tout, ce n'est pas pérorer, ce n'est pas discuter, c'est agir ! »

Cette scène révélait avec une telle évidence les dispositions de la Chambre que, sans attendre davantage, Schneider envoya aux Tuileries Bouilhet, avec mandat de dire que le ministère allait être renversé, qu'il était nécessaire qu'il n'y eût point d'intérim et qu'on fît appeler sans retard le comte de Palikao, l'homme de la situation. Lui-même viendrait, au sortir de la séance, parler de la composition d'un ministère nouveau.

II

Depuis le matin les dispositions de l'Impératrice, qui jusque-là nous avaient été favorables, ne l'étaient plus[1]. Elle avait vu clairement qu'il existait désormais un dissentiment inconciliable entre elle et moi, et qu'il fallait, ou que je cessasse d'être ministre ou qu'elle cessât d'être régente, puisque l'exigence principale de ma poli-

1. Saint-Marc Girardin dans son rapport a ainsi défini la situation du ministère : « Dès le 8 août, dit-il, ce qui restait du ministère du 2 janvier, quoique soutenu par l'Impératrice régente, était condamné sans retour par le Corps législatif; les ministres voulurent cependant, et nous les en louons, aller à la première séance, le 9 août, afin de tomber parlementairement. » Saint-Marc Girardin, qui ignorait les incidents intérieurs que j'ai racontés, a supposé à tort que l'Impératrice, qui nous soutenait encore le 8 août au soir, nous était restée fidèle le 9.

tique était désormais le retour de l'Empereur. Cette exigence avait été rejetée par le Conseil, mais en mon absence. L'Impératrice avait éprouvé, dans toutes ses négociations avec moi, que je n'abandonnais guère mon avis, et elle présumait que je reviendrais à la charge; de plus elle redoutait les mesures vigoureuses que nous voulions exécuter et dont Pietri, manquant au secret promis, l'avait instruite. Elle s'était écriée : « Je ne veux pas qu'une goutte de sang français soit versé pour notre cause personnelle. » Et elle avait ajouté : « Et les représailles[1]? »

Enfin, sous l'influence de Rouher, grandissante à mesure que la pauvre femme avait besoin d'être soutenue, elle s'était décidée, malgré sa nature chevaleresque, à adopter la vile politique des boucs émissaires. Déjà elle s'était jetée dans ce système avec impétuosité à propos de Le Bœuf; maintenant elle ne fermait plus l'oreille à ceux qui lui disaient qu'un bouc émissaire civil était également indispensable et que ce bouc émissaire était naturellement moi. Elle aurait peut-être hésité à nous abandonner si elle n'avait entrevu comme notre successeur possible que ce Trochu dont elle se défiait si justement. Mais elle avait sous la main Palikao, l'ami de Persigny; on

1. Ce mot m'a été répété par la princesse Mathilde. Le fait est confirmé dans les *Souvenirs de Mme Carette*, lectrice de l'Impératrice, t. II, p. 174. « M. Émile Ollivier voulait, après avoir obtenu le retour de l'Empereur et dans la nuit même, faire arrêter tous les chefs de l'opposition. Les mandats d'arrêt étaient préparés. L'Impératrice s'y refusa. »

le lui présentait comme le sauveur assuré qui relèverait nos affaires et rendrait la victoire à nos drapeaux, et elle délibérait dans une salle reculée du palais, accessible seulement à ses confidents, pendant qu'au Corps législatif mes ennemis et même mes amis, jusque-là dévoués, préparaient la coalition qui devait me jeter par terre.

Après les quelques mots échangés avec moi, Palikao était allé déjeuner chez Dejean. Il ne lui avait pas appris qu'il allait le remplacer et ne lui avait parlé que de son départ pour Metz. Puis il était revenu auprès de l'Impératrice. Elle lui annonça que l'Empereur n'avait pas agréé l'idée de son voyage au quartier général. « Je ne comprends rien, avait-il télégraphié, à l'envoi de Palikao à Metz ; il ne peut rien changer à la situation. » Elle l'avait donc retenu. Palikao avait approuvé son opposition au retour de l'Empereur et soutenu qu'un Napoléon ne pouvait revenir dans sa capitale que victorieux : l'Impératrice s'était crue sauvée. Ses derniers scrupules à notre égard s'évanouirent ; elle proposa au général d'être le président du futur ministère. Il opposa quelque résistance : « J'ai passé, dit-il, vingt-sept ans de ma vie en Algérie, six ans à Lyon, quelque temps en Chine ; je n'ai jamais été un homme politique ; je n'ai pas l'habitude de parler en public ; je n'ai connu à Paris ni les hommes, ni les choses ; vous me mettez dans un cas embar-

rassant et je ne saurais à qui m'adresser pour former un ministère. » Néanmoins, sur la promesse de le faire maréchal, il se décida.

Comment se débarrasser de nous? Directement cela n'était pas possible : les lettres de l'institution de la Régence n'accordaient pas le droit de changer un ministère sans le consentement de l'Empereur, et l'Empereur refuserait le consentement. Mais il était un moyen de lui forcer la main : l'Impératrice pouvait, sans se découvrir, engager ou faire engager les nombreux députés, sur lesquels elle avait de l'influence, à nous mettre en minorité en votant avec nos adversaires habituels; alors l'Empereur serait bien obligé de consentir à notre renversement, et la Régente ne serait pas empêchée de soutenir qu'elle n'y avait pas contribué. A-t-elle organisé cette manœuvre, dont je ressentais déjà les effets et qui allait m'emporter? Je trouverais tout naturel qu'elle l'eût fait. Convaincue que ma politique serait funeste et déshonorerait l'Empereur, elle était tenue en conscience de me retirer le pouvoir dont je me préparais à faire un si mauvais usage; son abstention eût été une faute d'État. A-t-elle commis cette faute ? L'Empereur me l'a affirmé. En tout cas ses fidèles agirent comme si elle ne l'avait pas commise.

Tous ceux qui l'approchaient de près ou de loin se déchaînaient contre nous. Jérôme David, de Pierres, Mathieu, en faveur auprès d'elle, étaient dans un va-et-vient continuel entre la Chambre et les Tuileries, et chaque fois qu'ils

revenaient des Tuileries, ils accentuaient leur propagande pour notre renversement immédiat. Ce qui paraît compte plus que ce qui est : quelle qu'ait été l'attitude réelle de l'Impératrice dans son cercle intime, se fût-elle renfermée dans une abstention stricte, personne ne mit en doute que notre renversement était voulu, conseillé, poursuivi par elle et que ses amis notoires étaient ses porte-paroles.

Bouilhet avait eu quelque peine à être reçu. Comme il régnait dans le palais un certain désordre, il fut introduit dans un salon du premier étage où il ne rencontra ni chambellan, ni fonctionnaire de service. Après quelques minutes d'attente une porte s'ouvrit et donna passage à un familier, de Pierres. Il lui serra la main lui disant qu'il se rendait à la séance et disparut. L'Impératrice ne tarda pas à entrer par cette même porte qui s'ouvrait sur une pièce où se trouvait Montauban avec d'autres familiers. Le message de Bouilhet la combla d'aise. Elle répondit : « Ah ! Monsieur, vous me soulagez d'un grand poids. J'apprends avec une vive satisfaction que je me rencontre dans la même opinion que M. Schneider et que le choix du général Palikao a son agrément. »

III

A la Chambre, la séance continuait. Le général Dejean compléta ma déclaration par la

lecture de l'exposé des motifs de notre projet sur l'augmentation des forces militaires. Il fut à peine écouté. Dans les bancs circulaient les meneurs, allant de l'un à l'autre quêter des adhésions, offrir des portefeuilles. Puis les motions se succédèrent. D'abord celle de Latour-Dumoulin et d'Andelarre : « Les députés soussignés demandent que la présidence du Conseil des Ministres soit confiée au général Trochu, et qu'il soit chargé de constituer un ministère. »

Latour-Dumoulin n'était pas même un sot ; ce n'était qu'un bafouilleur vide, dont la proposition eût à peine fait relever les têtes s'il n'y avait mis en panache le nom de Trochu, et si elle n'avait paru un acheminement à une motion plus révolutionnaire. En effet, Jules Favre, livide, presque vert, la lèvre tendue comme la corde d'un arc qui va lancer le trait empoisonné, gagna la tribune d'un pas solennel. Là, laissant tomber lentement chacune de ses paroles, sans son hoquet fatigant, d'une voix contenue mais dans laquelle on sentait le grondement sourd de l'invective prête à jaillir, il demanda : 1° que des armes fussent immédiatement distribuées aux mairies de chaque arrondissement à tous les citoyens valides inscrits sur les listes électorales et que la garde nationale fût réorganisée en France dans les termes de la loi de 1831 ; 2° qu'un Comité exécutif de quinze membres, choisi dans le sein de la Chambre, fût investi des pleins pouvoirs de gouvernement pour repousser l'in-

vasion étrangère. A l'appui de sa proposition, il reprit son thème, malheureusement juste, sur l'insuffisance du commandant en chef et sur la nécessité de concentrer les forces militaires entre les mains d'un homme qui ne fût pas l'Empereur. L'Empereur devait abandonner le quartier général ; il ne devait pas commander en chef : « il a été malheureux, il doit *revenir.* » Puis, par une de ses contradictions habituelles, après avoir établi que les revers sont dus uniquement à l'insuffisance d'un commandement auquel les ministres sont étrangers, il les impute à ces ministres : « L'Invasion, dit-il en nous désignant, ne serait pas convenablement repoussée par les hommes qui sont sur ces bancs, qui ont perdu déjà deux provinces, et qui, grâce à leur ineptie, perdront le reste. » Une vive approbation et des applaudissements soulignèrent à gauche ces paroles que rendait plus significatives l'adhésion silencieuse du Centre et de la Droite. Mais alors Jules Favre, laissant les ministres, revient à l'Empereur et propose son renversement. « Il faut, si la Chambre veut sauver le pays, qu'elle prenne en main le pouvoir. »

Cette fois, plus de ces périphrases dans lesquelles l'orateur emmiellait ses perfidies. Sa pensée est à découvert : « Plus d'Empereur ni à l'armée, ni au gouvernement. A l'armée il sera remplacé par un général, le glorieux Bazaine, au gouvernement par une commission du Corps législatif composée de quinze membres. » Il ne

restait qu'à ajouter : « Plus d'Empire. » Cette conclusion impliquée dans ses paroles, l'orateur crut prématuré de la dégager. Il attendait les prochains désastres.

Tant que l'orateur n'avait vilipendé que les ministres, la Droite avait été patiente et complice. Quand il visa l'Empereur et surtout l'Empire, elle se réveilla et son attitude indignée obligea Schneider à intervenir : « *Votre proposition a un caractère essentiellement révolutionnaire; je ne puis ni accepter, ni mettre en discussion une proposition ayant ce caractère.* » Et avec une confiance que l'événement ne tarda pas à démentir, il ajouta : « Vous ne ferez pas de révolution avec cette Chambre-là. »

Ces paroles parurent trop molles à Granier de Cassagnac. S'avançant dans l'hémicycle, la tête haute, la voix tonnante, le bras tendu et menaçant, sans se laisser troubler par les clameurs furieuses qui l'interrompaient à chaque parole, égal ce jour-là aux plus grands orateurs, il jeta cette apostrophe vengeresse : « L'acte qui vient de s'accomplir devant vous est un commencement de révolution donnant la main à un commencement d'invasion. Les Prussiens vous attendaient ! Lorsque Bourmont, d'odieuse mémoire, vendit sa patrie, il ne fit rien de plus que vous. Au moins Bourmont était un soldat, qui avait vu en face et de près les ennemis de son pays, tandis que vous, abrités ici derrière vos privilèges, vous vous proposez de détruire le gouvernement de qui? de l'Empereur qui est en

face de l'ennemi. Nous sommes venus ici sous la condition de notre serment qui constitue notre caractère et qui crée notre inviolabilité. Lorsque, par un acte révolutionnaire, on reprend son serment, on perd à la fois l'inviolabilité et le caractère qui en découle, pour rester de simples factieux. Et je vous le déclare, si j'avais l'honneur de siéger au banc du gouvernement, vous tous signataires, vous seriez ce soir devant un conseil de guerre ! »

La Gauche effarée, hors d'elle, hurle, bondit, comme si elle sentait déjà sur son épaule la main du gendarme. Elle s'agite dans un véritable délire. Jules Simon se jette dans l'hémicyle et crie en gesticulant : « Nous sommes prêts à y aller, au conseil de guerre. Si on veut nous fusiller, nous sommes prêts; vous n'avez qu'à venir. » Jules Ferry, sous prétexte que Gramont s'est permis de rire, s'élance vers lui dans une rage comique où perce cependant la crainte intime, et s'écrie d'une voix éraillée par la peur : « Il n'appartient pas à un ministre qui, en ce moment même, songe à négocier une paix infâme... » Estancelin, Garnier-Pagès et quelques autres rejoignent Ferry et se dirigent d'un air agressif vers le banc de Gramont. Chevandier, absent au début de la séance et qui venait seulement d'arriver, se lève et les brave. Gramont ne se lève même pas ; il les toise avec hauteur. Je réponds ironiquement à Jules Simon : « L'honorable Jules Simon m'a demandé si nous voulions faire fusiller tous les députés et il a ajouté qu'il

s'offrait (*rires à droite*), je tiens à le rassurer. » Jules Simon se récrie : il n'a pas parlé au ministre, c'est à la Chambre qu'il a dit : « Si vous voulez recourir à la violence, nous vous attendons. » Le tumulte cependant ne cesse de s'accroître ; les vociférations se croisent de tous les côtés ; le président est contraint de se couvrir et de suspendre la séance. Jules Simon se précipite, au milieu des journalistes et des citoyens, dans la salle des Pas-Perdus, et, les bras croisés sur la poitrine, crie : « Un Granier de Cassagnac vient de proposer qu'on fusille tous les députés de la Gauche[1]. »

J'assistais, le dégoût dans l'âme, à ce pugilat indécent. J'avais cessé virtuellement d'être ministre tant qu'un vote de confiance ne m'avait pas rendu l'autorité. Si la Chambre me l'avait donné, certes, je n'aurais pas laissé à Granier de Cassagnac le privilège de démasquer ces forcenés hypocrites ; je ne l'eusse fait ni avec plus d'éloquence ni avec plus de courage, mais avec plus de justesse politique, et les emportements séditieux de la Gauche seraient devenus un des considérants probants de l'acte d'accusation que j'aurais rédigé au sortir de la séance. Mais je ne me souciai pas de m'exposer sans utilité à de nouveaux outrages au profit de ceux qui travaillaient à me frapper dans le dos.

Jules Favre avait compromis les affaires de son parti en démasquant trop tôt ses pensées, et en

1. Ernest Hamel, *Histoire du Second Empire*, t. II, p. 528.

ne transperçant les ministres que pour atteindre l'Empereur. Picard essaya de les rétablir, en écartant l'Empereur et en concentrant l'effort de son attaque sur le ministère seul. La plupart du temps il raillait; cette fois il grossit la voix et menace: « Que font nos ministres? que nous donnent-ils? des paroles, mais aucun acte. Nous n'avons en eux aucune confiance. Si vous, membres de la majorité, vous n'êtes pas de cet avis, dites-le; nous irons porter à qui de droit votre réponse. »

IV

Jérôme David, en répondant à Picard, vint alors porter à l'Empire le coup le plus cruel qu'il eut encore reçu. Son discours débuta patriotiquement en rappelant que c'est de notre côté qu'avaient été la bonne foi et la sincérité et de l'autre le désir et la préméditation de la guerre, et que nous ne pouvions éviter la guerre sans abdiquer notre rôle en Europe. Il attesta l'héroïsme de nos soldats dont il avait été témoin; puis, tournant court, il expliqua nos revers par ce fait: « La Prusse était prête et nous ne l'étions pas. » Jeter au public ces paroles, même suivies d'une prédiction de revanche, c'était jeter aux Prussiens un encouragement et à notre armée la désespérance. Celui qui les proférait méritait, bien plus que Jules Favre, d'être envoyé devant un conseil de guerre. Le ministre de la Guerre eût

dû répondre[1], mais Dejean ne se considérait plus comme ministre; il craignit que sa dénégation ne fût suivie par des affirmations emportées de l'Opposition et il ne crut pas prudent d'ouvrir à une heure aussi inopportune un débat dont le retentissement eût été désastreux; il jugea moins dommageable de laisser tomber les paroles abominables de Jérôme David. Au surplus, ces paroles n'atteignaient pas le ministère dont la réorganisation militaire n'avait pas été l'œuvre; elles frappaient tout le règne, l'Empereur et Niel, auteurs de la préparation et qui, maintes fois, l'avaient déclarée parfaite.

La Gauche releva cette arme qui lui était offerte par un soudoyé de l'Empereur. Kératry dit : « Après les paroles prononcées par l'honorable M. Jérôme David, je considère comme un devoir pour moi, membre de la commission chargée du rapport relatif à la guerre, de venir faire ici une déclaration qui ne sera démentie par aucun de mes collègues : M. le Ministre de la Guerre appelé dans le sein de notre commission a affirmé sur l'honneur que nous étions absolument prêts. S'il nous eût laissé voir quelque hésitation dans son esprit, nous serions venus soumettre la situation à la Chambre en l'éclairant sur la réalité des faits. Maintenant, je dois revenir à ce qu'a dit M. Granier de Cassagnac, car il a posé la question sur son véritable terrain : quand Napoléon Ier a succombé avec nos bataillons, la

1. Dejean, en effet, nous avait constamment rassurés en affirmant que nous étions prêts.

France s'est chargée elle-même de prendre le gouvernement de ses affaires. La confiance du pays s'était retirée du chef de l'État ; c'était justice et prévoyance. Napoléon III n'a pas su conduire nos armées à la victoire ; selon la proposition que nous avons déposée, qu'il cède la place au patriotisme du Corps législatif ! » (*Bruyantes réclamations. — Bruit prolongé.*) Le président rappela Kératry à l'ordre. Il eût dû auparavant rappeler Jérôme David à la pudeur, à la loyauté et au patriotisme.

Il ne restait qu'à voter. Schneider, ayant refusé de mettre aux voix la proposition de Jules Favre, c'était sur celle de Latour-Dumoulin que le vote allait avoir lieu. Son adoption eût été un vote de défiance prononcé ; la majorité voulait cet acte de défiance, mais sous une autre signature que celle de Latour-Dumoulin et non au profit de Trochu. Les meneurs cherchèrent donc une formule qui, en frappant à mort le ministère, ne froissât les susceptibilités d'aucun des coalisés, de l'extrême Gauche à l'extrême Droite. Cette formule ils ne l'avaient pas trouvée ; il leur fallait encore quelque temps de délibération. Talhouët le leur procura.

Cet homme excellent et charmant, droit, désintéressé, mon ami personnel, était depuis son rapport du 15 juillet, hanté sans répit de la pensée de se décharger d'une responsabilité qui l'accablait. On lui avait persuadé qu'un des meilleurs moyens serait de contribuer à notre chute ; il marquerait ainsi qu'il avait été trompé. C'est

pourquoi il intervenait. Il proposa de suspendre le vote sur la question de confiance et de commencer par examiner les projets de lois demandés d'urgence. « En suivant cette marche, la question des personnes pourra se poser naturellement et se décider... (*Interruptions*) sans montrer au pays une division que je regretterais profondément quand nous sommes en face de l'étranger. (*Nombreuses marques d'approbation.*) » Après les motions violentes de Jules Favre, Picard, Kératry, c'était s'y prendre un peu tard pour cacher au pays « une division regrettable » qui venait d'être bruyamment étalée.

J'eusse été, si j'eusse accepté la proposition, un étrange ministre : dès que la question de confiance est posée, il est de règle que, toute affaire cessante, elle soit résolue incontinent afin que l'exercice du pouvoir ne demeure pas longtemps interrompu. En aucune circonstance cette règle ne s'imposait plus impérieusement. De quart d'heure en quart d'heure, à mon banc, me parvenaient des rapports de police alarmants. Il y était dit que la foule s'exaspérait, qu'elle avait saisi et précipité dans la Seine un agent de police. Jules Ferry et Pelletan s'écriaient : « A l'heure qu'il est, nos soldats chargent le peuple de Paris ! » A tout moment la situation pouvait exiger des résolutions suprêmes, et l'on devait, sans perdre une minute, ou investir les ministres de la force que la proposition d'un vote de méfiance leur avait enlevée ou immédiatement les remplacer.

C'est précisément parce qu'on savait que je rejetterais cette proposition inacceptable qu'on l'avait présentée. Sans me donner la peine inutile d'expliquer ce que tout le monde comprenait aussi bien que moi, je dis simplement que je n'acceptais pas. La Chambre presque entière, à l'exception d'une quinzaine de membres, se leva et vota la motion de Talhouët. Latour-Dumoulin s'écria : « Il est bien entendu que le ministère s'y oppose; nous le constatons. — La proposition, ajouta Cochery, a été adoptée malgré le ministère. C'est le prélude de sa condamnation par la Chambre. » La Chambre se retira dans ses bureaux ; la séance fut levée.

Je montai au fauteuil demander ou donner un renseignement à Schneider : « Eh bien! me dit-il, je vous l'avais bien annoncé hier : la Chambre est décidée à vous renverser. — Qu'ils se déshonorent, dis-je, si cela leur convient. Je ne me déshonorerai pas moi-même. Je ne considère pas comme décisif le vote qui vient d'être rendu, quoiqu'il soit clair; je ne me retirerai que devant un vote de défiance formel. Je veux qu'il soit bien incontestable que je n'ai pas déserté, sans y être contraint, un poste qui n'est plus qu'un poste de danger[1]. »

1. Le 23 février 1848 la reine Marie-Amélie s'était laissé persuader que l'éloignement de Guizot calmerait l'émeute, et elle avait entraîné le roi dans son sentiment : « Monsieur Duchatel, avait-elle dit, je connais le dévouement de M. Guizot pour le roi et pour la France; s'il le consulte il ne restera pas un instant de plus au pouvoir. » Guizot, instruit

V

Le tumulte aux environs du Corps législatif n'était pas moindre que dans l'Assemblée. La foule faisait mine d'escalader les grilles et le petit mur du côté du quai; quelques députés lui tendaient la main. Baraguey d'Hilliers crut qu'il était temps d'en finir.

Il s'avança vers la bande qui grimpait aux grilles et, tirant sa montre et se tournant vers ses aides de camp, il dit à voix haute : « Dans cinq minutes vous chargerez s'ils n'ont pas f... le camp. » Au bout d'une minute il ne restait plus personne. Gambetta s'étant avancé pour aller au delà du pont vers la foule, le maréchal le repoussa : « Vous ne passerez pas, Monsieur ; à la Chambre vous pouvez être quelqu'un, ici vous n'êtes rien et je ne tolérerai pas que vous me désobéissiez. » Il fit ensuite évacuer la salle des Pas-Perdus, et ordonna à un détachement de cuirassiers, soutenu par un escadron de gardes de Paris à cheval, un régiment d'infan-

de ce propos par Duchatel, accourut aux Tuileries. — « Une telle question est résolue, dit-il au roi, dès qu'elle est posée dans un tel moment; dès que le roi hésite, le cabinet n'aurait plus de force pour accomplir sa tâche. » Et il donna sa démission que le roi accepta avec reconnaissance. Guizot, sûr de sa majorité, s'était retiré devant une hésitation du roi; je me trouvais en présence d'une souveraine et d'une majorité convaincues de la nécessité de notre retraite et me le notifiant brutalement. Néanmoins je persistai à exiger un congé formel par un vote de défiance.

terie de marine, de nombreuses brigades de sergents de ville et un bataillon de la garde nationale, de déblayer le pont de la Concorde et les quais à droite et à gauche du Palais. Aucune résistance ne se produisit ; en quelques instants la tranquillité la plus complète régnait aux abords du Corps législatif. Des forces massées à proximité demeurèrent prêtes à charger et à dissiper la foule assemblée sur la place de la Concorde, si elle avait remué ; les quatre mille révolutionnaires les virent et se tinrent prudemment cois, et plus encore les députés ; le brave qui devait proposer la déchéance et donner le signal de l'insurrection ne parut pas.

Certainement, si le gouvernement n'avait pas été résolu, si le ministre de l'Intérieur, le préfet de police et le maréchal Baraguey d'Hilliers n'avaient, chacun dans leur sphère, pris des mesures intelligentes, si, le commandement militaire n'avait pas énergiquement soutenu les forces municipales, « si, au lieu de se porter de sa personne au Corps législatif et d'affirmer sa résolution par son attitude et son langage sans réticence aux députés, le maréchal s'était abstenu, la révolution aurait pu réussir ce jour-là, car la population qui entourait le Corps législatif était composée d'éléments semblables à ceux qui triomphèrent le 4 septembre[1] ». La

1. Pietri. Déposition dans l'enquête sur le 4 septembre et dans le procès Trochu. — Naquet, Discours à Bordeaux, novembre 1875 : « Qu'aurait-il donc fallu pour que le 9 août la révolution s'accomplît? Peu de chose : que les députés républicains vinssent se mettre à la tête des quatre ou cinq

révolte n'avorta le 9 août que parce qu'elle trouva devant elle un ministère et un chef militaire décidés à l'écraser.

La vigueur que nous venions de déployer sous ses yeux aurait dû convaincre l'assemblée que nul autre ministère ne la défendrait mieux et ne saurait mieux se mesurer avec la révolution. Mais les corps politiques ont leurs jours de panique et d'idiotisme, comme ils ont leurs jours de calcul : « C'était assurément une grande inconséquence aux partisans les plus ardents de la guerre d'en imputer les malheurs aux ministres à qui ils l'avaient imposée; mais ils n'avaient que le choix de se le reprocher à eux-mêmes ou aux ministres[1]. » Cette considération effaça toutes les autres. La Chambre se servit

mille hommes qui les ont attendus pendant quatre heures sur la place du Palais-Bourbon. L'un d'eux m'avait dit à moi-même : « Allez vous placer dans les groupes, j'ai besoin « d'hommes sûrs; tout à l'heure, je proposerai la déchéance « et, si elle n'est pas prononcée, je vous enverrai des ordres. » La déchéance ne fut pas proposée et, quand nous attendions des ordres, il vint un peloton de cavalerie qui hésita à charger le peuple, puis un peloton de gardes de Paris qui, voyant l'attitude paisible de la population, laquelle attendait l'initiative des députés, et l'attitude des députés qui ne prenaient aucune détermination, se décidèrent à charger. Cette charge ne suffisant pas, elle fut aidée par l'action d'un régiment d'infanterie de marine. — Il est donc bien évident que c'est par la faute des députés républicains que le mouvement du 9 août avorta. Et, puisque ce mouvement pouvait sauver la France, il est évident aussi que c'est à leur apathie, à leur respect exagéré des formes parlementaires, que nous devons de n'avoir point évité les désastres que l'Empire avait attirés sur nous et que, avec de l'audace, la gauche du Corps législatif aurait pu conjurer. »

1. Saint-Marc Girardin, *Rapport sur le 4 septembre.*

de la tranquillité que nous lui assurions pour mieux consommer notre renversement.

J'attendis la sortie des bureaux en me promenant devant la salle des conférences. Aucun de ceux qui me soutenaient si ardemment d'ordinaire ne s'approchèrent de moi et ne m'apportèrent un témoignage d'amitié. Mes collègues étant dispersés de côté et d'autre, je demeurai seul, apercevant dans les coins ceux qui se préparaient à me porter le dernier coup. Je ne fus abordé que par un de mes amis de l'École de Droit, Thoinnet de la Turmelière. Avec la familiarité de nos anciennes relations, il me dit : « Vous le voyez, la Chambre désire que vous vous retiriez ; votre chute est nécessaire ; ce sera un répit gagné et la possibilité de se retourner assurée ; n'obligez pas d'anciens amis comme moi, qui vous resteront toujours attachés, à voter contre vous ; donnez votre démission. — Jamais, répondis-je, ce serait une lâcheté, un aveu d'incapacité ou de culpabilité. » Alors Thoinnet reprit : « Mais si nous vous présentions une lettre signée par les Cent seize, vous priant dans l'intérêt public de vous retirer, le feriez-vous ? — Certainement, j'attacherais à cette manifestation la même importance qu'à un vote hostile de la Chambre. » Alors il se mit en mouvement ; mais, au bout de quelques instants, il revint et me dit : « Cela ne peut aller. — Vous avez raison, répondis-je, j'étais moi-même revenu sur mon premier acquiescement ; je ne dois m'en

aller que devant un vote formel et public. — Vous n'en voudrez pas, n'est-ce pas? fit Thoinnet ému, à ceux de vos amis qui, s'inspirant du salut public plutôt que de l'amitié, voteront contre vous? — Comment leur en voudrais-je, répondis-je, non sans quelque ironie, de placer le pays au-dessus de leur amitié[1]? »

Thoinnet s'était éloigné, lorsque je vis venir vers moi Persigny. Sa sortie véhémente du matin contre le retour de l'Empereur à Paris l'avait mis en faveur auprès de l'Impératrice. Étant allé se renseigner aux Tuileries, il avait été reçu aussitôt, avait trouvé Palikao et appris qu'il

1. N'est-il pas malhonnête de conclure de cette conversation rapportée par Thoinnet à quelques-uns, que tout en refusant de me démettre, j'avais conseillé à ses amis de voter contre moi? De telles façons obliques n'ont jamais été dans ma manière. Si j'avais cru mon éloignement du pouvoir nécessaire, je l'aurais confessé à la tribune et dans des termes qui ne m'auraient pas diminué. Granier de Cassagnac dans un écrit sur Sedan (1871) a reproduit cette calomnie en l'enjolivant : « M. Ollivier reconnut lui-même le 9 août qu'il était devenu impossible. Il communiqua ses impressions à plusieurs membres de la Droite en les priant de voter contre lui le *lendemain dans un ordre du jour qu'il proposa!* » (p. 29.) — Quelle accumulation de contre-vérités en quelques lignes! Je ne puis avoir, le 9, prié les membres de la Droite de voter contre moi le *lendemain*; puisque j'ai été renversé dans la séance même du 9. Je n'aurais pu leur adresser cette prière que le 8. Or, j'avais passé toute la journée du 8 à refuser ma démission. Le lendemain de mon renversement la plupart des journaux constatèrent cette obstination à ne pas me retirer, et à essayer d'une résistance inutile malgré *les plus hautes et les plus pressantes sollicitations* (*Presse* du 11 août). Le dernier trait de la note est le plus étonnant : c'est moi qui aurais proposé l'ordre du jour insultant présenté par Duvernois, l'un de mes ennemis les plus acharnés!

allait être ministre de la Guerre. Persigny approuva chaudement, mais il avait pensé que Palikao ne pouvait suffire à la situation dès que le Parlement était réuni : mon maintien aux affaires lui parut indispensable, nul autre n'étant en mesure de me suppléer et de tenir tête à ces manifestations violentes de l'Opposition contre lesquelles j'étais aguerri. L'Impératrice lui répondit qu'il n'était pas plus en son pouvoir de maintenir que de renverser M. Émile Ollivier, et que tout dépendait du Parlement; elle avait reçu du Président de la Chambre un message l'invitant à composer un nouveau ministère, le ministère Ollivier étant irrévocablement condamné, l'adjonction de Palikao ne le sauverait donc pas. Toutefois, Persigny insistant, elle consentit à ce que cet expédient fût tenté et Persigny venait me le proposer : « Montez à la tribune, annoncez que Palikao est ministre de la Guerre et vous resterez. » C'était inacceptable. Je ne pouvais faire entrer Palikao dans le ministère, d'abord sans m'être assuré l'assentiment de mes collègues, dont j'étais loin d'être sûr, ensuite sans avoir obtenu du général qu'il adhérât aux deux mesures sans lesquelles je ne resterais pas au pouvoir : le retour de l'Empereur et l'arrestation des révolutionnaires. Je crus superflu d'entrer dans ces considérations et je dis simplement : « Non, mon cher Duc, j'aurais beau monter à la tribune et lire cette nomination, je ne resterais pas. La Chambre, pour se dégager, vient de me sacrifier par un premier

vote formel provoqué par un de mes amis, et, comme je n'ai pas voulu m'y soumettre, elle va le renouveler sur la proposition d'un de mes ennemis[1]. Jetez un coup d'œil sur la salle des Conférences, vous y verrez les chefs de la Gauche et de la Droite réunis délibérant sur les termes de l'ordre du jour qui doit nous exécuter. Il ne s'agit pas de savoir si je serai renversé, je le suis. Ce que vous proposez ne serait qu'un essai de replâtrage sans dignité, qui n'arrangerait rien. Puisque Palikao est votre suprême espérance, ne le compromettez pas en l'associant même un instant à celui qui va être frappé comme le bouc émissaire. » Persigny n'essaya pas de me réfuter : « C'est aussi l'avis de l'Impératrice », dit-il. Il me serra la main, et me quitta. Je ne l'ai jamais revu[2].

La véritable pensée de l'Impératrice me fut confirmée par une démarche de celui de ses in-

1. Auguste Vitu, *Le Peuple Français*, 11 août 1870. — Lorsque l'amendement de M. Clément Duvernois a été adopté, le cabinet était déjà mort. Il avait été tué raide par le vote sur la proposition de M. de Talhouët. Le vote de l'amendement Duvernois n'a fait que constater le décès.

2. J'ai communiqué ce récit à Persigny; il m'a répondu la lettre suivante :

« Les souvenirs que vous me rappelez sur ce qui s'est passé entre nous le 9 août de l'année dernière sont parfaitement exacts. Je n'ai pas un mot à y ajouter. Ce n'est du reste qu'accidentellement et comme m'étant trouvé par hasard aux Tuileries que je venais d'être chargé de cette communication. Quant à ce qui avait pu se passer après le moment où vous avez quitté le général Palikao, je l'ignore complètement. Croyez à mes sentiments dévoués. — Persigny. » (17 novembre 1871.)

times qui, pendant toute cette séance, était allé sans répit des Tuileries à la Chambre et de la Chambre aux Tuileries, Jérôme David. Sans être arrêté par les indignes paroles de son dernier discours, il m'aborda et me dit d'un ton embarrassé. « Entre gens de cœur, on peut s'expliquer clairement. Après le vote de la Chambre qui vous renversera, consentirez-vous à monter à la tribune, et à annoncer que le général Palikao est nommé ministre de la Guerre avec mission de former un cabinet? — Oui, Monsieur, répondis-je sèchement, si l'Impératrice me le demande par une lettre. » Et je lui tournai le dos. Il courut aussitôt aux Tuileries chercher cette lettre, avant que la séance fût reprise, tant il était sûr de ce qui allait se passer.

VI

Les coalisés avaient enfin trouvé l'ordre du jour qui, sans mettre en cause l'Empereur, serait acceptable à la Droite, et cependant assez énergique contre le ministère pour contenter les Gauches. Duvernois fut chargé de le proposer. Il fut entendu que ni lui ni qui que ce soit ne le soutiendrait afin de ne pas m'offrir l'occasion de riposter : il serait soumis à l'Assemblée par le président tout acquis à la coalition. On voulait m'exécuter sans phrases; on tenait à ce qu'il n'y eût aucune discussion qui me permît de dire de rudes vérités, et on était certain que si on

ne m'y contraignait pas, je ne prendrais pas l'initiative, ne voulant pas me rabaisser à paraître, en un pareil moment, préoccupé de ma personne. En un tel moment, d'ailleurs, l'opinion publique réprouverait quiconque soulèverait un débat sur nos malheurs, et l'on savait que je ne voudrais pas être celui-là. La manœuvre était donc ce qu'il y a de plus lâche et de plus fin dans la perfidie.

A cinq heures et demie on entra en séance. Aussitôt se produisit une palinodie comme les assemblées ne se les refusent pas. La Chambre avait décidé, contre mon avis, que les lois seraient discutées avant les personnes; mais si elle avait persisté à voter d'abord ces lois, la discussion, si rapide qu'elle fût, eût absorbé la séance entière et notre renversement eût été renvoyé au lendemain. Or elle ne voulait pas se séparer avant qu'il ne fût chose faite; elle revint donc à l'avis de ne s'occuper plus des lois et se mit à discuter les personnes. Talhouët, battu après m'avoir battu, ne parut pas s'en apercevoir. Schneider donna lecture de l'ordre du jour de Duvernois : « La Chambre, décidée à soutenir un cabinet capable d'organiser la défense du pays, passe à l'ordre du jour. »

J'avais promis de ne pas engager de débat sur la question de confiance. Mais ceci était une motion d'insulte. Je sentis bouillonner l'ardeur combative que je refrénais. Je redressai la tête et je braquai mon regard sur la tribune. Personne ne s'y montra. Il n'est pas d'exemple d'une

motion de cette sorte qui n'ait été justifiée par son auteur. Cette fois, personne, rien. Duvernois, malgré les sommations de quelques députés non initiés à la manœuvre, s'était dérobé. Je compris le sens de cette désertion. Elle me plongea quelques secondes dans une cruelle perplexité. Que faire? A une attaque motivée j'aurais répondu vertement et châtié l'insulteur; mais que riposter à une attaque muette et masquée? Prendrais-je l'offensive? Tomberais-je dans le traquenard? Me donnerais-je l'odieux de ne paraître penser qu'à moi en un aussi pressant péril de la patrie? Était-ce l'heure de courir après celui qui fuyait, de le prendre au collet, de le souffleter, de démontrer qu'il n'était qu'un drôle? Allais-je réfuter comme ayant été dit ce qui ne l'avait pas été? D'ailleurs par quels arguments aurais-je établi que nous n'étions pas incapables? Expliquerais-je que ce n'était pas le ministère qui avait perdu les batailles de Wœrth et de Forbach, et que les généraux dont l'impéritie les avait fait perdre, Failly et Frossard, étaient des généraux de cour, choisis en dehors de toute intervention du cabinet? Démontrerais-je que ce n'était pas à nous, arrivés de la veille aux affaires, qu'il fallait s'en prendre si véritablement nous n'étions pas prêts? Pouvais-je révéler la véritable cause de nos défaites, étaler le spectacle lamentable de nos misères de Metz, de ce pauvre Empereur malade, de ces généraux démoralisés, de ces soldats dont on usait l'ardeur en leur refusant le combat, de cette victoire qui s'était offerte et qu'on n'avait

pas saisie? Pouvais-je répéter à la Chambre, à la France, à l'Europe ce que j'avais dit librement au Conseil, et contresigner ainsi en quelque sorte l'acte de déchéance de Jules Favre et Kératry? Je ne pouvais prononcer une parole de justification qui ne retombât sur l'Empereur comme une lourde accusation, et c'est précisément ce qui donnait à l'attaque dirigée contre nous son caractère de lâcheté. Du reste, devant l'apostasie de ce troupeau qui avait tant aboyé après moi lorsque je résistais à l'irréflexion de sa passion belliqueuse et qui aboyait encore plus lorsque cette guerre, la sienne et non la mienne, tournait mal, je ressentais que je n'aurais su proférer que des paroles de mépris, soulever ses colères, amener des ripostes brutales, et je voulais que quelqu'un au moins conservât sa dignité dans cette honteuse journée. Amené devant le prévaricateur Ponce Pilate, le Juste s'était tu : *tacebat*. Incriminé devant ces prévaricateurs, résolus à nous frapper pour s'inncenter, je trouvai un conseil dans cet auguste exemple et je me tus, *tacebat*. Du reste je faisais de nécessité vertu, car aurais-je uni à l'éloquence de Démosthènes celle de Mirabeau et de Berryer, je ne serais pas parvenu à achever un raisonnement devant une assemblée furibonde de peur qui voulait frapper et non écouter. Oh! certes, il y avait matière à un superbe discours, émouvant et élevé; mais j'étais le seul auquel ce discours ne fût pas possible : je souffre encore de n'avoir pu le prononcer.

Aucun ordre du jour de confiance ne fut opposé à celui de Duvernois. Aucun orateur ne flétrit la coalition de rancune, de convoitise et de basses passions qu'on abritait sous une apparence de salut public. Aucun ne stigmatisa le lâche expédient des boucs émissaires. Il y eut cependant un mot de raison. Il fut dit par le fou de l'assemblée, Piré : « Il est honteux de discuter à l'heure qu'il est. Vous devriez être tous unanimes, quand même les ministres auraient tous les torts. » Le président Schneider le pria « de ne pas donner, par un excès de zèle, un déplorable exemple ».

Jouvencel ne trouvait pas l'ordre du jour clair. « Je ne sais pas s'il est besoin de l'expliquer, répliqua Schneider, mais je déclare que, quant à moi, j'en comprends parfaitement la signification. »

Je terminai ce pitoyable débat : « Le Cabinet n'accepte pas cet ordre du jour. » Et il y avait dans mon accent quelque chose de si altier qu'il y eut comme un frémissement dans la Chambre. Cela ne dura qu'un instant. Elle se leva et, à l'unanimité, moins une dizaine de voix, l'ordre du jour insultant, que son auteur n'avait pas eu le courage de venir défendre, fut adopté par assis et levé. Je n'avais pas demandé le scrutin public parce que je n'étais pas certain de recueillir le nombre réglementaire de signatures nécessaire pour l'obtenir. La Gauche, qui n'avait pas présenté d'ordre du jour, ne prit pas la peine de se lever, constatant ainsi que l'œuvre

subversive était commencée par la majorité gouvernementale. « Nous avons réussi à renverser le Cabinet, a dit Jules Simon, parce que nous avons eu tous les partis pour auxiliaires, *même le parti de la Cour* qui recueillit la succession[1]. »

Je demandai la suspension de la séance. Jérôme David me remit la lettre de l'Impératrice et je réunis mes collègues dans un bureau de la Chambre où je leur en donnai connaissance.

VII

A la reprise de la séance, Jules Favre demanda l'urgence pour les deux propositions qu'il avait déposées : l'une relative à l'armement des gardes nationaux (il avait d'abord dit de Paris, il ajouta de France), l'autre proposant l'institution d'un comité de défense. L'urgence de la première fut votée à l'unanimité. La seconde aurait dû être écartée et Schneider aurait dû persister dans son refus de la mettre aux voix parce qu'elle était inconstitutionnelle, mais en ce peu d'heures la grâce efficace de la révolution avait si fortement agi sur cet esprit dénué de solidité politique, que, ne se souvenant plus ni de ce qu'il avait dit ni de son devoir de défenseur de la Constitution, il devint le complaisant de la destruction constitution-

1. Jules Simon, *Souvenirs du 4 septembre,* t. I, p. 253.

nelle, et il consentit à faire voter sur l'urgence. Elle fut repoussée. Cependant elle réunit 53 voix, parmi lesquelles celle de Thiers, et cette minorité inusitée fut considérée par les Irréconciliables comme un premier succès et comme la promesse d'une défection prochaine plus complète, car on y trouvait les noms de députés jusque-là fidèles à l'Empire.

Il me restait à clore cette triste séance par la lecture de ma lettre de démission. Je montai à la tribune et je dis : « Après le vote de la Chambre, les ministres ont présenté leur démission à l'Impératrice régente qui l'a acceptée, et je suis chargé par elle de vous déclarer qu'avec l'assentiment de l'Empereur, elle a chargé le comte Palikao de former un ministère. (*Applaudissements à droite et au centre. — Bruit à gauche.*) J'ajoute que pendant les quelques heures qui nous séparent de la formation du ministère, nous continuerons à remplir notre devoir et que le nouveau ministère quel qu'il soit peut compter de notre part sur l'appui le plus ardent, le plus fidèle et le plus dévoué. » (*Nouveaux applaudissements à droite et au centre*[1].)

1. La manière dont Thiers dans sa déposition raconte l'événement est importante à noter pour marquer une fois de plus avec quelle légèreté il parle des faits lorsqu'il ne les altère pas. « Le ministère Ollivier essaya de tenir quelques jours, mais bientôt il *reconnut* que c'était impossible en présence des malheurs dont il était la principale cause, et il se *retira.* » Jules Favre répond sur ce point à son complice : « Écrasé par la réprobation de la Chambre le ministère tombait misérablement *pour n'avoir pas voulu se retirer.* » (*Défense nationale*, t. I p. 36.)

Ainsi finit ma vie parlementaire à l'âge de quarante-cinq ans. Je ne suis pas remonté à cette tribune dont j'ai été toujours écarté par ceux mêmes à qui je l'avais ouverte. Peut-être cela a-t-il été regrettable, car dans certaines occasions j'aurais prononcé des paroles que personne n'a dites et qui n'auraient pas été inutiles.

A la suite de la séance, parmi les membres de la majorité, qui nous avaient condamnés par peur, ce fut à qui m'entourerait, me serrerait la main. « Vous n'êtes pas tombé du pouvoir, me disait l'un, vous en êtes descendu. — Maintenant le régime parlementaire est fondé », disait l'autre. — « Maintenant on peut vous parler », dit Gambetta en me tendant la main. A ce mot : « Le régime parlementaire est fondé », je me retournai vers mon fidèle Adelon, dont j'avais pris le bras et je dis : « C'est l'Empire qui est mort, Dieu veuille que ce ne soit pas aussi *finis Franciæ*[1]. »

Jules Simon a très bien décrit les sensations de la foule de curieux, de révolutionnaires, de socialistes, de républicains, d'orléanistes, qu'il traversa en voiture découverte après la séance :

1. Taxile Delord après avoir relaté mon discours ajoute : « Ceci dit, il revient la tête un peu basse reprendre son ancienne place à son banc, sur lequel il se laisse retomber; personne ne s'approche pour lui serrer la main. » Il n'y a qu'une objection à ce récit, c'est qu'aussitôt après mon discours la séance fut levée, et que dès lors, je n'eus pas à aller m'asseoir sur mon banc. Mensonges jusque dans les détails les plus insignifiants.

« Ce qu'on me demandait le plus après les nouvelles de l'armée, c'était des nouvelles du Cabinet. Quand je répétais qu'il n'existait plus, les applaudissements éclataient, se prolongeaient, redoublaient. On n'aurait pas été plus joyeux pour une victoire. Je ne discernai aucun cri contre la Chambre. Comme nous débouchions sur la place, deux ouvriers en blouses blanches saisirent le cheval par la bride en disant : « Il faut la déchéance ! » On répéta autour d'eux : « Oui ! oui ! » mais sans trop grande animation. Quoique tout le monde voulût la déchéance, ce n'était pas l'affaire de la journée. Au contraire, on entendait de tous côtés : « *Qu'il revienne !* qu'il « renonce au commandement ! c'est lui qui nous « perd ! » Les imprécations contre le maréchal Le Bœuf étaient aussi très vives et très persistantes[1]. »

Ceux qui, dans la foule hurlante, demandaient la déchéance avaient raison de se réjouir de notre renversement comme d'une victoire : ils n'avaient plus d'obstacle devant eux. Le sentiment était juste aussi de ceux qui répétaient le vrai mot de la situation : « Qu'il revienne ! » Toute la population parisienne le disait à l'envi. Elle n'eût donc pas été étonnée qu'il revînt ; elle n'eût vu dans ce retour ni lâcheté ni déshonneur ; elle eût été, au contraire, reconnaissante de cette abnégation.

La journée était bonne pour l'Opposition irréconciliable : elle s'était débarrassée du seul

1. Tome I, p. 248.

ministère de force à lui barrer la route et elle avait ouvert l'ère révolutionnaire en s'affranchissant des contraintes constitutionnelles. On ne lui avait pas encore accordé le droit de tout faire, mais on ne lui refusait plus celui de tout dire. Enfin, un résultat était acquis, à savoir : qu'au prochain revers on appliquerait à l'Empereur le traitement qu'on venait de nous faire subir et que l'on prononcerait sa déchéance comme on avait voté notre renversement, d'autant plus que sa responsabilité existait, tandis que nous n'en avions encouru aucune. La Gauche exultait. « *Dès ce moment*, a dit Jules Simon, *l'Empire n'existait plus que de nom* [1]. »

Le contentement de l'assemblée ne fut pourtant pas complet parce que notre chute n'était pas accompagnée de la destitution de Le Bœuf. Elle avait son bouc émissaire civil, il lui fallait le bouc émissaire militaire. L'Impératrice ne s'était pas ménagée pour lui accorder cette satisfaction. Elle employa pendant toute cette journée, contre Le Bœuf, autant d'efforts que ses amis en déployaient contre nous. Connaissant la générosité et le dévouement du maréchal, elle s'était adressée à lui-même : « Au nom de votre ancien dévouement, donnez votre démission de major général, je vous en supplie. Je sais combien cette détermination va vous coûter, mais dans les circonstances

1. *Origine et chute du second Empire*, p. 246.

actuelles nous sommes tous obligés aux sacrifices. Croyez qu'il n'en est pas de plus dur que la démarche que je fais auprès de vous. » (9 août.) Le maréchal répond incontinent que ce n'était pas auprès de lui qu'il fallait insister, que sa démission était donnée depuis le 7 et que c'était l'Empereur qui persistait à la refuser. La réponse pleine d'effusion de l'Impératrice indique l'ardeur de son désir : « Je vous remercie de ce que vous faites, je n'oublierai jamais cette preuve de dévouement que vous donnez à l'Empereur, j'en suis touchée et émue. » (9 août soir.) Le Bœuf crut que l'Empereur, qui lui communiquait lui-même ces télégrammes, se décidait à accepter sa démission. Il persistait au contraire à la refuser, et la journée se termina sans qu'on pût annoncer au public le départ du maréchal.

Pendant ce temps, les écervelés qui formaient le Conseil intime de l'Impératrice triomphaient : « Nous avons empêché Papa de revenir. » Et l'Impératrice télégraphiait à l'Empereur : « Ce que je craignais est arrivé ; j'ai un changement de ministère. Palikao est à la tête, mesure admirablement acceptée. »

Vers neuf heures du soir nous allâmes aux Tuileries prendre congé de la Régente. Dans la salle d'attente était Baroche. Attribuant notre chute à Schneider, il me dit : « Vous le voyez, sans l'accord avec le président du Corps législatif, on ne peut pas marcher dans le régime parlementaire. » Il est dans les devoirs des ministres qui quittent les affaires de donner leurs

conseils pour le choix de leurs successeurs. Quoique l'Impératrice ne nous y engageât pas, nous nous assîmes autour de la table des délibérations et nous communiquâmes nos sentiments. Nous étions écoutés avec politesse, mais froidement, et avec distraction. Nous le comprîmes et nous nous levâmes. L'Impératrice parut soulagée. Malgré la sécheresse de ce congé, j'étais ému de pitié en songeant dans quel abandon elle n'allait pas tarder à se trouver lorsqu'elle n'aurait plus à ses côtés les seuls conseillers décidés à la protéger jusqu'au bout. Je me souvins de cette soirée de décembre aux Tuileries où, pendant que nous causions au coin du feu, un ouragan ouvrit violemment la fenêtre et s'engouffra dans le salon. L'Impératrice s'était levée et avait essayé de la fermer ; mais la tempête était trop forte et je dus venir à son aide. La tempête était encore là, mais l'Impératrice se croyait de force à l'affronter sans mon aide.

VIII

L'émotion du Parlement se retrouva le lendemain dans les articles de la presse. Le parti de l'extrême Droite nous piétina furieusement et surtout le journaliste de Rouher, Dréolle[1]. Le

1. *Public du 11 août 1870* : « L'homme « au cœur léger » a voulu attendre que les Prussiens révélassent le peu que valaient son talent et sa politique, pour abandonner enfin un portefeuille où il ne sut rien mettre!... Quels seront les successeurs de ces hommes, dont le nom restera éternellement attaché aux plus poignants souvenirs? Quels qu'ils

Centre gauche ne fut pas moins amer, il nous reprocha surtout de ne lui avoir pas épargné par une démission la honte de nous renverser[1]. Seul Saint-Marc Girardin, dans le *Journal des Débats*, nous loua de n'avoir voulu nous retirer que devant un vote explicite de défiance du parlement. Les Irréconciliables ne montrèrent que de la satisfaction; débarrassés de nous, ils se sentaient les maîtres et ils poussèrent plus que jamais leur cri insurrectionnel[2]. Les modérés, qui, la veille, nous soutenaient, se retournèrent contre

soient, ces successeurs, nous les accueillerons, tant le pays se sent soulagé de n'avoir plus à sa tête MM. Ollivier et Chevandier de Valdrôme! Soyons vainqueurs, et un jour une voix s'élèvera certainement en France qui demandera cette enquête et fera comparaître devant une commission de la Chambre MM. Ollivier, Le Bœuf, Chevandier de Valdrôme et de Gramont, pour leur demander où en était la France le 15 juillet dernier. L'honneur du pays veut cette enquête! »

1. *La Presse* : « Ce ne serait pas assez de dire que les cœurs étaient troublés; les âmes étaient bouleversées. Toutes ces émotions éclataient en cris confus. Elles retombaient comme une malédiction sur un homme qui se raidissait pour se maintenir au pouvoir et qui essayait encore d'une résistance inutile, malgré les plus hautes et les plus pressantes sollicitations. » *Presse* du 11 août.)

La France insistait sur la même note : « Quand au cabinet, nous aurions mieux aimé qu'il eût devancé ce qui lui a été imposé. C'est le conseil qu'on lui donnait depuis quelques jours. Son impolitique résistance, en face d'une situation qui l'écrasait, a fourni d'ailleurs à la Chambre une occasion de s'affirmer et de prendre énergiquement en main la direction des affaires. » (*France* du 11 août.)

2. Delescluze, *Le Réveil*, 9 août 1870 : « Fions-nous donc aussi un peu à nous-mêmes; que les citoyens dignes de ce nom n'hésitent pas une heure, une minute. Un conseil de salut public à l'Hôtel de Ville et des armes pour le peuple! Debout donc! citoyens. Aux armes! aux armes! »

nous pour se faire pardonner de nous avoir soutenus; les ambitions découragées des vieux états-majors monarchistes se ranimèrent, chacun recommença à espérer et à haïr, ce qui est la conséquence des espérances politiques. Par une raison ou par une autre, ce fut à qui nous condamnerait le plus cruellement.

En quittant le Ministère j'emportai une satisfaction personnelle à laquelle je fus très sensible : c'est le témoignage rendu à ma probité de chef de la magistrature par la condamnation prononcée à Blois contre les auteurs du complot antiplébiscitaire, qu'on nous avait accusés d'avoir inventé ou grossi pour obtenir des voix. A l'exception de Ferré, un des plus coupables, qui, par une distraction incompréhensible, fut oublié parce qu'il ne paraissait plus à l'audience, tous furent condamnés. Cette condamnation empruntait une importance particulière aux circonstances de panique dans lesquelles elle fut rendue.

Le voilà renversé, ce ministère qui avait réalisé déjà tant de belles espérances et dont la durée eût assuré un avenir bienfaisant de concorde, d'ordre, de liberté, de progrès. Le voilà jeté à terre au moment où, ayant surmonté tant de difficultés intérieures redoutables, il allait aborder son œuvre organique de réformes sociales et compléter sa rénovation politique. Le voilà précipité, non seulement par la haine des Irréconciliables dont il avait brisé les trames, mais surtout par l'ingratitude de ceux dont il avait

été la sauvegarde et qui, n'étant plus couverts par lui, étaient voués à une fin misérable; le voilà, lui, le ministère loyal, culbuté, non par une attaque à face découverte, mais lâchement, par la mine d'une coalition ténébreuse; le voilà, lui, le ministère des Honnêtes gens, mis en déroute par la machination d'un futur escroc[1].

Le ministère du 2 janvier avait été envoyé comme le salut à l'Empire désemparé. A son avènement les appréhensions étaient générales, tous les ressorts fonctionnaient mal, les espérances du parti révolutionnaire égalaient son audace. Après quelques semaines l'esprit public s'était rasséréné, l'action gouvernementale avait repris son aplomb, le parti révolutionnaire, réduit dans l'affaire Victor Noir, avait perdu sa jactance. Les anciens partis gardaient encore des chefs acharnés, mais les soldats se ralliaient à un gouvernement qui les accueillait sans leur imposer aucun sacrifice de dignité. Les intérêts religieux avaient été sauvegardés non moins que les intérêts politiques et sociaux; le concile œcuménique du Vatican avait joui d'une ampleur de liberté qu'aucune assemblée de ce nom n'avait encore connue. Près de huit millions de voix avaient consacré cette politique, rajeuni l'Empire, effacé le souvenir du 2 décembre. Dans la courte existence de ce Cabinet s'étaient accumulées plus d'affaires graves qu'il n'y en a eu dans les années de bien d'autres. Il avait suffi à toutes

1. Voir *Empire libéral*, t. XIV, p. 226.

et, je puis le dire sans sotte vanité, mais par le sentiment d'une juste fierté qui se relève sous les outrages, il avait déployé dans toutes une égale capacité. Assailli à l'improviste par une provocation prussienne, il se montra résolu et modéré, souple et ferme, ressentant l'émotion publique sans s'y abandonner, et sachant parer aux accidents imprévus avec une rapidité réfléchie. L'intérêt sauvegardé, il ne permit pas l'atteinte à l'honneur, mais il ne se décida à la guerre que lorsqu'il n'eut plus à opter qu'entre le champ de bataille et le ruisseau. Et ses résolutions sortaient tellement des entrailles du pays qu'aucune guerre ne rencontra à son début un assentiment aussi passionné et aussi universel. Les revers arrivés, il n'avait pas désespéré de la chose publique. On a dit qu'il était « capable de toutes les fautes ». Certainement il a commis des fautes : qui agit sans en commettre? (Chi fa falla[1]) Mais ce n'est pas de toutes les fautes, c'est surtout de toutes les énergies qu'il s'est montré capable, car son existence n'a été qu'un acte perpétuel d'énergie. Si on lui en eût laissé le temps, il eût réparé nos revers; il n'aurait pas permis à l'insurrection de s'organiser paisiblement pendant trois semaines; il n'aurait pas envoyé une armée démoralisée s'engloutir entre trois armées victorieuses. Lui debout, il n'y aurait eu ni Sedan, ni 4 septembre. Sa chute a été une catastrophe nationale.

1. Michel-Ange.

CHAPITRE XV

CINQUIÈME VICTOIRE PRUSSIENNE. — LA HAINE DU PARTIOTISME L'EMPORTE SUR L'ABNÉGATION DU PATRIOTISME

I

La séance du 9 août avait été comme ces reconnaissances militaires qui révèlent les dispositions de l'ennemi. Aucun doute n'était désormais possible. Jules Simon a eu la franchise d'en convenir. « *Jusqu'à la chute de l'Empire,* ce ne fut ni un homme, ni une réunion d'hommes qui commanda ; ce fut la haine[1]. »

Cet aveu justifie le jugement sévère de Paul Déroulède : « C'est l'ineffaçable opprobre de tous les partis d'opposition au régime impérial que d'avoir continué à se laisser dominer à pareille heure par leurs passions personnelles. L'intérêt de la Patrie avait disparu pour eux par cela seul qu'ils le sentaient mêlé aux intérêts de l'Empereur. *Il y eut chez la plupart une perte absolue du*

1. *Origine et chute du Second Empire,* p. 250-251.

sens national. « Croule la France, pourvu que l'Empire tombe[1] *!* »

Le partiotisme l'emportait sur le patriotisme; la tradition de Carnot était vaincue par celle de Talleyrand et de La Fayette. La postérité s'étonnera qu'on ait osé accoler le titre de grand patriote au nom d'aucun de ceux, quoi qu'il ait fait depuis, qui se sont employés à la trame impie, ourdie du 6 août au 4 septembre. Frapper dans le dos le gouvernement légitime de son pays aux prises avec l'étranger; semer sous ses pas les traquenards, tandis qu'il regarde vers la frontière envahie; le vilipender pendant qu'il s'efforce de réparer ses défaites, attendre avec impatience que la victoire ennemie lui ait fait au flanc une blessure béante, afin de pouvoir sans péril lui courir sus, non! non! ce n'est pas du patriotisme. Non, ce n'est pas un patriote celui qui ne le devient que le jour où il trouve profit à le devenir!

Les victoires prussiennes de Wissembourg, de Wœrth et de Forbach avaient été précédées d'une première victoire, celle-là toute de notre fait : notre inaction du 15 juillet au 4 août. Le triomphe de la haine dans la séance du 9 août constitue une cinquième victoire de notre adversaire, celle-là non moins efficace que les précédentes. Pourquoi Carthage n'a-t-elle pas réalisé la conquête du monde à laquelle elle a paru un moment atteindre? Tous les maîtres de l'Histoire, Machiavel, Bossuet, Montesquieu, vous le diront : « Parce

1. P. Déroulède, *Feuilles de route*, p. 30.

que son sénat était divisé par de vieilles factions irréconciliables pour lesquelles la chute d'Annibal fut une joie. » Napoléon refusa de changer le nom de la place de la Concorde parce que, disait-il, « la Concorde, voilà ce qui rend la France invincible ».

— « Oublions nos haines de partis », fut le premier mot du roi Guillaume à son peuple au début de la guerre. Les Allemands avaient oublié leurs haines, et nous venions de déclarer notre volonté de tout sacrifier aux nôtres. La haine est devenue le véritable législateur de ces heures de détresse; elle nous a fait douter de la justice de notre cause; elle a donné à l'ennemi des éclaireurs et des conseils; elle a gêné les opérations, contribué aux revers, empêché les revanches; elle a poussé les impérialistes à saisir dans nos premières défaites le moyen de renverser le ministère et les révolutionnaires à demander aux défaites dernières le moyen de renverser l'Empire. Et au moment où il était le plus nécessaire d'être assujettis « par une prompte et exacte obéissance au maître de la vie humaine, le bon sens », elle nous a jetés dans les incohérences et les emportements de la déraison.

Même aux temps d'aberration générale, il est toujours un ou plusieurs hommes qui résistent au courant d'insanité ou de lâcheté, et font et disent ce que tous auraient dû faire et dire. Trois hommes considérables désapprouvèrent la politique de la collaboration avec l'invasion.

Le comte de Chambord, représentant auguste du principe que l'Empire avait battu, souffrant

d'être éloigné depuis sa naissance du pays constitué par ses ancêtres, écrivait à un de ses amis, le 1[er] septembre, alors que sa parole devait profiter à un gouvernement qu'il haïssait : « Il faut oublier en ce moment tout dissentiment, mettre de côté toute arrière-pensée; nous devons au salut de notre pays toute notre énergie, notre fortune, notre sang. La vraie mère préférait abandonner son enfant plutôt que de le voir périr. J'éprouve ce même sentiment et je dis sans cesse : « Mon Dieu, sauvez la France, « dussé-je mourir sans la revoir ! »

Le prince de Joinville, le plus remarquable de tous les fils si distingués de Louis-Philippe, après ce prince incomparable qui avait été le duc d'Orléans : « Je ne comprends rien à la Chambre, je ne comprends pas qu'il se prononce un mot, qu'il se fasse un acte ayant un autre but que de venir en aide aux armées, seul espoir de la France aujourd'hui. Quel que soit le gouvernement actuel, il vaut mieux, tant qu'on a chance de résister, que le provisoire, par le seul fait qu'il est organisé[1]. »

Changarnier exilé, proscrit, dont la carrière avait été brisée en plein épanouissement, et que nous avions tous vu dans l'hémicycle du Corps législatif, frémissant d'aise aux discours hostiles de Thiers, oublie ses colères, ses griefs et court à Metz, après les premières défaites, parce que l'Empereur est le symbole de la Patrie.

1. Prince de Joinville à Bocher, Lettre du 10 août 1870.

Mais les lettres des princes restaient dans un cercle restreint et l'acte de Changarnier fut à peine remarqué; il étonna plus qu'il n'enthousiasma. Le sentiment des politiciens de toute nuance était dans la rebuffade de Schneider à ce pauvre Piré qui demandait qu'on fût uni dans le danger : « Ne donnez pas, par excès de zèle, un déplorable exemple. »

II

Un seul homme aurait arrêté, s'il l'avait voulu, ce courant de perversité : Thiers. Il était en crédit auprès de l'assemblée et de l'opinion ; il s'était opposé à la guerre, par crainte de la victoire, il est vrai, mais on ignorait son motif et l'on ne connaissait que son opposition qu'on attribuait à la prévision prophétique des défaites. Si le 9 août il eût tenu à la tribune le langage qu'il fit entendre quelques jours plus tard au profit des émeutiers du 4 septembre, et s'il avait dit : « L'ennemi approche, pas de luttes intestines, pas de dislocations du pouvoir, pas de crise ministérielle, sacrifions nos antipathies au danger public, oublions nos griefs, groupons-nous autour du gouvernement et soutenons-le. Plus tard viendra l'heure des responsabilités, maintenant soyons à celle de l'union. » Un tel langage eût balayé toutes les manœuvres honteuses ou pusillanimes. Nous eussions prié Thiers de prendre le ministère de la guerre et la direction des affaires; aucun

de nous n'eût refusé de s'écarter et de faire place à quelques-uns de ses amis.

Thiers voyait aussi juste que Trochu sur la conduite militaire. Comme Trochu, il était convaincu que, si l'armée était ramenée sous Paris, les affaires seraient rétablies. Il l'a dit depuis maintes fois, publiquement et en particulier : « L'armée sous Paris, c'était le salut de la France[1] » et ce retour, il l'eût imposé avec plus d'autorité que Trochu. Il n'aurait pas eu plus tard à libérer le territoire, il l'aurait empêché d'être conquis. Mais son âme n'était pas à la hauteur d'une telle magnanimité. « Il comprenait tout, a dit Chateaubriand, sauf la grandeur qui tient à l'ordre moral. » De plus, son esprit était obstrué par cette idée qui a dominé toute sa vie qu'il avait été prédestiné à gouverner en chef la société née de la révolution française et que tout gouvernement où il n'avait point place prépondérante était illégitime. « Quel malheur, a-t-il dit un jour à Nelly Jacquemard qui faisait son portrait, que je n'aie pas eu d'enfant ! » Il eût fondé une dynastie et n'aurait pas été réduit à devenir président d'une république. Au lieu de reprendre la tradition de Carnot, lui aussi il rentra dans la basse ornière où l'avaient précédé la niaiserie de La Fayette et la félonie de Talleyrand ; il préféra le rôle de la convoitise personnelle et de la haine satisfaite à la noblesse du désintéressement patriotique : il se retrouva tel que lors des Mariages

1. Carnet du maréchal Vaillant.

espagnols, quand il complotait avec Palmerston contre Guizot.

Il était à Trouville depuis la clôture de la session. Chambrun, alors un de ses soldats dans le Centre gauche, le rencontra le 8 août au soir dans le wagon qui le ramenait à Paris. « Il était dans un état d'agitation tel qu'il ne cessa de parler pendant tout le trajet, jusqu'à Mantes où il s'assoupit. Il voyait, avec l'invasion, la chute de l'Empire, la Révolution, son propre avènement comme chef du pouvoir, et dans tout ce long entretien, revenaient sans cesse les paroles : « Nous allons assister à des événements déplo- « rables, vous entendez bien, déplorables. » Il était évident, à cette vivacité qui ne lui laissa pas un instant de silence et de sommeil, à un « je ne sais quoi » répandu dans toute sa personne, qu'il éprouvait ce qu'a si bien exprimé notre grand tragique :

« Quelque maligne joie en son cœur s'élevait,
Dont sa gloire indignée à peine le sauvait[1] ! »

A la gare, Chambrun lui dit : « Je vais, suivant vos enseignements, défendre le gouvernement légal de mon pays. — Mais vous ne voyez donc pas que votre gouvernement légal est le gouvernement illégal? » répliqua-t-il. Quelques heures après, Chambrun le retrouva dans la salle des Pas-Perdus disant au député Le Joindre : « Je

1. *Nos historiens*, p. 47.

répète le mot que j'ai prononcé autrefois : la République est le gouvernement qui nous divise le moins. » De ce moment il prit la direction du mouvement de démolition et conduisit sans se montrer, selon son habitude, et, suivant une savante stratégie, en se servant avec un art raffiné des violents et des modérés. En 1814 l'Empire avait été détruit par le Sénat et les hommes de l'Empire. Chateaubriand, dans ses Mémoires, le proclame : « Où se tripotait la Restauration? Chez des royalistes? Non, chez M. de Talleyrand. — Avec qui et chez qui dînait en arrivant le Lieutenant général du royaume? Chez des royalistes? Non, chez l'évêque d'Autun, avec M. de Caulaincourt. — Les plus chers amis de Napoléon, Berthier, par exemple, à qui portaient-ils leur ardent dévouement? A la Légitimité. »

Thiers voulait obtenir, comme en 1814, la déchéance de Napoléon III de son Corps législatif de candidats officiels, et non d'un mouvement de la rue. Et il le voulait d'autant plus que le Corps législatif n'eût détrôné l'Empereur que pour donner le pouvoir à Thiers, tandis que la rue le transfèrerait à d'autres. Il inspira à la Gauche cette tactique de s'opposer à tout acte de violence contre la Chambre et de l'amener, par des intimidations et des cajoleries, à prononcer elle-même la déchéance. A toutes les époques il avait été l'inspirateur d'un journaliste par lequel il agissait sur le public sans se montrer. C'est du rédacteur en chef du *Temps*, Nefftzer, qu'il se servit alors. Il ne

pouvait avoir un auxiliaire plus délié, plus intelligent. Chaque matin Nefftzer se rendait chez lui au mot d'ordre, et le soir sa pensée se retrouvait dans le journal. A la veille de l'ouverture de la Chambre, Thiers lui avait fait conseiller le renversement du ministère que, depuis l'affaire Rochefort, il savait résolu à déjouer les tentatives subversives[1]. Le lendemain de notre renversement, il lui fit montrer le but prochain à atteindre : le renversement de l'Empire. Chaque trait de l'article, qui fut très remarqué, est creusé à fond. On y lit d'avance, nettement indiquées, les étapes qu'il va faire suivre à la Révolution.

« Dans l'état des choses, le ministère ne pouvait pas ne pas convoquer les Chambres; les Chambres une fois convoquées, il ne pouvait pas ne pas disparaître devant elles. Il a disparu dès hier. C'est un fait accompli, qui était inévitable, et sur lequel il n'y a pas à revenir. Mais la responsabilité du cabinet n'était pas seule engagée. L'Empereur a voulu la guerre, et il en a dirigé les opérations. Il n'a pas été heureux; il est responsable de droit et de fait; il l'est de par la Constitution, et à ce point de vue du moins, la proposition présentée hier par M. Jules Favre n'avait rien d'inconstitutionnel; mais, à un autre point

1. Et. Nefftzer : « Il nous paraît difficile que la Chambre se réunisse, sans qu'il en résulte aussitôt, par le concours de tous les patriotismes et l'oubli de toutes les divisions, la constitution d'un nouveau cabinet, capable de répondre avec énergie à la seule pensée qui doit occuper tous les esprits. L'administration actuelle est compromise et insuffisante. Son devoir est de rendre compte et de s'effacer. »

de vue, elle était peut-être inutile, car l'Empereur l'avait en quelque sorte devancée; il s'est, en effet, démis du commandement : il s'est effacé; il a cédé à un autre la chance de réparer nos désastres. Or, comme la défense nationale et le salut du pays sont l'unique affaire du moment, *il s'ensuit que la fonction impériale se trouve*, *quant à présent*, *sans emploi*, *et est comme suspendue*. Nous ne voulons pas dire que cela soit bien ni que cela soit mal; nous ne disons pas non plus que cela doive durer. Nous disons simplement que cela est, quant à présent, et que c'est une conséquence de la situation. Reste la Chambre, qui a également engagé sa responsabilité, mais qu'il faut prendre telle qu'elle est, parce qu'on ne peut pas se passer d'elle, et qu'il serait insensé de parler en ce moment d'élections générales. Mais la Chambre n'a montré hier qu'une conscience incomplète des nécessités qui s'imposent. *Elle n'a fait que la moitié de sa tâche en renversant le Cabinet*. Elle eût dû tirer elle-même la nouvelle administration de son sein. Sans doute, elle se fût écartée des formes constitutionnelles; mais tout le monde conviendra que la Constitution n'a pas été faite en vue des circonstances imprévues et extraordinaires où nous nous trouvons. » (*Temps* du 10 août.)

CHAPITRE XVI

A PARIS. JOURNÉES DES 10 ET 11 AOUT
LE MINISTÈRE DU SUICIDE

I

Le chef du nouveau cabinet, Cousin Montauban, comte de Palikao, mérite d'être étudié de près. Son nom avait été incertain. Dans les annuaires du temps, vers 1840, il est inscrit tantôt sous celui de Cousin, puis sous celui de Cousin dit Montauban, puis Cousin-Montauban; enfin il devient Cousin de Montauban par décret du 16 mai 1863. Son père était officier dans la Garde royale d'où il sortit en 1785 après s'être cassé la jambe; sa mère était la fille du dernier gouverneur de la Bastille, de Launay. Il était né à Paris le 27 juin 1796 et avait épousé en 1822 une demoiselle Élisabeth-Victorine Thurot. Il était d'une taille élancée, d'une tournure svelte, d'aspect agréable, la physionomie intelligente, pétillante d'audace et même de quelque chose de plus, qui ressemblait à de la fanfaronnade. Il portait en 1870 une petite moustache, la mouche, et avait les cheveux tout blancs.

La carrière de tous les généraux placés à la tête de nos armées était d'ordinaire limpide. Ils avaient gagné leurs grades plus ou moins vite, mais régulièrement, par une vie de devoir et de courage, sur laquelle ne planait aucun nuage. La vie de Cousin de Montauban est pleine d'orages et d'énigmes. Admis dans les Gardes du Corps de Monsieur le 16 juillet 1814, sous-lieutenant au 3e régiment de cuirassiers le 13 décembre 1815, détaché à l'École de cavalerie de Saumur de 1816 à 1818, il est rayé le 12 août 1818, probablement pour quelque peccadille de jeunesse, dont la gravité néanmoins ne fut pas telle qu'il ne fût réintégré dans son grade le 5 janvier 1820. Sa carrière se poursuit régulièrement, à travers divers corps, jusqu'en 1828, où il était lieutenant stagiaire détaché au 1er Grenadiers à cheval de la Garde Royale. Mais le 12 octobre 1828 il est mis en réforme sur le rapport du maréchal Mac-Donald. Les officiers peuvent être mis en réforme soit pour faute contre la discipline, soit pour faute dans le service, soit pour faute contre l'honneur; un officier mis en réforme cesse complètement d'appartenir à l'armée, il est rendu à la vie civile. Quel est le motif qui a fait ainsi exclure Montauban de l'armée? Ce n'est certainement pas un motif politique, car Montauban ne s'associait à aucune lutte du temps, et les corps dans lesquels il servit indiquent bien que ses opinions étaient royalistes comme celles de sa famille. On m'a raconté la cause de cette grave mesure, mais tous ces témoi-

gnages étant indirects et venant de seconde et de troisième main, je m'en tiens au silence des états de service et je passe outre. Après la révolution de Juillet, grâce à l'amitié du colonel de L'Étang, il réussit à être réintégré avec son ancien grade de lieutenant dans le 2e régiment de chasseurs qui venait d'être créé à Oran; il devint capitaine-adjudant-major le 30 septembre 1832. Le régiment était sous le commandement du colonel Oudinot, fils du maréchal duc de Reggio, quand le gouvernement retira aux troupes à cheval de l'armée permanente d'Afrique certains avantages qu'il maintenait à l'infanterie. Le 1er et le 3e chasseurs d'Afrique ne soufflèrent mot, mais le 2e, mal tenu en mains par son faible colonel, se mit en pleine révolte. Les mutins réduits à l'obéissance, les mesures de répression furent ordonnées, et les six capitaines commandants mis en retrait d'emploi. Montauban fut traduit devant un conseil de guerre. Il obtint son acquittement par la minorité de faveur (3 voix acquittant, 4 condamnant). Un maréchal des logis moins heureux que lui fut condamné et fusillé. A la suite de cette affaire, Montauban, mis en non-activité (18 janvier 1835) ne rentra dans le service actif que par un événement imprévu dont il sut profiter.

Le général Trezel, commandant la division d'Oran, avait voulu prévenir le retour des hostilités qu'Abd-el-Kader méditait en rompant la trêve conclue avec le général Des Michels; il s'était porté en avant, avec ses faibles troupes,

dans la direction de Mascara. Au premier engagement très meurtrier, où le colonel Oudinot fut tué, Trezel un peu démoralisé avait changé de direction et marché vers l'Est. Attaqué par Abd-el-Kader avec des forces considérables, rejeté dans les marais d'où il eut grand'peine à sortir, il se réfugia dans le petit port d'Arzeu en traînant péniblement de nombreux blessés et un convoi peu mobile. Il demanda au gouverneur de lui envoyer des bâtiments pour ramener toutes ses troupes par mer à Oran. Le gouverneur y envoya aussi son directeur général des affaires arabes, le commandant La Moricière. Nos fidèles alliés les Douairs et les Smélas affirmaient qu'Abd-el-Kader avait licencié ses contingents et que la route d'Arzeu à Oran (environ sept lieues) était absolument libre; ils proposèrent à La Moricière de l'y escorter avec trois cents chevaux. La Moricière accepta. Montauban lui demanda à l'accompagner dans ce voyage qu'on croyait dangereux. La demande fut agréée; aucun incident fâcheux ne se produisit. La Moricière fit ressortir l'acte de dévouement et demanda que Montauban fût récompensé par sa réintégration au 2e chasseurs d'Afrique. Cette faveur qui lui fut accordée s'étendit à tous ses compagnons d'infortune (1835).

Après le combat de la Sickak, sur la proposition du général Bugeaud, il fut nommé chef d'escadrons à la formation du corps des Spahis d'Oran (4 septembre 1836) dont le lieutenant-colonel Yusuf prit le commandement. Humilié d'être sous

les ordres d'un officier indigène, d'origine inconnue, dont l'avancement extraordinaire semblait dû plus à la faveur qu'au mérite, il se mit en pleine opposition. On ne sait comment cela aurait fini si l'intervention d'un simple cavalier du 3e escadron, Fleury, secrétaire de Yusuf, qui déployait là ces qualités de tact, de finesse et d'urbanité persuasive, si bienfaisantes partout où il a passé, ne s'était employé à adoucir les chocs entre ses deux supérieurs. En juillet 1841 une altercation plus violente se termina par un tel manque de déférence de la part de l'inférieur, que le colonel Randon soumit l'affaire au jugement du général La Moricière. Celui-ci se montra favorable à Montauban. Mais Bugeaud le fut à Yusuf et il détacha Montauban du régiment pour un service spécial.

Les spahis rendirent tant de services dans la campagne de Mascara que les corps indigènes furent remaniés, et, sous le nom de cavalerie indigène, portés à vingt escadrons confiés à Yusuf nommé colonel. Montauban ne figurait point parmi les officiers du nouveau corps : c'était une disgrâce complète. Mme de Montauban supplia Fleury d'obtenir de Yusuf l'oubli du passé. Yusuf, généreux, amena Bugeaud, sur lequel il avait de l'influence, à réintégrer Montauban en qualité de chef d'escadrons au corps de cavalerie indigène, puis à le nommer peu après lieutenant-colonel (1843). Il fut nommé colonel du 2e régiment de spahis, le 5 août 1845 et, par une suite d'avancements en récompense

de ses actions d'éclat et des mises à l'ordre général de l'armée, il devint général de division à Oran le 28 décembre 1855.

A Tlemcen il avait eu, sous ses ordres, comme chef du bureau arabe, le capitaine Doineau, accusé plus tard de malversations et de l'assassinat de Si Mohamed-ben-Abdallah, aga des Beni-Sous. Les deux anciens amis eurent à l'audience des explications vives[1]. Quelques soupçons en rejaillirent sur Montauban; il fut mis en disponibilité (1857). Mais il trouva un protecteur dans son jeune sous-lieutenant d'autrefois, Fleury, devenu un personnage considérable. Il en fut quitte pour un renvoi à Limoges (13 janvier 1858). Là il fit une démarche étrange à laquelle, néanmoins, il ne convient pas d'attacher d'importance, car elle ne fut que la boutade d'un mécontentement passager. Il se présenta chez Jules Simon et lui demanda s'il était chargé de centraliser les secours pour les exilés. « Pourquoi cette question? répond Jules Simon : si vous ne m'aviez assuré que vous êtes le général Montauban, je vous aurais pris pour autre chose. Quoi qu'il en soit, c'est vrai, je suis chargé de cette mission et je pars dans quelques jours. — Eh bien! je voudrais vous donner un message pour le général La Moricière. — J'écoute. — Dites-lui que s'il monte à cheval il peut compter sur moi, je suis prêt à le suivre. — Vous avez quitté

1. Cette affaire Doineau est restée entourée de mystère. Condamné à mort, il vit d'abord commuer sa peine et, deux ans après sa condamnation, il fut mis en liberté.

l'armée? demanda Jules Simon. — Non. — Alors je ne ferai pas votre commission[1]. »

Fleury, toujours empressé à le servir, lui fit obtenir le commandement de l'expédition de Chine, à défaut de Trochu, « faiseur d'embarras » qui avait posé des conditions impossibles (13 novembre 1859). Thiers a constamment déclaré que cette campagne, entourée de hasards, était un chef-d'œuvre. L'éloge n'est pas exagéré. Militairement la campagne était facile puisqu'on avait devant soi un adversaire lâche, pas armé du tout, et qui n'offrait ni de près ni de loin ces résistances que nous trouvions dans les Arabes d'Afrique. Ce n'était pas une vraie guerre, c'était un coup de main. Mais un coup de main tenté à cette distance, au milieu d'une multitude immense de peuple, exigeait une énergie, une décision, une prudence hardie, un sang-froid, une habileté rares, surtout aux côtés d'un allié ombrageux. Montauban déploya toutes ces qua-

1. Après les événements de 1870, Jules Simon vint me rejoindre à l'Académie. Pendant longtemps nous ne nous saluâmes même pas. Un jour, que je fis un discours sur je ne sais plus quoi, il s'approcha de moi, me tendit la main et me dit : « Cela me rappelle le temps des Cinq. » J'acceptai sa main et dès lors reprirent entre nous des relations aussi naturelles qu'elles l'étaient autrefois. Il m'arrivait souvent, au sortir de nos séances, de l'accompagner à pied jusqu'à sa demeure place de la Madeleine, pour jouir de sa conversation qui était aussi variée, aussi spirituelle, aussi remplie d'observations et de faits que celle de Thiers. C'est dans une de ces promenades qu'il me raconta cette anecdote que je lui fis redire quelques jours plus tard et que j'ai notée pour ainsi dire presque sous sa dictée.

lités à un degré supérieur. La gloire qu'il acquit là eût été sans mélange si elle n'avait été gâtée par l'incendie et le pillage du Palais d'Été. On a répandu là-dessus des histoires fantastiques. « Il a mis la main sur le magot », disait Pélissier. C'était, au moins, exagéré. Palikao n'avait pas mis la main sur le magot : il s'était efforcé d'empêcher l'envahissement du Palais d'Été et quand il fut débordé, il ne s'abstint pas plus que les autres d'emporter quelques objets, entre autres un collier de perles dont il fit don à l'Impératrice après l'avoir fait convertir en chapelet. Mais sa fortune resta aussi nulle qu'elle était auparavant.

L'Empereur voulut le récompenser largement : il pensa le faire maréchal de France, mais le général ne remplissait pas les conditions réglementaires. Il le créa comte de Palikao, sénateur, et enfin proposa en sa faveur au Corps législatif une dotation de 50 000 francs. On trouva que la récompense excédait le mérite et qu'il y avait quelque exagération à faire honneur à Montauban de la conquête de la Chine, parce qu'il avait vigoureusement exécuté un coup de main sur Pékin et sur une armée de fantoches ; l'Opposition trouva là l'occasion d'être désagréable à l'Empereur et elle ameuta contre le projet ; l'Empereur, craignant un échec, le retira et alloua au général une somme de 589 500 francs prélevée par un virement irrégulier sur l'indemnité de Chine[1]. Le 22 juin 1865 il le nomma au

1. Voir *Empire Libéral*, t. IV, p. 522 et t. V, p. 319.

commandement de Lyon. Néanmoins l'envie du bâton ne cessa de le hanter : à la mort de Regnauld de Saint-Jean d'Angély, il fatigua tellement de ses sollicitations directes et indirectes, se prévalant même du témoignage de Thiers, que l'Empereur s'en débarrassa en hâtant la nomination de Le Bœuf. Il était encore à Lyon d'assez méchante humeur lors de la déclaration de guerre.

Palikao représentait un des types accomplis du général africain, et possédait au plus haut degré les qualités de résolution, d'audace, de sang-froid qui distinguaient les meilleurs d'entre eux. On ne disait pas de lui qu'il était l'ordre et le contre-ordre; il ne connaissait pas les hésitations; il allait droit au but qu'il s'était assigné jusqu'à ce qu'il l'eût atteint; il n'avait pas eu l'occasion, comme la plupart de ses frères d'armes, de pratiquer la grande guerre, puisqu'il n'avait participé ni à la guerre de Crimée, ni à celle d'Italie et que ce n'est pas en Chine qu'il avait pu l'apprendre; mais certainement, quoiqu'il fût déjà appesanti par ses 74 ans, s'il eût été à Bitche, à la place de Failly, ou à Forbach, à la place de Frossard, nous n'eussions pas éprouvé ce jour-là deux défaites. Allait-il maintenant se révéler grand stratège et organisateur de la victoire? On voulait l'espérer. Ce dont personne ne doutait, c'est qu'il serait absolument incapable de pourvoir aux exigences de la politique intérieure et de tenir en main une assemblée. A cause de cela le choix de ses collaborateurs était d'impor-

tance majeure. Nous allons voir ceux qu'on lui donna.

II

Schneider, pendant la séance du 9 août, n'avait pu agir aux Tuileries que très indirectement. La séance levée il se rendit auprès de l'Impératrice et discuta, avec elle et Palikao, les conditions d'un nouveau cabinet. On fut d'accord à reconnaître qu'il ne pouvait être question d'un cabinet Trochu. Palikao s'étant réservé le portefeuille de la guerre et la présidence du Conseil, aucune situation ne restait à offrir au général atrabilaire, que l'insolence hostile de ses refus ne permettait pas d'aborder derechef. Schneider ne voulait pas davantage entendre parler de Duvernois, à cause de son mauvais renom, ni de Jérôme David parce qu'il le détestait. Si on les prenait il menaçait de sa démission. Ce qu'il voulait, c'est un ministère de Centre gauche dont le pivot eût été l'ami Magne, autour duquel il aurait groupé Daru, Buffet, Talhouët, Brame et peut-être Latour-Dumoulin.

L'Impératrice fut épouvantée. « M. Schneider, télégraphie-t-elle à l'Empereur, me met le couteau sur la gorge pour un ministère presque impossible. » En effet, ce ministère eût été la bride sur le cou de la Gauche, laissée libre de recruter ses soldats et de les armer, l'abandon de toute mesure préventive ou répressive sous prétexte de liberté, le télégraphe ouvert sans con-

trôle aux dépêches espionnes, la glissade sans frein à l'abîme. L'Impératrice disait juste : c'était un ministère impossible : il eût fallu l'appeler *le ministère des dernières prières*. Cependant, intimidée par les menaces de retraite de Schneider, elle l'autorisa à faire des démarches auprès du Centre gauche, étant bien convenu que Palikao, pendant ce temps, en tenterait ailleurs. Il devait venir à la Présidence à 10 heures du soir, rendre compte de ses opérations et arrêter une liste à insérer au *Journal officiel*.

Les principaux membres du Centre gauche, Daru, Buffet, Talhouët, refusèrent de se prêter au triste rôle auquel l'aveuglement de Schneider les conviait, et Schneider vint au rendez-vous de dix heures sans aucune liste. Palikao n'y vint pas du tout. Schneider l'attendit jusqu'à deux heures du matin. A huit heures on lui remit ce billet apporté par le général à quatre heures : « Monsieur le Président. — J'ai l'honneur d'annoncer à V. E. que, réfléchissant plus mûrement à la responsabilité qui pèse sur moi, au milieu des circonstances actuelles, j'ai modifié la liste dont je vous ai donné connaissance. Cette liste, approuvée par S. M. l'Impératrice Régente, sera insérée au *Journal officiel* de ce jour. J'espère que V. E., dont le dévouement à S. M. l'Empereur m'est bien connu, voudra bien continuer à me prêter son concours dans la tâche officielle que j'ai à remplir. — Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments de haute considération. »

La modification consistait à placer Jérôme David à l'Intérieur et Duvernois au Commerce; on conservait les Finances à Magne mais l'impertinence n'était pas déguisée et Schneider la ressentit. « Voici le commencement de la fin, dit-il à Bouilhet, l'ère des maladresses et des folies. J'attendrai que l'Impératrice m'appelle pour retourner aux Tuileries. » Puis il ouvrit le *Journal officiel* et n'y trouva aucun ministère.

A mon réveil j'avais reçu aussi un billet de Palikao daté de cinq heures du matin dans lequel il m'envoyait la liste des ministres en me demandant mon concours et celui de mes amis.

Comme Schneider je fus surpris de ne pas trouver dans le *Journal officiel* la liste communiquée. Je me rendis aussitôt chez le général. Il m'expliqua que le retard de l'insertion tenait aux hésitations manifestées par Magne au dernier moment, mais qu'il ne doutait pas qu'elles seraient bientôt levées et qu'il pourrait donner connaissance à la tribune du nouveau cabinet. Je lui fis une recommandation unique : c'est de faire voter d'urgence toutes les lois nécessaires et de congédier aussitôt la Chambre. Je lui expliquai la procédure que j'avais innovée et comment, par un simple décret à l'*Officiel*, il pourrait la proroger sans être exposé aux scènes d'une séance publique. Il ne répondit ni oui ni non et parut surtout ne pas saisir l'importance du conseil.

Du reste il n'était pas dans le vrai plus que

Schneider et sa combinaison ne valait pas mieux que l'autre; il était aussi peu sensé de s'adresser à la menue monnaie du régime autoritaire qu'aux résidus du Centre gauche. Une seule combinaison était pratique, prévoyante, efficace, c'était un ministère vigoureux composé, Rouher à part, des dévoués de la première heure dont on n'avait à craindre ni désertion, ni pusillanimité. Ces hommes étaient là, prêts à se donner; il n'y avait qu'un signe à leur faire et en peu d'instants on aurait eu le vrai ministère de circonstance : Granier de Cassagnac, que sa courageuse conduite dans la séance du 9 août indiquait; Persigny, plus bonapartiste que les Bonapartes; Haussmann, Pinard, Forcade. C'était le ministère que j'eusse conseillé si l'Impératrice m'eût consulté. Il aurait pris les mesures nécessaires, renvoyé le Parlement, mis la main sur les conspirateurs, supprimé les journaux révolutionnaires, écrasé la révolution, assuré la cohésion de la résistance à l'ennemi, et la patrie eût été sauvée par eux comme elle l'eût été par nous.

Les Nefftzer et les petits journalistes eussent crié à la réaction, mais cela n'eût pas mordu sur le public. Il se souciait peu en ce moment de la liberté, du Centre gauche, du Centre droit, de toutes ces idées qui naguère le passionnaient. Il n'avait qu'une pensée : l'ennemi approche, vite des hommes d'énergie qui l'arrêtent! Ce n'était pas un coup d'État qu'il redoutait, c'était un effondrement de faiblesse; ce n'était pas,

comme Schneider l'avait dit, des hommes inspirant confiance à l'opinion, ce qui voulait dire appartenant au Centre gauche, qu'il fallait choisir, c'était des hommes inspirant la terreur aux auxiliaires de l'étranger. Et le reproche de réaction eût produit d'autant moins d'effet que j'aurais adhéré au nouveau Cabinet par un manifeste public. La Droite m'avait refusé sa force; plus patriote, je lui aurais donné la mienne et à la force autoritaire se serait jointe la force libérale. Mais comment attendre cette lucidité courageuse de la part de pauvres cerveaux persuadés qu'en créant des boucs émissaires ils domineraient tous les périls? Ils ne s'adressèrent qu'à Haussmann, et il répondit qu'il n'accepterait qu'à la condition que l'Empereur rentrerait à Paris. L'Impératrice étant de plus en plus contraire à l'idée de ce retour, Haussmann fut écarté[1].

Ils continuèrent donc à s'acharner à leur liste et toute la matinée du 10 août fut employée à triompher des hésitations de Magne. Ce fervent libéral ne voulait pas faire partie d'un ministère dans lequel ne siégerait aucun Daru, pas même un Latour-Dumoulin; il ne lui plaisait pas d'être le collègue de Duvernois dont il avait naguère dédaigneusement refusé l'accession; il n'admettait pas que le portefeuille principal fût confié à un ennemi de Schneider; enfin il estimait qu'il était mieux de ne pas entrer dans une mai-

1. Ce fait m'a été plusieurs fois rapporté par Imbert de Saint-Amand à qui Haussmann l'avait raconté.

son qui menaçait ruine. Malgré tous les efforts, Magne persistait dans ses refus, et la combinaison dont il était un des pivots semblait devoir être abandonnée.

L'Impératrice, à qui on avait tant dit « que rien ne serait plus facile que de nous remplacer », ne savait plus qui entendre. Segris vint lui demander quelques signatures de liquidation. Il m'a raconté ainsi cette entrevue : « Notre retraite avait été prise par elle avec un empressement si peu dissimulé que je ne m'attendais qu'à des compliments de condoléance satisfaits. Je la trouvai profondément triste, d'autant que le ministère sur lequel elle avait compté rencontrait des difficultés. M. Magne refusait les Finances, et cependant on lui avait affirmé son concours. Je ne lui dissimulai pas l'urgence inexorable de pourvoir à la vacance; le cours forcé des billets, l'emprunt, etc., n'admettaient pas un seul jour de retard. Elle m'adressa quelques bonnes paroles en me tendant la main et m'exprima le regret de se séparer de nous. « M. Ollivier, dit-elle avec émotion, a été si bon « pour nous ! » Ses yeux étaient fatigués de larmes, mais son courage restait inébranlable[1]. »

III

A une heure de l'après-midi, à l'ouverture de la Chambre, Schneider n'avait reçu aucun

1. Lettre de Segris à Émile Ollivier, 4 novembre 1871.

appel de l'Impératrice. Il lui envoya Bouilhet : « Le Président me charge de dire à Votre Majesté que l'heure des susceptibilités personnelles est passée. Après mûre réflexion il restera à son poste, quel que soit le ministère dont Votre Majesté fasse choix. Il s'y conduira jusqu'au bout avec dévouement et fidélité. Mais il décline toute responsabilité dans les choix qui vont être faits. Il insiste surtout pour la très prompte constitution du ministère. » L'Impératrice répondit : « Veuillez remercier M. Schneider en mon nom et au nom de l'Empereur de la nouvelle marque de dévouement qu'il nous donne. Je n'attendais pas moins de lui. »

Cependant Magne ne se décidait pas et il était venu dans les couloirs du Corps législatif protester qu'il ne s'était nullement engagé envers l'Impératrice. Les députés, mécontents de n'avoir pas trouvé de liste ministérielle au *Journal officiel*, murmuraient. Enfin Conti et Palikao accoururent et proposèrent à Magne une transaction : Jérôme David serait subordonné, passerait de l'Intérieur aux Travaux publics ; le Préfet de la Seine, Chevreau, prendrait l'Intérieur. Magne hésitait toujours ; on ne savait si Chevreau accepterait; Jules Brame faisait des façons ; Busson-Billault tergiversait ; La Tour d'Auvergne ne répondait pas. Il fallait en finir : Palikao, laissant chacun à ses perplexités, sans attendre leur dernier mot, fit un coup hardi de soldat et forma son ministère à la baïonnette : il monta à la tribune où il débuta par une gasconnade qui eut

beaucoup de succès. Quelques voix ayant crié : *Plus haut !* il dit : « Je vous demande, Messieurs, la permission de ne pas parler plus haut, pour un motif que vous apprécierez : il y a vingt-cinq ans j'ai reçu une balle qui m'a traversé la poitrine et qui y est encore. » Puis, il fit connaître les noms des membres du Cabinet. *Guerre* : Palikao. *Intérieur* : H. Chevreau. *Finances* : Magne. *Justice* : Grandperret. *Commerce* : Clément Duvernois. *Marine* : Rigault de Genouilly. *Travaux publics* : Jérôme David. *Affaires étrangères* : La Tour d'Auvergne. *Président du Conseil d'État* : Busson-Billault. *Instruction publique* : Brame. Le ministère des Beaux-Arts n'est pas encore pourvu. (*Trois heures.*)

Aucun des ministres ne protesta contre l'acte de violence qu'ils paraissaient subir.

Lorsque j'entendis ces noms, je fus consterné, tant ils me parurent au-dessous de la tâche que les événements leur imposaient et hors d'état de suppléer à l'insuffisance politique et parlementaire de leur chef. Busson-Billault, sûr, actif, intelligent, homme d'affaires expérimenté, orateur agréable et disert, n'était pas préparé aux actes vaillants et au maniement des grandes affaires. Chevreau, administrateur habile, homme d'esprit et de tact, de relations aimables, préférait les douceurs épicuriennes de la vie commode à la fatigue des luttes. Brame n'était qu'un hâbleur madré et sans consistance qui n'avait aucun dévouement à donner à qui que ce soit. On savait de reste que Magne était décidé à ne pas

sortir de sa spécialité financière et qu'il avait toujours évité de se lancer dans le branle-bas des combats. La Tour d'Auvergne, moribond, découragé, n'avait plus, malgré sa bonne volonté, d'activité à consacrer à un office public. Grandperret, plumitif glacé et inerte, n'était capable que d'aligner des phrases bien faites qu'il récitait pompeusement : après le 4 septembre, il s'est vanté auprès des vainqueurs de sa modération! Jérôme David, ancien officier, bravache élégant, posant pour le foudre de guerre, s'était donné le renom d'un type d'intrépidité, mais il n'avait convaincu personne de ses capacités intellectuelles et sa déclaration « que nous n'étions pas prêts » faisait douter à la fois de son discernement, de sa véracité, de son patriotisme. Duvernois, homme de sac et de corde, était prêt à toutes les audaces, même bonnes. Cependant, quoique aucun scrupule ne le troublât, les compromissions avec la Gauche, auxquelles l'avait poussé sa passion de nous renverser, ses récentes manifestations en faveur de la permanence de la Chambre et de l'armement universel, ne seraient pas sans le gêner. Doué, la plume à la main, d'un très remarquable don d'exposition et de polémique, il ne valait guère plus que Latour-Dumoulin à la tribune.

Deux noms n'auraient pas dû se trouver sur cette liste, ceux de Grandperret et de Chevreau. La sécurité des relations hiérarchiques avait amené l'Empereur à poser cette règle qu'aucun chef de service ne succéderait à son ministre :

c'est ainsi qu'après l'éloignement de Delangle du ministère de la Justice, il avait refusé de lui donner pour successeur le procureur général Chaix d'Est-Ange, et que Dupuy de Lhôme, directeur des constructions navales, n'avait pu obtenir le ministère de la Marine, quoiqu'il l'eût plus d'une fois convoité.

Ce ministère, sauf un nom, était la monnaie de billon du régime autoritaire; n'eût-il pas mieux valu en prendre les grosses pièces? Il était le plus faible de tous ceux constitués sous l'Empire quoique, à côté et au-dessus de Palikao, il eût un autre chef, Rouher, redevenu vice-empereur *in partibus*, dont la prépotence occulte n'était plus contre-balancée par l'autorité de l'Empereur, mais qui, en dehors du Parlement, n'était pas une force parce qu'il n'était pas une clairvoyance. Par l'esprit et le tempérament de ses membres, ce cabinet ne différait guère de ce qu'eût été le ministère des dernières prières de Schneider : c'était le ministère du Suicide.

Palikao fut accueilli par une double salve d'applaudissements au Sénat. Toutefois une protestation s'éleva contre ce qui s'était passé au Corps législatif. Un honnête homme, qui n'avait aucune relation avec aucun de nous, un bonapartiste véritable, Larrabit, s'écria : « J'ai la plus grande confiance dans le ministère qui va être présidé par M. le comte de Palikao, mais il faut être juste : j'avais aussi confiance dans le ministère précédent. Il vient d'être renversé

par un coup de majorité, qui provient d'hostilités que je ne veux pas qualifier. *Pourtant il n'est pas responsable des malheurs qui ont frappé notre armée.* »

Il fallut songer à remplacer à Paris Baraguey d'Hilliers dont on n'était pas sûr. « Ce sont les femmes qui vont commander, avait-il dit, ce n'est pas mon affaire [1]. » On savait ce propos et naturellement il n'avait pas augmenté la confiance qu'il n'avait jamais inspirée. Lui-même, sentant la fausseté de sa situation et ne voyant pas les événements en optimiste, désirait s'en aller. Il avait rencontré Palikao au sortir du Corps législatif et lui avait dit : « Mon général, vous vous êtes chargé d'une grosse corvée; quant à moi, je voudrais bien être débarrassé de celle que j'ai en ce moment. » L'embarras était de trouver son successeur. On pensa au général d'Autemarre, commandant de la garde nationale, mais, comme il inspirait confiance à ses gardes nationaux, on craignit en le déplaçant de s'affaiblir. L'Impératrice demanda Canrobert à l'Empereur. « En me l'envoyant, lui télégraphiait-elle, vous me donnerez un homme dévoué dont je manque absolument. Dans quarante-huit heures, je serai trahie par la peur des uns et par l'inertie des autres. » Canrobert reçut l'ordre de remettre son commandement et de se rendre à Paris. Il y fut le 10 août à onze heures du soir, mais ne remit pas son commandement, et il

1. Le propos m'a été raconté par le duc d'Aumale.

chargea son chef d'état-major de lui télégraphier aux Tuileries même, si son corps d'armée recevait l'ordre d'aller à Metz. L'Impératrice le pressa de demeurer près d'elle. Il refusa. Il était à se débattre lorsqu'il reçut de Châlons l'avis que son corps était rappelé à Metz : « Maintenant, dit-il à l'Impératrice, il est impossible que je reste, il semblerait que je me dérobe au danger. » L'Impératrice ne trouva pas la raison sérieuse. Qui donc aurait eu la pensée de suspecter un tel vaillant de fuir un danger? On s'en remit à Palikao qui fut de l'avis du maréchal. Celui-ci repartit le lendemain à cinq heures du matin. Avant de partir il rendit visite à Baraguey d'Hilliers. « Eh bien ! vous venez me remplacer? — Mais pas du tout. — Oh ! je ne m'en fâcherais pas, je suis trop vieux et je ne veux pas rester. »

A défaut de Canrobert, Palikao proposa Trochu ; le Conseil n'en voulut pas ; on se rabattit alors sur le général Soumain.

Celui-ci se rendit avec le général de Montebello à la Division. Le maréchal était dans son cabinet. « Nous avons une commission pénible à remplir auprès de vous, monsieur le maréchal, dit Soumain. — Parlez, parlez toujours. » Le général, très embarrassé, se jette en toutes sortes de circonlocutions et d'excuses. « Parlez donc, fait le maréchal impatienté. — Eh bien ! vous êtes remplacé. Voilà le décret. » Il montra un chiffon de papier sur lequel était écrit de la main de la Régente : « Le général Soumain remplace le ma-

réchal Baraguey d'Hilliers comme gouverneur de Paris. » — « Je vous félicite, Soumain, dit le maréchal. Vous me faites un grand plaisir et je suis étonné d'être resté aussi longtemps ici[1]. » Ainsi Baraguey d'Hilliers fut en fait congédié, mais il convient d'ajouter qu'il voulait s'en aller. Trochu fut nommé commandant du 12e Corps en formation à Châlons : ce qui impliquait, vu son ancienneté, qu'au cas d'un malheur arrivé à Mac-Mahon il prendrait le commandement de l'armée.

IV

La Chambre, soit sur la proposition du ministère, soit sur celle des députés, vota une série de mesures excellentes. Celles financières que nous étions décidés à prendre, mais dont l'urgence ne nous avait pas été encore démontrée, furent très bien combinées : la Banque fut autorisée à suspendre ses paiements en espèces, et ses billets eurent à la fois le cours légal et le cours forcé. Cette mesure de salut public fut décrétée avec les deux conditions qui la rendent sans péril : la limitation des émissions afin que la planche aux assignats ne fût pas rétablie ; les petites cou-

1. Récit de Mme de Damrémont sœur de Baraguey d'Hilliers. Ce qu'on a raconté de l'intervention de la princesse Mathilde, des reproches de lâcheté qu'elle aurait adressés au maréchal, tout cela est faux. Baraguey d'Hilliers était de ceux qui ne permettent pas même à une femme de le traiter de lâche.

pures afin que les transactions ordinaires ne fussent pas entravées. La limite des émissions, fixée d'abord à 1 milliard 800 millions, fut portée à 2 milliards 400 millions pour la Banque de France, et de 18 millions à 24 pour la Banque d'Algérie ; des coupures de 25 francs furent autorisées dans les deux banques. Les échéances ne furent pas prorogées, mais les protêts et les poursuites pour non-paiement furent suspendus pendant un mois d'une manière générale, et pendant toute la durée de la guerre, contre les citoyens présents sous le drapeau[1].

Les économistes se montrèrent peu favorables à ces mesures. L'expérience les a pleinement justifiées, et il faudrait les reprendre sans hésiter dans une occurrence pareille. Grâce à elles, m'a répété souvent mon ami le génial financier Henri Germain, la secousse financière de 1870 a été supportée sans désastres ; la banque n'a rien perdu par suite du retard légal des poursuites.

Les mesures pour l'armement de la nation furent également très bien prises. Les anciens soldats de vingt-cinq à trente-cinq ans, non mariés ou veufs sans enfants, furent rappelés immédiatement sous les drapeaux, et le contingent de 1870 tout entier pour la durée de la guerre. Les hommes valides de tout âge furent autorisés à contracter pendant la durée de la guerre des engagements volontaires. Les an-

1. Le délai fut étendu postérieurement.

anciens militaires qui se présenteraient à titre de remplaçants seraient admis jusqu'à l'âge de quarante-cinq ans. Des secours furent assurés aux familles nécessiteuses des soldats. J. Simon, Pelletan, Gambetta eussent voulu qu'on supprimât l'exemption du service dont jouissaient les séminaristes et les membres des congrégations religieuses. Jules Favre revint sur l'armement de la garde nationale. Il importait « qu'on ne perdît pas une heure pour mettre entre les mains patriotiques du pays les armes qui serviront à repousser l'ennemi que le gouvernement a laissé entrer sur notre territoire [1] ». Cette proposition paraissait patriotique ; elle ne l'était pas. Donner des armes indistinctement à tous les citoyens, c'était paralyser la défense par le désordre au lieu de la fortifier par le nombre La nation armée n'est pas la nation ayant un fusil, c'est la nation sachant s'en servir. Jules Ferry, à propos de la suspension des journaux *le Réveil* et *le Rappel*, réclama la levée de l'état de siège : la levée de l'état de siège, c'était l'impunité assurée au dévergondage d'une presse où l'ennemi ne comptait que trop d'auxiliaires.

De telles mesures n'eussent été efficaces que pour préparer le renversement de l'Empire. La manière dont on les défendait ne l'eût que trop révélé, si cela n'eût été clair par soi-même. « Il faut une guerre républicaine », disait Gambetta le 11 août. La Chambre, encore maîtresse

1. Jules Favre, 10 août.

d'elle-même, repoussa la proposition de Jules Ferry sur l'état de siège et n'admit que partiellement celle de Jules Favre sur les gardes nationaux. Elle décida que la garde nationale serait rétablie dans tous les départements, mais que pendant la guerre l'organisation des bataillons existants serait maintenue, et que la distribution des armes serait faite d'abord aux gardes nationales des départements envahis, des villes mises en état de défense et des communes des départements mis en état de siège; les anciens militaires seraient les premiers enrôlés et armés.

Ces lois votées, Palikao aurait dû se rappeler le conseil que je lui avais donné et proroger la Chambre. Il fit le contraire, il en admit la permanence. Estancelin avait demandé que « tant que l'ennemi serait sur le sol de la France, la Chambre eût le devoir patriotique de ne pas se séparer ». Cette proposition reproduisait celle qu'après Waterloo La Fayette avait présentée comme le premier acte de la déchéance qui eût été votée si l'abdication ne l'avait prévenue. Elle était insurrectionnelle. La permanence enlevait à l'Empereur son pouvoir constitutionnel de proroger ou dissoudre le Corps législatif. Or, comme cette Chambre ne représentait la souveraineté nationale que dans la limite où elle lui avait été déléguée, c'est-à-dire pour l'exercice du pouvoir législatif seul, les députés n'avaient pas le droit de biffer un article d'une Constitution sanctionnée

par un plébiscite et de mutiler l'autorité de l'Empereur.

Le devoir du président était donc de ne pas la mettre aux voix, de la repousser par la question préalable. Si le président manquait à ce devoir, les ministres étaient tenus de le lui rappeler et de proroger la Chambre plutôt que de supporter cette usurpation. Mais Schneider aveugle, car on ne pouvait le supposer complice, la soumit aux votes et, le ministère ne soufflant mot, elle fut repoussée seulement à égalité de voix : 117 contre 117. En réalité, c'était une adoption, car il y avait 47 abstentions et, en pareil cas, le vote portant sur l'urgence signifie : « Nous adhérons en principe, mais c'est trop tôt. » Chose stupéfiante : parmi les abstentionnistes qui, en ne repoussant pas l'acte insurrectionnel, s'y associèrent, on comptait Duvernois et Jules Brame, deux ministres.

Encouragée par ce succès inattendu, la Chambre admit la permanence comme ne faisant plus de doute, et elle agit même comme si l'urgence en avait été votée. La proposition fut renvoyée à la commission d'initiative qui fit son rapport et conclut au renvoi dans les bureaux, où elle allait être sûrement votée. Alors Busson-Billault demanda aux députés de ne pas se déclarer en permanence, non point parce que c'eût été inconstitutionnel, mais parce que c'était inutile, attendu « qu'il n'entrait nullement en ce moment dans les intentions du gouvernement de se priver à aucun degré du concours des Chambres, qui

font son meilleur appui et qui sont la représentation du pays : il ne demande qu'un privilège, celui de combattre à leur tête ».

Estancelin enchanté retira sa proposition : « En présence de l'engagement que prend M. le Ministre, aux applaudissements de la Chambre, et, j'en suis sûr, aux applaudissements du pays, de s'appuyer sans cesse sur le Corps législatif et de le maintenir ici, non pas précisément en permanence, non pas avec l'obligation de séance quotidienne, mais cependant toujours à Paris, prêt à être réuni (*Voix nombreuses : C'est cela ! Très bien ! Très bien !*) sur la convocation de son président, je crois être d'accord avec mes honorables collègues en retirant notre proposition. (*Oui ! Oui !*) Je remercie M. le Ministre de la déclaration qu'il vient de faire au nom du Gouvernement, et j'en prends acte. » (*Très bien ! Très bien ! — Applaudissements prolongés.*)

Thiers reprit la concession qu'avait faite Estancelin de ne pas réunir la Chambre tous les jours. « Je n'hésite pas à déclarer, disait-il, que tous les jours à une heure déterminée il faut que nous soyons ici, ne fût-ce que pour y rester un quart d'heure. » — « L'intérêt de la France, ajoutait Picard, est d'ailleurs toujours à l'ordre du jour. »

CHAPITRE XVII

A METZ. EFFET DU RENVERSEMENT DU CABINET DU 2 JANVIER. DESTITUTION DE L'EMPEREUR

I

L'Empereur fut affligé de la chute du ministère : l'Impératrice avait donné trop de latitude à son autorisation d'opérer les changements nécessaires ; il avait cru qu'il s'agissait d'un changement partiel de personnes et non du renversement du Cabinet lui-même. Il avait accepté Palikao comme ministre de la guerre dans notre cabinet et non comme chef d'un cabinet nouveau destiné à remplacer le nôtre. Il mesura les conséquences du renvoi de ces ministres auxquels il était attaché, sur le dévouement desquels il comptait, et il se sentit frappé en eux. Le Bœuf était dans son cabinet à l'arrivée de la nouvelle. « Je ne sais pas ce qu'ils font à Paris, dit l'Empereur, ils perdent la tête ; ils ont renversé le ministère. » Et Le Bœuf lui demandant le nom des nouveaux ministres : « Ils ont pris Palikao. » Et

il lut les autres noms. « Quel ministère !... Que voulez-vous ! » ajouta-t-il, de l'accent d'un homme qui sent tout perdu et s'abandonne au destin. Et il rentra tristement dans sa chambre à coucher. « Ce n'est pas au milieu de la tempête, dit-il encore au prince Napoléon, qu'on change de pilote et d'équipage. »

Quelqu'un fut non moins indigné que l'Empereur, ce fut le général Changarnier. Il était arrivé à Metz le 8 août à neuf heures du soir. L'Empereur avait envoyé à la gare au devant de lui le marquis de Massa[1], et l'avait reçu aussitôt très cordialement. Le vieux général, étonné des mines allongées et des gémissements efféminés, alors que restaient tant de ressources, avait re-

1. Dans une *Vie de Changarnier*, par d'Antioche, il est dit que le vieux général arriva seul et alla, toujours seul, de la gare à la Préfecture à pied et que personne ne fut averti dans la chambre de l'Empereur qu'il fit prévenir par un valet de pied. Massa invoqua témoignage de Davillier qui remplissait les fonctions de Grand Écuyer à la place de Fleury. Celui-ci lui répondit le 10 août 1907 : — « Mon cher Massa, — Je regrette pour toi l'erreur de M. d'Antioche ; aussi je m'empresse de certifier que, comme Premier Écuyer, je t'ai donné l'ordre, vers neuf heures du soir, d'aller avec une des voitures de place affectées au service de la Maison, chercher à la gare de Metz le général Changarnier pour le conduire à la Préfecture. Quant à préciser la date du 8 ou 9, ma mémoire me fait défaut à cet égard. Je pense qu'avec ce mot, il ne peut plus y avoir d'incertitude de ton dire pour personne. — Amitiés sincères de ton vieux camarade.

« *Signé :* Comte DAVILLIER. »

C'est donc Massa et non un valet qui introduisit Changarnier auprès de l'Empereur.

levé les courages par quelques mots énergiques comme ces braves savent en trouver. Il était en civil ; chacun prit dans sa garde-robe une partie de costume plus ou moins adaptée à sa taille, et il eut un uniforme. « L'Impérialiste le plus dévoué n'aurait pas parlé avec plus de mépris que lui des membres de l'Opposition. Quant à M. Thiers, qu'il déclarait connaître à fond, il ne trouvait pas de termes assez violents pour qualifier son ambition malsaine et son activité révolutionnaire [1]. »

L'Empereur éprouva bientôt qu'il n'avait plus au ministère de véritables amis et que la Régente, hallucinée par les illusions de ses pauvres conseillers, croyant obéir à des intuitions de son cœur, secondait les pires imprévoyances d'une politique effarée aussi dépourvue de bon sens que de grandeur. Elle envoya un homme de son entière confiance, le capitaine de vaisseau Duperré, officier des plus séduisants et des plus persuasifs, ayant aux Tuileries son libre parler, expliquer à l'Empereur que son retour à Paris était impossible : « S'il revenait on lui jetterait à la face plus que de la boue. » Il devait en outre insister sur la nécessité de sacrifier sans retard Le Bœuf : l'opinion publique le rendait responsable des commencements malheureux de la campagne, des ordres et contre-ordres qui l'avaient compromise ; le prestige de l'Empereur ne resterait intact que si, en répudiant son

1. Jarras, *Souvenirs*, p. 77.

major général, on confirmait l'accusation publique. Enfin Duperré devait recommander de transmettre la direction de l'armée à Bazaine : lui seul inspirait confiance.

Sur le retour à Paris, l'Empereur était très perplexe. Il aurait pu dire : *Vorrei e non vorrei.* Connaissant mieux que personne son inaptitude physique à supporter les charges du commandement, il se sentait disposé à revenir aux Tuileries et à se remettre à la tête de son gouvernement ; mais il n'osait affronter la réprobation dont on le menaçait s'il rentrait en vaincu dans la capitale d'où son armée était sortie acclamée par l'espérance publique. Finalement il se montra coulant et promit de renoncer à quitter l'armée. Il consentit également à augmenter l'importance de Bazaine : il l'investit du commandement des 2e, 3e, 4e corps et de la Garde, et donnant à ce commandement général un caractère plus sérieux que n'avaient eu les précédents, il le remplaça à la tête du 3e corps par le général Decaen (9 août).

Mais il résista à ce qu'on lui demanda contre Le Bœuf. Il répéta noblement ce qu'il lui avait dit à lui-même : « Il n'a fait qu'exécuter mes ordres, je ne puis pas le désavouer, c'est impossible. Quoique j'aie sa démission entre les mains, je ne l'accepterai pas, d'autant plus que je n'ai trouvé encore personne à lui substituer. »

L'Impératrice, sur la suggestion de Duperré, insiste encore : il lui semble que le commandement qui vient d'être conféré à Bazaine, de toutes

les forces réunies sous Metz, rend inutile le maintien d'un major général. L'Empereur regimbe toujours : « Il n'y a aucun rapport entre les fonctions d'un major général et celles du ministre de la Guerre. Si je supprime, sans le remplacer avantageusement, le major général, l'armée pourra manquer de vivres, le corps de cavalerie de fourrages. Il faut ne rien connaître aux choses de la guerre pour penser qu'à la veille d'un combat je puisse supprimer le ressort le plus important de l'activité. » (10 août.)

Cet acharnement contre Le Bœuf était inique. Le Bœuf n'était pas coupable; il n'avait pas poussé à la guerre; il n'avait jamais dit dans le langage de caporal qu'on lui prête : « Il ne nous manque pas un bouton de guêtre. » Il avait donné l'assurance à ses collègues, aux députés, au pays, que nous étions en état de vaincre et qu'il avait foi en la victoire, et il n'avait pas tort. Si un grave retard fut la conséquence du changement malencontreux que le projet de mobilisation de Niel avait subi, on ne saurait le lui imputer, puisqu'il s'y était opposé de toutes ses forces. Arrivé à l'armée il avait discerné très nettement la conduite à suivre : du 28 juillet au 6 août, il n'avait cessé de montrer la Sarre et de demander qu'on la franchît ; après Spicheren et Wœrth il avait conseillé le mouvement offensif qui eût rétabli nos affaires. Si son impulsion avait été suivie il n'y aurait eu qu'un mot d'ordre, le mot sauveur : En avant ! Il n'a pas été l'auteur des ordres et des contre-

ordres démoralisateurs : il en a été la victime. On ne peut même lui reprocher d'avoir manqué de sincérité vis-à-vis de l'Empereur. Il l'aimait et lui était dévoué, et en toute circonstance il lui avait exprimé son opinion, beaucoup plus franchement que d'autres qui racontaient ce qu'ils n'avaient pas dit. En restant inaccessible aux considérations vulgaires dominantes dans les Conseils de la Régence, et en refusant d'appliquer à son major général la basse politique des boucs émissaires, l'Empereur témoignait une fois de plus de sa hauteur d'âme. Plût à Dieu qu'il eût montré la même fermeté dans la conduite de ses opérations militaires !

II

Le projet de se concentrer sur Metz et de former un second centre d'opérations à Paris sous Canrobert souleva encore plus d'objections que la retraite sur Châlons. Il paraissait déraisonnable de couper en deux des forces insuffisantes dans leur totalité et de recommencer une de ces disséminations dont nous avions tant souffert. L'Empereur en revint à la concentration totale à Metz, aussi complète qu'elle l'eût été à Châlons, et il prescrivit à Douay, Failly, Canrobert, Mac-Mahon de le rejoindre. Douay fut appelé de Belfort où il s'attardait à attendre une attaque annoncée et où la division Dumont, qui aurait dû le précéder à Metz, venait de le re-

joindre. On appela de Châlons d'abord une des divisions de Canrobert, puis, un peu plus tard, les autres. Failly ne reçut pas l'ordre formel de revenir à Metz: on retira seulement l'injonction de regagner le camp de Châlons et on l'invita à marcher sur Nancy d'où l'on pourrait le diriger soit sur Metz, soit sur Châlons.

L'Empereur avait également envoyé à Mac-Mahon un officier porteur de l'ordre de se replier sur Metz. L'officier était venu saluer Le Bœuf, et lui avait dit pourquoi il partait. Quoique Le Bœuf se fût promis de n'être plus, jusqu'à son remplacement, qu'un instrument passif, il bondit. Plusieurs officiers qu'il avait envoyés à Mac-Mahon, soit pour l'aider à rassembler ses hommes, soit pour préparer des vivres, lui faisaient un tableau effrayant du désarroi de la retraite... Il courut chez l'Empereur et, l'abordant plus véhémentement que ce n'était dans ses habitudes: « Votre Majesté veut donc perdre Mac-Mahon? Lui ordonner, avec des hommes épuisés, une marche de flanc devant un ennemi victorieux qui s'approche à grands pas, c'est le vouer à une destruction certaine. » Il parla avec tant de conviction que l'Empereur retint son messager, et laissa Mac-Mahon continuer sur Châlons.

Failly avait pris les mesures nécessaires pour gagner Nancy, mais de toutes parts on lui signala la présence des avant-gardes de l'ennemi, à Château-Salins, Dieuze, Marsal, et sa marche rapide sur Pont-à-Mousson. Ces renseignements

un peu grossis n'étaient pas cependant complètement erronés : le Prince royal était sur le point de déboucher des Vosges et le prince Frédéric-Charles approchait. Failly craignit que son corps à Nancy, ayant l'ennemi en face, fût débordé sur ses ailes par l'occupation de Pont-à-Mousson et de Lunéville, cerné et coupé de sa ligne de retraite, et, usant de l'élasticité de l'ordre qu'il avait reçu, contremanda la marche sur Nancy et continua à suivre Mac-Mahon vers Châlons. La volonté de l'Empereur d'appeler à Metz toutes ses forces disponibles ne s'exécuta donc point.

Il était d'autant plus important de bien disposer des forces restreintes qu'on avait sous la main et de se mettre en meilleure position de recevoir l'offensive prussienne qui n'allait plus tarder. Le 10 août Bazaine était sur la rive gauche française, depuis Pange jusqu'au village des Étangs. Le lendemain, l'Empereur, sous prétexte que le terrain n'était pas assez bon, et que les bois environnants le rendaient dangereux, fit replier l'armée sous le canon de Metz en avant des forts de Queuleu et de Saint-Julien. Bazaine établit son quartier général à Borny. Ce mouvement en arrière supposait qu'on renonçait à protéger la rive droite de la Moselle, car ce n'est pas au pied des forts de Metz qu'on devait la défendre, c'était en livrant bataille sur une des belles positions entre la Sarre et la Moselle. On les avait abandonnées les unes après les autres. Même dans le cas où l'on aurait voulu ne se tenir sur

la rive droite de la Moselle que défensivement, ce n'est pas à l'abri des forts de Metz, en état de se défendre eux-mêmes, c'est vers Frouard qu'il eût fallu se concentrer; cette petite ville à dix kilomètres de Nancy, sur la Moselle, était devenue le point de concentration des voies ferrées de Vesoul, Schlestadt, Strasbourg, Haguenau, Neustadt, Luxembourg, Mézières, Paris, et par suite de son importante situation, la ligne de défense de la Moselle, autrefois de Thionville à Nancy, se limitait maintenant entre Metz et Frouard. Il eût été prévoyant d'y établir quelques petits forts bastionnés, suivant les exigences du terrain et un camp retranché. On n'en avait rien fait : ce lien principal de toutes nos communications entre Paris, Lyon, l'Est et le Nord avait été abandonné aux entreprises de l'adversaire. Pourquoi alors s'attarder à Borny et sous les forts de Queuleu et Saint-Julien? Il n'y avait qu'à passer rapidement sur la rive gauche du fleuve, s'établir sur les hauteurs formidables qui dominent comme des forteresses une vallée large de trois kilomètres. Ce mouvement se serait opéré aisément, puisque l'ennemi était trop éloigné pour le contrarier, et on l'aurait complété en coupant tous les ponts. Metz alors devenait, non le refuge éventuel d'un camp retranché, mais le centre des manœuvres extérieures facilitées par la protection de la ville, qui permettait d'employer toutes les réserves. On contre-balancerait ainsi la supériorité numérique des Allemands. Tant qu'ils manœuvraient sur un

terrain tactique restreint, leurs masses compactes restaient unies; elles étaient obligées de s'éparpiller lorsqu'elles tentaient un large mouvement, tel que celui de tourner Metz, en passant la Moselle sur des ponts distants, et de gravir le plateau de Lorraine qui sépare les bassins de la Moselle et de la Meuse. Établis au centre de la circonférence, nous aurions pu manœuvrer de façon à avoir la supériorité numérique sur un point déterminé, puis sur un autre, et tout succès remporté sur une partie de l'armée allemande eût contraint l'autre à se retirer.

Enfin, si nous étions revenus à l'idée, qui était toujours au fond celle de l'Empereur, de nous replier tous sur Châlons, cette marche se serait opérée aussi tranquillement que le passage de la rive droite de la Moselle sur la rive gauche. Moltke a expliqué toutes ces idées : « On pouvait concentrer en avant de la Moselle 200 000 hommes qui auraient pour point d'appui une grande place de guerre et, lors même que l'adversaire disposerait de la supériorité numérique, ses corps d'armée n'en étaient pas moins éparpillés sur une ligne mesurant 90 kilomètres d'étendue. Il leur fallait franchir la Moselle et il était fort possible que, forcément séparés les uns des autres pour effectuer ce passage ils se trouvassent inférieurs en nombre au point même où se livrerait la lutte décisive[1]. »

1. On a dit et l'état-major allemand, d'une singulière légèreté quand il s'agit d'accueillir les légendes de mensonge françaises, l'a répété, qu'on ne pouvait pas se

Cette stratégie de manœuvres sur la rive gauche de la Moselle offrait donc des chances sérieuses de succès, mais dans la détresse d'esprit où était tombé l'Empereur, il est certain que le recul sur le camp de Châlons eût offert plus de sécurité et permis la concentration des armées de Bazaine et de Mac-Mahon qui n'était plus possible sur les plateaux de la Moselle. Cette concentration cependant exposait à un grave danger : c'est qu'on se laissât entraîner, comme l'avaient fait les généraux de Louis XIV, et ensuite Dumouriez, à s'interposer entre la capitale et l'armée ennemie et à résister de front à l'invasion. L'erreur de Dumouriez nous eût coûté cher sans la lenteur de Brunswick. Après la surprise de Croix-sous-Bois, Dumouriez reconnut sa faute, s'établit de flanc au camp de Sainte-Menehould et refusa, malgré les clameurs de Paris et les instances comminatoires du ministre Servan, de couvrir Reims, Châlons, les campagnes du Soissonnais et de la Brie, et de se placer entre l'ennemi et Paris. Grâce à cette

décrocher de Metz parce que l'armée partie, aurait dit le commandant en chef du génie, le général Coffinières, la place n'aurait pu tenir quinze jours. Coffinières s'est défendu de cette sottise au procès Bazaine (Voir *Empire Libéral*, t. XV). La connaissance des choses la démentait avant lui. Comment les Allemands ont-ils pu croire qu'un tel ensemble de défense, dans l'état où il était le 10 août, ne pourrait pas tenir quinze jours? Rien ne s'opposait à ce qu'on manœuvrât librement autour de Metz et même qu'on s'en écartât. Il n'en doutait pas puisque, dès le 7, il avait ordonné la retraite sur Châlons et qu'il y revint le 13. Ce n'est pas du 7 au 13 que l'état des choses avait pu notablement se modifier.

ténacité clairvoyante, Brunswick fut obligé de se retirer et la France fut sauvée. Depuis il était devenu d'axiome constant que la défensive de front était une erreur, qu'il fallait arrêter l'invasion en la menaçant de couper ses communications et en battant en détail ses corps latéraux. « La situation de flanc oblige le victorieux à faire un changement de front pour l'attaquer, et à se détourner ainsi pendant un temps plus ou moins long de son objectif principal[1]. » Dans tous les cas on le fatigue et on l'inquiète. Ce fut par des attaques sur les flancs que Napoléon tint en haleine, avec tant de génie, les armées coalisées.

Châlons ne pouvait donc être considéré que comme un point de rassemblement provisoire où l'on ne s'attarderait pas, et, selon la très juste remarque de l'état-major prussien, *la solution la plus simple et la plus sûre était de rétrograder jusque dans le voisinage de la capitale, puis, appuyé sur ses ouvrages et sur les immenses ressources que Paris présentait, d'offrir la bataille.* Dans l'hypothèse même d'un revers, l'armée française était protégée contre la poursuite du vainqueur ; quant à l'investissement rigoureux ou au blocus de Paris il n'y fallait guère compter, dès qu'auraient été concentrés sous ses murs plus de 100000 hommes de troupes régulières.

En résumé : défendre la rive droite de la Moselle était une idée abandonnée virtuellement; il n'y avait à opter qu'entre la défensive manœu-

1. Moltke.

vrière sur les plateaux de la rive gauche ou la retraite sur Paris après un arrêt à Châlons.

L'opinion de l'Empereur n'était pas douteuse. Dès le lendemain de Wœrth et de Forbach il avait voulu la retraite sur Châlons, qui, dans sa pensée, était l'étape vers Paris. Mais il s'était produit dans l'armée une révolte violente contre cette reculade. Cette révolte avait été dans un cas semblable celle de Turenne. Il était dans le Palatinat, maître des deux rives du Rhin, lorsque les ennemis, avec une armée deux fois plus forte, passèrent le Rhin à Mayence, le remontèrent jusqu'à Spire et campèrent entre cette ville et Philisbourg, menaçant d'envahir l'Alsace. Louvois fit ordonner à Turenne par Louis XIV de se replier sur la Lorraine afin de la couvrir en se plaçant derrière les Vosges. Turenne ne voulut pas se déclarer vaincu sans l'avoir été. Il écrivit au Roi : « Si je m'en allais de moi-même comme V. M. me l'ordonne je ferais ce que les ennemis auront peut-être de la peine à me faire faire. *Quand on a un nombre raisonnable de troupes, on ne quitte pas un pays encore que l'ennemi en ait beaucoup davantage*. Je suis persuadé qu'il vaudrait mieux pour le service de V. M. que je perdisse une bataille que d'abandonner l'Alsace et de repasser les montagnes. » Louis XIV convaincu donna à Turenne l'entière liberté d'agir comme il lui conviendrait.

Mais Napoléon III n'était pas Turenne : la retraite sur Châlons et Paris représentait le seul parti qui convînt à son état de corps et d'esprit.

Qu'importaient les cris que cette résolution eût inspirés? Il en eût été quitte pour ne pas les écouter. Les Russes n'ont-ils pas laissé Napoléon pénétrer jusqu'à Moscou et cette concentration en arrière n'a-t-elle pas été leur salut? D'ailleurs, l'Empereur ne renonça pas à son dessein, qui resta fixe dans sa pensée, mais n'osant braver les murmures de son armée, il en différa l'exécution.

Il était, du moins, un point sur lequel aucune résistance ne l'aurait gêné : c'est la nécessité du passage immédiat de la rive droite sur la rive gauche de la Moselle, qui pouvait alors s'opérer tout à l'aise. Il ne s'y résolut pas. Il sembla garder encore une idée d'offensive[1] et maintint Bazaine à Borny, en restant à cheval sur les deux rives du fleuve; on eût dit qu'il attendait pour donner aux Prussiens la facilité de le tourner et de l'enlever. Chaque matin à six heures, il venait assister, dans le cabinet du major

1. Après les combats si défavorables pour les armées françaises du 6 août, Napoléon fit écrire dans les journaux parisiens qu'il attendrait l'ennemi dans les « positions inattaquables » de la Moselle. Si cela était sa volonté, il devait s'y décider au plus tard le 8 août, jour où l'importance des batailles du 6 août fut claire. La distance de ses corps d'armée de Thionville, Metz et Nancy ne dépassait pas, ce jour-là, 4 et 8 milles. Il n'est pas douteux que l'armée avait le temps d'atteindre à temps derrière la ligne de la Moselle une position défensive qui de Nancy à Thionville a une longueur de 12 milles, car les pointes extrêmes de l'armée allemande n'atteignirent la Moselle que le 14 août. Toutefois, il eût été nécessaire de choisir cette position avec une décision éclairée et de baser l'existence de l'armée, non sur le point de Metz, mais sur toute la France en arrière. (HOHENLOHE, *Mémoires*, p. 109.)

général, au rapport quotidien. Le reste du jour il l'employait à écouter les donneurs d'avis, les porteurs de plans, à gémir, à souffrir, à poursuivre ses tristes démêlés avec l'Impératrice sur lui-même et sur Le Bœuf. Il y avait en lui comme en son oncle en 1815, je ne sais quelle insouciance sur son avenir, quel détachement de sa propre cause, et comme un sentiment intérieur d'épuisement et de lassitude. La volonté de l'homme le plus énergique, triste condition de notre misérable vie, est brisée par un excès d'effort intellectuel. Carnot en 1815 ne reconnaissait plus Napoléon Ier : « Il flotte, il hésite; au lieu d'agir, il bavarde, cet homme aux promptes résolutions; il demande des conseils à tout le monde, cet homme si impérieux dans le commandement et auquel un avis eût semblé presque une insulte; il a des distractions fréquentes, lui que j'ai connu doué de la faculté de s'occuper de ce qu'il voulait tant qu'il voulait; il est devenu somnolent, lui qui savait dormir et s'éveiller à volonté. »

Tel était l'état auquel la maladie avait réduit le neveu du grand homme. Les piétinements du début de la campagne nous avaient été funestes; les témoignages en deviennent plus nombreux chaque jour; le diplomate Morier, dans des Mémoires récemment publiés, nous apprend que, ministre britannique à Darmstadt, en juillet 1870, il écrivait : « A ce moment-là, il n'y avait rien entre les Français et nous, et chaque jour nous nous attendions à une invasion. Il est par-

faitement incompréhensible pour moi que les Français n'aient rien fait. S'ils avaient encore besoin d'un peu de temps pour être prêts, ils auraient dû envoyer 30 000 hommes qui n'auraient rencontré aucune résistance, qui auraient détérioré les chemins de fer, fait sauter les ponts et rendu impossible la concentration des troupes allemandes. » Les piétinements que nous recommencions depuis le 6 août furent encore plus pernicieux. Et pour ceux-là on ne pouvait plus prétendre que les incertitudes du quartier général fussent imposées par l'incomplet de la mobilisation. Elle était maintenant plus qu'achevée en vivres, munitions, etc., et les quelques manques encore existants étaient de ceux inévitables dans tout rassemblement d'hommes; on les signalait jusque dans l'armée prussienne[1].

L'état-major ne sut pas même profiter, durant ce temps d'arrêt, des enseignements fournis par les premières rencontres. Nous n'avions rien appris de la cavalerie prussienne; elle avait jusque-là mal éclairé, mal renseigné, mal poursuivi et c'est en se rappelant nos vieilles traditions que notre état-major lui envoya l'instruction de s'éclairer mieux et plus loin. Mais celle destinée à l'artillerie fut plus insuffisante. On se contenta d'une recommandation vague : « Si vous êtes attaqué, employez beaucoup votre artillerie, car l'ennemi en fait grand usage. » Il fallait indiquer

1. Prince de Hohenlohe : « Nous nous étions embarqués à Berlin le 30 juillet et ce n'est que le 16 août que toutes les parties du corps d'armée furent réunies. » (P. 52.)

la tactique qui permettrait d'employer beaucoup cette artillerie. Il n'y en avait qu'une, c'était de ne plus laisser les batteries de réserve inactives sur les derrières, et de les mettre en emploi dès le début à côté des batteries divisionnaires. On ne parut pas même le soupçonner. Enfin il était urgent de détourner nos fantassins de leur périlleuse habitude de se coucher par terre, qui les exposait à être mieux détruits, et leur enseigner que la véritable préservation était de se dérober, de se glisser en lignes de tirailleurs, derrière les obstacles naturels et de là démonter les servants des batteries ennemies. C'est en agissant ainsi que les Prussiens avaient fait subir à notre artillerie des pertes cruelles et l'avaient décimée par leur fusil à aiguille employé de près plus que par leurs obus venus de loin. De tout cela il ne fut pas même question

Bien des fois j'ai voulu taire ces détails navrants. Mais je n'ai pu m'y résoudre : les générations futures ne doivent pas ignorer, afin que leur confiance se ranime, qu'en 1870 nous avons été perdus par une série non interrompue d'aberrations, de défaillances physiques, intellectuelles et morales qu'il serait impossible à l'esprit humain de renouveler au même degré.

III

A Paris on était de plus en plus mécontent de l'Empereur; son refus de livrer Le Bœuf avait

fini par exaspérer. Kératry demanda à la Chambre que le major général fût appelé devant une commission d'enquête. « Le maréchal Le Bœuf est devant l'ennemi ! il faut l'y laisser ! » s'écria Chevandier. La proposition fut écartée, mais l'animosité n'en fut que plus vive. A la suggestion de l'Impératrice, Conti, le chef du Cabinet de l'Empereur, lui télégraphia : « Il est prudent de ne pas résister davantage aux exigences même injustes de l'opinion. » (12 août.) Palikao de son côté recourut à des procédés inconnus jusque-là vis-à-vis du souverain : il lui accorda deux heures pour que la démission fût envoyée ; sinon Le Bœuf serait destitué. Alors enfin l'Empereur s'exécute (12 août) et l'Impératrice le remercie : « Vous avez fait une bonne chose, je vous embrasse bien tendrement et je vous remercie de ce grand sacrifice que vous avez fait. » Cette joie fait mal.

L'Empereur, inébranlable jusqu'au bout à ne pas attribuer à son major général une responsabilité qui était la sienne, se sacrifia lui-même après avoir sacrifié Le Bœuf. Du reste, il n'était pas libre de ne pas le faire. A Paris des politiciens malhonnêtes ou mal instruits pouvaient attribuer à Le Bœuf les tergiversations, les contre-ordres qui nous livraient sans défense à l'invasion, mais à l'armée, où l'on voyait la réalité, personne n'incriminait Le Bœuf ; au contraire le *tolle* contre l'Empereur était général.

Dans les bivouacs on exprimait ouvertement le vœu qu'il choisît un commandant en chef et

qu'il quittât Metz, débarrassant les troupes de ses indécisions et de l'encombrement de sa cour. Après une visite faite au camp par un de ses officiers, l'Empereur comprit qu'il n'avait pas un moment à perdre. Il appela Bazaine, et, en présence du prince Napoléon, lui annonça qu'il le mettait à la tête de l'armée du Rhin. Bazaine, qui n'avait ni souhaité, ni poursuivi ce terrible commandement, refuse : « Mac-Mahon et Canrobert sont ses anciens, plus aptes que lui au commandement suprême. » Canrobert est mandé : il refuse lui aussi : « L'opinion et l'armée indiquent Bazaine ; quoique plus ancien, il se rangera bien volontiers sous ses ordres. » L'Empereur écarte le refus de Bazaine par quelques mots péremptoires : « L'opinion publique, unie à celle de l'armée, vous désigne à mon choix. Mac-Mahon a été malheureux à Frœschwiller et Canrobert vient d'avoir son prestige égratigné au camp de Châlons. Il n'y a donc plus que vous d'intact et c'est un ordre que je vous donne[1]. »

1. Kératry, dans une déposition devant la commission d'enquête, dit que : « 18 ou 20 jours avant la révolution il reçut la visite de Mme la maréchale Bazaine. Le maréchal lui faisait déclarer que la présence de l'Empereur compromettait les opérations militaires, qu'il n'en acceptait plus la responsabilité et qu'il désirait se retirer. Il se rendit auprès de Palikao avec Jules Favre et lui rapporta cette déclaration de Mme Bazaine. Le ministre leur répondit que, conformément au désir de la Chambre, le maréchal allait être investi du commandement suprême. » — Ce récit de Kératry a été démenti par Jules Favre et Palikao dans le procès Bazaine (audience du 20 octobre 1873). Du reste le simple rapprochement des dates dément Kératry. C'est le 21 août qu'il serait allé demander au nom de la maréchale d'en-

L'acceptation de Bazaine acquise, l'Empereur entre chez Le Bœuf et lui dit d'un ton de bonté : « Ni destitution, ni démission : nous sommes destitués tous les deux. Je quitte le commandement de l'armée ; il n'y a plus de major général. » Et, dans une lettre à Bazaine, il continue à ne pas vouloir livrer Le Bœuf, et explique son éloignement par une raison d'ordre général : « Mon cher maréchal. Lorsqu'au commencement de la guerre je créai plusieurs corps d'armée, ils étaient destinés à opérer loin de moi; je nommai le maréchal Le Bœuf major général, afin qu'il y eût de l'unité dans la direction des opérations militaires. Mais, depuis que je vous ai nommé général en chef de l'armée du Rhin, les fonctions de major général deviennent superflues et le maréchal lui-même propose d'y renoncer. Je vous prie donc de prendre à votre état-major les officiers qui étaient auprès du maréchal Le Bœuf. Mes relations avec vous se feront par l'intermédiaire de mes aides de camp et officiers d'ordonnance. Croyez, mon cher maréchal, à mon amitié. Quartier général à Metz, 12 août. »

lever le commandement suprême à l'Empereur et de le conférer à son mari, et depuis le 12 août le double fait était accompli ; l'Empereur ne commandait plus, Bazaine était investi du commandement en chef. Sur la moralité de ce Kératry qui s'est tant agité dans ces derniers jours de l'Empire, voici ce qu'on lit dans « La captivité de Napoléon III en Allemagne », par le général de Monts, gouverneur de Cassel, p. 98 : « Du comte K..., qui jouait maintenant un rôle auprès du gouvernement de la Défense Nationale, Napoléon raconte qu'il avait fallu le rappeler de l'armée du Mexique, parce qu'il avait volé. »

Palikao fut cruel jusqu'au bout envers son souverain ; il l'exécuta brutalement devant la Chambre : « M. le maréchal Bazaine a été investi du commandement en chef, ce qui n'implique aucun commandement en dehors du sien, ni au-dessus, ni à côté. » (13 août[1].)

Le Bœuf proposa au général Coffinières, qui avait manifesté un très vif regret de quitter sa position de commandant en chef du Génie, de la reprendre ; il deviendrait à sa place gouverneur de Metz. Coffinières répondit qu'il avait commencé les travaux et qu'il préférait les achever. D'ailleurs, Dejean était déjà en route pour rejoindre l'armée et y remplacer Coffinières comme commandant du Génie. Le Bœuf resta provisoirement avec Lebrun au quartier général.

L'Empereur, s'il avait été à Paris, aurait défendu son ministère comme il avait couvert son major-général. Il voulut, du moins, ne pas nous laisser ignorer les sentiments qu'il nous conservait. De Châlons, du fond même de sa détresse, il m'écrivit :

« Châlons, 19 août 1870. — Mon cher monsieur Émile Ollivier, — J'ai été si préoccupé des événements militaires que je n'ai pas encore pu vous dire combien j'avais regretté votre départ du ministère. Vous m'avez donné tant de preuves de dévouement que je m'étais habitué à compter sur vous pour aplanir les difficultés et

1. Dans sa communication Palikao place au 12 la démission du maréchal Le Bœuf. Cette démission n'avait été acceptée de l'Empereur que le 12, mais elle date du 7.

imprimer aux affaires une marche ferme et exempte de faiblesse. J'espère néanmoins que nos relations continueront à être aussi intimes que par le passé. — Je fais mes efforts pour tâcher de regagner le terrain perdu. Le pourrons-nous? Dieu le sait!

« Croyez, mon cher monsieur Émile Ollivier, à ma sincère amitié. — NAPOLÉON. »

« Exprimez de ma part aux membres de l'ancien cabinet toutes mes sympathies[1]. »

Voilà donc la motion insultante votée par la lâcheté du Corps législatif, condamnée par celui qui, plus que personne, avait été à même d'apprécier la valeur morale, intellectuelle et civique du ministère du 2 janvier.

1. Le docteur Mels, après avoir entouré l'Empereur de dévouement pendant sa captivité, a publié ses entretiens avec l'illustre captif. Ce récit avant sa publication fut lu et reconnu exact par l'Empereur. Voici ce que Napoléon III y dit de son ministre du 2 janvier : — « Voyez ce qui arrive quand un homme de valeur, comme M. Ollivier, ne peut plus garder, vis-à-vis de sa conscience, la responsabilité de priver la patrie de son talent, de son savoir, de son énergie, quand il prend la mâle résolution d'appuyer le gouvernement qu'il a combattu et de servir le monarque dans l'intérêt du pays : une méfiance sans bornes l'a accueilli, l'a poursuivi et probablement le poursuivra toujours. Tout le monde l'accusait, — *même les Bonapartistes*, — dès avant qu'il eût risqué le premier pas.

— « On ne savait encore ce qu'il avait intention de faire et déjà on l'avait jugé et condamné. Et vraiment, pour faire ce qu'il a fait, il lui a fallu, dans un pays comme la France, une conviction comme peu d'hommes politiques la possèdent et aussi un courage qui n'est pas commun. Combien désiraient, autant et plus que lui, accomplir la même

évolution et ne l'osèrent pas! Je pourrais à cet égard vous citer des noms qui vous étonneraient. — Cependant, sire, c'était une bien grosse chance que de donner une influence aussi prépondérante à l'ennemi d'hier, et les conséquences... — Ce n'est pas à M. Émile Ollivier qu'incombe la responsabilité! interrompit l'Empereur avec énergie. Les ennemis de ma dynastie comprirent trop bien que quelques années de cette liberté complète, que j'allais donner au pays, auraient arraché de leur front la fausse auréole qui faisait tout leur mérite et leur prestige. Ils ont joué, dans les derniers mois de mon règne, un jeu criminel! Croyez-moi, vous mourrez avant que la France soit de nouveau aussi libre qu'elle l'a été sous le Ministère Ollivier... C'est un double malheur que cette guerre désastreuse ait éclaté sous un ministère qui faisait une épreuve libérale; — M. Ollivier en est aussi innocent que moi, — mes ennemis le savent bien et M. de Bismarck tout le premier! Oui, c'est un grand malheur pour la France et pour la liberté! » Et, après quelques moments de silence, il ajouta : « Puis, il y a autre chose encore, que ce soi-disant libéralisme bourgeois n'a jamais pu pardonner à M. Ollivier : c'est qu'il faisait profession d'aimer l'ouvrier presque autant que moi. Encore une fois, aucune responsabilité des malheurs de la France n'incombe à M. Ollivier. Pas plus que moi, il ne voulait la guerre. » (*Wilhelmshœe*, par le docteur Mels, p. 162 et suiv.) — Le docteur Mels m'a écrit le 5 novembre 1879 : « Plusieurs fois Napoléon m'a parlé de son dernier ministre *toujours* dans le même sens. En octobre 1870 il me chargea même de démentir une assertion calomnieuse parue sur votre compte dans la *Norddeutsche Allgemeine.* »

CHAPITRE XVIII

LE COMMENCEMENT DU SUICIDE

I

La joie et l'espérance qu'avaient inspirées à la Cour notre chute n'avaient pas été de longue durée. La bataille heureuse, qui devait nous rejeter dans le mépris public comme les ministres de la défaite et entourer nos successeurs d'une auréole de gloire, n'était pas arrivée; l'unanimité que la Cour avait cru obtenir au profit de l'Empereur en nous sacrifiant aux haines de l'opposition et aux complots des anarchistes n'avait pas été obtenue : il avait fallu sacrifier l'Empereur après nous et lui ôter son commandement. Ainsi la dégringolade était commencée — car « la majesté royale s'avalle plus (devient vallée, s'abaisse) difficilement du sommet au milieu qu'elle ne se précipite du milieu à fond[1]. » L'opposition ne cessait de travailler à hâter cette chute du milieu à fond, et à mesure que son audace grandissait l'aplatissement des

1. Montaigne.

ministres devenait plus humble. Ils n'essayaient pas même de lutter. Leur premier acte avait été de retirer les ordres d'arrestations donnés à Pietri et au juge d'instruction, sans rapporter le décret sur l'état de siège, ils le considéraient comme inexistant. Ils ne remplissent aucune des formalités administratives nécessaires à sa promulgation; aucune insertion au *Bulletin des lois*, aucune des formalités imposées aux préfets dans les cas d'urgence [1]. Ils ne furent pas moins imprévoyants à l'égard des nouvelles que les ennemis recevaient par les journaux; la proposition radicale du député Haentjens n'ayant pas prévalu, ils ne supprimèrent pas les dépêches privées suspectes adressées de France à l'étranger ; ils se relâchèrent de la surveillance minutieuse que nous avions exercée; ils laissèrent tout passer sans contôle d'aucun genre.

Un fait relatif aux princes d'Orléans indique la différence qui exista pour tous entre le régime qu'avait trouvé le cabinet Palikao et celui qu'il inaugurait.

Les princes demandèrent au ministre de la Guerre de servir dans l'armée. Thiers, dont cette démarche contrariait les calculs personnels, en manifesta une violente colère et dit en haussant les épaules « qu'ils avaient mille fois tort ». Un des amis des princes, Bocher, n'en alla pas moins porter leurs lettres à Palikao. Celui-ci

1. Art. 1er de l'ordonnance de 1818.

refusa de les recevoir. Le comte d'Haussonville, autre ami dévoué, s'en vint demander aux journaux de les insérer. Ils y consentirent tous. « Cette publication, dit d'Haussonville, est un symptôme. Les journaux n'auraient pas osé les donner il y a huit jours. Ils comprennent tous que *le régime impérial s'en va tombant* et qu'il s'ouvre de nouvelles perspectives[1]. »

Même où le ministère résista il ne le fit pas bien. La commission d'initiative avait proposé, par 8 voix contre 7, de ne pas soumettre aux bureaux la proposition de Jules Favre sur la constitution d'un comité de défense pris dans le Corps législatif. La Gauche demanda ce renvoi ; Palikao soutint les conclusions de la Commission et posa la question de confiance. Après de très violents débats en comité secret, les conclusions de la commission d'initiative furent adoptées. Mais c'était trop peu. Il ne fallait pas accepter la discussion d'une motion révolutionnaire, même en comité secret. Le ministre aurait dû répondre par la question préalable, et c'est sur cette question préalable qu'il aurait dû poser la question de confiance.

Dans cette discussion Gambetta s'appropria, pour en assommer l'Empire, la malheureuse distinction, entre la dynastie et la France, que l'Impératrice avait inventée pour se donner un air superbe de désintéressement : « Il faut savoir si, ici, nous avons fait notre choix *entre le salut*

1. Comte d'Haussonville : *Mon journal pendant la guerre*, p. 18-30.

de la patrie et le salut d'une dynastie. (Protestations à droite. — Vifs applaudissements à gauche, auxquels répondent quelques bravos dans les tribunes. — Agitation.) » Il ne restait plus, dans cette assemblée de candidats officiels, une seule voix qui s'opposât à l'abolition complète de l'ordre constitutionnel.

La révolution, arrogante dans le Parlement, ne l'était pas moins dans la presse et dans les groupes démagogiques. La presse acclamait les violences des députés, les commentait, les renouvelait et en provoquait de nouvelles. Les groupes démagogiques campaient dans les rues et se massaient, sans qu'on les gênât, aux abords du Corps législatif au commencement et à la fin des séances, saluant ses tribuns, les applaudissant, les accompagnant, les encourageant. Le suicide commençait.

CHAPITRE XIX

MARCHE DES ALLEMANDS SUR METZ

I

Le but que s'était donné Moltke dans son plan fondamental n'avait pas été atteint d'une manière complète : deux de nos corps étaient battus et l'entrée sur notre territoire était ouverte ; mais il n'avait pas anéanti la principale armée française en l'étranglant entre ses trois armées. Il se réjouit néanmoins de l'événement à cause des conséquences lointaines.

« Une victoire est toujours la bienvenue, dit-il. Son effet moral se fait sentir bien au delà des limites du champ de bataille. » Il reprit alors de son plan ce qui restait à réaliser : marcher sur Paris, écraser l'armée qu'on rencontrerait, l'empêcher de gagner le sud, la couper de ses communications avec le reste de la France et la rejeter vers les places du Nord.

La première opération obligée était, la Sarre franchie, de conquérir la Moselle, et, par un large mouvement enveloppant, de rejeter dans

Metz une portion de nos forces afin que la marche sur Paris fût plus dégagée. En conséquence, il fit s'avancer trois armées maintenues à la même hauteur, ou échelonnées à des distances telles qu'elles pussent toujours se soutenir. La IIIe (celle du Prince royal) formerait leur Gauche et marcherait par la route de Sarre-Union et Dieuze sur Nancy; la Ire (Steinmetz) constituerait leur Droite et par la route Sarrelouis-Boulay-les-Étangs irait droit sur Metz; la IIe (Frédéric-Charles) au Centre cheminerait par la route Saint-Avold-Nomény au sud de Metz, qu'elle tournerait pour monter sur les plateaux de la rive gauche, par un mouvement de conversion dont la Ire armée serait le pivot. Chacun de ces groupes avait une tâche réputée difficile. La IIIe armée traverserait les Vosges, tournerait ou prendrait les petites places qui en défendaient les défilés, avant de se déployer sur la ligne de la Haute-Sarre. La Ire et la IIe avaient non pas à enlever, mais à tourner, puis bloquer Metz avant de s'avancer sur la rive gauche de la Moselle. Les difficultés de la IIIe armée seraient au début, celles de la Ire et de la IIe à la fin. On calculait qu'en se mettant en route le 8 août, la IIIe armée, en supposant qu'elle ne rencontrât pas une résistance inattendue, ne pourrait se déployer sur la Sarre que le 12 et sur la Moselle le 13. La Ire et la IIe armées pouvaient s'ébranler en même temps, mais leur situation n'était pas la même. La IIe, ayant à opérer un vaste mouvement de conversion enveloppante au sud de Metz, on

dut lui prescrire des marches plus courtes qu'à la IIIe et plus longues qu'à la Ire.

Dès le 8 août le mouvement du Prince royal vers la Sarre à travers les Vosges commença par cinq routes, sans communication entre elles. Cette armée, ne disposant d'aucune voie ferrée sur ses derrières, éprouverait quelque peine à assurer ses subsistances. Les troupes emportèrent trois jours de rations de réserve, car les convois devaient demeurer à deux marches en arrière et ne s'engager dans les défilés qu'après qu'elles les auraient franchis. Cette armée, dans les cinq jours de sa marche à travers les Vosges, essaya d'enlever les petites places qui défendaient les défilés; elle n'y réussit pas toujours.

A Lichtenberg tous les bâtiments étaient incendiés, la place capitula ; le sous-lieutenant Archer fit enclouer ses bouches à feu, disparaître les munitions, briser les armes et rendit le fort au commandant du bataillon de chasseurs wurtembergeois. Petite-Pierre fut évacué. A Bitche le commandant Teyssier, homme ferme, connaissant son devoir militaire, d'une volonté indomptable et d'un patriotisme ardent, fit de la petite troupe qui lui avait été laissée un corps d'élite, compléta les approvisionnements existants et mit en état de vigoureuse résistance Bitche, qui n'est pas un nid d'aigle se défendant tout seul puisqu'elle est dominée par les hauteurs, de plus de 50 mètres. Les Bavarois doutaient si peu de sa reddition immédiate, que c'est pour la forme

qu'ils lui envoyèrent des parlementaires. « Il n'est pas d'exemple, répondit Teyssier, que des Français se soient rendus sans combattre, surtout dans une forteresse bien défendue. » Et il commença cette défense, prolongée jusqu'à la paix, qui est un des épisodes les plus honorables de la guerre.

Phalsbourg était complètement armé, abondamment pourvu de vivres, gardé par 1 200 hommes sous un officier énergique, le commandant Taillant. Sommé de se rendre par les deux divisions du XIe corps, cet officier refuse. Menacé d'être bombardé, il se borne à répondre : « J'accepte le bombardement. » Soixante bouches à feu lui lancent en trois quarts d'heure un millier d'obus. Il ne se laisse pas intimider ; le XIe corps, voyant qu'il n'en viendrait pas à bout, poursuit son mouvement et charge les fractions du VIe corps qui le suivent de la continuation du blocus. Strasbourg, sommé par la division badoise de capituler, refuse de même. Les Badois coupent les lignes télégraphiques et le chemin de fer et opèrent l'investissement.

Les places qui résistaient ayant été tournées, le déploiement de la IIIe armée sur la Sarre était terminé le 12 août. Dans la journée un escadron de hussards entra à Lunéville où il ne trouva que quelques blessés laissés en arrière. Le maire remit au capitaine Poncet les clefs d'or de la ville, des approvisionnements considérables et une dépêche au Prince royal par laquelle il s'engageait à faire droit à toutes les demandes

des troupes allemandes, sollicitant en retour protection pour la cité et pour ses habitants.

Dans la soirée, le Prince royal occupait avec quatre corps et la division wurtembergeoise, sur un front de 15 kilomètres au plus, la ligne de Sarrebourg à Fenestrange; la *12*e division seule resta à droite à Sarre-Union, les avant-gardes sur la rive droite de la Sarre. La *11*e division, laissée sur les derrières, opérait son mouvement vers les Vosges.

Le 13, la IIIe armée, se déployant sur un large front en avant de la Sarre, après avoir investi Marsal, atteignait la ligne Dieuze-Blamont et se dirigeait sur celle de Nancy-Bayon.

II

Les deux premières armées ne s'ébranlèrent vers la Moselle que le 10 août, mais la veille, trouvant Saint-Avold évacué, Alvensleben l'avait occupé.

Toutes les dispositions avaient été prises pour prévenir les encombrements et les fatigues. Les corps se mettaient en marche le matin; les convois ne suivaient qu'à midi, en cédant toujours le pas aux troupes; ils ne stationnaient jamais sur les routes; ordre avait été donné de renvoyer sans rémission les voitures en excédent du chiffre réglementaire. On tenait rigoureusement la main à l'exécution de ces mesures; mais la gendarmerie de campagne, chargée de ce soin, n'y suffisait pas toujours, car elle était

distraite parfois de ses fonctions spéciales; en maintes occasions, il fallait l'intervention la plus énergique des autorités supérieures pour faire cesser des infractions constatées. L'artillerie de corps suivait la division de tête tandis qu'en 1866 elle suivait à deux marches en arrière et était comptée parmi les trains.

On généralisa, dans l'emploi de la cavalerie, l'innovation du prince Frédéric-Charles incomplètement appliquée jusque-là, même par la IIe armée. On lança tous les corps de cavalerie à plusieurs journées en avant du gros de l'infanterie pour inonder le pays, le fouiller, découvrir nos projets, cacher les siens. La IIe armée s'allongeait sur une telle étendue qu'il parut au commandement supérieur opportun de répartir entre les corps d'armée séparés la cavalerie employée jusqu'à ce moment en divisions indépendantes.

Les marches furent pénibles. Les routes étaient défoncées par les pluies persistantes : le plus souvent les troupes ne se cantonnaient pas, elles bivouaquaient sous la pluie et dans la boue. Les chemins de montagnes n'étaient pas familiers à des hommes originaires de la plaine. De nombreux harassés gisaient à droite et à gauche dans les fossés. Après la pluie le temps était devenu étouffant, et l'on n'avait pas permis à l'infanterie de dégrafer ses cols. Elle marchait rigide, sans intervalle, ni distance, et dans les masses d'hommes empaquetés, il régnait une chaleur et un air asphyxiant, sensible même

à ceux qui les longeaient à cheval. Les corps des deux armées étant fort rapprochés se croisaient, se traversaient, s'enchevêtraient. La plupart n'avaient encore avec eux que les premiers échelons de leurs convois ; les seconds devaient rejoindre dans quelques jours seulement, puisqu'on ne pouvait utiliser les voies ferrées pour le transport des parcs que lorsque celui des troupes serait terminé.

Les armées, ne pouvant prélever sur leurs propres approvisionnements qu'une faible partie de leurs subsistances, on pourvoyait au surplus par les ressources du pays. Ces réquisitions étaient ordonnées régulièrement sous la direction de l'autorité militaire, mais elles s'exécutaient encore avec maladresse, « car on avait encore quelque scrupule à s'emparer du bien d'autrui et l'on pratiquait encore mollement le système[1] » auquel on se façonna avec si peu de scrupules par la suite. Quoique le Roi eût assigné aux troupes leurs districts de réquisition, les empiétements de certains corps sur les districts d'approvisionnement de leurs voisins se produisaient, et cet ensemble de circonstances exerçait une action si fâcheuse sur l'état sanitaire qu'une division qui n'avait pas encore vu le feu comptait 582 malades.

Le 10 août quatre corps de la IIe armée (IIIe, Xe, Garde, IVe) formant avant-garde, atteignirent la ligne Saint-Avold, Puttelange, Sar-

1. État-major allemand.

ralbe, Sarre-Union. Le 11 août ils atteignirent la ligne Faulquemont, Hellimer, Guéblange, Insming, Harskirchen. En seconde ligne, le IXe corps s'avança aussi le 11 sur Forbach, le XIIe dans la contrée à l'ouest de Sarreguemines, le IIe suivit la ligne Neunkirchen-Hombourg.

Quoiqu'il n'y eût aucune hésitation dans la marche des deux armées, elle fut cependant très circonspecte, car Moltke ne pouvait s'imaginer que nous laisserions progresser leur invasion sans rien tenter, et que le maréchal Bazaine ne se jetterait pas sur eux avec toutes ses forces. Ne pouvant encore nous supposer tombés au dernier degré de l'insignifiance et de la pusillanimité stratégique, il s'ingéniait, à chacun de nos mouvements que sa cavalerie guettait, à nous prêter un dessein, dans lequel il s'obstinait à mettre quelque reste de nos anciennes habitudes offensives.

Lorsqu'il sut que nous avions fait halte sur la Nied française, il ne douta pas d'une bataille prochaine. En conséquence le roi se rendit de sa personne à Saint-Avold sur la première ligne et il fut résolu que, tandis que la Ire armée se tiendrait sur la défensive, la IIe opérerait une conversion à droite sur la ligne Faulquemont-Verny dont le IIIe corps établi à Faulquemont serait le pivot. On agita même la question de savoir si on n'appellerait pas une portion de l'armée du Prince royal.

Dès le 12, on fut rassuré et on apprit que nous avions rétrogradé sous le canon de Metz.

Même alors cette permanence sur la rive droite paraissait tellement inexplicable, si elle n'impliquait pas la résolution d'une offensive, qu'on craignit successivement que Bazaine ne se jetât sur le flanc du prince Frédéric-Charles pendant qu'il marchait sur la Seille, puis qu'il attaquât Steinmetz pendant que Frédéric-Charles était obligé de s'éloigner pour franchir la Moselle et opérer son mouvement tournant; enfin, que Bazaine ne passât sur la rive gauche où il se serait mis en mesure de recevoir des hauteurs l'armée du prince Frédéric-Charles, au moment où elle tenterait de s'avancer au delà de la Moselle. En vue de la première hypothèse on avait concentré l'armée de Steinmetz, qui nous prendrait en flanc tandis que nous opérerions contre l'armée de Frédéric-Charles. On avait paré à la seconde en arrêtant certaines fractions de l'armée de Frédéric-Charles à portée de Steinmetz. On s'était prémuni contre les conséquences redoutables de la troisième en préparant la retraite provisoire de l'armée du prince Frédéric-Charles sur celle du Prince royal, et en rapprochant Steinmetz de la Moselle. C'est le roi lui-même, toujours au centre entre les deux armées, qui présidait à ces dispositions.

Précautions inutiles, bien vite abandonnées. Aucune de ces craintes ne se réalisa, et le plan de Moltke se déroula sans encombre. Dès le 11, l'avant-garde du prince Frédéric-Charles était à Nomeny; le 12 sa cavalerie atteignait la Moselle et sur trois points. Dieulouard, Pont-à-

Mousson, Frouard, elle essayait d'interrompre les communications entre Metz et Nancy. A Dieulouard et à Frouard elle avait été arrêtée dans son œuvre de destruction par l'infanterie de Canrobert qui passait, se rendant à Metz. A Pont-à-Mousson elle avait été surprise et sabrée par les chasseurs d'Afrique de la brigade Margueritte : mais dans l'après-midi le capitaine Kleist, du *10*e régiment de hussards, pénétrait dans Nancy, évacuée par nos autorités militaires depuis le 11 et le 13. Toute résistance le long de la rive droite de la Moselle s'était évanouie. La *5*e division de cavalerie et la brigade de dragons de la Garde trouvèrent les ponts intacts, les attendant en quelque sorte, et, ni auprès, ni au loin, personne pour les défendre. Ils n'en croyaient pas leurs yeux.

La *5*e division de cavalerie traversa aussitôt la Moselle. La brigade de dragons, interrompant les relations entre Nancy et Metz, obligea à rétrograder vers Châlons les fractions de Canrobert (la 1re division, la cavalerie, la réserve d'artillerie) qui n'avaient pas encore rejoint Metz.

A la droite, Steinmetz (13 août), des hauteurs à l'ouest de la Nied française, reprenait le contact presque complètement perdu avec nous depuis le 7, et découvrait les campements de Bazaine au bois de Grimont, à Nouilly, Borny, Mercy-Magny, jusqu'à la Moselle, au sud de Montigny. Il recommanda à ses généraux, quand ils seraient arrivés sous Metz, de se tenir sur la défensive, de ne pas nous attaquer dans nos positions et de nous attendre dans les leurs.

CHAPITRE XX

EFFET A L'ÉTRANGER. — LA LIGUE DES NEUTRES

I

Le succès des entreprises humaines ne tient pas à ce qu'elles sont justes ou injustes, mais à ce qu'elles sont bien ou mal conduites et que la fortune les seconde. Tout ce qui réussit paraît juste : le lendemain de notre défaite de Wœrth et de Forbach nous ne fûmes plus considérés que comme des coupables dûment châtiés. Quelques-uns, les Américains par exemple, exprimèrent tout haut leur sentiment : « Ils ne pouvaient, disaient-ils, former des vœux en faveur d'un gouvernement qui avait donné aide aux rebelles durant la guerre de Sécession et qui avait essayé d'établir une monarchie sur les frontières du Sud. » Même en Europe il y en eut qui ne cachèrent pas leur satisfaction. Le prince Charles-Antoine de Hohenzollern écrit à son fils : « L'humiliation militaire et nationale de la France doit être assez profonde pour que tout désir de se mêler des affaires des peuples étrangers lui soit enlevé *à tout jamais*. Nous sommes dans la meilleure voie pour cela ; il faut tout au plus encore une bataille perdue à Napoléon pour

que toutes les espérances de la dynastie tombent en ruines[1]. »

D'autres furent plus réservés. Ils dissimulèrent leur contentement sous une apparente commisération. Le Saxon Beust n'était pas fâché que nous payions nos complaisances de 1866. Averti que beaucoup de circonstances avaient créé des soupçons sur sa neutralité dans l'esprit des gouvernements russe et prussien, il donna aux Anglais l'assurance qu'il était libre de tout engagement et prêt à se concerter avec le gouvernement britannique pour une neutralité continue. Je ne suis pas certain que François-Joseph n'ait pas pensé tout bas : « A chacun son tour. »

Victor-Emmanuel était au théâtre avec la comtesse Mirafiore lorsqu'on lui apporta le télégramme annonçant la défaite de Wœrth. Il sortit précipitamment tout bouleversé, rentra au Palais Pitti, et se laissant tomber sur un fauteuil, il s'écria : « Pauvre Empereur ! mais je l'ai échappé belle! » Quelques heures après, il reçut un télégramme triste, digne et noble de Napoléon III : il avait été vaincu et il ne pouvait dès lors, ni ne devait demander quoi que ce soit; mais dans la difficile situation où il se trouvait, il faisait appel à l'amitié et au cœur chevaleresque du Roi : il ne s'agissait plus là de diplomatie mais de l'appel adressé par un ami à un ami. — Victor-Emmanuel fut très ému. Il fit interroger celui de tous les Italiens dont le dévouement

1. De Dusseldorf, 10 août.

à l'Empereur et l'amitié pour la France étaient notoires, La Marmora. Lanza et Visconti lui demandèrent de sa part s'il croyait possible de tenter quelque chose d'utile en faveur de la France. Les deux ministres trouvèrent La Marmora sanglotant devant le télégramme qui lui apportait la nouvelle de nos défaites. Ils l'interrogèrent. Il leur répondit que si le gouvernement se décidait à porter secours à la France, il invoquait pour lui l'honneur de se mettre à la tête d'une compagnie, de passer le premier la frontière et de venir combattre à côté des Français ; mais il ajouta que si on lui demandait son avis comme général et comme homme politique, il était obligé de déclarer que, pour le moment, l'Italie n'était pas en position de faire quoi que ce soit. Cependant le *non possumus* ne nous fut pas immédiatement notifié.

Gramont, le 7 août, avait télégraphié à Malaret : « Vous connaissez notre situation : elle est sérieuse, mais nous gardons tout espoir. J'ai appris par le général Fleury à qui l'Empereur de Russie en a donné la preuve, que la Prusse a garanti à l'Autriche l'intégrité de ses provinces allemandes. Ceci explique pourquoi l'Autriche est si réservée et ne s'allie à l'Italie que pour l'arrêter. Dans l'état actuel des choses il n'y a plus moyen d'attendre, le moment est venu. Demandez au gouvernement italien s'il est disposé à participer à la guerre sans l'Autriche, et à joindre un corps d'armée à l'armée française. Il pourrait nous rejoindre par le Mont-Cenis, cette même route que nous avons prise

en 1859 pour aller à l'Italie. L'Empereur de Russie a formellement déclaré à notre ambassadeur qu'il adhérait à l'idée de l'Italie venant à notre aide. Faites-le savoir au Roi. Voici les paroles mêmes de l'Empereur Alexandre : « Je m'y attendais et je le trouve naturel. » L'émotion de La Marmora avait été ressentie, quoique moins vivement, par Lanza et Visconti, qui étaient de nobles cœurs. Mais Sella, nom qui doit être odieux à tout Français, autant que celui de Crispi, se réjouit du succès de ses amis les Prussiens, et il entraîna le Conseil à un refus catégorique. Les ministres néanmoins ne se montrèrent d'abord qu'incertains. Ce ne fut que le 10 août, à 5 heures 30 du soir, que Malaret put transmettre à Gramont leur réponse, sur laquelle, en réalité, ils n'avaient pas hésité un instant : « Le gouvernement du Roi, tout en témoignant pour nous des sympathies que je crois sincères, ne se croit pas en mesure de prendre dès aujourd'hui l'engagement positif d'entrer en campagne avec nous. Il va rappeler encore deux classes sous les drapeaux et convoquer la Chambre pour mardi prochain. On armera avec toute l'activité possible, de façon à avoir dans vingt ou vingt-cinq jours des forces suffisantes pour parer aux éventualités de l'intérieur et de l'extérieur. Pendant cet intervalle les événements se seront dessinés en France, et c'est seulement lorsque les troupes seront rassemblées, c'est-à-dire dans vingt-cinq jours environ, que le gouvernement du Roi se consultera avec nous sur l'opportunité et

l'utilité d'une entrée en campagne de l'Italie. Le Roi m'a envoyé hier au soir une personne de sa confiance (son chef de cabinet) pour me dire son regret de ce que les menées révolutionnaires ne lui permettent pas de dégarnir en ce moment certaines villes. Les fauteurs de troubles sont payés par des agents prussiens. Le Roi ajoute par l'organe de son envoyé que l'Italie arme et qu'elle va armer dans des conditions encore plus considérables. Il espère pouvoir fournir à la France un secours important dans un délai beaucoup plus court que ne le disent ses ministres. »

Cette perspective d'un secours éventuel était encore une formule pour colorer un refus irrévocable, à moins que la victoire ne nous revînt. Visconti-Venosta, dans un langage familier, exprimait la véritable pensée des Italiens : « Quand un de nos amis se jette par la fenêtre, sans nous prévenir, ce n'est pas une raison pour que nous fassions le saut après lui et que nous nous rompions le cou sans aucune espérance de le sauver. » Ses collègues et lui raisonnaient ainsi : « Un corps d'armée italien n'aurait pas le temps matériel de joindre les Français de manière à leur être utile. A moins de vingt jours un corps de 60 000 hommes ne peut être prêt à passer les Alpes. Si d'ici là l'équilibre des forces était complètement et irrémédiablement perdu au détriment de la France, quel avantage trouverait la France à faire écraser une petite armée italienne ? »

L'opinion publique était résolument hostile à

une intervention en notre faveur. Ceux qui l'avaient d'abord conseillée, penauds d'avoir joué sur une mauvaise carte, se tenaient cois et la partie agissante, hurlante de l'opinion, excitée par Garibaldi[1] et ses amis, Crispi et autres, se félicitait de nos insuccès en souhaitant qu'ils fussent poussés jusqu'à l'écrasement définitif. Quelques-uns allaient même jusqu'à conseiller de reprendre, à l'aide de l'alliance prussienne, « les provinces extorquées en 1860[2] ». La seule annonce de notre départ de Rome avait produit parmi les révolutionnaires une véritable effervescence d'impatience.

Les journaux avancés, et même certains journaux modérés, pressaient le gouvernement de ne tenir aucun compte de la Convention de septembre et engageaient les Romains à préparer une insurrection pour le jour où le dernier de nos soldats se serait embarqué et même avant s'ils le pouvaient. Garibaldi annonçait qu'il allait quitter son île et l'on signalait la présence à Palerme de Mazzini. Tout ce mouvement obligeait les ministres à de sérieuses précautions : ils firent garder à vue Garibaldi dans son île, arrêter Mazzini à Palerme, et ils réunirent sur la frontière pontificale un corps d'armée de 30 000 hommes commandé par le général Raffaële Cadorna. La mission de ce corps était

1. Garibaldi, Lettre du 6 septembre 1870 : « J'ai désiré le triomphe des armées prussiennes. »

2. Petrucelli della Gattina : Storia dell'idea italiana dal anno 1866 di Roma la 1870.

double : empêcher le passage de la frontière et, si on n'y réussissait pas, ou si une insurrection éclatait à Rome, y devancer les Garibaldiens et empêcher la proclamation d'une république romaine. « Une telle situation intérieure, disaient les ministres à Malaret, n'est pas de nature à favoriser une intervention à votre profit. Nous n'y réussirions pas, je crois, même si vous aviez abandonné Rome sans condition. Mais dès que vous vous obstinez à vous maintenir entre nous et notre capitale, nous ne pouvons pas, le voulussions-nous, vous envoyer un secours. »

II

Au jour même où l'Italie nous refusait son alliance plus catégoriquement qu'elle ne l'avait fait jusque-là, elle contractait avec l'Angleterre une ligue des neutres qui paraissait être le démenti de la faible espérance qu'on nous avait laissée.

Dès le 15 juillet, alors que nous n'avions éprouvé aucun revers, Visconti-Venosta avait proposé au Cabinet anglais de s'engager avec l'Autriche à une neutralité à laquelle ensuite les autres puissances adhéreraient. Supposant aux Italiens une arrière-pensée de reconnaissance dont la plupart étaient bien éloignés, et à l'Autriche une disposition à nous soutenir qu'elle n'avait jamais eue, les ministres anglais craignirent qu'on ne voulût indirectement, sous couleur de neutralité,

les induire à une démarche en notre faveur, et comme complaire à la Prusse était leur souci, ils ne consentirent pas à se prêter à quoi que ce soit qui pût les entraîner hors de l'égoïsme hostile de leur abstention.

Ils repoussèrent la proposition, disant qu'il n'était pas dans les traditions de la diplomatie anglaise de s'engager pour l'avenir avec qui que ce fût en vue d'éventualités mal définies. Minghetti qui, à ce qu'on raconte, aurait inspiré cette combinaison à Visconti-Venosta, venu à Londres le 6 août, essaya d'arracher à Granville, avec lequel il avait des relations personnelles, l'acceptation de ce que la légation italienne n'avait pu obtenir. Mais il se heurta à un refus aussi décidé que les précédents. Et l'affaire eût été enterrée si Carlo Cadorna, le ministre italien à Londres, n'avait pénétré la crainte secrète, qu'on ne lui communiquait pas, motif réel du refus. « Vous redoutez, dit-il, que cette ligue de neutralité ne tourne au profit de la France ; comme vous nous connaissez peu ! comme vous nous comprenez mal ! c'est afin d'en finir avec ses interminables obsessions que nous la provoquons ; nous voulons pouvoir lui répondre lorsqu'elle reviendra de nouveau à la charge : nous ne demanderions pas mieux que de vous écouter, mais nous sommes liés avec l'Angleterre et nous sommes obligés de nous concerter d'abord avec elle. Rassurez-vous aussi sur l'Autriche : elle est bien loin de nous pousser à l'alliance active ; c'est elle qui nous retient. Laissons donc de côté, s'il

vous inquiète, un accord avec les puissances, écartons toute perspective d'action commune. » Et il proposa une convention sur les quatre bases suivantes : 1° Aucun accord d'ensemble avec d'autres puissances. — 2° Limiter l'accord entre l'Italie et l'Angleterre. — 3° Ne conclure aucun accord qui entraîne des engagements, ou qui enchaîne pour la conservation même de la neutralité. — 4° S'engager à ne rien faire d'une manière quelconque en ce qui concerne la neutralité déclarée déjà par toutes les puissances, ou relativement une médiation sans se l'être communiqué et sans avoir préalablement tenté de se mettre d'accord. — L'accession des autres États à cet accord resterait ouverte.

Granville et Gladstone adhérèrent immédiatement à cette nouvelle proposition, que le gouvernement italien autorisa Carlo Cadorna à signer[1] (9 août). Granville a donné son inter-

1. Toutes les fois qu'il s'agit de Minghetti il faut se rappeler le mot de Ricasoli : « Con Minghetti bisogna andar cauti. » Dans cette circonstance il a essayé d'enlever à Carlo Cadorna le mérite de sa négociation. Il a raconté et fait raconter par ses amis de l'*Opinione* que Cadorna avait bien signé la partie officielle de l'accord mais que les négociations et les pratiques extra-officielles qui en avaient préparé le succès avaient été l'œuvre de Minghetti. Carlo Cadorna par une note (11 janvier 1886) insérée dans le *Popolo Romano* a prouvé par des pièces irréfragables que cette prétention de Minghetti était contraire à la vérité et qu'il n'est intervenu, ni dans les négociations, ni dans la discussion de l'accord conclu entre l'Angleterre et l'Italie sous le nom de Ligue des neutres. Son intervention ne s'est exercée qu'en faveur de la proposition primitive de l'Italie qui, malgré son insistance auprès de Granville, a été rejetée.

prétation de cette convention de neutralité : « Mylord, l'ambassadeur de Prusse m'a plusieurs fois entretenu de divers bruits sur lesquels il a cherché à se renseigner auprès de moi. Le premier est qu'un traité avait été conclu entre la France et l'Italie, en vertu duquel cette dernière devait fournir à la France 100 000 hommes et aurait obtenu le droit d'occuper Rome après la paix. J'ai dit au comte de Bernstorff que je ne croyais pas à l'existence d'un pareil traité; que le Gouvernement italien avait communiqué à celui de la Reine qu'il avait reçu une telle demande de la France et qu'il désirait obtenir l'aide du Gouvernement de S. M. britannique *pour résister à cette pression*; sur la réponse que, quoique ce ne fût pas la politique actuelle de l'Angleterre de prendre des engagements positifs pour une neutralité combinée, cependant elle serait prête, si par là elle pouvait aider l'Italie à résister à cette pression extérieure, à s'accorder avec elle pour que ni l'une ni l'autre n'abandonnent la neutralité sans un échange d'idées, et sans annoncer réciproquement tout changement de politique. Le Gouvernement a donné chaleureusement son assentiment à cet arrangement[1]. »

III

Visconti n'a pas accepté cette interprétation anglaise : il serait entré dans la Ligue des

1. Granville à Lyons, 10 août 1870.

neutres, non en vue d'abandonner, d'être hostile à la France, mais dans l'arrière-pensée de lui être secourable si l'occasion s'en présentait. Il a eu l'obligeance, dans une note où l'on retrouve sa netteté habituelle, de préciser sa véritable pensée. « La France avait demandé à l'Autriche et à l'Italie leur coopération. Les deux puissances négociaient sur la base d'une action commune. Par conséquent, *jusqu'au 9 août, il y a eu ajournement mais non refus de concours*. Les premières victoires allemandes laissaient mesurer les proportions de la guerre et prévoir l'issue probable de la campagne. On ne pouvait plus penser à la participation de l'Autriche, et l'Italie seule se sentait impuissante. Selon l'avis de nos généraux il fallait au moins un mois pour la mobilisation complète de 60 000 hommes. La lenteur de cette coopération la rendait illusoire. Nous avions la conviction que notre concours isolé aurait jeté l'Italie dans une guerre désastreuse, dont les conséquences pouvaient lui être fatales, sans changer le cours des événements et sans aucun avantage réel pour la France. On nous a beaucoup reproché la Ligue des neutres. On n'y a vu qu'un stratagème pour nous mettre à l'abri en faisant l'isolement autour de la France. Une dépêche de Lord Granville, publiée dans le *Blue Book*, a pu justifier cette réclamation. *Nous avons alors réclamé contre les termes de cette dépêche qui nous attribuait un langage peu digne, qu'aucun de nos agents n'avait été autorisé à tenir*. Les arrangements de Londres ne nous empêchaient pas de

sortir de la neutralité. M. de Malaret, le prince Napoléon, M. Thiers plus tard, ne nous ont jamais entendus leur opposer la Ligue des neutres. Nous avons fait des ouvertures au Gouvernement britannique dans le but d'établir quelque entente politique. que la situation de l'Europe suffisait à expliquer. Lord Granville nous fit d'abord quelques difficultés au nom de l'ancien principe de la politique anglaise de ne pas s'engager pour des éventualités incertaines. Il nous proposa ensuite la seule formule d'entente à laquelle il était disposé à donner son adhésion. Cette formule n'avait pas une vraie portée pratique, mais elle pouvait en acquérir une comme point de départ pour des accords ultérieurs. A nos yeux, ce qui avait été convenu à Londres pouvait être la première base pour une action concertée des puissances en faveur de la médiation et de la paix. Nous ne voulions rester ni isolés, ni inutiles. *N'ayant pu prêter un concours armé, les considérations du présent ainsi que le souci de l'avenir nous faisaient vivement désirer l'occasion de pouvoir rendre un service à la France par les moyens de la diplomatie.* Toute démarche isolée aurait été inutile. Une médiation n'aurait eu des chances de succès que si elle avait été proposée collectivement par les grandes puissances restées en dehors du conflit. Il y avait avantage à établir pour cela entre ces puissances le lien et l'autorité d'un précédent. Il nous était difficile de supposer que les malheurs de cette guerre se seraient succédé jusqu'à la fin sans que l'Europe pût faire entendre sa voix et

interposer son influence médiatrice. Nous avons, dès la signature de l'accord et, plus tard, dans toutes les occasions, renouvelé nos efforts pour faire sortir les Cabinets européens de leur inaction. On connaît par quelles causes la Ligue des neutres n'a été qu'une œuvre vaine et stérile[1]. »

Cette interprétation de Visconti ne saurait être contestée, elle fixe définitivement le sens de la Ligue des neutres. Cependant je crois que Granville n'a pas inventé la sienne, car c'était un homme fort loyal : il est probable que l'ambassadeur italien pour le décider, exprimant son sentiment personnel, aura invoqué de sa propre initiative ces arguments dont Granville a fait ensuite le motif déterminant de son adhésion. Quoi qu'il en soit, il est certain que cette ligue n'a servi qu'à donner l'occasion aux puissances de conjuguer : je suis neutre, tu es neutre, il est neutre. Elle ne nous a, du reste, porté aucun dommage et ce n'est pas à cause d'elle que l'Italie s'est renfermée dans sa neutralité.

Notre ministre des Affaires étrangères traita La Tour d'Auvergne de très haut sur cette Ligue des neutres. Il dit à Lyons, l'ambassadeur anglais, « qu'une entente entre les puissances ne saurait lui inspirer aucune alarme, les intentions amicales de chacune d'elles lui étant connues ». Et pour ne pas paraître le vaincu de cette entente, niant tranquillement l'évidence, il affirmait « qu'il était entièrement faux que

1. Visconti-Venosta à Émile Ollivier, Rome, 16 décembre 1908.

la France ait tâché d'amener l'Autriche et l'Italie à son secours. La France ne songeait qu'à réunir toute son énergie pour chasser l'envahisseur par ses propres forces; un appel à l'aide matérielle d'une puissance étrangère serait inopportune et peu digne; elle repoussait toute médiation d'où qu'elle vînt; quelle que fût la fortune de la guerre, la France ne consentirait jamais à une cession de territoire et insisterait sur le maintien de la dynastie[1]. »

Alors qu'il exprimait ces contre-vérités, La Tour d'Auvergne ne réclamait en effet plus rien de l'Autriche, mais Malaret, par ses ordres, continuait à implorer l'Italie. Les circonstances cependant nous y devenaient plus contraires qu'ailleurs, quoique notre droit à être entendu y fût plus incontestable. L'Italie ne regardait plus du côté des Alpes où on l'appelait; elle avait les yeux fixés vers Rome où on ne l'appelait pas.

IV

Je n'avais pas eu, depuis mon entrée au ministère, une nuit aussi tranquille que celle qui suivit ma chute. Mon renversement était un acte tellement insensé, imprévoyant, homicide, que, cédant à mon habitude de chercher une cause raisonnable aux actes de mes adversaires, j'imaginai qu'ils avaient eu deux motifs : le premier la

1. Lyons à Granville, 16 et 19 août.

crainte que notre ministère libéral ne déployât pas une énergie suffisante contre les menées révolutionnaires; le second qu'on devait avoir de l'armée les gages rassurants d'un relèvement prochain, qui ferait du nouveau cabinet le ministère de la victoire, tandis que nous resterions, nous, le ministère de la défaite. Lorsque je lus la liste ministérielle et appris ensuite que l'armée en était toujours au même désarroi, je fus replongé dans la douleur. Cependant je continuai à me rendre assidûment aux séances tant que les mesures urgentes n'étaient pas votées. Je crois que le peu d'influence qui me restait encore contribua à ce que le vote de la permanence n'eut pas la majorité. Dès que, malgré ce vote, le ministère concédait cette permanence et que je vis que la Chambre ne serait plus qu'un centre de complots et de commérages, dans lequel il serait impossible de prononcer une parole sans soulever des tempêtes, je pris le parti d'aller, avant que les Prussiens fussent arrivés sous Paris, chercher quelques jours de repos quelque part, afin de réparer un peu ma santé très atteinte.

Mais je me dis que je n'avais pas le droit de me reposer tout à fait et que, puisque je ne pouvais pas servir mon pays dans la Chambre, je pouvais aller au dehors essayer de lui venir en aide. Mon père, mon oncle, moi-même avions été les amis des mauvais jours de l'Italie et nous avions souffert pour elle. J'y avais un très grand nombre d'amis dans tous les camps. Je

connaissais un peu Crispi, davantage Mancini, beaucoup plus Ricasoli, j'avais des rapports cordiaux avec La Marmora, Cialdini, et enfin des relations très affectueuses avec un homme des plus importants dans le parti de l'Opposition, Rattazzi. Ne voulant pas que ma démarche fût connue de qui que ce soit, je m'embarquai avec ma femme sans prévenir mes amis, et je m'en allai vers Milan par Genève et le Simplon. Le hasard fit que je montai dans le wagon qui conduisait à Prangins les trois jeunes enfants du prince Napoléon sous la conduite du lieutenant de vaisseau Brunet et de Mme de La Roncière Le Noury.

Arrivé à Arona j'écrivis à Rattazzi (15 août) : « Cher ami. Me trouvant libre depuis ma sortie du ministère, j'ai eu l'idée de venir en Italie pour voir s'il ne serait pas possible de réchauffer le zèle de nos amis, et les convaincre que leur intérêt est de nous rendre en ce moment l'appui que nous leur avons donné autrefois. Je ne voudrais pas que l'on connût ces démarches si elles doivent échouer, et je suis venu mystérieusement, tout le monde m'ignore ici ; je voyage sous un nom d'emprunt. Si j'allais à Florence je ne pourrais me cacher. J'irai plus tard si cela peut être utile, mais avant je voudrais causer avec vous et savoir la vérité sur l'opinion italienne. Ne pourriez-vous pas me donner un rendez-vous soit à Milan, soit à Turin, soit à quelque autre endroit qui ne fût pas trop éloigné de France, où il faut que je sois prêt à ren-

trer à tout événement. Télégraphiez-moi à Arona et signez Lodovico. Je ne voudrais pas que cela tombât dans les journaux. »

Rattazzi n'ayant pas la liberté de quitter le Parlement, me télégraphia de continuer jusqu'à Florence. « Le voyage, me disait-il, ne serait pas inopportun. » Je m'y serais décidé si, avant de recevoir son appel amical, je ne m'étais rendu compte moi-même de la réalité sur laquelle j'étais venu le consulter. A Milan je fus glacé par la lecture des journaux et par ce que je recueillis dans mes conversations : la majorité de l'opinion, celle qui s'exprimait à voix haute du moins, nous était résolument hostile. Elle ne déguisait pas ses vœux en faveur de la Prusse : les plus bienveillants, en nous plaignant, trouvaient que nous avions bien mérité notre sort. A Turin je constatai le même sentiment avec plus de force encore; la partialité contre nous s'y manifestait de toutes les façons et même par des lazzis populaires dans les rues. Je me convainquis qu'aucune assistance n'était à espérer ni du gouvernement ni du peuple italiens et qu'à Florence je perdrais mon temps. Je renonçai donc à m'y rendre. Néanmoins, quoique je le sentisse inutile j'adressai un appel au baron Ricasoli que je croyais chevaleresque. « Mon cher baron, J'étais venu secrètement en Italie pour réchauffer le zèle de quelques-uns de mes amis en faveur de mon noble pays, dans l'épreuve momentanée qu'il subit. Je voulais pousser jusqu'à Florence pour vous voir et

pour rappeler la parole de Savonarole, à propos de nos armes anciennes : « Gigli con gigli dover fiorire. » Mais je ne puis m'éloigner plus longtemps, et je repars pour Paris. Votre cœur comprendra l'appel que je vous adresse avant de quitter le sol italien. Votre « tota anima. » (Turin, 19 août.)

Puis je pris le train pour Paris (20 août).

L'impression que je rapportais de cette tentative et que je comptais aller communiquer à Palikao et à La Tour d'Auvergne, était que, quoi que l'on fît, on n'obtiendrait aucune espèce de secours et perdrait son temps et sa dignité à le solliciter.

Notre ambassadeur Malaret jugeait comme moi qu'il n'y avait rien à attendre des Italiens et trouvait cela tout naturel : « Si Votre Excellence veut tenir compte de l'état actuel de l'armée, de la situation intérieure de l'Italie, de la nécessité où se trouve le gouvernement du Roi de garder la frontière pontificale et de combattre la révolution dans les grands centres, elle jugera peut-être avec indulgence des résolutions qui, au premier abord, peuvent paraître inspirées par la prudence plutôt que par un grand empressement à nous venir en aide[1]. » Au point de vue rationnel du calcul politique le jugement de Malaret est vrai, et, de la part de l'Italie, intervenir eût été vraiment un acte de folie, mais il est des folies qu'il est beau de commettre,

1. De Malaret, 12 août.

qui donnent de la gloire, et dont plus tard on est récompensé. Plus d'un Italien pensa de la sorte. Le général ***, alors aide de camp de Victor-Emmanuel, m'a raconté à Rome avoir entendu plusieurs fois le roi Galant homme dire : « En 1870, j'ai fait une tache à mon blason. »

« Ce ne sera pas la plus glorieuse page de l'Italie ressuscitée, a écrit la *Perseveranza* de Milan, le journal alors le plus accrédité d'Italie, d'avoir assisté les bras croisés, tiède et silencieuse, à l'écrasement d'une nation sœur, au sang de laquelle elle doit en très grande partie sa situation actuelle[1]. » — « Penser, écrivait La Marmora à son ami Arese, que cette France, sans laquelle nous n'aurions pas pu nous constituer en nation, est menacée d'un démembrement sans qu'elle ait reçu la moindre assistance de notre part et que l'Empereur risque de perdre sa couronne, probablement pour avoir compromis sa politique en 1866 afin de nous avoir la Vénétie[2], il y a là de quoi profondément affliger quiconque a le sentiment de l'honnêteté et de la reconnaissance[3]. »

1. *Perseveranza* du 21 janvier 1871 : « E non sarà la piu gloriosa pagina di questa Italia risorta l'avere assistito, colle braccia piegate, e tepida e silenziosa, all'eccidio d'una nazione sorella,al cui sangue deve pare in grandissima parte la condizione sua attuale. »

2. *Forse anche per avere nel 1866 compromessa la sua politica perché noi avessimo la Venezia.*

3. 1er septembre 1870. Citée par Massari dans sa *Vie de La Marmora.*

ÉCLAIRCISSEMENTS

LE GÉNÉRAL COUSIN DE MONTAUBAN
COMTE DE PALIKAO

I

SES ÉTATS DE SERVICE

Cousin de Montauban, comte de Palikao (Charles-Guillaume-Marie-Appoline-Antoine), fils de Jean-Antoine et d'Adélaïde-Diane-Hortense-Appoline de Launay, né le 27 juin 1796 à Paris; marié le 26 janvier 1822 à demoiselle Élisabeth-Victorine Thurot. Autorisé à se nommer Cousin de Montauban par décret du 16 mai 1863.

Admis dans les gardes du Corps de Monsieur, le . . .	16 juillet 1814.
Sous-lieutenant au 3e régiment de cuirassiers, le . .	13 décembre 1815.
Détaché à l'école de cavalerie de Saumur de	1816 à 1818.
Rayé le	12 août 1818.
Réintégré dans son grade, le	5 janvier 1820.
Sous-lieutenant-élève à l'école d'application d'état-major, le	1er mars 1820.

Sous-lieutenant aide-major aux chasseurs de l'Orne (16e régiment), le	8	février	1822.
Lieutenant aide-major, le.	15	mai	1822.
Lieutenant au 10e régiment d'Infanterie de ligne, le . .	24	mai	1822.
Officier d'ordonnance du général vicomte Toussaint, à l'armée des Pyrénées, le.	15	février	1823.
Lieutenant aide-major au 1er régiment d'artillerie à pied, le	16	janvier	1824.
Lieutenant aide-major au 1er régiment d'artillerie à cheval, le	14	mai	1824.
Admis dans le cadre des lieutenants d'état-major, et mis en disponibilité, le. . .	12	novembre	1824.
Lieutenant d'état-major au 1er régiment d'artillerie à cheval, le	31	décembre	1824.
Lieutenant d'état-major à l'état-major de la 11e division militaire, le	19	avril	1825.
Lieutenant d'état-major à l'état-major de la 18e division militaire, le	3	mai	1825.
Lieutenant d'état-major au 1er régiment de chasseurs, le.	31	décembre	1826.
Lieutenant au 1er régiment de grenadiers à cheval de la garde royale, le	9	mai	1827.
Mis en réforme, le. . . .	12	octobre	1828.
Lieutenant au 2e régiment de chasseurs d'Afrique, le .	14	décembre	1831.

Capitaine adjudant-major, le	30 septembre 1832.
Mis en non-activité, le. .	18 janvier 1835.
Capitaine au 2e régiment de chasseurs d'Afrique, le .	2 septembre 1835.
Chef d'escadrons aux spahis réguliers d'Oran, le. . . .	4 septembre 1836.
Chef d'escadrons au corps de cavalerie indigène, le . .	17 juillet 1842.
Lieutenant-colonel au 1er régiment de chasseurs d'Afrique, le.	7 mai 1843.
Lieutenant-colonel au corps de cavalerie indigène, le	22 juin 1843.
Colonel du 2e régiment de spahis, le	5 août 1845.
Colonel du 2e régiment de chasseurs d'Afrique, le. . .	8 novembre 1847.
Général de brigade à la disposition du gouverneur général de l'Algérie, le. . .	24 septembre 1851.
Commandant la subdivision de Mostaganem, le . .	10 octobre 1851.
Commandant la division d'Oran, le	24 janvier 1855.
Général de division d'Oran, le	28 décembre 1855.
Disponible, le	13 novembre 1857.
Commandant la 21e division militaire, à Limoges, le.	13 janvier 1858.
Commandant la 18e division militaire, à Tours, le .	20 mai 1859.
Commandant la 2e division militaire à Rouen, le. . . .	10 juin 1895.

Commandant en chef les forces de terre et de mer de l'expédition de Chine, le. .	13	novembre	1859.
Conserve la direction générale de l'opération dirigée contre la Chine, sous le titre de commandant en chef de l'expédition de Chine, le. .	18	février	1860.
Sénateur, le	6	mars	1861.
Maintenu définitivement dans la 1re section du cadre de l'état-major général de l'armée, le	26	juin	1861.
Disponible, le	24	juillet	1861.
Commandant le 2e corps d'armée à Lille, le.	19	septembre	1864.
Commandant le 4e corps d'armée et la 8e division militaire à Lyon (devenue 9e corps d'armée en juillet 1870), le	22	juin	1865.
Ministre secrétaire d'Etat de la guerre, le.	9	août	1870.
A cessé ses fonctions, le .	4	septembre	1870.
Disponible, le.	5	septembre	1870.
Décédé, le	7	janvier	1878.

CAMPAGNES

1823, Espagne; 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856 et 1857, Afrique; 1860, 1861, Chine; 1870, contre l'Allemagne (Paris).

BLESSURES

Coup de feu pénétrant dans la poitrine, le 6 juillet 1841, à l'affaire de Souk-el-Miton, sur le Chéliff.

CITATIONS ET OBSERVATIONS

Cité à l'ordre de la division d'Oran, le 31 août 1832. A eu deux chevaux tués sous lui à l'affaire du 6 août 1833. Cité à l'ordre de la division d'Oran le 3 décembre 1833, pour sa belle conduite aux différentes affaires contre les Arabes. Cité à l'ordre de l'armée du 24 juin 1836, pour sa belle conduite à l'affaire d'arrière-garde devant Tlemcen. Cité à l'ordre de l'armée du 6 juillet 1836, pour sa conduite à l'affaire de Sikkah. Cité à l'ordre de la division d'Oran le 13 mars 1840, pour sa belle conduite au combat de Temsalmet. Cité à l'ordre de la division du 1er décembre 1840 pour sa belle conduite à la razzia contre les Ouled Galfas, le 27 novembre 1840. Cité à l'ordre de la division d'Oran, le 18 janvier 1841, comme s'étant particulièrement distingué au combat de Sidi-Ladhar, le 14 du même mois. Cité à l'ordre de l'armée du 8 juillet 1841, en ces termes : « Notre perte dans les deux combats a été de 11 tués et de 28 blessés ; dans ces derniers se trouve l'intelligent et intrépide chef d'escadrons Montauban, des spahis ; dans le premier combat il tua de sa main plusieurs ennemis, à la tête d'une quarantaine de cavaliers qui, seuls, composaient la cavalerie de la colonne ; le jour suivant, dans l'action qui mit fin au combat, il a reçu une balle dans la poitrine. » Cité dans le rapport du général de Lamoricière, en date du 13 octobre 1842,

à la suite du combat du 8 du même mois, à Loa, sur l'Aïn-Terid. Cité dans le rapport du général Korte, en date du 20 novembre 1844, à la suite de la razzia exécutée le 11 du même mois contre les Oulad Ali-ben-Hamel.

DÉCORATIONS

Chevalier de la Légion d'honneur, le	18 avril 1834.
Officier de la Légion d'honneur, le.	10 décembre 1844.
Commandeur de la Légion d'honneur, le	23 janvier 1848.
Grand-Officier de la Légion d'honneur, le	28 décembre 1859.
Grand-Croix de la Légion d'honneur, le	26 décembre 1860.
Décoré de la médaille militaire, le	28 novembre 1861.

A reçu la médaille de Chine.

Grand-Croix de l'Ordre Pontifical de Pie IX (Autorisation du 4 novembre 1861).

Commandeur de l'Ordre britannique du Bain (Autorisation du 4 novembre 1861).

Grand-Croix de l'Ordre de l'Épée de Suède (Autorisation du 28 novembre 1868).

Créé comte de Palikao, par décret du 22 janvier 1863, titre devenu héréditaire en vertu du décret du 16 mai 1863.

II

LETTRE A ÉMILE OLLIVIER

« *15 février 1870.* — Monsieur le Ministre, J'ai eu l'honneur, il y a peu de tems, de remettre à Votre Excellence, une note écrite un peu à la hâte, à la suite d'une audience que J'avais obtenue de Sa Majesté L'Empereur, qui me témoigna le désir de m'élever à la Dignité de Maréchal de France, si Je remplissais les conditions légales exigées. — J'étais tellement éloigné de m'attendre à une telle objection, qui n'avait jamais été faite, que Je pensai qu'il suffirait de la plus légère explication pour lever les doutes à ce sujet, Je vous remis donc la note succincte en question. Cependant comme Je n'entends plus parler de cette affaire, à laquelle J'attache le plus grand prix, comme réparation de mon honneur, après les injures que J'ai souffertes patiemment, dans l'espoir qu'elles seraient relevées par un acte de haute justice à mon égard, Je viens, Monsieur le Ministre, compléter par une explication plus étendue, les quelques renseignements que Je vous ai fournis précédemment. — Il existe deux manières d'envisager la question dont Je poursuis la solution; l'une, qui sera Jugée par la postérité et qui l'est déjà par les contemporains; celle-ci d'un ordre de sentiments plus élevés, l'autre qui se trame dans les voies de la légalité. — A l'appui de la première appréciation, Je n'ai qu'à rappeler les faits accomplis. En effet, un Général part de France à la tête de 8 000 hommes, fait 6 000 lieues pour conquérir un Empire de 300 millions d'habitants, est obligé de créer toutes les ressources

qui lui manquent, venge le 14 août 1860, par la prise des forts du Peho, l'honneur du Drapeau français compromis l'année précédente devant ces mêmes forts, gagne trois Batailles, s'empare *seul* de *Pékin*, peuplée de 2 millions d'individus (*voir la pièce diplomatique Livre Jaune du Baron Gros, page 132*), fait signer une paix honorable à l'ennemi, auquel il impose un tribut de 60 millions de francs, pour frais de guerre et envoie 900 pièces de canons en France. Tous ces faits accomplis en 18 mois, ce même Général rentre dans sa patrie pour y subir les injures et les calomnies de l'envie, suscitées par une lettre mémorable du chef de l'État ; enfin après 3 années de non-activité, l'envie paraît désarmée ; le Général est appelé au commandement le plus considérable de France : *24 Départements et 10 Divisions militaires*; il l'exerce depuis six ans à la satisfaction du Gouvernement et aujourd'hui qu'il est possible, légalement, de le récompenser par la Dignité afférente à la haute position qu'il occupe, on viendrait objecter Je ne sais quelle loi, rarement appliquée antérieurement, et qui n'a jamais pu être faite en prévision d'une expédition exceptionnelle qui sera l'une des plus grandes gloires de la France sous le règne de Napoléon III. la postérité croira à peine à un tel fait d'armes. après avoir retracé rapidement la partie de cette expédition qui fait appel à tous les sentiments généreux. Je vais prouver que l'objection de légalité tombe devant les termes mêmes de la loi. Je ne veux pas même invoquer le décret Impérial, qui paraît oublié, décret du 26 juin 1861 signé Napoléon III, qui me reconnaît dans toutes les conditions de loi du 4 août 1839 ; Je prends la loi elle-même, voici ce qu'elle dit : « la Dignité de Maré-

« chal de France ne sera conférée qu'aux Lieu-« tenants Généraux qui auront commandé en chef « *devant l'ennemi* 1° une armée ou un corps « d'armée composé de Divisions de différentes « armes. » Il faut remarquer que la composition de différentes armes en Divisions, n'est érigée que pour les corps d'armée et non pour le commandant d'une armée; or J'ai commandé seul une armée sans aucun chef au-dessus de moi. mais je vais plus loin : un Décret du 13 novembre 1859, m'a nommé commandant en chef des forces de *terre* et de *mer* de l'expédition de Chine. J'ai commandé devant l'ennemi, et plusieurs fois de ma personne au feu, deux Divisions d'Infanterie, puisque J'avais deux généraux de Division sous mes ordres, les Généraux Jamin et Collineau (voir l'annuaire militaire 1861, expédition de Chine) et un vice-amiral, qui commandait une Division navale, J'avais en outre une Brigade d'artillerie commandée par le général de Bentzmann. Deux Divisions d'infanterie et une Division navale constituent bien des *Divisions de différentes armes*; et ce qu'il y a de plus remarquable c'est que, moins nombreuses étaient ces Divisions, plus grand a été le mérite des succès obtenus. Je prie Votre Excellence, de vouloir bien agréer l'expression de mes sentiments de haute considération.

« Le Général de Division Sénateur commandant le 4e corps d'armée,

« Ch. de Montauban, Comte de Palikao. »

III

UN RÉCIT FAUX DE PALIKAO

Dans sa déposition devant la Commission d'Enquête sur le gouvernement de la Défense Nationale (20 juillet 1871) et dans son livre sur son ministère, Palikao raconte qu'il a reçu de moi, le 9 août à dix heures du soir, un télégramme l'appelant à Paris et il dit : « J'arrivai à Paris *à 9 heures du matin* et je me rendis aussitôt aux Tuileries. Je trouvai l'Impératrice entourée du Conseil des ministres. Elle vint au-devant de moi et me dit : « Général, je vous ai fait venir, parce que j'ai un « grand acte de dévouement à vous demander. Je « vous demande d'être ministre de la Guerre. » C'était un peu dur, dans la position où se trouvaient les choses. Je répondis à l'Impératrice devant tous les ministres : « Madame, je ne suis pas un « homme politique; je ne l'ai jamais été, je suis un « militaire, j'ai demandé un commandement actif, le « ministère de la Guerre ne peut me convenir dans « les circonstances actuelles, attendu que les échecs « que vient de subir l'empire nécessitent, comme « ministre de la Guerre, un homme éloquent et je « ne le suis pas. Je n'ai pas l'habitude de parler en « public. Je demande à Votre Majesté de ne pas « insister. » L'amiral Rigault de Genouilly me dit : « Mais si, général, vous avez parlé au Sénat. — J'y ai « peut-être parlé quelquefois sur des questions que « je connaissais parfaitement, mais, je le répète, je « ne suis pas un homme politique; je ne connais pas « les hommes avec qui je pourrais marcher. » Les ministres réunis firent ce qu'ils appelaient un

dernier appel à mon patriotisme. Enfin, j'acceptai, quoique ce ne fût pas bien gai dans ce moment-là.

« A peine avais-je accepté, qu'on entra en Conseil. M. Émile Ollivier se leva et dit à l'Impératrice : « Madame, le général jouit d'une certaine popula-« rité, nous sommes devenus très impopulaires ; si « nous restons avec le général, nous allons faire « rejaillir sur lui une partie de notre impopularité ; « nous demandons donc à nous retirer tous. » J'avoue que je fus interloqué ; je me dis : « Je vais me trou-« ver seul, que vais-je faire? » L'Impératrice me dit : « Général, puisque vous avez consenti, il faut accep-« ter le sacrifice jusqu'au bout et constituer un « ministère. » Là-dessus les bras me tombèrent; je dis : « J'ai passé vingt-sept ans de ma vie en Algérie, « six ans à Lyon, quelque temps en Chine ; je n'ai « jamais été un homme politique, je n'ai connu à « Paris ni les hommes ni les choses, vous me mettez « dans un cas très embarrassant pour vous et pour « moi, car je ne sais qui je vais prendre pour former « un ministère. » Je pensai alors à mon ancien collègue, M. Chevreau (il était alors préfet de la Seine) qui avait été avec moi à Lyon, et avec lequel j'avais eu de très bonnes relations, et je dis : « Si « Votre Majesté le permet, je vais aller consulter « M. Chevreau, un de mes amis ; comme il est dans « une très haute position, il doit être au courant de « tout ce qui se passe. » Je causai avec M. Chevreau et on constitua définitivement un ministère le 10 août. Le ministère constitué, nous avons cherché jusqu'au 4 septembre, par tous les moyens possibles, à sauver la situation. C'était difficile, pour ne pas dire impossible, en présence de tout ce qui manquait. »

Je n'avais pu envoyer un télégramme à Palikao le 9 août dans la soirée puisque ce jour-là je n'étais plus ministre. Mais cette erreur est une erreur de détail comparativement au reste. Je ne m'y arrètai pas et je lui écrivis la lettre suivante sur le point principal de son récit mensonger, dès que je sus où le trouver.

Pollone, 2 avril 1872. — « Général, le procès Trochu m'apprend que vous êtes à Paris. Jusque-là, ne sachant où vous prendre, je n'avais pu vous écrire pour vous prier de faire une rectification à votre livre en ce qui concerne moi et mes collègues. Vous affirmez que vous êtes arrivé aux Tuileries à neuf heures du matin, et que vous avez siégé avec nous en Conseil. Vos souvenirs sont inexacts. Vous n'êtes arrivé aux Tuileries que vers midi, au moment où nous allions nous séparer ; vous n'avez jamais siégé au Conseil avec nous et je ne vous ai pas tenu le langage que vous m'attribuez. Tous ceux de mes collègues avec lesquels je suis resté en relations, et c'est le plus grand nombre, ont confirmé mes souvenirs.

« ÉMILE OLLIVIER. »

En même temps je communiquai ma lettre à mes anciens collègues. Palikao n'osa me répondre e maintenir son affirmation. S'il l'avait tenté je lui aurais opposé son propre télégramme, dans lequel il m'annonçait qu'il ne pourrait arriver à Paris le 9 août au matin, et l'enquête faite par Chevandier auprès du chemin de fer de Lyon, de laquelle i résultait que le train spécial qui avait amené le général à Paris n'avait pu arriver qu'à dix heures.

Or, pour qu'il se présentât aux Tuileries à neuf heures, il aurait dû arriver au moins à huit heures à la gare.

Enfin, je lui aurais opposé les lettres que m'avaient répondues mes collègues. Les voici :

Chevandier de Valdrôme à Émile Ollivier, 4 décembre 1871. — « Mon cher ami, je me rappelle parfaitement que M. de Palikao n'est arrivé aux Tuileries que fort tard, quelques minutes avant la fin du Conseil ou au moment où il se terminait. Je me rappelle aussi que, après un court échange de paroles à voix basse avec l'Impératrice, il eut aussi un court *a parte* avec vous, après lequel vous me dites qu'il acceptait d'entrer dans notre ministère. Je suis également d'accord avec vous que vous n'avez pas déclaré que *le ministère avait perdu la confiance du pays et devait se retirer tout entier pour ne pas faire rejaillir sur M. de Palikao son impopularité.* Cela est tellement faux, que l'on avait décidé au contraire que nous devions nous défendre à outrance, et que plusieurs membres du Conseil privé n'avaient pas hésité à déclarer qu'un changement de ministère, dans ces circonstances, serait ce qu'il y aurait de plus malheureux pour le pays. »

De Maurice Richard, 14 mai 1872. — « Le général Palikao n'était pas présent à notre dernier Conseil des Ministres, tenu sous la Présidence de l'Impératrice aux Tuileries dans la matinée du 9 août : A la fin du Conseil, vers midi, un chambellan annonça le Général qui entra aussitôt. Nous étions debout et prenions congé de Sa Majesté. Jamais je n'ai entendu dire qu'à ce moment, il ait été chargé de former un cabinet pour nous remplacer. Nous

n'avons donné notre démission qu'à la Chambre, après le vote contre nous : le général se trompe. Les souvenirs de Plichon et Mège sont conformes aux miens. »

De Plichon, Bailleul, 7 avril 1872. — « Vous avez eu raison de relever les inexactitudes du Général Palikao; mes souvenirs en ce qui le touche sont entièrement conformes aux vôtres; il y a aussi dans la déposition du Maréchal Le Bœuf devant la Commission d'enquête du 4 septembre de grandes inexactitudes; les événements qui l'ont accablé ont évidemment agi sur sa mémoire; car je ne puis croire à rien d'intentionnellement inexact de sa part. Toutefois, quand l'heure viendra, c'est-à-dire quand l'enquête sera publiée il faudra relever ces inexactitudes. »

De Parieu, Paris, 12 juin. — « Mes souvenirs concordent avec les vôtres. Je ne crois pas que M. de Palikao ait siégé avec nous. Je me rappelle lui avoir parlé debout en le croisant au sortir de la salle du Conseil mais nullement avoir jamais siégé à cette table avec lui. Il me semble qu'il avait été appelé pour nous compléter, et que sa mission s'était élargie et transformée en dehors de notre participation. »

Louvet à Émile Ollivier, 30 mai 1872. — « Le court tableau que vous retracez dans votre lettre de ce qui s'est passé à la fin de notre séance du 9 août, est l'exacte vérité. »

De Mège, juin 1872. — « Mon cher ami, vous m'écrivez que le général Palikao a raconté dans

son livre que le 9 août il était entré aux Tuileries à neuf heures du matin, qu'il avait assisté au Conseil avec nous et que vous lui auriez tenu un discours pour lui affirmer que votre impopularité vous forçait à vous retirer. Nos anciens collègues vous ont déjà adressé leur témoignage pour contester l'exactitude de ce récit. Je n'hésite pas à me joindre à eux. Le général Palikao se trompe, nous n'avons jamais siégé en conseil avec lui. »

Émile Segris à Émile Ollivier, 23 décembre 1871. — « Jamais je n'ai siégé dans aucun conseil avec M. de Palikao. Je ne l'ai jamais connu personnellement, je n'ai jamais rien eu de commun avec lui, je suis certain que le langage rapporté par lui dans son livre et dont vous affirmez la fausseté n'a jamais été tenu en ma présence. »

Du général Dejean, 10 juin 1872. — « Votre lettre du 6 juin courant m'a été remise, samedi soir, par M. Adelon. Je vous aurais immédiatement répondu si je n'avais tenu aussi à corroborer mes souvenirs, à relire les *Moniteurs* des 9 et 10 août 1870, et si je n'avais tenu aussi à me procurer le livre de M. le général de Palikao, *Un ministère de vingt-quatre jours.* Très assuré maintenant de mes souvenirs, je les déclare conformes aux vôtres, et je suis d'autant plus autorisé à témoigner des faits relatifs à l'arrivée du général à Paris que j'étais particulièrement intéressé à l'appel qui lui avait été fait. Il lui a été adressé le 8 août, à l'issue ou dans le cours de la séance du Conseil tenu le soir aux Tuileries, et non pas le 9, comme semble le dire le général à la page 48 de sa brochure. Vous devez vous rappeler certainement qu'au début de

cette séance, l'Impératrice m'appela dans le cabinet de l'Empereur pour me dire que j'allais être remplacé par un ministre en pied : c'était, je l'ai toujours du moins présumé, le résultat d'observations que j'avais faites dans la séance du matin, déclarant qu'un ministère intérimaire ne pouvait pourvoir aux difficultés de la situation. Vous vous rappellerez peut-être aussi qu'on eut l'obligeance de me demander pourquoi je ne serais pas ce ministre et je répondis qu'il fallait dans ces hautes fonctions, surtout dans les circonstances présentes, un général ayant aux yeux de l'armée et même du pays une notoriété qui ne m'était pas acquise. Dès le 8 au soir, je cessai donc de faire partie du ministère, et je m'attendais, le lendemain, à en voir l'avis au *Moniteur*. Il n'y fut pas inséré, sans doute dans le but de ne pas charger un autre membre du Cabinet de présenter au Corps Législatif le projet de loi militaire préparé pour les circonstances. C'est précisément de la rédaction de l'exposé des motifs de ce projet de loi que je m'occupais pendant la durée du Conseil tenu le matin du 9 aux Tuileries, tandis que vous-même rédigiez la déclaration à faire aux deux Chambres, au nom du gouvernement. Il est donc bien certain qu'à cette heure le général de Palikao, dans notre esprit du moins, et, je le crois aussi, dans ceux de vos collègues, n'était appelé à Paris que pour devenir ministre de la Guerre, et faire cesser l'intérimat de ce ministère. Quand on l'annonça dans la matinée du 9, aux Tuileries, c'était donc le nouveau ministre de la guerre qui apparaissait. Il ne prit aucune part à la délibération du Conseil qui finissait, et je ne le vis que dans le salon qui précédait la salle des séances, où il n'entra, ce me semble, que pour la traverser et aller s'en-

tretenir avec l'Impératrice. Maintenant la déclaration qu'il vous prête, page 52 de sa brochure, lui aurait-elle été faite par quelque autre de vos collègues, ou peut-être même par l'Impératrice? C'est possible, mais à ma connaissance, aucune défaillance du ministère ne s'était manifestée le 9, au matin, et quand à une heure, ce même jour, il s'est présenté devant les Chambres pour y faire la déclaration lue par vous au Corps Législatif et par M. de Parieu au Sénat, et pour déposer le projet de la nouvelle loi militaire, le Ministère était, je le crois, prêt à la lutte contre l'étranger et contre les partis. Tels sont, Monsieur, mes souvenirs et mes impressions d'alors. C'est la première fois que j'écris un mot sur les événements qui ont précédé cette fatale guerre, ou qui se sont accomplis pendant sa durée. Je ne l'avais pas fait jusqu'ici, même à votre demande, tant je voyais l'impossibilité d'éviter toute récrimination et de ne pas se laisser aller à certaines accusations que je lis avec tant de dégoût dans les livres, dans les journaux, dans les discours. C'est déjà trop d'avoir à regretter souvent ce qu'on laisse échapper au cours de la conversation. Néanmoins mon mutisme ne peut aller jusqu'à ne pas relever au moins une assertion du livre dont vous m'avez entretenu. J'y lis, page 91, une énumération de tout ce qu'a fait le ministère du 10 août, dans ses 24 jours. On y cite entre autres choses la mise en état de défense de Paris, oubliant que dès le 24 juillet le ministère précédent, avant tout échec militaire, l'avait commencée. Le *Moniteur* du 25 juillet, à sa première page, contient en effet l'entrefilet suivant : — Paris 24 juillet. — « Le ministre de la Guerre a prescrit « de commencer la mise en état de défense et l'ar-

« mement de l'enceinte fortifiée de Paris et des « forts intérieurs. » Quelque part aussi on a attribué au ministère du 10 août de s'être occupé seul des approvisionnements de Paris, et j'ai bon souvenir cependant que, dans un conseil tenu à Saint-Cloud, il avait été décidé qu'une commission présidée par M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce s'occuperait d'urgence de cette question et qu'un premier crédit de 35 millions, je crois, serait prélevé sur les 506 millions de l'emprunt de guerre pour les premières dépenses de ces approvisionnements. Et tant d'autres qui ne me reviennent pas à l'esprit! Je ne veux pas récriminer, mais enfin je mettrai toujours mes souvenirs à la disposition de ceux qui voudront répondre à des attaques injustes et malveillantes. Je m'estimerai heureux s'ils peuvent vous être utiles dans cette circonstance. Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments dévoués. »

Lettre du général Dejean à Adelon, chef du Cabinet du Ministère de la Justice. — « Je sortis des Tuileries à midi. Palikao vint quelque temps après chez moi, me dire : « Je n'ai rien mangé depuis ce matin; « donnez-moi à déjeuner. » Non seulement je ne le considérais pas alors comme chargé de former un ministère, mais j'ignorais qu'il fût ministre de la guerre. Il ne m'en parla pas. Comment aurai-je ignoré tout cela, si le récit de son livre eût été vrai? »

Gramont a confirmé le témoignage de tous mes autres collègues dans une lettre que je n'ai pas en ce moment sous la main. Toutes ces preuves sont accablantes. N'existassent-elles pas, la moindre

réflexion suffirait à démontrer la fausseté du récit de Palikao. Si, en effet, j'avais tenu le 9 août au matin le langage qu'il met dans ma bouche je ne me serais pas débattu pendant toute la journée du 8 contre ceux qui me demandaient ma démission, je l'eusse donnée et aidé dès ce jour-là à constituer soit avec Trochu, soit avec Palikao, le ministère qui devait suppléer à mon impopularité.

Je ne me contentai pas de cette enquête. Dans une note de mon livre *Principes et Conduite* (page 8, 1875), je déclarai : « La mémoire a fait défaut au général Palikao dans sa déposition devant la Commission d'enquête. Tout ce qu'il raconte sur la chute du ministère du 2 janvier, sur un Conseil auquel il aurait assisté, sur un discours que je lui aurais tenu, est imaginaire, sans aucune réalité. Le général Palikao n'a jamais assisté à aucun des conseils du ministère du 2 janvier. Les souvenirs de tous mes collègues sont conformes aux miens. » Tous mes collègues et Palikao étaient alors vivants. Aucun fait n'est donc mieux établi que la fausseté absolue de son récit. Supposez cependant qu'il ait été écrit dans des mémoires publiés après ma mort, qui aurait pu douter de sa véracité? Supposez que, publié même de mon vivant, je fusse alors presque le seul survivant, comme à l'heure où j'écris cette note, du ministère du 2 janvier; les uns auraient cru à mon démenti, mais d'autres, le supposant intéressé, ne l'auraient pas admis. On peut concevoir, dirait-on, que Palikao ait altéré un peu le sens des paroles de M. Émile Ollivier, mais qu'il ait tout inventé, et le Conseil et le discours, qui pourrait le croire? Et cependant il en est ainsi.

Avec quelle précaution les historiens ne doivent

ils pas, avant de se fier aux récits des mémoires, rigoureusement peser la véracité générale du personnage qui les écrit! En ce qui concerne Palikao il faut établir en règle, tant son inexactitude est habituelle, que chaque fois qu'une de ses assertions est démentie par qui que ce soit, le démenti doit être accueilli avec sécurité. On a déjà vu dans la lettre de Dejean, que je viens de citer, une de ces innombrables inexactitudes. J'en ai déjà réfuté une très importante dans les éclaircissements du 15e volume. p. 558. Plus tard est arrivé à Gambetta le même désagrément qu'à moi. On lit en effet, dans *la République française*, la lettre suivante adressée par Gambetta à d'Audiffret-Pasquier, président de la Commission des marchés : « Dimanche, 11 février 1872. — Monsieur le président et cher collègue. Je lis dans le *Journal officiel* de ce jour le procès-verbal de la séance de la Commission des marchés du 12 septembre 1871, la déposition suivante : « *M. le général comte de Palikao* : — « Je « me rappelle seulement M. Le Cesne, qui est venu « pour son compte proposer un marché qui n'a pas « eu de suite. Je vous ai cité trois députés : je ne « me rappelle pas les circonstances de leur inter- « vention ; c'est déjà un peu loin de moi. Mais il y « a eu dans mon cabinet, entre M. le général Susane « et ces trois députés, dont deux étaient certaine- « ment M. Picard et M. Gambetta, une scène fort « vive dans laquelle j'ai dû mettre le holà. » Il est absolument inexact que je me sois trouvé dans le cabinet du ministre de la Guerre le jour et dans les circonstances où M. le général de Palikao affirme m'y avoir vu. Je n'ai jamais été reçu qu'une fois au ministère de la guerre par M. le général de Palikao, et c'est à une occasion qu'il ne saurait

avoir oubliée, à l'occasion du recours en grâce des condamnés dans l'affaire de la Villette. Je n'ai jamais fait de démarche avec M. Picard, en aucun temps et sous aucun prétexte. Je ne me suis jamais rencontré avec le général Susane, que je ne connais pas et qui ne me connaît pas. Je ne connais pas davantage M. Chollet, auquel il est fait allusion au cours de ce débat. J'oppose donc le démenti le plus formel aux afffirmations de M. le général de Palikao, et je vous prie de vouloir bien joindre cette lettre aux procès-verbaux de la commission que vous présidez. »

Cette fois Palikao répondit : « Paris, 12 février 1872. — Monsieur le directeur. Je lis dans le journal *la République française* de ce jour une lettre de M. Gambetta qui, sous une forme peu polie, conteste sa présence chez moi à l'occasion d'une scène qui aurait eu lieu entre deux ou trois députés et M. le général Susane. Au milieu des préoccupations de toute nature dont j'étais alors accablé, j'ai pu confondre M. Gambetta avec l'un de ses collègues de l'extrême gauche. M. le général Susane se rappellera sans doute le nom de ces députés, mais si je me suis trompé sur la cause de la présence de M. Gambetta dans mon cabinet, il me le rappelle trop bien pour que ma mémoire ne redevienne pas plus fidèle. Des assassins avaient été condamnés à mort, et M. Gambetta vint pour me demander que l'exécution n'eût pas lieu. Je trouvais étrange l'intervention de députés en faveur d'hommes coupables d'un crime de droit commun, et je répondis que si cela dépendait de moi, je ferais exécuter les coupables immédiatement. Il me semble que le motif que j'attribuais à la démarche de M. Gambetta était plus honorable que le motif réel de sa visite. »

IV

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES CULTES

ORDRE GÉNÉRAL DU SERVICE PENDANT L'ABSENCE DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR

Au Palais des Tuileries, le 23 juillet 1870.

Par Nos Lettres Patentes données le 23 Juillet 1870, Nous avons conféré la Régence de l'Empire à Notre bien-aimée Épouse l'Impératrice, et ce pendant la durée de l'absence que Nous projetons et lorsque Nous aurons quitté la Capitale. Nous avons ordonné par les mêmes Lettres que l'Impératrice Régente exercerait les pouvoirs attribués à ce titre en conformité de Nos instructions et ordres tels que Nous les aurions arrêtés dans l'ordre général du Service pendant Notre absence. A quoi voulant pourvoir, Avons ordonné ce qui suit : La Régence que Nous avons conférée à Notre bien-aimée Épouse l'Impératrice, par Nos Lettres Patentes du 23 Juillet 1870, commencera son exercice le jour où Nous aurons quitté la Capitale et se terminera le jour où Nous rentrerons. L'Impératrice présidera le Conseil des Ministres, qui se réunira au moins deux fois par semaine. Les actes de la Régence seront toujours faits en Notre nom, la signature de la Régente sera précédée de ces mots : *Pour l'Empereur et en vertu des pouvoirs qu'Il Nous a confiés.* Tous ces actes seront discutés en Conseil des Ministres et porteront le contre-seing du Ministre compétent. Il sera tenu un procès-verbal des Séances du Conseil des Ministres faisant mention, pour

chaque séance, des mesures adoptées. Ce procès-verbal sera signé de l'Impératrice et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes. Dans tout ce qui n'est pas de forme ou de petit ordre, les affaires seront renvoyées à Notre décision par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, à moins qu'il n'y ait urgence et utilité pour Nos intérêts et ceux de l'État à prendre un parti immédiat. Le Garde des Sceaux nous adressera par chaque Courrier de Cabinet le résumé des sujets traités au Conseil dans la semaine. L'Impératrice exercera, en Conseil des Ministres, le droit de faire grâce, de commuer les peines et d'accorder tout sursis à l'exécution des arrêts et jugements de condamnation. Elle statuera sur les affaires ordinaires d'administration, sur celles de finances qui seront purement de forme et sur les objets provisoires ou urgents, sur le rapport du Ministre compétent et après avoir consulté le Conseil. Elle pourra suspendre, sur la proposition de chaque Ministre, les fonctionnaires de son Département, lorsqu'il y aura urgence ou qu'il y aura inconvénient à attendre Nos ordres.

L'Impératrice Régente, sauf le cas où les circonstances urgentes requerront une exception, pourra signer, en Conseil, les Décrets de nomination suivants : Pour le Département de la Justice et des Cultes, les Magistrats jusqu'aux fonctions de premier Président de la Cour Impériale ou de Procureur Général et de Conseiller à la Cour de Cassation ; les Ecclésiastiques jusqu'aux fonctions de Vicaires Généraux inclusivement. Pour le Département des Affaires Étrangères, les Secrétaires et Consuls de première classe inclusivement. Pour le Département de l'Intérieur, les fonctionnaires jusqu'aux fonc-

tions de Préfet inclusivement. Pour le Département des Finances, jusqu'aux Conseillers-Maîtres de la Cour des Comptes et aux receveurs particuliers des Finances inclusivement. Pour le Département de la Guerre, les Officiers jusqu'au grade de Colonel inclusivement. Pour le Département de la Marine et des Colonies, les officiers jusqu'au grade de Capitaine de vaisseau inclusivement. Pour le Département de l'Instruction publique, jusqu'aux fonctions de Professeur de Faculté et de tous autres Établissements d'instruction publique supérieure inclusivement. Pour le Département des Travaux publics et de l'Agriculture et du Commerce jusqu'aux fonctions d'Ingénieur en chef inclusivement. Pour le Département des Lettres, Sciences et Beaux-Arts et pour le Ministère de Notre Maison jusqu'aux fonctions de Professeur et de Directeur inclusivement. Pour le Conseil d'État, jusqu'aux Maîtres des Requêtes de première classe inclusivement.

Toutes les affaires de nature à Nous être renvoyées seront centralisées au Ministère de la Justice et des Cultes. Les dossiers Nous seront transmis par chaque courrier, par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, avec ses observations s'il y a lieu. Les Ministres Nous écriront aussi souvent qu'ils auront à Nous rendre compte d'affaires importantes de leurs Départements. Le Préfet de Police écrira par tous les courriers. Le Préfet de Police adressera tous les jours un Rapport à l'Impératrice-Régente, au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, et au Ministre de l'Intérieur.

Le Ministre de l'Intérieur portera une attention

spéciale au Service des Dépêches télégraphiques. Aucune dépêche importante ne devra être transmise sans son autorisation. En cas de doute, il consultera l'Impératrice qui, au besoin, convoquerait le Conseil des Ministres.

Signé : Napoléon.

Par l'Empereur :
Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,
Signé : Émile Ollivier.

Pour Copie conforme :
Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,
Émile Ollivier.

V

UNE NOUVELLE ARGUTIE ALLEMANDE

LETTRE D'ÉMILE OLLIVIER A L'ÉLOQUENT DOCTEUR HEINRICH SEEHOLZER. ZURICH.

Mon cher jeune ami. — Vous me transmettez un article publié dans la *Historische Zeitschrift* dans lequel un monsieur Hesselbarth essaie de démontrer que j'ai altéré les faits qui se sont passés à Ems dans la soirée du 12 juillet. Ce monsieur a certainement lu mon livre, mais il ne l'a pas bien lu. Ainsi, il me fait dire que je m'efforce de démontrer que la lettre d'excuses que nous aurions demandée à Werther était inoffensive. Au contraire j'établis, t. XIV, p. 246, que demander une lettre d'excuses eût été une impertinence à

laquelle le Roi eût dû répondre en faisant conduire notre Ambassadeur à la frontière et en ordonnant la mobilisation de son armée. Mais, cette lettre d'excuses n'a jamais été demandée, cela résulte même du rapport de Werther, cependant si inexact en tant de points, que je prie M. Hesselbarth de relire.

Voici le langage que Werther met dans la bouche de Gramont : « A parler sincèrement, *il ne voulait pas la guerre, mais des rapports bons et amicaux avec la Prusse*, et il me savait viser au même but : nous devions donc rechercher ensemble s'il y avait un moyen d'exercer de ce côté une influence d'apaisement, et IL S'EN REMETTAIT A MON APPROBATION SUR LA QUESTION DE SAVOIR SI LE VÉRITABLE EXPÉDIENT NE SERAIT PAS UNE LETTRE DU ROI A L'EMPEREUR. Il en appelait au cœur chevaleresque de Sa Majesté Royale, qui accorderait son juste consentement. »

Vous le voyez, il s'agit d'une lettre spontanée d'amitié et non pas d'une lettre d'excuses exigée; et Werther quelques lignes plus loin caractérise encore mieux L'OUVERTURE VERBALE de Gramont (ce sont les expressions de Bismarck au Reichstag) en disant que c'est UNE IDÉE A SOUMETTRE AU ROI. Gramont ni moi n'étions assez imbéciles pour ne pas savoir que l'exigence d'une lettre d'excuses mettrait le feu aux poudres. J'ai tellement démontré tout cela (*Empire libéral*, t. XIV, p. 245-320, 586, t. XV, p. 377) que je m'en tiens à dire que ceux qui prétendent encore, malgré tant de preuves évidentes, que nous avons chargé Werther de demander au roi une lettre d'excuses qu'il eût été déshonorant de sa part d'accorder, que ces gens-là ne sont que de méprisables calomniateurs.

M. Hesselbarth prétend que je n'ai rien fait contre les ordres de Gramont à Benedetti, sur la demande de garanties : certainement je n'ai rien fait vers minuit quand j'en ai eu connaissance par hasard. Qu'aurais-je pu faire à une telle heure? Mais le lendemain, en Conseil, j'ai fait *contre* tout ce qu'il y avait de plus efficace : je l'ai fait virtuellement abandonner (t. XIV, p. 287, 288, 289).

Je pourrais présenter bien d'autres redressements de cette nature, mais j'ai tellement éclairci tout cela dans mon livre, qu'il n'y a que ceux qui ne veulent pas comprendre qui ne comprennent pas.

La seule nouveauté de l'article que vous me signalez consiste en ceci : il est indubitable que le 12 juillet au soir, au moment où il se rendait à souper chez son frère, le Roi fut abordé par Abeken qui lui communiqua une dépêche de Berlin. Le Roi la lut et déclara « que c'était la dépêche la plus importante qu'il eût reçue de sa vie » et fit savoir à son frère qu'il n'irait le rejoindre que plus tard. Évidemment, je n'ai pas lu le texte de cette dépêche et je n'ai pu l'induire que par voie de présomptions, selon la méthode de tous les historiens, et cette présomption, je l'ai tirée du fait, révélé par Bismarck, « que, le 12 au soir, il considérait la guerre comme nécessaire, et qu'il ne serait retourné à Varzin qu'en donnant sa démission si cette guerre avait été évitée ». (Rapport de Bismarck du 23 septembre 1888.)

M. Hesselbarth dit que je me suis trompé, et agissant par voie de présomptions, car il n'a pas plus que moi lu la dépêche, il en rétablit le sens : Le rapport écrit de Werther au Roi, du 12 après-midi, exclurait la supposition que le télégramme

dont parle Chappuis provient de Paris et de Werther, puisqu'il résulterait du rapport que Werther avait refusé à MM. de Gramont et Ollivier, de transmettre au Roi par télégraphe leur suggestion. Mais si Werther n'avait point télégraphié au Roi, il n'avait pas perdu un instant pour instruire Bismarck, et Bismarck, à l'instant même, aurait informé Guillaume d'une nouvelle qu'il aurait supposée propre à l'irriter, et c'est cette dépêche que Chap puis aurait remise au Roi au moment où il se rendait à souper chez son frère. Et ce serait l'annonce de notre demande d'excuses et non l'ultimatum de Bismarck qui aurait causé l'extraordinaire émotion du Roi. — Cette version est moralement impossible, car le Roi eût été le plus novice des souverains si, ayant reçu tant de dépêches émouvantes, il avait considéré comme étant la plus importante de toutes, celle qui lui annonçait un rapport de son ambassadeur, où serait formulée une demande invraisemblable qu'il aurait rejetée d'un mot, sans être obligé de se livrer à un travail considérable avec Abeken. Au contraire, c'était une dépêche d'extraordinaire importance que celle qui apportait la menace d'une rupture éclatante avec un ministre investi depuis tant d'années de son entière confiance et de la plus grande partie de son pouvoir !

Werther nous a quitté à quatre heures afin de rédiger en hâte un rapport envoyé à Ems qui est parti à cinq heures. Ce n'est donc qu'à cette heure-là qu'il aurait télégraphié à Bismarck. Or, ce long rapport devait être chiffré à Paris, déchiffré à Berlin, chiffré de nouveau à Berlin, ce qui demandait un long temps, auquel il faut encore ajouter les heures nécessaires au trajet de la dé-

pêche de Paris à Berlin et de Berlin à Ems. Calculez bien et vous jugerez : 1° qu'il est impossible que le Roi, à quelque heure tardive qu'on veuille placer le souper au Casino (l'heure habituelle était huit heures), ait reçu par Berlin la dépêche de Paris au moment où il se rendait à l'invitation de son frère.

2° La dépêche eût-elle pu arriver avant cette heure du souper, le Roi ne l'aurait pas reçue, par l'excellente raison que Bismarck, en admettant qu'il l'eût reçue lui-même le 12 au soir, ce qui est douteux, avait prescrit de la considérer comme *non avenue* et de ne pas la communiquer, et en effet le Roi n'en a eu connaissance que le lendemain dans les circonstances qu'Abeken raconte dans ses Mémoires. Vers midi, il demanda à Abeken s'il n'avait pas de nouvelles de Werther. Abeken répondit qu'en effet un rapport était arrivé dans la matinée, qu'il l'avait transmis à Berlin, mais que les deux ministres avaient pensé que ce document n'était pas de nature à être communiqué officiellement à Sa Majesté : « Eh bien ! dit le Roi, supposez un instant que nous soyons de simples particuliers et donnez-m'en lecture. » S'il avait connu la substance du document depuis la veille, il n'aurait pas fait cette demande.

Enfin si le 12 juillet au soir le Roi avait appris, par la dépêche de Berlin, la demande impertinente qui était en route vers lui, il n'aurait pas, le 13 au matin, à la promenade des Sources, abordé Benedetti d'un air satisfait et ne lui aurait pas dit en lui tendant la *Gazette de Cologne* : « Voyez ici une bonne nouvelle. Par là tous nos soucis et toutes nos peines ont pris fin. » Il l'aurait attendu chez lui et à notre demande insultante d'une lettre

d'excuses, il lui aurait répondu en le faisant mettre à la porte.

Il me semble, mon cher ami, que vous trouverez ma réponse péremptoire. Sauf peut-être sur des détails sans importance, on ne mordra pas sur mon récit qui est de granit parce qu'il est la vérité.

VI

TÉMOIGNAGE D'UN SOCIALISTE ALLEMAND SUR LA GUERRE DE 1870 — AUGUST BEBEL

Toute ma vie, j'ai, en ce qui concerne les penseurs socialistes, été combattu entre deux sentiments : la plus vive sympathie pour leur personne et l'impossibilité d'adhérer à leurs théories. Je sympathise avec leur personne parce que ce sont des hommes désintéressés, généreux, qui, dans ce monde, sont surtout touchés de la souffrance humaine et ont la passion de la soulager. Je n'ai pu adhérer à leurs théories, parce que toutes ont pour point de départ l'anéantissement, ou, tout au moins la subordination de la liberté de l'individu à l'autorité de l'État et que toutes ont pour résultat l'aggravation finale des maux qu'elles croient soulager. J'aurais aimé fréquenter Fénelon, qui devait être un délicieux compagnon de vie, mais j'aurais eu horreur de vivre dans sa cité de Salente, type originaire de la cité collectiviste. J'aurais, au contraire, éprouvé une parfaite délectation à passer mes jours dans cette cité de Thélèmes, sur le frontispice de laquelle Rabelais a écrit : « Fais ce que voudras. »

J'éprouve particulièrement ce double sentiment à l'égard des deux socialistes allemands Bebel et

Liebknecht. J'ai contre leurs théories allemandes le même éloignement qu'envers nos utopies françaises; mais ce que je sais d'eux m'inspire de la sympathie pour leurs personnalités. Celle de Bebel est captivante. Ce n'est pas un rêveur ni un philosophe; c'est un homme d'action puissant. Sa dialectique impétueuse, pleine de loyauté, est toujours lucide et précise; il parle *non ornate sed bene*. Son pathétique n'a rien d'artificiel, il entraîne les masses parce qu'il croit en elles et qu'elles croient en lui. Il a un courage de lion. Et en 1867 il contesta que l'Unité Allemande fût la pensée vraie de la Prusse, mais que sa véritable visée était de convertir l'Allemagne en une caserne dont elle serait le caporal. Ni les menaces ni les persécutions ne l'ont empêché de dénoncer cette ambition oppressive. Si Bebel est Achille, Liebknecht est Patrocle. Sincère, convaincu, droit, courageux comme son ami, il est plus que celui-ci très cultivé, très lettré. Parfois ils différent sur des questions, par exemple sur le mouvement de 1848, que Liebknecht admirait et dans lequel Bebel ne voyait que confusion; mais ces divergences ne devinrent jamais une séparation et ils se retrouvaient d'accord sur leur but final. Tous deux mariés furent des pères de famille très tendres. Liebknecht fut le premier en Europe, au moment même où la critique française trouvait naturelle la dépêche d'Ems, à en dénoncer la fabrication artificieuse et provocatrice, et sa démonstration spirituelle, éloquente, est devenue l'opinion indiscutée de l'Histoire. A ce titre, il mérite la reconnaissance de tous les Français même non socialistes. Il a vengé ses compatriotes de l'injure que Velleius Paterculus adressa aux Germains : *Genus ad mendacium natum.*

Bebel, qui déjà en 1870, sans connaître les faits, avait protesté contre l'iniquité triomphante, vient encore dans ses Mémoires d'apporter son témoignage d'homme à la vérité[1] :

« L'attitude que Liebknecht et moi avions prise à l'explosion et pendant la durée de cette guerre, dans le Reichstag et en dehors, a été l'objet, durant quelques dizaines d'années, de discussions et de violentes attaques aussi dans notre parti. Mais peu de temps après, on nous donna raison. J'avoue que je ne regrette nullement notre attitude d'alors et que si nous avions su, à l'explosion de la guerre, ce que nous avons appris à connaître dans le cours des années suivantes sur la base de publications officielles et non officielles, notre attitude, dès le premier moment, aurait été encore bien plus rude. Nous ne nous serions pas abstenus de voter à la première demande de crédit pour la guerre, comme il arriva, mais aurions voté directement contre celle-ci. Aujourd'hui, il ne peut y avoir aucun doute que la guerre de 1870 a été *voulue par Bismarck et préparée par lui de longue main*. S'il a eu peu de chance avec ses essais de vouloir se montrer comme l'innocent et en plus comme l'irrité à l'occasion des guerres de 1864 et 1866, cela lui a brillamment réussi en ce qui concerne la guerre de 1870. A l'exception d'un petit cercle de confidents, qui savait que Bismarck, avec tous les moyens qui étaient à sa disposition, travaillait à la guerre avec la France, — le Roi d'alors, plus tard Empereur Wilhelm Ier, n'y appartenait pas, — Bismarck a dupé tout le monde et a su réveiller la croyance que Napoléon provoqua la guerre, et que

1. *Aus Meinem Leben*, t. II, p. 167.

lui, Bismarck, aimant la paix, se trouva être avec sa politique l'attaqué. Et l'historiographie officielle et officieuse a su conserver jusqu'aujourd'hui, dans les grandes masses de la population cette croyance que la France fut l'agresseur et l'Allemagne l'agressée.

« Sans contredit Napoléon a formellement déclaré la guerre, mais ce qu'il y a d'admirable dans la politique de Bismarck consiste en ceci, qu'il sut mêler si habilement les cartes que Napoléon, qu'il le voulût ou non, devait en finir par la déclaration de guerre, et qu'ainsi il apparut comme le violateur de la paix. Des hommes tels que Marx et Engels n'ont-ils pas eu, pendant un peu de temps, l'opinion et ne l'ont-ils pas exprimée publiquement, que Napoléon était l'effracteur de la paix, quoique la tour où ils se trouvaient fût bien plus haute que la nôtre, pour juger la situation politique en Europe? Les préliminaires jusqu'à la déclaration de guerre furent tellement fourvoyeurs que l'on ne vit pas ce fait, que la France qui déclarait la guerre n'avait préparé son armée à aucune guerre, tandis que l'Allemagne, qui apparut comme provoquée, avait ses préparations complètes jusqu'au dernier clou d'affût, et que la mobilisation se déroula comme à la ficelle. L'accusation publique, que Bismarck était l'auteur de la guerre de 1870, je l'ai formulée dans notre parti, d'abord dans deux articles du *Volkstaadt*, dans les numéros 73 et 74 de l'année de 1873, qui portaient comme titre : « Pour le 2 septembre ». Liebknecht, à qui je soumis les deux articles, n'y a fait que quelques petites modifications de forme et les a imprimés tous deux en tête de sa brochure parue plus tard : « La dépêche d'Elms, ou comme les guerres se font. » A Paris

personne ne croyait à la guerre avec l'Allemagne. Au commencement de juillet 1870, 14 jours avant l'explosion de la guerre, la Chambre des députés française résolut d'abaisser le contingent de 100 000 hommes à 90 000. Le ministre de la guerre Le Bœuf déclara que s'il consentait à cette diminution c'était pour donner une preuve du désir pacifique du ministère. Et le président des ministres Ollivier déclarait, sur une question du député Jules Favre, qu'à aucune époque le maintien de la paix était plus assuré qu'en ce moment, qu'il n'y avait nulle part une question irritante. Et pourtant pendant la nuit vint la guerre.

« Bismarck nie avoir su quelque chose de la candidature Hohenzollern, mais qui le croit? Un Hohenzollern comme candidat au trône d'Espagne était de trop grande signification politique aussi bien pour les Hohenzollern que pour Napoléon. Napoléon et les Français se trouvaient menacés au plus haut point dans leurs intérêts si, à côté du Hohenzollern à la frontière Est s'ajoutait un Hohenzollern à la frontière Sud comme régent d'un grand pays : au cas d'une guerre avec l'Allemagne, la France devait se protéger contre une attaque imprévue du Sud, ce qui signifiait une grande faiblesse militaire.

« La dépêche d'Ems alla de par le monde et fut envoyée à tous les Cabinets étrangers, ce qui était la plus grave offense pour le gouvernement français. Cette dépêche eut l'effet voulu. Dès qu'elle fut connue, l'excitation en France, en Allemagne et dans tous les autres pays fut prodigieuse. Voici comment je pris connaissance de cette dépêche : Le 14 juillet, j'étais chez mon coiffeur lorsqu'on apporta l'*Allegemeine deutsche Zeitung*, alors rédigée

par le professeur Dr Karl Biedermann et qui contenait la dépêche. Lorsque je l'eus lue je jetai la feuille sur la table avec ces mots : « Là, nous avons « la guerre! » Le coiffeur s'effraya fort de cette déclaration ; je dus lui expliquer pourquoi la dépêche avait cette signification. »

VII

GRAMONT ET SAINT-VALLIER

Saint-Vallier avait été, comme Benedetti, un protégé de Rouher, et à la Cour un favori de premier ordre. Il appartenait à une famille ancienne et honorable, il était jeune, avait de belles manières, était laborieux, intelligent, écrivait fort bien. Il n'y avait pas une fête aux Tuileries ou chez l'Impératrice à laquelle il ne fût convié, parmi les intimes. Rouher, devenu ministre d'État, se l'attacha comme secrétaire chargé de centraliser dans son cabinet les informations extérieures, et il en fit son confident. Puis il le donna à Moustier comme chef de cabinet, afin d'assurer son influence aux affaires étrangères. A la mort de Moustier, on l'envoya à Stuttgard, où il se trouvait lors des événements de 1870. L'Empire tombé, il s'ingénia à entrer dans la faveur des maîtres du pouvoir. Sous Thiers, le moyen sûr d'y parvenir était d'attaquer l'Empire et la guerre de 1870. Saint-Vallier n'y manqua pas.

En avril 1871, il fit imprimer une brochure écrite sous forme de lettre à M. Buloz, directeur de la *Revue des Deux Mondes*, ayant pour titre : « La

guerre de 1870 : la rupture avec le Wurtemberg. » Ce récit pouvait se résumer ainsi : « J'ai tout prévu, j'ai tout blâmé. » Il y parlait « du dédaigneux silence opposé aux conseils, aux efforts pacifiques et *amicaux* de M. de Varnbuhler qui méritaient au moins un *remerciement* » ! Il ajoutait « qu'en ce qui le concernait il avait lieu de se plaindre et d'être blessé de ce qu'on eût accueilli par un blâme et des observations qu'*il n'accepta pas*, sa persistance à tenter toutes les voies de pacification, à transmettre des conseils modérés, à s'efforcer de localiser la guerre ». Gramont répondit d'abord par un désaveu discret dans une note de son livre (page 329). « Ce qu'il dit de mon opinion sur la neutralité des États du Sud se rapproche assez de la vérité, mais là se borne l'exactitude du compte rendu. Le langage qu'il me prête, celui qu'il croit avoir tenu sont entièrement controuvés, et dans un but qu'il est facile de deviner. » Puis, Saint-Vallier persistant à se targuer d'une résistance qu'il n'avait point faite, Gramont fit publier le texte de la dépêche de Stuttgard du 22 juillet : « Monsieur le duc, Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, le 18, une dépêche où je crois voir de la surprise provoquée par le langage que j'ai tenu dans l'une de mes dépêches du 15. En relisant cette dépêche écrite à la hâte et sous le coup d'événements qui se pressaient, je ne comprends que trop bien l'étonnement que me manifeste Votre Excellence ; je m'aperçois en effet que je n'ai pas fait assez clairement ressortir que je n'étais qu'un rapporteur fidèle des opinions qui s'exprimaient ici ; le sentiment d'irritation que me faisaient éprouver de telles attaques contre mon pays et contre mon gouvernement était si vif chez moi, que

je ne me suis pas rendu suffisamment compte de la nécessité de bien établir que, si je citais un tel langage, c'était pour le blâmer avec d'autant plus d'énergie. *Ce que je tiens à dire au milieu des déceptions cruelles que je viens d'éprouver de la part d'hommes sur la sympathie desquels je me croyais en droit de compter, c'est que ma consolation a été de voir tenir haut et ferme comme vous l'avez fait le drapeau de la France. — C'est avec un sentiment d'orgueil pour mon pays que j'ai lu et relu vos énergiques déclarations ; elles sont plus satisfaisantes encore pour ceux qui, comme moi, vivent au milieu des passions hostiles et d'adversaires qui s'étaient longtemps fait passer pour des amis.* » (Voir *Empire libéral*, t. XV, p. 227.)

Saint-Vallier fit nier dans *le Moniteur* l'authenticité de cette dépêche. Gramont en publia, dans le journal, l'autographe, le fac-simile et en mit l'original à la disposition de qui voudrait le voir. Ne pouvant plus persister dans sa négation, Saint-Vallier imagina la mirifique explication que voici : « Je me dis qu'isolé au milieu de l'Allemagne, j'avais peut-être mal jugé la situation, et qu'il était de mon devoir de ne pas laisser aux ennemis l'idée que tous les cœurs français ne battaient pas à l'unisson. Je savais que depuis la déclaration de guerre, *le secret des communications postales était peu respecté*, et je crus ne pas devoir partir sans adresser à mon gouvernement une communication *qui serait certainement connue en Allemagne*, et qui attesterait mon approbation patriotique du langage énergique et hautain tenu à la tribune par M. de Gramont. » (Discours à Laon à des électeurs sénatoriaux, janvier 1876.)

Autant de mots, autant de mensonges. Cette

lettre ne fut pas mise à la poste en Allemagne. La preuve en existe. Elle devança de quelques heures seulement l'arrivée de M. de Saint-Vallier à Paris, sans avoir été touchée ni ouverte par les Allemands, et il le savait bien, car il avait pris ses précautions à cet effet. Elle était encore sur le bureau du ministre des Affaires étrangères, lorsque M. de Saint-Vallier, dans son cabinet, jouait l'enthousiasme, et étonnait le ministre par son attitude de courtisan et l'exagération de ses flatteries.

V

GRAMONT ET VITZTHUM

Le prince Napoléon ayant publié dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er avril 1878 un article intitulé « Les Alliances de l'Empire en 1869 et 1870 » pour accuser la Papauté d'être la cause des malheurs de la France, Gramont répondit sous le pseudonyme d'Andréas Memor dans la *Revue de France* du 15 avril 1878, par un article ayant le même titre, prouvant que le prince Napoléon avait soutenu une thèse inexacte.

Vitzthum avait été cité dans cette polémique comme collaborateur de Metternich dans la négociation avec l'Autriche, Vitzhum crut devoir adresser à Gramont la lettre ci-dessous :

« Paris, *20 avril 1878*. — M. le Duc. On vient d'appeler mon attention sur un article qui a paru dans la *Revue de France* du 15 de ce mois, signé Andréas Memor. On y parle (p. 704 et 705) d'une négociation qui aurait eu lieu à Paris, dans la seconde semaine

de juillet 1880, et à laquelle j'aurais pris part. Je n'ai aucune connaissance de cette négociation dans laquelle les termes d'une alliance entre l'Autriche, l'Italie et la France auraient été arrêtés. En tout cas je n'aurais pas pu y prendre part, car durant tout le temps où vous étiez Ministre des Affaires étrangères, Monsieur le Duc, je n'ai été chargé du Gouvernement Français d'aucune mission, ni officielle, ni officieuse. *J'ai traversé Paris, il est vrai, à cette époque.* Appelé à Vienne par le télégraphe, je suis arrivé de Bruxelles à Paris, le 13, et j'en suis reparti le *15 juillet à 8 h. 35 du soir*. Pendant ces quelques jours, je n'ai eu qu'*une seule fois* l'honneur de vous voir. C'était au Ministère des Affaires Étrangères le *15 juillet soir une heure avant mon départ*. Vous n'aviez pas de commission à me donner, si ce n'est celle d'annoncer à M. le Comte de Beust le prochain départ du Prince de *La Tour d'Auvergne qui venait d'être nommé Ambassadeur à Vienne*. Je n'avais absolument rien à vous dire de la part de mon Gouvernement, mais il était de mon devoir de vous parler de l'entretien que j'avais eu le matin même à *Saint-Cloud avec l'Empereur Napoléon qui m'avait chargé de soumettre à l'Empereur, mon maître, l'idée d'un congrès dont l'Autriche devait prendre l'initiative afin d'empêcher la guerre si cela était possible*. Vous ne vouliez pas en entendre parler. Vous me disiez que la nation française renverserait tout gouvernement qui voudrait empêcher la guerre, et que vous donneriez votre démission si l'on insistait sur l'idée d'un congrès. Cette explication mit fin à notre entretien qui avait duré cinq minutes environ. En recueillant vos souvenirs, Monsieur le Duc, vous reconnaîtrez, je n'en doute pas, l'exactitude des miens, et vous

vous empresserez de me dégager du rôle que Memor m'a prêté par erreur. Je tiens à le constater afin de couvrir ma responsabilité vis-à-vis de mon Gouvernement qui pourrait me reprocher d'avoir laissé s'accréditer par mon silence des allégations erronées. Agréez, Monsieur le Duc, l'assurance de mes sentiments très distingués.

« Signé : VITZTHUM. »

— Réponse du Duc de Gramont au Comte de Vitzthum : « *Paris, 22 avril 1877.* — Monsieur le Comte. J'ai reçu votre lettre du 20 de ce mois, motivée par un article de la *Revue de France* du 15 avril où il est dit que vous avez pris part à une négociation qui eut lieu à Paris dans la seconde semaine de juillet 1870, relativement à un traité d'alliance entre l'Autriche, l'Italie et la France. Vous ajoutez que vous n'avez aucune connaissance de cette négociation et vous me priez de recueillir mes souvenirs pour y trouver la confirmation de votre assertion. Quand il s'agit de questions qui ne datent pas de la veille, je ne me contente jamais d'un simple appel à mes souvenirs, je consulte les notes, les documents et les rapports écrits en forme de procès-verbal le jour même où se sont passés les faits sur lesquels on m'interroge. C'est le résultat que je vais placer sous vos yeux. Vous êtes venu en effet le 15 juillet au Ministère des Affaires étrangères, amené par le Prince de Metternich. Votre visite n'a pas été de cinq minutes, mais elle a duré environ quarante minutes. C'est en votre présence qu'ont été examinées les propositions mentionnées dans l'article de la *Revue de France*. Amené par Monsieur le Prince de Met-

ternich, et témoin par son fait d'un entretien de cette gravité, il était naturel de vous considérer comme son collaborateur. C'est l'impression que vous avez laissée. Les faits qui suivent vont indiquer si cette impression était justifiée. Mais avant d'aller plus loin, je relève une phrase de votre lettre sur les ouvertures que vous avait faites S. M. l'Empereur au sujet d'un congrès dont l'Autriche devait prendre l'initiative pour empêcher la guerre, si cela était possible. Vous dites que je ne voulais pas en entendre parler, et que c'est cette déclaration qui mit fin à notre entretien. Vous paraissez ignorer que cette idée du congrès, dont vous avait entretenu Sa Majesté l'Empereur, était précisément due à mon initiative, qu'elle était de moi, que c'était moi qui l'avais proposée, développée et fait accepter, la veille, 14 juillet, au Conseil des Ministres, dans des circonstances particulièrement remarquables, qui ont été rappelées déjà par quelques auteurs contemporains[1]. Parmi les témoins de ce fait, la mort en a déjà enlevé trois, l'Empereur, l'amiral Rigault de Genouilly et M. Mège; mais tous les autres vivent et l'attesteront au besoin. Je ne me charge pas de concilier leurs témoignages avec votre récit. Revenons maintenant à cette première assertion de votre lettre, savoir que vous n'avez pas eu connaissance de ce qui s'est dit et fait entre le Prince de Metternich et moi, le jour où il vous a conduit chez moi. Voici ce que disent mes notes et mes documents : Vous partez de Paris vendredi soir 15 juillet, vous arrivez à Vienne dimanche 17, vous demandez à voir l'Empereur François-Joseph et *le*

1. Voir la brochure de M. de Parieu, juin 1873, *Considérations sur l'histoire du second Empire*, p. 20.

lendemain lundi 18, il se tient à la Burg un conseil dont vous transmettez le résultat en ces termes : « Ce serait nous demander l'impossible que de « demander d'entrer en campagne avant le com- « mencement de septembre. L'Empereur, l'Ar- « chiduc Albert, Beust pensent comme vous et moi « et les paroles que l'Empereur m'a adressées n'ont « pas été discutées parce qu'elles sont *indiscu-* « *tables*. Soyez persuadé que le Conseil présidé « par S. M. lundi dernier (le lendemain de « mon arrivée) n'était pas facile à diriger, et c'est « le tact de notre chef qui a amené cette unanimité « avec laquelle on a résolu de faire des préparatifs « d'armements tout en prononçant la neutralité « comme *a starting point**. On a à Paris d'étranges « illusions sur la Russie. X***[1] me semble s'être « laissé berner comme un novice qu'il est. Je « repartirai avec *Vimercati qui arrive, pour Flo-* « *rence,* pour arranger les affaires.

« Signé : VITZTHUM. »

« Ce passage de votre correspondance qui m'a été remis le 24 juillet par M. le Prince de Metternich à qui *elle est adressée,* semble indiquer, vous en conviendrez, que vous aviez connaissance de quelque chose. En même temps, M. de Beust écrivait trois jours après votre arrivée à Vienne, c'est-à-dire le *20 juillet 1870* : « Le comte de Vitzthum a rendu « compte à notre Auguste Maître du message « verbal dont l'Empereur Napoléon a daigné le

1. Je passe le nom sous silence, mais si vous l'avez oublié, je tiens la lettre à votre disposition pour vous le rappeler.

*A *starting point* en anglais signifie *point de départ*.

« charger. Ces paroles Impériales, ainsi que les « éclaircissements que M. le Duc de Gramont a « bien voulu y ajouter ont fait disparaître toute « possibilité d'un malentendu que l'imprévu de « cette guerre soudaine avait pu faire naître. « Veuillez donc répéter à Sa Majesté et à ses « ministres que, fidèles à nos engagements tels « qu'ils ont été consignés dans les lettres échangées « l'année dernière entre les deux souverains, « nous considérons la cause de la France comme « la nôtre et que nous contribuerons au succès « de ses armes dans les limites du possible... » Cette lettre, où vous êtes mentionné par le Ministre des Affaires Étrangères, semble comme la précédente indiquer que vous aviez connaissance de quelque chose des anciens engagements épistolaires de 1869 qu'il s'agissait d'exécuter, et des affaires pour lesquelles vous partiez pour Florence en compagnie du Comte Vimercati. Voilà, Monsieur le Comte, le premier résultat des recherches que vous m'avez prié de faire. Il me semble inutile de les continuer davantage. Elles paraissent établir que vous étiez employé dans les pourparlers dont l'article de la *Revue de France* a fait mention incidemment. A quel titre y êtes-vous intervenu? C'est un point qu'il ne m'appartient pas de trancher, et qui est tout entier du ressort des personnes qui vous ont employé. Si, pour couvrit votre responsabilité vis-à-vis du Gouvernemenr Austro-Hongrois, vous croyez utile de lui faire connaître la lettre que vous m'avez adressée, et cette réponse que je vous envoie, j'y donne mon entier assentiment. C'est toujours à regret que je livre au public ce qui concerne ma personne ou d'autres personnalités; aussi mon intention n'est-

elle pas de publier cette réponse à moins que vous ne preniez l'initiative de publier votre lettre, auquel cas la polémique suivra le cours que vous lui aurez donné. Agréez, Monsieur le Comte, l'assurance de mes sentiments très distingués.

« Signé : Duc de Gramont. »

« P. S. — Dans le cas où vous auriez déjà communiqué votre lettre à quelques personnes, je compte que vous trouverez convenable de leur faire aussi connaître cette réponse. »

— Seconde lettre ou réplique du Comte de Vitzthum au Duc de Gramont :

« Paris, le 23 Avril 1878.

« Monsieur le Duc, j'ai reçu votre réponse à ma lettre du 20.

« Je n'avais pas l'intention de publier cette dernière. Je n'avais d'autre but, en vous l'adressant, que de décliner le rôle de négociateur que je n'ai pas joué, et que je n'avais pas qualité pour jouer.

« Il me paraît inutile de remuer les cendres du passé.

« Le respectueux souvenir que j'ai conservé de Votre infortuné Souverain bride ma plume. L'Empereur Napoléon n'est plus, et on ne pourrait plus invoquer son témoignage.

« Du reste on aura beau multiplier les citations de lettres particulières et publier les pièces les plus confidentielles, on n'y trouvera pas trace ni d'une alliance, ni d'une négociation formelle entre l'Autriche et la France, au moment où éclata cette guerre qui vous avait pris au dépourvu comme me

le disait l'Empereur Napoléon le 15 juillet 1870.
« Agréez, Monsieur le Duc, l'assurance de mes sentiments très distingués.

« Signé : Vitzthum. »

Les lettres de Beust à Gramont que j'ai publiées dans mon récit achèvent de démentir l'impudente assertion de Vitzthum qu'il n'y avait eu aucune négociation avec l'Autriche.

VI

LETTRES DU PREMIER PRÉSIDENT DE TOULOUSE C. PIOU A ÉMILE OLLIVIER.

En fouillant dans mes papiers ces jours-ci on a retrouvé deux lettres de Piou, premier président de la cour de Toulouse. Il me paraît intéressant de les reproduire à cause de l'autorité morale dont jouissait dans le monde libéral l'éminent premier président. Elles démontrent une fois de plus combien le ministère du 2 janvier recut l'assentiment de ce qu'il y avait de plus indépendant, de plus éclairé et de plus patriote parmi les hommes de ce temps-là.

« *Toulouse, 1er août 1870.* — Monsieur le Garde des Sceaux. — Une communication bienveillante et confidentielle ne me laisse pas ignorer ce que l'Empereur a daigné faire pour moi avant de quitter Paris. Je ne manque pas au secret qui m'est recommandé en vous parlant d'une chose que vous connaissez d'autant mieux qu'elle n'aurait pas eu lieu sans vous. Vous avez appelé sur moi

un insigne honneur qui récompense, au delà de mon attente, quelques services rendus dans de mauvais jours déjà très éloignés de nous. Je n'ai pas à regretter que cette récompense ne me soit pas venue plus tôt, je me réjouis au contraire de la devoir aujourd'hui, non seulement à l'Empereur, mais encore aux Ministres qui ont inauguré l'Empire libéral, à celui de ces Ministres qui a reçu la mission de le fonder, comme toutes les grandes choses, au milieu de rudes épreuves. Oui, Monsieur le Garde des Sceaux, je me glorifie de faire partie de ce premier groupe d'hommes nouveaux pour qui s'ouvriront bientôt, je l'espère, les rangs d'une imposante assemblée. J'arrive à la vie politique dans un temps où la France entreprend de relever son influence par les armes, sans renoncer à la liberté. Comment pourrai-je me rendre utile dans de si graves conjonctures!... J'aurai recours à vous, et, me faisant un titre de votre bienveillance, je ne marcherai pas sur les sommets où vous m'aurez élevé, sans chercher plus d'une fois, dans vos entretiens, la lumière que j'ai si souvent trouvée dans vos écrits. Si j'ai eu tort de vous écrire cette lettre je réclame votre indulgence pour une indiscrétion dont la seule cause est un trop vif désir de vous exprimer ma profonde gratitude. Je suis avec respect, Monsieur le Garde des Sceaux, votre très humble et très obéissant serviteur. — C. Piou. »

« *Toulouse 7 août 1870.* — Monsieur le Garde des Sceaux. — Paris est mis en état de siège et les Chambres sont convoquées pour le 11 de ce mois. S'il est vrai qu'avant de partir pour Metz, l'Empereur m'ait nommé Sénateur, je demande que ma

nomination soit publiée. Sur l'avis que vous voudriez bien m'en donner mardi par une dépêche télégraphique, je m'empresserais de me rendre à Paris. Plus la situation est grave, moins je veux être affranchi des devoirs que le Sénat est appelé à remplir. Je ne supporte pas l'idée que je me tiendrai à l'écart pendant le danger et que je n'irai occuper mon siège au Sénat qu'après la victoire. — Je suis avec respect, Monsieur le Garde des Sceaux, Votre très humble et très obéissant serviteur. — Le premier président. C. Piou. »

VII

LETTRE DU CÉLÈBRE PRÉLAT HONGROIS MGR HAYNALD A ÉMILE OLLIVIER.

Monseigneur Haynald à Émile Ollivier. — Excellentissime Domine! — Longum ab eo transivit tempus quo Tecum Excellentissime Vir! quem magno semper, in honore habebam, propius commercium fovendi fortuna fruebar. Miraberis certe me nunc iterum coram Te comparere fors adhuc magis, si huius meae epistolae argumentum cognoveris.

Sed parte ex una pietas erga virum jam fatis functum, quem non obstante rigidiori sua natura me etiam per vices sensibiliter tangente, maximi semper habebam, me impellit, ut officio boni viri functus, Tibi preces quasdam exhibeam,

parte ex alia vero nobilissimun Tuum cor, quod si per zelum viri in spiritu suo et ejusdem manifestationibus interdum ardentioris laesum fuerat,

indulgentiam prae vindicta exercere novit, animum mihi addit ad audendum tale quid, quod secus haud facturus fuissem.

Agitur de eo, ut opus multis titulis eximium, quo Dominus Canonicus Lagrange vitam laudatissimi Aurelianensum Antistitis Felicis Dupanloup exhibuit, Praemio Monthyon a Celeberrima Academia Gallica donetur.

Dicitur antem votô Tuô, Vir Excellentissime! rem decisum iri sive fantoribus operis additô sive adversariis ejusdem negatô.

Ast et id perbene mihi notum est, quodanimus Tuus sententiâ quâdam Episcopi Dupanloup publico ex ambone contra Te jacta gravius affectus fuerit.

Qua in re socius Tuus sum, nam ego quoque amplo in concessu per ipsum durius tractatus fueram; — sed licet « traditoris » nomen mihi aestuans ejus animus tunc inflixerit, ego noscens zelum ejus saepe justae mensurae limites excedentem, utro lubenterque injuriam factô impactam ex bonae intentionis obtutu condonavi.

Non dubito nobilissimum Tuum animum pari ratione acturum, et si aliud adjudicandi operi Lagrangeiano Praemii Monthyon impedimentum non obstiterit, Te biographiam per cunctos etiam adversarios magnis saepe encomiis celebrati Episcopi Dupanloup, quantum in Te est, praemio suo haud frustaturum esse.

Hoc est, quo a Te efflagito.

Quod superest, fausta quaeque Tibi et Charis Tuis a Domino precatus, peculiari cum observantia maneo.

Coloczae, in Hungaria die 29-â Maji, 1884.

Excellentissime Domine humilis Tuus Servus.
Dr Ludovicus Haynald Cardinalis, Archiepiscopus Colocentis.

Émile Ollivier à Monseigneur Haynald, 5 juin 1884. — Éminence, Les sentiments que vous exprimez d'une manière si haute sont les miens.

Vous n'avez gardé aucune rancune à Mgr Dupanloup de vous avoir appelé un jour traître; je ne sens dans mon âme aucun ressentiment de ce qu'il m'a un jour insulté à la tribune, alors que je n'étais pas présent pour lui répondre. Je n'ai rappelé le fait que parce qu'il me paraissait un trait de caractère.

Mgr Dupanloup avait un cœur généreux. Parfois cependant ses actes n'ont pas été magnanimes. Cela tient aux effervescences de son tempérament (*animus aestuans*, comme vous dites si bien) et aussi à sa façon de comprendre la liberté. La liberté, pour lui, consistait à exiger qu'on fût de son avis. Dès qu'il ne dominait pas il se déclarait opprimé. Dès qu'on lui résistait, il perdait la possession de lui-même et s'échappait aux plus inconvenantes brutalités. Vous ne pensiez pas comme lui sur une question de conduite : vous deveniez un traître. L'Académie n'obéit pas à ses injonctions contre M. Littré : il lui jette sa démission. J'avais résisté à ses instances d'intervention au concile : à la première occasion il m'insulte.

S'il avait réfléchi il n'aurait pas fait ces actes. Il est probable qu'il les a regrettés. En ce qui me concerne il me l'a prouvé.

Il eût été aussi malséant de conserver le retentissement de ces fureurs momentanées du saint prélat que de les omettre dans un portrait historique. Sans doute en les rappelant je me suis exposé à certaines interprétations malignes, mais il y a longtemps que j'ai appris de Bossuet parlant à Fénelon que « les défenseurs de la vérité, s'ils

doivent être purs de tout intérêt, ne doivent pas moins être au-dessus de la crainte qu'on leur impute d'être intéressés ».

Soyez persuadé, Éminence, que je ne me suis pas opposé à ce que le prix Monthyon fût attribué à M. l'abbé Lagrange, sous l'impulsion d'une haine contre Mgr Dupanloup, que je ne ressens nullement. Je n'ai pas pris l'initiative de l'exclusion. Elle a été proposée par une Commission dont je ne faisais pas partie. Je l'ai appuyée parce que l'ouvrage m'a paru un livre de combat, le livre d'un sectaire politique et religieux, âpre contre les adversaires, malgré des efforts visibles de modération. On peut en effet le résumer en ceci : Dans l'Église comme dans l'État, il n'y a de vertu, de loyauté, de talent, de justice, de vérité que dans le groupe qui se meut autour de MM. de Falloux, de Broglie et leurs amis. Assurément on ne saurait dire trop de bien de ces éminents confrères, mais ne pourrait-on penser un peu moins de mal de ceux qui ne les suivent pas?

Un tel livre ne pouvait être classé parmi les ouvrages purement moraux, impartiaux, sereins que l'on couronne comme utiles aux mœurs.

Du reste, je me réjouis de la circonstance qui m'a donné la joie et l'honneur de recevoir de vos nouvelles. J'ai conservé un souvenir bien précieux de la conversation que vous m'avez autrefois accordée. Et je reste, dans des sentiments d'admiration et de respect, votre très dévoué serviteur.

Émile Ollivier.

VIII

LA SOLIDARITÉ MINISTÉRIELLE

Les ministres, dit-on, sont solidaires! Il y aurait à dire sur l'application inexorable de ce principe à un ministère tel que celui du 2 janvier, dans lequel il il n'y avait pas un chef véritable et il y avait des ministres tels que le maréchal Le Bœuf, l'amiral Rigault, de Parieu, qui n'avaient pas été choisis par le chef du cabinet, ministère allant au parlementarisme plutôt que ministère parlementaire. J'accepte néanmoins l'application du principe. Les ministres sont solidaires, soit. Est-ce à dire que la responsabilité solidaire couvre et détruise la responsabilité individuelle? En aucune façon. Les deux responsabilités coexistent, se complètent et ne se confondent pas. La responsabilité solidaire naît des actes généraux de la politique et de l'administration, aussi des directions des principes données à chaque département ministériel : ains le ministre de la justice est responsable autant que le ministre des affaires étrangères du choix d'une alliance, de la résolution prise d'empêcher l'acte d'une puissance étrangère ou de le tolérer, autant que le ministre des finances de la proposition d'un emprunt ou de la création d'un impôt, autant que le ministre de l'intérieur des règles générales suivies dans les élections ou dans l'administration, autant que le ministre de la guerre de la fixation du contingent ou de l'organisation de l'armée, autant que le ministre de l'instruction publique des systèmes généraux de l'enseignement tels que la gratuité ou la liberté.

De même les ministres des affaires étrangères, des finances, de l'intérieur, de la guerre, de l'instruction publique sont responsables des principes généraux pratiqués par le ministre de la justice dans la police de la presse, ou du système préféré dans l'organisation judiciaire. Mais chaque ministre n'est pas responsable de la manière dont chacun de ses collègues exécute, soit les décisions générales en tant qu'elles sont de sa compétence, soit les directions politiques ou de principes établis pour son département. Dans ce cas la solidarité ne s'applique pas, la responsabilité reste individuelle et n'atteint que le ministre qui y donne lieu. Ainsi, après qu'on a résolu de rechercher l'alliance d'une puissance, de réclamer le redressement d'un de ses actes, le ministre de la justice n'est pas responsable si le ministre des affaires étrangères s'attache à l'alliance d'une autre puissance ou si dans ses dépêches, son œuvre personnelle, il n'exprime pas ou s'il exprime mal les résolutions prises en commun; de même, il n'est pas responsable si, après qu'on a fixé un chiffre à la dette flottante, le ministre des finances l'accroît par une émission démesurée des bons du Trésor. Il ne le sera pas davantage si, après qu'on a admis la gratuité de l'enseignement, le ministre de l'instruction publique exige une rétribution scolaire; ou après qu'on a résolu que telle ville devait être armée, ou tel effectif conservé, ou les réserves rappelées, le ministre de la guerre néglige de mettre la ville désignée en état de défense, ou s'il n'a sous les drapeaux qu'une partie de l'effectif indiqué; ou après qu'on a condamné les candidatures officielles, le ministre de l'intérieur a mis la force administrative au service d'un

candidat. De même, ni le ministre des finances, ni celui de l'instruction publique, de la guerre ou de l'intérieur ne sont responsables si, après qu'on a déterminé les cas dans lesquels les journaux seront poursuivis, le ministre de la justice ne veille à ce que l'impunité n'ait pas lieu dans ces cas, ou s'il saisit les tribunaux dans le cas où l'impunité a été résolue. Dans le pays où la solidarité ministérielle est le plus strictement pratiquée, Palmerston a très bien expliqué cela : « La matière à traiter appartient au département que je dirige et la responsabilité des conséquences qui pourraient découler de la marche que je jugerais à propos d'adopter retomberait sur moi seul. » (Palmerston au vicomte de Melbourne, 5 juillet 1840.)

« Je ne sais que trop combien il est difficile pour un ministre de contrôler les départements du gouvernement d'un pays dont il n'est pas immédiatement le chef. » (Palmerston à H. L. Bulwer, 17 août 1841.)

S'il n'en était pas ainsi, si, en vertu de la solidarité, chaque ministre était responsable de tout ce que dit, fait, exécute ou ne dit pas, ne fait pas et n'exécute pas chacun de ses collègues, un État pourrait s'épargner la dépense d'une dizaine de départements ministériels, il suffirait d'avoir un seul ministre, ayant sous ses ordres une cinquantaine ou plus de directeurs généraux. Le président du conseil, là où il en existe un, se trouve dans les mêmes conditions que ses collègues. Il a plus de part qu'eux à la direction générale, surtout s'il personnifie davantage devant le public la pensée collective du Cabinet, le plus souvent il a le privilège de l'exprimer dans les débats parlementaires; mais en ce qui a trait à sa res-

ponsabilité, il n'est pas dans une situation différente de celle de ses collègues et il n'est pas plus qu'eux responsable des actes qui sont du ressort de la responsabilité individuelle de chacun d'eux.

XII

CONVERSATIONS

Dans ce volume se trouvent un certain nombre de conversations très importantes. Aussi je crois utile de renouveler une observation que j'ai déjà faite. Ces conversations ne sont pas écrites avec mes souvenirs, car des souvenirs, datant de trente ou quarante ans, sont dépourvus de tout caractère de véracité, quelles que soient la mémoire et la bonne foi de celui qui les évoque. Ils sont nécessairement incomplets, inexacts, déformés par le temps. Les conversations que je rapporte ont été notées par moi au moment même, et quant à celles de la fin de mon ministère, que la rapidité des événements ne me permettait pas de fixer quotidiennement, je les ai notées pendant les premiers jours qui suivirent ma chute, et, en outre, chaque fois que cela me fut possible, je les ai contrôlées par le témoignage oral ou écrit de ceux qui en ont été les témoins ou les interlocuteurs.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE XXIV

LE SUICIDE. — WŒRTH. — FORBACH. — LE RENVERSEMENT DU MINISTÈRE PAR LA MAJORITÉ IMPÉRIALISTE

CHAPITRE PREMIER

WISSEMBOURG

CHAPITRE II

ENTRE WISSEMBOURG ET WŒRTH

CHAPITRE III

WŒRTH

CHAPITRE IV

BATAILLE DE FORBACH

CHAPITRE V

QUI EST RESPONSABLE : FROSSARD OU BAZAINE ?

CHAPITRE VI

COMPARAISON ENTRE LES DEUX ARMÉES

CHAPITRE VII

L'INVASION

CHAPITRE VIII

A METZ APRÈS LES DÉFAITES

CHAPITRE IX

A PARIS APRÈS LA DÉFAITE. — PATRIOTISME OU PARTIOTISME

CHAPITRE X

A PARIS. — JOURNÉE DU 6 AOUT

CHAPITRE XI

LA NUIT DU 6 AU 7 AOUT A PARIS

CHAPITRE XII

A PARIS. — JOURNÉE DU 8 AOUT. — ACTIVITÉ DES MINISTRES ET DES PARTIS

Pages.

CHAPITRE XIII

PROJET D'UN COUP DE JUSTICE

CHAPITRE XIV

LE RENVERSEMENT DU MINISTÈRE

CHAPITRE XV

CINQUIÈME VICTOIRE PRUSSIENNE. — LA HAINE DU PARTIOTISME L'EMPORTE SUR L'ABNÉGATION DU PATRIOTISME.

CHAPITRE XVI

A PARIS : JOURNÉES DES 10 ET 11 AOUT. — LE MINISTÈRE DU SUICIDE.

CHAPITRE XVII

A METZ. — EFFET DU RENVERSEMENT DU CABINET DU 2 JANVIER. — DESTITUTION DE L'EMPEREUR.

CHAPITRE XVIII

LE COMMENCEMENT DU SUICIDE

CHAPITRE XIX

MARCHE DES ALLEMANDS SUR METZ

CHAPITRE XX

EFFET A L'ÉTRANGER. — LA LIGUE DES NEUTRES

ÉCLAIRCISSEMEMTS

ERRATA

Tome XV, p. 43, dans la note *lire* Corcel *au lieu* de Courcel.

Tome XV, p. 561, dans la note *lire* des Pallières *au lieu* de des Fallières.

Tome XV, p. 480, laisser le point d'interrogation et supprimer les trois points.

Paris. — Typ. Ph. Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 3246.

_ BATA



-*Major au 1/80.000*[e]

ues ($\frac{1}{80000}$).

000 11000 1:

10 11

COMBAT DE WISSEMBOURG _ BATAILLE DE WŒRTH



Échelles Métriques $\frac{1}{80000}$

1000 0 1000 2000 3000 4000 5000 6000 7000 8000 9000 10000 11000 12000 13000 14000 15000 16000 17000 18000 19000 20000 Mètres

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 Kilomètres

BA

30'

Kentrisch

Scheid

Bischmisheim

bach

70'

Rémelfing

B. de Sarre

Neufgrange

Halte

Zettinger

Der Grosse Baum Wald

Der Vorder Frey Wald

Der Hinderste Frey Wald

Silzheim

Hambach

Der Grosse Katzer Wald

Der Kolben Ubel

50'

30'

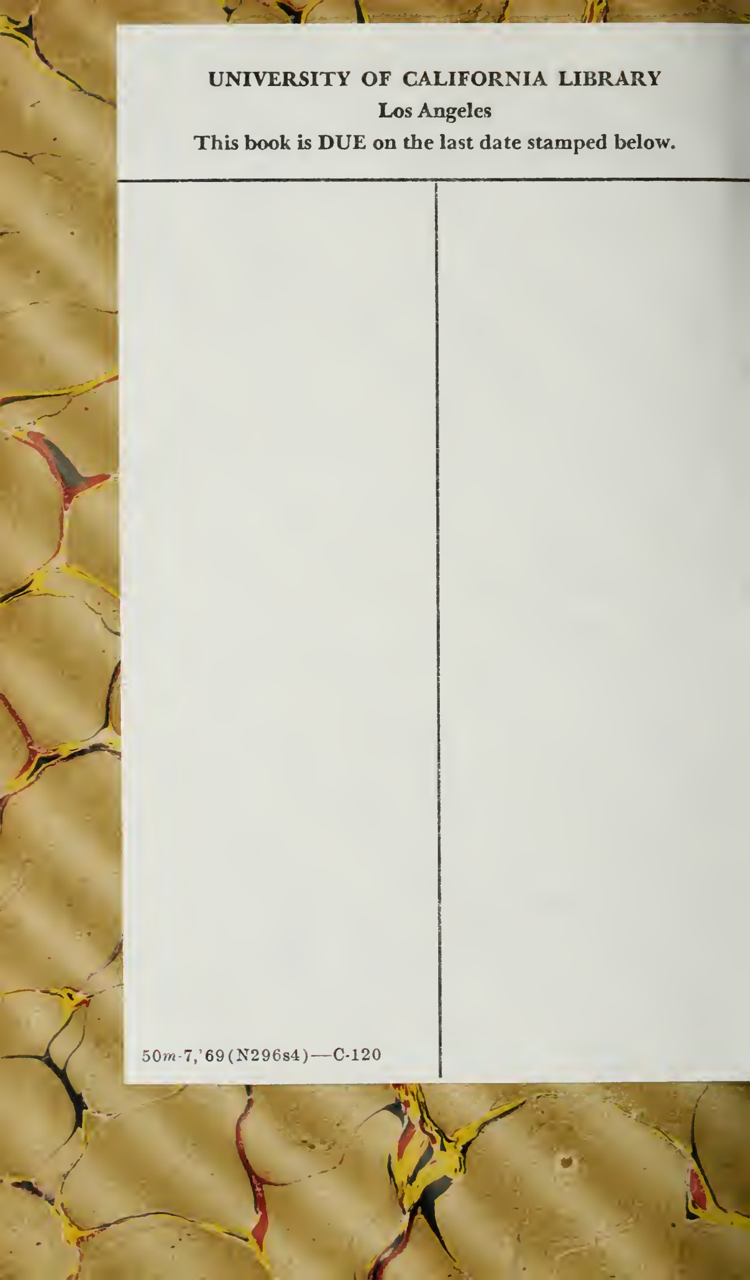
le la Carte d'Etat-Major au 1/80.000^{e}

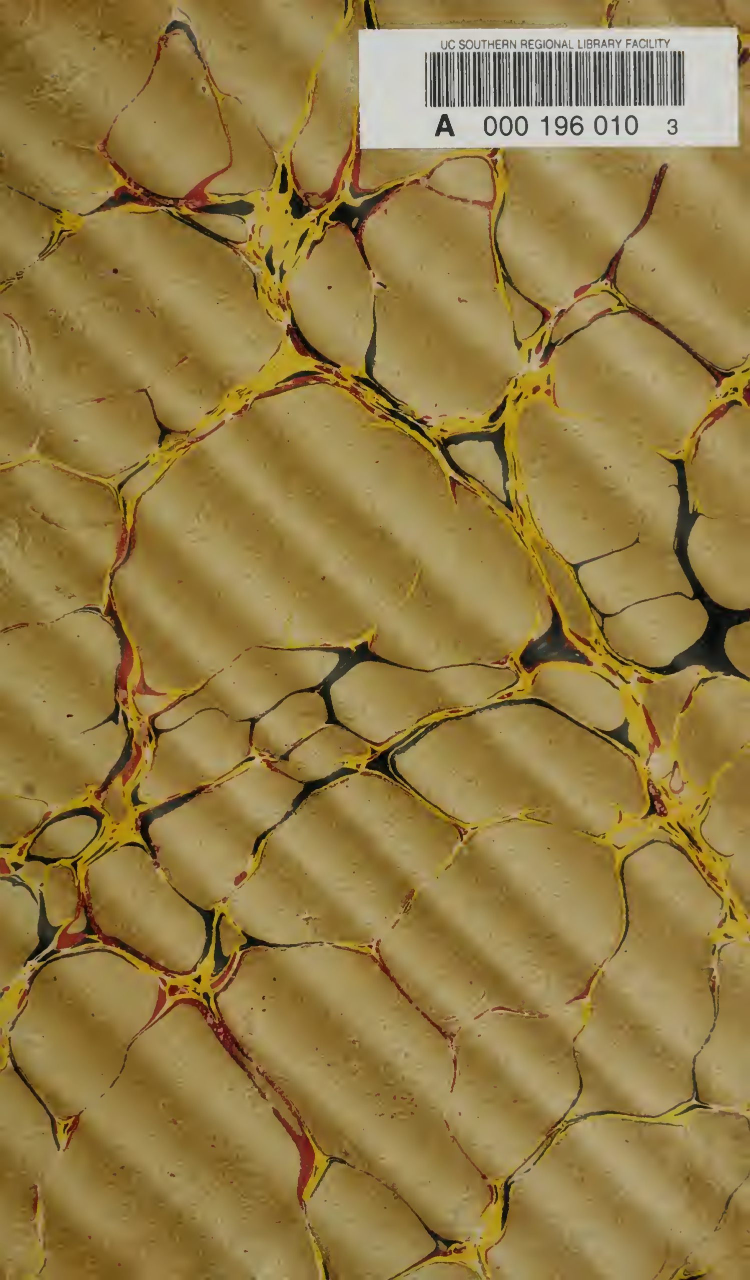


BATAILLE DE FORBACH



Paris. — Imprimerie E. Desfossés, 13, quai Voltaire. — 54886. — 10-1912




UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 196 010 3

